



HAL
open science

Le capital fictif et ses effets sur la macroéconomie et sur le monde du travail au Brésil

Mauricio de Souza Sabadini

► **To cite this version:**

Mauricio de Souza Sabadini. Le capital fictif et ses effets sur la macroéconomie et sur le monde du travail au Brésil. Economies et finances. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2008. Français. NNT: . tel-00354467

HAL Id: tel-00354467

<https://theses.hal.science/tel-00354467>

Submitted on 19 Jan 2009

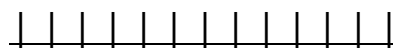
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE PARIS I
U.F.R. DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Année 2008

Numéro attribué par la bibliothèque



THÈSE

Pour l'obtention du grade de
Docteur ès Sciences économiques

Présentée et soutenue publiquement par

Mauricio DE SOUZA SABADINI

Le 6 novembre 2008

**LE CAPITAL FICTIF ET SES EFFETS SUR LA MACROÉCONOMIE
ET SUR LE MONDE DU TRAVAIL AU BRÉSIL**

Directeur de thèse : Rémy Herrera
Chargé de recherches au C.N.R.S.

JURY

M. Rémy HERRERA
M. Dominique LÉVY
M. Paulo NAKATANI

M. François CHESNAIS
M. Bernard GUERRIEN
M. Patrick DIEUAIDE

Chargé de recherches au CNRS
Directeur de recherches au CNRS, rapporteur
Professeur à l'université fédérale d'Espírito Santo,
rapporteur
Professeur émérite à l'université Paris XIII
Maître de conférences à l'université Paris I
Maître de conférences à l'université Paris I

« L'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; elles doivent être considérées comme propres à leur auteur ».

REMERCIEMENTS

En 1998, j'ai terminé mon *master* en théorie économique au Brésil et dans les remerciements d'usage, je déclarais : « dans la certitude que je n'abandonnerai pas l'université, je vais continuer à parcourir et à chercher de nouveaux chemins dans cette stimulante et merveilleuse aventure que constitue l'étude de l'économie ». On était, bien sûr, en droit de se demander si l'économie, telle qu'elle fonctionne dans le système capitaliste, pouvait être considérée comme une chose merveilleuse ou non, mais nous ne reprendrons pas ici cette discussion. Peut-être, le contenu de cette thèse peut-il suggérer quelques explications.

Mais, pour revenir à notre question initiale, je n'imaginai pas à ce moment de ma vie que l'année suivante, en juillet 1999, je ferais partie des professeurs du Département d'Économie de l'Université fédérale de Espírito Santo (UFES), après avoir réussi un concours public. Ce fut une surprise et aussi une satisfaction très grande.

Dès lors, nouveaux défis, nouvelles relations, nouvelles perspectives. Dont la possibilité de faire un doctorat et, si possible, en France, car je me sentais stimulé, surtout, par la perspective de comprendre le capitalisme à partir d'un pays développé, c'est-à-dire à partir de la structure centrale qui régit la périphérie du système économique. Cet objectif annonçait déjà un avenir qui me réservait beaucoup de changements, pour la simple raison que je n'étais jamais sorti de mon pays d'origine. Mais, il fallait un financement. Dans le cadre de la rigueur budgétaire du gouvernement fédéral, l'obtenir ne serait pas facile. Après un deuxième essai, et dans un contexte où 8 bourses seulement étaient attribuées dans le domaine de l'économie pour un séjour à l'étranger, la réponse fut positive. Cette bourse a permis mon séjour à Paris et m'a donné, pendant les années d'étude, la tranquillité nécessaire pour mener un travail de cette ampleur. C'est pourquoi, j'adresse de profonds remerciements à la Coordination de perfectionnement du personnel de niveau supérieur (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior – CAPES), du Ministère de l'Éducation brésilien. Ainsi qu'à l'Université fédérale de Espírito Santo (UFES) qui m'a libéré de mes activités d'enseignant tout en me rémunérant pendant les quatre ans du doctorat, ce qui a permis à ma famille de subsister en France.

Mais, au-delà des remerciements dus aux institutions, et compte tenu du fait que les ressources publiques proviennent des impôts payés par la population, je dois remercier tous les travailleurs de ce pays très inégal, et aux énormes disparités sociales et économiques, pour le privilège qu'ils m'ont accordé. Les conditions de vie sont tellement différentes, entre moi-même et la majeure partie de la population, qu'un tel remerciement peut même sembler contradictoire, voire cynique. Évidemment, ce n'est pas ici mon intention ; bien au contraire, je me sens dans l'obligation de leur être reconnaissant. En contrepartie, je peux un peu redistribuer ce privilège en continuant, à mon retour au Brésil, à travailler dans l'université publique, en disséminant la connaissance que j'ai acquise dans ces années d'étude et de recherche, y compris dans un cadre de formation extérieur à l'université. C'est là une des priorités de ma vie.

Au cours du doctorat, j'ai eu le privilège d'avoir un directeur de thèse qui ne s'est pas contenté de prodiguer des débats sur l'économie, des critiques et des suggestions pour améliorer la thèse, mais s'est chargé de corriger chaque mot, de lire chaque page, et d'être un ami véritable, un ami qui m'a encouragé dans les moments nécessaires, qui a partagé avec moi pendant ces années les moments difficiles comme les moments de joie et de félicité, qui m'a donné toute la liberté et la sécurité nécessaires pour mener jusqu'au bout mon travail. Je vais garder avec affection le souvenir des moments de convivialité au bureau, avec nos discussions sur la politique, sur l'économie, sur la conjoncture, sur le foot, sur les révolutions, sur les femmes, sur la vie. Merci beaucoup mon camarade Rémy !

D'un autre côté, une grande partie de cette thèse, surtout son aspect théorique, est redevable à l'influence directe de deux professeurs et amis. Je parle ici de Reinaldo Carcanholo (UFES) et Paulo Nakatani (UFES). Je dois les remercier pour la formation théorique acquise dès le *master*, pour les discussions et les encouragements pendant les dernières années où nous avons travaillé ensemble à l'université. Car tout d'abord, les constants échanges d'idées sur le thème du capital fictif m'ont donné la confiance nécessaire pour écrire, ensemble, un article dans un domaine pas forcément facile. En second lieu, les discussions partagées avec le Groupe d'étude du travail et le groupe spécialisé dans la conjoncture économique à l'université m'ont donné aussi les éléments d'une meilleure compréhension du capitalisme contemporain et de l'économie brésilienne. D'ailleurs, mon arrivée en France est due aussi à leur encouragement à

sortir du Brésil pour faire le doctorat. Je suis sûr que j'aurais la chance de continuer à travailler et à faire beaucoup de choses avec lui.

Au-delà de la thèse, je crois que le doctorat est un moment de réflexion et de maturité de la pensée qui accompagne la formation d'un enseignant, d'un chercheur, d'un être humain. Il nous semble que le premier contact avec la théorie s'effectue pendant la *graduation*, c'est le moment de connaître où on découvre la science, et où on commence à la comprendre ; pendant le *master*, on passe à la relecture, à l'étude d'une littérature de meilleure qualité, accompagnée d'une analyse plus raffinée, plus mature, on acquiert une certaine facilité à associer et à interpréter les phénomènes, associée au sentiment d'arriver à un certain contrôle sur le thème ; enfin, pendant le *doctorat*, la consolidation de la base théorique, qui évolue jour après jour, est opérée par un esprit plus mature et, quand c'est possible, capable d'avancer dans la discussion de façon plus critique, de suggérer certains aspects théoriques, d'interpréter avec plus d'autonomie, avec plus de substance, en se basant toujours sur le corps méthodologique et théorique suivi. Le défi posé alors consiste, non seulement à incorporer définitivement le référentiel méthodologique travaillé, mais à penser à partir de soi-même, à interpréter la réalité à partir de soi-même, à chercher à avancer dans ses limites propres. Ce qui exige, beaucoup plus qu'une simple connaissance, une véritable incorporation théorique, une manipulation des divers aspects de la société, comme si elle était partie de notre vie, pour la dominer, dans la mesure du possible, afin de discuter, de s'opposer et de proposer des interprétations différentes des phénomènes qui sont, pour la plupart, de nature très complexe. Je peux oser dire que j'ai appris cela à Paris.

Finalement, je sors du doctorat avec un sentiment de respect et d'humilité encore plus grand face à la recherche. Et le parcours que constitue sa compréhension s'accomplit d'une manière collective. Mais le travail de thèse ajoutait un autre défi à cette entreprise de recherche et de réflexion. Il fallait l'écrire. Après avoir bien réfléchi, j'ai décidé de la rédiger en français, sans demander à quelqu'un d'en faire la traduction. Je connaissais les risques de ce choix. La perte de qualité et d'érudition du texte était inévitable et même imprévisible, car, enfin, c'était mon premier travail écrit en français. Mais, j'ai pris cette décision dans l'espoir de pénétrer au cœur de la culture et de l'expression de la société française. J'étais loin de la dominer comme ingénument je l'imaginais avant d'arriver à Paris, lorsque je pensais que l'exercice d'écriture me permettrait de m'entraîner et d'avancer en même temps. En revanche, il était certain que la qualité

d'exposition de cette thèse serait meilleure si l'écriture était à la hauteur de la langue française, aujourd'hui ma deuxième langue, comme la France est mon deuxième pays et l'équipe de France est ma deuxième équipe. De toute façon, j'ai eu d'aide de personnes qui ont contribué énormément à l'amélioration de mon « franco-portugais » en faisant la correction de ce travail.

Je remercie aussi le groupe MATISSE, du Centre d'économie de la Sorbonne (CES), qui m'a accueilli et m'a donné les conditions d'infrastructure nécessaires, et les doctorants Clémence, Marie-Cécile, Fabrice et Ileana par les moments de convivialité ; je remercie aussi les membres du jury ; Joana D'arc Gonçalves, ma responsable de la CAPES ; Joëlle Cicchini et Catherine Pollak pour les moments de discussions sur la vie, sur la révolution, sur la politique, sur l'économie, sur le foot... ; mon ami Carlos Soto, avec qui j'ai partagé la même table de travail pendant des années, pour les divers moments où nous avons échangé nos incertitudes – communes dans cette phase – comme nos bonheurs, où nous avons discuté de tous les « sujets importants » de cette vie, et avec qui j'ai pu aussi perfectionner mon français. Nous avons échangé des idées jour après jour, sur le long chemin qu'une thèse demande ; enfin, je vais le garder dans mon cœur mon camarade Carlos !

Enfin, je remercie ma famille et mes amis qui, à leur manière, ont agi positivement afin que je puisse mener à bien cette phase de ma vie ; à la famille Mesquita-Bizeul qui nous a accueillis à Paris. Mon fils João Pedro, qui a corrigé plusieurs fois mon français, et ma femme Patricia ; ils ont tous les deux supporté parfois ma mauvaise humeur, le temps où je n'ai pas pu jouer tranquillement et dans diverses occasions où ils ont pris un papier et un crayon afin que je puisse noter les idées qui me venaient dans mon bain.

RÉSUMÉ

La crise capitaliste mondiale, qui s'est manifestée dès les années 1970, a cherché de nouvelles stratégies d'accumulation pour augmenter la plus-value et s'opposer à la baisse des taux de profit. Le cycle du capital, sous l'égide du capital fictif, a redéfini ses stratégies d'accumulation sur la base du processus de restructuration productive, de l'application de politiques économiques orthodoxes, de la flexibilité du travail, des privatisations, de l'ouverture économique (commercial, industriel et financière)... S'appuyant sur les formes fonctionnelles du capital industriel, la sphère financière exerce une influence de plus en plus forte sur le capital productif, provoquant des transformations significatives dans le monde du travail, qui se traduisent par l'augmentation de la flexibilité du travail, de l'intensification du travail, par l'extension du chômage, de l'informalité, des baisses salariales, tout accentuant la précarisation et la déstructuration du monde du travail. L'objectif principal ici est alors d'étudier certains de ces effets sur le monde du travail au Brésil, en tenant compte de l'insertion subordonnée de l'économie brésilienne à la valorisation fictive du capital dans l'époque contemporaine. La méthode de l'économie politique, fondée sur la théorie de la valeur chez Marx, figure au centre de l'analyse.

ABSTRACT

Since the world crisis in the 1970`s, capitalism sought new strategies of accumulation to increase the surplus-value and to counter-attack the low rate of profit. The capital's cycle, under the aegis of fictitious capital, redefined its strategies of accumulation based on the restructuring of the productive process, the implementation of orthodox economic policies, the decreasing of the labor market regulation, the privatization of public companies, and the economic openness (commercial, industrial and financial)... Anchored in the industrial capital functional form, the financial sphere exerts an increasingly strong influence on the productive capital, causing significant changes in the world of work, which translates into the increasing flexibility of labor, the intensification of work, the extension of unemployment, informality, the low wage, all highlighting the insecurity and destruction of the world of work. The main objective here is then to study some of these effects on the world of work in Brazil, given the subordinate position of the Brazilian economy in the process of valorization of fictitious capital in contemporary times. The method of political economy, based on the theory of the value of Marx, is at the heart of the analysis.

LISTE DE FIGURES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

FIGURES	Page
Figure 1- Le processus de substantivation de la valeur.....	32
Figure 2- Le capital industriel et ses formes fonctionnelles.....	48
Figure 3- La substantivation de la valeur et la dématérialisation de l'argent.....	59
Figure 4- BRÉSIL : Cycle du capital fictif et destructuration du monde du travail.....	332
Figure 5- BRÉSIL : Diagramme d'une entreprise multinationale X.....	339
TABLEAUX	
Tableau 1- Flux moyens bruts de capitaux privés par période et par pays-région (en pourcentage du PIB).....	158
Tableau 2- Stocks d'actifs financiers dans le monde (millions de millions de dollars courants).....	177
Tableau 3- Stocks financiers et productifs globaux, au 31 décembre 2002.....	179
Tableau 4- Total des actifs financiers des fonds de pension dans les pays de l'OCDE (en milliards de dollars courants).....	192
Tableau 5- Taux de chômage, inflation et croissance du PIB dans les régions du monde (en pourcentage).....	201
Tableau 6- BRÉSIL : Balance des paiements et vulnérabilité externe conjoncturelle après le Plan Real (1994-2000) (en milliards de dollars courants)..	256
Tableau 7- BRÉSIL : Balance des paiements et vulnérabilité externe conjoncturelle (2001-2007) (en milliards de dollars courants).....	277
Tableau 8- BRÉSIL : Échéance moyenne de la dette publique (en années).....	293
Tableau 9- BRÉSIL : Bésion de financement du secteur public (NFSP) (en pourcentage du PIB).....	295
Tableau 10- BRÉSIL : Indice de croissance de l'emploi et du revenu moyen réel des occupés (2000 = 100).....	323
Tableau 11- Formes de concurrence et d'organisation des entreprises.....	337

GRAPHIQUES

Graphique 1- Les courbes de l'économie capitaliste (1961-2003).....	155
Graphique 2- Flux nets des capitaux dans les pays sous-développés (en milliards de dollars courants).....	161
Graphique 3- Les flux mondiaux de capitaux croissent beaucoup plus rapidement que le PIB (pourcentage du PIB mondial).....	164
Graphique 4- Composition des flux nets de capitaux privés dans les pays sous-développés (en milliards de dollars courants).....	167
Graphique 5- Indice de croissance des flux nets de capitaux en IDE et en Investissements de portefeuilles dans les pays sous-développés (1990 = 100).....	170
Graphique 6- Dette moyenne de court terme des pays sous-développés (pourcentage du total de la dette externe).....	172
Graphique 7- Indice de croissance de la dette privée (1996 = 100).....	174
Graphique 8- Stock des actifs financiers globaux (en millions de millions de dollars courants).....	176
Graphique 9- Total des actifs financiers par type d'investisseur institutionnel dans les pays de l'OCDE (en milliards de dollars courants).....	192
Graphique 10- Composition du portefeuille des investisseurs institutionnels dans les pays de l'OCDE (pourcentage moyen sur le total des actifs financiers)....	193
Graphique 11- Fonds spéculatifs : nombre et actifs financiers (en milliards de dollars courants).....	195
Graphique 12- BRÉSIL : Flux net de capitaux, par catégorie (en milliards de dollars courants).....	230
Graphique 13- BRÉSIL : Investissements nets étrangers en portefeuille (actions et obligations) (en milliards de dollars courants).....	241
Graphique 14- BRÉSIL : Évolution du nombre de contrats de dérivés.....	244
Graphique 15- BRÉSIL : Nombre de contrats comportant des dérivés, par catégorie (en pourcentage).....	246
Graphique 16- BRÉSIL : Évolution de la dette liquide du secteur public (DLSP) (en pourcentage du PIB).....	288
Graphique 17- BRÉSIL : Composition des obligations publiques internes (en pourcentage).....	292

Graphique 18- BRÉSIL : Dépenses du budget fédéral et transfert de la plus-value au capital fictif (en pourcentage).....	298
Graphique 19- BRÉSIL : Indice IBOVESPA (en milliards de dollars courants).....	300
Graphique 20- BRÉSIL : Indice de capitalisation boursière IBOVESPA (en milliards de dollars courants).....	300
Graphique 21- BRÉSIL : Actifs des fonds de pension par rapport au PIB (en pourcentage).....	303
Graphique 22- BRÉSIL : Composition du portefeuille des fonds de pension (en pourcentage).....	306
Graphique 23- BRÉSIL : Nombre et patrimoine liquide des fonds d'investissement (en millions de dollars constants en fin de mois).....	308
Graphique 24- BRÉSIL : Composition du portefeuille des fonds d'investissement (en pourcentage).....	309
Graphique 25- BRÉSIL : Évolution du taux de profit des sphères financière et productive et variation du salaire minimum réel (en pourcentage).....	313
Graphique 26- BRÉSIL : Indicateurs de la sphère productive et du travail (en pourcentage).....	316
Graphique 27- BRÉSIL : Évolution du travail formel et informel (en pourcentage).....	321

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
1- Problématique et justification de l'étude	1
2- Méthodologie et objectifs	6
3- Structure du travail	9
CHAPITRE 1 - LA MARCHANDISE ET L'ARGENT: APPROCHE FONDÉE SUR LA THÉORIE DE LA VALEUR-TRAVAIL CHEZ MARX.....	13
1- La Sainte Trinité du capital – la marchandise, la valeur et l'argent – et sa relation incestueuse avec le travail	14
1.1- La marchandise et ses mystères	15
1.2- L'argent comme représentant de la valeur-travail	24
1.2.1- De la forme simple de la valeur à la forme argent	25
1.2.1.1- <i>La forme simple ou fortuite du capital</i>	25
1.2.1.2- <i>La forme totale</i>	26
1.2.1.3- <i>La forme générale</i>	27
1.2.1.4- <i>La forme de l'argent</i>	27
1.3- La lutte des classes dans le capitalisme : quelques approches	34
2- Le capital et ses formes fonctionnelles	40
2.1- Le capital	40
2.2- Le processus de rotation du capital et ses stades	46
2.2.1- L'autonomisation des formes fonctionnelles du capital	47
2.2.1.1- <i>Le capital argent</i>	49
2.2.1.2- <i>Le capital productif</i>	51
2.2.1.3- <i>Le capital marchandise</i>	52
CHAPITRE 2- LA DÉMATÉRIALISATION DE L'ARGENT : LE CRÉDIT, LE CAPITAL PORTEUR D'INTÉRÊT ET LE CAPITAL FICTIF.....	62
1- Le crédit et le capital fictif.....	62
1.1- L'argent du crédit, le système de crédit et le système bancaire.....	65
1.2- Le capital porteur d'intérêt	76
1.2.1- L'intérêt dans le capital.....	77
1.3- Le capital fictif.....	82

1.3.1- Le marché obligataire	90
1.3.2- Le marché actionnaire.....	95
1.3.3- Les contributions de Hilferding et Lénine : le « capital financier » et l'impérialisme	101
2- Le crédit et les crises capitalistes	107
2.1- Le crédit est-il déterminant dans la formation des crises ?	110
2.2- La « dévalorisation » du capital pour contrecarrer les crises capitalistes	117
3- Entre la dématérialisation de l'argent et la matérialisation du travail.....	121
3.1- La sphère « matérielle » et la sphère « monétaire » dans l'économie capitaliste.....	121
3.2- Les imbrications entre la production, la spéculation et le travail	125
CHAPITRE 3- LA SPHÈRE FINANCIÈRE DU CAPITALISME CONTEMPORAIN ET SES EFFETS SUR LE MONDE DU TRAVAIL	130
1- Les éléments généraux du débat actuel.....	130
1.1- Orthodoxie et hétérodoxie : deux faces d'une même monnaie ?.....	137
2- L'accumulation de capital et le capital fictif : « nouvel » aspect du capitalisme contemporain ?.....	144
2.1- L'accumulation capitaliste et la concurrence dans la sphère financière	144
2.2- Les mouvements financiers mondiaux : entre la production et la spéculation.....	148
2.2.1- Le mouvement de capitaux dans le capitalisme contemporain.....	154
2.2.1.1- <i>Le flux de capital</i>	157
2.2.1.2- <i>Le stock de capital</i>	175
3- Les pré-réquis fondamentaux aux mouvements de capitaux à la fin du XX^e siècle.....	181
3.1- La réforme du Système de crédit international (SCI) et ses principes de libéralisation économique.....	182
3.2- Les investisseurs institutionnels et les pratiques de la « bonne gouvernance ».....	189
4- Les transformations du monde du travail dans le contexte financier contemporain.....	198
4.1- Le marché du travail sous la contrainte de la sphère financière	199
4.2- La production, les grandes entreprises et l'actionnariat.....	207
4.3- Au centre des changements : la lutte de classes	212

CHAPITRE 4- LA POLITIQUE MACROECONOMIQUE AU BRÉSIL : CHANGEMENTS ET ADAPTATIONS À L'ORDRE MONDIAL FINANCIER CONTEMPORAIN..... 217

1- Croissance, endettement et crise : l'avenir d'un nouveau cycle d'accumulation fictive au Brésil.....	220
2- L'accroissement du capital fictif et ses effets économiques au Brésil	225
2.1- Le flux net de capitaux	225
2.1.1- Les piliers de la politique économique brésilienne : la libéralisation et la rigueur monétaire et fiscale.....	248
2.1.2- La deuxième « vague » de capitaux monétaires (2002-...) et la gauche au pouvoir : changement ou réformisme ?.....	269
2.2- La valorisation du capital fictif par la montée de l'endettement et des cours boursiers et la contrainte sociale du budget fédéral	287
2.2.1- Les investisseurs institutionnels : acteurs économiques et politiques de la sphère financière.....	302

CHAPITRE 5- LA VALORISATION DU CAPITAL FICTIF ET SES EFFETS SUR LE MONDE DU TRAVAIL AU BRÉSIL

1- Destructuration et précarisation du travail : mécanismes d'intensification de l'exploitation de la force du travail	313
1.1- Déréglementation du travail : la face cachée de l'exploitation	325
2- Méthodes de gouvernance d'entreprise et intensification du travail	333
2.1- Transformation du travail à l'intérieur de l'entreprise.....	335
3- Remarque finales sur le contexte de la lutte des classes dans le domaine du capital fictif.....	345
CONSIDERATIONS FINALES.....	354
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	359

INTRODUCTION

1- Problématique et justification de l'étude

Le capitalisme reste toujours à la recherche de nouvelles formes de création de la plus-value produite par la force de travail, ce qui entraîne de transformations du cycle du capital industriel ($A - M - A'$), que ce soit dans ses phases de circulation ou de production. Ces modifications, marquées par des moments de crises structurelles et d'instabilités conjoncturelles, contribuent alors à la destruction et en même temps à la création de nouveaux espaces d'exploitation capitaliste, revigorant les instruments d'accumulation du capital.

L'un des mécanismes d'accumulation les plus importants du capitalisme actuel est l'accroissement de la sphère financière du capital, qui se développe d'une manière encore plus imbriquée avec la production réelle. Ces phases productive et financière font partie de la nature du capital et sont évidemment en étroite liaison dans le système économique. Les analyses de Hilferding (1970) sont là pour le prouver : l'auteur a développé le concept de « capital financier », mettant en évidence le lien entre les circuits financier et productif des marchandises, à l'époque où le capitalisme était plus orienté vers le capital productif.

Mais ce concept n'est pas totalement pertinent aujourd'hui pour appréhender le processus de dématérialisation de l'argent, en partie détaché de la base productive de l'économie, et qui se traduit par la multiplication des instruments financiers à l'intérieur du système économique. En fait, selon nous, le concept de « capital financier », suivi par Lénine (1954), se rapproche davantage des analyses qui traitent du concept de capital porteur d'intérêt chez Marx¹, et non du concept de capital fictif, celui-ci central pour comprendre les mouvements actuels du capitalisme. En fait, l'amplification du système de crédit a stimulé la valorisation du capital monétaire mondial, et par conséquent la recherche de valorisation fictive pour faire face à la baisse du taux de profit. Comme les instruments de crédit font partie de la formation et de la nature de l'accumulation (primitive) du capitalisme, leurs fonctions sont encore plus importantes aujourd'hui. Par conséquent, l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital, aussi favorisée par l'ouverture économique mondiale, a complexifié les articulations

¹ Marx (1948, 1954, 1974a, 1974b, 1975, 1976, 1977, 1978a, 1978b, 1980).

existant entre la sphère matérielle et la sphère monétaire, accentuant le caractère spéculatif du capital.

Le développement du capital fictif, fondée sur divers instruments financiers (actions, obligations, produits dérivés) dans le circuit A – A', reste encore plus réifiée et se situe à un niveau plus élevé du fétichisme des marchandises, dépassant considérablement les interprétations traditionnelles sur les formes d'exploitation du système capitaliste. Par conséquent, le capital fictif dissimule encore plus ses connexions avec le capital productif, en fortifiant l'image d'un capital indépendant qui se valorise par lui-même. Donc, plus la substantivation-métamorphose de la valeur est grande – par la marchandise, par l'argent, par l'argent de crédit, par le capital, par le capital monétaire et le capital fictif –, plus les connexions avec le travail sont énigmatiques et au même instant centrales dans la création de la valeur.

Nous vivons à un moment du capitalisme mondial où le capital fictif occupe une fonction fondamentale dans la reproduction capitaliste, afin d'augmenter et d'accélérer le processus de rotation du capital pour contrecarrer la baisse du taux de profit industriel. Cela se vérifie surtout à partir des années 1970 dans le capitalisme mondial, quand le système économique a présenté des signes de crise. Par la suite, la reformulation du système de crédit international (SCI) au milieu des années 1970, associée à l'adoption des politiques économiques dictées par les organismes internationaux (Fonds monétaire international - FMI, Banque mondiale), ont fortement affecté les économies mondiales et ont accentué la fragilité et la vulnérabilité externe des économies, principalement dans les pays sous-développés. En se pliant aux règles de ces institutions, les pays ont adopté une série de réformes qui visaient la libre circulation des capitaux mondiaux, tenant compte des principes de la libéralisation économique, tels que la flexibilité du compte de capital, les privatisations, la surévaluation du taux de change, la déréglementation du monde du travail, l'adoption d'une politique budgétaire de rigueur (baisse des dépenses sociales, des dépenses d'infrastructure) et de taux d'intérêt élevés. Tous ces éléments visent à attirer le capital monétaire mondial et à sauvegarder les intérêts des créanciers externes et internes.

L'ouverture économique, la déréglementation des marchés de change, le poids croissant des investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds spéculatifs, fonds d'investissements, compagnies d'assurance) et la possibilité de diversification des investissements dans les différentes places financières du monde, ont aidé à augmenter

le volume des transactions financières. Au même moment, la restructuration productive, fondée sur des changements dans le processus productif, a transformé significativement les politiques de gestion et de production des entreprises, réduisant le temps de travail improductif et intensifiant la création de la plus-value par les travailleurs qui ont continué à participer au processus de production et de circulation du capital. Ainsi, l'intensification du travail correspond aux normes plus flexibles d'accumulation et répond en même temps à l'exigence plus grande de rémunération de la sphère financière du capital. Les processus de déréglementation et de privatisation se développent aussi du fait du retrait de l'État interventionniste et de ses politiques de protection sociale. Ces évolutions se situent dans un contexte où le chômage et le travail informel commençaient déjà à augmenter fortement, provoquant un affaiblissement du pouvoir d'intervention et de négociation des mouvements sociaux et syndicaux. Finalement, la crise du capital se manifeste par l'endettement externe, déjà dans les années 1980, et notamment dans les pays à la périphérie du système.

La réponse immédiate du capital à la crise des années 1980 a été la spéculation financière et à l'augmentation du capital fictif. Cela a entraîné la création de valeur par des mécanismes classiques (intensification du travail, baisse de la rémunération, perte des droits sociaux, destructuration et flexibilisation du travail), et par la possibilité du transfert de la richesse vers la rémunération des instruments financiers, appelée ici « profits fictifs » (Carcanholo et Sabadini, 2008). D'un côté, on trouve les mécanismes classiques de valorisation de la valeur et d'augmentation de la plus-value fondée sur l'exploitation directe de la force de travail ; de l'autre, les mouvements spéculatifs du capital qui produisent un profit qui est réel d'un point de vue individuel, car il est un gain individuel produit par la spéculation financière, et fictif du point de vue de la totalité, car il n'a pas substance réelle, il ne finance pas ni le capital productif ni le capital commercial. Dans cette dialectique réelle-fictive, les formes d'exploitation de la force de travail sont encore plus dissimulées et la production puis l'appropriation de la plus-value se situent dans une lutte de classes où les capitalistes liés plus directement à la sphère financière du capital ont le contrôle politique et économique sur le processus d'accumulation.

Le capital fictif – cette forme de capital dont la valeur dérive d'un flux de revenus correspondant à un capital déjà produit, auquel s'applique un taux d'intérêt – accentue le caractère contradictoire entre les expansions réelle et financière du capital. La

capitalisation représentée par les revenus obtenus à partir des obligations financières et du droit de propriété sur les revenus futurs, dépasse de plus en plus les limites matérielles de la production capitaliste. Comme on le verra, la tendance actuelle est telle que l'argent de crédit fortement dématérialisé peut provoquer des crises financières profondes et de forts mouvements spéculatifs dans les places financières, comme ce que l'on a connu durant les dernières décennies du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle.

Malgré son importance, les discussions théoriques plus profondes sur le capital fictif commencent à peine à émerger. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Premièrement, le thème est difficile à traiter. Engels, dans le préface du Livre III du *Capital*, explique qu'au-delà de ses problèmes de santé, de sa participation au mouvement ouvrier international à cette époque et des difficultés qu'il rencontrait dans l'organisation des écrits de Marx, la section V – sur le capital porteur d'intérêt, crédit et capital fictif – a été pour lui un problème majeur. Cette section, selon lui, « est la plus compliquée de tout le livre »². Deuxièmement, plusieurs interprétations sur les aspects financiers actuels s'appuyant sur la théorie de Marx n'utilisent pas de manière adéquate, selon nous, la théorie de la valeur pour arriver à la compréhension du capital fictif, ou alors ne font pas une lecture de la théorie de l'argent avec la théorie de la valeur-travail comme base. Une interprétation plus approfondie sur ce thème doit partir, à notre avis, de la théorie de la valeur et arriver jusqu'aux fragments de la troisième édition du *Capital* et des *Théories de la plus-value*, parties fondamentales, indispensables, qui fournissent la base d'analyse pour notre objet d'étude.

Il est vrai que tous ces facteurs contribuent à « rendre difficile » certaines interprétations des mouvements financiers contemporains à travers la théorie marxiste. Parfois l'« économie vulgaire » – en utilisant l'expression de Marx – ou même une grande partie de la hétérodoxie économique, refusent ou disqualifient la pensée marxiste en disant que celle-ci n'est pas une théorie monétaire-financière. A notre avis, ces « difficultés » chez Marx ne sont pas une preuve d'inconsistances, ni d'absence d'une

² A ce moment d'élaboration, Engels raconte que Marx est tombé malade et qu'il n'a pas pu finaliser une version complète, ou même un schéma, de cette partie de son travail ; il n'avait que des notes désordonnées, des observations, des matériaux sous forme d'extraits. A la fin, il s'est aperçu qu'il n'avait pas d'autre alternative que d'ordonner le matériel existant en faisant les ajustements nécessaires. Dans une lettre à Kautsky, le 3 décembre 1891, Engels écrit : « c'est la faute du livre III sur lequel je sue de nouveau. J'en arrive justement à la partie la plus difficile, les derniers chapitres qui traitent du capital monétaire, des banques, du crédit ... » (Marx et Engels, 1964 : 383). Dans une autre lettre, à Danielson, le 4 juillet 1889, il affirme : « la section sur les banques et le crédit présente des difficultés considérables » (*ibid.*, p. 364).

théorie aidant à comprendre les événements au sein du capitalisme. Si Marx n'a pas eu la possibilité de laisser une « théorie complète » des phénomènes monétaires et financiers, sa théorie de la valeur et de l'argent donne les principes qui permettent d'évoluer et d'appréhender les transformations significatives du capital ou, pour reprendre les expressions utilisées dans la littérature actuelle, pour saisir les aspects « globalisés » ou « mondialisés » du capitalisme, dont sa partie financière. A cet égard, il faut revenir à l'origine de l'argent chez Marx pour mieux percevoir les transformations du système de crédit international, afin d'arriver à l'essence de la spéculation financière et de ses liaisons avec le capital productif. Il faut aussi poursuivre pas à pas le mouvement d'autonomisation de la valeur et de la dématérialisation de l'argent, cherchant à analyser la nature dialectique de l'attachement et du détachement du travail. Evidemment, un tel travail, exigeant et difficile, a pu décourager beaucoup des critiques de Marx.

Enfin, la compréhension des formes concrètes et actuelles de l'accumulation du capital, surtout ses manifestations financières, est une condition fondamentale pour comprendre les transformations du monde du travail dans les sociétés contemporaines, notamment dans les pays sous-développés qui ont suivi les « recommandations » des institutions financières comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Le Brésil fait partie de ce groupe de pays qui a accepté ces normes fondées sur la flexibilisation et la déréglementation économique, s'insérant dans un processus de subordination à la sphère financière du capital. La structure réelle de l'économie brésilienne a été profondément transformée, en particulier par la libéralisation des transactions financières et par l'intensification de la flexibilité des relations capital-travail.

Si certaines de ces politiques ont rendu possible l'entrée du capital monétaire international, finançant la balance des paiements brésilienne pendant des années, elles ont en même temps intensifié la vulnérabilité externe de l'économie nationale, qui est restée encore plus dépendante des mouvements de valorisation et de dévalorisation du capital fictif. Les crises financières qui ont éclaté dans les années 1990 sont la manifestation d'une tentative de recomposition de la dynamique d'accumulation capitaliste, à partir de l'élimination d'une partie du capital fictif, qui a fortement touché l'économie brésilienne récemment. Que ce soit dans les crises du milieu des années 1990 ou de 1999 qui ont provoqué un fort effondrement interne du taux de change, ou

dans les incertitudes et les mouvements spéculatifs qui bousculent constamment la structure financière et productive brésilienne, l'économie nationale s'est totalement intégrée à la logique de valorisation du capital fictif mondial.

Dans le système productif, de l'économie réelle, le processus de privatisation et de fusion-acquisition au Brésil a augmenté l'interférence des investisseurs institutionnels dans l'élaboration des politiques de gestion et d'administration des sociétés privatisées. L'adoption de stratégies et de méthodes de production orientées vers la rentabilité de court terme ont touché directement l'organisation et les relations de travail, intensifiant l'exploitation du travail et la concurrence entre les travailleurs.

Ainsi, toutes ces thématiques nous ont conduit à poser les questions suivantes : dans le contexte contemporain où l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital et la forte dématérialisation de l'argent ont permis l'augmentation du capital fictif, comment l'économie brésilienne a-t-elle réagi en matière de la structure macroéconomique ? Quelles ont été les politiques économiques adoptées à l'intérieur du pays qui démontrent la subordination de l'économie au processus d'accumulation capitaliste fondée sur la sphère financière du capital ? Quels ont été les effets sur l'économie réelle, en particulier sur la structure du monde du travail du Brésil ?

2- Méthodologie et objectifs

Le point de départ du sujet que l'on va traiter ici est la théorie de la valeur chez Marx. Cette théorie, dans la mesure où elle permet de déchiffrer la dialectique réelle-fictive du capital, nous donne des éléments importants pour interpréter la réalité actuelle du capitalisme fondé sur le capital fictif. Celui-ci, dérivé du capital, développement ultérieur de la valeur, caractérise la sphère financière du capitalisme dans sa forme la plus réifiée, la plus mystérieuse. Associée à cela, l'analyse du cycle du capital industriel ($A - M - A'$), à partir des phases de circulation et de production, insère dans le schéma de reproduction une marchandise particulière, la force de travail, responsable de la création de la valeur et du maintien de la reproduction capitaliste.

Dans ces conditions, la *méthode* de ce travail s'appuie sur les catégories de la théorie marxiste telles que la marchandise, la valeur-travail, l'argent, le capital et l'autonomisation de ses formes fonctionnelles. Si, d'un côté, l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital peut amener à de bons résultats pour la production

capitaliste à partir du capital porteur d'intérêt, comme cela a été le cas durant la période de l'essor de l'industrialisation de l'économie brésilienne au cours d'une partie du XX^e siècle, de l'autre, on perçoit plus récemment un aspect encore plus dissimulé de l'appropriation de la valeur à travers l'expansion de la sphère financière fondée sur le capital fictif. Dans le capitalisme actuel, la dématérialisation de l'argent est encore plus grande, représentant d'importantes transactions fictives de « papiers » commercialisés sur les marchés du monde, rendant l'interface production-spéculation plus obscure et plus complexe.

En même temps, une superstructure financière relativement indépendante s'est reposée sur l'économie mondiale durant ces dernières décennies. Elle se compose de banques et d'une variété de revendeurs d'actifs financiers ; tous sont reliés par un réseau de marché, certains groupes financiers sont structurés et réglés et d'autres ne le sont pas. Cela caractérise un territoire qui est encore en grande partie inconnu et très insuffisamment tracé (Sweezy, 2004). Ces investisseurs institutionnels interfèrent directement dans les politiques de gestion et d'organisation du travail des grandes entreprises cotées en bourse, ce qui provoque l'intensification du travail à l'intérieur des sociétés, et génèrent aussi un grand volume de capital monétaire dans les places financières mondiales, qui détiennent une grande diversité d'instruments financiers – comme les obligations de la dette publique de plusieurs pays. Comme disait Marx (1977 : 196),

« la dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le *credo* du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable. La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive ».

Derrière la superstructure financière, le développement du système de crédit international et l'internationalisation des instruments financiers ont stimulé le processus d'endettement de l'État capitaliste qui utilise une partie de la plus-value générée pour payer ses engagements financiers. En fait, l'utilisation des impôts et des autres recettes maintiennent et reproduisent le circuit du capital, alimentant la transformation du capital

monétaire en capital fictif et instrumentalisant les mécanismes d'accumulation et de centralisation du capital, puisqu'une partie de la plus-value produite dans la sphère productive est dirigée vers la sphère financière. Cette imbrication des sphères productives et financières se traduit aussi par l'application d'une politique économique de rigueur qui a pour caractéristique la réduction des dépenses sociales et d'infrastructure pour payer les services (amortissements et intérêts) de la dette publique. En même temps, cette politique a eu des effets sur le monde du travail des pays qui a connu une destructuration, à travers l'augmentation du chômage, du travail informel, des contrats à durée déterminée, de la flexibilisation du travail, etc.

Donc, la méthode de Marx, au-delà d'être une alternative proposée aux autres pensées économiques, contient un instrument fondamental pour comprendre les transformations du capitalisme contemporain. En fait, la théorie marxiste permet d'avancer dans la compréhension des phénomènes économiques à partir d'une conception de la totalité des événements en transformation, ce qui passe par la perspective de la lutte des classes et par le « jeu » d'intérêts qu'elle représente. De cette façon,

« il ne s'agit donc pas de remonter à des concepts de base du *Capital* seulement par simple respect pour le fondateur du matérialisme historique, mais parce que la conjoncture idéologique s'y prête, et parce qu'il est nécessaire, pour y avoir plus clair dans le mode de fonctionnement actuel du capitalisme, de retrouver l'acuité critique de la théorie marxiste. Un seul exemple, celui des problèmes posés par l'interprétation de la crise du dollar en 1971, montre que la notion marxiste de monnaie doit être rappelée, notion abstraite mais qui devrait permettre « l'analyse concrète d'une situation concrète » » (Brunhoff, 1972).

Ces suggestions indiquaient déjà la nécessité de remonter à la théorie de l'argent pour comprendre les crises observées au début des années 1970. Naturellement, l'auteur ne pouvait pas savoir que le processus de rotation du capital trouverait dans les années 1980, 1990 et 2000 de nouveaux espaces d'accumulation encore plus vastes, avec l'expansion du capital fictif, provoquant en même temps de fortes crises capitalistes et de périodes de spéculation financière. Ainsi, le cycle du capital, sous l'égide du capital fictif, a redéfini ses stratégies d'accumulation et a adopté une série de politiques qui ont fortement affecté les économies capitalistes. Cela va toucher plus intensément la classe des travailleurs par les processus de restructuration productive, les privatisations, les fusions-acquisitions, l'adoption de politiques économiques orthodoxes, entre autres

phénomènes. En fait, les effets de l'ouverture économique et financière sur la base de la production réelle et du travail ne peuvent pas être dissociés des flux financiers internationaux ni des stratégies de réorganisation des grandes groupes d'entreprises qui ont des filiales partout dans le monde.

S'appuyant sur les formes fonctionnelles du capital, la phase financière du capital exerce une influence de plus en plus forte sur le capital productif, provoquant d'importants changements dans le monde du travail. Donc, l'*objectif principal* est ici d'étudier certains de ces effets sur le monde du travail au Brésil, en tenant compte de l'insertion subordonnée de l'économie brésilienne au processus de valorisation fictive du cycle du capital. L'*hypothèse centrale* est que cette insertion, fondée sur la dynamique du capital fictif, à intensifié la précarisation et la destructuration du monde du travail dans ce pays.

Du point de vue des *objectifs spécifiques*, on prétend démontrer, entre autres, que l'économie brésilienne s'est parfaitement intégrée dans la nouvelle forme de division internationale du travail, accentuant la vulnérabilité externe structurelle et le caractère de dépendance de l'économie nationale envers le capital fictif mondial. A la forme historique de dépendance économique par les échanges inégaux de marchandises, on ajoute maintenant l'augmentation du transfert vers l'extérieur d'une partie de la plus-value créée dans le pays à travers l'envoi des profits et des dividendes par les firmes multinationales, désormais plus internationalisées et sous le contrôle des investisseurs institutionnels, et le paiement des intérêts de la dette publique. Finalement, on veut également prouver que la politique économique nationale était totalement dirigée vers les principes de la « bonne gouvernance » dictées par les institutions financières internationales, adoptant les principes de flexibilisation qui ont mené à l'intensification de la précarisation et de l'exploitation de la force de travail du pays.

3- Structure du travail

Ce travail est divisé en cinq chapitres. Dans le chapitre 1, l'objectif principal est de présenter le débat sur les liens existants entre la marchandise, le travail, responsable de la création de la richesse dans le capitalisme, et l'argent, forme développée de la valeur. Dans la recherche de valorisation, le capital prend de nouvelles formes dans le cycle du capital industriel ; en devenant autonome, il continue alors le parcours de la

substantivation de la valeur. Les transformations, dues à l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital, sont ensuite analysées comme un élément central pour comprendre la nature de la transformation du capitalisme. Pendant l'autonomisation, le capital argent ou monétaire correspond à la forme du capital porteur d'intérêt, de même que le capital productif symbolise la sphère de la production capitaliste et le capital marchandise s'autonomise en capital de commerce de marchandise et en capital de commerce d'argent. Chacune de ces formes a la capacité d'accélérer la rotation du cycle du capital, en permettant l'accroissement de la valeur et en spécialisant les fonctions des capitalistes par l'intermédiaire de plusieurs producteurs et marchands. Finalement, cette diversification de la division du travail a développé le système de crédit et les catégories du capital porteur d'intérêt et du capital fictif, dans un processus de forte dématérialisation de l'argent, sujet du deuxième chapitre.

Le chapitre 2 continue de chercher à comprendre le processus de dématérialisation de l'argent. Pour arriver à cela, l'objectif est d'analyser l'argent de crédit, le système de crédit et les catégories du capital porteur d'intérêt et du capital fictif, tout en les liant au travail. La compréhension du crédit comme faisant partie de la formation et de l'accumulation capitalistes, associée à l'étude du capital porteur d'intérêt et du capital fictif – celui-ci a le cycle le plus irrationnel de tous ($A - A'$) et est le résultat de l'existence généralisée du capital porteur d'intérêt, mais qui ne finance ni le capital productif ni le capital commercial – sont des aspects fondamentaux dans la nature du circuit du capital. Entre la dématérialisation de l'argent (la sphère monétaire-financière) et la matérialisation de la production (la sphère réelle-matérielle), le travail continue à être la substance centrale de la reproduction capitaliste ; en même temps, toutes ces notions gardent certains liens directs avec la spéculation financière, sans avoir une substance réelle dans la production capitaliste.

Le chapitre 3 examine l'évolution des flux nets de capitaux (fictifs) dans le capitalisme contemporain, ainsi que la composition de leurs instruments financiers. Au centre du débat, on trouve l'implantation des réformes du système de crédit international (SCI) dans les années 1970, les crises financières des années 1990, l'aggravation de la spéculation dans les années 2000, la montée en puissance des investisseurs institutionnels et les effets de ces éléments sur la croissance économique et le monde du travail.

Le chapitre 4 traite de l'économie brésilienne et de son insertion dans l'ordre du capitalisme contemporain, ordre caractérisé par l'accroissement du capital fictif mondial. Le fil conducteur des changements internes suit les politiques « suggérées » par les institutions financières internationales et l'adoption d'une série de réformes (de l'État, financière, commerciale, productive, du travail...) ont transformé le fonctionnement de l'économie nationale et ont eu aussi des conséquences immédiates sur les indicateurs réels et monétaires du pays. L'absorption de capitaux externes disponibles sur les places financières du monde, a financé la balance des paiements brésilienne pendant des années, mais a aussi intensifié, du fait des taux d'intérêts internes élevés, le transfert de la plus-value vers la sphère financière. Sous le prétexte d'entrer dans la « modernité de la mondialisation », l'économie brésilienne a augmenté sa vulnérabilité externe structurelle et sa fragilité économique.

Enfin, le chapitre 5 analyse les effets de l'insertion du pays dans la sphère financière du capital mondial sur le monde du travail du Brésil. Le processus d'intensification de la destructuration du monde du travail, principalement à partir des années 1990, a entraîné une augmentation du niveau d'exploitation de la force du travail du pays. Cette exploitation, qui se manifeste par l'augmentation de la précarisation et de la flexibilisation des relations de travail, apparaît sous diverses formes, telles que la baisse des salaires, la perte de droits sociaux, l'accroissement des contrats de travail à durée déterminée, l'informalité, l'adoption du travail partiel, la difficulté pour les chômeurs à retrouver du travail, les réformes dans la législation du travail, etc.

Les transformations dans le monde du travail ont aussi affecté au quotidien les relations de travail à l'intérieur des grandes entreprises publiques brésiliennes, aujourd'hui privatisées et sous le contrôle des grands groupes d'investisseurs institutionnels, principalement du fait de l'implantation de politiques de gouvernance d'entreprise, liées fortement aux normes financières de valorisation. Afin de comprendre ces changements, on décrira, à partir d'entretiens réalisés, les déclarations de certains travailleurs de grandes usines industrielles du Brésil. Cela vise à clarifier encore plus les interconnexions existantes entre la sphère productive (réelle) et financière du capital et indiquer l'intensification du travail par l'augmentation du nombre d'activités, par la flexibilisation de la rémunération des travailleurs, par la concurrence entre eux, etc. Le but de ces changements réside dans la recherche de la plus-value, afin de satisfaire la rémunération du capital (fictif) par l'augmentation des dividendes des actionnaires des

entreprises, ce qui crée une véritable relation contradictoire entre la production et l'appropriation de la richesse. Au cœur de ces changements, se trouve la lutte des classes et la mise en présence de forces qu'elle implique.

notre objectif principal ici qui est de comprendre le développement et l'articulation existant entre la marchandise, la valeur-travail et l'argent.

1- La Sainte Trinité du capital – la marchandise, la valeur et l'argent – et sa relation incestueuse avec le travail

Malgré sa complexité, la richesse de la théorie de la valeur-travail chez Marx nous donne la possibilité d'avancer sur les imbrications existantes entre les catégories valeur-travail et argent, dans le sens de comprendre la séquence actuelle du processus de transformation de la sphère financière du capital et de sa relation dialectique de dépendance et d'autonomie par rapport au capital productif.

Le point de départ de notre interprétation sera la marchandise et l'argent, les objets les plus « simples » et, en même temps, les plus complexes de la nature capitaliste. Nous justifions ce choix : ils font partie de la base et même du développement du capitalisme, depuis son aspect mercantiliste jusqu'à son caractère industriel et financier. L'autonomisation de l'argent et les formes fonctionnelles du capital permettront alors d'élucider ces liaisons étroites entre les sphères de la circulation et de la production du capital.

La marchandise et l'argent sont les formes d'existence d'un substrat plus développé du capitalisme, le capital. Sa substance est formée par la valeur travail, la source qui confère le mouvement et les contradictions des formes sociales capitalistes. Sans une perception claire de ces catégories, les mutations du capital ne peuvent être bien comprises. C'est pourquoi, pour mieux saisir cette nature, « nous devons commencer par l'expérience quotidienne de la monnaie et de la marchandise (...) » Harvey (1996 : 269).

Il y a, selon Brunhoff (1972), deux raisons déterminantes qui amènent à s'intéresser d'abord à la notion de marchandise et de valeur d'échange. La première raison vient du fait que Marx considère dans son analyse la question de l'« accumulation primitive » ; il ne part pas d'un stock donné de marchandises accumulées, mais, au contraire, concentre ses rapports sur le développement historique du commerce, des banques, de la circulation des marchandises, qui ont conduit à la transformation de l'argent en capital. Le deuxième motif présenté par l'auteur est qu'en commençant par ces questions, il peut introduire la valeur et son évaluation, au centre de son étude.

Dans une autre œuvre, le même auteur déclare que la conception marxiste de l'argent est importante en raison de sa propre articulation avec le mode de production capitaliste, qui constitue l'un des engrenages du système et fait partie d'une relation sociale de production. C'est la raison pour laquelle une analyse de l'argent nous fournit des explications sur les relations fondamentales d'ajustement et de désajustement entre les sphères réelles et monétaires (Brunhoff, 1976).

À cet égard, le cœur théorique passe périodiquement par les catégories de la loi de la valeur-travail et par les conceptions que l'on a de la marchandise et de l'argent. Comme le dit Engels dans la préface à la troisième édition du *Capital*, « il est dès lors clair que Marx, qui au commencement du premier volume, suivant l'ordre historique, est parti de la production de la marchandise pour aboutir au capital, devait choisir également ici comme point de départ la simple marchandise et non la forme abstraite et historiquement secondaire de la marchandise déjà transformée par le capitalisme ... ». C'est ce que nous essayerons de faire ici.

1.1- La marchandise et ses mystères

La marchandise apparaît au monde comme une « chose » dérivée de la nature et, partant, objet de consommation des individus ; en même temps, elle présente quelques éléments mystiques. Mais, dans son apparence première, aux yeux des individus, elle n'est qu'un simple objet, un élément matériel, un simple produit d'utilité qui contient la valeur d'usage.

Cette vision n'est pas fausse. La marchandise est, véritablement, un objet qui permet de satisfaire diverses nécessités. Néanmoins, elle est plus que cela, elle a un côté fétiche³. En effet, elle rend possible la survie de l'homme⁴, elle donne la valeur d'usage aux individus ; son utilité la présente comme possédant une valeur d'usage. Cette valeur d'usage forme le contenu matériel de la richesse, favorisant la consommation et permettant la réalisation d'une satisfaction particulière.

En tant que valeur d'usage, le travail, de son côté, est l'élément central de l'existence humaine. Travail utile et de qualité différente, il personnifie et médiatise la circulation

³ On peut trouver une lecture très agréable et simple de la théorie marxiste du fétichisme de la marchandise chez Roubine (1978), surtout dans la première partie de son œuvre.

⁴ Le mot homme sera utilisé ici au sens que Marx (1957) lui a donné : « l'homme, ce n'est pas une essence abstraite qui reste assise dans son coin hors du monde. L'homme, c'est *le monde de l'homme*, l'État, la société ».

matérielle entre la nature et l'homme. Pour être une marchandise, la valeur d'usage doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais aussi des valeurs d'usages pour d'autres personnes à partir de la vente sur le marché, comme le souligne Engels dans une note de bas de page du *Capital*. D'un autre côté, la marchandise a une valeur de change qui permet que les valeurs d'usages s'échangent entre elles sur le marché capitaliste.

Marx (1980 : 182) donne un exemple disant que « si l'individu A avait le même besoin que l'individu B et avait réalisé son travail dans le même objet que l'individu B, il n'y aurait aucune relation entre eux (...) seule la diversité de leurs besoins et de leur production suscite l'échange et par là même l'égalisation sociale des individus ... ». C'est la confirmation de l'importance de la valeur d'usage, de l'utilité des marchandises au sein des interprétations de Marx.

En outre, la valeur d'échange apparaît, dit Marx (1948), comme le rapport *quantitatif* qui change invariablement dans le temps et l'espace et qui légitime les trocs de différents objets sur le marché. Si, en tant que valeur d'usage, les marchandises apparaissent porteuses de plusieurs qualités, comme valeur d'échange, elles ont plusieurs quantités ; donc, elles peuvent s'échanger l'une contre l'autre.

À partir du moment où les trocs seraient déjà développés sur le marché sous l'action d'un processus continu, « alors interviendrait progressivement, de façon tout aussi extérieure et contingente, la régulation de l'échange réciproque par la régulation de la production réciproque, et les coûts de production, qui se résolvent tous finalement en temps de travail, deviendraient ainsi la mesure de l'échange. Ceci nous montre la genèse de l'échange et de la valeur d'échange de la marchandise » Marx (1980 : 144).

En effet, une marchandise qui se pose comme valeur d'échange a « quelque chose » de différent ; elle extériorise un rapport universel qui est accepté par tous comme la marchandise universelle. De même, les marchandises se rapportent à la réalisation d'un quantum déterminé de travail, de temps de travail social qui est à l'origine de la création de richesse et qui contient l'ensemble des activités sociales humaines incorporées dans le capitalisme⁵.

⁵ Selon Marx, la valeur d'échange s'approche du caractère quantitatif de la valeur, c'est-à-dire que sa mesure se détermine en fonction de la quantité de travail fourni pour chaque marchandise – tandis que la valeur représente les relations sociales de production. Sur ce point nous pensons que Foley (1983 : 6), malgré la pertinence d'une analyse qui fait de l'argent l'expression sociale de la valeur, ne donne pas une

Il est exact que la valeur d'échange « suppose implicitement le travail social comme substance de la totalité des produits, en faisant totalement abstraction de leur caractère naturel »⁶. Les rapports entre marchandises s'expliquent alors par le rapport au travail qu'elles contiennent ; la marchandise est valeur d'échange car elle exprime une « chose différente » : le travail. Donc, la *substance de la valeur* est le travail, sa *grandeur* est déterminée par le temps de travail et sa *forme* est adoptée à partir de la valeur d'échange.

Pour recommencer ces relations sociales et promouvoir la rotation du capital, il faut que la production capitaliste ne fabrique pas seulement des marchandises avec l'intention de créer de la plus-value ; elle a aussi besoin d'établir la propriété privée des moyens de production et principalement la reproduction à une échelle plus large des travailleurs non salariés.

Mais, où se trouve le mystère des marchandises ? Nous pouvons déjà proposer un premier élément de réponse : sur la valeur d'usage, le mystère de la marchandise disparaît ! Elle a la qualité de satisfaire les besoins humains et, en même temps, elle reçoit cette propriété comme produit du travail humain concret. Son caractère d'utilité permet les échanges sur le marché pour compléter la rotation du capital, vitale pour la reproduction capitaliste. Au delà de la valeur d'usage, le véritable caractère mystique des marchandises réside dans le fait qu'elles reflètent les caractéristiques sociales du travail incorporées dans le processus productif. Elles révèlent alors la relation sociale existant entre les hommes dans la production, concrétisant de la sorte le circuit du capital dans un produit. D'où cette évidence, « le travail ne produit pas que des marchandises ; il se produit lui-même et produit l'ouvrier en tant que *marchandise ...* . La *dépréciation* du monde des hommes augmente en raison directe de la *mise en valeur* du monde des choses » (Marx, 1972 : 54). C'est ainsi que les produits du travail se transforment en marchandises, « choses » métaphysiques ou sociales (Marx, 1983 : 71)⁷.

vision exacte de la valeur lorsqu'il affirme : « La valeur est la quantité de temps de travail incorporée dans un produit particulier ».

⁶ Cette affirmation de Marx (1980 : 145) contient les éléments nécessaires à la compréhension de l'idée que « le troc sous sa forme la plus primitive présuppose le travail comme substance et le temps de travail comme mesure des marchandises ».

⁷ Dans les *Éditions sociales* : « Voilà pourquoi ces produits se convertissent en marchandises, c'est-à-dire en choses qui tombent et ne tombent pas sous les sens, ou choses sociales » (Marx : 1948 : 85).

Il faut réfléchir à cette affirmation de l'auteur : choses métaphysiques ou sociales ! Cette déclaration conduit à diverses interprétations : d'abord, la marchandise peut être un objet, une « chose » qui satisfait les nécessités de la consommation humaine ; ensuite, elle peut représenter une relation sociale, réfléchissant les relations de classes. À cet égard, les marchandises prennent plusieurs formes, elles aussi, complémentaires, formant véritablement un processus dialectique, de représentation concrète et abstraite. Du point de vue de l'essence du système, cette sphère énigmatique et réelle du capital marchand représente les relations sociales entre les hommes, et non pas seulement une description physique et matérielle. C'est pourquoi le fétichisme qui l'entoure provient du caractère social du travail qui produit les marchandises. Dans la société marchande capitaliste, où le marché est l'« agent » de liaison, les individus sont liés les uns aux autres par le rapport de production des marchandises, en tant que, comme disait Roubine (1978), *représentants sociaux* de la réalité économique et sociale.

« L'invisibilité » de l'essence des marchandises aux yeux des individus représente aussi pour les travailleurs un insaisissable aperçu de la réalité. À notre avis cette aliénation reproduit un autre « pouvoir » des marchandises dans le capitalisme⁸ ; d'un point de vue plus concret, il s'agit d'un « pouvoir » du capital. Reprenons, sur ce point, une citation de Marx (1980 : 92-93) dans les *Grundrisse* :

« Le caractère social de l'activité, comme la forme sociale du produit, comme la part que l'individu prend à la production, apparaissent ici, face aux individus, comme quelque chose d'étranger, comme une chose ; non pas comme le comportement réciproque d'individus, mais comme leur soumission à des rapports existant indépendamment d'eux et nés de l'entrechoquement de ces individus indifférents. L'échange universel des activités et produits, devenu condition vitale pour tout individu singulier, leur connexion réciproque apparaît à ces individus eux-mêmes comme quelque chose d'étranger, d'indépendant, comme une chose. Dans la valeur d'échange, la relation sociale des

⁸ La production dans le capitalisme échappe au contrôle des travailleurs en transformant les relations et en leur donnant un caractère oppressif, aliénant. Cette aliénation se présente sous plusieurs formes, comme on le voit dans le *Manuscrit de 1844* : premièrement, en tant que marchandise, en tant que produit du travail, elle affronte l'homme comme un *être étranger*, qui paraît *indépendant* du travailleur ; deuxièmement, sur le plan de la production, le travail est extérieur au travailleur, celui-ci ne s'affirme pas dans le travail, son travail n'est que forcé, donc, son activité n'est pas propre. Ainsi, l'être humain n'est seulement actif que dans ses fonctions animales (boire, manger...), séparées des autres activités humaines. C'est pour cela que Marx dit que « le bestial devient l'humain et l'humain devient le bestial » – pour expliquer le fait que les ouvriers n'ont pas le sentiment d'être satisfaits d'eux-mêmes. Finalement, *l'être générique* de l'homme transforme sa propre existence *individuelle*. La production se révèle un acte individuel, que s'approprie une autre personne qui contrôle le travail à partir des salaires, de la propriété privée. Cela pose que l'aliénation se situe dans la domination des hommes par les hommes ; la dépendance se confirme.

personnes est transformée en un comportement social des choses ; le pouvoir de la personne s'est transformé en pouvoir de choses ».

Marx conclut que la substance qui permet l'échange entre les marchandises est la valeur-travail ; la substance commune qui se révèle dans la relation d'échange est le travail. Critiquant l'économie politique vulgaire⁹, Marx affirme que ses adeptes partent du travail mais cependant ne donnent rien au travail et, en revanche, accordent tout à la propriété privée : « *l'économie politique cache l'aliénation dans l'essence du travail par le fait qu'elle ne considère pas le rapport direct entre l'ouvrier (le travail) et la production* » (Marx, 1972 : 56). Rowthorn (1972), en parlant également de l'économie vulgaire, l'a qualifiée de la manière suivante : i) elle est *individualiste et subjectiviste*, car elle considère la société comme une collection d'individus dont la nature est donnée, indépendamment des phénomènes sociaux ; ii) elle est aussi *naturaliste*, car la production est considérée en dehors du contexte social, comme un processus naturel dans lequel des inputs de travail, terre et moyens de production, sont mystérieusement transformés en outputs de biens matériels et immatériels ; iii) elle donne la *primauté au phénomène de marché ou d'échange*, car les individus tissent leurs rapports à travers des échanges. Alors, le cycle se ferme : « la société est considérée comme un ensemble d'individus dont la nature est donnée une fois pour toutes, qui n'entrent pas en relation dans un processus social de production et qui ne sont liés entre eux que par l'achat et la vente de marchandises » (Rowthorn, 1972 : 159). Le marché devient le centre d'analyse et le « sujet » dominant.

Ainsi, la valeur d'usage suit la valeur car elle représente le travail abstrait matérialisé dans les marchandises. Mais l'essence de la valeur illustre le rapport social, l'expression des relations sociales entre individus dans le capitalisme à travers les marchandises. L'importance de ces connexions a été bien développée par Marx dans ses œuvres, car il est parti du principe, déjà explicité, que la marchandise est un élément contradictoire, à la fois simple et complexe, c'est-à-dire un sujet central du capitalisme.

Au niveau de la valeur, dans leur aspect qualitatif, toutes les marchandises sont pareilles, puisque « la valeur, c'est leur rapport social, leur qualité économique » (Marx,

⁹ Marx utilise l'expression « économie vulgaire » pour désigner l'économie classique. Selon lui, les économistes classiques réduisent ses analyses, qui se fondent, dans la méthode analytique, sur les éléments « visibles » de la société. Cette vision se trompe et est insuffisante car elle s'appuie sur la *forme naturelle* de la production sociale et par suite « (...) du fait qu'elle ne comprend pas la *forme fondamentale du capital*, la production orientée vers l'appropriation de travail d'autrui, comme une forme *historique* (...) » (Marx, 1976 : 589).

1980 : 75). En contrepartie, la valeur d'échange, qui symbolise le quantum de travail incorporé dans sa production, révèle sa face quantitative. C'est ce que résume Roubine (1978) quand il affirme que « tous les concepts fondamentaux de l'économie politique expriment, nous l'avons vu, *des rapports sociaux de production entre les hommes*. Si nous étudions la théorie de la valeur de ce point de vue, il nous faut alors démontrer que la valeur : 1) est un rapport social *entre les hommes*, 2) qui prend une forme *matérielle*, et 3) qui est liée au processus de *production* ». Donc, si le point de départ de la création de richesse dans le capitalisme est la marchandise, par conséquent celle-ci permet de comprendre le développement et la substantivation de la valeur, aussi bien que la dématérialisation de l'argent sous la forme de l'argent de crédit, du capital porteur d'intérêt et du capital fictif.

Mais, dans un autre sens, Robinson (1971), dans le chapitre sur la théorie de la valeur, affirme qu'il y a un « dogmatisme simplificateur du Livre I du *Capital* jusqu'aux formules complexes du Livre III. Mais, si nous partons du Livre III, la difficulté du parcours est bien moindre ». De notre point de vue, l'auteur commet beaucoup de fautes d'interprétation sur la théorie marxiste. Ici, étant donné le thème abordé, nous parlerons d'une seule, en nous référant à l'affirmation précédente. Nous convenons que les catégories du Chapitre 1 du *Capital* présentent des difficultés de compréhension. En réalité, nous croyons que le Chapitre 1 est le plus complexe et, en même temps, le plus important de l'ouvrage car c'est là que nous trouvons les premiers détails de la théorie de la valeur. Marx dit même dans un Lettre de mars 1872, de l'édition française, que la méthode employée rend assez ardue la lecture des premiers chapitres et, complète l'auteur, tout ne se retrouve pas dans le début. En fait, la méthode dialectique exige une construction constante et c'est seulement à partir de là que la véritable nature du capitalisme sera dévoilée. Alors, pour nous, il est presque impossible de démystifier l'essence des catégories du Livre III, en particulier le capital porteur d'intérêt et le capital fictif, si nous n'avons pas les catégories du Livre I. Donc, l'inversion proposée par Robinson révèle, au minimum, une méconnaissance de la théorie de la valeur de Marx¹⁰.

Mais, en récapitulant les idées antérieures : les marchandises possèdent la capacité de satisfaire les besoins vitaux humains ; elles fournissent le nécessaire à la survie des

¹⁰ Pour une autre vision critique et encore plus détaillée des autres œuvre de Robinson voir Rosdolsky (2001), spécialement le chapitre 33.

individus. Cette identification rend à la marchandise sa capacité d'être une valeur d'usage, une propriété naturelle et fondamentale dans le processus de constitution de la valeur. La valeur d'usage forme aussi le contenu matériel de la richesse représentée sous la forme physique des marchandises. Malgré tout, elle ne se réalise que dans l'usage, dans la consommation ; les valeurs d'usages « sont en même temps les soutiens matériels de la valeur d'échange » (Marx, 1948 : 52). La valeur d'échange apparaît comme un représentant quantitatif de la marchandise, c'est-à-dire comme une substance dans laquelle les valeurs d'usage des différentes marchandises s'échangent de manière fréquente dans les marchés ; cette relation d'échange peut se déplacer dans le temps et l'espace, en créant des caractéristiques de casualité et de relativité.

Ceci posé, la question centrale du débat est de savoir quelle est la *substance* qui a permis les trocs entre les marchandises X et Y, par exemple, dans le marché. Il y a quelque chose de commun entre elles ; elles doivent être réductibles à un troisième élément, a dit Marx, qui est le travail. « La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail » (Marx, 1948 : 54) ; l'attribut utile du produit du travail « disparaît » pour établir sa relation avec le travail humain abstrait, de même qu'avec le travail humain réel. Et, « en tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont réputés valeurs. Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur ; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur que pour autant que du travail humain soit matérialisé en lui » (*ibid*, p. 54).

Comme valeur d'usage, les marchandises porteuses du travail concret, ont plusieurs qualités, des fonctions qualitatives. Sous la forme de la valeur d'échange, elles ont un caractère quantitatif, associé à la quantité de travail incorporée dans la production, le temps de travail. Dans ce cas-là, la grandeur de la valeur d'échange sera mesurée par le quantum de la substance créatrice de la valeur : la quantité de travail nécessaire à la production des marchandises, en heures, en jours ; elles se remplacent et s'échangent au marché selon des rapports quantitatifs déterminés. Finalement, en tant que valeur, les marchandises expriment des relations sociales entre individus dans la production ; « (...) c'est le rapport social, leur qualité économique » (Marx, 1980 : 77), plus que cela, c'est une qualité sociale, politique, qui révèle l'essence de la logique capitaliste.

Ce qui explique que la marchandise possède la valeur d'usage, la valeur d'échange et la valeur ; chacun de ces éléments forme la catégorie la plus simple et en même temps la plus complexe du système de production capitaliste. Donc, la marchandise est formée par une catégorie qui est centrale dans toutes les analyses de Marx : le travail. La valeur-travail est la substance qui va expliquer les connexions, au sens concret et abstrait, qui se produisent dans le système capitaliste. Partant, elle occupe une position centrale dans la conception de la richesse propre au mode de production capitaliste.

Ici, il faut réaffirmer que le travail est la *seule* substance capable de produire la valeur, la richesse, malgré certaines interprétations de la pensée économique qui considèrent que l'origine de la richesse et de la valeur est à chercher en dehors de la production, dans les actes de la vie quotidienne, dans le marché financier avec la « valeur d'actionnariat », dans les innovations technologiques, dans la connaissance, dans la créativité.

Et comme l'explique Marx (1969b) de manière très claire dans *Salaire, Prix et Profit - Rapport au Conseil général de l'association internationale des travailleurs le 26 juin 1865* : « Nous arrivons donc à cette conclusion: une marchandise a une valeur parce qu'elle est une *crystallisation de travail social*. La grandeur de sa valeur ou sa valeur *relative* dépend de la quantité plus ou moins grande de cette substance sociale qu'elle contient, c'est-à-dire de la quantité relative de travail nécessaire à sa production ». Le travail nécessaire à la reproduction du système est le travail social, producteur de la valeur, c'est-à-dire le travail productif : « il faut tout d'abord nous demander : Quelle est la *substance sociale commune* à toutes les marchandises ? C'est le *travail*. (...) Et je ne dis pas seulement de *travail*, mais de *travail social* ».

Comme nous l'avons vu, un individu qui produit un objet pour sa propre consommation crée un *produit*, non une *marchandise*. Pour qu'il y ait marchandise, il faut satisfaire un besoin social et, en outre, il faut qu'une partie de l'excédent de son travail soit absorbée par la société. De plus, que son travail soit subordonné à la *division du travail* existant au sein de la société. En considérant les marchandises en tant que valeurs, disait Marx, « nous les regardons exclusivement sous le seul aspect du *travail social réalisé, fixé* ou, si vous voulez, *crystallisé* en elles ».

En fait, si la marchandise a un double caractère en tant que valeur, à savoir valeur d'usage et valeur, le travail qui la produit est un travail concret-utile et abstrait. Harvey

(1982) parle du « travail social nécessaire » et affirme que cette division contient les germes de la critique que fera Marx de l'économie politique classique, surtout de la théorie de la valeur travail de Ricardo. De même, on peut dire que Marx a apporté une grande contribution à l'économie politique en se différenciant des autres auteurs classiques.

Pour comprendre cette contribution, il faut définir quelle est la différence entre les deux catégories. En premier lieu, le travail concret s'engage dans la transformation matérielle des éléments de la nature en produisant la valeur d'usage des marchandises, qui correspond à leurs qualités physiques. Marx écrit : « Le travail qui se manifeste dans l'utilité ou la valeur d'usage de son produit, nous le nommons tout simplement travail utile » (Marx, 1948 : 57). D'un autre côté, le travail abstrait exprime la substance de la valeur, il est responsable de la production de plus-value, de l'excédent que s'approprie le capitaliste. Alors, « tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises. De l'autre côté, tout travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive, déterminée par un but particulier, et à ce titre de travail concret et utile, il produit des valeurs d'usage ou utilités » (Marx, 1948 : 61).

En fait, le travail humain abstrait est une extraction qui s'accomplit finalement dans le cadre de relations de production très spécifiques, et qui se situe apparemment en dehors d'une variété infinie d'activité de travail concret. Et, ces indications nous permettent de dire que le travail abstrait peut devenir la « mesure » de la valeur seulement lorsqu'un genre de travail humain spécifique, le travail salarié, devient général, par la transformation nécessaire de la force de travail en marchandise et l'application d'un rapport salarial entre le capitaliste et les ouvriers.

Si la marchandise représente l'objet de la consommation, elle est aussi, à cette étape-là, le symbole du pouvoir, du désir. Nous pouvons dire que la marchandise, sous sa forme la plus simple, est « le veau d'or de la société » qui inclut ou bien exclut les personnes qui ne peuvent pas les acheter dans le marché libre.

Dans ses propos sur le caractère fétichiste de la marchandise, Marx a dit tout d'abord que la marchandise apparaît comme une chose triviale, commune, normale, créée par les individus dans une relation juste sur le marché. C'est une affirmation véridique ! Selon toute apparence, cette observation est vraie, de la même manière que l'achat et la vente

de la force du travail se pratiquent d'une façon « juste » sur le marché du travail. C'est ce que Marx a exprimé quand il a traité de la sphère de la circulation des marchandises : il y a là un véritable « éden » des droits de l'homme et du citoyen. Ce qui règne c'est la « Liberté, Egalité, Propriété et Bentham ». Mais, au moment où les travailleurs sortent de cette sphère « notre ancien homme aux écus prend les devants et, en qualité de capitaliste, marche le premier ; le possesseur de la force de travail le suit par derrière comme son travailleur à lui ; celui-là le regarde narquois, l'air important et affairé ; celui-ci timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné » (Marx, 1948 : 179).

Mais, le capitalisme est un système dynamique par nature. Il crée de nouvelles formes d'accumulation, il change à chaque fois pour maintenir et amplifier ses relations de domination ; donc, la substantivation de la valeur ne cesse pas. Dans sa configuration historique, la marchandise a évolué elle aussi. En tant que marchandise, elle s'est transformée par rapport au mouvement même du capitalisme ; la valeur-travail a pris une nouvelle forme, plus concrète et plus abstraite, c'est l'incarnation sous la forme argent d'une relation à chaque fois plus complexe et plus incestueuse avec le travail.

1.2- L'argent comme représentant de la valeur-travail

Le développement d'une marchandise spéciale a été nécessaire au capitalisme. Une marchandise qui, outre qu'elle était acceptée par tous, pouvait aussi représenter la valeur d'échange dans les trocs. Une marchandise, qui elle-même, en tant que valeur, pouvait être équivalente et, en même temps, en tant qu'équivalent, avoir la propriété d'être échangeable. En fait, il faut qu'elles puissent être échangées à l'aide d'une troisième, un symbole qui représente les rapports de la valeur d'échange entre elles-mêmes, qui peut être le signe de la valeur la plus développée, c'est-à-dire être le symbole du temps de travail¹¹.

Dans les relations de change au marché, quand deux personnes ou plus vont échanger des marchandises, elles les transforment en signes de la valeur par les fixations de valeurs d'échange. En même temps que l'amplification des trocs et par conséquent des formes de la valeur, nous apercevons le processus de substantivation de la valeur. Cet échange passe de la forme la plus simple à la plus complexe. Ce sont les phases que

¹¹ « En fait, la marchandise qui est utilisée comme médiateur de l'échange n'est transformée que peu à peu en argent, en un symbole ; dès que c'est fait, un symbole d'elle même peut à son tour la remplacer. Elle devient alors un signe conscient de la valeur d'échange » (Marx, 1980 : 79).

Marx a appelées formes simple, totale, générale et forme argent, cette dernière étant la plus développée dans l'expression de la valeur.

Cela suppose que l'évolution des formes de la valeur représente une recherche de différenciation constante vis-à-vis à la valeur d'usage, dont le progrès répond à la nécessité de se différencier des caractères utiles des marchandises. Ces autonomisations de la valeur sont alors une indication de la domination de la valeur sur la valeur d'usage, domination emblématique d'une société totalement subordonnée au fétiche des marchandises.

1.2.1- De la forme simple de la valeur à la forme argent

1.2.1.1- La forme simple ou fortuite du capital

Le processus d'évolution de la marchandise commence à partir de la forme simple. Dans celle-ci, il y a seulement deux marchandises qui s'échangent entre elles, et sont représentées par l'équation suivante : $x_A = y_B$. La marchandise A, par exemple, est échangée par rapport à marchandise B ; c'est-à-dire que A se représente dans la valeur de B ; la marchandise A a une fonction active dans le système de troc de sorte qu'elle symbolise la forme relative de l'équation tandis que B illustre la forme équivalente. L'objectif principal de cette relation d'échange simple est de créer la valeur d'usage. Néanmoins, ce troc entre deux marchandises seulement permet de révéler le signe complexe et mystérieux de la marchandise même à une étape moins développée des formes de la valeur.

Même dans une société capitaliste en formation, où les relations mercantiles sont dans un processus de formation où les échanges sont encore élémentaires, puisqu'ils ne sont qu'occasionnels, Marx suggère déjà que c'est à la valeur-travail que l'on doit cette relation d'échange sur le marché pré-capitaliste. Ainsi, à partir d'une notion de la valeur prise comme catégorie abstraite et centrale dans le capitalisme, nous pouvons dire qu'il y a dans cette phase, même si de manière occulte, l'expression d'une relation sociale.

Quand Marx fait la comparaison entre A et B, son but est de chercher la substance qui permet les échanges, bien que la valeur d'usage soit, à cette phase, le moteur qui impulse les relations entre les commerçants. Comme nous l'avons indiqué, la substance mystérieuse qui leur donne cette possibilité, l'idiosyncrasie commune qui permet les échanges est le travail humain cristallisé dans les marchandises.

Au début du marché capitaliste, le supplément de la production est échangé fortuitement contre l'excédent de production d'un autre capitaliste. C'est la *première émergence*, pour reprendre les paroles de Marx (1980 : 144), d'un produit pris en tant que valeur d'échange, et qui est déterminé par des besoins, des plaisirs, des nécessités. Donc, la formation et le développement de l'argent comme représentant général des marchandises commence dès l'étape la plus primitive de la société capitaliste. Cela suppose que, d'un côté, si la forme de la valeur existe déjà, de l'autre on peut dire que le germe de l'argent est présent lui aussi. Ce que Marx (1948 : 83) explique de manière remarquable avant d'aborder la question du fétiche dans le *Capital* : « La forme simple de la marchandise est par conséquent le germe de la forme d'argent ». Avec le développement du monde de la marchandise, apparaît une nouvelle étape dans les formes de la valeur. La relation éventuelle et accidentelle entre les deux marchandises est en train de disparaître de sorte qu'une forme relative va s'y substituer à travers de nombreuses formes équivalentes, c'est la forme totale.

1.2.1.2- La forme totale

Dans la forme totale, le corps de la valeur peut être représenté par différentes marchandises, ou équivalents. La forme relative A est maintenant comparée à plusieurs marchandises (B, C, D...), à plusieurs formes équivalentes. La marchandise A peut être échangée par rapport à uB , vC , wB . Maintenant, l'équation est la suivante :

$xA = yB, wC, jP...$ Cette forme a une relation sociale avec le monde des marchandises. Elle distingue la valeur d'une marchandise de sa propre valeur d'usage d'une manière plus complète, a dit Marx, car la forme relative est confrontée à plusieurs autres formes équivalentes.

De la même manière que la forme simple, la forme totale présente des insuffisances vis-à-vis du développement du système d'échange. La déficience centrale relevée par Marx renvoie à la quantité de représentations de la forme équivalente. En fait, quand une personne échange sa marchandise avec d'autres marchandises équivalentes, elle « donne », « emprunte » sa valeur à une série d'autres marchandises.

À cette étape, la relation de change se complexifie, le système mercantile continue à se développer constamment dans le temps et l'espace... la forme de la valeur change aussi pour passer à une troisième représentation. C'est la « naissance » de la forme générale de la valeur.

1.2.1.3- La forme générale

Ici, la relation se présente de façon contraire à la dernière équation ; c'est à dire que nous avons différentes formes relatives et une seule forme équivalente, l'équivalent général. Cette forme représente la valeur des marchandises à travers une seule espèce de marchandise, isolée des autres. La formule devient : $yB, wC, jP... = xA$. Ceci posé, la valeur de la marchandise se distingue non seulement de sa propre valeur d'usage, mais d'une quelconque valeur d'usage et, pour cette raison, s'échange contre la substance centrale, le travail, commune à toutes les autres marchandises. « Cette forme est la première qui mette les marchandises en rapport entre elles comme valeurs, en les faisant apparaître l'une vis-à-vis de l'autre comme valeurs d'échange » (Marx, 1948 : 79). Sa représentation dans le monde des marchandises comprend la valeur sociale générale. Une marchandise peut s'échanger contre toutes les autres marchandises. Le signe de l'équivalent général est la figure de la valeur commune, échangée par toutes les marchandises, dit Marx (1948 : 79) : « sa forme naturelle est donc en même temps sa forme sociale », le travail humain abstrait se trouve être l'unique créateur de la valeur.

En tant que marchandise générale acceptée dans la société mercantiliste, l'équivalent général prend les produits du travail comme du travail humain indifférencié. Il est l'expression sociale du monde des marchandises, une forme de la valeur en soi et par soi. Il accepte toutes les marchandises, de sorte que la marchandise se transforme en marchandise argent ou fonctionne comme argent¹². C'est la « création » de la forme argent.

1.2.1.4- La forme de l'argent

Dans cette forme, l'or est le principal représentant de l'équivalent général. Celui-ci, quand il se confronte avec l'autre marchandise, représente l'argent. Lorsqu'il en vient à fonctionner comme l'équivalent général, il prend la fonction de marchandise-argent. C'est ce dont Marx (1980 : 76) parle dans les *Grundrisse* où « en tant que valeur, la marchandise est équivalent ; en tant qu'équivalent, toutes ses propriétés naturelles sont effacées en elle ; elle n'est plus, avec les autres marchandises, dans un quelconque rapport qualitatif ; au contraire, elle est la mesure universelle aussi bien que le représentant universel, que le moyen d'échange universel de toutes les autres

¹² Il y avait beaucoup de marchandise argent dans le monde pré-capitaliste : le sel, les peaux, le bétail, les esclaves. La principale d'entre elles étant l'or.

marchandises. En tant que valeur, elle est de l'argent ». L'argent incorpore, en tant que valeur, la capacité d'être échangeable avec une autre marchandise. Sa capacité d'être l'équivalent universel lui donne la possibilité de s'échanger dans le monde des marchandises cachant encore plus les relations sociales entre les hommes. Alors, la dissimulation de l'accumulation capitaliste se trouve plus efficace.

Il est exact que l'argent n'est pas créé par le système avec la fonction unique d'être un intermédiaire facilitant les trocs et la vie des personnes en permettant les échanges. Mais ce qui est plus important c'est qu'il devient le représentant de la valeur, il est « la forme de la manifestation de la valeur, l'incarnation sociale du travail humain » (Marx, 1948). Ainsi, nous avons là plusieurs éléments permettant d'amorcer la compréhension du caractère énigmatique des marchandises.

Le rapport dans lequel une marchandise particulière est échangée contre de l'argent est déterminé par le temps de travail objectivé dans les marchandises. Dans la production, toutes les marchandises sont échangées par rapport au temps de travail.

Partant,

« la nécessité d'une monnaie distincte du temps de travail intervient justement du fait que le quantum de temps de travail doit être exprimé non pas dans son produit immédiat et particulier, mais dans un produit universel et médiatisé, dans son produit particulier en tant que produit égal à et convertible contre tous les autres produits du même temps de travail. (...) Le temps de travail ne peut pas être lui-même immédiatement l'argent justement parce que, dans les faits, le temps de travail n'existe jamais que dans des produits particuliers (en tant qu'objet) : en tant qu'objet universel, il ne peut avoir qu'une existence symbolique et, derechef, précisément dans une marchandise particulière, qu'on pose comme argent. (...) L'argent est le temps de travail en tant qu'objet universel, ou l'objectivation du temps de travail universel, du temps de travail en tant que marchandise universelle » (Marx, 1980 : 104-105).

Dans ces conditions, le temps de travail, bien qu'il soit une catégorie centrale, n'existe pas comme objet d'échange universel¹³. L'objectivation du caractère social du travail fait de la marchandise une valeur d'échange et lui donne aussi sa qualité « spéciale » d'argent ; c'est-à-dire que la marchandise, qui possède la substance du travail, doit être

¹³ Cette caractéristique intensifie la *réification* et la mystification des relations sociales entre les hommes dans le système capitaliste. Le travail aliéné, abstrait, créateur de la plus-value, n'est pas reconnu comme créateur de la richesse, il apparaît, comme les relations salariales, comme une chose juste, comme un troc entre égaux.

échangée contre la marchandise universelle, l'argent, afin de pouvoir être métamorphosée en cet objet. Du point de vue socio-économique, Marx s'adresse aussi à la relation existant entre la nécessité, pour chaque individu, d'avoir de l'argent pour survivre, et la demande créée par le système de consommation qui va au-delà de ses besoins. Nous sommes devant une situation où le capital « forme » les personnes, les « modèles » en fonction de ses nécessités propres, en les faisant passer d'agents actifs à agents passifs, reproducteurs de la logique du marché capitaliste, privés de la capacité de distinguer et de comprendre quel est le but du capital. Donc, le cercle d'aliénation se ferme.

Le capitalisme monétaire, allant au-delà de son intention proclamée d'accélérer la rotation du cycle des marchandises grâce aux révolutions apportées dans la production et la circulation du capital et à la stimulation de la consommation, confisque la capacité d'autonomie de l'être humain, l'argent occupe la position de contrôle sur la société. Ainsi, Marx (1972 : 106) écrit :

« si je n'ai pas d'argent pour voyager, je n'ai pas de *besoin*, c'est-à-dire de besoin réel et se réalisant de voyager. Si j'ai la vocation d'étudier mais que je n'ai pas l'argent pour le faire, je n'ai pas de vocation d'étudier, c'est-à-dire de vocation active, véritable. Par contre, si je n'ai réellement pas de vocation d'étudier, mais que j'en ai la volonté et l'argent, j'ai par-dessus le marché une vocation effective ».

Voici que l'argent est accepté par tous et en vient à représenter, à ce moment-là, d'une façon plus développée, le symbole universel, « la veau d'or de la société », la « chose » la plus aimée, la plus adorée de la société, l'objectif de vie de la plupart des personnes.

L'argent comme représentant matériel de la richesse n'est pas seulement l'objet du délire d'enrichissement, l'objet du désir,

« l'avidité est également possible sans argent ; mais la frénésie d'enrichissement est elle-même le produit d'un développement social déterminé, elle n'est pas *naturelle*, par opposition à ce qui est *historique* (...) il est la réalisation de l'avarice, dans la mesure où il est seulement la forme universelle de la richesse face aux marchandises en tant qu'elles sont ses substances particulières (...) l'avidité d'argent ou frénésie d'enrichissement signifie nécessairement le déclin des anciennes communautés » (Marx, 1980 : 161).

Le pouvoir représentatif de l'argent est fort mystérieux, aussi contradictoire et pourtant dialectique. Selon Marx (1972 : 102), « l'argent en possédant la *qualité* de tout acheter, en possédant la qualité de s'approprier tous les objets est donc *l'objet* comme

possession éminente. L'universalité de sa *qualité* est la toute-puissance de son essence. Il passe donc pour tout-puissant... L'argent est *l'entremetteur* entre le besoin et l'objet, entre la vie et le moyen de subsistance de l'homme ». Le processus de transformation du produit en marchandise et de la marchandise en valeur d'échange, se pose en opposition à un signe de la valeur qui est lui, représentatif de la source de la richesse : la valeur-travail. Il s'agit ici de dire qu'avec la forme argent, un représentant plus développé de la valeur, le fétiche et la substantivation de la valeur se développent davantage.

Cependant, le capitalisme trouve toujours de nouvelles formes fonctionnelles, en métamorphosant invariablement toutes les relations de pouvoir, d'échange et même de classes. Son objectif unique est de valoriser la valeur, d'acquérir la plus-value, en transformant ses catégories fonctionnelles en instrument pour contrecarrer la loi tendancielle de la baisse du taux de profit.

Avec l'argent, la caractéristique du marché capitaliste est de proposer une existence presque détachée du produit. « Et la valeur d'échange détachée des marchandises elles-mêmes et existant elle-même à côté d'elles comme marchandise, c'est *l'argent* » (Marx, 1980 : 80)¹⁴. Plus les trocs s'intensifient dans le marché capitaliste, plus la valeur d'échange se transforme en objet immédiat de la production, plus se développent aussi les rapports monétaires. Donc, le pouvoir de l'argent s'accroît par rapport au propre processus de développement du marché capitaliste avec pour conséquence qu'il amplifie aussi les rapports monétaires dans le monde des marchandises.

À ce stade, il faut s'interroger sur la liaison fondamentale entre la sphère monétaire, qui se manifeste à partir de l'argent, et la sphère réelle-matérielle, qui devient de la production, du travail, du travail salarié. À partir des analyses précédentes, nous pouvons dire que si l'argent lui-même est autonomisation, substantivation de la valeur à un niveau plus élevé d'abstraction, la valeur pour sa part est produite par le travail. Alors, le « monétaire » et le « réel » s'affirment dans une relation de détermination et de

¹⁴ « L'argent – moyen et pouvoir universels, extérieurs, qui ne viennent pas de l'homme en tant qu'homme et de la société humaine en tant que société – moyen et pouvoir de convertir la représentation en réalité et la réalité en simple représentation, transforme tout aussi bien les forces essentielles réelles et *naturelles de l'homme* en représentation purement abstraite et par suite en imperfection, en chimères douloureuses, que d'autre part il transforme les *imperfections et chimères* réelles, les forces essentielles réellement impuissantes qui n'existent que dans l'imagination de l'individu, en forces essentielles réelles et en pouvoir » (Marx, 1972 : 106).

causalité, réciproque, un sens dialectique, où l'économie capitaliste devient par elle-même une économie monétaire¹⁵.

Marx établit ce type d'imbrication dans ses œuvres. On trouve à ce sujet un exposé remarquable dans les *Grundrisse* (Marx, 1980 : 164) :

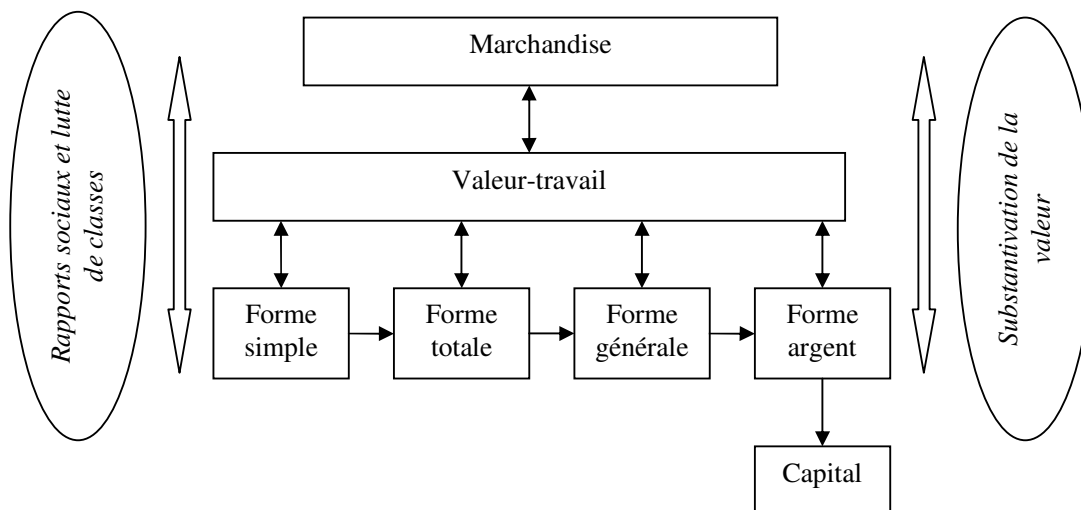
« Le présupposé élémentaire de la société bourgeoise est que le travail produise immédiatement la valeur d'échange, donc de l'argent ; et qu'ensuite l'argent achète tout aussi immédiatement le travail et n'achète donc le travailleur que pour autant qu'il aliène lui-même son activité dans l'échange. Le *travail salarié* d'un part, et le *capital* de l'autre, ne sont donc que d'autres formes de la valeur d'échange développée et de l'argent en tant que son incarnation. L'argent est ainsi immédiatement à la fois la *communauté réelle*, dans la mesure où elle est la substance universelle de l'existence pour tous, et en même temps le produit collectif de tous ».

Si l'aspect monétaire apparaît au monde détaché de la forme réelle, productive, cela signifie qu'ils sont tous deux séparés de l'essence et de la source de la valeur-travail. En revanche, on doit les réunir pour les observer d'une façon unique, et les concevoir en prenant pour point de départ la formation de la nature intime du système capitaliste.

La figure suivante essaie de mieux visualiser, sans le conceptualiser, le processus de formation et d'évolution de l'argent et sa connexion avec le travail :

¹⁵ Marx explique que tous les rapports se convertissent en rapport monétaire. L'auteur donne l'exemple de l'impôt en nature qui se transforme en impôt en argent, la rente en nature en rente en argent... « de façon générale toutes les prestations personnelles se transforment en prestations en argent, le travail patriarcal, celui des esclaves, des serfs, le travail corporatif, en pur travail salarié » (Marx, 1980 : 81). C'est l'indication de la « monétarisation de la vie » sur des bases individualistes, des transformations des aspects qualitatifs en quantitatifs, particulièrement monétaires qui s'intensifient à chaque fois plus dans le capitalisme.

Figure 1- Le processus de substantivation de la valeur



À cette phase-là, nous pouvons dire que le caractère mercantile monétaire du capitalisme se présente de façon explicite sous la forme de l'argent. En effet, c'est la concrétisation de l'argent comme gérant du capitalisme, comme le délégué qui contrôle les actions des hommes dans le système à travers des relations salariales (achat et vente de la force de travail) et du mercantilisme des relations sociales. Dans le cadre d'une relation dialectique, l'argent représente la face du capitalisme dans un système d'échange de marché qui peut être monétaire, du travail, du commerce ; en plus, il acquiert une « vie propre », fonctionnant comme le carburant de la « machine central », et unifiant les bases du système. Il est le sens de la vie pour la majorité des personnes, car il incarne l'être suprême qui est capable de résoudre presque tous les problèmes.

Il s'agit ici d'apporter une précision. Inversement au sens commun, ce n'est pas l'homme qui est le responsable de l'égoïsme, de l'usure, de la corruption, de sa propre destruction comme individu collectif. La nature humaine n'est pas responsable du « chaos » de la vie humaine dont souffrent la grande majorité des personnes dans le monde. Si nous prenons pour base d'analyse les évolutions de la nature même de l'accumulation capitaliste, nous y trouverons les explications nécessaires à la compréhension des inégalités. C'est ce qu'explique Marx (1948 : 172) quand il affirme que

« la nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises et de l'autre des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel

rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale ».

En effet, l'argent, qui exprime l'unité des contraires, est une marchandise « quelconque » ; mais, paradoxalement, il n'est pas une marchandise comme les autres : il est, et en même temps, il n'est pas. D'abord, il n'est pas seulement une valeur d'échange universelle, mais également une valeur d'échange particulière, une marchandise différente, spéciale, acceptée par tous. Dans la représentation contradictoire et profonde de la nature du système capitaliste, l'argent est le signe des rapports sociaux, politiques et économiques entre les hommes. Il est l'un des instruments de la domination, de l'exploitation, de la *réification* des relations humaines identifiées au caractère inanimé et quantitatif des marchandises.

La société capitaliste, dans un processus d'aliénation, lui « donne » le pouvoir d'avoir une propriété sociale, qui se « cache » sous le signe du mystère : « son pouvoir social, tout comme sa connexion avec la société, il les porte sur lui, dans sa poche », disait Marx (1948). Comme nous l'avons vu, ce développement s'est déroulé de manière lente, avec la constitution même du capitalisme, où un processus mercantile monétaire s'inscrit dans la subjectivité humaine, en s'identifiant lui-même comme un agent inanimé, auto créatif. La réalité sociale du système – inégale, concentrée et inhumaine par elle même – apparaît aux personnes comme normale. L'être humain perd son autonomie et sa propre conscience, perd la critique et tout lui apparaît comme naturel : l'exploitation, la subordination, la misère.

Ainsi, la particularité sociale de l'activité du travail, maintenant personnifiée par l'argent, se révèle aussi aux individus comme une « chose », de la même manière que, dans la valeur d'échange, la relation sociale se transforme en marchandise ce qui donne à celle-ci une utilité spécifique, une valeur d'usage particulière.

À ce moment-là, la valeur des marchandises, le signe de la valeur, l'argent, est « dissimulé », travesti, caché derrière un élément qui facilite les changements dans le marché en croissance. La puissance de l'argent éveille des individus, l'échange des marchandises apparaît comme indépendant, la richesse matérielle se transforme en un objet inanimé, autonome.

Mais, tous ces développements, toutes les *réifications* ne sont pas créées par l'État, par une convention formelle, comme lors de l'élaboration d'une loi. L'argent, en tant que signe de la valeur, naît de façon naturelle avec la marchandise-argent (le sel, les peaux, le bétail, les esclaves), et se développe à son tour, dans une existence séparée de sa matière, de sa substance, visible surtout dans le papier-monnaie. Ce qui est illustré par les différents noms donnés aux monnaies : Real, Euro, Dollar, Yen, Libra, entre autres¹⁶.

Enfin, comme disait Marx (1948 : 102), « la difficulté ne consiste pas à comprendre que la monnaie est marchandise, mais à savoir comment et pourquoi une marchandise devient monnaie ». Et Marx apporte la réponse : le travail. L'argent dépose dans les marchandises la représentation de la valeur, et en vient à représenter l'incarnation du travail humain. Là demeurent la magie, le mystère, l'énigme du fétiche de l'argent¹⁷. La relation incestueuse entre la valeur, la marchandise, l'argent et le travail se referme. Ce sont les premiers pas en direction du capital. Mais, avant d'aborder ce sujet nous allons insérer dans la discussion, la lutte des classes.

1.3- La lutte des classes dans le capitalisme : quelques approches

Après avoir présenté le développement de la marchandise et les formes de la valeur, nous devons faire, même si brièvement, quelques observations sur le caractère de la lutte des classes au sein du capitalisme. Si, d'un côté, se trouvent des acheteurs et des vendeurs de la force de travail et, de l'autre, si l'un de ceux-ci seulement peut acheter, en principe, les moyens de production, cela veut dire qu'il existe certaines différences entre eux. Parallèlement si, comme nous l'avons vu, le secret du capitalisme réside dans la dissimulation de la marchandise, et si le travail apparaît comme la source d'où naît la plus-value et, néanmoins, le mouvement de rotation du capital, il faut maintenant

¹⁶ À notre avis, les catégories argent et monnaie, malgré qu'elles soient liées au même plan du capital, présentent des caractéristiques différentes entre-elles. En résumé, on peut dire que d'un côté l'argent, comme représentant maximum de la valeur, est l'équivalent-général qui désigne la marchandise-argent, et que de l'autre, la monnaie est l'instrument monétaire qui exécute la fonction de moyen de paiement et de standard des prix – comme signe de la valeur, sa « valeur monétaire » ne correspond pas à la valeur.

Je dois remercier ici les professeurs Claus Germer (Université fédérale de Paraná - UFPR), Reinaldo Carcanholo (Université fédérale de Espírito Santo - UFES), Mauro Moura (Université fédérale de Bahia - UFBA), Paulo Nakatani (Université fédérale de Espírito Santo - UFES) et Marcelo Carcanholo (Université fédérale Fluminense - UFF) pour les discussions qui nous avons eues par l'internet à ce sujet.

¹⁷ « Il apparaît alors aussi comme cette puissance de perversion contre l'individu et contre les liens sociaux, etc, qui prétendent être des essences pour soi. Il transforme la fidélité en infidélité, l'amour en haine, la haine en amour, la vertu en vice, le vice en vertu, le valet en maître, le maître en valet, le crétinisme en intelligence, l'intelligence en crétinisme » (Marx, 1972 : 107).

déchiffrer qui sont les hommes et quelles sont les classes qui bénéficient de la richesse produite dans la sphère de la production qui circule, dans un mouvement de promiscuité incessante, au cours des différentes phases de cette circulation du capital.

L'exposé de Marx sur la nature des classes dans le *Capital* apparaît plus directement dans le dernier chapitre du Livre trois, intitulé « Les classes » et qui n'a pas été achevé. Mais, dès que l'auteur décrit l'origine de l'argent en prenant pour base la théorie de la valeur, les éléments qui vont définir la classe sont déjà présents dans toutes ses analyses. Par conséquent, à notre avis, les racines de la différence de classe se retrouvent dans toutes ses œuvres dans la mesure où elle est inhérente à la théorie de la valeur. En fait, nous croyons que tous les éléments d'analyse qui portent sur la naissance, la structure et le développement des classes sociales font partie, chez Marx, de la compréhension historique et théorique du capitalisme exposée dans les divers chapitres¹⁸. Commençons par le premier point énoncé.

Dans la Section VII du Livre I du *Capital*, comme dans d'autres chapitres plus historiques, tel le descriptif et grandiose « Machinisme et grande industrie », Marx nous apporte une meilleure compréhension de la formation et du développement de ce processus d'accumulation du capital dans la mesure où il établit un parallèle avec les transformations abruptes que connaît, à l'époque, la structure de production et de circulation du capitalisme. Il s'agit d'un véritable voyage au « cœur » de la formation historique du capitalisme, qui s'attache à démontrer le caractère de désagrégation de la société en formation, et par conséquent aussi des hommes.

Revenant à l'accumulation primitive du capital, qui exécute à partir de divers mécanismes et instruments la séparation de la propriété des moyens de production, avec pour conséquence l'instauration de la propriété privée, Marx cherche à établir l'origine du processus d'accumulation capitaliste¹⁹. L'accumulation primitive est le fondement historique de la production spécifiquement capitaliste qui était en train de naître à cette époque-là ; c'est-à-dire qu'elle a été le point de départ d'une transformation profonde de

¹⁸ Nous ne sommes pas en train de dire qu'il y a une division entre les aspects historiques et théoriques chez Marx. Mais nous abordons là les caractères plus historiques de certains chapitres de ses œuvres que proprement théoriques.

¹⁹ La découverte de l'or et de l'argent en Amérique, l'extermination des peuples indigènes, l'esclavagisme, le pillage des Indes orientales, voilà quelques-uns des fondements de l'accumulation primitive. Avec l'expansion du capitalisme le système colonial s'ajoute aussi, dès le XVII^e siècle, au système de la dette publique et au système des impôts et de protection du commerce international, lesquels utilisent le pouvoir de l'État capitaliste, encore en formation, qui se traduit aussi par l'usage de la violence politique et militaire pour accélérer la transformation du féodalisme et le passage au capitalisme.

la société mercantile-capitaliste. Donc, pour permettre l'installation du capital, la séparation des produits du travail d'avec les personnes qui les produisent, en l'occurrence les travailleurs, était indispensable. Cette désagrégation s'effectue, principalement, à travers le caractère privé de la production et de l'appropriation. Le « cycle » alors se ferme encore plus : désappropriation, individualisation, propriété privée, régime salarié, accumulation et plus tard concentration et centralisation de la richesse.

Dès lors, le capital, encore primitif, va se reproduire à une plus large échelle formant une classe qui contrôle la propriété des moyens de production et la force de travail, la classe des capitalistes. Une autre émerge, au même moment, celle des travailleurs, qui pour se produire a besoin d'une partie de leur travail, le travail nécessaire, payé sous la forme de salaire²⁰.

La constante utilisation de la plus-value dans le circuit du capital ou la (re) transformation de la plus-value en capital, appelée par Marx *accumulation du capital*, demande alors la multiplication des travailleurs à partir de l'excédent produit par eux, sur le principe de l'exploitation de la force de travail. C'est la multiplication de la valeur à partir de la valeur.

Cette loi d'accumulation impose d'utiliser tous les moyens et stratégies disponibles pour amplifier le degré d'exploitation de la force de travail soit : par la baisse des salaires, par l'extraction de la plus-value absolue, relative et extra, par l'intensification du travail, par l'augmentation de la productivité du travail, par le maintien d'une armée industrielle de réserve, par la surpopulation relative – qui englobe les travailleurs informels –, enfin, par le développement de la Force productive de travail (FPT).

À partir de ces éléments, Marx écrit que, si un certain degré d'accumulation est une condition première de la production capitaliste, chaque création de valeur, chaque

²⁰ Dans le chapitre sur la « Reproduction simple », Marx parle des ouvriers et constate que « la reproduction englobe à la fois la reproduction (c'est-à-dire l'entretien) de la classe capitaliste et de la classe ouvrière, partant aussi la reproduction du caractère capitaliste de l'ensemble du processus de production », et pas seulement du point de vue de la demande individuelle. Cela, c'est-à-dire que le capital profite non seulement de la plus-value créée par les travailleurs mais aussi de leur consommation de subsistance qui permet de reproduire la force de travail. Dès lors, la « consommation individuelle » de la classe ouvrière devient (re) transformation des moyens de subsistance en nouvelle force de travail qui sera exploitée par le capital quand il le voudra. Ainsi, la « servitude économique » des travailleurs par rapport aux capitalistes se manifeste de manière plus intense que nous ne l'imaginons, puisque la consommation individuelle est aussi une fraction de la plus-value créée par les travailleurs eux-mêmes et que son origine se trouve dans l'excédent produit par eux-mêmes. Le maintien et la reproduction des travailleurs sont nécessaires à la reproduction du capital.

accumulation de capital devient une nouvelle accumulation. C'est un mécanisme d'amplification de la circulation capitaliste où les moyens de production ont tendance à se concentrer dans certaines mains. Plus tard, ce processus prend la forme de l'accumulation dans la mesure où il reproduit la propension du capital à s'accumuler et à se centraliser.

La loi du développement capitaliste cherche toujours la séparation entre les moyens de production et le travail, et concentre le pouvoir économique et politique entre les mains de certains groupes particuliers. Par conséquent, le travail se transforme en travail salarié, consolidant la relation de dépendance et la réification du capital. Ces déroulements forment alors les mécanismes historiques simplifiés de la ségrégation et de la formation des classes au sein du capitalisme.

D'autre part, les aspects théoriques développés antérieurement – la marchandise, la valeur-travail et l'argent – nous donnent toutes les pistes nécessaires pour déterminer la relation sociale qui existe entre le capital-travail et son origine dans la théorie de la valeur. Si nous partons de celles-ci en les considérant comme l'édification théorique des catégories marxistes et si nous croyons qu'elles représentent l'expression d'une relation sociale de production entre les hommes, la connexion avec les classes sociales est déjà établie.

Sous l'influence du développement capitaliste et de ses formes de représentation, qui à chaque fois se complexifient et se mélangent de manière plus accentuée dans le capitalisme contemporain, les classes sociales ont pris des fonctions et des places diverses dans les étapes de production et de circulation du capital. Comme on le verra plus tard, même au sein du capital argent et avant d'utiliser la marchandise force de travail dans la production, il y avait déjà un certain « niveau » de classes sociales, encore embryonnaire, en formation.

Marx (1969a) soutient dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*²¹ que l'hétérogénéité des classes sociales se traduit dans les divers groupes, comme dans les propriétés foncières, dans l'aristocratie financière et chez les grands industriels, auxquels

²¹ Malgré les spécificités historiques et politiques de la société française analysées dans cette œuvre, qui a rendu difficile notre compréhension des articulations politiques à l'intérieur du pouvoir royaliste et républicain à cette époque, nous y trouvons une excellente visualisation des articulations politiques des secteurs de la bourgeoisie qui visent à établir sa domination politique, sociale et économique. Nous y voyons aussi les méandres des « coulisses » de l'Assemblée nationale et son degré d'influence sur la vie politique d'un pays grâce au contrôle de sa présidence et d'autres postes de direction.

s'ajoutent les membres de l'église, de l'université et de l'armée chargés de maintenir le pouvoir et d'établir le contrôle sur le prolétariat.

Leurs intérêts communs dans la République sont assurés, malgré un certain degré d'hétérogénéité entre eux, par la liaison avec l'État dans laquelle l'intérêt de classe peut se subordonner à la République. Cela implique que l'apparence d'une situation républicaine et l'existence de leur propre parti (le Parti de l'Ordre né en 1848) dissimulent la lutte des classes ; ce qui apparaît principalement à nos yeux, c'est que l'instauration de la République signifiait le despotisme d'une classe sociale sur les autres.

Plus généralement, Marx (1969a) divise la société capitaliste en trois grandes classes sociales : les propriétaires de la force de travail (salariés), les propriétaires du capital (capitalistes) et les propriétaires fonciers. Mais, il dit aussi que cette division, même dans l'Angleterre de l'époque ancienne, où la société était plus développée, n'apparaissait pas de manière pure comme il le suggère ici.

L'auteur reconnaît, dans une lettre à Weydemeyer du 05 mars 1852²² que, pour acquérir quelques lumières sur l'histoire des classes dans le passé il faut consulter les grandes œuvres des auteurs bourgeois comme Augustin Thierry – historien français –, Guizot et John Wade – économiste anglais. Ou bien il suffit de lire Ricardo qui, dès la première page, dit que le produit de la terre et le profit que l'on peut tirer de la conjugaison du travail, des machines et du capital se répartit entre les trois classes de la communauté : les propriétaires du sol, les possesseurs de capitaux et les travailleurs. En principe, les mêmes classes que celles qui sont suggérées par Marx.

Il le précise d'ailleurs dans sa lettre : « en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne. (...) Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique ». En fait, la définition de la classe sociale, sa nature, sa formation et sa fonction dans le mécanisme global de la société font partie de catégories plus amples, proches d'une nature sociologique et politique mais toujours associées à des caractères idéologiques. Il est vrai aussi que l'affirmation, dans les dernières décennies, de la fin du travail ou de la formation d'un monde global, homogène et sans frontière par les

²² Marx et Engels (1964 : 58-59). Joseph Weydemeyer était journaliste et membre de la Ligue des communistes de l'époque.

idéologues de la mondialisation, élargit l'exclusion de la lutte des classes des discussions et des recherches, même si elle est le « moteur » des contradictions du système capitaliste.

Malgré tout, certains auteurs ont travaillé sur le sujet. Schumpeter (1986 : 111), par exemple, en dépit de son caractère réformiste, reconnaît qu'une classe sociale est plus qu'une agglomération de membres d'une même classe. Une classe a conscience de son identité, se constitue en ensemble, tient à sa vie particulière et à son « esprit » particulier. Une des particularités des phénomènes de classe consiste en ce que leurs membres ont entre eux un comportement différent de celui qu'ont les autres classes. Ils ont une association très proche, se comprennent mieux, travaillent plus facilement en coopération et « ferment leurs espaces » en créant des barrières contre les groupes extérieurs. Peut-être reconnaissent-ils la diversité des idées chez les autres mais ils continuent à les percevoir avec leurs propres yeux et à juger à partir de leur point de vue.

Mais, si ces représentations des classes se retrouvent chez bon nombre d'auteurs, en quoi Marx diffère-t-il alors des autres ? Voici ce qu'il propose lui-même : « Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1^o de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2^o que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3^o que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes ».

Le premier point renforce l'affirmation précédente sous-jacente de la constitution de classes sociales corollaire à la formation du capital – que se soit dans le développement de la sphère mercantile, industrielle ou financière. L'illusion ou plutôt la dissimulation de la forme monétaire de l'argent, occultée par le secret de la marchandise, « disparaît dès que l'on substitue au capitaliste individuel et à ses ouvriers, la classe capitaliste et la classe ouvrière », amplifiant ainsi la conception dialectique des relations capitalistes :

« La classe capitaliste donne régulièrement sous forme de monnaie à la classe ouvrière des mandats sur une partie des produits que celle-ci a confectionnés et que celle-là s'est appropriés. La classe ouvrière rend aussi constamment ces mandats à la classe capitaliste pour en retirer la quote-part qui lui revient de son propre produit. Ce qui déguise cette transaction, c'est la forme marchandise du produit et la forme argent de la marchandise »
(Marx, 1977 : 11)

Le résultat est que, explique Harvey (1982), la classe capitaliste doit se reproduire et peut le faire seulement à partir de l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire dans un processus permanent de reproduction de la valeur. Évidemment, la relation de classe entre le capital et le travail va aussi se procréer ; car, à partir du moment où toutes ces caractéristiques sont nécessaires à la reproduction du capitalisme, elles expriment une relation sociale de production.

Mais, avant tout, le travail salarié est un produit historique qui vient de la désagrégation des moyens de production face au travail et, partant, représente un des éléments du rapport entre le capital et le travail. Donc, *le concept de classe ne peut pas être entendu sans la valeur et vice versa.*

Les contradictions créées par le système capitaliste même, qui se manifestent sous différentes formes au sein de la société, sont produites par l'association de l'exploitation de la force de travail, avec l'objectif unique de produire de la plus-value. Cette corrélation amène donc une augmentation de la richesse matérielle et des conflits internes. Finalement, ces indications précédentes nous donnent certains éléments aidant à mieux comprendre la nature de classe du capitalisme contemporain, caractérisé surtout par la force hégémonique de la sphère financière. Malgré la difficulté de l'entreprise, il convient d'identifier dans la société contemporaine les mouvements qui cherchent perpétuellement l'accroissement du capital.

2- Le capital et ses formes fonctionnelles

Après le développement antérieur des catégories de la valeur, nous pouvons suggérer que l'argent circule de manière différente de la circulation simple des marchandises. Il emprunte continuellement la valorisation, le développement à une forme plus autonome, plus réifiée du capital. Si l'argent est l'agent du procès, nous savons déjà que la source de sa circulation est la valeur travail. Mais, il nous faut maintenant passer à une nouvelle étape, répondre à une nouvelle question : quelle est la fonction de l'argent, en tant que représentant maximum de la valeur, au sein du capitalisme ?

2.1- Le capital

Pour répondre à cette question, nous partirons de l'analyse du capital chez Marx. Il faut dire qu'il n'a pas là l'intention de le conceptualiser, car les concepts ou les définitions

peuvent trouver des analyses parfois fragiles vis-à-vis de la dynamique du système. Sa méthode théorique suggère que les phénomènes sociaux sont en constant processus de transformation, refusant les principes positivistes formés par une vision stochastique de la réalité. Comme dit Engels, dans la préface du Livre III du *Capital*, où il répond à d'autres auteurs à propos de certains malentendus ou confusions, « il est, en effet inutile de chercher chez Marx des définitions définitives, vraies une fois pour toutes ; il va de soi que lorsque les choses et leurs rapports réciproques sont considérés comme variables et nullement immuables, leurs images, les conceptions, sont également sujettes à variation et à transformation, et que loin de pouvoir les enfermer dans des définitions figées, on doit les développer d'après leur formation historique ou logique ».

Cependant, la méthode de Marx, fondée sur la méthode de Hegel, nous renvoie toujours aux éléments qui déterminent la description et la pensée des phénomènes en transformation dans la société humaine ; c'est-à-dire que le « mouvement » est un mot-clé dans sa pensée et qu'il représente, symbolise même le capital. Malgré la difficulté de le comprendre en profondeur il faut le contenir en soi et surtout il faut l'utiliser pour déchiffrer les « nouvelles routes » que le capitalisme parcourt pour amplifier la valeur.

En fait, le mot « capital » est objet de plusieurs interprétations au sein de la science humaine. C'est un mot qui s'approprie des significations assez opposées : depuis la description des aspects physiques des moyens de production à la reproduction des relations sociales entre les hommes²³. Ainsi, la notion de capital peut correspondre à des idéologies et à des observations totalement différentes, passant par la représentation du capital comme instrument ou moyen de production ou comme exprimant des relations sociales de production entre les individus.

Chez Marx, le point de départ du capital est la valeur. À partir des mutations des formes de la valeur, que nous avons démontrées plus haut, l'aspect central à observer maintenant est la capacité qu'a le système de se développer, de *s'auto-valoriser*. Si dans la circulation simple des marchandises le but était d'amener la valeur d'usage, dans le

²³ Hobson (1983 : 24), par exemple, a dit que « abstraitement, l'argent ou le contrôle de l'argent, quelquefois nommé crédit, est capital. Concrètement, le capital consiste en toutes les formes de matière négociable qui incorporent du travail ». Ces indications sont, à notre avis, insuffisantes en au moins deux aspects : premièrement, quand il dit que le contrôle de l'argent est capital cela ressemble à une proposition plus proche de l'idée d'enrichissement ; conséquence : en deuxième lieu, le capital est plus que le stock de la richesse mais il est, principalement, mouvement, il représente l'excédent, la valorisation de la valeur-travail. Marx fait aussi la critique du concept de capital chez Ricardo dans les *Grundrisse* (voir spécialement les pages 197 et 198).

cycle du capital, au contraire, la finalité actuelle est de faire circuler l'argent comme capital. La mutation et la valorisation de la valeur incorporent encore, face au développement précédent, un stade plus développé, plus avancé, d'un point de vue du système, qui n'est autre que la société capitaliste. Maintenant, s'effectue la transition de l'argent au capital.

Cette transformation est l'objet d'analyse du Chapitre IV du *Capital*. En se référant à la capacité de l'argent d'être un « agent » de changement dans la structure du capital monétaire, il affirme que « la circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limite » (Marx, 1948 : 156)²⁴.

Si le capital n'a pas de limite, de sorte qu'il cherche constamment la valorisation, l'enrichissement représente seulement une partie du plan du capital. Du point de vue individuel, il est lui-même important mais non suffisant car son agrandissement dépend de sa constante mise en application dans de nouvelles manières de s'accroître. Peut-être cette analyse est-elle proche de l'idée de Marx quand il traite le thésauriseur de « capitaliste maniaque » et le véritable capitaliste de « thésauriseur rationnel ».

Ou, comme il le dit dans les *Grundrisse*,

« l'enrichissement est ainsi une fin en soi. L'activité du capital, celle qui détermine sa finalité, ne peut être qu'activité d'enrichissement, d'agrandissement, d'accroissement de soi. Une somme déterminée d'argent (...) peut parfaitement suffire pour une consommation déterminée dans laquelle il cesse précisément d'être de l'argent. Mais, en tant que représentant de la richesse générale, il ne le peut » (Marx, 1980 : 211).

À partir de là, dans le cycle du capital il faut proposer invariablement de nouvelles rotations de l'argent en lui faisant compléter, de manière alternée, les étapes du cycle, l'achat (A – M) et la vente (M – A). Quand la première transaction de l'équation est en train de « finir » son parcours, la deuxième commence à renouveler le mouvement en appliquant son excédent, par hypothèse, au début des achats.

Marx arrive alors au cycle du capital représenté par l'équation simplifiée suivante :

²⁴ Cette citation nous évoque les individus qui gèrent leur fortune pendant toute leur vie en la gardant dans un coffre, dans des paradis fiscaux, dans des applications financières diverses, dans l'activité productive tout en se disant qu'après s'être constitué une bonne épargne, ils vont prendre leur retraite et ne plus se préoccuper d'enrichissement. Brève illusion !

A – M – A' où :

{	A est l'argent ;
}	M, la marchandise ;
}	A', l'argent valorisé (avec plus-value).

À présent, la valeur est valeur en marche, argent en processus, et par voie de conséquence, capital. En fait, dans le cycle du capital, la marchandise et l'argent sont des formes d'existence du capital, ils manifestent la composition du capital. Le capital donc va représenter un mouvement continu de valorisation de la valeur qui s'exprime par l'exploitation de la force de travail, la seule marchandise capable de la transformation de l'argent en capital, la substance motrice de l'accroissement et de la transformation des marchandises. Là aussi, Marx révèle la nature monétaire de l'économie capitaliste.

En tant qu'« argent ou marchandise, tous deux sont du capital en soi, en puissance, tout comme l'est la force de travail. Car, *primo*, l'argent peut être converti en éléments de production ; tel quel, il n'en est que l'expression abstraite, leur forme d'existence comme valeur. *Secundo*, les éléments matériels de la richesse possèdent la propriété d'être déjà en puissance du capital puisque, sur la base de la production capitaliste, leur contraire et complément qui les convertit en capital : le travail salarié, existe » (Marx, 1978b : 23).

Ainsi, *le capital est la valeur qui se valorise constamment* à travers la production de plus-value ; il est la valeur inscrite dans une étape plus développée de la société capitaliste, il constitue finalement l'affirmation du capitalisme comme système économique mûr. D'après ces principes, « la production capitaliste est caractérisée tout d'abord par la mise en valeur du capital avancé, donc, par la production de la plus-value dans la plus large mesure possible ; en second lieu, par la création du capital, c'est-à-dire par la transformation de la plus-value en capital » (Marx, 1978a : 64)²⁵.

Ces idées, centrales dans les œuvres de Marx, sont fortement combattues aujourd'hui, principalement avec l'insertion plus forte de la pensée unique conservatrice dans les sciences humaines. Bien qu'il ne soit pas considéré comme un auteur de la pensée unique, Schumpeter dit que « le capital n'est rien d'autre que le levier qui permet à l'entrepreneur de soumettre à sa domination les biens concrets dont il a besoin, rien d'autre qu'un moyen de disposer des biens en vue de fins nouvelles, ou qu'un moyen

²⁵ Rosdolsky (2001) fait, dans le chapitre 11, un petit résumé des « concepts » du capital les plus utilisés.

d'imprimer à la production sa nouvelle direction » (Schumpeter, 1985 : 125). Schumpeter nous donne l'impression initiale de « toucher » certains aspects centraux de l'essence capitaliste quand il parle de la domination ou de l'organisation des biens pour des « fins nouvelles ». Mais, en continuant son analyse, il affirme, toujours en observant à partir des yeux des entrepreneurs, « que ce soit une terre, une prestation de travail, une machine, ou une matière première, dont il [le entrepreneur] ait besoin, le phénomène est toujours le même, et rien ne distingue un de ces cas des autres » (*ibid*, p.125) ; continue-t-il : « la fonction du capital est de procurer à l'entrepreneur les biens qui doivent être employés productivement, « travaillés », pourrait-on dire. Le capital est le moyen de se procurer des biens. Il est là entre l'entrepreneur et le monde des biens comme un agent tiers nécessaire à la production dans l'économie d'échange. Il fait le pont entre les deux. Il ne prend pas part immédiatement à la production » (*ibid*, p. 126). Après de telles déclarations, mes impressions initiales ont été modifiées !

Néanmoins, nous croyons que le mouvement de rotation et de circulation du capital – l'idée de capital – fournit une base aidant à comprendre plusieurs transformations : l'ampleur de la place acquise dans des secteurs de l'activité économique de caractère pré-capitaliste ; l'agrandissement de ses stratégies à de nouvelles formes d'accumulation flexible ; la restructuration productive ; la réorganisation des entreprises par de nouvelles formes de gestion ; les formes différentielles de rémunération basées sur la productivité individuelle ou celle de chaque groupe de travailleurs ; les formes des négociations collectives actuelles ; l'amplification des activités informelles de l'économie par rapport aux activités formelles, entre autres.

Ces dernières activités, formelles ou informelles, sont liées entre elles par une sorte d'attraction et de répulsion à la sphère de production et de consommation capitaliste. L'une dépend de l'autre dans un rapport de détermination, de causalité, de dépendance et de survie. Il faut dire que les mécanismes de formation des prix, les mécanismes de concurrence, d'organisation et de distribution, d'innovation, bref les corrélations de forces, sont toujours déterminées dans le domaine de l'activité formelle. De même, la loi de la valeur continue à être déterminante dans la relation de pouvoir et de production, même dans les secteurs qui vivent « en dehors » ou « en marge » du système. Pour donner un exemple : une grande partie des services improductifs, comme les marchands ambulants, sont redevables, en terme de revenu, à une clientèle elle même rémunérée sous forme de salaire, d'intérêt, de profit ou de rente de la terre.

En partant de ces précisions, il faut observer que tous les travaux objectivés dans une activité ne servent pas à la production du capital. Si nous disons que le capital est de la valeur d'échange qui produit un profit, l'adoption du terme capital est déjà présupposée, car le profit est un rapport déterminé du capital avec lui-même. Cependant, le capital n'est pas un simple rapport, mais un processus, dans lequel il ne cesse pas d'être du capital (Marx, 1980 : 198).

Enfin, dans le règne du capital, il y a des formes capitalistes, caractérisées par l'existence de la marchandise, de la plus-value et du travail productif, de même que des activités improductives, formées par du travail improductif, des services non productifs. En ne participant pas directement à la production de la plus-value, les services non productifs reçoivent une partie de la plus-value à partir des « transferts inter capitalistes » formant une relation apparemment contradictoire dans le propre intérêt du capital.

Malgré toutes ces observations, la marchandise, l'argent et le capital constituent une force hégémonique. Le territoire de la marchandise et du capital est l'espace où règne la loi de la valeur, représentant l'exploitation imposée aux travailleurs. La société est soumise à cette relation de force ; d'un point de vue concret, à la marchandise, à l'argent. En fait, une partie de l'efficacité de la domination capitaliste est due à son « caractère impersonnel », au fait de se présenter comme une force expansive abstraite, comme une valeur qui se valorise. Dans ce processus, la violence économique du rapport de domination de l'exploitation capitaliste est occultée par l'idée d'échange homogène entre le capital et le travail, qui « efface » la relation d'exploitation entre eux.

Alors, le capital impose un certain type de relations sociales sous prétexte de défendre la liberté des échanges et de l'égalité, l'harmonie des intérêts sociaux, la protection des contrats juridiquement parfaits. Cela est-il faux ? Non, mais ces protections sont appliquées seulement à la sphère de la circulation. Là, nous pouvons en principe choisir à qui nous devons vendre notre force de travail. Nous sommes juridiquement « égaux » dans le marché. En consacrant une relation de liberté et de subordination, le marché développera sa fonction d'harmonie, de perfection, d'agent intermédiaire, la « main invisible » qui occupe un espace dans la pensée humaine, qui écrase l'idée de la collectivité chez les individus en leur imposant l'idéologie individualiste.

Pour eux, l'inégalité, la misère, l'oppression, sont le résultat de mauvais choix, de décisions impropres de chaque individu, d'une mauvaise utilisation de leur propre rationalité, avec pour résultat la frugalité. En revanche, la propriété privée, la concurrence, l'intérêt, l'usure sont les chemins de la prospérité et du bien-être. À l'opposé, l'idée du capital chez Marx permet de nouvelles interprétations, de nouvelles pensées. Pour répondre à la question initiale sur l'argent on peut dire qu'à ce moment là, il prend la forme de capital potentiel, un sens particulier qui traverse toute l'œuvre de Marx. Finalement, la transformation de l'argent en capital amène les résultats suivants : « 1° que le produit appartient au capitaliste et non au producteur ; 2° que la valeur de ce produit renferme et la valeur du capital avancé et une plus-value qui coûte du travail à l'ouvrier, mais rien au capitaliste, dont elle devient la propriété légitime ; 3° que l'ouvrier a maintenu sa force de travail et peut la vendre de nouveau si elle trouve acheteur » (Marx, 1977 : 25).

2.2- Le processus de rotation du capital et ses stades

Nous avons vu que la valeur peut être considérée comme une caractéristique spéciale de la marchandise, une propriété, une substance invisible qui lui donne un caractère occulte mais surtout central dans le système capitaliste. Son évolution vers la valeur-capital, bien décrite précédemment, diffère en fonction du mouvement de circulation constant de la valeur dans le cycle du capital. De même que le capital, elle circule en se métamorphosant tant dans les sphères de la circulation que dans celles de la production. On constate alors certaines différences entre « être valeur » et « vivre comme capital », bien que l'objectif soit le même. Le capital est la valeur qui se valorise, qui circule, à partir de ses métamorphoses, en recherchant toujours l'auto valorisation. Bien sûr le sujet, l'agent responsable de tous les changements est la valeur ; mais, maintenant, celle-ci a acquis le moyen du mouvement, la possibilité de s'agrandir. Ces adjectifs qui remplacent et complètent les caractéristiques de la valeur-capital se retrouvent dans divers extraits des œuvres de Marx. Ils représentent les « mots-clés » de la méthode dialectique de Marx. Dans le paragraphe ci-dessus, Marx résume bien l'idée de transformation :

« Le capital, étant de la valeur qui se met en valeur, n'implique pas seulement des rapports de classe, ou un caractère social déterminé reposant sur l'existence du travail comme travail salarié : c'est un mouvement, un processus cyclique traversant différents stades et qui lui-même implique à son tour trois formes différentes du processus cyclique.

C'est pourquoi on ne peut le comprendre que comme mouvement, et non pas comme une chose au repos. Ceux qui considèrent l'avènement à une existence indépendante de la valeur comme une pure abstraction oublient que le mouvement du capital industriel est cette abstraction in actu [en action]. La valeur traverse ici *différentes formes* [souligné par nous, M.S.], différents mouvements, dans lesquels elle se conserve et en même temps se met en valeur, s'agrandit » (Marx, 1978a : 97).

Nous rencontrerons ici les principes où la valeur-travail prend sa forme d'argent ou de marchandise, en constituant les étapes de la circulation et de la production du capital. Ces « stades » nous renvoient à la formation du capital industriel ; lequel est constitué par les formes fonctionnelles autonomisées qui représentent l'articulation dialectique pour lesquelles Marx analyse la circulation complète du capital.

2.2.1- L'autonomisation des formes fonctionnelles du capital

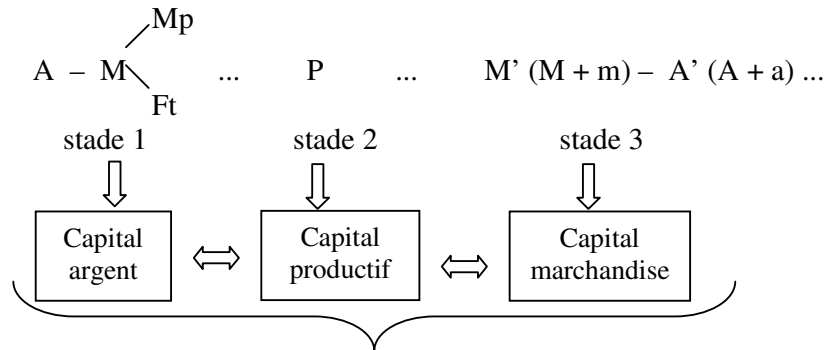
Dans le Livre II du *Capital*, Marx développe, dans la première section (Les métamorphoses du capital et leur cycle), ses idées sur la rotation et la circulation du capital. En fait, là le circuit y est présenté au début en parties, comme s'il était isolé, mais avec un même but, établir leurs interconnexions. L'intention, avec la rotation globale du capital, était de mettre la totalité du mouvement de la valeur. Pour bien saisir cet aspect, il faut partir de l'idée lancée par Marx des formes fonctionnelles du capital industriel²⁶. En fait, nous croyons que la notion de capital industriel utilisée par Marx est très proche de son idée du capital. Mais, le capital industriel apparaît, à notre avis, à un stade de définition plus concret qui se matérialise, par exemple, dans sa représentation sous forme fonctionnelle. En outre, « le capital industriel est le seul mode d'existence du capital où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation, mais également en création de plus-value, autrement dit de surproduit. C'est pourquoi il conditionne le caractère capitaliste de la production ; son existence implique celle de la contradiction de classe entre capitalistes et ouvriers salariés » (Marx, 1978a : 53).

Le capital argent (stade 1), le capital productif (stade 2) et le capital marchandise (stade 3), les trois phases du cycle global, représenté par la figure 2 suivante, ne désignent pas des espèces autonomes du capital, « ils ne désignent que des formes fonctionnelles particulières du capital industriel », de sorte que le mouvement cyclique du capital

²⁶ Ici, il faut apporter une précision : certaines bibliographies ont été essentielles pour nous dans la mesure où elles nous ont aidé à comprendre l'importance des formes fonctionnelles du capital industriel et le « noeud » existant entre les catégories du capital et du crédit. Sur le premier sujet, Carcanholo et Nakatani (2001) ; sur le deuxième, Germer (1995) et Corazza (2000).

s'effectue en trois stades qui forment une série de rotation consécutive et, en principe, interminable :

Figure 2- Le capital industriel et ses formes fonctionnelles



Formes fonctionnelles du capital industriel, où :

- ..., les trois points indiquent que la circulation du capital est interrompue, mais que son processus cyclique continue, puis qu'il passe d'une sphère à l'autre ;
- A, argent ;
- Mp, moyen de production ;
- P, production ;
- A', argent valorisé.
- M, marchandise ;
- Ft, force de travail ;
- M', capital marchandise ;

Le capital apparaît ici formant trois stades successifs qui sont en transformation et en connexion. Les phases 1 et 3 se réfèrent à la circulation des marchandises et sont appelées capital argent et capital marchandise, respectivement ; la phase 2, c'est le moment de la production, où la valeur va se créer à partir de l'exploitation de la force du travail, c'est le capital productif.

Les fonctions de chaque phase du cycle sont différentes, mais, chez toutes, le but principal est de s'agrandir et de se valoriser. Au stade final, le mouvement du cycle recommence, par hypothèse, en revenant au point de départ. Si bien que la nature monétaire de l'économie capitaliste nous montre que la valeur-capital ne cherche pas seulement la valorisation, mais aussi le retour au début du cycle et le maintien sous forme de capital argent²⁷.

²⁷ Les interruptions du cycle rendent impossible la circulation de la valeur et, par conséquent, la production de la richesse ; d'où les crises. En se confirmant, le capital argent se constitue en trésor ; dans

Ainsi, selon Marx (1978a : 50), « le capital qui, dans le cours de son cycle total, prend, puis rejette ces formes, et accomplit chaque fois la fonction correspondante, est du *capital industriel* » – qui suit, précise-t-il, toutes les ramifications de la production exploitée en mode capitaliste²⁸. « Capital-argent, capital-marchandise, capital productif ne désignent donc pas ici des sortes autonomes du capital, dont les fonctions formeraient le contenu de branches d'affaires séparées et également autonomes. Ils ne désignent que des formes fonctionnelles particulières du capital industriel, qui les prend toutes les trois successivement ».

2.2.1.1- *Le capital argent*

Au premier stade de la valorisation, l'argent apparaît comme l'agent qui achète les marchandises pour les utiliser dans la sphère de la production. Cette conversion se concrétise à partir de l'achat de la force de travail et des moyens de production dans le marché capitaliste, c'est-à-dire dans la sphère de circulation. À ce moment-là, les individus sont « libres », et ont la capacité de choisir, en principe, leur propre destin. Les travailleurs, en particulier, peuvent vendre leur force de travail, leur seule marchandise, à un capitaliste quelconque.

Ce premier mouvement d'achat est le fait du capital argent²⁹. Celui-ci apparaît comme le premier porteur de la valorisation, comme s'il était le premier mandataire du cycle total, exécutant les fonctions de moyen de paiement et d'achat. Mais la transformation cruciale dans cette phase est l'achat de la force de travail car, avec elle, le capital argent peut additionner un quantum de travail dans le processus de valorisation du capital, en produisant la plus-value. D'un autre côté, l'achat des moyens de production permet la réalisation de la masse de travail en produisant des marchandises nécessaires à la consommation. En $A - M (M_p + F_t)$... la circulation de l'argent doit exercer la fonction d'agent monétaire, car il peut se convertir en M_p et F_t . Après quoi, il arrivera à l'étape

la phase de production, les marchandises F_t et M_p resteront inoccupées ; dans la phase 3, les marchandises accumulées obstrueront la circulation, la vente sur le marché. À propos des crises, Marx, avant d'exposer les figures de la rotation du capital dans les *Grundrisse* (1980), parle plusieurs fois de la constante contradiction entre la sphère de production et la sphère de valorisation, en se référant à la nature contradictoire qui oppose le travail nécessaire et le plus-travail. Ces points ont été bien travaillés par Rosdolsky (2001), surtout dans la partie IV de son œuvre.

²⁸ Ces ramifications nous donnent l'amplitude d'exploitation du capital et sa complexité face aux secteurs productifs ou improductifs de l'économie. Ce sont des relations d'attraction et de répulsion, de dépendance et de complémentarité entre les activités formelles et informelles qui agissent sur différents marchés, de commerce ou de production. Une présentation synthétique du caractère productif et improductif du capital peut être trouvée dans le chapitre 19 de Roubine (1978).

²⁹ Dans l'édition brésilienne de l'Abril Cultural, le capital argent est appelé « capital monétaire ».

de la consommation productive ; c'est la transformation du capital argent en capital productif. À ce stade, il est déjà possible de voir que dans le cycle du capital, particulièrement du capital industriel, le point de départ est un élément monétaire, le capital argent. C'est la raison pour laquelle sa représentation prend la forme $A - M (Ft - Mp) \dots P \dots M' - A'$.

Parallèlement, nous avons maintenant l'indication que la catégorie monétaire remplit une fonction importante, presque fondamentale, chez Marx, en dépit de la vision erronée qui veut qu'il n'y ait pas chez lui de théorie monétaire. En fait, les connexions entre les deux sphères, monétaires et productives, qu'on verra avec plus de détails dans le chapitre 2, font partie d'un ensemble général qui transforme, augmente et fait fonctionner le capital. Donc, la nécessité de comprendre la totalité du cycle et les particularités de l'argent comme composant central.

Si, en principe, l'existence de « Liberté, Égalité, Propriété et Benthan » dans la phase de la circulation de la marchandise donnent une certaine autonomie aux travailleurs, Marx affirme qu'il existait déjà des relations de classes, encore embryonnaires, dans l'étape du capital argent. Ainsi, il parle de la rencontre entre le capitaliste et le travailleur dans le marché, où ils se comportent simplement l'un par rapport à l'autre comme acheteur et vendeur ; en effet le capitaliste s'affronte au travailleur dans la mesure où le premier est possesseur de l'argent et le deuxième est propriétaire de sa marchandise, la force de travail. De plus, quoique cette relation soit un rapport monétaire, il faut préciser que les rapports entre eux s'établissent à partir de la propriété d'autrui et doivent passer, pour conclure la relation commerciale, par l'autorisation de chacun, afin de fonctionner vraiment comme capital productif.

Il est exact d'affirmer alors que « le rapport de classe entre capitaliste et salarié existe ; il est donc présumé dès l'instant où l'un et l'autre se rencontrent dans l'acte [Argent] $A - T$ [Travail] ($T - A$ à côté du ouvrier) » (Marx, 1978a : 33). Il y a là un rapport presque monétaire mais qui suppose un acheteur, le capitaliste, et un vendeur qui sera rapidement un salarié, « et ce rapport résulte du fait que les conditions requises pour l'actualisation de la force de travail – moyens d'existence et moyens de production, – sont séparées, en tant que propriété d'autrui, du possesseur de la force de travail ». Le résultat du premier stade du cycle du capital industriel permet alors la possibilité de commencer sa deuxième phase, avec les marchandises nécessaires à la production.

2.2.1.2- *Le capital productif*

La circulation est une étape nécessaire à la formation du capital. Le capital argent s'est transformé en capital productif, en amorçant la deuxième forme fonctionnelle, $A - M (M_p + F_t) \dots P$. D'une manière plus précise, le cycle débouche sur la forme suivante : $P \dots M' - A' - M (F_t - M_p) \dots P$. Le cycle du capital productif commence avec l'acte de circulation, l'achat de marchandises. Dès lors, après l'interruption du premier acte, arrive le moment de la consommation productive, comme dit Marx, c'est-à-dire que l'on va utiliser les marchandises achetées sur le marché libre. De toute façon cette phase partagera l'excédent de valeur de la plus-value avec d'autres formes fonctionnelles autonomisées du capital. Pour ce faire, le capitaliste doit avoir recours aux marchandises qui lui sont propres : la force de travail et les moyens de production. La valeur avancée sous forme monétaire se transforme en capital, renforçant la généralisation d'une classe de travailleur salarié et transformant la production de marchandises en production capitaliste de marchandises. En fait, l'achat de la force de travail présuppose déjà le travail salarié, qui assure l'existence d'un processus de travail et de valorisation.

Ainsi, les relations de classes se font plus visibles puisque la force de travail et les moyens de production sont utilisés directement dans l'étape productive. Les contacts entre les hommes sont liés directement dans l'activité industrielle, démystifiant l'idée homogène initiale et établissant une relation de lutte de classe. Ces rapports productifs, où le capital reste présupposé en tant que valeur qui se valorise, garde sa valeur grâce à l'échange avec le travail productif et s'accroît en créant la survaleur, apparaissent entièrement dépendants du rapport entre capital et travail salarié (Marx, 1980 : 343). Le principal intérêt du capital dans le processus de production est la valorisation, laquelle dépend de la relation établie entre le travail objectivé et le travail vivant.

En partant de ces connexions, nous avons là une autre correspondance entre l'argent, au stade du capital argent, et le travail, au stade du capital productif. L'argent, dans la forme de la valeur, n'incorpore que la représentation de la valorisation ; dans la forme productive, sa valorisation devient plus visible vis-à-vis du travail.

« Si le rapport capitaliste se manifeste pendant le processus de production, c'est uniquement parce qu'il existe par lui-même dans l'acte de circulation, dans la différence des conditions économiques essentielles où s'affrontent acheteur et vendeur, dans leur rapport de classe. Ce n'est pas de la nature de l'argent que ce rapport résulte ; c'est au

contraire l'existence de ce rapport qui est capable de transformer une pure fonction monétaire en une fonction capitaliste » (Marx, 1978a : 33-34).

Si la valorisation du capital se concrétise par rapport à l'appropriation du travail exploité, non payé, au même moment la possibilité de réduire le temps de circulation affaiblit les obstacles à la reproduction du capital, réduit sa dévalorisation, comme Marx le démontre constamment dans les *Grundrisse*.

Mais, en réalité, le processus de production transforme la richesse matérielle, en tant que valeur d'usage, en capital. Les capitalistes profiteront de la plus-value ; aux travailleurs, reste encore le salaire pour reproduire leur propre force de travail. Dans ce processus de division internationale du travail, la relation est déjà aliénée, et comme la production est aussi consommation de la force de travail, le produit tenant des travailleurs est constamment transformé en marchandise et en capital, permettant la reproduction du cycle d'accumulation et la création de nouvelle valeur. Par conséquent, le travailleur reproduit lui-même, par la production de son propre excédent, le système qui le soumet, qui l'exploite.

Dans ce deuxième stade du capital industriel, la relation de domination entre les classes sociales et la nature du système de reproduction capitaliste sont déjà explicites. Les liaisons d'exploitation entre les hommes ont été établies avec l'objectif de non seulement produire la marchandise mais, surtout, de créer de la plus-value, et de reproduire le cycle du capital pour continuer sa domination sur la grande masse de la population.

On arrive enfin au troisième stade du capital global.

2.2.1.3- *Le capital marchandise*

Nous arrivons à la partie ... $M' (M + m) - A' (A + a)$ du cycle du capital industriel, la « dernière » phase de la valorisation qui continue dans le cycle global sur la base de l'équation $M' - A' - M (Ft - Mp) \dots P \dots M'$. En cela, M devient capital marchandise, une forme fonctionnelle de la valorisation du capital. Ce dernier retourne à la circulation en passant de la forme marchandise à la forme argent, une véritable métamorphose, en parcourant le circuit final $M - A$. Pour en arriver là, il faut que les marchandises soient vendues dans le marché. S'il y a une interruption dans une partie quelconque du cycle, par exemple sur la vente finale, les crises surgiront. Dans les fragments sur le processus de circulation du capital contenus dans les *Grundrisse*, Marx (1980) analyse l'impulsion

donnée à la valorisation du capital qui amplifie la production mais rencontre aussi les limites inhérentes au capital.

Il est clair que, périodiquement, le système manifeste ses propres contradictions à partir d'apparition des interruptions, des crises, qui accompagnent la reproduction du capital. Leurs contradictions ne permettent pas de valoriser continuellement la valeur ; dans ce cas-là, il faut attendre que les marchandises soient vendues au marché.

La contradiction entre la production et la valorisation finale des marchandises empêchera la concrétisation du cycle global. Rosdolsky (2001) dit qu'en agrandissant le travail excédent, le capitaliste diminue la possibilité de vente de sa marchandise M, puisque la consommation des travailleurs ou même la pauvreté deviendra un obstacle à l'accomplissement du cycle du capital industriel. Si la production est poussée au-delà de sa limite, il faut produire une dévalorisation générale, appelée par Marx (1980) *démonétisation du capital*. C'est la création et la destruction du capital qui essaye alors de restaurer la corrélation entre le travail nécessaire et le travail excédent. Le fait est que les crises ne sont pas fortuites, au contraire, elles sont les manifestations de contradictions inhérentes au système qui se reproduisent en grande, moyenne ou petite échelle.

En retournant au cycle final de la circulation, l'argent augmente, il extériorise la valeur-capital valorisé, but du processus de circulation totale du capital : $A - A'$. Si dans le stade 2, la production de la marchandise, sa valorisation dépendait de sa métamorphose par le travail productif, dans le stade 3 de la rotation du capital, la valorisation est liée directement à la consommation à partir de sa transformation en A' . Premièrement, la retransformation qui aboutit à la forme argent initiale est une fonction du capital marchandise ; deuxièmement, comme nous l'avons montré plus haut, la valeur d'usage des marchandises est importante pour conclure les phases vitales du capital industriel³⁰. Troisièmement, le capital marchandise permet la transformation de la plus-value qui passe de la forme marchandise à la forme argent.

« À la fin du processus, la valeur-capital se retrouve donc sous la forme qu'elle avait lorsqu'elle y est entrée ; elle peut ainsi le recommencer, le parcourir à nouveau comme capital-argent. C'est précisément parce que la forme initiale et la forme finale du

³⁰ « En tant que marchandise le capital doit être valeur d'usage et donc l'objet d'un besoin, d'une consommation ; être changé contre son équivalent – en argent. Ce n'est que dans la vente que peut se réaliser sa valeur nouvelle » (Marx, 1980 : 343).

processus sont celles du capital-argent (A) que nous donnons à cette forme du processus cyclique le nom de cycle du capital-argent. Ce qui est changé à la fin des opérations, ce n'est pas la forme, mais seulement la grandeur de la valeur avancée » (Marx, 1978a : 45).

La valeur-capital et la plus-value sont, à partir de ce moment-là, disponibles de même que l'argent qui contient un plus, comme forme d'équivalent général. A', il retournera, par hypothèse, au stade du capital monétaire, mais sous une forme déjà réalisée comme capital. À la différence de A, qui circule comme argent, A' et M' sont la valeur-capital valorisée. En fait, A' et M' représentent la même chose ; ils expriment le but du capital monétaire, mais sous des formes différentes du capital : l'un sous forme argent, l'autre sous forme marchandise.

Cependant, le sujet est toujours le capital et, dans chacun des processus fonctionnels, il y a une relation interdépendante. Le capital marchandise (M' – A') va circuler comme capital et comme plus-value, en exerçant les fonctions qualitatives et quantitatives – permettant ainsi, respectivement, la rotation du capital et son accroissement.

Bien que Marx ait exposé les formes fonctionnelles du capital industriel en les « séparant » en trois stades, le cycle de la valorisation seul est une étape du capital. La production capitaliste exige une constante alternance entre les phases de production et de circulation, formant une unité qui commence et recommence de manière sinon désorganisée du moins chaotique, anarchiste.

Donc, pour conclure : premièrement, Marx affirme que le cycle A – M ... P ... M' – A', en tant que forme spéciale du processus cyclique du capital, se caractérise par le fait qu'il apparaît comme cycle du capital argent puisque c'est le capital industriel sous sa forme argent qui commence et finalise la rotation du capital. Deuxièmement, la production P constitue l'interruption des deux stades de circulation et l'unique moyen de faire s'accroître la valeur avancée ; troisièmement, le capital réalisé en A', le point d'arrivée, « figure à côté de sa progéniture A », le point de départ ; la valeur capital, sous la forme monétaire, y forme le point de départ et la valeur capital, sous la forme du capital marchandise, annonce le point de retour - « le capital argent est l'argent qui enfante de l'argent ». La génération de la plus-value par la valeur s'extériorise et est mise en lumière par l'argent. Enfin, quatrième point : le capital argent réalisé, résultat de M' – A', peut recommencer le cycle à nouveau.

Nous voyons alors que l'argent est considéré comme une représentation évoluée de la nature capitaliste qui arrive au stade suprême du capital. À ce point, il détruit et révolutionne constamment les cycles en cherchant à renverser tous les obstacles qui empêchent le développement accéléré des forces productives : en « produisant » la nécessité des besoins, en diversifiant et en différenciant les marchandises, en prenant de « nouvelles » formes d'exploitation du travail... Le but, donc, est de créer et recréer sans trêve.

Partant de ces indications et avant d'aller plus loin, il convient d'apporter quelques éclaircissements au sujet du développement des formes fonctionnelles du capital, c'est-à-dire son autonomisation. Si chaque phase du cycle du capital industriel représente des fonctions spécifiques, que ce soit le capital monétaire, le capital productif ou le capital marchandise, elles peuvent donc être « contrôlées » par un seul capitaliste ou une entreprise individuelle. Au lieu d'un seul capitaliste qui occupe les trois fonctions, prêteur d'argent (stade 1), producteur (stade 2) et vendeur (stade 3), comme dans la proposition initiale, nous aurons donc chaque capitaliste ou chaque entreprise travaillant sur chaque stade particulier, pour établir un processus de division internationale du travail dans le cycle global.

Maintenant, se concrétise l'*autonomisation des formes fonctionnelles du capital* où chacun d'entre eux, capitalistes ou entreprises, se spécialise en se rapprochant de la réalité et de la complexité du marché capitaliste actuel. En fait, le « concept » de capital industriel est limité car une unité de production ou un seul capitaliste, normalement, n'exécute qu'une seule fonction dans le cycle global de reproduction. Dans la recherche d'une plus grande plus-value, il est probable qu'ils vont mettre en œuvre plusieurs activités. Nous allons alors étudier le capital industriel en le regardant à partir de ses fonctions, partielles ou totales, dans l'ensemble du cycle global.

Donc,

« le capital social dans son ensemble est ainsi soumis à ces mouvements incessants de conversion et de métamorphose formelle. Lorsque cette fonction du capital engagé dans le processus de circulation se rend autonome, lorsqu'elle devient la fonction particulière d'un capital particulier, la fonction assignée définitivement, par suite de la division du travail, à une certaine catégorie de capitalistes, alors le capital-marchandise se transforme en capital commercial » (Marx, 1974b : 280).

Par conséquent, avec cette autonomisation, le *capital argent* initial prend la forme du capital porteur d'intérêt où les personnes et les institutions vont assumer la fonction de prêteur d'argent, comme on le verra en détail plus bas. Par ailleurs, le *capital productif* symbolise les modifications de la sphère de la production et le *capital marchandise* s'autonomise en deux parties : le *capital de commerce de marchandise* et le *capital de commerce d'argent*³¹.

Cette division du travail amène aussi la réduction du temps de travail et, par conséquent, la diminution du temps de circulation du capital. Ainsi, la spécialisation sociale augmente la rotation du capital en permettant l'accroissement de la valeur et de la plus-value.

La première forme du capital commercial, le capital de commerce de marchandise, est d'une certaine façon la spécialisation d'une étape du capitalisme industriel dans le cycle global. Elle représente le capital argent avancé qui permet une circulation plus rapide des marchandises, amplifiant la rotation du capital. En fait, elle devient « le capital marchandise du producteur » qui va prêter le capital argent, en remplaçant la figure du capitaliste industriel et en lui offrant ce capital dans le marché. Cela établit une différence fondamentale avec les capitalistes industriels : maintenant, les opérations

³¹ Dans les *éditions françaises*, la maison des Éditions Sociales, de 1974, les titres utilisés, au début de la Section IV et dans le Chapitre XIX du Livre troisième du tome I du *Capital* sont, respectivement: « Transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier » et « Le capital financier ». Dans l'édition Libraires-Éditeurs V. Giard et E. Brière, de 1901, les titres mis en évidence sont : « La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial (commerce de marchandise et commerce d'argent) » et « Le capital du commerce d'argent ». De l'autre côté, l'Éditeur Alfred Costes, en 1946, utilise dans le Chapitre XIX la dénomination « Le capital financier ». L'édition « Œuvres », Économie II, Bibliothèque de la Pléiade, Éditions Gallimard, 1968, utilise aussi l'expression « Le capital financier ».

Dans les *éditions brésiliennes*, l'édition Civilização Brasileira utilise le terme « Le capital financier » ; l'édition Abril Cultural (1984), traduit directement de la langue allemande, recourt à l'expression « Le capital de commerce de marchandise et le capital de commerce d'argent », comme dans l'édition de Giard et Brière du début du XX^e siècle.

Enfin, dans les *éditions mexicaines*, l'édition « Fondo de Cultura Económica del México » (1968), 5^a ed., traduit de la façon suivante : « Cómo se convierte el capital-mercancías y el capital-dinero en capital-mercancías y en capital-dinero de comercio (capital comercial) » et « El capital-dinero de comercio » ; l'édition Siglo XXI (1976) : « Transformación del capital mercantil y de capital dinerario en capital dedicado al tráfico de mercancías y en capital dedicado al tráfico de dinero (capital comercial) », le Chapitre XIX : « El capital dedicado al tráfico de dinero ».

En fait, le mot composé *Geldhandlungskapital* est le point central qui va aider à comprendre ces différentes formes de traductions chez Marx. Dans une transcription directe en français, « Geld » signifie argent, « Handlung », commerce, « Kapital », capital. En anglais, on a utilisé l'expression « money-dealing capital », plus proche, à notre avis, du capital de commerce de l'argent. En dernier lieu, nous n'utiliserons pas dans ce travail l'expression « capital financier » en fonction, principalement, du fait qu'elle est constamment utilisée aujourd'hui, d'un point de vue théorique totalement incorrect, pour remplacer la catégorie du capital fictif. Nous croyons que cette confusion vient de la dissémination de cette expression par Hilferding dans l'œuvre publiée en 1910, comme on le verra dans le chapitre 2.

d'achat et de vente seront exécutées exclusivement par une catégorie particulière de capitalistes : les commerçants. Avec eux, se constitue l'autonomie d'investissements particuliers, de capitaux particuliers dans le cycle du capital industriel. Les commerçants qui apparaissent dans le marché sont à la recherche d'une quantité d'argent, qui paraît être un capital argent, et qui leur permet d'acheter des marchandises pour les vendre cher. En fait, ils exécutent la fonction d'intermédiaire dans un commerce où ils sont possesseurs de l'argent. Ce moment-là acquiert sa propre autonomie car les actions de vente et d'achat s'envisagent dans un commerce propre, individuel, et le commerçant, par conséquent, est le représentant majeur, puisqu'il met son capital en circulation. Sa fonction est alors de médiatiser les transactions commerciales.

Partant,

« le commerçant avance du capital argent qui se met seulement en valeur comme capital, ne fonctionne que comme capital, du fait que son occupation exclusive est d'assurer la métamorphose du capital marchandise, sa fonction de capital marchandise, c'est-à-dire sa conversion en argent ; il la réalise par achat et vente continue de marchandises. C'est en cela que consiste son rôle exclusif ; cette activité, qui assure le processus de circulation du capital industriel, est l'unique fonction du capital argent avec lequel opère le commerçant. C'est grâce à cette fonction qu'il transforme son argent en capital argent, que son A se présente comme $A - M - A'$ et qu'il transforme par ce même processus le capital marchandise en capital commercial » (Marx 1974b : 285).

Il faut dire que le commerçant, en tant que capitaliste, ne produit pas de marchandises, il agit exclusivement sur la sphère de la circulation. Par conséquent, il ne crée pas de valeur, mais la plus-value que contient la marchandise s'exprimera dans un taux de profit dont il prendra une partie quand les produits seront vendus au marché.

L'autonomie du capital de commerce de marchandise est, comme nous l'avons indiqué, la capacité de lui constituer un marché particulier, séparée, en principe, du capital industriel. Il fonctionnera aussi comme médiateur dans le processus de circulation du capital et le capitaliste producteur n'aura pas besoin d'attendre la vente de son produit pour continuer la production. De là vient son autonomie. En effet, quand une forme du capital fonctionnel s'autonomise elle-même, elle se convertit en capital autonome.

Marx a dit que le commerçant n'utilise pas tout son argent comme capital argent. Une partie prend la forme de capital marchandise. C'est ainsi qu'il peut acheter des

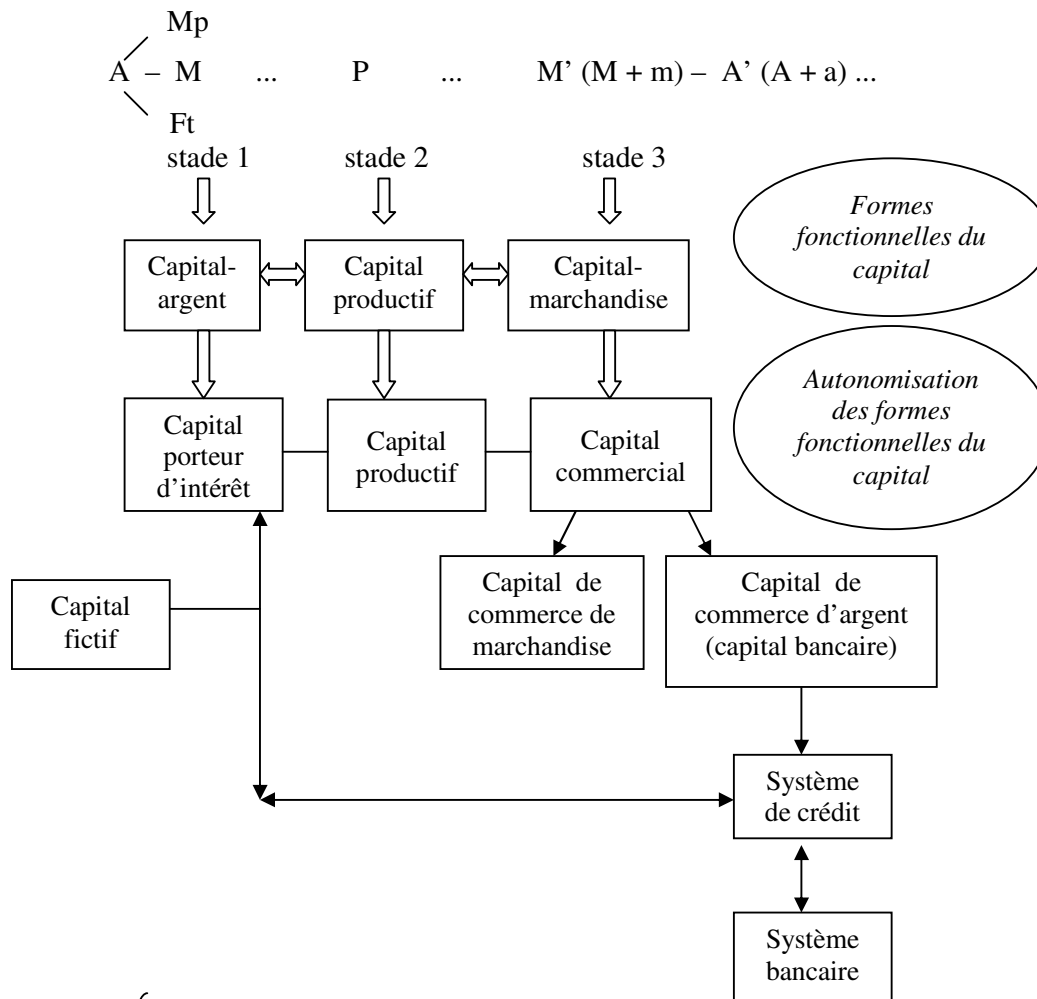
marchandises en $A - M$ avec une fraction de son argent et en vendre d'autres, en $M - A$, qui restent sous la forme de marchandise. C'est vrai que la tendance naturelle du système est de diminuer l'espace du capital commercial de marchandise à partir du développement du système de crédit puisque, à partir de ce dernier, on peut acheter des marchandises sans utiliser directement l'argent. À partir du moment où le commerçant utilise du crédit et n'avance pas son argent, le capital commercial n'existe plus.

Finalement, Marx suggère que l'existence des commerçants dans les activités économiques trouve certains avantages : d'abord, les commerçants s'occupent spécialement des transactions du commerce et par conséquent les producteurs industriels voient leur marchandise se convertir plus rapidement en argent, assouplissant et augmentant l'accumulation. En plus, dans le capital de commerce de marchandise le cycle global va continuer plus rapidement sa métamorphose, et le commerçant rend possible l'augmentation indirecte de la plus-value en élargissant la rotation du capital. Finalement, il amplifie le marché et diversifie la division du travail, car en faisant l'intermédiation entre plusieurs producteurs, et en diminuant le temps de circulation, il augmente aussi la rotation du capital industriel.

Naturellement, il y a des limites à l'action du capital de commerce de marchandise. La première indiquée par Marx est le fait qu'il n'agit pas sur le temps de production, et sa rotation est limitée par la rapidité et le volume de la consommation individuelle. D'un autre côté, la substantivation de la valeur continue son parcours en s'engageant aussi dans un mouvement autonomisé sous la forme de « capital de commerce d'argent » (Figure 3)³². Avec elle, le développement du système de crédit s'intensifie en prenant la forme du capital porteur d'intérêt et du capital fictif.

³² Nous ne proposons pas ici un « encadrement » des catégories qui forment le processus de substantivation et de dématérialisation de la valeur à partir du développement de ses formes fonctionnelles. Celles-ci, qui forment une logique de rénovation et de transformation perpétuelles, et qui s'attirent et se repoussent aussi, doivent être comprises dans un sens collectif et de constante indétermination. Donc, il faut comprendre la nature du système de production en question, qui utilise toutes ces catégories, pour déterminer son objectif principal. Le but ici est seulement de présenter une meilleure visualisation de ces parcours du capital à partir de ses « enchaînements ».

Figure 3- La substantivation de la valeur et la dématérialisation de l'argent



Où :

- A, argent ;
- M, marchandise ;
- Mp, moyen de production ;
- Ft, force de travail ;
- P, production ;
- A', argent valorisé ;
- M', capital marchandise ;

Avec la transaction (achat et vente) entre les commerçants et les consommateurs, le capitaliste va apporter de l'argent à plusieurs personnes en même temps qu'il reçoit en espèces les paiements d'un grand nombre d'autres individus. A ce moment, les opérations techniques d'encaissement surgissent, de paiement des marchandises, de

cadre nécessaire d'agents comptables, de calculs de compensation qui débouchent sur un travail nouveau, et sur de nouvelles fonctions dans les transactions commerciales.

S'organise alors une nouvelle division du travail incluant de nouveaux agents d'opération et de nouvelles institutions. On peut citer, les grands bureaux comptables et caissiers, les banques, et aujourd'hui les investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds d'investissements). « Les différentes opérations qui, en devenant autonomes sous forme d'affaires particulières sont à l'origine du commerce d'argent, résultent des diverses déterminations et des fonctions de l'argent lui-même, fonctions que le capital, sous forme de capital argent, doit, lui aussi, assumer » Marx (1974b : 326).

Le développement du capital de commerce de l'argent prend sa première forme dans le commerce international. Avec les différentes monnaies nationales, les commerçants doivent faire la conversion en monnaie locale, en établissant la formation d'un système d'échange qui est, selon Marx, l'« une des bases naturelles du commerce moderne de l'argent » et de l'argent mondial.

De la même manière que le capital de commerce de marchandise, le capital de commerce de l'argent abrège le circuit du capital et, par conséquent, le travail des capitalistes industriels. Il facilite aussi l'opération de compensation par ses mécanismes comptables, artificiels, des opérations de crédit et de débit. C'est sur ces transactions et intermédiations que repose le négoce de ceux dont l'argent est le commerce. Le capital de commerce de l'argent est un capital argent qui a pour fonction d'exécuter le financement, surtout à partir du développement du commerce de l'or et des opérations d'échange de l'argent mondial cité ci-dessus. Ce mécanisme de financement implique aussi l'amplitude de la division de classe et l'augmentation du nombre de capitalistes dans la sphère financière, conséquence de l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital.

Les imbrications entre les phases du capital global s'amplifient et aussi se complexifient. Quelque distantes que puissent paraître les opérations financières des opérations productives, « il est non moins évident que le profit des banquiers n'est qu'une retenue sur la plus-value puisqu'ils ont seulement affaire à des valeurs réalisées (même si elles sont réalisées sous forme de créances) » (Marx, 1974b : 330-331).

Le plein développement du capital commercial de l'argent s'effectue dès que s'ajoute le prêt, l'emprunt et le commerce à crédit. Marx, jusqu'à ce moment-là, a présupposé que le commerce de l'argent était encore sous sa forme pure, la plus simple, c'est-à-dire séparée du système de crédit. Il étudiait un moment de la circulation des marchandises, la circulation monétaire. Malgré cela, on peut dire que la masse du capital argent, le capital commercial de l'argent, travesti maintenant par les banquiers et financiers pour exécuter ses fonctions d'intermédiaire monétaire, est bien le capital argent (monétaire) en circulation des commerçants et des industriels. On arrive alors à autres catégories que nous verrons par la suite : l'argent de crédit, le capital porteur d'intérêt et le capital fictif.

CHAPITRE 2- LA DÉMATÉRIALISATION DE L'ARGENT : LE CRÉDIT, LE CAPITAL PORTEUR D'INTÉRÊT ET LE CAPITAL FICTIF

« L'illusion produite par la circulation des marchandises disparaît dès que l'on substitue au capitaliste individuel et à ses ouvriers, la classe capitaliste et la classe ouvrière. (...) Ce qui déguise cette transaction, c'est la forme marchandise du produit et la forme argent de la marchandise » (Marx, 1977 : 11)

Nous avons vu que la substantivation de la valeur-travail se développe parallèlement au processus d'autonomisation de l'argent et que l'extraction de la plus-value reste dissimulée et apparemment déconnectée de la source du travail. Dans ce chapitre, notre objectif sera d'analyser les formes les plus développées du mouvement de dématérialisation de l'argent, c'est-à-dire : l'argent de crédit, le système de crédit et le système bancaire, le capital porteur d'intérêt et le capital fictif. Nous chercherons aussi à les étudier à partir de leur lien avec le travail.

1- Le crédit et le capital fictif

Maintenant, il devient possible de voir de manière plus claire que le processus de circulation du capital, malgré sa décomposition et la division du travail, est constitué par l'unité de la production et de la circulation, où l'une se complète par l'autre. Mais, comme le cycle global commence et se termine par l'argent, la partie monétaire semble la plus contondante, la plus marquante du cycle du capital industriel. C'est pourquoi celui-ci est appelé aussi capital argent ou monétaire.

En fait, cette partie monétaire est pourtant l'expression générale du capital industriel, dont l'objectif est de valoriser la valeur, de l'accumuler, de l'agrandir à partir du capital productif. Si les liens entre eux font partie de la nature propre du capitalisme, nous ne pouvons toutefois pas dire qu'il n'existe pas de déconnexion entre la sphère dite réelle et la sphère financière du capitalisme. Au contraire, les crises capitalistes actuelles et, par conséquent, les interruptions du cycle global, apparaissent certainement dans le centre des deux phases, mais particulièrement à partir des marchés financiers.

Il est également vrai que les aspects monétaires-financiers prennent toujours plus d'importance dans le capitalisme, spécialement à partir des années 1970 du XX^e siècle

avec l'hégémonie néolibérale. C'est la mise en question de la nature actuellement la plus évoluée du capital fictif.

En décrivant le caractère monétaire, associé au capital fictif, Marx (1978a : 58) a affirmé que

« la formule $A - M \dots P \dots M' - A'$, avec le résultat $A' = A + a$, prête à l'erreur, par son aspect, comporte un caractère *trompeur* [souligné par nous, M.S]³³, qui résulte de la présence de la valeur avancée et mise en valeur sous sa forme d'équivalent : l'argent. L'accent est mis non pas sur le faire-valoir de la valeur, mais sur la forme argent de ce procès, sur le fait qu'on retire finalement de la circulation plus de valeur en monnaie qu'on n'en avait avancé à l'origine, c'est-à-dire sur l'augmentation de la masse d'or et d'argent appartenant au capitaliste. Le système dit monétaire n'est qu'une expression de ce qu'il y a d'irrationnel dans la forme $A - M - A'$, dans un mouvement qui se déroule exclusivement dans la circulation et qui, pour cette raison, ne peut expliquer les deux actes : 1° $A - M$, 2° $M - A'$ que par le fait que M se vend, dans le second acte, au-dessus de sa valeur et retire ainsi de la circulation plus d'argent qu'on y a versé en l'achetant ».

« Le caractère *trompeur* [souligné par nous, M.S] de $A - M \dots P \dots M' - A'$ et l'interprétation *trompeuse* [souligné par nous, M.S] qui en résulte se manifestent dès que cette forme se fixe à l'état définitif, au lieu d'apparaître comme une forme fluide, se renouvelant en permanence, c'est-à-dire dès qu'elle est considérée non comme l'une des formes du cycle, mais comme sa forme exclusive. D'elle même, elle indique pourtant d'autres formes ».

En effet, l'auteur montre que, dès la seconde répétition du cycle global apparaît une nouvelle période de sorte que la première phase du capital industriel n'est que la préparation transitoire à d'autres étapes, un processus constamment renouvelé. De plus, nous pensons que ses affirmations indiquent une première démarche de transposition plus forte que le constant renouvellement du cycle jusqu'au retour à la sphère de la production. En fait, nous sommes en train de dire que le caractère trompeur et illusoire du capital fait déjà partie d'une reproduction plus contradictoire : sa multiplication dans le format $A - A'$, le plus irrationnel de tous. Pour le comprendre en profondeur, il faut trouver les éléments du crédit.

Dans les recherches sur le crédit dans le *Capital*, Marx a peu développé l'étude du capital fictif. Même le capital porteur d'intérêt et le système de crédit n'occupent pas

³³ Dans l'édition brésilienne de l'*Abril Cultural* le mot utilisé est « illusoire ».

une place très importante dans ses œuvres. Les raisons en ont déjà été exposées par Rosdolsky (2001)³⁴. Des questions de santé de l'auteur jusqu'aux difficultés naturelles de Engels dans l'achèvement du Livre trois du *Capital*, le fait est que la discussion sur des catégories comme le capital porteur d'intérêt et le capital fictif est, à notre avis, en construction, principalement quand il s'agit de leur utilisation dans l'étude des transformations du capitalisme contemporain, surtout sur le plan financier.

De toute façon, nous pouvons affirmer que les éléments centraux qui caractérisent les aspects du mouvement financier et spéculatif du capital sont présents dans les œuvres de Marx, de manière plus directe dans les parties du Livre III du *Capital* et dans l'annexe des *Théories sur la plus-value*. Nous en fournirons la preuve dans ce chapitre.

En fait, que ce soit d'une manière précise ou pas, les catégories qui nous permettent d'indiquer les faces et les mutations du capitalisme actuel ont été travaillées par Marx de façon, pour le moins, ingénieuse. En plein XIX^e siècle, dans un processus de formation et de transformations radicales du capitalisme industriel et financier³⁵, caractérisé aussi par la consolidation et l'intensification des relations entre les sphères productives et financières, Marx développe des instruments d'analyse qui permettent de dévoiler les « nouveaux » mystères du cycle A – A' de valorisation fictive du capital.

La catégorie que Marx appelle le capital fictif se développe, de manière parallèle et en interconnexion, avec le capital porteur d'intérêt, de même qu'il accompagne l'extension du crédit dans l'économie capitaliste. Il n'existe pas de schéma séquentiel, clair et construit sur la compréhension du capital fictif, de la même manière qu'il n'y a pas chez Marx de théorie monétaire « fabriquée » qui nous donne des instruments pour gérer ou administrer le capitalisme – et ses crises –, comme demandent beaucoup de théoriciens.

En fonction de cela, la difficulté et les incompréhensions qui demeurent au niveau de ces catégories sont très grandes. En fait, le crédit, comme le système de crédit, sont le

³⁴ Voir spécialement le Chapitre 27.

³⁵ Il suffit de lire la description d'Engels, dans le supplément du Livre III du *Capital*, sur la Bourse à l'époque de Marx. « En 1865, la Bourse était encore un élément *secondaire* dans le système capitaliste. Les papiers d'État représentaient la masse principale des valeurs boursières et encore était-elle relativement petite. À côté de cela, il y avait les banques par actions qui prédominaient sur le continent et en Amérique et qui, en Angleterre, commençaient à peine à absorber les banques privées de l'aristocratie. Mais leur nombre restait relativement insignifiant. Enfin, la masse des actions des compagnies de chemins de fer était encore assez faible comparativement à ce qu'elle est aujourd'hui. Les établissements directement productifs, eux, n'étaient que peu nombreux sous forme de société par actions. De même les banques (...). En ce temps, la Bourse était donc encore un lieu où les capitalistes se prenaient mutuellement leurs capitaux accumulés » (Marx, 1974b : 42-43).

résultat et en même temps les conditions d'existence de la production capitaliste et de la reproduction de son cycle.

Désormais, notre objectif nous conduira à étudier la conception du crédit, du système de crédit, du système bancaire, pour arriver au capital porteur d'intérêt et au capital fictif, en cherchant toujours à établir les interconnexions entre eux et le travail, comme nous avons essayé de le faire jusqu'à présent.

1.1- L'argent du crédit, le système de crédit et le système bancaire

Une première affirmation de Mandel (1962) sur le crédit suggère qu'il est né du développement inégal de la production entre différents producteurs d'une même communauté. Mais, cela seul n'expliquait pas la capacité qu'a la collectivité de réussir automatiquement la croissance du crédit car, selon lui, le crédit « n'est pas une institution naturelle, mais un produit de relations sociales déterminées ».

Naturellement, l'auteur traitait à ce moment-là d'une caractérisation plus historique du crédit, parfois en parlant de la période antérieure à la constitution du capitalisme. De toute façon, pendant la période où le travail se faisait en coopération, il n'existait pas de crédit ; la collectivité entre les hommes l'empêchait de surgir, et même la société l'ignorait ; l'objectif majeur de cette société était la production de la valeur d'usage. Elle ne connaissait donc que l'entraide, qui se réfère à une aide mutuelle.

Évidemment, lorsque la collectivité quitte sa sphère « primitive », si nous croyons que la société d'aujourd'hui, avec le développement de la force productive du capital, signifie « modernité », et partant pas de primitivisme, c'est qu'elle a été divisée au point que ses relations d'échanges et la division du travail se généralisent au sein de la population. Dans ce cas-là, la notion de valeur d'échange arrive naturellement à faire partie de la vie quotidienne des hommes subordonnant leurs relations sociales et mercantiles à la circulation des marchandises sur le marché.

Par conséquent, la notion d'équivalence de valeur des marchandises, la spécialisation du travail et par conséquent la production d'un excédent, fondée également sur l'économie du temps du travail, forment le pilier central des relations entre les hommes de cette nouvelle société. C'est la formation et le développement du mode de production capitaliste.

Même s'il s'agit encore d'un début, nous pouvons suggérer trois faits à partir des précédentes indications: 1) le développement du crédit s'intensifie plus avec l'apparition et l'agrandissement du capitalisme, surtout sur une base industrielle; 2) l'un complète l'autre ; c'est-à-dire qu'il y a une relation de complémentarité et de dépendance du capitalisme vis-à-vis de l'argent de crédit et de son système et qu'ils deviennent une et même chose ; 3) une des fonctions du crédit, comme on le verra rapidement, est d'économiser le temps de travail, en permettant que le cycle global de reproduction continue à circuler sans qu'il soit nécessaire d'avancer de l'argent pour conclure les ventes finales pour la consommation³⁶.

Plus important est le fait que les capitalistes cherchent à comparer le temps de production et le temps de travail afin de garantir une plus grande rotation du capital et par voie de conséquence d'obtenir plus d'excédent. En fait, ce que tente le capital, c'est d'abrèger au maximum le processus de circulation du capital, sa transformation en argent, en contrariant ses propres limites (Marx, 1976).

Même si l'idée du crédit s'applique à toute relation entre le créancier et le débiteur, et pas seulement en référence à l'expression capitaliste, le développement du capitalisme cherche toujours des mécanismes qui permettent d'accélérer le processus d'accumulation et de centralisation du capital. L'accumulation primitive du capital et son expansion commerciale, par exemple, ont créé un besoin intrinsèque de crédit à l'intérieur du système mercantile encore en formation.

Dès lors, avec le développement du commerce international et de la nécessité de l'échange entre les marchands, le *crédit commercial ou de circulation*³⁷ commence à occuper les espaces indispensables à la circulation des marchandises à cette époque-là. Face à la séparation entre l'achat et la vente, qui contient en plus la fragmentation de classe, entre les hommes d'affaires qui agissent dans la production et ceux qui exercent dans le commerce (c'est-à-dire entre les capitalistes productifs et commerciaux), et aussi face au besoin de transférer de l'argent sur de grandes distances, le crédit commercial

³⁶ Sur ce dernier point, Marx différencie les temps de circulation, de production et de travail. Le temps de circulation représente la période de permanence dans la sphère de circulation et, évidemment, le temps de production indique la période de continuité du produit dans la production. La différence entre celui-ci et le temps de travail est que le dernier se réfère à la quantité exacte d'heures utilisées dans la production des marchandises, tandis que le temps de production inclut les interruptions du processus productif, où les machines ne fonctionnent pas.

³⁷ Le système de crédit se caractérise par plusieurs ramifications qui correspondent, selon de Brunhoff (1976), aux crédits commerciaux, financiers et monétaires qui mettent en offre leurs disponibilités monétaires.

arrive, principalement sous la forme de lettres de change, à résoudre des problèmes de liaison entre les formes fonctionnelles du capital.

Avec le développement de la circulation simple des marchandises, $M - A - M$, où l'objectif est la valeur d'usage, la fonction de l'argent comme moyen de paiement se concrétise. À ce moment-là, la relation entre les créateurs et les débiteurs se développe et forme la base des relations d'échanges mercantiles.

La marchandise est échangée par rapport à d'autres marchandises et la transformation de la marchandise en argent, c'est-à-dire la marchandise sous la forme argent, exécute la fonction de médiation de ce métabolisme. « L'argent apparaît comme moyen d'échange des marchandises, mais pas comme moyen d'échange général : il apparaît comme moyen d'échange caractérisé par le processus de circulation, comme moyen de circulation » (Marx, 1982 : 74)³⁸.

La circulation simple des marchandises produit une séparation entre la vente et la concrétisation finale du cycle à partir de leur prix. Pourtant, elle naît d'une relation entre le créancier et le débiteur, entre les propriétaires des marchandises. C'est la constitution naturelle du crédit³⁹.

Si le crédit commercial ne contribue pas directement à la production de la plus-value, il permet au moins le développement du capital industriel à partir de la réduction du temps de rotation du cycle global, de même que l'accroissement de la masse du capital. Si son but originel n'est pas l'obtention d'un intérêt, même si le capital n'a pas encore fini sa route, le crédit commercial contribue à l'autonomisation du capital en ajustant le

³⁸ Marx arrive à la conclusion qu'entre l'achat et la vente, il y a unité et non séparation, selon que le processus de circulation des marchandises se réduit à $M - M'$, médiatisé seulement par l'argent.

³⁹ Toujours en passant sur l'idée de la destruction créative, Schumpeter (1985 : 116-117) part d'une thèse selon laquelle « *seul en principe* l'entrepreneur a donc besoin de crédit ; pour *l'évolution* industrielle *seule*, il joue un rôle essentiel », bien qu'il définisse le crédit de deux façons : le « crédit normal », les certificats portant sur des prestations passées ou des biens présents ; et le « crédit anormal », les certificats sur des prestations futures ou des biens qu'il faut d'abord produire, en formant une catégorie qui ne correspond à rien, à aucun versement social. À partir de quoi, Schumpeter dit que « le crédit est essentiellement une création de pouvoir d'achat en vue de sa concession à l'entrepreneur (...) le crédit ouvre à l'entrepreneur l'accès au courant économique des biens, avant qu'il en ait acquis normalement le droit d'y puiser. (...) L'octroi d'un pareil crédit agit comme un ordre donné à l'économie nationale de se soumettre aux desseins de l'entrepreneur, comme une assignation sur les biens dont il a besoin comme un fidéicommissaire de forces productives. Ce n'est qu'ainsi que l'évolution économique pourrait se réaliser, qu'elle pourrait s'élever hors du simple circuit ». Avec Schumpeter, une déclaration de Braudel (1985 : 67) devient élocutable : « je ne crois pas que Josef Schumpeter ait raison de faire de l'entrepreneur le *deus ex machina*. Je crois obstinément que c'est le mouvement d'ensemble qui est déterminant et que tout capitalisme est à la mesure, en premier lieu, des économies qui lui sont sous-jacentes ».

processus de production à une division sociale du travail plus délimitée, plus spécialisée.

À ce sujet, la marchandise ne sera pas vendue par le paiement direct en espèces, mais à partir d'un titre qui donne la garantie d'un paiement futur sous la forme de titres commerciaux. L'individu A peut payer une autre personne B avec les lettres de change que, dans le même instant, il peut rémunérer à C avec le titre de crédit de A... en formant une compensation des dettes et des obligations qui sont compensées sans intervention directe de l'argent ; ces titres commerciaux sont les premières formes de *l'argent de crédit* proprement dit⁴⁰.

En réalité, « la monnaie de crédit a sa source immédiate dans la fonction de l'argent comme moyen de paiement. Des certificats constatant les dettes contractées pour des marchandises vendues circulent eux-mêmes à leur tour pour transférer à d'autres personnes les créances. A mesure que s'étend le système de crédit, se développe de plus en plus la fonction que la monnaie remplit comme moyen de paiement » (Marx, 1948 : 144). L'argent de crédit remplace l'argent dans ses fonctions de circulation mais il ne peut pas se substituer à la fonction de mesure de la valeur.

Autrefois, ce qui s'appliquait c'était la première forme de substitution directe à l'argent de l'argent de crédit dans la circulation capitaliste, ce qui constituait la base de ce qui allait devenir le système bancaire. Cette utilisation plus fréquente de l'argent de crédit au sein de l'échange commercial produit un certain « détachement » entre la sphère monétaire et la sphère financière puisque les lettres de change ne s'appuient pas sur la circulation monétaire, mais sur la base du crédit.

Ainsi, l'essence de l'argent de crédit, qui se présente aujourd'hui sous la forme de chèques bancaires, de billets bancaires et de carte de crédit, est de permettre la réalisation de transactions commerciales sans que de l'argent soit avancé, et aussi de rendre possible le transfert de crédits entre les personnes sur le marché. C'est un mouvement de reproduction du capital qui recherche la forme de transmission de crédits la plus sophistiquée.

Ainsi, le crédit commercial, qui est la base de l'argent de crédit, acquiert une fonction fondamentale dans la logique du système capitaliste, qui a été bien annoncé par Mandel

⁴⁰ En dépit de Brunhoff (1976 : 133) qui affirme que « les créances commerciales par exemple ne sont pas de la monnaie de crédit ».

(1962 : 86) : « (...) la production se détache de plus en plus du marché (...) pour réagir contre la baisse tendancielle du taux de profit résultant de l'immobilisation d'une fraction toujours croissante du capital en capital fixe, le capitaliste cherche à réduire le temps de rotation du capital circulant. C'est là la fonction essentielle du crédit de circulation, qui permet de réduire au minimum le capital circulant propre de l'entrepreneur ».

Cette affirmation nous donne une indication considérable : l'argent de crédit, même en exécutant des fonctions improductives, fonctionne comme une manière de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Avec le développement plus intense des formes autonomes du capital et, par conséquent, du processus de substantivation de la valeur, cette façon de revigorer l'expansion capitaliste est intensifiée par le crédit. Sous la forme de l'argent de crédit, il y a une création de titres de créance, de signes de la valeur.

Mais, c'est seulement avec la croissance industrielle que le crédit passe à la sphère de la production proprement dite, c'est-à-dire pendant la période de la Révolution industrielle. À partir de ce moment-là, le *crédit d'investissement* occupe une fonction centrale et différente dans le fonctionnement du capitalisme, en occupant une phase plus développée du capital porteur d'argent qui se rémunère à partir d'une partie de la plus-value, sous forme d'intérêt.

Hilferding (1970) qualifie le crédit d'investissement de *crédit de capital* et le désigne comme le crédit qui convertit l'argent oisif en capital monétaire actif. Celui-ci vise surtout à augmenter le capital de l'entreprise, afin d'accroître sa masse de capital ; « crédit de capital pour cette raison que ce transfert est toujours un transfert à ceux qui, par l'achat des éléments du capital productif, emploient l'argent en tant que capital argent » (*ibid*, p. 135).

De cette manière, on met en évidence trois sujets importants et aussi complémentaires : la génération de la plus-value, supposant l'application des prêts dans la production par le capitaliste emprunteur ; l'existence d'un taux d'intérêt pour le premier capitaliste prêteur ; et, troisième point, l'existence d'un marché de crédit plus déconnecté par rapport au marché monétaire ou au système monétaire, contrôlé par les banques.

Dans le Livre deuxième du *Capital*, Marx soutient qu'il y a, après le développement complet du cycle du capital industriel, trois formes caractéristiques du mouvement

économique de la production sociale : l'économie naturelle, l'économie monétaire et l'économie de crédit. Ces affirmations aident à percevoir les relations de complémentarité et en même temps d'indépendance qui existent entre elles :

« (...) ces trois formes ne représentent pas des phases équivalentes de l'évolution. L'économie dite de crédit n'est elle-même qu'une forme de l'économie monétaire : les deux termes expriment des fonctions d'échange, ou modes d'échange, entre les producteurs mêmes. Dans la production capitaliste développée, l'économie monétaire n'apparaît plus que comme base de l'économie de crédit. L'économie monétaire et l'économie de crédit correspondent donc simplement à des stades différents dans le développement de la production capitaliste ; mais elles ne sont nullement, en face de l'économie naturelle, des formes d'échange distinctes et indépendantes l'une de l'autre » (Marx, 1978a : 107).

C'est une déclaration très éclairante pour la compréhension des aspects monétaires, du crédit et des aspects financiers. Il nous semble que les trois formes économiques indiquées ci-dessus sont étroitement liées, parfois complémentaires, et en même temps différentes, parfois indépendantes. Chacune peut s'autonomiser, devenant une forme qui exerce l'attraction et la répulsion dans le cycle, typique de la méthode dialectique.

De toute façon, il faut savoir qu'il n'existe pas chez Marx de définition de ces catégories en discussion, fait parfaitement compréhensible dans la théorie marxiste. Ainsi, nous pouvons utiliser des interprétations diverses de phénomènes théoriques présents chez Marx pour en extraire des explications de certains aspects de la société capitaliste. C'est ce que fait Brunhoff lorsqu'elle se réfère à la « déconnection » ou à l'« indépendance » du marché monétaire et de crédit. Selon l'auteur, ce qu'il y a en Marx est une « théorie monétaire du crédit » et peut-être ses écrits peuvent même être considérés comme une « théorie du crédit ».

Par cela, la « théorie monétaire du crédit » chez Marx aboutit à « (...) une *conception unitaire du crédit*, qui englobe les structures financières (marchés et institutions de crédit), ainsi que leur rôle conjoncturel, dans une interprétation relative aux propriétés uniques de la monnaie et du capital-argent » (Brunhoff, 1976 : 108). Cette vision de Brunhoff, si elle n'est pas bien contextualisée, peut exprimer une approche unidimensionnelle du crédit, en le détachant complètement du système monétaire, et en laissant de côté le caractère complémentaire qu'il y a, à notre avis, entre les systèmes monétaires et de crédit. En même temps, il est vrai qu'avec le développement du

capitalisme, et aussitôt après la création d'un système de crédit, l'extension du crédit sous forme d'argent de crédit, suggère que la valeur-travail, de même que l'argent, sous forme du capital, s'expriment plus fortement dans le système de crédit que dans le système monétaire.

Donc, d'un côté, nous partageons l'analyse de Brunhoff quant à l'importance et à la dimension que le système de crédit occupe dans le capitalisme, mais, de l'autre, nous faisons certaines réserves concernant l'« indépendance » entre le marché monétaire (l'argent) et le marché de crédit (l'argent de crédit), qui est tout à fait véridique, mais qui doit garder aussi le caractère dialectique de dépendance et de complémentarité entre eux.

Finalement, le *crédit de consommation* qui, selon Mandel (1962), apparaît vers 1915 aux États-Unis et, après la Seconde Guerre mondiale dans les pays européens, exécutait la fonction, dans le système de reproduction du capital, d'augmenter la demande de biens de consommation durables. L'objectif principal était de revigorer le processus d'accumulation capitaliste, à partir des années 1930, en stimulant la production et la consommation de masse, fondées sur les principes de gestion et d'organisation fordiste du travail. À quoi s'ajoutait la possibilité des consommateurs de payer leurs achats en plusieurs fois et après un certain laps de temps. Il est clair que l'intention principale ici était de concrétiser la vente finale de la production, en permettant la reproduction du cycle global au moment même où la concentration des revenus et les disparités salariales continuaient à accroître dans le système capitaliste.

En fait, l'argent de crédit pénètre une partie plus vaste du développement du crédit dans le capitalisme. Le développement du capital et ses formes fonctionnelles ont favorisé la substitution à la monnaie (papier-monnaie, métallique) de titres de crédit qui sont les représentants de l'argent de crédit. Il faut les ajouter maintenant à la représentation du système de crédit.

Si le système monétaire, qui s'incarne dans la circulation de l'argent, se rapproche autant de la circulation de la valeur sous la forme simple, où l'argent remplit soit la fonction de moyen de circulation, soit celle de moyen de paiement, le système de crédit représente la circulation des valeurs déjà constituées sous forme d'argent (de crédit). Son but est de rechercher constamment sa valorisation fictive, plus précisément dans la sphère de la circulation du capital.

Marx n'a pas créé de concept à propos du système de crédit. Il donne, lui-même, une explication à ce sujet dans le Chapitre « Crédit et capital fictif », où il affirme qu'il n'a pas l'intention d'approfondir l'étude du système de crédit, fait constaté à la lecture de son œuvre. En d'autres termes, nous pouvons dire, en dépit de ces indications, qu'il laisse dans ses écrits diverses pistes permettant de mieux comprendre le développement du système de crédit dans le capitalisme.

Dans ses *Théories sur la plus-value*, Marx déclare que le système de crédit est une création du capital industriel qui obéit à sa volonté : « (...) le *système de crédit* est sa création propre, c'est même une forme du capital industriel qui débute avec la manufacture et continue à se développer avec la grande industrie. À l'origine, le système de crédit est une *forme polémique* contre les usuriers à l'ancienne mode » (Marx, 1976 : 554-555).

En vérité, le capital industriel, en créant un système de crédit propre à lui-même, soumet le capital porteur d'intérêt à ses objectifs. Ce qui montre bien que, dans cette étape du capitalisme, la sphère industrielle « dominait » le développement du cycle du capital, qu'elle était hégémonique vis-à-vis d'autres phases du cycle global. Ainsi, si nous entendons l'argent de crédit comme l'un des instruments du système de crédit, et de même, si nous considérons la « division » des formes fonctionnelles du capital, nous pouvons dire que le système de crédit exécutait des fonctions complémentaires par rapport au capital industriel, et subordonnées à ce dernier.

Avec le développement du crédit commercial et des autres formes du crédit dans le capitalisme, se sont amplifiées les interconnexions entre achats et ventes des marchandises dans lesquelles l'argent de crédit fonctionne à partir d'une structure bancaire plus complexe. L'arrivée des banquiers dans l'intermédiation au niveau des prêts se révélait presque fonctionnelle et nécessaire à la continuité du cycle global.

Avec cet élargissement, l'architecture monétaire et financière s'est développée plus intensément, s'ajustant à la nécessité de faire circuler les marchandises et composant un *système de crédit* qui s'organise, chaque fois davantage, à partir d'une infinité d'institutions capables d'offrir du crédit aux agents économiques. Dès lors, le capital commercial de la marchandise et le capital commercial de l'argent, associés au capital porteur d'intérêt et au capital fictif, que nous étudierons brièvement, se concentrent dans la structure du système bancaire et forment donc le système de crédit.

Marx (1978b) présente les fonctions du système de crédit en disant, dans un premier temps, qu'il est nécessaire pour essayer d'arriver à une égalisation du taux de profit ; qu'ensuite, il permet de diminuer les frais de circulation de l'argent grâce à la concession du crédit (soit en raison de l'absence totale d'argent dans une grande partie des transactions, soit en raison de l'accélération du mouvement des moyens de circulation) ; et qu'en troisième lieu, il accélère le processus de reproduction ou permet l'accroissement de la spéculation, en séparant les achats des ventes.

Le décryptage de ces indications de Marx a été bien fait par Harvey (1982), lequel affirme que le système de crédit devient une nécessité du capitalisme, puisque la circulation du capital impose des engagements et des fardeaux supplémentaires au système monétaire ; l'organisation du système de crédit sert donc à exécuter les opérations financières du marché capitaliste.

Pour ce faire, les fonctions du système de crédit passent, selon l'auteur, par la « mobilisation de l'argent comme capital » pour laquelle il fait la conversion de son argent de crédit en argent comptant, et en internalisant la fonction de l'argent, pris comme moyen de circulation. De plus, les institutions financières concentrent l'épargne de toutes les classes pour la convertir en capital, ce qui a des conséquences plus ou moins conflictuelles dans le fonctionnement du capitalisme car tous deviennent épargnants (les capitalistes, les rentiers, le gouvernement, les ouvriers).

Un autre rôle du système de crédit se réfère à la réduction des coûts et du temps de circulation, qui a pour but d'obtenir une diminution des coûts improductifs et des barrières à la circulation et à la production du capital. Il promeut par là l'efficacité de la circulation monétaire en améliorant le potentiel du cycle global en fonction, d'une part, d'un temps de circulation des marchandises plus court et, de l'autre, de l'augmentation de la distance entre les marchés.

Marx (1980 : 132) considère aussi que la circulation effective des marchandises dans le temps et dans l'espace n'a pas lieu en fonction de l'argent, car celui-ci « ne fait que réaliser leur *prix*, transférant ainsi le titre de propriété de la marchandise à l'acheteur (...) ce que l'argent fait circuler, ce ne sont pas les marchandises, mais les titres de propriété de celles-ci (...) ». Pour Harvey (1982) l'importance du système de crédit s'explique aussi par la centralisation du capital, par la circulation du capital fixe et par la formation des fonds de consommation, de sorte qu'il permet la consommation

individuelle (*via* le crédit à la consommation) et la circulation du capital porteur d'intérêt – en assurant la médiation entre les flux de circulation et le capital fixe. Ajoutons ici qu'il est aussi l'embryon du capital fictif.

Toutefois, l'extension de l'échelle de production des entreprises à partir du développement du système de crédit amena beaucoup de transformations dans les différents domaines de la structure d'entreprise, que ce soit dans le domaine financier et productif ou dans l'organisation et la gestion du travail⁴¹. Cette expansion est combinée à la « séparation » ou au remplacement du petit entrepreneur par des formes d'associations, *via* les grandes sociétés anonymes. En fait, c'est la substitution des entrepreneurs, anciens gestionnaires et administrateurs de l'entreprise, par les *managers*.

Nous arrivons à comprendre que si les opérations financières sont « créées » à partir d'un système de crédit, il faut alors un *système bancaire* – c'est-à-dire un capital bancaire – pour l'administrer, et pour exécuter les fonctions de gestion et de direction du capital argent et le rendre disponible pour les capitalistes. C'est la naissance du système bancaire.

La décomposition du capital bancaire a été effectuée par Marx (1978b : 126) qui le présente sous deux formes : l'argent en espèces, or ou billets ; et les titres. Ceux-ci se divisent à leur tour en : effets de commerce (titres commerciaux) ; traites (lettres de change), où le banquier exécute la fonction d'escompte ; et valeurs publiques (obligations publiques) formées par les valeurs d'État, bons du Trésor (titres du Trésor) ; et actions qui rapportent un intérêt. Tous, forment le capital (d'emprunt) bancaire.

⁴¹ Toujours dans le domaine du capital industriel, les banques étaient déjà au cœur des entreprises et commençaient à construire leur puissance à travers deux méthodes, selon Perlo (1974 : 56-57) : la première « est fondée sur le besoin de financement virtuellement illimité des grandes entreprises modernisant leur équipement et agrandissant leur capacité de production. Les banques qui fournissent ces fonds acquièrent une influence importante et parfois souveraine sur la gestion de l'entreprise. Elles deviennent le centre stratégique vital des groupes, obtiennent des sièges aux conseils d'administration, exercent un droit de veto dans toutes les grandes décisions, (...) ce genre d'influence ne peut guère se mesurer au nombre de titres qu'elles détiennent. Les banques et les compagnies d'assurances fournissent la plus grande partie de leur aide financière sous forme d'obligations. Celles-ci ne comportent théoriquement pas de droit de vote, mais donnent en réalité un pouvoir important, qui s'exprime formellement par différentes sortes de restrictions, financières ou autres, imposées à l'emprunteur. (...) La seconde base de la puissance des banques est la prise de participation directe dans les entreprises. (...) Les banques accumulent une proportion croissante de titres par des moyens divers : les banquiers-promoteurs en reçoivent en échange des services qu'ils rendent dans les opérations de fusion ou de création d'entreprises ; ils reçoivent également les délégations de vote de certains clients (surtout des étrangers), dont ils ont placé les actions ; ils gèrent les patrimoines de riches clients et votent à leur place dans les grandes sociétés. (...) Les grandes banques gèrent également les titres qu'ont accumulés leurs institutions financières affiliées, telles que les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements ou, sociétés d'agents de change ».

Voici pour quelle raison les banques ont la capacité et la possibilité de regrouper et de centraliser le capital argent en le mettant à la disposition du public. Elles ont des fonds de roulement, des fonds de réserve, et aussi les dépôts des capitalistes, de l'épargne liquide et de l'argent venant de toutes les classes sociales (Brunhoff, 1976). Par conséquent, le crédit bancaire est centralisé dans les banques qui lui permettent de se perpétuer à partir de la circulation et de la reproduction du cycle du capital.

En fait, Marx explique que le système bancaire a deux fonctions centrales qui sont en même temps complémentaires. La première se réfère à l'offre d'argent (de crédit) aux capitalistes ; la deuxième fonction est celle de prêteur aux individus. Cependant, il est une caractéristique très importante qui différencie les banques des autres intermédiaires financiers, comme les fonds de pensions et d'assurances, les sociétés d'investissements, les sociétés de crédit, entre autres : leur capacité d'être créatrices de crédits à partir des dépôts qui leur sont confiés. Cela augmente beaucoup le champ d'action du capital bancaire et lui permet d'aller au-delà de sa fonction d'intermédiation des emprunts et des crédits.

Ainsi, les institutions bancaires ont le pouvoir de créer l'argent de crédit, développant les connexions et déconnexions du capital fictif dans le système, car une grande partie des actifs bancaires ne sont qu'« illusoires », sans aucune liaison avec l'épargne réelle et sans garanties de couverture bancaire concernant tous les emprunts. Dans ce sens là, Marx (1978b : 131-132) affirme que « donc, la majeure partie du capital du banquier est purement fictive et consiste en créances (traites), fonds d'État (qui représentent du capital dépensé) et actions (assignations sur un revenu à venir) (...) il faut en outre ajouter que le capital fictif du banquier, pour la plus grande part, ne représente pas son capital, mais celui du public qui l'a mis en dépôt chez lui, avec ou sans intérêt ».

En fait, les dépôts sous forme d'argent, chèques, billets de banque ou autres instruments monétaires et de crédit peuvent être, d'un côté, utilisés par les banques sous la forme de capital d'argent et, de l'autre, comme capital fictif. Dans le premier cas, ils ne sont pas dans les caisses des banquiers, mais remplissent une fonction dans la circulation du capital qui se trouve en possession des industriels et commerçants. Dans le deuxième cas, ils fonctionnent comme de simples registres comptables, « (...) dans la mesure où les divers avoirs des déposants s'équilibrent réciproquement au moyen de chèques qu'ils tirent sur leurs dépôts et qui s'annulent les uns les autres » (Marx, 1978b : 132).

Enfin, le développement du système bancaire a permis aussi qu'une partie de la classe capitaliste se regroupe en fournissant des emprunts au public, en exécutant des fonctions d'organisation et d'approvisionnement du crédit et en permettant que le capital argent se développe davantage avec un système bancaire plus versatile et dynamique. Ainsi, le système bancaire a été une voie décisive amenant à la formation du *capital porteur d'intérêt* et du *capital fictif*⁴², que nous étudierons maintenant.

1.2- Le capital porteur d'intérêt

Le point de départ du *capital porteur d'intérêt* est le prêt de capital monétaire A_{1A} à un capitaliste emprunteur (B) qui, par hypothèse, utilisera les emprunts comme capital monétaire A_{1B} , servant parfois à l'achat de moyens de production ou de marchandises pour produire la plus-value ($\Delta + \Delta A$). Naturellement, si dans le cycle de reproduction du capital l'objectif était toujours d'en retirer un capital argent valorisé, avec le capital porteur d'intérêt le but central n'est pas différent. L'équation suivante nous donne une meilleure visualisation de ces étapes :

$$A_{1A} (A) - A_{1B} (B) \dots M \dots A'_{2A} - A'_{2B} (\Delta + \Delta A), \text{ où:}$$

$$\left\{ \begin{array}{l} A = \text{prêteur} \\ B = \text{emprunteur} \\ A_{1A} = \text{capital argent du prêteur} \\ A_{1B} = \text{capital argent de l'emprunteur} \\ M = \text{production de marchandises} \\ A'_{2A} \text{ et } A'_{2B} = \text{capital argent valorisé} \\ \Delta + \Delta A = \text{plus-value} \end{array} \right.$$

Le début du mouvement est l'argent du prêteur A que nous représentons comme le capital monétaire A_{1A} . Le capitaliste A met à la disposition son capital monétaire (A_{1A}) au capitaliste B qui va utiliser ces emprunts, maintenant capital monétaire A_{1B} , dans des activités productives ou commerciales. Leur objectif central est de le valoriser, de le transformer en capital. L'argent va parcourir la première étape de l'équation ($A_{1A} - A_{1B}$), jusqu'à son entrée dans le cycle productif M pour produire la marchandise.

⁴² Le caractère dialectique et l'absence de conclusion (à supposer que l'on ait besoin d'une...) de l'œuvre de Marx, surtout du Livre troisième du *Capital*, rendent difficile la séquence logique de ses catégories. Plusieurs auteurs marxistes contemporains ont aussi noté cette complexité. En fonction de quoi, nous avons mentionné précédemment l'idée du capital fictif.

Malgré l'équivalence des objectifs, si l'on se réfère au cycle du capital global, il y a là une différence fondamentale entre eux : dans le capital porteur d'intérêt, le capitaliste A ne consacre pas son argent directement à la production ; au contraire, il fournit au capitaliste B la capacité de mettre en œuvre son capital monétaire, de le transformer en marchandises nécessaires à la production, c'est-à-dire d'acheter la force de travail et les moyens de production. En vérité, le premier capitaliste offre la valeur d'usage de l'argent, la possibilité de le transformer en capital.

Il est clair que le capitaliste prêteur, le propriétaire de l'argent, va exiger, en contrepartie, une partie de l'excédent que l'utilisation de son capital monétaire initial génère. Comme capital porteur d'intérêt, il va demander sa part sur l'excédent fourni par la production. En tant que capital, son argent, utilisé productivement par l'emprunteur, sera valorisé dans le cycle du capital à partir de la génération de la plus-value, représentée dans l'équation précédente par $\Delta + \Delta A$.

1.2.1- L'intérêt dans le capital

La fraction destinée aux capitalistes prêteurs sera l'*intérêt* (ΔA) qui « n'est donc rien d'autre qu'une partie du profit que le capitaliste industriel [B] paie au propriétaire du capital » (Marx, 1976 : 556), dans notre cas le capitaliste A. Ainsi, la rémunération du capital porteur d'intérêt est l'intérêt. L'intérêt apparaît donc comme une catégorie différentielle vis-à-vis du capital argent initial et représente aussi une partie de la plus-value destinée au propriétaire du capital, le capitaliste prêteur. D'un autre côté, le profit industriel est la fraction du capital qui appartient au capitaliste, qui utilise du capital argent en l'insérant dans une activité économique.

En tant que capitaliste monétaire, propriétaire de l'argent, le premier recevra sa « récompense », l'intérêt, même s'il reste en dehors de la production. Le deuxième, le capitaliste productif, prendra sa part, la plus-value, directement dans la production qu'il contrôle. En réalité, la spécialisation capitaliste perpétue l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital en englobant une catégorie aussi mystérieuse qui apparaît, en principe, en dehors de la production. C'est donc à partir du développement de la division du travail entre capitalistes monétaires et productifs que s'effectue la conversion d'une partie du profit en intérêt.

Dès que se concrétise cette relation, il est clair que tout le profit ne sera pas destiné au capitaliste industriel, puisqu'une partie, retirée du profit brut, reviendra au capitaliste

monétaire. Pour le capitaliste industriel, « le reliquat du profit qui lui revient prend donc nécessairement la forme du profit industriel ou commercial ou, pour employer une expression allemande qui englobe les deux : la forme du profit d'entreprise⁴³ » (Marx, 1978b : 39).

Comme l'*intérêt* reflue vers le prêteur et que le *profit de l'entreprise* revient au capitaliste actif, c'est-à-dire à l'emprunteur, nous sommes amenés à comprendre qu'il y a plus qu'une division quantitative entre les parties. Il y a aussi une séparation qualitative puisque les deux catégories sont réparties entre différents capitalistes, bien que leur source soit la même.

À ce moment-là, nous pouvons déjà observer une étroite jonction entre l'intérêt et le profit et par conséquent avec la racine de l'excédent, le travail. Le capital argent, lorsqu'il se transforme en capital porteur d'intérêt, se convertit en marchandises nécessaires à la mise en fonctionnement de la structure productive du capital, mais il met en œuvre aussi du travail non payé, qui va générer un excédent qui ne revient pas aux ouvriers.

Dès le Livre premier, Marx (1948) affirmait déjà que la plus-value se divisait en fractions représentées sous différentes formes : le profit, l'intérêt, le profit commercial et la rente de la terre, impliquant donc que la corrélation entre la « sphère réelle-matérielle » du capital, caractérisée par la production, et la sphère « monétaire-financière » s'inscrivait dans un processus unique et totalisant.

Dans l'histoire du capitalisme, chacune de ces sphères a occupé une position économique et politique plus forte de manière à influencer de forme plus contondante la dynamique du cycle global. Dans la formation de la structure du système de crédit et du système bancaire, nous avons vu que toute la structure du financement était subordonnée à la production, aux capitalistes industriels. Pourtant, le capital de commerce et le capital porteur d'intérêt étaient « dominés » par le capital industriel⁴⁴, dans une relation plus étroite avec la sphère industrielle.

⁴³ Dans l'édition brésilienne de l'Abril Cultural, la traduction évoque plus l'entrepreneur (le capitaliste) que l'entreprise. De cette manière, au lieu du « profit d'entreprise », l'expression utilisée est « gain d'entrepreneur ».

⁴⁴ « Une fois la production capitaliste développée dans toute l'ampleur de ses formes, une fois qu'elle est le mode de production dominant, le capital porteur d'intérêt est dominé par le capital industriel et le capital commercial n'est qu'un aspect du capital industriel lui-même, dérivé du procès de circulation. Mais en tant que formes autonomes il faut que toutes deux soient d'abord brisées et soumises au capital industriel » (Marx, 1976 : 554). Une affirmation comme celle-ci renforce l'argumentation selon laquelle

Mais, la nature du système capitaliste de production reste toujours en mouvement, sans cesse en mutation, à la recherche de nouvelles formes d'accumulation pour faire face à la baisse du taux de profit. C'est pourquoi, les possibilités de changement dans la structure du pouvoir politique et économique du capital, entre les classes sociales aussi, restent présentes en toutes circonstances.

Contre l'idée de la « suprématie » initiale du capital industriel, une constatation s'impose maintenant : si la marchandise et l'argent prennent des caractères mystérieux pendant leur parcours, comme nous l'avons déjà vû auparavant, la *saga* du capital persévère aussi dans l'intérêt, quoique sous une forme encore dissimulée, puisqu'il devient du travail excédent. La théorie de la valeur, le sujet central, s'oppose et se nourrit de la force de travail en s'appropriant du travail non payé. Ainsi, l'« opposition au travail salarié exploité se trouve effacée dans la forme de l'intérêt ; car le capital porteur d'intérêt ne s'oppose pas, en tant que tel, au travail salarié, mais au capital en fonction » (Marx, 1978b : 44).

Le capitaliste prêteur (A) a une relation directe avec le capitaliste emprunteur (B), et non avec les travailleurs. C'est la raison pour laquelle le capital porteur d'intérêt détermine la forme de revenu tandis que ses racines donnent naissance aux rapports de production les plus fétichisés du capital. Car, dans le capital porteur d'intérêt, le capital apparaît comme une source autonome de la valeur et de la valorisation du capital. Et cette source est elle-même dans sa forme la plus réifiée possible ; l'appropriation du capital se fait sans travail, son existence est apparemment séparée de toutes les connexions avec l'excédent du travail.

Les citations suivantes sont très éclairantes :

« l'intérêt *apparaît* comme ce [qui est dû] au capital en tant que tel, séparé du procès de production ; (...) [l'intérêt apparaît comme] création de plus-value qui ne caractérise que la simple propriété du capital (...) la *forme fétichisée* du capital est achevée tout comme l'est l'idée du *capital-fétiche*. Ce qui engendre nécessairement cette configuration, c'est que la propriété juridique du capital se sépare de sa propriété économique et que l'appropriation d'une partie du profit, sous le nom d'intérêt, revient à un *capital en soi*, ou à un *propriétaire de capital*, totalement séparés du procès de production » (Marx, 1976 : 545-546).

le capital porteur d'intérêt devient une catégorie nécessaire du capitalisme, se caractérisant comme une forme de crédit.

Mais, on sait que le mystère du capital essaie de dissimuler la centralité du travail comme catégorie essentielle, même si les mouvements sont apparemment isolés. En tout cas,

« *l'intérêt* en soi exprime donc précisément l'existence des conditions de travail en tant que *capital* dans leur opposition sociale au travail et leur métamorphose en forces personnelles exerçant leur pouvoir sur le travail. Il résume le caractère *aliéné* des conditions de travail par rapport à l'activité du sujet (...) il ne le représente pas en opposition au travail, mais, au contraire, sans rapport avec le travail et comme un simple rapport entre un capitaliste et un autre capitaliste. Donc comme une détermination elle-même extérieure et indifférente au rapport du capital avec le travail » (Marx, 1976 : 582).

« L'intérêt, en soi, exprime justement l'existence capitaliste des conditions de travail, dans leur opposition sociale au travail, dans leur transformation en pouvoir personnel face au travail et sur le travail. Il représente la simple possession de capital comme le moyen de s'approprier des produits de travail d'autrui » (Marx, 1978b : 47).

Ces affirmations indiquent bien que, jusqu'à ce moment-là, le capital porteur d'intérêt était la forme la plus parfaite du fétiche, puisque c'est par A_{IB} que s'opère le retour à la production : « la médiation est effacée » entre le capitaliste prêteur (A) et tout le circuit est masqué, affirme l'auteur. Ainsi, le capital, à partir de la catégorie intérêt, continue son développement en occultant la source réelle de la plus-value et en mystifiant le procès de reproduction capitaliste : en vérité, il est plus difficile de reconnaître la plus-value dans l'intérêt que dans le profit.

Si le capital semble séparé de son procès, il devient maintenant $A - A'$; telle est la forme de la valeur qui se valorise elle-même, et où l'argent crée l'argent. Enfin, « *l'intérêt* et le *capital en tant que capital porteur d'intérêt* expriment la simple opposition de la richesse objectivée au travail et, par conséquent, l'existence de cette richesse en tant que *capital* » (Marx, 1976 : 564).

La forme sous laquelle cette face du capital, dissimulée dans la forme de l'intérêt, se présente à la société n'a pas été travaillée par Smith (1991). Cet auteur a identifié les « fonds prêtés à intérêt » en disant qu'« on peut regarder un capital prêté à intérêt comme une délégation, faite par le prêteur à l'emprunteur, d'une portion quelconque du produit annuel, sous la condition qu'en retour l'emprunteur lui délèguera annuellement, pendant tout le temps de la durée du prêt, une portion plus petite, appelée l'intérêt et, à

l'échéance du prêt, une portion pareille à celle qui a été originairement déléguée, ce qui s'appelle le remboursement » (*ibid*, p. 442).

Dans le chapitre où Smith traite de ce sujet, il n'y a aucune indication sur l'origine de l'intérêt ; il ne dit pas d'où viennent les ressources additionnelles qui se transformeront en intérêt payé au capitaliste emprunteur. Mais, d'un autre côté, ses indications confirment le fait que le capital porteur d'intérêt, de même que le capital commercial, étaient nés avant même la consolidation du capital industriel.

Pour nous, il faut renforcer l'idée que le capital porteur d'intérêt acquiert avec le système de crédit l'importante fonction de prêteur, nécessaire à l'extension du capitalisme et au financement de sa production. Ainsi, le capital porteur d'intérêt reste toujours associé à la logique du capital industriel. En même temps, le système de crédit fonctionne comme une sorte d'interlocuteur lors de la concession du capital monétaire aux emprunteurs. De plus, le capital porteur d'intérêt, malgré sa capacité de s'approprier une partie de la plus-value, permet que le capital industriel puisse reproduire le cycle global dans une échelle plus large. Donc, il fournit aux capitalistes industriels des aspects positifs à l'échelle de la production et de la reproduction capitaliste.

L'autonomisation du capital monétaire devenu capital porteur d'intérêt lui donne la capacité d'élargir aussi l'espace du système bancaire en le transformant d'une manière profonde. Par exemple, les banques s'installeront au sein du système pour exercer la fonction d'intermédiaires de prêts, d'administrateurs du capital monétaire. Au même moment, pour rendre possible leur multiplication, une grande partie du capital bancaire peut être convertie en capital porteur d'intérêt et plusieurs institutions pourront mettre aussi des crédits à la disposition du public en contrepartie d'un paiement d'intérêt.

Les banques disposent alors du capital de prêt de plusieurs manières : elles concentrent le capital argent, l'épargne des producteurs et des commerçants et, en outre, gardent les dépôts des capitalistes monétaires qu'elles peuvent emprunter. De cette façon, le système bancaire et le crédit bancaire, selon Hilferding (1970), acquièrent une indépendance face au crédit commercial, laquelle implique une certaine supériorité du banquier, puisque le crédit bancaire s'impose et contrôle les relations du marché.

En analysant historiquement le capital monopoliste et l'empire de la haute finance aux États-Unis dans la première moitié du XX^e siècle, Perlo (1974) souligne le contrôle hégémonique des banques et institutions financières et réaffirme la nécessité

d'appréhender leurs stratégies pour pénétrer véritablement dans le centre de décision des politiques. En se fondant sur les idées de Hilferding et Lénine, l'auteur affirme :

« il ne s'agit donc pas d'une conquête de l'industrie par des groupes financiers, ou vice versa, mais de la fusion de l'une et des autres pour former une nouvelle *oligarchie financière* (...) cette oligarchie n'est en aucune façon unifiée. Elle comprend différents groupes, dont chacun possède sa sphère d'influence propre (...) le développement de cette nouvelle oligarchie financière et de ses ramifications accélère puissamment la concentration réelle du pouvoir économique. Car, si *deux cents grandes sociétés dominent la vie économique du pays, huit centres de la haute finance contrôlent la presque totalité de ces deux cents sociétés* »⁴⁵ (*ibid*, p. 59).

Dans une relation d'interdépendance, le développement du système de crédit et du système bancaire permettent aussi l'augmentation du capital d'intérêt dans l'économie. Mais il faut toujours savoir que le développement du circuit financier s'opère à partir du besoin d'élargissement du cycle global du capital, c'est-à-dire que ce ne sont pas les institutions financières qui déterminent la croissance interne du capital, mais, au contraire, la logique de la valeur qui lui donne son impulsion. En outre, la constitution d'un appareil bancaire renforce ce mouvement.

En fait, les premiers mystères du rapport de la marchandise et de l'argent continuent à travers la forme du capital porteur d'intérêt, celui-ci dépendant et subordonné à la logique du capital productif. À présent, nous allons étudier le capital fictif, une expression encore plus raffinée du processus de substantivation de la valeur et de la dématérialisation de l'argent

1.3- Le capital fictif

Malgré l'intitulé du Chapitre XXV du Livre troisième du *Capital*, « Le crédit et le capital fictif », c'est surtout dans les Chapitres XXIX, « Composantes du capital bancaire », et XXX, « Capital argent et capital réel », que, à notre avis, Marx a fait un exposé plus direct et plus précis du capital fictif.

Même si Marx n'a pas pu mener à terme toutes ses idées sur le capital fictif dans ses œuvres, surtout que l'époque qu'il a vécue était celle d'un capitalisme encore en

⁴⁵ Dans le Cuba pré-révolutionnaire, les groupes Morgan et Rockefeller contrôlaient, totalement ou partiellement, plusieurs des activités productives et financières dans un extraordinaire processus de concentration et centralisation de la richesse. On peut citer la production sucrière, les mines, le tabac, les biens de consommation, la banque et la finance, les chemins de fer, le téléphone, l'énergie, les fruits... Pour plus de détails, voir Herrera (2002).

formation, il a laissé des éléments fondamentaux qui permettent de comprendre les mouvements fictifs du capital contemporain, ainsi que ses caractéristiques au sein de l'accumulation capitaliste mondiale.

Évidemment, tous les éléments nécessaires à la compréhension de la catégorie du capital fictif restent toujours liés au développement du crédit, du système de crédit et du système bancaire. En vérité, c'est le capital monétaire qui le conduira à une reproduction élargie, et qui prend une forme encore plus « imaginaire », plus « irréaliste » que le capital de prêt (capital porteur d'intérêt). Si l'expansion de celui-ci, au-delà d'apparaître comme une source autonome de valorisation, dès lors que l'intérêt est approprié sans travail et que son existence apparaît au monde capitaliste séparée de la plus-value, c'est avec le développement du système de crédit pour financer la production que le capital porteur d'intérêt a pris une grande dimension. Mais, on sait déjà qu'au même moment où il s'approprie une partie de la plus-value créée dans le secteur productif, le capital porteur d'intérêt augmente l'efficacité de la production et de la reproduction du capital.

Mais, maintenant, la complexification et l'autonomisation du schéma de la reproduction financière capitaliste continuent à un degré encore plus sophistiqué que celui du capital porteur d'intérêt. En supposant même que le capital de prêt « n'existe simplement que sous la forme d'argent réel, d'or ou d'argent, marchandises dont la matière sert d'étalon des valeurs, nécessairement, une grosse partie de ce capital monétaire est purement fictif (...) » (Marx, 1978b : 169).

De même que pour le capital porteur d'intérêt, Marx suggère aussi que l'argent, à mesure qu'il fonctionne dans la circulation du capital, constitue parfois la figure du capital argent, mais pas encore celle du capital de prêt. Mais, dès son utilisation dans le système de crédit, c'est-à-dire lorsqu'il est transformé en capital porteur d'intérêt, il n'existera que comme un droit au revenu futur anticipé, sous forme de titres.

Ici, le « divorce » déjà évoqué, au plus strict sens dialectique, « entre le capital réel et la masse des titres négociables, déjà prononcé par suite de la surcapitalisation de beaucoup de sociétés par actions, devient dès lors total. La masse des titres ne représente plus qu'un *capital fictif* qui, sous l'apparence d'une fraction du capital social total, cache son véritable caractère : celui d'être un simple titre de revenu, donnant droit à la participation au partage de la plus-value sociale » (Mandel, 1962 : 99).

En principe, l'accumulation des droits sur la production future reste attachée, sous forme de capital porteur d'intérêt, à une accumulation réelle, qui provient de la transformation du capital monétaire dans la sphère de valorisation du capital. Cette forme, disait Marx, est la forme la plus fétichisée du capital ($A - A'$), même si elle contribuait à l'élargissement du capital industriel.

Néanmoins, « à mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroits tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes. La majeure partie de ce « capital argent » est purement fictive » (Marx, 1978b : 132-133). En effet, « tout dans ce système de crédit se dédouble et se détriple et se mue en simple fantasmagorie ... » (*ibid*, p. 134), c'est-à-dire illusoire, fictive.

Selon Harvey (1996 : 171-172), « ce capital [fictif] est défini comme le capital qui a une valeur monétaire nominale et une existence sous la forme papier, mais qui, à un moment, n'a pas de base en termes d'activités productives réelles ou d'actifs matériels. Le capital fictif se convertit en capital réel dans la mesure où sont faits des investissements qui portent à un accroissement adéquat dans des actifs utiles (par exemple, installations et équipements qui peuvent créer des emplois rentables) ou marchandises utiles (biens et services qui peuvent être vendus avec profit) ». Si cet argent de crédit est prêté en tant que capital, il devient aussi du capital fictif (Harvey, 1982 : 266).

Ici, nous ne sommes pas en accord avec Harvey et pas plus qu'avec d'autres, comme Paula *et alii* (2001), Corazza (1999) et Katz (2002), qui ont une perspective similaire à celle-ci. Nous croyons qu'à partir du moment où l'argent de crédit entre dans le cycle du capital en tant que capital, c'est-à-dire comme capital argent impliqué dans une activité productive, réelle, il sera du capital porteur d'intérêt et non du capital fictif. Ce malentendu vient du fait que le capital porteur d'intérêt, que finance la production et la circulation, et le capital fictif ce sont de catégories diverses, en dépit du fait que la deuxième naisse comme conséquence de l'existence généralisée de la première. Dans le capital fictif il n'a aucune substance réelle et il ne contribue en rien à la production ou à la circulation de la richesse, au moins dans le sens qu'il ne finance ni le capital productif, ni le commercial (Carcanholo et Sabadini, 2008).

De plus, le capital fictif est cette forme de capital dont la valeur dérive d'un flux de revenu correspondant à un capital déjà réalisé, auquel s'applique un taux d'intérêt, de sorte que le propriétaire du capital commence à gagner une rémunération sans contrepartie en capital productif. De cette façon, le capital fictif dissimule encore plus les connexions avec le processus réel de valorisation du capital, en consolidant l'image qu'il se valorise par lui-même, dans des transactions d'achats et de ventes spéculatives.

Si Marx parlait du capital porteur d'intérêt comme une forme mythifiée, avec le capital fictif cette conformation assume un aspect plus complexe et plus dématérialisé. Alors, le capital porteur d'intérêt ne peut pas être confondu avec le capital fictif qu'il produit. Le capital fictif produit dans ces conditions est comme « le reflet dans un miroir du capital porteur d'intérêt »; ils sont deux capitaux différents, le premier est *réel* et le deuxième est soumis à la dialectique *réelle-fictive*, et le fait que le capital fictif est, en même temps, fictif et réel doit paraître simplement une contradiction en termes. Et c'est justement dans cette dialectique réelle-imaginaire que sa notion prend tout son sens (Carcanholo et Sabadini, 2008).

Il est vrai que dans les mouvements financiers, surtout à partir de l'augmentation du capital fictif dans le capitalisme contemporain, le capital porteur d'intérêt tend à être confondu avec le capital fictif, car ses mouvements sont à chaque fois plus entrecroisés et mélangés. Mais cette complexité n'a pas de raison d'être quand affirme que le capital fictif peut financer l'accumulation réelle. C'est vrai aussi que le titulaire d'une certaine masse de capital fictif peut échanger, sur le marché, son capital par une autre forme qui vise à financer la production ou la circulation du capital. Toutefois, s'il le fait, le capital fictif simplement change de mains, de sorte que le volume total dans l'économie ne soit pas altérée (Carcanholo et Sabadini, 2008)⁴⁶.

Regardons maintenant la définition du capital fictif donnée par le « Dictionnaire d'Économie Politique » publié en URSS dans l'édition de Borísov, Zhamin et Makárova et qui a été traduit en espagnol en 1965 par Augusto Vidal Rogey. Le capital fictif est le

« capital sous forme de titres de valeur, qui fournissent une recette grâce à laquelle il les possède. Les titres de valeur – actions, obligations des entreprises capitalistes et des prêts de l'État, cédules d'imposition des banques hypothécaires – manquent de toute valeur intrinsèque. Ces titres sont un témoignage du fait que l'on a accordé de l'argent en prêt ou

⁴⁶ Sur cette discussion, on a proposé une typologie du capital fictif : le « capital fictif type 1 » et le « capital fictif type 2 ». Pour plus détails, voir Carcanholo et Sabadini (2008).

pour créer une entreprise capitaliste ; pour ce motif ils confèrent à son possesseur le droit de percevoir régulièrement la plus-value, créée dans le processus de la production capitaliste. Celui qui est propriétaire des actions reçoit par elles, annuellement, une recette sous forme de dividende, et celui qui est propriétaire d'obligations la reçoit sous forme d'intérêts. Le mouvement de ces titres de valeur s'effectue sur la Bourse des Valeurs. Contrairement au capital réel investi dans les différentes branches de l'économie, le capital fictif ne constitue pas une richesse réelle, et pour ce motif il ne remplit aucune fonction dans le processus de la reproduction capitaliste. Son caractère illusoire apparaît avec une clarté singulière pendant les faillites boursières, quand les actions et les obligations sont dévalorisées dans plusieurs milliers de millions d'unités monétaires, bien que de cette façon la richesse sociale effective ne diminue pas. D'autre part, la hausse ou la baisse du prix de vente des actions et des obligations, la spéculation, constituent un moyen efficace permettant à la grande bourgeoisie de s'enrichir au prix de la ruine des détenteurs petits et moyens de titres de valeur. Avec le développement capitaliste, le capital fictif très rapidement s'accroît plus que le capital réel. On le doit au vaste développement qu'atteignent les entreprises capitalistes sous forme de sociétés anonymes, à la croissance des recettes perçues par les titres de valeur étant donné l'augmentation des profits des monopoles et à la réduction de la quote-part d'intérêt de prêt, ainsi qu'à l'augmentation de la dette de l'État. Le capital fictif croît avec une rapidité singulière dans l'étape actuelle du développement capitaliste. Ce qui est un exposant du processus en vertu duquel la concentration de la richesse de la société capitaliste et de l'oligarchie financière se poursuit et le caractère parasitaire du capitalisme s'intensifie ».

Sur cette définition, nous faisons une seule observation : contrairement à l'idée que le capital fictif « n'effectue aucune fonction dans le processus de la reproduction capitaliste », nous jugeons que celui-ci, au moins du point de vue du capitaliste individuel, remplit certaines fonctions importantes dans le capitalisme, comme on le verra pendant l'exposé du texte.

Le fait est que le développement du capitalisme contemporain, caractérisé spécialement par la progression du capital fictif (actionnaire et obligataire), présente des éléments d'une importance majeure pour mieux comprendre l'émergence de cette forme réifiée du capital. La croissance du capital fictif a commencé surtout à partir des années 1960 et est en train de trouver des impacts négatifs significatifs sur la sphère productive, qui est de plus en plus obligée de produire des profits équivalents ou proportionnels à la sphère financière du capital, à partir d'une baisse et d'une croissance économique instable,

d'un déclin sur les investissements productifs, rendant pire les indicateurs du monde du travail, comme nous le montrerons dans les chapitres suivants.

Mais, à notre avis, peut-être le plus important est que l'on croit que, avec le capital fictif, la forme d'autonomisation de la valeur est plus réifiée, plus mystifiée vis-à-vis du capital de prêt (capital porteur d'intérêt), mettant ainsi à un niveau plus élevé le caractère fétichiste des marchandises, de l'argent, et par conséquent du capital. Comme l'affirmait Hilferding (1970 : 205), « c'est l'apparition de ce marché du capital fictif qui donne à la spéculation la possibilité de s'exercer ».

Ainsi, le capital fictif dissimule encore plus toutes les connexions avec le procès réel de valorisation du capital, en consolidant l'image d'un capital indépendant qui se valorise par lui-même, surtout sur les marchés d'achats et de ventes spéculatifs. Comme a expliqué Marx (1978b : 129) « il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès réel de mise en valeur du capital et l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s'en trouve renforcée ».

Ensuite, si, dans le capital porteur d'intérêt on voit un rapprochement direct avec le capital industriel, ici, dans la sphère fictive, celui-ci n'accomplit pas nécessairement de fonctions dans le cycle du capital industriel, et devient même « dispensable ». Si, par principe, le capital fictif n'agrège pas de valeur, il exige néanmoins de la rémunération. Une partie de celle-ci vient du paiement d'intérêt, comme pour le capital porteur d'intérêt. Par ailleurs, elle est fournie aussi par un profit obtenu dans les oscillations de prix aux marchés spéculatifs d'actions et d'obligations. Dès lors, ces rémunérations sont des transferts de valeur-excédent qui sont produits par d'autres capitaux.

En fait, le principe du crédit, qui permet d'acheter sans vendre et/ou vendre sans acheter, engendre déjà la spéculation. Cette transaction « fait de l'échange une activité professionnelle particulière ; c'est-à-dire elle fonde le *corps des commerçants*. Cette séparation a rendu possible une masse de transactions avant l'échange définitif des marchandises et elle met une masse de personnes en mesure d'exploiter cette dissociation. Elle a rendu possible une masse de *transactions fictives* » (Marx, 1980 : 138), en conservant sa tendance à dépasser ses propres limites.

Par le fait que le capital bancaire est composé d'argent, de titres (valeurs d'État, bons du trésor), d'actions et de dépôts et billets, tous ces ordres qui donnent le droit à un gain

futur qui se multiplient à travers diverses transactions, opérées dans un « monde de papiers », selon l'expression de Marx, sont présents dans la catégorie fictive du capital qu'il appelle *capitalisation*. Ici, la substantivation de la valeur-capital et la dématérialisation de l'argent acquièrent un mouvement encore plus immatériel dans la constitution du système monétaire et financier capitaliste.

Ainsi, et dans une perspective purement dialectique, ce capital fictif est réel et irréel à la fois. D'un côté, il est réel par rapport à l'acte individuel de chaque capitaliste : c'est-à-dire que l'individu exige un paiement des emprunteurs, sous la forme de l'intérêt ou du profit, qui représente un gain effectif pour lui-même, et transforme les « propriétés de papiers » en « capital ». Toutefois, dans une perspective totale du système capitaliste, auquel appartiennent l'ensemble des capitalistes, le capital fictif n'a pas de substance dans la logique de la valeur-travail. Donc, il est « irréel » car il n'aide pas la sphère de la production, où il se multiplie à partir d'un mouvement « indépendant ». Sa multiplication s'effectue à partir des titres de crédit sur le revenu futur et sur les circuits d'achats et ventes des actions dans le marché spéculatif.

En démystifiant encore plus la catégorie du capital fictif, Nakatani et Carcanholo (2001) affirment que tant que le capital porteur d'intérêt exécute une fonction utile et indispensable à la circulation du capital industriel, il ne peut être considéré comme parasitaire. En revanche, le capital fictif est totalement parasitaire ; il ne remplit pas de fonction nécessaire dans la logique du capital industriel, sa rémunération étant un fardeau pour lui-même. De plus, le capital fictif a tendance à dépasser ses limites, comme lors d'une « explosion » de la dette publique par exemple, et il devient un problème pour le capitalisme. En s'autonomisant plus, en dépassant en volume les frontières des limites acceptées par la reproduction du capital industriel, le capital fictif se transforme en *capital spéculatif parasitaire*. Le capital spéculatif parasitaire, quoique richesse fictive, se substantive par rapport à la valeur. Alors, du point de vue de l'apparence, le capital spéculatif parasitaire est réel. Du point de vue de l'essence, il est fictif et réel en même temps, dialectiquement.

S'il exige une rémunération, elle s'obtient par le transfert de l'excédent du capital productif qui est toujours pressé d'augmenter l'exploitation de la force de travail grâce au développement de la force productive du travail. À chaque fois, l'expansion du crédit et l'agrandissement des formes fictives de rémunération du capital contribuent à la diffusion du capital fictif au-delà de l'accroissement de l'accumulation réelle du capital.

Il est vrai que cette expansion a des limites qui, régulièrement, s'expriment dans les crises monétaires et financières capitalistes.

En se différenciant par rapport au capital porteur d'intérêt, bien que tous deux fassent partie d'un même *fil conducteur* (comme nous l'avons vu dans la figure 3), le capital fictif a un mouvement « indépendant » vis-à-vis du capital industriel et, dans certaines limites, il interfère dans la trajectoire d'accumulation capitaliste. On peut donner l'exemple des crises financières qui apparaissent à côté des mouvements spéculatifs et qui exercent une influence directe sur tous les canaux du système économique.

Dès lors, le développement et la concentration du système de crédit et du système bancaire, ainsi que l'augmentation de la masse du capital de prêt sans aucune liaison avec l'accumulation réelle – où les prix réels sont nuls et apparaissent seulement sous la forme de billets de banque, d'effets de commerce, de titres et d'espèces métalliques –, provoquent des changements dans la structure productive capitaliste⁴⁷ et, *de facto*, dans la lutte des classes.

À ce sujet, Hilferding (1970 : 145) soutient, dans un raisonnement plus lié à la structure productive du capital qu'à la lutte des classes, qu'« avec l'extension du système de crédit, le volume du capital de chaque entreprise est réduit au minimum, et que la moindre nécessité se présentant brusquement d'un accroissement de moyens liquides, exige une opération de crédit, dont l'échec pourrait signifier la banqueroute pour l'entreprise. C'est le fait de disposer de capital-argent qui donne à la banque la suprématie sur l'entreprise, dont le capital est fixé en tant que capital de production ou capital-marchandises ».

Au stade dont parle l'auteur, l'histoire du pouvoir économique et politique du capital industriel avait déjà basculé. Au début, comme nous l'avons vu, le capital industriel créa et contrôla le capital commercial et le capital porteur d'intérêt avec l'objectif de financer et de réduire ses coûts, en mettant en place un processus d'autonomisation des formes fonctionnelles du capital. Avec le capital fictif, le rôle et la relation de

⁴⁷ Dans une approche plus directe de la concentration industrielle, Blackburn (2006) soutient que les techniques de la révolution financière – produits dérivés, swaps (échange financier), hedge (couverture) – peuvent être employées simplement pour assurer une société contre le risque du marché. Mais plusieurs de ces dispositifs se prêtent à manoeuvrer les paramètres de base d'une entreprise. Le culte de la valeur actionnaire et de la technologie financière a pu sembler créer un gain immédiat hors de n'importe quelle fusion ou acquisition.

dépendance ont été transformés, au moins du point de vue de la subordination initiale par rapport au capital industriel⁴⁸.

Si l'économie capitaliste doit être éternellement comprise dans une perspective globale qui couvre la sphère productive et financière, actuellement, avec l'agrandissement de la partie fictive du capital et l'extension du système de crédit et du système bancaire, l'interférence du circuit financier-fictif dans l'économie d'un pays ou dans le quotidien d'une entreprise particulièrement est intense. Les mécanismes d'influence sur la sphère réelle-matérielle sont divers et passent tant par la voie de la politique macroéconomique que par l'organisation, la gestion et la restructuration des entreprises. Au plan macroéconomique, la dette publique et le marché boursier en sont deux formes importantes.

1.3.1- Le marché obligataire

Le développement du système de crédit international et l'agrandissement de ses instruments financiers ont accentué le processus d'endettement d'État par le mécanisme de la dette publique. L'État, en utilisant recettes de ses impôts, doit payer à ses créanciers, qui ont la propriété des titres publics, une somme d'intérêt pour le capital emprunté. À partir de quoi, il maintient et reproduit le circuit de la dette, alimentant la transformation du capital argent en capital fictif. L'instrumentalisation du capital fictif par l'État, en apportant une garantie et en assurant la multiplication des canaux d'irrigation du système de crédit, fonctionne comme un mécanisme d'accumulation et de centralisation du capital, en transférant une partie de la plus-value produite dans la sphère productive vers la sphère financière.

D'un autre côté, la concentration et l'administration des épargnes privées appliquées dans les marchés divers par les fonds d'investissements, par les fonds de pensions, par les banques commerciales et d'investissements et par les entreprises financières, ont agrandi l'offre du crédit mondial et ont contribué également par une plus grande interférence des institutions financières dans le système financier global⁴⁹.

⁴⁸ Cette affirmation n'indique pas que le capital industriel reste dans le capitalisme contemporain isolé et séparé des autres fractions du capital. Au contraire, il tire aussi des bénéfices, malgré certaines contradictions, du marché spéculatif. De plus, il adopte comme paramètres les indicateurs et les stratégies du marché financier, qui forment les « suggestions » des banques et institutions financières qui font partie des Conseils d'administration des entreprises.

⁴⁹ Les institutions financières de tous les types accumulent aussi des quantités énormes de dettes pendant qu'elles essayent de créer l'argent emprunté par l'argent. Ces dettes engagées par les institutions financières n'ont aucun effet stimulateur sur la production. Relativement peu de gens sont employés au

Mais une question se pose à présent : d'où viennent les ressources qui vont aider à payer les intérêts ? Si on regarde d'un point de vue individuel, on va dire – ce qui est vraie – qu'il y a un droit « naturel » des créanciers à avoir un prix additionnel sur le total qui leur a été emprunté, comme une « justice naturelle » de gagner un intérêt vis-à-vis du capital monétaire initial. Mais, du point de vue de la totalité, de l'essence, on sait que le paiement d'intérêt vient d'une partie d'excédent produit par la valeur-travail, à partir du processus d'exploitation de la force du travail.

Quand on regarde la dette des entreprises privées, le paiement sera effectué à partir de leurs recettes venues de leur production et des ventes de leurs marchandises, en ayant une relation directe d'appropriation d'excédent produit par leurs travailleurs. Dans le cas de la dette publique, le créancier va recevoir de l'État un paiement qui est venu de son budget, de même que constitué par les recettes des impôts qui sont payés (en grande partie ou totalement) par les travailleurs. Alors, dans ce cas, le prix payé aux créanciers vient des recettes annuelles de l'État, c'est-à-dire du produit des impôts⁵⁰. De cette manière, les impôts illustrent une partie de la plus-value qui est appropriée par l'État et qui est distribuée entre les diverses fractions de classe de la société, conforme à leurs capacités d'influencer les décisions politiques et économiques d'État.

Alors, on peut dire que la recette des impôts, « pour autant que nous ayons étudié jusqu'ici la forme intrinsèque de l'accumulation du capital-argent et de la richesse monétaire, ... se résolvait en accumulation de droits de propriété sur le travail » (Marx, 1978b : 138). Dès lors, les impôts sont payés par une partie de l'excédent du travail, par une partie de la plus-value, où l'État exécute la fonction de s'approprier et de transférer ces ressources entre les classes. *Donc, les ressources qui rémunèrent les transactions financières des obligations de la dette publique et privée viennent du travail, dans une liaison fortement dissimulée avec la sphère de la production.*

service de la spéculation si l'on compare à d'autres utilisations plus productives du capital. Des bénéfices résultant de ces transactions dettes-financées sont rarement transformés en investissement dans les usines ou les sociétés du secteur des services qui créent l'emploi. Ou plutôt ces bénéfices spéculatifs sont normalement employés pour produire encore plus de bénéfices par divers autres arrangements de la spéculation, ou assurer le mode de vie des plus riches. C'est la stagnation de l'emploi et l'opulence des bénéficiaires principaux de l'expansion financière (Magdoff, 2006).

⁵⁰ Comme a dit Goldner (2003), « le véritable capital existant sous forme de titres papier de richesse n'est pas simplement, comme le mouvement $A - M - A'$ du capital dans le modèle pur, une relation sociale de production ; ces titres papier revendiquent la richesse future, d'où qu'elle vienne. De plus, contrairement au capital décrit dans le modèle « pur » des Livres I et II, ces titres papier bien réels ne peuvent exister que dans un marché régulé par un état et sa banque centrale (et ceci aussi ne figure que dans le Livre III), c'est-à-dire avec le soutien de la puissance armée de l'état et du pouvoir de l'état de décréter l'impôt ».

Mais ici, il faut avancer dans la discussion à partir d'une observation très importante : la rémunération des actifs financiers ne se donne pas seulement par la redistribution de la plus-value générée dans le secteur productif, ce qui équivaut à dire que les gains des spéculateurs dans les marchés financiers ne sont pas toujours rémunérés par une partie d'excédent du travail. Une partie fictive des transactions sont liées simplement à des mouvements spéculatifs, sans relation directe avec la partie matérielle du capital, ce que nous appelons *profits fictifs* (Carcanholo et Sabadini, 2008). Cette indication peut paraître une contradiction, vis-à-vis de la théorie de la valeur chez Marx, car elle est détachée de l'excédent venu de la production et du travail. Mais, les mouvements de déréglementation et libéralisation du système de crédit international associé à l'agrandissement du capital fictif dans le capitalisme contemporain, ont trouvé de nouvelles caractéristiques au système de crédit international où le caractère de dématérialisation de l'argent de crédit acquiert un niveau très élevé, ce qui était évidemment impossible à Marx de prévoir à son époque.

Pour nous, l'une des caractéristiques centrales du profit fictif c'est qu'il est, du point de vue individuel, un profit *réel*, comme n'importe quel autre ; c'est-à-dire que l'acte d'investissement d'un individu isolé dans le marché financier est réel et ne se distingue pas d'un autre type de profit. Au même instant, dans une perspective de totalité, ces profits *sont réels et fictifs au même temps*, car il est un profit mais qui n'est pas dérivé directement de la valeur-travail, de la plus-value. Enfin, le profit fictif apparaît et disparaît d'un moment à l'autre, d'une heure à l'autre, dans les mouvements spéculatifs du marché financier. De toute façon, malgré que le profit fictif ne provienne pas nécessairement de la plus-value, il interfère, même qu'indirectement, dans le marché réel, productif, à partir, par exemple, de l'instabilité qu'il génère dans le système économique.

Mais, nous ne sommes pas seuls dans ces affirmations. Ces rémunérations venues purement de la spéculation ont été appelées par Hilferding (1970) des *gains différentiels*. Selon lui, « les gains ou les pertes de la spéculation ne proviennent par conséquent que des différences des appréciations à chaque moment des titres d'intérêt. Ils ne sont pas du profit, une participation à la plus-value, mais ne proviennent que des différences d'appréciation concernant cette partie de la plus-value qui revient aux propriétaires d'actions, différences qui, nous les verrons, ne sont pas provoquées par des changements dans le profit vraiment réalisé » (*ibid*, p. 200). Pendant que le profit du

capitaliste est fourni par l'exploitation directe de la force du travail, « les spéculateurs ne gagnent que les uns sur les autres », sous le signe du « gain différentiel ».

En fait, l'interprétation de Hilferding sur les « gains différentiels » prend en compte le mouvement spéculatif et son indépendance vis-à-vis de la production de plus-value. De ce point de vue, il y a une approximation entre nos idées. Cependant, il y a une grande différence entre nous : pour Hilferding le *gain différentiel* de l'un est une perte pour les autres, étant le résultat des transactions d'une somme égale à zéro. À notre avis, cela n'est pas nécessairement correct. La valorisation spéculative des actifs constitue un profit qui ne correspond à aucune perte, pour personne. En outre, les intérêts de la dette publique reçus par le capital, dès lors qu'ils ne sont pas financés par un excédent primaire, mais payés par l'accroissement de la dette elle-même, constituent profit pour celui qui est propriétaire du capital, sans qu'ils constituent perte pour aucun autre particulier, même s'ils ne proviennent pas de l'exploitation des travailleurs (Carcanholo et Sabadini, 2008).

Il est vrai que, dans les mouvements spéculatifs, par exemple dans le cas de la bourse des valeurs, quelques uns gagnent et d'autres perdent. Ceux qui achètent lors de la baisse et vendent lors de la hausse, évidemment ils gagnent. Mais cela est tout autre chose ; il s'agit là d'une question de distribution entre les spéculateurs qui possèdent le capital fictif. Ce qui nous intéresse d'analyser ici, c'est le problème pris dans sa totalité : ainsi la hausse spéculative de la bourse résulte d'un accroissement du total du capital fictif et, par conséquent, de l'apparition du profit fictif. La baisse de la bourse va signifier une réduction du volume du capital fictif et, par conséquent, l'apparition d'une perte qui peut représenter une simple destruction des profits fictifs précédents. Quand les profits fictifs sont « produits » par la spéculation, ils élèvent le volume total du capital fictif existant dans l'ensemble de l'économie ; quand le marché présente des signes de crise, il détruit du capital fictif et cette destruction va apparaître comme si elle était une destruction de richesse réelle et, de fait elle l'est, mais seulement exclusivement du point de vue de l'acte individuel et isolé (Carcanholo et Sabadini, 2008).

Mais revenons à la question précédente du paiement des intérêts de la dette : « le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'État, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'État n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en

tant que capital (...) le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif » (Marx, 1978b : 127-128)⁵¹. Et, dans une affirmation qui souligne encore plus le caractère d'autonomisation du capital fictif par rapport au capital porteur d'intérêt, Marx conclut : « Néanmoins, nous allons le voir, ce capital fictif est doté d'un mouvement propre » (*ibid*, p. 128).

Un mouvement propre qui, au-delà de son caractère autonome, immobilise et absorbe une quantité de ressources qui va rémunérer les créanciers et leur « appétit » de gains futurs, en alimentant le circuit d'accumulation fictive du capital, de même que la multiplication d'une classe de créanciers de l'État dans un cadre d'endettement et de centralisation de la richesse capitaliste.

Engels disait déjà, dans le Troisième Livre du *Capital*, que la multiplication du capital fictif avait pris un développement considérable grâce aux *financials trusts* qui achetaient des titres porteurs d'intérêt, comme les titres d'État, d'une municipalité, les actions de diverses entreprises, amplifiant les dimensions quantitatives et qualitative du capital spéculatif.

En vérité, l'accumulation du capital de la dette publique signifie la multiplication d'une classe de créanciers d'État « qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts » (Marx, 1978b : 138). Sismondi, cité par Marx, réaffirme que « les fonds publics ne sont pas autre chose que le capital imaginaire qui représente la partie du revenu annuel, affectée à payer la dette. (...) de nouvelles richesses cependant doivent naître du travail et de l'industrie ; une portion annuelle de ces richesses est assignée par avance à ceux qui ont prêté celles qui ont été détruites ; cette portion sera ôtée par les impôts, à ceux qui les produiront, pour être donnée aux créanciers de l'État (...) » (*ibid*, p. 138).

La nature surréaliste et concrète de ces affaires montre « que même une accumulation de dettes arrive à passer pour accumulation de capital, on mesure à quel degré de perfection atteint la dénaturation des choses qui se produit dans le système du crédit »

⁵¹ Malgré le caractère illusoire de la dette, il est vrai qu'au moins une partie de celle-ci peut être convertie en capital productif, réel. Nous parlons de la possibilité qu'une fraction de la dette, publique ou privée, soit transformée en investissements. Par hypothèse, cela permet la création de la richesse productive qui demandera de nouveaux moyens de production et l'embauche de la force de travail. *Mais, dans ce cas-là, le capital fictif devient capital porteur d'intérêt*. Il faut prendre en compte que le prix de rémunération de la dette oscille à partir de conditions indépendantes du capital réel-productif. C'est l'expression dialectique de la dette : « même lorsque la créance – le titre – ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire » (Marx, 1978b : 129).

(Marx, 1978b : 139). Se développe alors une espèce de plateforme de valorisation fictive et d'exploitation de la force de travail⁵².

Il est clair que la dette publique représente dans le système capitaliste une forme d'accumulation primitive. Ainsi, se constitue comme une forme dissimulée de l'exploitation de la force du travail, de l'absorption de la valeur, par un mécanisme complexe et représentatif du capital fictif. Elle a des « qualités naturelles », a dit Marx, qui lui permettent de transformer l'argent improductif en capital. « Les créiteurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire ». À part la création de la classe des rentiers, « la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bureaucratie moderne » (Marx, 1977 : 197).

1.3.2- Le marché actionnaire

L'extension du système de crédit a aussi amené la formation des sociétés par actions, avec ses conséquences diverses sur la formation et l'accumulation de capital des entreprises : que ce soit dans le domaine de la structure compétitive du marché et de sa conséquente monopolisation ou au niveau de l'élargissement de la sphère fictive du capital.

Avec la disponibilité du crédit, les entreprises pouvaient agrandir leur échelle de production en se transformant en *sociétés par cotisation (par actions)* ; grâce à quoi les capitalistes et les institutions financières qui investissent leurs capitaux argent dans ces sociétés sous forme d'action et d'obligations, normalement négociables en Bourse⁵³, demanderont en contrepartie un taux d'intérêt moyen lié au profit réalisé. On appelle ce gain *dividende*.

⁵² Delaunay (2006 : 3) évoque indirectement le caractère dialectique de cette relation : « ce capital tend alors à devenir encore plus autonome du capital productif engagé. Mais il ne peut en être indépendant. Car si l'on retient l'hypothèse de Marx selon laquelle le travail vivant est, avec la nature et les connaissances accumulées, la source de toutes les richesses, il faut bien que du travail vivant ait été dépensé quelque part pour être ensuite approprié privativement sous forme de valeur, surtout dans le domaine des marchandises financières, d'essence symbolique ».

⁵³ Selon Foster (2006), le développement d'un système financier massif et sophistiqué lié à la finance des entreprises et aux opérations bancaires, portées sur le marché boursier (que Marx déjà de son temps a vu comme la base d'une vaste expansion du marché de crédit), était le produit du désir des investisseurs de limiter leurs risques liés à l'investissement dans la production par la possession de réclames « de papier ». De telles réclames de papier étaient liquides et facilement transmissibles, et ainsi séparées des « vrais » capitaux qui se trouvaient dans la société.

À la Bourse, lieu privilégié des transactions des actionnaires, « la propriété capitaliste apparaît dans sa forme pure en tant que titre de revenu, dans lequel est transformé automatiquement le rapport d'exploitation, l'appropriation du surtravail » (Hilferding, 1970 : 219). La traditionnelle relation de propriété, associée directement à la production, devient maintenant un titre de revenu, qui apparaît indépendant, détaché du processus de production et de reproduction du capital. C'est un mouvement qui ressemble à la transformation des formes de la valeur et à l'apparition de l'argent ; dans ce cas, la valeur-travail s'est transformée de nouveau dans un autre procès occulte, encore mystérieux.

Dans le « jeu » de la Bourse, le prix des actions varie par rapport à la capitalisation du dividende annuel, calculé au taux d'intérêt moyen. Comme une partie de celui-ci varie en fonction du taux de profit annuel de chaque firme, et comme la prévision de rentabilité des entreprises varie aussi en fonction de l'autre variable, les prix des actions peuvent osciller fortement. De toute façon, une question importante est posée par le fait que les mouvements spéculatifs s'organisent aussi à partir des actions des entreprises cotées en Bourse.

Les actions sont des titres de propriété, des titres de revenu, des titres de dette sur la production future. Initialement, les actions des sociétés représentaient, surtout dans les diverses compagnies de chemin de fer et de charbonnage, un capital réel puisqu'elles pouvaient être utilisées sous la forme d'investissements à l'intérieur des entreprises. Mais, « quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser » (Marx, 1978b : 129).

En fait, les actions sont des titres sur le capital réel et leurs détenteurs ont seulement le droit de prendre une fraction de la plus-value, en se transformant en « duplicata » du capital réel, « en représentants nominaux de capitaux qui n'existent pas. Car le capital réel existe à côté d'eux et ne change absolument pas de mains, si ces duplicata passent d'une main dans une autre. Ils se métamorphosent en formes du capital productif d'intérêt, non seulement parce qu'ils assurent certaines recettes, mais aussi parce qu'en les vendant on peut obtenir qu'ils soient remboursés en valeurs-capital (Marx, 1978b : 139) ».

Les changements des titres des actionnaires qui passent entre diverses mains ne changent pas la logique du système de cotisation des entreprises et de leur correspondante absorption de plus-value. Si un individu A vend son titre à un individu B, ce dernier acquiert le droit à la plus-value attendue du capital par actions. Alors, la bourse « devient le marché du capital fictif, (...) le marché des emprunts d'État. Mais un changement profond intervient avec la transformation du capital industriel en capital fictif, et par conséquent la pénétration de plus en plus forte de la société par actions dans l'industrie » (Hilferding, 1970 : 205).

Il est vrai que ces mouvements autonomes de la valeur des actions, de la même façon que celui des titres de la dette publique, renforcent « l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir ». « Leur valeur de marché est déterminée autrement que leur valeur nominale, sans que soit modifiée la valeur du capital réel ». D'autre part, leur valeur de marché à la Bourse oscille « avec les montants des sommes auxquelles ils donnent droit et les garanties qu'ils offrent » (Marx, 1978b : 129).

À ce stade, il faut dire que, malgré son côté réel, la valeur de marché de ces actions « est en partie une valeur spéculative, car ce n'est pas le revenu réel de l'entreprise, mais celui qu'on en attend, calculé par anticipation, qui a servi à la déterminer (...). Sa valeur n'est toujours que celle de son revenu capitalisé, c'est-à-dire son intérêt rapporté à un capital illusoire sur la base du taux d'intérêt existant» (Marx, 1978b : 130).

« Mais en tant que duplicata, négociables eux-mêmes comme marchandises et circulant donc comme valeurs-capital, leur valeur est fictive : elle peut augmenter ou diminuer tout à fait indépendamment du mouvement de valeur du capital réel, sur lesquels leurs détenteurs ont un droit (...) voilà pourquoi cette richesse imaginaire (...) gains et pertes par suite des fluctuations de prix de ces titres, ainsi que leur centralisation entre les mains de rois des chemins de fer seront de plus en plus le résultat de la spéculation, qui apparaît en lieu et place du travail comme le mode originel d'acquérir du capital (...). Cette espèce de richesse financière imaginaire ne constitue pas seulement une partie fort importante de la fortune des particuliers : c'est aussi, nous l'avons vu, une portion notable du capital du banquier » (Marx, 1978b : 139-140).

Engels, dans une lettre à Bebel, écrit : « la Bourse est une institution, au sein de laquelle les bourgeois exploitent non pas les ouvriers, mais s'exploitent *entre eux* ; la plus-value qui change de mains à la Bourse est une plus-value *qui existe* déjà, c'est le produit d'une

exploitation ouvrière *passée*. C'est seulement quand cette exploitation est accomplie, que la plus-value peut servir à la spéculation boursière » (Marx et Engels, 1964 : 403).

Au moment de la dépréciation et, en conséquence, de la crise du marché boursier, la baisse des prix des actions et l'instabilité inhérente au mouvement spéculatif intensifie la concentration de la richesse financière à mesure que la valorisation ou la sous-valorisation de ces titres « n'a pas de rapport avec le mouvement de la valeur du capital réel qu'ils représentent »⁵⁴. Les grands spéculateurs peuvent alors acheter les actions des petits à bas prix.

Dans cette forme d'organisation actionnaire, le capital, selon Marx (1978b : 102), « revêt ici directement la forme de capital social », s'opposant au capital privé. « Ses entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées. C'est là la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même ».

En fait, c'est la reproduction, dans une sphère différentielle, du mouvement autonome du capital qui est toujours antagonique :

« c'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. C'est aussi comme une semblable contradiction que cette phase de transition se présente. Dans certaines sphères elle établit le monopole, provoquant ainsi l'immixtion de l'État. Elle fait renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, sous forme de faiseurs de projets, de fondateurs, et de directeurs simplement nominaux ; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions. C'est là de la production privée sans le contrôle de la propriété privée » (Marx, 1978b : 104).

Ces affirmations de Marx, principalement quand il parle de la « suppression du capital », peuvent amener beaucoup de confusions, ou même une vision très irréaliste de la nature du système capitaliste. Que ce soit à cause de lui ou non, le fait est que, si elles ne sont pas bien comprises, elles seront capables de transmettre l'idée d'une « démocratisation de la propriété privée », ou même de « l'élimination de la propriété

⁵⁴ Engels ajoute deux types d'actions : les *preferred* (actions privilégiées) et *deferred* (actions de second rang). La première reçoit un intérêt fixe, dépendant du profit existant ; s'il y a une fraction du dividende qui reste encore, « les *deferred* le touchent. De cette façon, la mise de fonds « sérieuse », dans les actions privilégiées, est plus ou moins séparée de la spéculation proprement dite, qui s'exerce sur les *deferred* » (Marx, 1978b : 133).

privée ». On sait que l'interprétation de Marx est élaborée à partir de la nature dialectique et contradictoire du système capitaliste. En disant que l'apparition des sociétés par actions provoque des mouvements d'« abolition » et de « préservation » de la propriété privée, il veut dire que celles-ci représentent un caractère d'opposition, d'antithèse qui se reflète, d'une façon opposée et aussi complémentaire, entre les formes privées et sociales⁵⁵.

Il est vrai, aussi, que certaines parties écrites par Marx conduisent à une lecture qui peut être superficielle et fragile. Malgré tout, les principes de thèse et d'antithèse, comme toutes les autres catégories de sa méthode dialectique, doivent être gardés pour être utilisés dans une interprétation qui conduit à l'objectif de l'auteur : démystifier le capital.

Si la structure de l'entreprise change avec l'utilisation du système de crédit, les fonctions du « capitaliste-propriétaire », représentées par l'administrateur, le gérant et le contrôleur de l'entreprise, changent aussi. Avec une structure plus complexe, avec l'intervention des actionnaires, les anciens capitalistes actifs font place dans les sociétés anonymes aux administrateurs et gérants professionnels. Braverman (1987) a travaillé avec précision ces changements dans la structure organisatrice et celle du travail dans *Travail et capital monopoliste*.

Un autre auteur qui a mis en relief les transformations au sein des entreprises est Hilferding (1970). Les banquiers achètent de plus en plus les actions avec l'intention de réduire leurs risques au niveau des investissements financiers. De plus, le crédit de capital, ou crédit d'investissement, a changé la position des banques vis-à-vis de l'industrie, et « en même temps s'accroît l'influence de la banque sur l'entreprise ».

Cette métamorphose s'est effectuée à partir du moment où le banquier a mis à la disposition des industries son capital monétaire sous la forme de crédit de capital. Au début, les banques exécutaient seulement la fonction d'intermédiaires de paiements entre eux-mêmes et l'industrie. Puis, avec le développement du système de crédit et du système bancaire, « ce n'est plus l'état actuel de l'entreprise et les prévisions sur l'état futur du marché. L'intérêt qu'elle [la banque] porte à une entreprise n'est plus momentané, mais durable, et plus est important le crédit qu'elle lui a accordé, plus

⁵⁵ Les responsables de l'Édition brésilienne de l'Abril Cultural (1983) écrivent, dans une note de bas de page, à propos du mot « suppression » (traduit par « abolition » en portugais) : le mot allemand *Aufhebung* utilisé par Marx signifie à la fois « suppression » et « conservation » ; c'est-à-dire que la propriété privée doit être « abolie » et « préservée » en même temps.

surtout la partie du capital de prêt transformé en capital fixe l'emporte, plus cet intérêt est grand et durable » (Hilferding, 1970 : 145).

Lorsque le crédit de circulation était transitoire, le secteur industriel pouvait adopter une position plus « indépendante », puisqu'il était plus facile de rompre son lien avec la banque. Mais, quand le capital s'est transformé en capital fixe, la « rupture » a été plus difficile, car la dette ne peut être remboursée qu'après un temps très long de maturation de la production. Dans cette situation, continue Hilferding, « la banque est, en règle générale, des deux partenaires, le plus fort. Elle dispose toujours de capital sous sa forme liquide, toujours prête, de capital argent. L'entreprise, elle, est obligée d'attendre la retransformation de la marchandise » (*ibid*, p. 145), ce qui signifie une certaine supériorité du banquier⁵⁶.

Du point de vue de l'entrepreneur, les anciens propriétaires du capital occupent maintenant la place de capitalistes monétaires, « même si les dividendes qu'ils touchent incluent l'intérêt et le profit d'entreprise » (Marx, 1978b : 102), c'est-à-dire le profit total. En outre,

« dans les sociétés par actions, la fonction est séparée de la propriété du capital ; partant, le travail est, lui aussi, totalement séparé de la possession des moyens de production et du surtravail. Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste est le point par où passe nécessairement la reconversion du capital en propriété des producteurs, non plus comme propriété privée des producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés, propriété directement sociale » (*ibid*, p. 102-103).

Naturellement, les actionnaires vont demander, comme on l'a dit précédemment, certaines garanties sur le retour d'investissement, que ce soit sous forme de dividendes, et par le contrôle des entreprises dans les conseils d'administration. En fait, l'apport d'une représentation de leurs intérêts dans un conseil d'administration devient stratégique à ce moment-là. C'est ce que confirme Mandel (1962 : 91) : « le risque qu'on court en accordant des sommes importantes à une entreprise pour un laps de temps prolongé implique logiquement la recherche de garanties supplémentaires : droit de regard sur la gestion des fonds prêtés et sur l'administration générale de l'entreprise ».

⁵⁶ Ce dont parle Magdoff (2006) : la finance (banques, sociétés d'investissements, compagnies d'assurance et consortiums immobiliers) développe un nombre toujours croissant de nouvelles manières de faire l'argent avec de l'argent ($A - A'$) dans la formulation de Marx. Ainsi, la finance est à la fois la « colle » qui relie les diverses parties du système capitaliste et l'« huile » qui lubrifie son fonctionnement, elle est devenue une activité dominante dans les économies capitalistes.

Avec le développement du système de crédit et du système bancaire et l'apparition de nouvelles formes fictives du capital de prêt, s'effectue alors la « dépersonnalisation » du crédit, pour reprendre l'expression de Mandel, où on a l'impression de ne plus reconnaître les propriétaires du capital, basés sous un caractère encore plus perfectionné redevable aux sociétés par actions.

Les représentations dans les conseils d'administration feront partie d'une dispute politique, entre les plus grands actionnaires, pour le contrôle administratif des entreprises. En même temps, le développement du capital favorisera une certaine distension entre les stratégies industrielles, porteuse d'intérêt, et les objectifs plus court-termiste des valorisations fictives. Chaque fois que ces entrelacements du capital de prêt (capital porteur d'intérêt) et du capital fictif se développent, plus s'accroissent également les institutions financières qui vont exécuter des fonctions d'intermédiaires de prêts sur le marché financier. Ce sont les compagnies d'assurance, les caisses d'épargne, les fonds d'investissements, les fonds de pension, qui se sont emparés des places dans le centre du circuit financier mondial ; en vérité, ce sont de nouveaux acteurs fortement liés à la sphère financière qui assumeront et partageront les grandes décisions au sein des entreprises, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant.

Finalement, à ce sujet, les travaux de Hilferding et Lénine sont très représentatifs dans la littérature, en apportant des éléments qui vont être discutés ici. Nous le ferons maintenant.

1.3.3- Les contributions de Hilferding et Lénine : le « capital financier » et l'impérialisme

L'un des écrits marxistes les plus remarquables après la publication du *Capital* sont les œuvres de Hilferding (1910) et Lénine (1954). Le premier a été considéré par Kautsky, d'une manière exagérée à notre avis, comme la continuité du *Capital*⁵⁷. Leurs travaux, qui exercent une grande influence sur les interprétations des auteurs marxistes contemporains, traitent de thèmes indispensables à la conception de la nature du capitalisme du début du XX^e siècle.

Ils ont proposé à l'observation un certain nombre de points parmi lesquels, l'avenir des sociétés anonymes, les « bénéfiques des fondateurs », la concentration de la production et

⁵⁷ « Dans un sens, cela peut s'appeler une continuation du *Capital* de Marx » (Kautsky, 1991).

des monopoles, sur la Bourse et la concentration bancaire, sur les crises capitalistes, les critiques à Kautsky, la liaison entre le capital productif et bancaire, les banques et le crédit industriel, le partage impérialiste du monde... enfin, un vaste champ d'idées qui illustraient le capitaliste de cette époque-là. Sûrement, l'analyse de ces thèmes dépasse les limites et les objectifs de ce travail. Mais, nous allons concentrer l'examen sur quelques-uns d'entre eux, et plus précisément sur la vision que Hilferding et Lénine ont du *capital financier*.

Il nous semble qu'un des aspects importants des œuvres de Hilferding et Lénine a été l'utilisation des catégories de Marx pour comprendre les mutations qui s'opèrent au sein du capitalisme à cette époque. Parmi les différentes idées de Hilferding, on trouve le concept de « capital financier », l'un des plus importants, et aussi des plus utilisés dans la littérature, qu'elle soit académique ou non. Normalement, il est cité plus par référence à la domination de la sphère bancaire dans le cycle du capital, à l'accroissement de l'argent de crédit et à la dimension du capital fictif. Ce concept a influencé plusieurs auteurs contemporains et peut-être même les traducteurs du *Capital*⁵⁸, puisqu'ils englobèrent tous leurs analyses du développement du système de crédit et du capital fictif dans l'expression « capital financier ».

Selon Hilferding (1970 : 318), « j'appelle le capital bancaire, – par conséquent capital sous forme d'argent, qui est de cette manière transformé en réalité en capital industriel – le capital financier. Par rapport aux propriétaires, il conserve toujours sa forme d'argent, il est placé par eux sous forme de capital argent, capital portant intérêt, et peut toujours être retiré sous forme d'argent ». Dans un autre extrait, l'auteur affirme : « dans ce dernier [le capital financier], toutes les formes partielles de capital s'unissent. Le capital financier apparaît comme capital argent et possède en fait sa forme de mouvement $A - A'$, c'est-à-dire d'argent rapportant de l'argent, qui est la forme la plus générale et la plus matérielle du mouvement du capital » (Hilferding, 1970 : 329).

L'idée de Hilferding sur le « capital financier » est évidente. Mais, le plus important à constater ici est qu'elle est, à notre avis, plus proche de l'idée du capital porteur d'intérêt que du capital fictif. Ce dernier, comme nous le savons, se situe à une étape

⁵⁸ Nous croyons qu'après la publication de l'œuvre de Hilferding en 1910, le terme « capital financier » est devenu le principal terme utilisé pour caractériser la nouvelle étape d'accumulation capitaliste soutenue par le cycle financier et ses aspects fictifs de rémunération.

plus développée, plus autonomisée du capital par rapport au capital porteur d'intérêt⁵⁹. Donc, la forme sous laquelle, selon Hilferding, il y a interconnexion entre la partie du capital argent et celle du capital industriel, ne permet pas, à notre avis, de vraiment cerner le phénomène de la dématérialisation de l'argent dans le domaine fictif du capital.

Sûrement, ce concept nous donne des indications sur une étape du capitalisme où la partie financière, représentée spécialement par les banques, s'empare de l'hégémonie économique et politique du système. Cette jonction forme un espace où les sphères productive et financière se mélangent dans un contexte représentatif où le capital bancaire s'est approprié la suprématie.

Ainsi, nous croyons que ces idées de Hilferding sont plus représentatives et plus aptes à caractériser le procès de jonction économique et politique du capital industriel avec le capital bancaire, sous l'influence de ce dernier. En conséquence, ce concept présente plus une « institutionnalisation » des diverses parties du capital, capital industriel ou bancaire, que des indications théoriques propres rapportées au capital fictif de Marx, ce qui, à notre avis, est l'un des aspects les plus remarquables qui permettent de saisir les transformations actuelles du capitalisme contemporain.

Intéressante, et aussi contradictoire, est l'analyse de Hilferding qui, dans la deuxième partie de son œuvre, traite directement de la composition fictive du capital, en l'associant à l'argent, à l'argent de crédit, au capital boursier. Il consacre même une certaine attention aux formes fonctionnelles du capital et à leur autonomisation. Cela implique qu'il se rapproche des idées de Marx sur le capital fictif, apparemment contredisant ainsi sa notion du « capital financier » liée au capital porteur d'intérêt. Si ces indications sont considérables, le concept de « capital financier » ne capte pas la dimension majeure du capital fictif dans l'autonomisation et la réification plus abstraite du capital porteur d'intérêt ; il n'extrait pas non plus la dimension de la substantivation de la valeur-travail et de la dématérialisation de l'argent. Par conséquent, pour nous, il a des limites explicites du point de vue théorique, surtout quand on l'utilise comme un concept global qui élucide les échelles financières du capitalisme contemporain.

⁵⁹ Nous trouvons beaucoup de références sur ce sujet. Par exemple : « En réalité, la plus grande partie du capital ainsi placé par les banques est transformée en capital industriel, productif (moyens de production et force de travail), et fixée dans le processus de production. Une partie de plus en plus grande du capital employé dans l'industrie est du capital financier, capital à la disposition des banques et employé par les industriels » (Hilferding, 1970 : 318).

Selon Harvey (1982 : 283), le concept de « capital financier » a une histoire particulière dans la pensée marxiste. Il affirme que *Marx lui-même n'a pas employé le terme*, mais a légué une quantité d'écrits, pas totalement organisés, sur le processus de la circulation des différentes formes du capital d'argent. Selon lui, la définition implicite du « capital financier » recouvre un genre particulier du processus de circulation du capital qui porte sur le système de crédit.

De toute façon, nous retiendrons un aspect important de l'œuvre de Hilferding, le fait qu'elle a prolongé la discussion de Marx sur le capital fictif. Il développe notamment les catégories de « dividendes » et de « bénéfices des fondateurs ». Ainsi, tout en développant les idées de Marx sur la contribution du capital fictif à la centralisation du capital, Hilferding souligne le rôle du capital fictif dans la crise générée par les disproportions entre les deux départements du capital. De plus, il étend la signification économique, déjà soulignée par Marx, de la séparation entre la propriété et la fonction du capital par l'intermédiaire des sociétés par actions. Toutes, contributions importantes pour la dissémination des catégories marxistes.

Il est clair que l'interpénétration et les relations entre les sphères productives et financières du capital s'intensifient plus avec les sociétés anonymes et l'élargissement des formes de valorisation financière⁶⁰ et, dans ce « jeu » du marché financier et du développement du système de crédit, on observe un renforcement économique et politique des acteurs financiers⁶¹. Si l'on part des analyses de Lénine (1954), on cerne son effort pour comprendre le « stade suprême du capitalisme » au début du XX^e siècle, c'est-à-dire l'*impérialisme*. Selon lui,

⁶⁰ Paula *et alii* (2001) indiquent, en s'appuyant sur Hilferding, trois mouvements d'interaction entre le capital fictif et le « capital réel », productif : 1) le capital argent est orienté vers la Bourse qui le transforme en capital fictif et le transfère comme capital argent aux sociétés industrielles ; 2) l'accumulation du capital fictif et la diversification des institutions financières, à partir de la disposition des ressources mobilisées sous la forme de nouveaux investissements, conduisent au développement ; en outre, l'accumulation du capital fictif peut être utile au système (ils citent les fonds de pensions, par exemple) ; 3) une fois que le capital fictif se perfectionne il y a aussi plus de possibilités de crises : une dévaluation du capital fictif, par exemple, peut rétroagir sur l'accumulation du capital. En plus, si les capitaux à risques sont un produit de diversification des formes de crédit, ils peuvent aussi produire des effets sur le financement de compagnies innovatrices. Les entreprises Microsoft, Intel, Cisco, Genetech and Fedex, sont citées par les auteurs comme exemples d'utilisation de ces capitaux à risques. Les pays qui ont le plus de capital fictif accumulé sont ceux où les sociétés ont le plus de capitaux disponibles.

⁶¹ Lapavistas (2002) affirme que le pouvoir des grandes banques sur l'entreprise a tendance à s'étendre avec le temps en raison de trois facteurs : d'abord, le crédit commercial a un caractère de plus en plus international, exigeant de grands contacts d'affaires et de grands volumes de ressources liquides ; en second lieu, le besoin de crédit d'investissements augmente par rapport au développement de la production capitaliste ; et troisièmement, la participation des banques s'accroît dans la gestion des mouvements spéculatifs du marché boursier.

« l'impérialisme est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part le *capital financier* [souligné par nous, M.S.] est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements industriels monopolistes ; et de l'autre, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacles aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée des territoires du globe, entièrement partagé » (Lénine, 1954 : 526).

Bien qu'il fasse la critique d'Hilferding, en le traitant d'« ancien marxiste, aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky et un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste », Lénine adopte son concept du « capital financier ». Il est vrai aussi qu'il focalise plus son sujet sur la discussion de l'impérialisme, bien que son analyse parte des catégories du « capital financier ». C'est pourquoi, dans l'une de ses critiques théoriques adressée à Hilferding, il dit que « cette définition [du capital financier] est incomplète, puisqu'elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole » (Lénine, 1954 : 479).

Mais, la dissémination des idées du « capital financier » de Hilferding a influencé fortement l'œuvre de Lénine, qui a contribué aussi à la dissémination de ce concept dans la littérature du vingtième siècle. Et Lénine conclut : « ainsi le XX^e siècle marque un tournant, où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général » (Lénine, 1954 : 479). Comme chez Hilferding, l'indication de la prise du pouvoir par les « capitalistes financiers » est très claire dans tout le travail de Lénine. Nous disons donc que son analyse est, de la même manière que chez Hilferding, plus proche de contenir en soi l'unification et l'institutionnalisation du capital industriel avec le capital bancaire qu'une étude proprement dite des aspects fictifs du capital.

Évidemment, Lénine, dans son écrit bien connu, apporte un autre argument qui permet d'analyser le partage territorial entre les plus grandes puissances capitalistes et leurs stratégies d'accumulation. Aussi, devant le degré de concentration de la production et du capital que créent les monopoles, parle-t-il de l'origine de l'« oligarchie financière », laquelle a passé par l'exportation des capitaux et la formation d'unions d'entreprises monopolistes qui se sont partagé le monde.

L'expansion capitaliste à cette époque-là, caractérisée par une politique coloniale moderne, associée au capitalisme du XX^e siècle la domination des entreprises monopolistes constituées par les plus gros entrepreneurs. La conquête des matières premières associée aux baisses des coûts du travail et à l'abondante quantité de travailleurs stimulèrent encore plus l'extension des entreprises aux pays du sud dans le but d'un enrichissement toujours plus grand.

Les principaux agents du système de crédit, les banquiers, remplissaient leur fonction de mise à disposition des producteurs, de leur capital argent sous forme du capital de prêt et du capital fictif. Dès lors que l'indépendance du capital commercial disparaît de plus en plus, « tandis que la séparation du capital bancaire et du capital industriel s'efface dans le capital financier (...) Ainsi s'efface dans le capital financier le caractère spécial du capital » (Hilferding, 1970 : 329-330).⁶²

Si Lénine a utilisé de certaines catégories de Hilferding et en a développé d'autres, Harvey (1982) conclut que le premier diffère du second en semblant accepter l'identification de la sphère financière avec le capital national dans le cas des principales puissances impérialistes. Ainsi, il arrive souvent à une conception supranationale du circuit financier dans son analyse du capitalisme mondial. Selon Harvey, la formulation de Lénine est, à cet égard, plus ambiguë que celle de Hilferding.

De fait, à travers les remarques précédentes, nous avons essentiellement tenté de démontrer que les conceptions initiales développées par Marx, surtout à partir du Livre III du *Capital*, ont pris de l'ampleur dans la théorie économique à partir des études de ces deux auteurs classiques. Et d'autre part que l'avenir des discussions sur le capital fictif, sur la concentration de capitaux et l'exploitation du travail peut amener un rapprochement avec les œuvres de Hilferding et de Lénine, malgré certaines limitations de leurs analyses.

⁶² Sur la possibilité qu'ont les banquiers de mettre le capital fictif à la disposition des industriels, Davis (2002) fait une observation importante : la spéculation peut être vue comme une sous-section des finances en général et le *capital spéculatif* – le capital lié à la spéculation – comme une partie du capital de la finance. La spéculation se développe en dehors de la finance. Cependant, la spéculation diffère du capital financier classique [à la mode d'Hilferding] qui place la fusion du capital industriel et bancaire sous le contrôle des banques. Le capital financier classique est destiné à la production, parce qu'il est investissement en infrastructure ou matières premières ou production ou commerce. Le capital spéculatif n'a aucune prétention analogue, il est seulement impliqué dans le commerce de contrats financiers. Son rôle spécifique est de jouer dans l'arène financière du capital non productif.

2- Le crédit et les crises capitalistes

Marx (1974b) a consacré la troisième Section du Livre troisième du *Capital* à la « Loi de la baisse tendancielle du taux de profit ». L'auteur développe sa nature, les causes qui la contrecarrent, et montre aussi ses contradictions internes. L'idée classique de Marx était qu'avec le développement des forces productives du capital, la tendance du système capitaliste le portait à une augmentation du capital fixe par rapport au capital variable, provoquant ainsi *une baisse tendancielle du taux de profit général*. Selon lui, à mesure que cette loi se développe, s'accroît aussi la composition organique du capital, ce qui signifie qu'une même quantité de travailleurs mettra en mouvement, dans un temps de production fixe, une masse plus grande de travail et de capital fixe.

La conséquence immédiate de cette tendance est la vérification d'une diminution progressive du capital variable, dénominateur de l'équation de la composition organique du capital, corollaire du progrès des forces productives du travail. En utilisant plus de machines, la même quantité d'ouvriers produira, dans un temps équivalent, plus de marchandises, ce qui correspondra, de manière relative, à un *quantum* moindre de travail dans chaque produit. Donc, le coût du produit diminue, face à l'accroissement du volume du capital constant, puisque chaque marchandise individuelle contient une somme de travail moindre qu'auparavant. C'est l'analyse classique de la crise qui part de la baisse du taux de profit⁶³.

Dans la crise, le taux de plus-value se traduit par un taux de profit général en baisse continue, si bien que « la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement *une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail* » (Marx, 1974b : 227). Tous ces termes reflètent l'idée centrale que le progrès technique du mode de production capitaliste, qui cherche toujours un taux de plus-value plus grande, implique nécessairement que « le taux général moyen de la plus-value [pl/v] se traduise par une baisse du taux de profit général [pl/C(c+v)] ». En fait, ce mouvement de la force productive du travail fait partie de l'essence dialectique et contradictoire du système, puisqu'au moment même où il provoque une « révolution » dans le procès productif et une constante diversification et

⁶³ Mandel (1990) suggère deux « versions » marxistes qui interprètent les crises capitalistes : la première part de la *sous-consommation de masse*, identifiée à l'insuffisance de la demande et/ou à la surproduction de biens de consommation ; la deuxième passe par la *suraccumulation* (insuffisance de profit pour étendre les biens de capital). Selon l'auteur, les deux « écoles » ont trouvé des éléments précis pour le débat, mais commettent l'erreur de séparer arbitrairement des choses qui sont liées, c'est-à-dire de diviser en deux parties les aspects d'une même réalité.

différentiation des marchandises, il revient sur ce qui caractérise la nature concentrée et centralisée du capital.

Ainsi, la disjonction entre les phases du cycle du capital, entre le processus de production et de circulation plus précisément, développe la possibilité de crises : « il suffit que le passage d'un de ces deux procès à l'autre ne s'opère pas d'une manière fluide mais qu'ils deviennent autonomes l'un par rapport à l'autre et la crise est là », disait Marx (1976 : 605) dans les *Théories sur la plus-value*.

Sous une forme plus liée à l'incorporation du travail dans la production des marchandises, il est évident que la masse de travail vivant employée, dans des conditions d'agrandissement de la composition organique du travail, est plus petite que la masse de travail matérialisée dans chaque marchandise. De plus, en supposant une quantité déterminée de travailleurs, si le taux de la plus-value augmente, en raison de la prolongation de la journée de travail, de l'intensification du travail ou de la diminution de la valeur du salaire, la masse de la plus-value doit alors augmenter malgré l'accroissement de la composition organique du travail. En outre, la tendance à une *suraccumulation* apparaît, entre autres, dès qu'il y a excès de marchandises, excédent de capital argent et chômage.

Quant à la loi de la baisse du taux de profit, « à mesure que progresse le mode de production capitaliste, un même développement de la productivité sociale du travail s'exprime, d'un côté dans la tendance à une baisse progressive du taux de profit, et de l'autre dans un accroissement constant de la masse absolue de la plus-value ou du profit que s'approprient les capitalistes » (Marx, 1974b : 236). Ainsi, l'incontestable développement de la force productive au centre du capitalisme entre en contradiction « avec la base au profit de laquelle s'exerce cette énorme force productive qui, relativement à l'accroissement de richesse, s'amenuise de plus en plus [par rapport à l'apparence d'amélioration matérielle individuelle – qui est vraie, au moins pour certains] avec les conditions de mise en valeur de ce capital qui enfle sans cesse. D'où les crises » (*ibid*, p. 278).

Mais, au moment même où Marx parle de la disjonction de la rotation du capital et de la conséquente séparation entre les achats et les ventes, il apporte

« la possibilité générale des crises, c'est la métamorphose formelle du capital elle-même, la non-coïncidence spatiale et temporelle de l'achat et de la vente. Mais ce procès n'est

jamais la *cause* de la crise. Car il n'est rien d'autre que la *forme la plus générale* de la crise, donc la crise même dans son expression la plus générale. Or on ne peut pas dire que la *forme abstraite de la crise* est la *cause de la crise*. Si on s'interroge sur sa cause, c'est qu'on veut justement savoir pourquoi sa *forme abstraite*, la forme de sa possibilité, de possibilité devient *réalité* » (Marx, 1975).

Voici donc que la crise, en fait, est une crise du capital qui se configure dès la formation et le développement du système, un conflit qui est inhérent à la logique du système qui exploite la force de travail et concentre la richesse dans une petite partie de la population. Mandel (1990) l'identifie de différentes manières : crise de superaccumulation de capitaux ; de sous-consommation de masse (baisse de la consommation et augmentation de la pauvreté) par rapport au développement des forces productives du travail ; de l'anarchie de la production qui traduit une disproportionnalité entre les activités productives ; et finalement crise de la baisse du taux du profit.

Selon lui, la crise capitaliste est toujours liée à la superproduction, elle est une manifestation de la baisse des taux du profit, au moment même où apparaît la superproduction des marchandises. Mais, plus que cela, elle extériorise les médiations existantes entre la sphère de la production et la sphère de la circulation, les caractères de la concurrence (toujours imparfaite et monopoliste) et de la lutte de classes⁶⁴.

En fait, les idées de Marx indiquent que la dynamique du capitalisme vient d'une tendance à avoir des conflits car la société elle-même produit ses propres inégalités, en créant une disparité qui gère l'accumulation et la reproduction du capital. Ainsi, les rapports de production capitalistes opposent les classes sociales et manifestent le caractère contradictoire de l'appropriation de l'excédent du travail par une petite fraction de classe. D'où, la pression constante pour augmenter la productivité du travail, pour réduire les coûts, pour innover en cherchant toujours la compression du temps de travail nécessaire et l'augmentation du travail excédent. La division capitaliste du travail, la subordination qu'elle entraîne et les autres éléments propres à sa nature représentent l'essence des conditions d'appropriation, de valorisation et d'accumulation

⁶⁴ En acceptant ces arguments, on peut affirmer que les causes apparentes attribuées aux crises par la majorité des analystes économiques ne sont pas les véritables motifs structurels du capital. Des scandales financiers aux tremblements de la Bourse, en passant par la panique bancaire, la faillite d'une entreprise ou le changement conjoncturel des indicateurs économiques, *tous ces phénomènes sont les expressions, ou manifestations des crises capitalistes, non leurs causes.*

capitalistes⁶⁵. Par ailleurs, le système utilise sa propre structure institutionnelle, met en avant l'appareil d'État pour affronter l'intensification de l'antagonisme de classe, sans compromettre l'ordre social des choses, sans impliquer une rupture et en maintenant toujours l'accumulation capitaliste.

2.1- Le crédit est-il déterminant dans la formation des crises ?

Si les crises, surtout financières, apparaissent comme des turbulences indépendantes et expliquées par le marché, nous savons maintenant qu'elles trouvent leur origine dans les contradictions internes du système capitaliste. « La crise réelle ne peut être exposée qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, de la concurrence et du crédit – dans la mesure où elle résulte des déterminations formelles du capital » (Marx, 1975 : 611).

La production capitaliste prend le caractère de l'appropriation privée de la plus-value et d'un régime d'exploitation mis en place par la subordination formelle ou réelle du travail au capital. De même que la concurrence capitaliste imparfaite favorise aussi le processus de concentration du capital, inhérent à la formation des monopoles et oligopoles. En revanche, le système de crédit contribue, comme nous l'avons déjà vu, à l'autonomisation du capital industriel, en collaborant de plusieurs manières au développement du capitalisme. D'où les questions suivantes : peut-on dire que le crédit a réellement pour fonction d'étendre le capitalisme ? Ou, amène-t-il aussi des contradictions à l'intérieur du système ?

Nous avons vu que le système de crédit se déploie parallèlement au développement du système capitaliste, et que le crédit fait partie de la logique capitaliste, de la même structure, d'un même « être ». L'un se développe à partir de l'autre, dans une mixité complète, fonctionnelle et complémentaire. Mais, à partir du moment où il dépasse la

⁶⁵ À notre avis, la relation entre la théorie de la valeur, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et le capital fictif est centrale dans l'interprétation des crises capitalistes (financières) chez Marx. D'un autre côté, Chesnais (2006 : 89) affirme qu'« on peut aussi dire que la théorie des crises financières esquissée par Marx – en tant que crises où se combinent des effondrements de la valeur (fictive) des titres et la contraction brutale du crédit, sous l'effet des difficultés bancaires et de l'enchevêtrement des dettes et des créances – n'est pas propre à l'analyse marxienne ou marxiste. Elle annonce la théorie des crises des meilleurs théoriciens keynésiens dans ces domaines, en particulier de Hyman Minsky ».

Si l'auteur a l'intention de dire que Marx a seulement ébauché une théorie des crises et qu'elle annonce uniquement la « théorie des crises dans la pensée keynésienne », cela peut signifier, entre autres, que la méthode dialectique n'est pas suffisante pour les expliquer et que les catégories de la valeur-travail et du capital fictif servent seulement d'« annonce » (ou peut-être de « subsidie », si cela est possible) pour les « meilleures » analyses keynésiennes. En fait, nous pensons que la proposition de l'auteur manque d'une utilisation en profondeur de la théorie de la valeur chez Marx.

frontière de l'accumulation réelle du capital, caractéristique normale de sa formation, il rencontre des éléments contradictoires et instables au sein du système capitaliste de production⁶⁶.

En mettant en relief l'importance du crédit au sein de la théorie marxiste, Rosdolsky (2001) affirme qu'il est nécessaire de distinguer entre la « possibilité » et la « nécessité » du crédit dans le capitalisme. La « possibilité » se réfère à la fonction de l'argent comme moyen de paiement, elle naît de la nature interne du capitalisme et se caractérise par la forme du crédit de commerce ou de circulation, déjà vue antérieurement, exécutant une fonction de transaction mercantile capitaliste. D'un autre côté, la « nécessité » du crédit s'explique, surtout, par le besoin de reproduire et continuer le processus de production et de circulation capitaliste ; la non interruption de ces phases est une condition fondamentale de la production basée sur le capital.

S'il y a des interruptions dans une quelconque partie du cycle, des barrières à la réalisation de la valeur vont surgir. Mais, paradoxalement, la relation de conflit typique du capital crée elle-même aussi des obstacles naturels à cette expansion. On peut les analyser selon différents aspects que l'on va aborder.

Dans le Livre I du *Capital*, Marx a développé les aspects théoriques centraux, essentiels à la compréhension de la nature concentrée du capital. Cette notion qui préside aux contradictions propres au capitalisme apparaît dans le caractère excluant du système et dans sa corrélation directe avec le système de crédit. La liaison indiquée ci-dessus apparaît clairement dès lors que l'argent de crédit, ainsi que son système, fonctionnent comme un mécanisme de concentration et de centralisation de la production, en apportant plus de capitaux, principalement aux grandes entreprises, lesquelles ayant une structure économique plus développée, ont aussi une plus grande facilité d'accès aux institutions de crédit⁶⁷. Le crédit supprime les obstacles mis à la valorisation du capital

⁶⁶ La spéculation sur devises et à terme, le commerce de produits dérivés, l'apparition et la croissance des *hedge funds* et l'augmentation exponentielle de la dette sont les réponses données au même phénomène. Pendant que l'économie de la production de marchandises et de services stagne, ne produit aucun taux de rendement en $A - M - A'$ que le capital exige, un nouveau type d'investissement émerge. Il cherche à accroître la dette et à embrasser les profits spéculatifs à travers des instruments financiers. La profondeur de la stagnation, et sa prise tenace sur une économie capitaliste mûre, est amplement démontrée par le vol d'investissement pratiqué dans ce que nous avons appelé « le casino géant ». La réduction du salaire réel et la redistribution de la richesse vers le haut (à travers les impôts et les réductions des services sociaux) – les résultats de la guerre de classe menée unilatéralement ci-dessus – n'ont pas été suffisants pour garantir une spirale toujours croissante de retour sur le capital investi dans l'économie productive (Magdoff, 2006).

⁶⁷ Le reflux et l'écoulement des valeurs fictives affectent la structure économique globale de manière importante. De même que l'accès au crédit a facilité la centralisation du capital pendant l'amélioration

et, en même temps, provoque des périodes de superproduction et de sousproduction. À l'heure actuelle, le système de crédit constitue la base de la transformation des entreprises capitalistes individuelles privées en sociétés capitalistes par actions.

La « concurrence » imparfaite du capital est aussi touchée par la conformation et le développement du crédit. En effet, « le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le crédit, qui, à l'origine, s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux » (Marx, 1977 : 68).

Nous avons vu précédemment que le crédit s'appuie sur la nécessité de supprimer les obstacles à la circulation des marchandises. En ce sens, il est une catégorie immanente du capitalisme où s'élabore un processus de reproduction simple, à partir du crédit de commerce, de même qu'une reproduction plus large favorisée par les crédits d'investissements et de consommation. Ceux-ci effacent le différentiel du temps de circulation et de production et intensifient aussi la logique de la spéculation financière. Donc, s'ils permettent de sauvegarder la reproduction capitaliste, ils contribuent aussi à augmenter ses contradictions, surtout en « détachant » la sphère « réelle-matérielle » de la sphère « monétaire-financière »⁶⁸.

apportée, Marx a observé que la dépréciation résultante du capital papier « en période de crise sert de moyens efficaces de centraliser des fortunes ». Ainsi, il contribuera à la croissance supplémentaire de ces entreprises qui sont plus intégrées avec le système de crédit. Dans le processus de crise, plus il y a d'instabilité dans l'économie, plus de sociétés se trouvent dépendantes des institutions financières. Les mêmes institutions financières servent à regonfler les valeurs fictives, pour de ce fait donner naissance à un nouvel optimisme. Ainsi, la crise sert à renforcer les processus mêmes qui en premier lieu éloignent la crise (Perelman, 1990).

⁶⁸ Nous ne sommes pas en train de dire qu'il n'existe plus entre ces sphères une liaison qui, à notre avis, vient du travail. Mais, nous voulons préciser que le système de crédit contribue à un agrandissement différencié entre eux. Les commentaires de Harribey (2005) sont éclairants : « les soubresauts financiers, n'ayant apparemment que peu de liens avec l'évolution de l'économie réelle, ont accredité l'idée que la finance serait devenue autonome par rapport à la sphère productive. Qu'en est-il exactement ? Si j'achète des actions aujourd'hui et que je les revends demain plus cher après avoir parié à la hausse, c'est que quelqu'un m'a vendu ce même jour soit parce qu'il a parié à la baisse d'ici demain, soit parce qu'il avait parié hier à la hausse et qu'il a bien parié (...) Comment est-il possible que tous les détenteurs de capitaux gagnent à la fois et que leur enrichissement grandisse plus vite que la production, indépendamment de l'agrandissement fictif qui se dégonfle à l'éclatement de la bulle spéculative ? (...) Y aurait-il un miracle du capital qui engendrerait de lui-même à l'échelle du monde un capital encore plus grand ? Non, il n'y a pas de génération spontanée du capital. La seule réponse est que la répartition de la valeur ajoutée dans le monde s'est modifiée à l'avantage du capital et au détriment du travail. Quand une entreprise met en œuvre un plan de licenciement ou ferme une usine pour la délocaliser, les coûts salariaux sont comprimés, donc, pour une même production, la part qui va aux profits augmente et l'action monte en Bourse. Cela n'est pas la preuve, comme tentent de le faire croire la plupart des commentateurs, que le capital fait du profit sans travail, c'est la preuve qu'il partage encore plus à son avantage le gâteau fabriqué par le travail de plus en plus productif. La conclusion est que le capital est libre de ses mouvements, mais il n'est en aucune manière autonome vis-à-vis du travail qui seul crée de la valeur ajoutée nouvelle ».

Si le système de crédit rompt les entraves et les barrières mises à la production, il « accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial (...) le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production » (Marx, 1978b : 106).

Et annonçant la destruction du système, Marx conclut :

« Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production » (Marx, 1978b : 107).

Nous croyons toutefois que la question centrale n'est pas la relation, dialectique et « nécessaire », entre le crédit et le système capitaliste et, partant, le détachement entre les sphères qui traitent directement de la partie productive ou de la partie monétaire-financière. À notre avis, la question la plus profonde, et peut-être la plus importante, est celle de la *dimension* du système de crédit et de ses instruments financiers, principalement après la libéralisation des comptes de capital et des marchés monétaires et financiers à partir des dernières décennies du XX^e siècle⁶⁹.

De ce point de vue, les crises financières actuelles présentent certaines particularités, mais sont toujours des manifestations des contradictions du propre système. Dans un mode de production où le capital fictif a obtenu une position encore élevée, les éclatements de « bulles » spéculatives se produisent fréquemment, comme dans les krachs financiers des années 1980 et 1990, à partir des variations spéculatives des prix des obligations et des actions sur les marchés obligataires et sur les bourses de valeurs

⁶⁹ Selon Harribey (2000), « en dépit du décalage entre les transactions purement financières (1 500 à 1 800 milliards de dollars par jour, 450 000 milliards par an) et les transactions commerciales (5 000 milliards de dollars par an pour un produit mondial de 30 000 milliards), et en dépit du gonflement de bulles spéculatives assez régulièrement (la capitalisation boursière dépasse virtuellement le capital social des sociétés), la déconnexion entre production et finance n'est qu'apparente : le capital a conquis une autonomie totale de mouvement mais reste dépendant du travail productif pour son accroissement global. Cette dépendance se manifeste de plusieurs façons analysées en son temps par Marx : par la contradiction entre la restriction du travail vivant et la nécessité de le mettre en œuvre pour produire de la plus-value qui est au cœur de l'analyse des crises ; et par la difficulté ensuite de réaliser la plus-value si les débouchés ne suivent pas le rythme de la production de marchandises ».

mondiales⁷⁰. Alors, la valeur de l'argent n'est plus attachée à la marchandise-or, et les titres de valeurs fictifs intensifient le processus de dématérialisation de l'argent⁷¹.

Sa forme la plus développée, bien que fictive et spéculative, a acquis des dimensions multi-dimensionnelles – presque incontrôlables – pour assurer la survie même du système, en développant *un monde de papier*, pour reprendre l'expression de Marx. L'extension du capital dans les marchés financiers mondiaux permet de « jouer » avec les mouvements de capitaux réels et fictifs à partir, par exemple, du marché actionnaire. Ainsi, le capital donne l'illusion de son immatérialité, de son apparence, puisqu'il se multiplie sans être dans un lieu spécifique, sans « habiter » une fabrique, sans exploiter les ouvriers dans un atelier de production.

Il permet l'expansion de la circulation et de la production sans connexion directe avec la production. Les paroles de Mandel (1962 : 109) sont éclairantes : « en stimulant la circulation et la consommation des marchandises au-delà du pouvoir d'achat réel disponible, le crédit retarde l'échéance des crises périodiques, aggrave les facteurs de déséquilibre et rend les crises plus violentes ». Ainsi, il ne fait que promouvoir la séparation entre les fonctions de moyen de circulation et de moyen de paiement, source des crises capitalistes, en provoquant ainsi la spécialisation des fonctions capitalistes, nouvelle division sociale du travail entre les capitalistes monétaires et industriels.

En fait, c'est là le sens de l'« unité des contraires » de la méthode dialectique, de l'attraction et de la répulsion des forces, une « unité mixte » qui est en même temps le point de départ de la rupture, de l'incompatibilité, de l'absurdité du capital. Le capital est valeur mise en mouvement par du travail, catégorie centrale dans le capitalisme.

Quand Marx dévoile le partage du profit général en profit et intérêt, qu'il appelle « profit d'entreprise », il vise la classe des rentiers, des intermédiaires du commerce et de toute une catégorie d'institutions de crédit qui fonctionnent, à côté et ensemble en

⁷⁰ Selon Thomas (1999 : 150), « si la crise se manifeste aujourd'hui, le plus souvent, d'abord comme crise financière, c'est parce que les titres et « produits financiers » sont devenus la forme d'existence avérée de la valeur, la forme essentielle du crédit et de la spéculation qui les font gonfler en « bulles », d'autant plus facilement qu'elle est parfaitement élastique, fluide, sans fixité ni matérialité (...) et c'est la non valorisation, ou la dévalorisation, de ce capital-marchandise qui est fondamentalement la cause de la crise du capital financier [sic], parce que ses titres apparaissent, tout d'un coup, comme assignation sur une richesse fictive, sur des plus-values qui ne se réalisent pas, sur des marchandises qui ne sont pas socialement validées, sur du capital qui ne produit rien ».

⁷¹ Bien que l'or, en cas de forte crise capitaliste, puisse être utilisé ou continuer à être utilisé comme « marchandise-référence ». On peut trouver un débat sur ce sujet dans la *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política* (SEP) (Revue de la société brésilienne d'économie politique), Rio de Janeiro, Editora 7 Letras, v. 5, n° 11, 2002, 152 p.

même temps, avec les banques, comme les chambres d'échanges, les fonds d'investissements et les fonds de pension.

Harvey (1982) affirme que le système de crédit confère aussi un certain pouvoir et de l'indépendance aux représentants de cette sphère monétaire-financière. En fait, une classe de banquiers et d'intermédiaires s'insère entre les épargnants et la classe industrielle des capitalistes. Avec la croissance du système de crédit, surgissent de nouvelles fractions de capitalistes ou même une nouvelle classe de capitalistes monétaires : les *managers* financiers, les spéculateurs, les personnes de la haute finance.

Le système de crédit a un certain pouvoir de régulation au niveau de l'utilisation de l'argent ; le flux de l'argent peut stabiliser les relations entre la production et la consommation et assurer la fonction d'intermédiaire entre les dépenses courantes et les nécessités futures. Mais, rapidement, se pose une contradiction centrale : la création du crédit et son déboursement ne peuvent être séparés de la spéculation. Il y a une constante « tension » entre sa partie financière, représentée par l'argent de crédit (carte de crédit, capital fictif et autres instruments financiers divers) et sa base monétaire qui était, il n'y a pas longtemps, liée à la marchandise-or (Harvey, 1996).

En vérité, la contradiction exposée par Harvey traduit la difficulté, pour le crédit, d'assumer une forme spécifique comme l'or, les titres, la monnaie, les registres comptables, malgré sa représentation par le travail social. À ce stade, le crédit gère un décolllement de la production, où sa matérialité ou sa forme spécifique par rapport à une « marchandise concrète » a disparu.

Dans un système de production où la connexion entre achats et ventes sur le marché prend la forme du crédit en se substituant à l'argent (comme moyen de production et de paiement), la crise, à première vue, apparaît comme une crise de crédit et d'argent. « Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive à la base de toute la crise » (Marx, 1978b : 151).

Cette dernière précision de Marx nous renvoie à l'évocation des mystères de l'argent et à sa manière de représenter la valeur-travail. En apparence, il est vrai que la manifestation des crises se produit d'une manière plus directe sur les places financières. Avec le système bancaire, la crise apparaît de manière plus directe, comme une crise

financière, monétaire et de crédit. Mais, elle naît de l'autonomisation accentuée de la partie fictive du capital qui se détache de plus en plus de la production. Au même instant, l'État, à partir de ses instruments d'intervention, comme la régulation de l'argent, les garanties légales des contrats, la création du crédit, la redistribution des impôts, le contrôle des relations entre le capital et travail, le contrôle des salaires, les restrictions aux travailleurs, la répression militaire, entre autres, exerce le pouvoir du capital pour atténuer les conflits sociaux.

Marx poursuit en affirmant le caractère fictif de l'argent et en le soulignant :

« Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représente que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles ; ou encore ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné ; enfin des capitaux-marchandises qui sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent plus avoir lieu. Tout ce système artificiel d'extension forcée du processus de reproduction (...) dans ce monde de papier n'apparaissent nulle part le prix réel et ses éléments concrets : il n'est question que de lingots, d'espèces métalliques, de billets de banque, d'effets de commerce, de titres » (Marx, 1978b : 151-152).

Pourtant, malgré sa capacité de faciliter, accélérer, généraliser la circulation des marchandises, bref, malgré sa fonctionnalité, le crédit se heurte alors à des contradictions concrètes dans le système de reproduction du capital. Il révèle plus alors une nature dont la propriété est d'exister comme une valeur qui se sépare de sa substance, le travail, générant ainsi un objet de tension dans le système. Sa représentation, à partir des titres et instruments de spéculation, lui confère le pouvoir de commander le travail, pour mettre en place le travail futur, c'est-à-dire le travail salarié et apporter aussi une valeur d'usage au service du capital.

Ces résultats nous conduisent donc à deux constatations : d'un côté, à la *dématérialisation de l'argent*, qui « se manifeste par la substitution aux échanges simultanés de marchandises et d'argent, de « contrats privés, légalement exécutoires », (...) et où l'argent n'apparaît que comme mesure des valeurs (...) tant que les paiements se compensent, la monnaie n'intervient pas, comme si un pur système de crédit commercial fonctionnait » (Brunhoff, 1976 : 116). De l'autre, se révèle un nouvel élément de concentration et de centralisation du capital où le crédit prévaut toujours en tant que force de propulsion du développement de l'ordre social capitaliste dans une

direction, que Marx désigne comme sa « dernière forme et suprême possible ». À la fin, émerge la contradiction entre la production et la valorisation qui repose sur la nature même du capital et qui s'appuie sur la relation contradictoire entre le travail nécessaire et le travail excédent.

2.2- La « dévalorisation » du capital pour contrecarrer les crises capitalistes

Le système capitaliste a créé des formes différentes pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Ce sont les six aspects classiques, bien connus, cités par Marx (1974b) dans le Chapitre XIV de la troisième section : l'augmentation du degré d'exploitation du travail, la réduction salariale, la baisse du prix des éléments propres au capital constant, la superpopulation relative, le commerce extérieur et l'augmentation du capital par actions. Tous fonctionnent comme éléments de la contre-tendance à la baisse du taux de profit.

En période de crise, au moment de la dépréciation des prix, il y a une dévalorisation générale ou une destruction du capital. « La dévalorisation peut être générale, absolue et non seulement relative comme la dépréciation, la valeur exprimant non seulement (comme c'est le cas du prix) le rapport d'une marchandise à une autre, mais le rapport entre le prix de la marchandise et le travail objectivé en elle, ou entre un quantum de travail objectivé (de la même qualité) et un autre quantum. Dès lors que ces quanta ne sont pas égaux, il y a dévalorisation (...) dans des crises générales, cette dévalorisation s'étend jusqu'à la puissance de travail vivante elle-même », dit Marx (1980 : 238) dans les *Grundrisse*.

En fait, l'administration des conflits internes du capitalisme provoque un procès de dévaluation des marchandises et de destruction de capital qui se reflète dans les crises. Harvey (1996) identifie trois tendances qui amortissent, au moins dans certains moments historiques, les crises d'accumulation capitaliste : la dévalorisation des marchandises, le contrôle macroéconomique et l'absorption de la suraccumulation à partir de déplacements temporels et spatiaux.

La première tendance est liée à une dépréciation de la capacité productive, de la valeur de l'argent, par l'arrêt du procès de travail. Marx (1975) explique que le procès de reproduction s'arrête, les marchandises pourrissent dans les entrepôts, la matière première est inemployée, il y a destruction des stocks, dévalorisation de l'argent à partir de l'inflation, enfin, le capital réel est détruit. La rationalité ou l'irrationalité du capital

occasionne de la même manière, selon Mandel (1990 : 197), des efforts de restructuration de la production à partir de l'élimination, réduction ou absorption des activités des entreprises. Les techniques moins productives des entreprises sont remplacées par de nouvelles techniques ; les produits dont la demande baisse sont réduits ; on intensifie aussi la rationalisation des ressources et des matières premières nécessaires à la production et on augmente la rapidité de circulation du capital et l'intensification du travail.

Voici des éléments qui prouvent souvent la surexploitation du travail, et annoncent la « dévalorisation » de la force de travail sous la forme de la baisse des salaires, de l'accroissement du chômage, de la détérioration des conditions de travail, de l'augmentation du taux d'exploitation, de la croissance de l'informalité, entre autres changements dans la structure du monde du travail.

Sur le plan du contrôle macroéconomique, on trouve l'institutionnalisation formelle des politiques d'État à partir de mécanismes de régulation ou d'application de politiques qui visent à garantir la relance économique. Les politiques keynésiennes des années trente du XX^e siècle en sont les meilleurs exemples. Et , finalement, la plus importante pour Harvey et pour nous, l'absorption de la suraccumulation. Celle-ci se réalise à partir d'un point central : le déplacement temporel et spatial du capital. Selon Harvey, il y a un transfert des ressources du présent pour l'exploitation dans le futur (une fonction temporelle), c'est-à-dire qu'il faut rendre disponible du crédit et de sa capacité de formation du capital fictif pour satisfaire ce qui est nécessaire à la réalisation de la production capitaliste.

Dans sa forme spatiale, l'absorption du capital et du travail excédent par l'expansion géographique peut produire de nouveaux espaces d'investissement et de nouvelles constructions d'infrastructures susceptibles de se traduire en croissance économique. De même, le système de crédit et la formation du capital fictif, fondés sur le pouvoir fiscal, militaire et monétaire de l'État, sont vitaux. Mais, les limites naturelles et géographiques de cette expansion conduisent à des solutions de court terme, de sorte que les déplacements temporels et spatiaux, représentés ici par les emprunts d'argent, surtout concentrés dans le système bancaire, ne rendent possibles que certains renouvellements des activités productives qui valorisent le capital dans un temps déterminé.

Enfin, le capital fictif apparaît comme une manière de contrecarrer la baisse du taux de profit, en permettant la création de « profits fictifs », et en produisant des gains pour certaines fractions de classes. Pour d'autres, comme Harvey, le capital fictif peut être converti en capital réel à mesure qu'il fait des investissements dans l'activité productive, accélérant la rotation du capital global et réduisant ainsi momentanément la crise de suraccumulation. Quite à nous répéter, nous réaffirmons que le capital qui finance l'activité productive n'est pas le capital fictif, mais le capital porteur d'intérêt. De toute façon, la possibilité de transformation du capital fictif en capital porteur d'intérêt, permet de revigorer les activités productives, au moins au court terme.

D'une façon ou d'une autre, le caractère fictif du capital continue à influencer l'accumulation capitaliste, le mouvement du cycle global du capital. Il est clair que cette interférence se produit à partir de contradictions internes, pourtant dialectiques, inhérentes à l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital. En même temps que le capital fictif peut être utile, il contient le germe de l'inefficacité, au moins pour la souveraineté du capital. Il ne peut pas produire de valeur ; sa logique, dans ce cas, est de s'approprier une partie des gains des entreprises, qui vient de l'exploitation du travail, ou d'absorber une partie de la recette des impôts de l'État capitaliste. En outre, il est rémunéré par un « profit fictif ».

En acceptant l'hypothèse que le capital fictif ne produit pas la valeur et la plus-value, l'un des objectifs primordiaux du capitalisme, sa fonctionnalité dans le système capitaliste trouve ses limites. Son expansion dans le système économique exige, si le capital veut survivre, des crises financières pour éliminer une partie de son volume qui se déplace vers les marchés financiers autour du monde⁷². Ce sont la dépréciation du capital, la dégradation de la vie du travailleur et des contradictions qui conduiront à des explosions, des cataclysmes, des crises, lesquelles se manifestent par la suspension momentanée du travail et la destruction d'une grande partie du capital, affirme Marx (1980 : 238) dans le *Grundrisse*.

Les crises ont donc pour fonction de détruire une partie des capitaux indésirables, pour essayer de renouveler le cycle capitaliste. « Les crises réduisent énormément ce capital

⁷² Marx a démontré que les crises ont plusieurs effets positifs sur le fonctionnement de l'économie capitaliste. D'abord, les crises produisent une articulation plus étroite entre les prix et les valeurs. En second lieu, les crises créent des conditions financières plus favorables pour éliminer les valeurs fictives, tout au moins une partie du total. En conséquence, les coûts des capitaux sont diminués. En conclusion, les crises servent à compléter le niveau de l'armée de réserve des chômeurs (Perelman, 1990).

argent fictif et, partant, le pouvoir de ceux qui le possèdent de prélever de l'argent sur le marché sur la base de ce capital. La réduction que subissent les cours de ces valeurs au bulletin de la cote n'a cependant pas de rapport avec le capital réel qu'elles représentent, mais, par contre, elle a une influence considérable sur la capacité de paiement des détenteurs de ce capital » (Marx, 1978b : 155).

Alors, dans la mesure où les crises spéculatives ne menacent pas le système, elles sont aussi utiles au capital dans la mesure où elles lui permettent de détruire une partie du capital fictif en excès. Hilferding (1970 : 206) affirme que « la spéculation est nécessaire pour que ce marché reste toujours ouvert et que, par là, le capital-argent ait la possibilité de se transformer à tout moment en capital fictif et, à ce dernier, celle de se transformer à nouveau en capital-argent. Car, du fait qu'au moyen d'achats et de ventes des gains peuvent être réalisés, le stimulant permanent pour les achats et les ventes est donné, et par conséquent l'existence stable d'un marché toujours ouvert est assurée ».

Enfin, les crises portent aussi des traits directement liés à la création du capital fictif. On peut dire que l'écart entre la valeur fictive du capital et l'argent attaché aux valeurs réelles s'élargit ; c'est alors que les crises apparaissent au cœur du système de crédit et par là au milieu du système de financement du capital. La crise se nourrit aussi de krachs monétaires et financiers mais reste toujours liée, d'une façon ou d'une autre, à la nature productive du système⁷³. La loi de la valeur reste ainsi en toute circonstance associée à l'origine du mouvement du capital, avec son « incarnation » dans l'argent et dans les mouvements de débâcle. De cette façon, il est impératif de lier le capital fictif à la « dévalorisation » du capital, de même qu'au travail qui permet la transformation de l'argent en capital. Donc, l'agrandissement du capital fictif n'est pas seulement un phénomène qui vient de l'expansion du système de crédit, car il reste dans la contradiction du capital, il fait partie de la logique qui tend à l'appropriation de la partie d'excédent générée par la force de travail.

L'argent (le capital monétaire), le crédit (le capital porteur d'intérêt et le capital fictif) et la production capitaliste (le capital productif) se confondent alors dans un mouvement

⁷³ Ce dont parle Kettell (2006) lorsqu'il dit qu'avec la véritable exploitation productive du travail qui devient toujours moins profitable [par rapport au profit financier], beaucoup de capitalistes sont maintenant forcés de prolonger leur balance d'emprunt afin de maintenir leur solvabilité et/ou pour restructurer leurs processus de production sur des lignes plus efficaces. Tandis que d'autres sont de plus en plus conduits à renoncer à l'investissement rentable en faveur de l'argent de « façade » (gonflant de ce fait les réserves du système bancaire), ou à essayer et soutenir l'accumulation financière plutôt que les activités productives, menant, par là, à la croissance de la spéculation du marché boursier.

de destruction et en même temps de création de capital, véritable illustration concrète et terrifiante du capitalisme :

« Ce phénomène est inévitable en système de production capitaliste et en constitue une des beautés. Il ne se produit pas dans les modes de production antérieurs parce que ni le crédit, ni la monnaie de crédit ne s'y développent, étant donné l'étroitesse de la base sur laquelle ils se meuvent. Aussi longtemps que le caractère *social* du travail apparaît en tant qu'*existence monétaire* de la marchandise et donc en tant qu'*objet* extérieur, à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, qu'elles soient indépendantes des crises véritables ou qu'elles les aggravent » (Marx : 1978b : 11).

3- Entre la dématérialisation de l'argent et la matérialisation du travail

3.1- La sphère « matérielle » et la sphère « monétaire » dans l'économie capitaliste

Le débat qui a lieu dans la théorie économique sur les composants matérielle-réelle et monétaire-financière a été et continue d'être très intense et porteur de controverses⁷⁴. On a vu que Hilferding et Lénine ont présenté une analyse sur ce sujet à partir du concept de « capital financier », partant sur le domaine de financement des activités industrielles à partir du système bancaire. Le développement de la Bourse et ses connexions avec la grande entreprise et le marché spéculatif est une autre question soulevée par Hilferding au moment où l'agrandissement de la partie financière du capitalisme s'intégrait plus directement, sous le couvert des banques, au capital productif. Maintenant, il faut présenter ici, pour éviter d'éventuels malentendus, certaines idées précédemment exposées qui traitent de l'association entre les phénomènes considérés « matériels-réels » et/ou « monétaires-financiers ». Il est clair que nous n'avons pas pour but de rééditer la discussion théorique déjà exposée, mais surtout de la replacer, de l'encadrer dans notre démonstration.

⁷⁴ On peut trouver une « synthèse » de ces questions dans la revue *Économie Appliquée*, tome XXXVIII, n° 1, 1985, malgré l'absence d'une interprétation marxiste. Dans l'un de ces articles, Cartelier (1985 : 70-71) dit que « l'analyse [de l'économie] réelle domine depuis plus de deux siècles, pour cette raison elle sera qualifiée d'orthodoxe – ce qui n'est nullement péjoratif – l'analyse monétaire apparaissant de ce fait hétérodoxe (...) si le monde réel, observable, est bien justiciable de la théorie – à défaut la théorie serait vide – c'est parce que y est à l'œuvre un *processus d'ajustement* qui assure que les grandeuses effectives ont bien les propriétés requises par la théorie (équilibre par exemple). Le nom de ce processus d'ajustement est d'ailleurs commun à toutes les écoles orthodoxes : il s'agit du *marché* ». De l'autre côté, dans la pensée hétérodoxe, continue-t-il, « la monnaie est à concevoir comme *le mode objectif des relations entre individus*. Il n'existe pas d'un côté des individus et de l'autre de la monnaie : il n'est pas pensable, dans l'approche hétérodoxe, que la dimension des individus apparaisse en dehors des relations qui les unissent. La monnaie est ici, au sens fort, un rapport social : elle est *le lien économique unique* » (*ibid*, p. 76).

L'argent est présenté au monde comme un instrument – la monnaie – tout à fait indépendant et exclusivement monétaire, c'est-à-dire comme une pièce de papier ou de métal (qui en apparence est réelle), totalement déconnectée de toute liaison avec la production mercantile. La neutralité ou non de la monnaie dans le système économique est une partie intégrante de la discussion qui englobe le sujet en question.

Dans la pensée monétaire orthodoxe la monnaie est neutre, ou du moins tend à être neutre à court terme. Alors, l'économie réelle est affectée seulement par des facteurs réels, qui viennent de la technologie, des préférences des consommateurs, entre autres. S'il y a des déséquilibres dans le fonctionnement du marché monétaire, le retour au point d'équilibre sera garanti à partir du marché et de la loi de l'offre et de la demande. D'une autre côté, dans l'hétérodoxie, la monnaie n'est pas neutre, surtout quand elle est rapportée au crédit. Avec celui-ci, se concrétise la rupture entre la production et la restriction budgétaire sous la pression du capital monétaire et porteur d'intérêt. Donc, la monnaie, dans ces cas là, est étroitement liée à l'économie réelle, de sorte qu'elle est insérée dans un système de relations où il ne s'agit pas tant de variables économiques que de rapports sociaux. Tant dans la pensée orthodoxe que dans l'hétérodoxie, il n'existe pas de différence entre l'argent et la monnaie.

Chez Marx l'argent participe de la division sociale du travail. Dans le circuit du capital global, il demeure dans l'étape de la production et de la circulation des marchandises, et a pour fonction d'imbriquer les classes sociales, en se rendant plus visible dans le régime salarial de la force de travail. C'est la concrétisation ou formalisation des rapports sociaux au sein du système.

En outre, dans le procès de substantivation de la valeur, l'argent n'est que l'existence, sous forme de marchandises, de la représentation de la valeur, de l'incarnation du travail humain dont il fait un « être » autonome et mystérieux. Il est alors le représentant maximum de la valeur-travail. De fait, sa naissance n'a pas été accidentelle, et il n'a pas été créé pour faciliter le troc entre les marchandises dans un marché, chaque fois plus développé, avec plusieurs marchandises de différentes valeurs d'usage et valeurs d'échange. En réalité, le système capitaliste avait besoin de le représenter par une marchandise spéciale, qui pouvait l'appréhender à partir de la valeur. L'argent concentre donc la capacité d'être la jonction entre la sphère dite réelle et la sphère monétaire de l'économie, en « prêtant » son « corps » aux marchandises. Dans un système où toutes les marchandises, y compris la force de travail, sont vues comme un

produit, conçues pour satisfaire les nécessités des hommes, l'argent constitue la représentation de la matérialité de la valeur que contiennent les marchandises.

Si elles ont ces capacités, les sphères « réel-matériel » et « monétaire-financier » sont liées entre elles par l'argent et, de fait, par sa substance centrale, la valeur-travail. La marchandise contient donc une portion réelle et monétaire qui vient de la valeur, bien que l'économie capitaliste elle ne soit qu'une économie, par essence, monétaire. De cette façon, ces phases ne sont ni indépendantes ni dissociées entre elles ; en vérité, elles font partie d'une seule totalité, d'un même « être », d'une même logique de production et reproduction du capital⁷⁵.

L'argent, en tant que monnaie, est un signe de la valeur, il va remplir la fonction de moyen de paiement et de moyen de circulation ; mais, comme reproduction de la valeur-travail, il est une forme d'existence de la valeur des marchandises. La substantivation de la valeur sous forme d'argent et plus tard sous forme du capital (révélant ainsi leurs formes fonctionnelles), représente la valorisation productive et monétaire d'un même procès de valorisation du cycle global, c'est le capital cherchant son auto valorisation. Ce processus est toujours interprété par plusieurs auteurs comme une génération autonome de la valeur à partir des transactions fictives de la sphère financière. Ils partent de l'idée que la partie financière s'éloigne de la partie réelle de manière définitive pour créer la plus-value.

Mais, nous savons que certaines parties plus développées des formes fonctionnelles du capital, comme l'argent de crédit et le capital porteur d'intérêt, illustrent une valorisation qui reste encore directement associée à une partie de la plus-value, sous

⁷⁵ « Un mythe s'est renforcé à notre époque au fur et à mesure que la libre circulation des capitaux est devenue totale dans le monde : les marchés financiers seraient devenus les lieux où se créerait la valeur dont les actionnaires revendiquent la plus belle part. Mieux, par une sorte de réification, le marché financier serait davantage qu'un lieu puisqu'il serait le créateur même de la valeur. Cette dernière idée est une vieille cantilène chantée par les économistes libéraux néo-classiques pour lesquels le capital est productif de valeur au même titre que le travail dans le cadre d'une combinaison productive de ce qu'ils appellent « facteurs de production ». Le décalage grandissant entre les flux financiers porteurs de gros bénéfices et les flux productifs semblent leur donner raison. Cette idée est reprise et reformulée aujourd'hui par un assez large courant d'économistes, pour certains, transfuges de l'école de la régulation, pour d'autres, affiliés à l'école des conventions ». « Le marché ne crée pas la valeur ; plus précisément, le marché financier ne crée pas la valeur financière, il crée la liquidité de la valeur ou la liquidité du capital financier [sic] ; comme la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme *la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée*. Autrement dit, elle transpose dans le champ financier le rapport des forces entre capitalistes et salariés et celui entre capitalistes eux-mêmes » (Harriby, 2000).

forme d'intérêt. D'autre part, le capital fictif, incapable de produire la valeur, reste lié au intérêt et aussi au « profit fictif ».

Si « le crédit public est le *credo* du capital », comme le dit Marx, sous sa forme plus réifiée, il est aussi l'*esprit* du capital, surtout quand il s'autonomise et se dématérialise d'une faction plus raffinée, illustrée par le capital fictif. En fait, l'argent, pour remplir ses fonctions avec efficacité et être le représentant de la valeur-travail, a parcouru une « route » tout à fait complexe et non moins mystérieuse pour ce qui est de ses connexions avec le travail.

Un parcours qui lui a conféré la particularité d'être dissimulé par rapport à la source de la richesse capitaliste, le travail. Donc, l'argent a été remplacé par des symboles, par des signes de la valeur, bref, par la monnaie, par le papier-monnaie, par le crédit, par les divers titres (actions, obligations) et autres instruments financiers plus sophistiqués.

Après la démythification de la détermination sociale de l'argent, quand on observe qu'il s'oppose constamment à l'essence du travail ou qu'il l'affronte en tant que sujet de cette relation dialectique, la valeur-travail, sous la forme argent, prend possession d'elle-même et se personnifie en puissances autonomes, qui représentent en substance la richesse matérielle et le pouvoir.

Les formes monétaires, malgré leurs caractères spéculatifs et donc apparemment autonomes par rapport au capital productif, gardent la réalisation de la valeur. Au centre de l'analyse, dans la centralité du travail, reste le procès d'accumulation du capital, de la production de la plus-value et de l'exploitation du travail. « Pour autant que nous ayons étudié jusqu'ici la forme intrinsèque de l'accumulation du capital argent et de la richesse monétaire, nous avons vu qu'elle se résolvait en accumulation de droits de propriété sur le travail » (Marx, 1978b : 138).

La forme sous laquelle le réel et le monétaire entrent en rapport apparaît comme une opposition entre deux catégories antagoniques qui sont en discordance entre elles. De dimension complexe, le phénomène qui englobe la totalité des parties productives et monétaires de l'économie capitaliste reste lié aux aspects abstraits de la nature de la marchandise, de la valeur-travail et de l'argent. Ces catégories ne représentent pas un antagonisme mais un accomplissement, une unité des contraires où la valeur est le point de départ qui pénètre dans les schémas de production et de reproduction du capital, que

ce soit par la voie productive, monétaire ou fictive du capital. Les instabilités financières et les constantes crises sont là pour étayer ces affirmations.

3.2- Les imbrications entre la production, la spéculation et le travail

Les notions de la valeur, de l'argent, du capital commercial, du capital porteur d'intérêt et du capital fictif gardent au fond d'elles-mêmes quelques traits de la spéculation. De plus, ces catégories font partie de l'économie capitaliste qui est *per se* un système de production spéculatif.

Au-delà de sa nature spéculative, ce système a aussi une partie excluante. Avec le développement du capital monétaire, la concentration de la richesse et du pouvoir économique est dirigée vers un petit nombre de capitalistes. Le parcours du cycle du capital réalise son objectif.

Le système théorique de Marx est donc représenté par les différentes formes de la valeur travail, en passant par la forme marchandise, par la forme argent, par le capital industriel, par le capital porteur d'intérêt et finalement par la partie la plus abstraite et la plus irrationnelle, le capital fictif. Cette substantivation arrive à la spéculation sans frein du capital.

Pendant la révolution industrielle du XX^e siècle, dans un moment d'intenses transformations industrielles, la logique du capital industriel prédominait par rapport au capital fictif-spéculatif. À présent, dans une phase où les formes fonctionnelles du capital s'autonomisaient encore plus, la logique spéculative du capital s'est acquis un espace plus grand dans le circuit du capital, mettant sous sa coupe le capital industriel.

Par conséquent, son influence sur l'organisation, sur la gestion et sur la restructuration du monde du travail est évidente, tant du point de vue de la composition et de la relation controversée entre les travailleurs et les actionnariats (représentés plus directement par les fonds de pension et les fonds d'investissements), que dans le processus de restructuration du travail qui rend les activités productives plus flexibles et plus diversifiées, toujours à la recherche d'une augmentation du temps de travail excédent.

Dès que la sphère financière entre plus fortement dans le processus de financement de la production, les relations entre les deux parties du cycle du capital deviennent une seule, malgré que le processus financier actuel, représenté surtout par la multiplication du capital fictif dans l'économie mondiale, imprime fortement sa marque dans

l'organisation de la production et du travail. Sous l'effet de la démultiplication du système de crédit, le capital fictif se trouve être la forme dominante et déterminante du capital moderne⁷⁶.

En même temps, nous croyons que, dans l'unité contradictoire du capital, l'autonomie des sphères de production et de circulation du capital implique que les formes fonctionnelles du capital ne soient pas indépendantes. Elles sont, au contraire, en interdépendance, sauf quand on traite de la catégorie des « profits fictifs ». De toute façon, ceux-ci influencent aussi directement l'activité productive à travers de l'exigence d'un taux de rendement du capital productif plus élevé, stimulant la restructuration productive de l'industrie et par suite l'intensification du travail. En partant de l'idée centrale et abstraite pour laquelle toutes les formes fonctionnelles sont considérées comme autonomisées, donc indépendantes entre elles, Carcanholo (2001) indique que la forme fonctionnelle du capital productif peut être subordonnée et aussi redéfinie par la spéculation. À un niveau plus concret d'analyse, affirme-t-il, les grandes entreprises exclusivement productives en sont venues à opérer prioritairement de manière spéculative avec le domaine du capital fictif-spéculatif.

La partie fictive du capital se sert aussi des politiques économiques qui privilégient l'attraction de l'argent de crédit international, en payant une rémunération qui provoque des instabilités dans la croissance économique et surtout des effets négatifs sur les investissements et le monde du travail. En profitant également d'une politique fondée sur la libéralisation financière, le capital fictif a pris la liberté d'entrer et de sortir d'un pays au nom de la défense des principes du libre marché concurrentiel. Les politiques de déréglementation des transactions financières et productives, la diminution de la protection sociale entre autres, ont apporté au secteur privé une grande partie de l'épargne des ménages, centralisée sur les fonds d'application financière, sur les fonds de retraite privés et sur d'autres fonds d'investissements. Cette quantité de capital monétaire transite dans les diverses places financières du monde à partir de sa

⁷⁶ « C'est confondre la scission du capital en ses deux formes [capital fictif et industriel] qu'il revêt pendant son procès de reproduction, argent et marchandises, signes de valeurs et valeurs matérialisées, avec une scission en deux sphères distinctes et autonomes, qui vivraient quasi indépendamment l'une de l'autre. Certes, il y a une autonomie de la sphère financière dans ses capacités propres à s'automultiplier. Mais, comme il a été dit, cette spéculation est absolument inséparable du crédit et de ses développements, qui ont leurs bases, leur rationalité, et leurs nécessités, dans la sphère productive du capital. On ne peut pas restreindre la sphère financière sans le faire du crédit, et on ne peut pas supprimer, ni même retréindre le crédit (donc le capital financier) [sic] sans faire écrouler la production capitaliste » (Thomas, 1999 : 157-158).

conversion en capital fictif sous la forme d'achats d'actions et de titres de la dette privée et publique.

De cette manière, « la mobilisation du capital transforme dans une mesure croissante la propriété capitaliste en titres de revenu et rend ainsi le processus de la production capitaliste de plus en plus indépendant du mouvement de la propriété capitaliste » (Hilferding, 1970 : 208), c'est-à-dire du mouvement du capital productif.

Le capital fictif et le processus de dématérialisation qu'il implique, induit aussi une pression visant à la création de la plus-value dans la sphère productive qui s'effectue à partir de l'application des politiques élaborées par la représentation financière du capital. De plus, le capital productif, en train de se transformer pour agrandir son excédent, a besoin de réduire ses coûts et encore plus sous l'influence de la sphère financière.

La primauté du capital monétaire est transposée sur le capital porteur d'intérêt, et principalement sur le capital fictif. Enfin, l'accumulation financière entre dans un mouvement de valorisation du capital qui interfère, de plus en plus, dans le quotidien des grandes entreprises, dans les décisions de politique économique d'un pays, dans la souveraineté d'une nation.

Le gonflement de la dette publique, au centre des mouvements spéculatifs mondiaux, diminue aussi la capacité des activités productives de la rembourser, et exige plus de rémunération, réduisant le budget d'État dans les secteurs sociaux et provoquant des impacts négatifs sur les investissements productifs. Les mouvements spéculatifs sur les marchés boursiers exercent pareillement de constantes pressions sur les entreprises cotées en bourse qui restent liées aux mouvements spéculatifs⁷⁷. Cette dynamique de l'accumulation capitaliste spéculative influence la composition organisationnelle et

⁷⁷ Foster (2006) dit qu'un système adapté à la spéculation dans des conditions d'augmentation de la fragilité financière nécessite constamment de nouvelles infusions d'argent comptant qui sont obtenues par des augmentations énergiques de l'exploitation de la population active. Selon lui, pour la plupart des ouvriers des États-Unis, les contradictions économiques du « monopoly-finance capital » ont créé une situation de fermeture, un « étau-poignée ». Les salaires réels pour la plupart des ouvriers ont été stagnants pour une génération ou plus ; la dette des ménages monte en proportion du revenu net ; le chômage/sous-emploi est élevé ; la participation de la main-d'œuvre tombe (création d'emplois faibles avec le découragement que cela engendre) ; les pensions et les services gouvernementaux – l'aide à la population (éducation comprise) – sont tous en régression ; et la part des impôts payés par des ouvriers augmente. Utilisant les paroles de Marx, l'auteur affirme que sous le « monopoly-finance capital » il n'y a « qu'une accumulation de la misère » qui par elle-même est « une condition nécessaire, correspondant à l'accumulation de la richesse ».

productive des agents productifs, de sorte que la nature de classe et sa composition, l'organisation et le contrôle du travail sont-eux transformés.

Avec l'extension du système de crédit, « le volume du capital de chaque entreprise est réduit au minimum, et la moindre nécessité se présentant brusquement d'un accroissement de moyens liquides exige une opération de crédit, dont l'échec pourrait signifier la banqueroute pour l'entreprise. C'est le fait de disposer de capital-argent qui donne à la banque la suprématie sur l'entreprise, dont le capital est fixé en tant que capital de production ou capital-marchandise » (Hilferding, 1970 : 145).

Comme la source de la richesse vient du travail, l'interférence du capital dans le contrôle productif et celui du travail est vital à sa perpétuation. Cette domination se fonde sur l'inspection salariale, sur l'organisation du travail, sur les politiques de gestion de la force de travail, de la protection sociale et de la restructuration productive. L'objectif central du capital productif est d'augmenter le temps de travail excédent. Pour ce faire, il faut chercher au maximum, dans les limites naturelles de la force humaine, la surexploitation de la force de travail⁷⁸. Celle-ci produit la plus-value nécessaire à la survivance du système et à l'accumulation réelle du capital.

Par ailleurs, sous le règne de la sphère spéculative, la rémunération fictive élevée du capital, stimulée par la hausse des taux d'intérêts, induit les capitaux productifs à se transférer à la sphère financière, ou à opérer selon la logique du capital fictif. La conséquence immédiate est la baisse du taux de profit du capital productif par rapport au profit financier. Ces éléments qui caractérisent le cycle d'accumulation fictive du capital aggravent les conditions de travail et de vie de la population. Le chômage en hausse, la contraction salariale, la perte des droits sociaux, la flexibilité de la protection du travail, la restructuration productive, le changement de la gestion des entreprises, l'augmentation de la rotation du travail, et l'augmentation de l'informalité qui sont aussi liées aux mouvements d'accumulation financière du capitalisme contemporain.

⁷⁸ Selon Delaunay (2006), « l'exploitation du travail vivant (production du flux de valeur dans le présent) s'exercerait par l'intermédiaire du stock de capital fictif dont la valeur se fait volatile et risquée pour les capitalistes. Il en résulterait un premier effet de surexploitation des travailleurs. Mais on repèrerait un deuxième effet de ce genre. Car les conséquences macroéconomiques de ce mécanisme initial (et toutes les relations associées) seraient momentanément compensées par le surendettement des agents (État et ménages). La surexploitation proviendrait alors non pas seulement du capital fictif de production, mais du capital de financement de la consommation finale, privée et publique, ce capital devant lui aussi être rémunéré ». Ainsi, continue-t-il, « le marché du travail serait triplement contraint (par le capital réel, par le capital fictif marchandise et par l'État) », et fonctionnerait de manière passive, selon l'auteur, dans le processus de mondialisation.

Comme a dit Harvey (1989 : 181), « je suis donc tenté de voir la flexibilité réalisée dans la production, les changements des marchés du travail et la consommation davantage comme résultats de la recherche des solutions financières aux crises du capitalisme, plutôt que le contraire. Ceci impliquerait que le système financier a réalisé un degré d'autonomie sans précédent dans l'histoire du capitalisme, portant le capitalisme dans une ère de dangers financiers également sans précédent ».

En conclusion, il convient de dire : le fait que le capitalisme mondial actuel ait une caractéristique fortement spéculative ne signifie pas que le capital industriel fasse partie du « bien » et que le capital fictif fait la portion « mauvaise » du capital. La dichotomie est constante à l'intérieur des théories vulgaires ; si on adopte cette vision, on perd l'essence de toute l'analyse qui couvre la base d'exploitation et d'accumulation capitaliste, et on exclut aussi de l'investigation, la catégorie centrale de la valeur-travail.

CHAPITRE 3- LA SPHÈRE FINANCIÈRE DU CAPITALISME CONTEMPORAIN ET SES EFFETS SUR LE MONDE DU TRAVAIL

« Tant qu'il y a de la volatilité, il y a de l'argent à faire »
(déclaration d'un spéculateur, 02/04/2007)

« Les Banques centrales ont perdu le contrôle »
(George Soros, au Forum économique mondial de Davos,
23/01/2008)

L'objectif de ce chapitre est de montrer l'évolution du flux de capitaux (fictifs) dans le capitalisme contemporain, ainsi que la composition de ses instruments financiers. Notre argument principal est que le mouvement du capital fictif à la recherche de valorisation a provoqué des effets négatifs sur le monde du travail et sur la sphère réelle de l'économie, surtout quand on regarde la faible croissance économique mondiale. Initialement, on va présenter brièvement le débat sur les transformations actuelles du capitalisme ; ensuite, l'évolution du flux et du stock de capitaux dans les pays développés et sous-développés ; enfin, les transformations dans le Système de crédit international et les influences du circuit financier sur le capital productif et sur le travail.

1- Les éléments généraux du débat actuel

Dans les diverses appréciations des processus de transformation qui ont lieu au sein du capitalisme contemporain, on relève une convergence notoire entre les auteurs sur l'importance et le poids de la sphère financière aujourd'hui. Plusieurs d'entre eux, de formations théoriques différentes, s'accordent sur l'idée que nous vivons dans une période où prévaut le domaine de la sphère financière du capital dans la scène économique et géopolitique mondiale, malgré la discordance de Thomas (1999), Katz (2002), Bonnet (2002) et Husson (2006), sur lequel on reviendra par la suite. Les phénomènes financiers actuels sont caractérisés par l'usage de différents vocables : globalisation, mondialisation, financiarisation, dominance financière, régime d'accumulation financiarisé, nouveau capitalisme patrimonial, régime d'accumulation excluant, financiarisation excluante, capitalisme de marché financier...

On n'utilisera pas ici ces termes ou d'autres expressions similaires pour caractériser la phase actuelle du capitalisme, orientée vers la sphère financière, car la plupart d'entre

eux ne partent pas de la compréhension du capital pris en tant que sujet de ces transformations, en analysant plus les *manifestations* des phénomènes présents dans la société. On peut en citer quelques uns : Michalet (2002), Giraldo (2005), Adda (2004)...

D'autres, comme Negreponi-Delivanis (2003 : 1507), malgré sa critique aux termes ci-dessus, dit que « la mondialisation ne signifie rien en elle-même. Il s'agit d'un terme ingénieux dont personne ne connaît le contenu avec précision ». Malgré ces observations, l'auteur continue à l'adopter en suggérant qu'il faut lui ajouter de nouvelles caractéristiques comme la position hégémonique des États-Unis⁷⁹, le stade post-industriel du développement et d'autres.

Pour notre part, nous croyons qu'en utilisant régulièrement les termes globalisation financière ou mondialisation financière, on peut suggérer les événements actuels comme phénomènes isolés, au lieu de les analyser dans une perspective dialectique. On s'aperçoit que nouveaux termes arrivent souvent et que les transformations capitalistes vérifiées pendant les dernières décennies stimulent cela (dissémination de nouvelles technologies, expansion des multinationales, multiplication des instruments financiers). Mais, si on veut pénétrer au cœur de l'essence capitaliste, et surtout approfondir théoriquement le sujet discuté, on doit partir du capital pour arriver alors à la phase spéculative actuelle dominée par le capital fictif.

Enfin, les termes représentatifs énumérés ci-dessus n'indiquent pas, surtout quand ils sont utilisés par les institutions et les organismes internationaux comme le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale, le sens des changements actuels – qu'il faut analyser à partir de la nature de l'accumulation capitaliste –, mais désignent seulement les phénomènes qui apparaissent à la « superficie » des relations économiques et sociales.

Généralement, le terme mondialisation et ses synonymes renvoient au « processus par lequel les marchés nationaux des produits, du capital et du travail deviennent plus étroitement intégrés par delà les frontières » (OCDE, 2007 : 198). Ils abordent de façon plus directe l'intégration des marchés mondiaux, acceptant l'ampleur du cours actuel des transformations sur ces marchés, dont les caractéristiques principales sont très connues : intense progrès technique ; baisse des coûts des transports et des communications, qui favorise l'internationalisation de la production ; augmentation des

⁷⁹ On peut trouver informations sur la transformation et le processus de « financiarisation » de l'économie des États-Unis, centre hégémonique mondial, dans Krippner (2005).

services et des échanges de produits ; multiplication des flux transfrontaliers de capitaux...

De surcroît, les emprunteurs, les prêteurs et les investisseurs institutionnels disposent de plus en plus d'options globales face aux crédits disponibles sur les places financières, au moment même où le domaine géographique de l'intermédiation financière s'est élargi et est devenu plus grand. Dans un processus d'internationalisation très intense du capital, les sociétés financières se sont localisées à l'extérieur de leur propre pays tout en continuant à contrôler leurs transactions financières.

Par rapport à cela, l'une des conséquences directes du phénomène sera l'internationalisation du marché des actions des sociétés financières, industrielles ou commerciales qui deviennent de plus en plus internationales, pendant que les diverses formes d'arbitrage entre les places financières et les investisseurs ont lieu sur un « monde global » (Llewellyn, 2006). De plus, la déréglementation des mouvements de capitaux favorise aussi l'« efficacité » de l'épargne, diversifie les risques d'investissements, rend possible une croissance plus rapide et atténue les cycles conjoncturels de l'économie.

À la base de ces arguments de la pensée dominante il y a toujours la discipline du marché, qui s'est intensifiée avec l'internationalisation du secteur financier, et qui se manifeste à travers les fusions et acquisitions transfrontières des entreprises dans le secteur bancaire et industriel, sur les marchés boursiers. Ces imbrications plus fortes des stades productifs et financiers du capital, où les achats et ventes d'actions par de grands groupes bouleversent les stratégies et l'organisation des entreprises, induisent la maximisation de l'accumulation du capital et de l'intensification du travail.

Selon nous, la constitution de la sphère financière actuelle repose en grande partie sur les instruments du capital fictif, développé à partir du système de crédit et, par conséquent, de l'argent de crédit. Ainsi, la création de nouveaux instruments fictifs à l'intérieur du marché, caractérisée par les innovations financières, intervient rapidement sur une base globale où les marchés financiers nationaux paient un prix plus élevé pour attirer le capital de crédit externe.

Le fait est que, directement ou non, les caractéristiques évoquées par les théoriciens du courant dominant de la mondialisation, surtout ses représentants institutionnels, abordent les caractères des transactions internationales entre les pays et les bénéficiaires qui

découlent de ces spécialisations productives, en se rapprochant des avantages comparatifs ricardiens. Selon eux, l'avenir de la mondialisation est de faire progresser l'intensification de la concurrence entre les agents, comme disait Cumming (2006 : 15), premier vice-président de la *Federal Reserve Bank of New York*, idée renforcée par Fischer (2006) : « la mondialisation financière, particulièrement l'investissement direct étranger dans le secteur financier, a créé des avantages clairs en terme d'efficacité en intensifiant la concurrence dans le marché principal des opérations bancaires et commerciales, et en augmentant la perfection du marché financier »⁸⁰.

Certes, la mondialisation caractérise les « normes » dictées par les institutions représentatives du capital partout dans le monde : politique budgétaire restrictive, flexibilisation du marché du travail, régime du ciblage d'inflation (pris comme point d'ancrage de la politique monétaire), taux de change flexible, politique de contrôle fiscal, privatisation, baisse des dépenses sociales, réforme de l'État, désindexation salariale, libéralisation financière, stimulation de la concurrence du marché, affaiblissement des syndicats, entre autres.

Pour continuer à garantir le « succès » de ces principes, même avec un taux de croissance moyenne de l'économie mondiale très faible dans les dernières décennies – 3,3% dans les années 1980, 3,1% dans les années 1990, 4,3% entre 2000-2007, soit un total seulement 3,5% entre 1980-2007 (FMI, *World Economic Outlook Database*, 2007b) –, la préoccupation actuelle des institutions est d'approfondir leurs réformes et de redistribuer les bénéfices pour garantir une « meilleure équité ». Comme l'a expliqué le FMI (2007 : 75), « les efforts déployés pour stimuler la croissance, promouvoir la stabilité et obtenir de meilleurs résultats sur le plan social se renforcent mutuellement ».

Par conséquent, pour atteindre ces objectifs, ces auteurs affirment qu'il faut renforcer la réforme budgétaire, en particulier dans les pays où les recettes du secteur public en pourcentage du PIB sont faibles et/ou tributaires des exportations des produits de base ; de la même manière, il faut élargir l'assiette de l'impôt, réduire les exemptions fiscales

⁸⁰ Fischer (2006 : 06-07), en réaffirmant les bénéfices de la libéralisation financière, surtout du compte de capital, déclare que ces mesures vont apporter une augmentation de la compétition dans le secteur financier et améliorer la qualité du système financier, permettant la concurrence étrangère. Elle va aussi changer les stratégies de concurrence des entreprises nationales.

et améliorer l'administration fiscale. Vue sous cet angle-là, la continuité de ces réformes permettrait d'accroître les dépenses versées aux programmes sociaux assistentialistes⁸¹.

À la base de leurs arguments, connus sous la dénomination du « Consensus de Washington » dans les années 1990, et derrière les « variantes » actuelles caractérisées par le « Consensus revisité », se profile toujours l'objectif de garantir l'équilibre du marché et de la concurrence parfaite entre les agents économiques, en faisant abstraction des conflits de classe ou de l'exploitation de la force de travail. Dans ces dictionnaires, les mots qui impliquent la lutte des classes n'existent pas. En fonction de quoi, la plupart des effets de la mondialisation sont considérés comme positifs. « La mondialisation, couplée au changement technologique, a conduit à la croissance de l'économie mondiale, apportant de nouvelles offres d'emploi et permettant à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté absolue », déclare la Banque mondiale (2007a : 102).

L'ouverture aux échanges internationaux de produits et de facteurs a stimulé la croissance et l'amélioration des revenus, conduisant à une allocation efficiente de ressources. La pression concurrentielle imposée par le marché incite les producteurs à réduire leurs marges de profit et à faire des investissements en capital et en innovation capables de générer des gains de productivité. D'ailleurs, les conséquences immédiates de la mondialisation seraient la baisse des prix, l'amplification de la production et une offre d'emploi plus grande⁸².

Dans le domaine des transactions financières, l'ouverture aux entrées et sorties de capitaux peut stimuler aussi les gains de productivité, dans la mesure où un pays peut bénéficier des meilleures pratiques en matière d'intermédiation financière d'entreprise, et amener une allocation de capital plus efficiente ; de même, les investissements directs étrangers génèrent un transfert de technologie aux entreprises filiales provoquant ainsi des effets positifs sur la croissance de la productivité économique du pays résident (Banque mondiale, 2007a).

⁸¹ Ici, ils font référence aux programmes sociaux assistentialistes du Mexique, appelés « *Oportunidades* » ; du Brésil, nommés « *Bolsa Família* » ; et du Chili, « *Chile Solidario* ».

⁸² Même au milieu d'une crise capitaliste, dans les années 1990, l'OCDE a publié un document remarquable sur les avantages de la libéralisation économique intitulé « Pour l'ouverture des marchés : les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement » (1998). Plus tard, en 2004, dans un autre rapport intitulé « Code de la libération des mouvements de capitaux » (2004 : 10), a affirmé : « L'approche de l'OCDE ne repose sur aucun dogme ni aucune négociation politique, ni sur des recommandations normatives détaillées pour la mise en œuvre de mesures ». Pour cet organisme, au niveau du discours, l'économie est neutre.

De façon générale, les institutions financières internationales proposent quatre canaux de transmission de la mondialisation, qui sont : i) l'accélération de l'intégration commerciale, ii) la migration internationale, iii) la diffusion technologique et iv) l'intégration financière accentuée. Dans sa vision, l'expansion des flux de biens et services, du travail et des informations, facilitée par le développement des nouvelles technologies d'information, accélère le rythme de diffusion de l'innovation et stimule les gains de productivité, optimisant l'échelle de production. Le libre mouvement de capitaux permet aussi la diffusion et l'application de ressources dans des cadres plus rentables, maximisant les gains et optimisant l'enjeu productif et financier de l'économie.

Au niveau des échanges, la mondialisation est en train d'affecter la politique macroéconomique mondiale puisque la capacité d'emprunt s'accroît avec l'internationalisation des marchés financiers, réfléchissant le processus d'intégration de l'économie mondiale. Dans la réflexion logique de la pensée conventionnelle, la mondialisation peut offrir alors différentes opportunités d'emprunter à bas coûts, en même temps que le marché exige une discipline budgétaire rigoureuse pour satisfaire sa rémunération.

En fait, cette réflexion n'est pas fausse. Comme on le verra, l'opportunité de crédits dans le système bancaire a augmenté significativement dans les dernières années, surtout dans les pays considérés comme « émergents »⁸³. L'expansion du système de crédit et de l'argent de crédit, et par conséquent du capital monétaire, a ouvert le chemin à l'expansion vertigineuse du capital fictif dans les dernières décennies apportant des éléments précieux à l'analyse de la constante reconfiguration de l'économie capitaliste, toujours en mutation.

Mais, au moment même où les auteurs vantent les aspects positifs de l'étape mondialisée de l'économie, d'autres propriétés suscitent des préoccupations, surtout quand elles se réfèrent aux mouvements spéculatifs, suivis de crises, qui ont provoqué un certain bouleversement dans les places financières mondiales principalement au

⁸³ Procédant de la même manière qu'avec les termes globalisation ou mondialisation, on n'utilisera pas ici l'idée d'« économies émergentes », « en développement » ou « *emerging economies transition* », plutôt répandues par les institutions financières mondiales. On croit que ces termes donnent l'impression que ces pays sont en train d'arriver à une phase plus haute de l'hierarchie mondiale, suivant les étapes rowstonniennes du développement. Nous préférons les nommer ici de pays développés et pays sous-développés.

milieu des années 1990. Afflictions et inquiétudes exprimées, par exemple, par Krueger (2005) :

« l'expérience des années 1990 nous a enseigné beaucoup, (...) l'expansion rapide du degré de solvabilité domestique tel que produit en Corée dans les années 1980 et les années 1990 est toujours dangereuse. Un secteur financier efficace, sain, est une composante essentielle de la croissance économique. Par conséquent, j'insisterai plutôt sur la nécessité de pousser plus avant des réformes maintenant, lorsque le changement peut être mis en application dans un environnement global relativement bénin (...) et les réformes financières de secteur sont un élément essentiel de ces réformes structurelles ».

Selon eux, il faut toujours « réformer » ; s'il y a défaillance du marché, cela est due à de faibles politiques d'ouverture économique. Les ramifications et l'intégration des institutions financières nationales dans les organisations étrangères sont aussi au cœur des soucis provoqués par les instabilités financières. De cette façon, les fonctions de la Banque centrale restent au centre du débat, puisque la tendance est à la perte d'information du système financier national et de ses autorités financières en raison d'une intégration à chaque fois plus forte et plus dépendante des marchés mondiaux (Cumming, 2006).

Enfin, une quelconque turbulence financière ou un ralentissement plus brutal dans un pays peuvent toucher avec une vigueur plus accentuée certaines économies plus fragiles et dépendantes des flux de capitaux externes, comme celles de l'Amérique latine et de l'Asie. Pour le FMI (2007a), une baisse des cours des produits de base ou la contraction du crédit sur les marchés internationaux, par exemple, pèseraient sérieusement sur les perspectives économiques de ces régions. D'un autre côté, les chocs financiers se font plus progressifs et sont transmis internationalement de façon plus directe dans la phase contemporaine du capitalisme mondial (Llewellyn, 2006), ce qui implique qu'aucun pays aujourd'hui n'est à l'abri des mouvements spéculatifs. Cette constatation est souvent donnée par les visions dominantes.

De ce point de vue, les mouvements spéculatifs sont en train de produire des instabilités croissantes. De toute façon, tous les éléments exposés, qui sont au fur et à mesure traités comme explicatifs du « nouveau » capitalisme, doivent être interprétés comme des phénomènes produits par la contradiction du système, des mouvements de rapports de forces entre le capital et le travail, qui cherchent de nouvelles stratégies pour garantir l'accumulation de capital.

1.1- Orthodoxie et hétérodoxie : deux faces d'une même monnaie ?

Dans le champ financier, une partie de la théorie néoclassique, centrée sur l'équilibre général, indique la rationalité des agents économiques en prend en compte la « théorie des marchés efficients ». Leurs principes annoncent les anticipations rationnelles et l'efficacité des marchés ; leurs présuppositions prévoient aussi que les informations sont disponibles et que le prix des marchandises constitue le paramètre fiable de la « valeur fondamentale » ; à quoi s'ajoute la mobilité des facteurs de production, du capital et du travail. Les informations sont accessibles, libres, et l'efficacité permet une allocation optimale des ressources. Indiscutablement, le marché est l'« agent » qui doit fournir les informations, puisqu'« on ne le peut battre » ; donc, il est parfait.

On peut trouver ces diverses informations dans les œuvres qui exposent les principes généraux du « marché efficient » (Fama, 1969 ; Malkiel, 2003, 2005 ; Chuvakhin, 2002 ; Timmermann et Granger, 2004 ; Charreaux, 1997). Dans l'énoncé de ses idées, on retrouve la base de la rationalisation et de la maximisation économique, où l'équilibre du marché est le principe central qui règle les transactions économiques entre individus. Les prix du marché fournissent des signaux précis pour l'attribution de ressource, un marché où la société peut décider de ses investissements, où les prix reflètent à tout l'information disponible (Fama, 1969 : 183). Ainsi, dans le contexte du modèle d'équilibre général, les prix serviront de paramètres aux décisions des individus ; donc, « l'illusion économique » de la stabilité des marchés, utilisant l'expression de Guerrien (2007), reste au centre des interprétations de cette partie des néoclassiques.

En fait, nous avons là une description de l'harmonie du marché compétitif, où les informations sont rapidement transmises aux agents économiques qui vont réagir instantanément aux signaux des prix. Sur cette base, les participants du marché ajustent l'offre disponible et la demande globale, en fonction de leur niveau d'information, et reproduisent le prix d'équilibre du marché. Dans ce scénario, les désajustements, les crises mêmes, sont réajustées par les forces de l'offre et de la demande, qui reconduisent au point d'équilibre.

La critique des fondements de l'équilibre du marché par les auteurs post-keynésiens, régulationnistes, ou même néo-institutionnalistes est, quant à elle, normalement associée à l'irrationalité des agents, à la préférence pour la liquidité, aux anticipations

comportementales et aux comportements autoréférentiels ; les auteurs font aussi la critique au principe de la neutralité de la monnaie⁸⁴. La conception monétariste et la face quantitativiste de l'orthodoxie économique est laissée de côté pour introduire de nouvelles catégories qui interprètent l'économie à partir du jeu des conflits et du déséquilibre intrinsèque au capitalisme. La concurrence imparfaite, associée à la prise d'information asymétrique, occupent une place plus importante dans leurs études de la régulation du marché. De même, certains d'entre eux, soulignent la nécessité de comprendre les aspects comportementaux et cognitifs de la perception humaine, en observant les imperfections et les modes de réagir des agents face à la réalité et à la turbulence du marché. Les institutions sont elles aussi importantes si l'on veut comprendre l'interaction entre les acteurs économiques et les règles existantes. De plus, elles sont liées à l'ordre social et à la dynamique économique, interagissant avec les mouvements de transformation du capitalisme. Ainsi, les crises font partie de la structure du système, diverse et hétérogène dans chaque société, où s'observe l'alternance des cycles de prospérité et de dépression.

Contrairement à l'hégémonie de l'économie néoclassique et de sa forte connexion avec la politique néolibérale, comme l'a démontré Herrera (2006a), l'hétérodoxie interprète alors les changements actuels du système économique en intégrant les éléments du déséquilibre et de la concurrence imparfaite, qui font partie de la nature des conflits et de l'organisation du marché capitaliste. Vu sous cet angle, on croit qu'elle fonctionne comme un « soutien », un « instrument » interne au capitalisme ; lui, nécessaire à l'étude des stratégies spéculatives des agents économiques qui cherchent la valorisation fictive du capital. Elle sert aussi à combattre, au moins du point de vue théorique, les préceptes néoclassiques.

Malgré leur différenciation méthodologique, et à partir du moment où elle laisse de côté, ou au deuxième plan, la valeur-travail et ses catégories (c'est-à-dire la théorie de la valeur, l'exploitation, l'idée du capital comme relation sociale, le transfert de la valeur, et même la lutte des classes...), le courant hétérodoxe perd la possibilité, s'il en a l'intention, de comprendre l'essence du système, c'est-à-dire d'aller au fond des causes de la destruction de l'économie capitaliste et de ses crises respectives. En profondeur, il focalise et il fonde ses analyses surtout sur « l'euthanasie » des rentiers, à

⁸⁴ Orléan (1999, 2004) ; Bowman et Buchanan (1995) ; Aktas (2004) ; Serfati (2006) ; Lordon (2001) ; Boyer (2002) ; Aglietta (2002, 2004) ; Philon (2004) ; Chesnais (2006).

la manière de Keynes. En fait, c'est la critique de la spéculation par elle-même, en l'absence d'une analyse fondée sur l'exploitation de la force de travail.

Par ailleurs, leur vision de la monnaie, malgré son importante fonction de « déqualifier » la conception de la neutralité de la monnaie de l'orthodoxie, n'est pas suffisante, à notre avis, pour déchiffrer l'essence des relations sociales corporifiées et/ou matérialisées à travers l'argent, comme démontré précédemment dans les chapitres 1 et 2. Pour notre part, nous préférons entrer dans une méthode qui cherche toujours l'association entre les circuits de circulation et de production du capital, privilégiant la nature des classes et ses mouvements dialectiques. Nous adoptons une méthode qui reste centrée sur la valeur-travail, sur le développement de la dématérialisation de l'argent, pour arriver à des phénomènes qui, s'ils ne sont pas nouveaux, sont extrêmement diversifiés et intenses dans la phase actuelle du capitalisme⁸⁵. La magnitude qualitative et quantitative acquise par l'argent de crédit aujourd'hui, comme celle de la dette publique et des marchés d'actions, fait basculer plus fortement les économies capitalistes du centre et de la périphérie.

Bien sûr, cette phase contemporaine du capital, pour une grande partie de la littérature – même orthodoxe –, réfléchit l'influence de la sphère financière. On parle de l'augmentation du crédit, des crises apparues dans la sphère financière, des bouleversements du marché boursier, de l'intensification des achats et ventes des titres de la dette publique, des interventions spéculatives des investisseurs institutionnels dans le marché mondial, du mouvement du capital fictif... On croit que ces aspects sont, sinon les plus importants – vu qu'il est difficile de dire ce qui est le plus important dans l'analyse d'un système –, du moins fondamentaux et qu'ils doivent être étudiés, car nous vivons une étape où le capital monétaire et le capital fictif influencent fortement les aspects macro et micro de la politique économique et sociale.

En désaccord avec cette interprétation, qui souligne l'importance de la sphère financière, on trouve des auteurs qui dénoncent les visions financières ou rentières du capitalisme contemporain. On peut citer Thomas (1999), Katz (2002), Bonnet (2002) et Husson (2006). Mais quels sont leurs arguments ? On les présentera, succinctement, avant de les replacer dans le contexte de notre vision.

⁸⁵ Ici, il faut dire que cette proposition n'est pas proche des visions cognitives, de la connaissance, ou des interprétations post-modernes qui laissent de côté la théorie de la valeur-travail.

On trouve ici certaines affirmations qui, malgré leur extension, peuvent éclairer les interprétations de ces auteurs. Premièrement :

« les théoriques du « capital rentier » font des investigations sur les déséquilibres financiers récents, mais sans accorder l'attention nécessaire à leur connexion avec des transformations situées dans la sphère productive. L'hégémonie de la finance peut être interprétée comme l'un des aspects de la restructuration en cours, mais non comme une donnée structurelle du capitalisme contemporain. Il n'existe pas de raisons théoriques, ni d'évidences d'une domination du capital financier [sic] dans le long terme. L'expansion du capital fictif n'est pas non plus une preuve de la suprématie de la finance (...) la critique hétérodoxe s'interroge sur le rôle parasitaire des financiers, mais ignore la complémentarité de la finance avec l'activité des industriels. Elle remarque l'existence de débordements spéculatifs, mais sans expliquer leurs fondements par les transformations productives récentes » (Katz, 2002 : 191).

Deuxièmement :

« toute version et hypothèse disant que la caractéristique distinctive de l'économie mondiale dans les vingt dernières années est dominée par la spéculation financière est problématique, à moins que soient adéquatement nécessaires les relations existant entre cette spéculation et l'accumulation capitaliste dans la sphère productive. (...) les trois cycles ne peuvent pas être analysés séparément... perdent de vue, d'une manière fétichiste, la vision centralisée de l'antagonisme entre capital et travail » (Bonnet, 2002).

Finalement :

« la caractéristique principale du capitalisme contemporain ne réside donc pas dans l'opposition entre un capital financier [sic] et un capital industriel, mais dans l'activation de la concurrence (hyper-concurrence) entre capitaux que permet la financiarisation (Husson, 2006 : 233). Certes, les rapports entre capital industriel et capital financier se sont profondément modifiés et pèsent sur les conditions de l'exploitation. Mais il faut articuler correctement l'analyse des phénomènes : on ne peut séparer une tendance autonome à la financiarisation, et le fonctionnement « normal » du capitalisme (p. 238). (...) Il n'est donc pas possible de caractériser le capitalisme actuel en référence unique à la financiarisation, puisque cela revient à se priver d'une vision d'ensemble de ses contradictions (...) le tournant libéral est d'abord une défaite infligée par le capital au travail, où la finance a été un levier plutôt qu'un facteur autonome » (p. 244).

Malgré l'existence de certains aspects différentiels entre ces auteurs, leurs idées sont pareilles quant à l'interprétation de l'importance des aspects financiers dans le

capitalisme contemporain. En tant que tels, nous nous accordons avec eux sur le fait qu'il n'est pas possible de « séparer » les deux phases du circuit de reproduction du capital, comme si elles représentaient une « autonomisation » de la « financiarisation » par rapport au fonctionnement du capitalisme en tant que mode de production. D'autre part, il est vrai aussi que l'opposition monétaire (sphère financière) – industrie (sphère productive) n'a aucun sens, si on prend pour base la théorie de la valeur-travail. Il faut toujours s'appuyer sur l'approfondissement et la généralisation de l'exploitation capitaliste sous une forme subsumée à la logique du capital ; et cela se trouve dans l'ensemble du cycle de production et de reproduction capitaliste.

En deuxième lieu, nous croyons que le fait qu'il dit ou non de suprématie et/ou hégémonie de la partie financière du capital par rapport au circuit de la production, n'est pas l'aspect le plus important au sein du débat et n'a pas à être fait du moins si on s'appuie sur la compréhension de la totalité du système. On a déjà démontré précédemment que les transformations capitalistes doivent être entendues à partir du cycle du capital industriel et mesurées par la totalité dialectique de la transformation de la marchandise et de l'argent.

Même si l'on concentre l'analyse sur la circulation du capital, en retenant ses aspects monétaires et financiers, c'est-à-dire les catégories de l'argent de crédit, du capital de commerce d'argent, du capital porteur d'intérêt et du capital fictif, on doit toujours les associer à la source de la richesse qui vient de la sphère productive. Si bien qu'il comprend en même temps les mouvements de transformation des sphères productive et financière, de même que leurs « connexions » et « déconnexions ». Ainsi, les catégories qui agissent sur les cycles de la production et de la circulation se présentent apparemment de façon séparée mais, comme on l'a déjà montré, elles sont toujours liées par une même logique, celle de la valeur-travail. Et, c'est le plus important à retenir.

Donc, nous ne sommes pas d'accord avec les auteurs qui suggèrent l'inexistence de l'influence, de l'importance ou même de l'« autonomie », même « relative, liée ou dépendante », de la sphère financière du capital dans les transformations de la société et dans le cycle d'accumulation capitaliste actuel. Dans la mesure où ils affirment que l'expansion de la sphère financière n'est pas une preuve de son pouvoir, nous pensons qu'ils laissent de côté les analyses et les éléments substantiels qui déterminent les mouvements dialectiques de la transformation du capital, toujours à la recherche de l'exploitation et de l'augmentation de la plus-value.

Certes, l'« autonomie relative » doit bien entendu : être « autonome » car elle a la capacité de s'auto-gouverner – elle a un degré de liberté, d'indépendance ; mais elle est en même temps « relative » en raison du fait, dialectique en lui-même, qu'elle est subordonnée à la valeur-travail. Donc, leur « indépendance » n'est pas absolue. Ce qui signifie qu'adopter cette idée n'est pas faire une analyse séparée, détachée de la valeur-travail. Au contraire, accepter un mouvement relativement différentiel dans le capitalisme contemporain n'annonce pas un « détachement » des deux circuits du capital (productif et financier), comme d'ailleurs l'a affirmé Husson. Dans ce sens, Chesnais (1996 : 12) suggère aussi qu'il a un « mouvement d'autonomisation relative de la sphère financière par rapport à la production, mais surtout par rapport à la capacité d'intervention des autorités monétaires ».

Nous croyons alors qu'il est des principes assez forts qui soulignent les impacts de la sphère financière sur le processus d'accumulation capitaliste, et créent des catégories fondamentales pour la compréhension des mouvements réels et abstraits du capital. De toute façon, les auteurs ont raison d'adresser des critiques aux visions « financières » qui n'opèrent aucune liaison avec le monde de la production et du travail, et évitent toute connexion avec la source de la valeur. D'un autre côté, en adoptant un discours comme celui-ci, ils peuvent se tromper et laisser de côté les aspects fondamentaux du capital fictif qui sont en train d'exercer de fortes influences sur l'économie capitaliste, en se différenciant des aspects précédents du capitalisme.

S'il y a excès dans l'analyse qui admet l'« hégémonie » de la sphère financière, le fait est que l'agrandissement de la richesse fictive par rapport à l'économie réelle, qui semble être un contresens du capital, a pris actuellement une telle importance et une si forte dimension qu'elle ne peut être oubliée ou mise au deuxième plan. La valorisation fictive de la richesse, extériorisée par les flux de capitaux dans le monde, le cours des actions boursières ou les achats et ventes des titres financiers de la dette à la Bourse, processus purement fictifs et spéculatifs, est un facteur marquant du capitalisme contemporain qui a été accentué à partir des dernières décennies du XX^e siècle.

On a démontré que la logique financière n'est pas isolée de la subordination formelle du travail au capital, qu'en même temps elle dépend de la circulation, de la transformation de l'argent en capital pour achever le processus de la valorisation capitaliste. On peut s'illusionner si on ne comprend pas les caractères fétichistes et mystiques du capital

fictif, qui représente une partie de la sphère monétaire-financière, et sa jonction « matérielle-réelle » et « monétaire-financière ».

C'est pour cette raison que nous allons analyser les mouvements du capitalisme contemporain en nous appuyant sur la compréhension du cycle du capital industriel et de ses stades de production et de circulation. Étant donné que la substantivation de la valeur se développe à partir de l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital et de la dématérialisation de l'argent, qui incluent le développement du système de crédit, les phénomènes actuels doivent contenir en soi les innovations et la diversification des institutions financières, véritables « canaux » de transmission et de concentration de plus-value.

En résumé, notre vision parcourt, d'abord, une direction totalement contraire à la perspective de l'orthodoxie ; de plus, elle s'oppose aussi à l'interprétation hétérodoxe (keynésienne, régulationniste, institutionnaliste...) et, au même moment, se différencie des derniers auteurs plus critiques du système capitaliste – et plus proches de Marx –, qui sur le sujet de la sphère financière actuelle, n'admettent pas certains éléments importants qui, à notre avis, sont à même de refléter les bases du capitalisme actuel.

Par la suite, si on veut découvrir quelque chose de particulier dans l'organisation générale du capitalisme, il faut se concentrer tout spécialement sur les aspects financiers de l'organisation capitaliste et sur les fonctions dérivées du crédit. Comme fil conducteur de ce processus, des phénomènes comme le néolibéralisme, la restructuration productive et les crises capitalistes, ne sont pas les « sujets » des transformations. Le sujet, c'est le capital. Ces politiques appliquées partout dans le monde, sauf exceptions, sont traitées ici comme des mesures qui ont la capacité de reprendre le pouvoir économique et géopolitique mondiale, avec l'intention de faire face à la baisse du taux de profit industriel vérifiée dans l'économie mondiale à partir des années 1970. Certes, c'est à partir de ces phénomènes qu'on repère, en apparence, des transformations radicales dans le monde du travail⁸⁶. Mais, avant tout, elles sont soumises à la loi de l'accumulation capitaliste.

⁸⁶ Cette indication s'adresse surtout à la majorité des travaux académiques qui ont étudié « le processus de restructuration productive à partir de la restructuration productive ». En fait, ils ont entamé leurs explorations en se concentrant sur les changements des méthodes de production (du fordisme au toyotisme, en passant par la spécialisation flexible etc), et de gestion, qui sont assez importantes, mais qui n'ont pas au moins signalé que tout cela forme des stratégies liées au capital, à la valeur-travail, à son cycle de valorisation et aussi aux aspects de la stratégie du capital ; comme si le monde du travail était séparé des autres aspects du cycle du capital. De toute façon, nous les remercions car cette inquiétude,

2- L'accumulation de capital et le capital fictif : « nouvel » aspect du capitalisme contemporain ?

2.1- L'accumulation capitaliste et la concurrence dans la sphère financière

Dès le Livre premier du *Capital*, Marx a introduit la discussion sur l'accumulation, surtout dans la septième Section intitulée « L'accumulation du capital ». Mais, à coup sûr, ce sujet fait aussi partie, d'une manière directe ou indirecte, de tous les autres débats initiés par cet auteur. Si on prend le capitalisme comme un système où le procès de production et de circulation reproduit le rapport salarial entre le capitaliste et le travailleur, alors les thèmes de l'exploitation, de la plus-value et de l'accumulation sont intrinsèquement liés, quelle que soit la forme qu'ils prennent : profit industriel, intérêt ou rente foncière.

Gardant toujours la liaison avec le travail, les affirmations de Marx (1977) sont très claires à cet égard : « la reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat » (p. 55), « fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production » (p. 59). Dans ce système, le travailleur et sa marchandise, la force de travail, existent pour créer et valoriser la valeur déjà existante. Ainsi, la tendance naturelle est de considérer que la richesse n'a pour seul destinataire qu'une partie de la population, alors qu'elle devrait de satisfaire les besoins collectifs des hommes.

Le processus suivi par cette tendance du capital dans les secteurs de la société suit la triade : accumulation, concentration et centralisation du capital. Pour leur garantir une part plus grande de la richesse globale, la concurrence, l'augmentation de la productivité du travail, la restructuration de la production et de la gestion, le contrôle salarial, la spéculation financière, les fusions et les acquisitions, entre autres stratégies, sont mis en œuvre par les capitalistes afin de « régner » de manière absolue sur une activité économique régionale, nationale ou mondiale.

Dans la circulation capitaliste, le crédit et le système de crédit exercent des fonctions importantes dans la constitution et l'expansion du capital. Elles ont déjà été indiquées,

encore préliminaire à cette époque-là, peut être considérée comme la première interrogation de mon sujet de thèse, interrogation posée au sein du Groupe d'étude du travail du Département d'économie de l'Université fédérale de Espírito Santo (UFES), Brésil.

bien que de manière brève, dans le Chapitre 2. Mais, il faut encore établir une autre liaison : avec la concurrence et l'accumulation.

Si le crédit, à l'origine, était « une aide modeste à l'accumulation », il devient une « arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux. À mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor » (Marx, 1977 : 68).

Même si Marx parlait à ce moment-là de la relation entre le système de crédit et le capital industriel, dans le tome II du Livre troisième, il affirme à propos des catégories du capital porteur d'intérêt, ou même du capital fictif : « comme la propriété existe ici sous forme d'actions, son mouvement et sa transmission deviennent le simple résultat du jeu de la bourse » (Marx, 1978b : 105). L'accumulation à une échelle amplifiée se focalise aussi sur le plan fictif de la dette car, affirme-t-il, « l'accumulation du capital de la dette publique ne signifie rien d'autre (...) que le développement d'une classe de créanciers de l'État, qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts » (*ibid*, p. 138).

C'est en raison de certains de ces éléments que quelques auteurs plus contemporains traitent le sujet de la sphère financière en la ramenant à l'accumulation du capital et à la concurrence capitaliste. Sweezy (1994, 2004⁸⁷), par exemple, a abordé le rôle de la finance dans le processus d'accumulation capitaliste – concentration et centralisation – qui a fonctionné intensivement à partir de la fin du XIX^e siècle. Il a appelé la phase de la concentration capitaliste, initiée entre 1880-1890 et qui s'est poursuivie jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la période du « capital monopoliste ».

Pour sa part, il a évoqué l'importance de la finance dans la transformation historique que vivait le capitalisme à cette époque-là. Son rôle était plus associée, ce qui était prévisible, au financement du capital industriel qui, selon lui, a commandé le processus d'accumulation capitaliste. Les « financiers » étaient associés et dominés par le capital industriel, « dans l'ensemble, la finance était subalterne à la production » (Sweezy, 1994).

⁸⁷ Ce travail a été publié en 1987 dans le *The New Palgrave Dictionary of Economics* et a été reproduit dans la *Monthly Review* en 2004.

En fait, l'auteur se référait ici à la fonction que les banques remplissaient dans la production en représentant le capital du commerce d'argent (capital bancaire). Sous sa forme pure, le capital bancaire jouait un rôle d'intermédiaire, en se chargeant d'une fonction d'exécution au niveau du financement, à partir du développement du commerce et des opérations d'échange. Mais, les changements étaient en cours...

Après des décennies d'accumulation positive, à la fin des années 1960, la stagnation économique donnait des signaux négatifs. De nouvelles institutions financières ont pris aussi des places stratégiques dans l'organisation économique et politique du capital, ce qui souligne la dimension d'une superstructure financière relativement indépendante qui naissait dans l'économie mondiale. Celle-ci se compose des banques – centrales, régionales et locales – et des institutions qui vendent des actifs et des services financiers, tous reliées par un réseau de marchés intégrés. La migration du capital de la sphère du secteur réel au secteur financier s'est intensifiée. Ainsi, selon Sweezy, a commencé le processus qui pendant les deux décennies 1970 et 1980 du XX^e siècle a eu comme conséquence le « triomphe du capital financier » (Sweezy, 1994).

Le mouvement de centralisation du capital a trouvé aussi des avantages significatifs dans le « jeu » de cette accumulation. Sweezy (2004) évoque le fait que l'organisation monopolistique donne au capital un privilège dans la lutte contre le travail, lequel tend à élever le taux d'exploitation et d'accumulation, privilège associé au fait que les monopoles cherchent à remplacer les prix concurrentiels en absorbant le différentiel de prix ; finalement, du côté de la demande, les industries monopolistiques adoptent une politique de ralentissement et cherchent à régler soigneusement l'expansion de la capacité productive afin de maintenir des taux de profit plus élevés⁸⁸. Ces actions et d'autres stratégies compétitives ont été traitées aussi, bien que de façon distincte, par des analystes de l'organisation industrielle comme Steindl, Labini, Sraffa et Marshall.

Du côté du travail, Husson (2006) qualifie d'*hyper-concurrence* la prééminence de la pression concurrentielle sur les travailleurs, pression qui devient de la « financiarisation » grâce à l'annexion des secteurs de la sécurité sociale, maintenant

⁸⁸ Sweezy (2004) affirme que seule la théorie du « capital monopoliste » a été capable de comprendre la stagnation prolongée des années 1930 comme aussi le retour de la stagnation dans les années 1970 et les années 1980. Selon lui, ni les sciences économiques traditionnelles ni la théorie traditionnelle de Marx n'ont pu offrir une explication satisfaisante du phénomène de stagnation qui a eu de plus en plus cours dans l'histoire du monde capitaliste pendant le XX^e siècle. Contrairement à cette affirmation, nous croyons que la théorie de la valeur, bien utilisée, présente les éléments fondamentaux pour la compréhension des crises capitalistes qui se manifestent aujourd'hui au sein du système financier.

privatisés, par l'application de certaines méthodes de gestion, comme l'EVA (*Economic Value Added*), dans l'organisation des entreprises qui bouleversent les espaces de valorisation capitaliste⁸⁹. Pour cet auteur, le plus important est de comprendre que les normes salariales d'aujourd'hui, contrairement aux dernières décennies, garantissent simplement, au maximum, le salaire réel, malgré l'augmentation de la productivité. Si bien que la dévalorisation relative du salaire est devenue la norme. En outre, dans un contexte de faible croissance économique, un chômage plus élevé pèse sur les négociations salariales, faisant monter la précarisation du travail. La compétitivité devient impérative, et « la grande nouveauté du capitalisme contemporain est, encore une fois, de mettre en concurrence directe les salariés du monde entier, et c'est bien l'argument principal utilisé pour justifier les « réformes », les restructurations et les délocalisations » (*ibid*, p. 238). La finance instaure alors une « concurrence plus exacerbée, nécessaire pour maintenir la pression à la hausse sur l'exploitation » (p. 244).

En mettant en rapport la question de l'accumulation avec le système de crédit, on met en évidence le fait que le développement de l'argent de crédit est à l'origine de l'extension, à travers des emprunts et des financements, de la production des entreprises et aussi de la formation de grandes compagnies multinationales par la voie des fusions et acquisitions dans les marchés boursiers. La concurrence financière se traduit alors par l'achat des actions des entreprises et des banques par les investisseurs étrangers, dans un processus d'internationalisation capitaliste à chaque fois plus vaste et plus concentré.

En fait, un processus de centralisation, déjà analysé par Lénine et d'autres, qui provoque influences directes sur le mode d'organisation du travail. Pour Brunhoff (2006 : 35), « l'accumulation concurrentielle fait que le capital productif (...) a partie liée avec la finance. Il doit obtenir tout le profit possible, pour s'affirmer dans la concurrence intérieure et internationale. La norme commune est celle de la compression des coûts salariaux et des dépenses de sécurité sociale des États ».

Ainsi, pour les travailleurs, la concurrence contraint à une discipline salariale pour garantir une rémunération qui satisfasse les actionnariats, et de façon corollaire à une

⁸⁹ L'EVA est l'un des indicateurs de création de la « valeur pour l'actionnaire ». Il mesure la valeur créée pour l'actionnaire en comparant le coût moyen pondéré des capitaux engagés et le retour sur le capital investi. Cette méthode permet aussi de sensibiliser les dirigeants au coût du capital investi. À son côté, surgissent aussi d'autres expressions comme *benchmarking* qui visent la rationalisation et la réduction des coûts sur la base de l'optimisation de l'efficacité, de la minimisation de la consommation des matériaux, de la réduction des coûts du travail, de l'ajustement des avantages des employés sur le marché, de l'optimisation des investissements... qui fait croître les profits et l'efficacité (Le Benchmarking club de Paris < <http://www.bench-club-paris.asso.fr/>>).

réduction de la protection sociale. D'ailleurs, la concurrence au niveau de l'emploi les divise et tourne à l'avantage du capitaliste dans le procès de négociation salariale et dans la décision concernant le contrat et le temps de travail (Brunhoff, 2006 : 53). L'individualisme s'exprime aussi dans le mode de paiement par action réservé à une partie des travailleurs des cadres supérieurs (les *stock options*), augmentant de cette manière la fragmentation de la classe sociale.

La reproduction des relations sociales s'effectue alors dans le contexte de subordinations formelles et réelles du travail au capital. Cette reproduction a pour base l'expropriation et la concentration, méthodes où la domination atteint un nouveau degré d'expropriation, où sont mis sur le marché une quantité de travailleurs disponibles et en constante concurrence entre eux (Fontes, 2005). Même s'ils sont, apparemment, en dehors des règles dictées par le système, comme dans les activités informelles, ils dépendent entièrement de la stratégie d'accumulation capitaliste.

Ce qui est généralement perçu, c'est que l'existence d'une masse concentrée de capital propulse et exige l'intensification de la concurrence entre les individus, travailleurs comme capitalistes. Ainsi, l'expropriation contemporaine présente de nouvelles caractéristiques qui résultent de la concentration des capitaux laquelle impose la valorisation d'une masse fictive sous les différentes formes d'exploitation de la force de travail. Certes, la poussée du système de crédit, suivie par le gonflement des flux de capitaux dans les dernières décennies du XX^e siècle et durant le début du XXI^e siècle, déterminent une période de changement dans la structure financière, productive d'économie mondiale, avec des répercussions sur la structure d'accumulation, surtout dans les pays périphériques, comme on va le voir.

2.2- Les mouvements financiers mondiaux : entre la production et la spéculation

La Banque mondiale (2000) a divisé en quatre les périodes où ont lieu les mouvements de capitaux les plus forts au monde. La première, entre 1870 et l'éclatement de la Première Guerre mondiale (1870-1913) ; la deuxième, de la fin de la Première Guerre jusqu'à la grande dépression des années 1930 (1918-1929) ; la troisième, qui comprend le choc pétrolier de 1973 jusqu'à la crise mexicaine de 1982, période marquée par les prêts bancaires internationaux aux gouvernements des pays sous-développés ; la quatrième et la plus récente, a commencé dans les années 1990, et est caractérisé par des

investissements de portefeuille privé et des investissements directs étrangers dans les pays situés à la périphérie du système économique.

Selon la Banque, ces quatre moments ont été accompagnés par une croissance du commerce mondial et des investissements, comme d'une instabilité financière qui, dans les pays emprunteurs, a provoqué des crises économiques. La croissance du système bancaire dans les pays sous-développés, qui a absorbé cette intermédiation, a certes pu se fortifier, mais n'est pas exempte de risques.

Bien que les approches et les différences constatées entre ces périodes dépassent le cadre de ce travail, on peut néanmoins relever ici certains éléments qui les caractérisent⁹⁰. Dans les trois premières périodes, les exportations de capitaux vers les pays d'« outre-mer » ont plus concerné le financement d'infrastructures publiques (électricité, eau, chemin de fer, exploitation minière...), assurant ainsi la construction et l'expansion de l'industrie capitaliste ainsi que la reconstruction après-guerre.

Au début du XX^e siècle, la plupart des flux ont été dirigés vers les pays les « moins développés », au moins à cette époque-là. Historiquement, se mettait en place la maturation du capitalisme industriel grâce aux crédits internationaux alloués pour la construction et le développement des investissements productifs de ces pays ; la formation d'un marché internationalisé et la constitution d'un système de paiement et de transactions financières plus avancé : « l'utilisation du capital étranger a été prépondérante dans les investissements dans l'infrastructure et dans la construction de chemin de fer dans la période avant guerre mondiale » (Banque mondiale, 2000 : 122).

Eichengreen *et alii* (1998) affirment aussi, même s'ils décrivent d'une manière différente les régimes d'intégration financière, que les capitaux exportés dans le « nouveau monde » ont été investis dans les compagnies de chemin de fer et d'autres infrastructures, ce qui représentait des investissements de long terme. Selon eux, environ 85% des placements de capitaux venant d'Angleterre, principale créancière de la période, ont concerné les investissements dans des actifs tangibles, physiques, comme le télégraphe, la voie ferrée, la ligne téléphonique.

⁹⁰ Pour plus de détails, voir Eichengreen *et alii* (1998) ; Morin (2006), chapitre 1 ; la Banque mondiale (2000), chapitre 6 ; et Eichengreen (2000). Dans cette dernière, on observe que le système financier international dans la période de l'entre deux guerres (1914-1945) démontrait, entre autres, que le flux du capital international avait changé car il avait pour résultat de lier les économies entre elles en finançant le commerce et les investissements externes. Finalement, ce fut aussi un moment de rupture avec le déplacement d'un centre de pouvoir géopolitique du Royaume-Uni vers les États-Unis.

En fait, nous avons là une représentation du capital porteur d'intérêt dont la fonction fut de concourir à la formation de l'industrie de base, en finançant l'infrastructure capitaliste. L'investissement de ces capitaux à ce moment-là a été particulièrement important dans la mesure où il a permis de construire et de renouveler l'expansion des « années glorieuses » du XX^e siècle.

En même temps, les investissements de portefeuille (actions, titres...) dans des compagnies dont les capitaux sont nécessairement moins réels que ceux des investissements productifs, semblent avoir été considérablement moins importants dans l'ère de la globalisation d'avant-guerre qu'aujourd'hui, dans le capitalisme contemporain. Sans compter que les investissements directs étrangers d'aujourd'hui sont le fait par d'entreprises multinationales, dont les opérations impliquent l'extension à travers des frontières non seulement du capital financier [sic] mais de firmes préexistantes et de leur capacité productive (Eichengreen *et alii*, 1998 : 17-18)⁹¹.

Il est vrai aussi qu'à partir du moment où les capitalistes ont acheté les obligations des entreprises, privées et publiques, engagées dans la construction de l'industrie de base, les transactions se sont aussi effectuées par le biais des mouvements d'achats et ventes de capital fictif. Mais, l'objectif des applications étaient surtout dirigé vers le circuit $A - M - A'$, transformant le capital monétaire en capital productif, et remplissant donc la fonction de création de richesse productive (plus-value).

Vu sous cet angle, le capital de commerce d'argent (le capital bancaire) avait pour fonction de favoriser l'expansion du capital productif par la voie de l'intermédiation du capital porteur d'intérêt ; il contribuait ainsi, à la concrétisation du cycle du capital industriel. Naturellement, les banques exécutaient ces fonctions en profitant aussi des applications fictives dans les marchés financiers. Mais, ces pratiques spéculatives occupaient une place relativement secondaire face à la génération de la valeur dans la sphère productive.

On peut trouver des indications très éclairées sur ce sujet dans la pensée dominante : « les apports de capitaux [avant la première guerre mondiale] ont financé entièrement un tiers d'investissement au Canada et en Nouvelle Zélande et un quart en Australie. En revanche, les mouvements de capitaux ont financé moins d'un dixième de

⁹¹ Selon Kregel (1994) cité par Eichengreen (1998 : 18), depuis 1971, c'est-à-dire après Bretton Woods, les mouvements de capitaux à court terme, particulièrement les crédits bancaires, ont augmenté en taille et en importance.

l'investissement dans les pays en voie de développement dans la première moitié des années 1990 » (Banque mondiale, 2000 : 121).

On sait que la discussion sur l'attraction des flux de capitaux et ses effets sur les économies des pays emprunteurs a suscité beaucoup de débats entre défenseurs et adversaires. Quelles sont-elles les justifications invoquées pour attirer les flux de capitaux dans les pays de la périphérie du système ?

La littérature conventionnelle soutient que l'intégration financière internationale améliore l'allocation de ressources, promouvant ainsi la croissance économique et le développement interne des économies sous-développées. De même, les pays les plus riches ont des forces économiques, telles que l'externalité du capital humain qui favorise l'investissement en « capital » (Lucas, 1990).

D'autres arguments avancent que les flux de l'épargne externe seront dirigés vers l'épargne interne des pays sous-développés, augmentant ainsi la formation brute du capital fixe et améliorant corollairement le taux de croissance. Si les pays pauvres n'ont pas de capitaux, s'ils n'ont pas de revenu ni d'épargne, il faut alors supprimer les entraves à la croissance économique, c'est-à-dire trouver des ressources sur les marchés internationaux. Pour y arriver, « il faut faire son devoir », c'est-à-dire déréglementer les marchés.

En détectant les formes d'intégration financière qui génèrent l'optimisation des ressources aujourd'hui, Prasad *et alii* (2003) identifient des canaux directs ou indirects d'absorption de capitaux. Pour les auteurs, la première catégorie est divisée en quatre modes opératoires : l'augmentation de l'épargne domestique, le transfert de technologie, le développement du système financier et les faibles coûts du capital dus à une meilleure allocation des risques. Les canaux indirects produisent la discipline macroéconomique et l'augmentation de flux de capitaux, signe pour les pays prêteurs de la « pratique des meilleures politiques ».

Les fondements de ces idées appellent d'abord à la libéralisation du marché des capitaux, surtout des comptes de capital de la balance des paiements. En second lieu, à l'amélioration de l'allocation de risques, pour prendre en compte le flux de capitaux plus liquides. Alors, la diversification du portefeuille, résultat de l'entrée d'investissements externes, élèvera la croissance du pays et amènera aussi de nouvelles pratiques administratives et technologiques, endogènes au modèle. Finalement, l'accès

aux crédits externes va promouvoir le progrès du système financier local, en augmentant les services financiers et la concurrence entre les institutions. L'allocation de ressources devient alors efficiente.

Le plus remarquable est le fait qu'au delà des améliorations citées ci-dessus, il s'ajoute aussi, à leurs avis, l'adoption de politiques qui vont apporter les garanties macroéconomiques nécessaires aux investisseurs externes. Dans la mesure où il traduit ce point de vue, le libre mouvement de capitaux permet donc d'induire l'application des stratégies de la « bonne gouvernance », indiquant que le pays emprunteurs sont en train d'appliquer des politiques « salutaires » de gestion macro et microéconomique.

Pour la Banque mondiale (2000 : 124), les mouvements de capitaux vers les « pays émergents » font partie du processus de développement de l'économie globale. Les prêts bancaires et autres mouvements de capitaux tendent à augmenter quand les changements technologiques améliorent la communication, promouvant ainsi la croissance, l'expansion du commerce, les innovations financières et l'amélioration du climat politique.

Eichengreen *et alii* (1998) mettent également en relief l'importance des instruments technologiques dans les transformations des flux de capitaux dirigés vers les pays sous-développés, en affirmant que :

« la différence aujourd'hui est que les nouvelles informations-généralisations et les changements technologiques ont réduit les effets d'informations asymétriques. En conséquence, la gamme des opérations financières internationales s'est élargi. Tandis que des transactions financières internationales étaient par le passé déterminées par des créances du gouvernement, des chemins de fer, et des compagnies avec biens tangibles et avec des actifs transparents, les investisseurs institutionnels traitent maintenant d'une gamme beaucoup plus large de valeurs ».

Mishkin (1999) suggère que l'information asymétrique, qui indique une situation sur laquelle une partie du contrat financier a moins d'informations précises que l'autre partie, peut empêcher l'efficacité du système financier. Que doit-on faire ? Même si les investisseurs institutionnels ont pour tâche de réduire les asymétries, le gouvernement doit interférer dans leur fonctionnement, et contrôler les flux financiers. Se doit aussi, se porter garant, à travers de la Banque centrale par exemple, en cas de choc financier et en cas de faillite bancaire.

Curieusement, si nous ne faisons pas attention, nous pourrions croire que nous sommes en face de propositions keynésiennes, hétérodoxes, d'intervention et de politique économique. Cet apparent paradoxe « cache » l'utilisation de l'État capitaliste pour garantir l'accumulation et la reproduction du capital : l'État, instrument du capital, ayant pour fonction de garantir le plein fonctionnement du cycle économique et de sustenter le régime d'accumulation. En tant que tels, il n'a pas moins d'État, mais seulement moins d'État social ; concrètement : moins de politique de couverture sociale globale, et au maximum des politiques ponctuelles, focalisées, d'assistance sociale, orientées par la politique de la « bonne gouvernance ».

Eichengreen *et alii* (1998), représentants de la vision des institutions financières, suggèrent comme mesure de « bonne gouvernance », la réduction et l'élimination des régulations gouvernementales, la privatisation des industries nationales, l'élimination du contrôle des capitaux suivie par la sécurité de la propriété privée et par la protection contre les mesures arbitraires, comme la nationalisation des actifs étrangers par certains gouvernements « autoritaires ». Leurs conclusions : il faut établir la libre concurrence par les mécanismes du marché, mais, en même temps, défendre les intérêts des investisseurs contre tout « problème » qui peut les affecter.

Ces idées nous renvoient aussi aux hypothèses des marchés efficients indiquées précédemment. Si cette théorie est fondée sur l'argument que le marché financier est compétent dans la transmission des informations, surtout parce que'elles sont parfaites et symétriques, alors les actifs représenteront l'ambiance parfaite des échanges. C'est la jonction de l'homme rationnel avec des informations parfaites, dans un marché sans asymétries.

Continuant à défendre l'équilibre du marché, mais surtout en se référant à des transformations plus récentes, Morrissey et Baker (2003) affirment que la proposition de base de la finance internationale indique que la direction à donner aux mouvements de capitaux au niveau mondial doit aller des nations développées, où le capital est abondant, aux pays « en voie de développement », où le capital est rare. En principe, les mouvements de capitaux des pays riches vers les pays pauvres devraient générer des gains des deux côtés.

Ces auteurs affirment que les seconds tirent bénéfices de l'obtention du financement requis pour développer leur capital social aussi bien que leur infrastructure physique et

sociale, ce qui leur permettra d'être plus productifs à l'avenir. D'un autre côté, les pays riches profitent aussi des bénéfices d'un retour plus élevé sur leur capital.

Même en se référant à l'analyse dominante, particulièrement quand on observe la notion de productivité future, apparaît le « masque » du développement graduel et linéaire. Reinhart (2005), demeure dans cette vision, quand il affirme que le facteur qui encourage ces mouvements est le déclin soutenu des taux d'intérêt dans les pays industrialisés. Il cite, par exemple, le taux d'intérêt à court terme qui, aux Etats-Unis, a baissé au début des années 1990, et en 1992 était à son niveau le plus bas depuis le début des années soixante.

Finalement, ces analyses restent toujours attachées à l'apparence des normes institutionnelles du système. Curieusement, on ne peut pas les traiter comme des erreurs, de fausses explications. De toute façon, elles dissimulent les schémas de l'exploitation de l'individu, de la relation de conflit capital-travail, et du transfert de la richesse des pays sous-développés aux pays développés. Quand on contemple le « jeu » des arguments conventionnels, on s'aperçoit que les flux d'accumulation et de crises, parfois représentés par les mouvements spéculatifs du capital, sont simplement des ajustements transitoires qui peuvent être contrôlés par des politiques régulatrices. Dans ce cas, l'État est appelé à « socialiser les risques ».

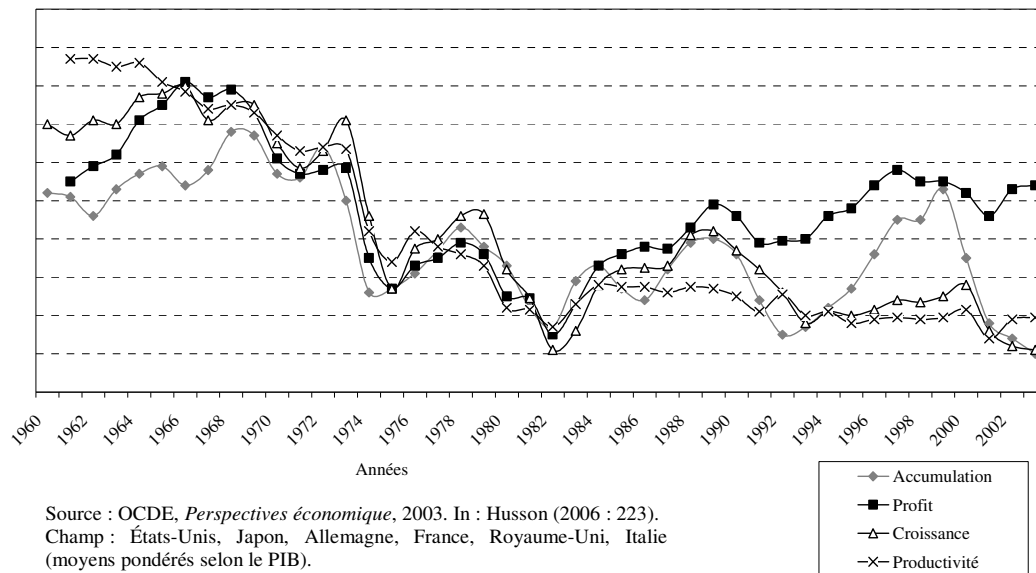
Mais, à notre avis, ce que recherche le capital, c'est toujours l'amplification de la valeur et de la plus-value à partir des différents canaux de concentration et de centralisation. Que ce soit à travers l'application de nouvelles techniques de restructuration productive ou à travers la recherche du profit fictif grâce aux divers instruments financiers, le but du capital va au-delà de la simple garantie de la plus-value. Il faut non seulement étendre, mais renouveler le cycle du capital industriel, et chercher des mécanismes d'accumulation qui maintiennent la reproduction capitaliste. Et l'une des formes auxquelles il a recours est l'utilisation du crédit international, du capital bancaire et du capital fictif.

2.2.1- Le mouvement de capitaux dans le capitalisme contemporain

Partons d'une conclusion déjà démontrée par Duménil et Lévy (2001, 2004) et par Husson (2006) : la baisse du taux de profit, à partir du début des années 1970 du XX^e siècle, et l'entrée du capitalisme dans une phase de crise structurelle. Selon ces auteurs, l'une des expressions les plus visibles de cette crise a été le gonflement du

chômage, le fort ralentissement de la croissance dans les pays développés, associée à la hausse de l'inflation, à la faiblesse des investissements, à la baisse de la rentabilité du capital et au retard de la progression salariale. La cause fondamentale a été la réduction de l'accumulation, de l'investissement et de la croissance de la production, suivie par un effet immédiat de diminution de la rentabilité capitaliste. On peut observer les mouvements de certaines variables au graphique 1 :

Graphique 1- Les courbes de l'économie capitaliste (1961-2003)



Après les années 1980, le cycle capitaliste a changé : la remontée du taux de profit expliquée par le relèvement de la productivité du capital qui était associée à la croissance, lente encore, de la productivité du travail et du salaire. Dans la décennie suivante, le fait le plus remarquable a été que le taux d'accumulation, qui avait une corrélation directe avec le taux de profit, ne l'a plus accompagné.

Dans le graphique 1, on peut voir que les courbes se séparent surtout au début et à la fin des années 1990 ; l'accumulation baisse profondément entre 1990-1993, augmente fortement jusqu'à l'année 2000 et reprend sa baisse, dans une tendance plus forte encore, jusqu'à la fin de 2003. Selon Husson (2006 : 222), « ce fait stylisé conduit à identifier une phase spécifique de « financiarisation » du capitalisme, relativement inédite dans son histoire. Le profit non accumulé correspond en effet à une distribution croissante de revenus financiers (intérêts et dividendes) ».

Mais, surgit une question : d'où viennent les explications de ce phénomène ? À notre avis, le processus du transfert de la richesse sous la forme d'intérêt et de dividendes citée plus haut, garde une étroite relation avec la fraction du « profit fictif » ; c'est pourquoi qu'on voit une séparation très nette des courbes au début des années 1990, mais principalement à partir de 2000. L'augmentation de la plus-value par l'exploitation de la force de travail n'a pu se transformer en accumulation de capital, car l'appropriation financière, par la voie du capital fictif, a relativement diminué le taux de profit du capital productif, qui fonctionne comme l'un des principaux motifs d'accumulation capitaliste.

Entre les années 1960-1980 il y a eu une certaine convergence entre les variations des quatre variables. Au contraire, entre les années 1980-1990 jusqu'à 2003, les mouvements n'ont pas suivi les mêmes modifications, car on peut voir que les courbes se séparent chaque fois davantage. Pendant des décennies, le profit a augmenté : au début des années 1980, au moment de la relance en 1993, et maintenant sous l'influence des analyses euphoriques de la « nouvelle économie » reposant sur la technologie et le marché. En dépit des fluctuations cycliques, « la nouvelle phase se caractérise donc de la manière suivante : rétablissement du taux de profit sans effet sur l'accumulation, croissance médiocre et faible progression de la productivité (...) cette nouvelle configuration est inédite » (Husson, 2006 : 223-224).

Bien qu'il accepte l'évidence de la divergence entre les deux courbes, de profit et d'accumulation, à partir du milieu des années 1980, et déclare que cette réalité apparaît « comme un phénomène exceptionnel dans cette dynamique de long terme », légitimant l'utilisation du terme de « financiarisation » – puisque le profit non accumulé correspond principalement à la distribution de revenus financiers –, Husson affirme néanmoins que ce constat ne permet pas de proposer « une périodisation du capitalisme qui ne reposerait plus que sur le mode de financement de l'accumulation » (2006 : 225).

Pour notre part, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de suggérer l'existence d'un capitalisme différent, à base financière, à l'intérieur d'un capitalisme général. Nous sommes d'accord sur ce point. Mais, comme nous l'avons déjà défendu auparavant, on ne peut pas laisser de côté l'importance de la sphère financière du capital aujourd'hui. Autrement dit, l'agrandissement du flux de capitaux et de ses mécanismes financiers fait partie, sans aucun doute, des caractéristiques fondamentales du capitalisme récent, et

influence fortement l'association des facteurs « matériel-réel » et « monétaire-financier » dans l'économie mondiale. La montée des transactions financières, qui s'exprime dans la valorisation fictive du capital, doit figurer comme une catégorie centrale dans les analyses économiques et politiques ; c'est que nous devons faire actuellement.

2.2.1.1- Le flux de capital

Les approximations faites par les institutions chargées d'accompagner les opérations de l'économie financière nous permettent de visualiser les évolutions et les transformations des variables au long des années. Pour nous, le plus important est de voir comment les variables financières se sont comportées dans une période fortement caractérisée par les mouvements du capital fictif. Finalement, pour garantir l'homogénéisation des informations et pour éviter des comparaisons parfois difficiles entre les différentes méthodologies des institutions, nous avons privilégié les informations de la Banque mondiale⁹².

Commençons donc par les informations du tableau ci-dessous, qui nous offre une vision très claire de l'élargissement des flux de capitaux dans les pays développés et sous-développés au cours des dernières décennies.

⁹² On a utilisé principalement les publications écrites de cette institution intitulées *Global Development Finance* et les bases de données du *World Development Indicators* et *Global Development Finance* disponibles en ligne sur le réseau internet de la Maison des sciences économiques (MSE) de l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne.

**Tableau 1- Flux moyens bruts de capitaux privés par période et par pays-région
(en pourcentage du PIB)⁹³**

Régions	décennies 1970	décennies 1980	décennies 1990	décennies 2000*
<i>Pays développés</i>				
France	9,5	9,1	16,3	28,9
États-Unis	3,5	6,3	9,0	14,5
Royaume-Uni	11,2	33,6	47,6	85,7
Allemagne	4,1	7,8	18,4	32,5
Japon	3,3	6,7	11,5	14,5
<i>Régions sous-développées</i>				
<i>Asie de l'Est et Pacifique</i>				
Pacifique	n.d	3,6	9,1	10,3
Europe et Asie centrale	6,8	4,1	10,4	15,5
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>				
Caraïbes	6,8	8,3	10,3	10,9
<i>Moyen Orient et Afrique du Nord</i>				
Afrique du Nord	7,4	3,1	6,4	n.d
Asie du Sud	0,3	0,9	3,4	5,3
<i>Afrique Sub-saharienne</i>				
Afrique Sub-saharienne	2,8	4,8	10,2	13,6
<i>Monde</i>	5,9	8,5	14,9	26,2

Source : Banque mondiale, base de données en ligne du *World Development Indicators*. Notre élaboration.

Notes : * jusqu'à 2005. i) n.d. = non disponible ; ii) France = entre 1975-1979 ; iii) Allemagne = entre 1971-1979 ; iii) Japon = entre 1977-1979 ; iv) *Asie de l'Est et Pacifique* = entre 1982-1989 ; v) *Europe et Asie centrale* = entre 1974-1979, entre 1980-1988, entre 1994-1999 ; vi) *Amérique latine et Caraïbes* = entre 1976-1979 ; vii) *Moyen Orient et Afrique du Nord* = entre 1977-1979 ; viii) *Asie du Sud* = entre 1975-1979, entre 2000-2003 ; ix) *Afrique Sub-saharienne* = années 1970 (entre 1977-1979) ; x) *Monde* = années 1970 (entre 1975-1979).

L'indisponibilité de quelques informations, indiquées dans les notes du tableau, amène certains problèmes dans l'analyse des pourcentages. Mais, malgré ce handicap, on a un

⁹³ Le flux brut de capitaux privés est la somme des valeurs absolues des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille, et d'autres entrées et sorties d'investissements enregistrés dans les comptes de la balance des paiements, à l'exclusion des changements de l'actif et du passif des autorités monétaires et du gouvernement général. L'indicateur est calculé par rapport au PIB en dollars du États-Unis.

panorama assez riche de l'évolution des flux de capital privé dans le monde sur les dernières décennies. De manière générale, on constate une tendance à l'accroissement du volume des capitaux, décennie après décennie, dans toutes les régions et pays.

Dans les pays développés, l'évolution est significative au Royaume-Uni où, même dans les années 1970, il y avait déjà une forte participation des flux de capitaux par rapport au PIB. C'est exactement dans cette décennie que des pays comme les États-Unis, à l'ère Reagan, et l'Angleterre de Thatcher, ont commencé à mettre en œuvre des politiques néolibérales de déréglementation et d'orientation vers l'économie de marché, suivies par la France et l'Allemagne dans les années 1980.

Dans la région de l'Asie de l'Est et Pacifique, même si nous n'avons pas d'informations pour les années 1970, les moyennes des décennies suivantes indiquent une évolution très forte des capitaux jusqu'à 2005. Cela s'explique, principalement, par la participation financière de la Chine dans cette région. La région de l'Europe et de l'Asie centrale a eu la plus grande participation dans les années 2000, totalisant 15,5% en moyenne du PIB, soit 19,7% en 2005.

Au même instant, on observe des points intéressants dans les flux de capitaux orientés vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La région a maintenu, d'une manière constante et croissante, son absorption de capitaux pendant des décennies, mais, par rapport à d'autres régions, elle n'est plus la « seule », comme elle le fut dans les années 1980 et 1990, à être considérée comme une « oasis » pour les mouvements financiers. L'Asie de l'est et l'Europe et l'Asie centrale, ont absorbé des flux croissants permettant une augmentation de 4,8% en 1980 à 13,6% en 2000. Ce sont des régions stratégiques pour le capital qui cherche de nouveaux mécanismes d'accumulation.

On ne dispose pas d'informations sur le Moyen Orient et l'Afrique du nord pour les années 2000, mais on peut constater que, durant les décennies précédentes, ces régions ont reçu des capitaux abondants. L'Asie du Sud, représentée principalement par l'Inde, apparaît ici comme la région qui a connu le mouvement le moins important mais, comme les autres, elle a accru sa participation par rapport au PIB, passant de 0,9% dans les années 1980 à 5,3% entre 2000-2003.

Toutes ces informations reflètent l'augmentation des flux vérifiés dans le monde, où les divers instruments de crédit ont augmenté très fortement année après l'année. Au niveau mondial, cette évolution est passée de 5,9% dans les années 1970, à 8,5% en 1980,

14,9% en 1990 avec un pourcentage de 26,2% dans la première moitié des années 2000. On peut fixer un moment de bascule dans les années 1990, lorsque les pays périphériques ont commencé à suivre et à adopter plus fortement les politiques néolibérales déjà implantées dans les pays développés comme les États-Unis, le Royaume-Unis, la France et dès la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Ces indications sont en elles-mêmes suffisantes pour justifier la concentration de l'analyse sur cette partie de l'histoire du capitalisme. En fait, elle réfléchit un processus historique, pris en compte par Marx, d'intense développement du système de crédit, qui transforme la circulation simple, dominée par l'argent, en sphère de la circulation capitaliste, sur la base de l'argent de crédit. L'évolution des flux de capitaux pendant ces décennies, que ce soit dans le marché du crédit bancaire, dans le marché actionnaire (actions), dans le marché d'obligations (dette) ou dans le marché de dérivés, représente donc une face de cette mutation du système de crédit international, qui se transforme sous l'égide du capital en quête de valorisation.

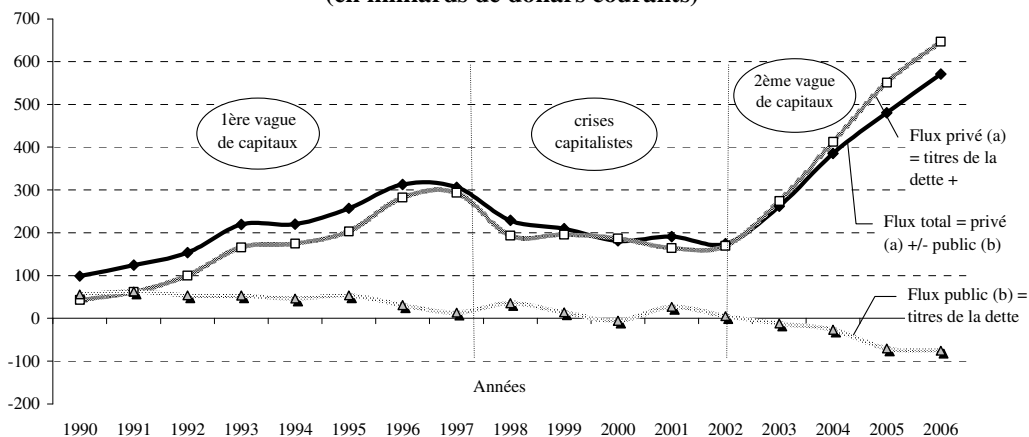
Dans cette transformation, l'argent de crédit, symbolisé par les titres de crédit, remplit alors les fonctions de moyen de circulation et de paiements, faisant presque « disparaître » l'intermédiation de la monnaie dans les échanges des marchandises. En fait, une cohabitation complexe et diversifiée de divers instruments de paiements, où le capital fictif prend une place plus importante dans le développement de la sphère financière du capital.

On peut observer aussi, dans le Graphique 2 qui suit, une démonstration de ces mutations dans les marchés financiers à partir des années 1990. Au début de cette décennie, le flux net de capitaux était de l'ordre de 98,5 milliards de dollars et avait déjà atteint en 1995 le volume de 257,2 milliards, soit en cinq ans seulement, une variation d'environ 160%. En raison de la libéralisation de la balance des paiements des différents pays, surtout du compte de capitaux, ce flux a totalisé 306,6 milliards de dollars en 1997.

Ce que nous appelons de la première « vague » du crédit bancaire, représentée ici par les actifs en actions et par les titres de la dette, représentants du capital fictif, a provoqué signaux de désajustement de la balance des paiements des pays dépendants au milieu des années 1990. Ces signaux ont irradié sous la forme de crises qui firent basculer les marchés financiers mondiaux. La manifestation des inconsistances de l'extension du

système de crédit est apparue dans les mouvements spéculatifs qui ont touché principalement les économies des pays asiatiques (en 1997), de la Russie (en 1998), du Brésil (en 1999) et de l'Argentine (en 2001). En conséquence, le flux de capitaux a connu une tendance à la baisse entre 1997 et 2002, au moment des deux crises brésiliennes, avec un reflux d'environ 124,3 milliards de dollars.

**Graphique 2- Flux nets des capitaux dans les pays sous-développés
(en milliards de dollars courants)**



Source : Banque mondiale, *Global Development Finance*. Pour les années 1990-1996, Banque mondiale (2000) ; 1997, Banque mondiale (2006), et pour les années 1998-2006, Banque mondiale (2007b). Obs : 2006 – estimative. Notre élaboration.

On peut voir que la plupart de ces flux viennent de la sphère privée qui accompagne, dans un mouvement presque parallèle, la courbe du capital total. En 1990, les fractions du capital privé et public étaient relativement proches, 43,2% et 56,7% respectivement. Puis, la tendance s'est renversée. Le capital public a amorcé une forte tendance à la baisse, jusqu'à 1996 et surtout après 2002 – période négative. De son côté, le flux privé s'est « envolé » d'une manière extraordinaire en passant de 42,6 milliards de dollars en 1990 à 187,0 milliards en 2000 et à la somme de 646,8 milliards de dollars en 2006. Cette direction contraire des flux de capitaux publics et privés, surtout à partir de 2002, a naturellement influencé le flux total, expliquant alors pourquoi la courbe des flux privés a dépassé la courbe totale en 2001, et plus spécialement dans les dernières années de la série.

Au milieu des années 1990, les mouvements de capitaux ont été touchés par les crises qui ont traversé les mouvements spéculatifs, affectant les marchés mondiaux. De toute façon, la reprise a recommencé et en presque deux décennies, plus précisément entre 1990 et 2006, le flux privé a augmenté de 1 418,3% et les flux nets totaux ont eu un

taux de croissance de 479,7%. Officiellement, ceux-ci sont expliqués de la manière suivante (Banque mondiale, 2001, 2007b). D'un point de vue global, les bas taux d'intérêt des pays développés et l'excès de capitaux mondiaux ont soutenu l'intérêt par les investissements en achat de titres de la dette de même que dans le marché des actions des pays sous-développés. Les obligations se sont élargies à la suite des crises des années 1990 et le degré de solvabilité des économies des « pays en développement » a continué à s'améliorer indiquant que les marchés financiers continuaient à avoir intérêt à participer du circuit mondial.

En outre, les politiques internes menées par ces pays ont aussi contribué fortement à ce qu'ils tirent profit de conditions externes favorables, en dépit de réductions drastiques dans leur budget social, dans la mesure où elles ont réduit leur vulnérabilité par rapport aux fluctuations des taux d'intérêt, du taux de change et du mouvement des capitaux dans l'économie mondiale.

Ainsi, dans la vision hégémonique, les pays sous-développés étaient en train d'appliquer les « bonnes » politiques internes – la « bonne gouvernance » – avec pour objectif de maintenir le contrôle de l'inflation et la réduction des dépenses publiques, responsables, selon eux, par des désajustements des comptes nationaux.

Le pré-paiement par anticipation d'une partie de la dette aux institutions internationales, comme le Club de Paris, le FMI et la Banque mondiale, a contribué aussi à augmenter le sentiment de diminution des risques systémiques. Les derniers paiements ont atteint le totale de 50 milliards de dollars en 2005 et 65 milliards en 2006, faisant baisser la dette publique externe de 16% du PIB en 1998-1999 à 10% en 2006, selon la Banque mondiale (2007b : 46). De plus, l'accumulation de réserves internationales, incitée aussi par les mouvements massifs de capitaux, a aidé certains pays à acquitter une partie de ces dettes⁹⁴.

On peut dire qu'il y a trois phases marquantes dans le cycle ci-dessus : la première, entre 1990-1996, appelée la « première vague » de capitaux à la recherche d'accumulation, est caractérisée par l'ascension des IDE et du portefeuille des investissements, instruments financiers du capital fictif. Celle-ci signale, surtout dans

⁹⁴ On peut citer ici le paiement, en 2006, de 8 milliards de dollars de l'Algérie et de 6 milliards du Nigeria au Club de Paris et 1,5 milliards de dollars au Club de Londres, suivi de 6,4 milliards en 2005. La Russie a payé 15 milliards de dollars en 2005 et 22 milliards en 2006. La Turquie a dépensé la somme de 7,5 milliards de dollars en 2006 au FMI, suivis par 9 milliards payés par le Mexique à la Banque mondiale et 9,6 milliards de l'Argentine au FMI, entre autres.

les pays sous-développés (en particulier en Amérique latine), la reprise du financement externe après la crise des années 1980 qui a été caractérisée par l'endettement externe.

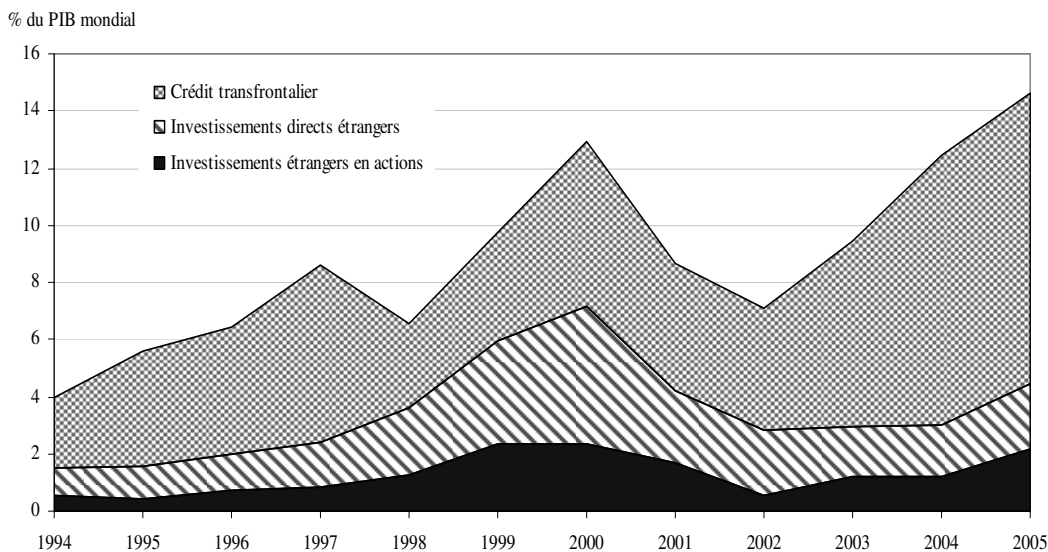
La seconde période est caractérisée par de crises capitalistes successives et des attaques spéculatives entre 1997-2002, déjà annoncées par la crise mexicaine en décembre 1994, qui s'est manifestée par la dévaluation du taux de change, la perte des réserves internationales, la détérioration du compte courant, l'instabilité généralisée sur les marchés financiers dans le monde. Les conséquences, qu'on verra par la suite, seront l'adoption d'un ensemble de politiques suggérées par les institutions financières internationales, qui passent par l'adoption du taux de change flottant, et la restructuration du système financier, entre autres. Enfin, a été inauguré le début d'une période de fortes transformations dans l'économie mondiale.

La troisième phase, « deuxième vague » de capitaux, initiée dans l'année 2002, est représentée par la reprise de la croissance des actifs financiers et du crédit international, par l'amélioration des réserves internationales des pays sous-développés à un niveau jamais atteint dans l'histoire⁹⁵ et par la continuité de l'adoption des politiques monétaires et fiscales de rigueur.

En fait, comme on l'a indiqué, les variations de ces phases cycliques, typiques de la macroéconomie capitaliste, reflètent le développement de l'argent de crédit qui a augmenté dans un mouvement constant de dématérialisation face aux divers instruments fictifs du capital. La grande disponibilité de l'argent de crédit dans le système mondial peut être aussi confirmée dans le graphique suivant élaboré par l'OCDE. On peut noter que les flux de capitaux se sont significativement accrus dans le monde, surtout à partir du nouveau siècle.

⁹⁵ Selon le IIF (2006, 2007), les réserves internationales des économies des « pays émergents » sont passées de 267,9 milliards de dollars en 2003, à 397,1 milliards en 2004, 442,2 milliards en 2005, 554,0 milliards en 2006 et 756,2 milliards en 2007. Source : Banque mondiale, base de données des *World Development Indicators*.

Graphique 3- Les flux mondiaux de capitaux croissent beaucoup plus rapidement que le PIB (pourcentage du PIB mondial)*



Source : FMI, *Balance of Payments Statistics*. In : OCDE (2007 : 200-201).

* Entrées d'investissements directs étrangers, investissements de portefeuille (actions et titres d'emprunt), produits financiers dérivés et autres placements (y compris le crédit bancaire transfrontalier).

Malgré quelques variations dans les années de crise, principalement dans le crédit externe entre 1997-1998 et une baisse généralisée entre 2000-2002, toutes les catégories ont progressé. Mais, le « crédit transfrontalier » – les transactions internationales en actifs plus liquides – a atteint une magnitude qui a dépassé les 10% du PIB en 2003. Celui-ci représente alors la plus grande partie des mouvements de capitaux, une masse de crédit qui donne une impulsion aux transactions fictives dans les divers marchés mondiaux, dépassant significativement la sphère de la production réelle du capital. Selon l'OCDE (2007 : 200), « les flux transfrontaliers de capitaux ont triplé en pourcentage du PIB mondial » au cours des décennies étudiées.

Selon la Banque mondiale, la composition des flux nets de capitaux privés vers les pays sous-développés a pris principalement deux formes : l'IDE⁹⁶ et l'Investissement de portefeuille⁹⁷, formé par le crédit bancaire commercial, les titres d'obligations/crédence

⁹⁶ L'« investissement direct étranger » est défini par la Banque mondiale comme les apports nets d'investissement nécessaires pour acquérir un intérêt durable de gestion (10% ou plus de l'action avec droit de vote) à une entreprise fonctionnant dans une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme de capitaux en actions propres, de réinvestissement des revenus, de tout autre capital à long terme, et de capital à court terme comme le montre la balance des paiements.

⁹⁷ Généralement, ils sont de deux types : i) l'investissement de portefeuille en titres de propriétés (actions) qui à des sommes de fonds de pays, reçus de dépôts et dirigent des achats des parts par les

(*bonds*) et les titres de propriété/actions (*equitys*). Gualerzi (2007 : 09) met en relief la nécessité de différencier ces deux compositions. Dans une approche microéconomique, il affirme que la distinction dépend finalement du contrôle des actionnaires : si c'est l'investisseur qui contrôle l'entreprise, on parle d'investissement direct, autrement d'investissement de portefeuille.

D'autres visions expliquent les IDE, soit par l'achat soit par les fusions-acquisitions des entreprises nationales. Certains aspects sont listés : la nécessité constante de l'innovation technologique [« à la mode schumpetérienne »] ; les économies d'échelle ; les incertitudes du marché ; la localisation géographique ; les asymétries des informations ; les stratégies compétitives des firmes monopolistes... enfin, une liste qui représente, dans la plupart des cas, les stratégies d'agrégation de la valeur, cachées sous la forme de la réduction des coûts de production, des bas salaires, du travail flexible et de la faible régulation du marché du travail.

D'un autre côté, si les investissements de portefeuille peuvent consister en l'achat d'une entreprise, et aussi en l'achat de titres d'obligations dans un pays étranger, les facteurs qui affectent plus directement cette catégorie sont essentiellement liés. Exemples : taux d'imposition fiscale sur l'intérêt ou sur les dividendes ; le taux d'intérêt élevé, qui transfère une plus-value plus grande à l'investisseur, et finalement le taux de change. De toute façon, la « cloison » qui sépare les IDE et les Investissements de portefeuille peut être arbitraire, surtout dans une économie mondiale fortement interconnectée par les applications financières et caractérisée par le libre mouvement du capital. Mais, en même temps, chacune de ces catégories peut indiquer la direction des capitaux dans le monde.

Pour Rasiah (2000 : 957), le mouvement des IDE est moins volatil que le flux d'investissements de portefeuilles. Il affirme que ces derniers sont libres, sans contrôle efficace du gouvernement et souvent soumis aux ruptures et volatilités financières. Les IDE offrent un cadre différent, où les actifs fixes et l'engagement dans la production, par la voie des contrats, assurent une plus grande permanence des capitaux dans le pays, à la différence des actifs financiers qui peuvent faire le tour du monde le même jour. Albuquerque (2003) et Lipsey (2001) confirment aussi cette dernière indication. Utilisant parfois des modèles statistiques et économétriques, les auteurs signalent que

investisseurs étrangers ; et ii) l'Investissement de portefeuille en titres d'obligation (créance) qui consiste en émissions d'obligations achetées par les investisseurs étrangers.

l'IDE est la moins volatile des formes de flux du capital international dans les « pays en développement ». Tout comme chez Rasiah, leurs arguments reposent sur le fait que les IDE résultent de la propriété du fonctionnement des équipements productifs, où le mouvement n'est pas facilement réversible. Les crises capitalistes des années 1990 sont, chez eux, souvent prises comme exemple, puisque les IDE ont maintenu leur croissance.

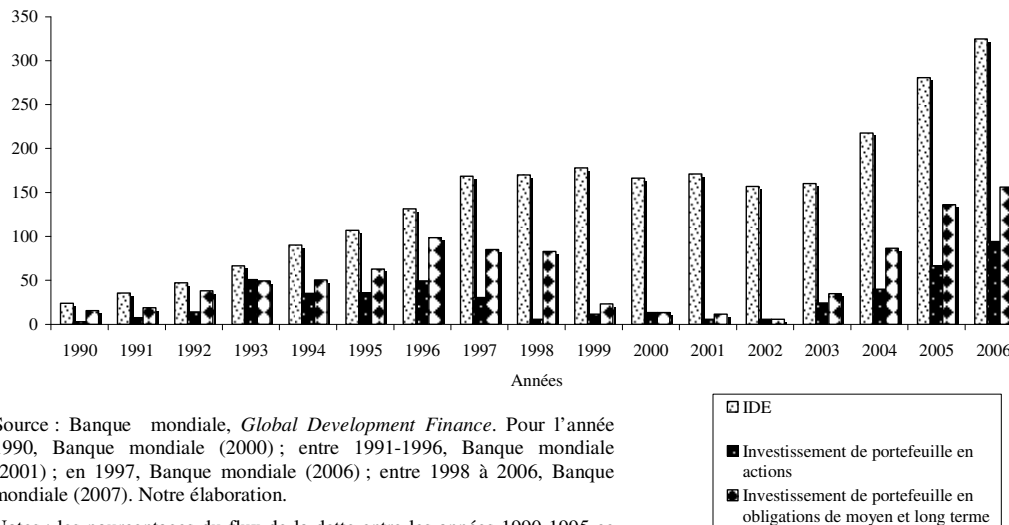
Dans un autre sens, Razin (2002 : 17) suggère quelques risques et excès potentiels des IDE. Selon lui, les IDE peuvent, dans certaines circonstances, être facilement renversés par des transactions financières. La grande partie des IDE dans le total des flux de capitaux arrivant dans un pays peut refléter la faiblesse de ses institutions dans le marché de capital, revers de sa force apparente. C'est pourquoi une partie significative des IDE est composée de dettes inter-entreprises, où la société étrangère peut rappeler cette dette de court terme. De même, l'auteur conclut en rappelant que l'appellation même « IDE » fait référence à des investissements réels et des flux de capitaux internationaux, mais qu'actuellement les IDE n'exigent ni flux de capital ni capacité d'investissement.

Ceci mis à part, le fait est que la taille, la composition et la distribution du capital privé, par catégories, aux pays sous-développés ont été modifiés au cours des dernières décennies. Les IDE ont totalisé la plus grande partie des flux de capitaux dès le début des années 1990 ; cette croissance s'est maintenue même pendant les crises capitalistes, au milieu des années 1990. Après une petite diminution entre 2000 et 2002, le mouvement des investissements étrangers a atteint un chiffre jamais vu de 324,7 milliards de dollars en 2006. Par rapport au PIB, l'IDE est passé de 0,5% dans les années 1970, à 0,6% dans les années 1980, 1,4% en 1990 et 2,6% entre 2000 et 2005 (Banque mondiale, base de données des *World Development Indicators*). L'évolution positive des IDE a été pendant des années presque continue, représentant alors l'extension du capital et sa recherche de nouvelles formes d'accumulation représentées ici par les fusions et acquisitions, même en période de crise capitaliste (Banque mondiale, 2000).

Par ailleurs, dans l'IDE, l'investissement de portefeuille en actions et en obligations ont eu tendance à augmenter jusqu'à 1996, ce qui correspond exactement au commencement des crises. En 1997, et surtout en 1999, la chute de ces deux variables a été brutale, comme on peut le voir dans le graphique suivant. Cela s'explique, sûrement, par un basculement dans les économies des pays périphériques qui a provoqué la prise

de décrets de moratoires et faillites, si bien que les investisseurs, protégés par la liberté d'entrée et de sortie des économies de libre marché, ont retiré leurs investissements.

Graphique 4- Composition des flux nets de capitaux privés dans les pays sous-développés (en milliards de dollars courants)



Ainsi, les mouvements de ces deux variables ont adopté une trajectoire différenciée de celle des IDE, au moins entre 1996 et 2002. Les crises ont créé la possibilité, pour les firmes multinationales, d'acheter des entreprises nationales, ce qui impliquait, d'un côté, une augmentation des IDE dans les pays périphériques et, de l'autre, un renforcement de la dénationalisation de leur économie.

D'ailleurs, les débats sur les effets d'attraction pour les IDE des pays sous-développés ont fait partie de l'agenda économique et politique. Si l'on regarde le passé récent, on constate que quelques indications portant sur ces effets suggèrent que la balance des paiements des pays périphériques a été fortement fragilisée, principalement face à la dévaluation du taux de change qui a provoqué une intégration immédiate des monnaies étrangères. Leur pouvoir d'achat en a été renforcé et leur a ouvert la possibilité d'augmenter leurs actifs sur les marchés mondiaux, le tout associé à la vague de privatisations qui a été très forte dans les économies mondiales, en particulier en Amérique latine dans les années 1990.

Associées à ce fait, la dissémination de règles standards de politiques de gestion et de réduction de coûts dans les firmes, sous le contrôle d'une gestion plus internationalisée des sociétés, ont signifié l'application des normes de « gouvernance d'entreprise »,

présentée comme l'une des formes nécessaires permettant de se protéger contre la spéculation. Ces principes, comme on le verra par la suite, ont apporté des garanties aux investisseurs institutionnels et les ont assurés que leurs biens seraient administrés par les gérants selon les règles de « bonne conduite » et que les gouvernements conduiraient des politiques favorables à leurs capitaux, sans mise en place de contrôle ni imposition de normes régulatrices qui blesseraient les principes de la liberté du marché concurrentiel.

Ainsi, la recherche de la plus-value assume maintenant une interrelation chaque fois plus étroite avec les règles de gestion associées aux marchés financiers, se manifestant à travers la réorganisation productive, la gestion flexible de la force de travail, des politiques salariales différenciées, le renforcement des négociations sectorielles et individuelles au détriment des négociations collectives et par la gestion financière des entreprises.

En fait, les firmes multinationales déplacent leurs filiales vers les pays où la force de travail est moins chère, où les gouvernements en exercice donnent des garanties macroéconomiques de surveillance, de « bonne gouvernance » et de respect des contrats passés avec les agences internationales, tout en observant aussi l'infrastructure et les ressources naturelles. Et derrière les entreprises, les institutions « suggèrent » la restructuration des instruments juridiques qui formalisent les relations capital-travail, avec toujours l'argument de l'attraction des capitaux et du développement des pays sous-développés.

Lors du retour à la conjoncture créditrice, la composition des flux nets de capitaux a connu une relance après 2003, mais dans une proportion encore plus forte, surtout dans la catégorie investissement de portefeuille en titres d'obligations. En 2006, le total du portefeuille net en actions a été de 94,1 milliards de dollars et le portefeuille en obligations, de 156 milliards de dollars. Si ces flux d'investissements de portefeuille sont davantage liés aux emprunts de fonds, aux dépôts et aux achats directs des investisseurs étrangers (fonds d'investissements, fonds de pension, compagnies d'assurance), leurs applications dans les économies mondiales, surtout dans les pays sous-développés – plus fragiles et plus dépendants de ces ressources pour financer leurs balance des paiements – ont provoqué des effets internes.

On peut citer ici quelques politiques appliquées dans les pays périphériques qui ont contribué à accroître la plus-value accordée à la rémunération du capital, dont ont bénéficié surtout les investisseurs institutionnels détenteurs des titres de la dette publique : l'adoption de la Loi de responsabilité fiscale – limitant le pourcentage du budget destiné aux dépenses sociales – ; l'interdiction d'embaucher des fonctionnaires publics pendant les périodes de fragilité fiscale ; la création d'instruments permettant au gouvernement d'utiliser une partie de ses recettes sans être lié à une rubrique spécifique – recette normalement utilisée pour payer les services de la dette ; l'établissement de la tertiarisation et de la flexibilité des contrats de travail ; une politique monétaire et fiscale de rigueur ; la libre négociation salariale ; l'accompagnement des données macroéconomiques par les institutions internationales ; la désindexation salariale ; l'exigence d'un excédent primaire suffisant pour payer les services de la dette, entre autres.

Si les IDE, la plus grande source de capital privé, ont un caractère de long terme, et si les investissements de portefeuille sont plus associées à la spéculation financière, le fait est que tant l'un que l'autre affecte non seulement les agrégats macroéconomiques (monétaires, financiers et productifs) d'un pays, mais aussi, naturellement, les facteurs microéconomiques associés aux stratégies de gestion et de restructuration des entreprises et des secteurs productifs.

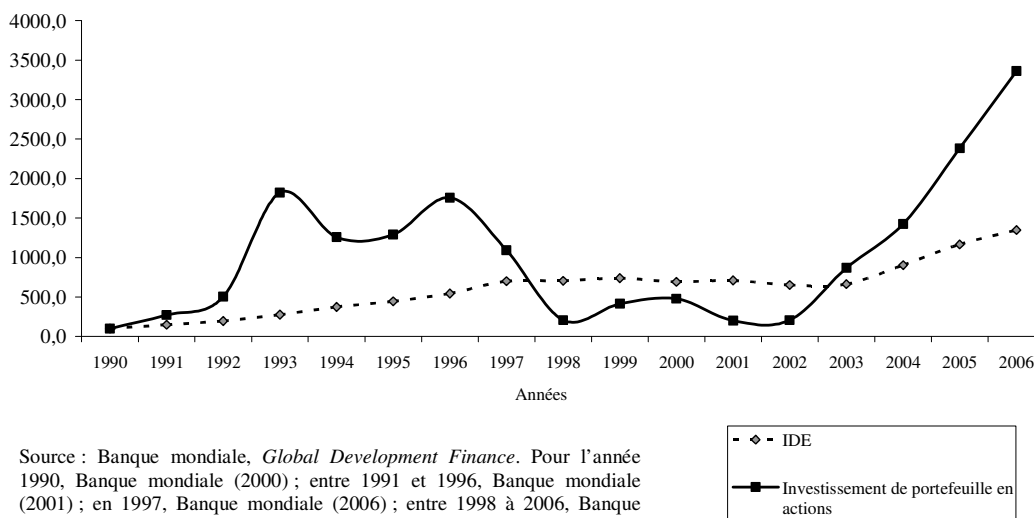
Quand on regarde l'indice de croissance des variables qui forment le flux des capitaux dans les pays sous-développés, on arrive à des conclusions très importantes (voir le graphique 5) : premièrement, l'indice de croissance de l'investissement net de portefeuille en actions s'est agrandi après 2002 ; en 2006, sa croissance a été de 3 260%. En 1993 et en 1996, les pourcentages étaient « seulement » de 1 821% et 1 757%, respectivement. Dans la phase de crises, qui faisait prévoir des menaces pour les investissements, la croissance a été très faible, en raison de résultat de la sortie des capitaux, manière la plus facile d'éviter le coût des faillites et d'endettement des pays emprunteurs.

En deuxième lieu, les flux nets du portefeuille d'obligations ont suivi la trajectoire suivante : même si ce portefeuille a varié dans une proportion moindre dans les années 1990, par rapport au portefeuille en actions, mais tout en restant aussi positif que les IDE, il a varié plus intensément à partir de 2002 et a totalisé une croissance de 993,6% en 2006. Pendant les crises capitalistes, elle s'est bénéficié aussi de la possibilité de

chercher un marché moins volatil. C'est pourquoi on constate une forte baisse jusqu'à 2002, et sa relance jusqu'à 2006.

Finalement, les IDE ont pris un chemin de croissance presque continu, à la différence des autres variables, avec une croissance qui est passée de 1 165% en 2005 à 1 347% en 2006.

Graphique 5- Indice de croissance des flux nets de capitaux en IDE et en Investissements de portefeuilles dans les pays sous-développés (1990 = 100)



Ce qui explique que, comme le constatait Gualerzi (2007 : 16), les IDE ont considérablement agrandi dans les années 1990, mais moins que les investissements de portefeuille ; ce qui, selon lui, peut expliquer les oscillations plus larges des comptes de capital des pays périphériques. Pour finir, les flux considérés comme de court terme occupent une place très importante dans les mouvements de capitaux dans les pays sous-développés, mettant en évidence le caractère plus spéculateur de ces instruments de crédit. Le placement de ces crédits par région indique que, dans les années 1990, l'Amérique latine a reçu la majorité des IDE (de 34% en 1990 à 48,4% en 1999) (Banque mondiale, 2004). Les informations de la Banque mondiale (2007b : 51) indiquent aussi que toutes les régions ont connu une augmentation de capitaux, principalement à partir de 2002, lors de la « deuxième vague » des mouvements de crédits internationaux.

Si la libéralisation des comptes de capital de la balance des paiements a facilité l'entrée de capitaux dans les pays sous-développés, la fuite en période de crise a été aussi

problématique pour la majeure partie de ces pays. Selon la Banque mondiale (1999 : 25), les sorties de capitaux ont augmenté substantiellement pendant les années 1990 : de 56 milliards de dollars en 1991 à 249 milliards en 1997 avec la crise asiatique, et 183 milliards en 1998 avec la crise survenu en Russie. Pour l'*Institute of International Finance* (IIF), la sortie de capital dans les « marchés émergents » en 1997 a été de 161 milliards de dollars. Indépendamment des chiffres, le fait est que ces économies ce sont intégrées dans un marché où le mouvement de capital, principalement fictif, s'est accrue de façon exponentielle dans les dernières années, avec une forte influence sur l'économie des pays débiteurs. Le financement externe à court terme indique aussi un comportement directement lié aux investissements de portefeuille, tels que les bons du Trésor public.

Cette puissance financière a été aussi amplifiée par de nouveaux instruments financiers, comme les produits dérivés, qui ont joué un rôle important dans le système de crédit et dans le déroulement des crises du capitalisme contemporain. D'une certaine façon, les dérivés ont assuré une fonction de « sustentation » des mouvements spéculatifs même s'ils ont, paradoxalement, comme fonction de contrôler et de réduire les risques des investissements financiers. Les dérivés sont de plus en plus employés pour apporter une couverture aux investisseurs institutionnels pour leurs applications à travers l'utilisation d'échanges à termes et autres instruments financiers.

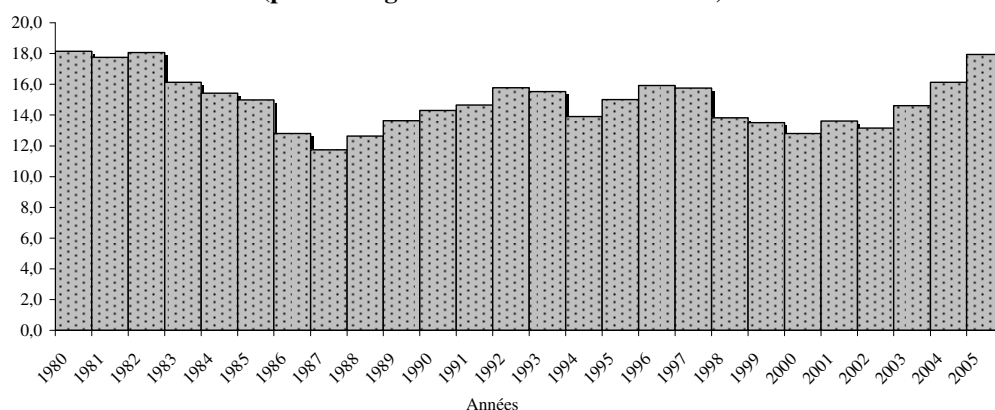
Cependant, quatre aspects liés à ces dérivés soulèvent des inquiétudes, principalement auprès des institutions internationales : la difficulté de contrôler les transactions ; la transparence des transactions dans le marché ; la faculté potentielle qu'ont les dérivés d'augmenter le risque systémique ; et l'accumulation de pouvoir au niveau du marché, principalement celui des investisseurs institutionnels favorisé par ces produits. Aussi, bien que l'utilisation des dérivés ait comme fonction de réduire le risque systémique, ont-ils également, dans une relation contradictoire, un potentiel d'augmenter les crises capitalistes.

En fait, les expositions significatives du degré de solvabilité des dérivés dans les plus grandes institutions financières, peuvent être un mécanisme significatif de transmission des chocs financiers. Les estimations de la Banque des règlements internationaux (BRI) (années variées) indiquent sur le marché global de gré à gré, un volume de 80,3 millions de millions de dollars de dérivatifs en décembre 1998, 95,1 millions de millions en décembre 2000, 197,1 millions de millions en décembre 2003 et 415,1 millions de

millions en décembre 2006⁹⁸. Il apparaît donc que les « préoccupations » des institutions financières mondiales sont tout à fait justifiées...

Terminons avec plus d'informations sur l'un des marchés du capital fictif, celui de la dette. Bien que les informations disponibles se réfèrent à la dette externe, laissant de côté la dette interne qui aujourd'hui est une composante fondamentale de la dette publique, on peut au moins voir l'évolution de la dette de court terme. Pendant la période de la crise de la dette, dans les années 1980, le pourcentage de la dette de court terme était de l'ordre de 18,2% en 1982, la plus haute de la décennie, baissant jusqu'à 12,6% en 1988. Après cette année, marquée déjà par l'influence des politiques néolibérales sur les pays périphériques, son évolution moyenne s'est amplifiée année après année, comme on peut le voir dans le Graphique 6 qui suit.

**Graphique 6- Dette moyenne de court terme des pays sous-développés
(pourcentage du total de la dette externe)**



Source : Banque mondiale, base de données en ligne – *World Development Indicators*. Notre élaboration.

Note : la dette à court terme inclut toute la dette ayant une maturité d'origine d'un an ou moins et un intérêt sur les arriérés de la dette à long terme.

Le mouvement de la dette de court terme par rapport au total de la dette externe a eu une progression positive dans les années 1990, totalisant presque 16% en 1996, mais retournant à la baisse l'année suivante. Cependant, vu le comportement des flux des capitaux mondiaux dans les années 2000, leur participation suscite la relance après 2002, totalisant 18% en 2005, presque le même pourcentage qu'au début des années

⁹⁸ Les estimatives de Morin (2006), pour l'année 2002, indiquent que les transactions sur les dérivés ont totalisé 60,5% du flux total des transactions interbancaires dans le monde, suivi par 33,2% des transactions de change, 3,4% des transactions financières et seulement 2,8% des transactions sur les biens et services (constituant le PIB mondial).

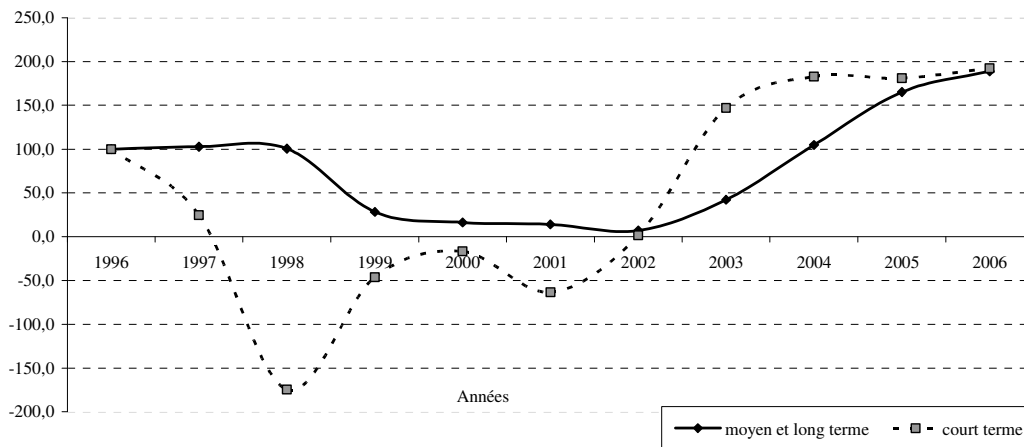
1980. Il faut prendre en compte aussi le fait que les titres de court terme sont d'un an seulement ou moins.

Les informations de la Banque mondiale (2006 : 144) indiquent que, entre 1996 et 2004, certains pays comme la Chine (19,7% en 1996 et 47,2% en 2004), la Pologne (6,1% en 1996 et 17% en 2004) et la République Tchèque (28,5% en 1996 et 37,5% en 2004), ont présenté un rapport positif entre la dette de court terme et la dette totale. Au cours de la même période, dans d'autres pays ce rapport a diminué mais ils ont gardé dans une position sûrement fragile par rapport à ce type de capital de court terme. On peut les citer : Turquie, de 21,7% à 19,7% ; Argentine, de 21,2% à 16,2% ; Malaisie, de 27,9% à 21,9% ; Colombie, 20,4% à 14,2% ; Chili, 25,7% à 17,5% et Brésil, 19,8% à 11,4%. Il est vrai que dans la moyenne des pays sélectionnés, le rapport a baissé de 2,4%, allant de 18,8% en 1996 à 16,4% en 2004 ; en revanche, les pourcentages restent très hauts et, face à la mobilité de ce type de capital, ces relations peuvent être modifiées d'une année sur l'autre.

Maintenant, pour revenir aux années 1990, on peut constater dans le Graphique 7 une variation de la dette de court terme pendant les crises capitalistes, démontrant son aspect plus volatil. Les incertitudes des banques et des investisseurs institutionnels, acteurs importants de l'application de ces instruments fictifs, ont réduit leurs participations aux marchés des pays périphériques. De même, les stratégies d'investissements sur les pays développés ont été décalées, malgré le différentiel de taux d'intérêt.

Ainsi, les investissements spéculatifs ont connu un taux négatif entre 1996 et 2001, et ont remonté à partir de 2002 à un moment où le capital fictif avait déjà acquis une certaine « stabilité », même si apparemment il y avait accroissement du crédit dans le marché mondial. La dette de long terme, elle aussi, a naturellement accompagné les variations du cycle de crédit, mais dans une fluctuation beaucoup moins grande par rapport à l'autre. En fait, il s'agit d'un marché volatil qui caractérise bien le mouvement du capital fictif dans le capitalisme contemporain.

Graphique 7- Indice de croissance de la dette privée (1996 = 100)



Source : Banque mondiale (2005) pour les années 1996 et 1997 ; entre 1998 à 2006, Banque mondiale (2007b). Notre élaboration.

Certes, plus il y a exposition aux crédits de court terme, plus sont grands les risques et la fragilité face aux investisseurs externes. On retrouve aussi cette constatation dans la littérature conventionnelle. Rodrik et Velasco (1999 : 22), par exemple, durant les crises des années 1990, ont affirmé que l'accroissement excessif de la dette de court terme a été la cause immédiate des crises récentes, particulièrement en Asie de l'Est. Des indications importantes sont aussi apportées par Demir (2006), dans une étude sur le développement du capital de court terme des économies de l'Asie de l'Est, et par Petroulas (2007) qui a examiné l'économie de l'Argentine, du Mexique et de la Turquie. L'une de ses conclusions démontre que l'augmentation de la volatilité du flux de capital de court terme produit un effet statistique négatif sur les dépenses des nouveaux investissements productifs des firmes privées, stimulant alors l'application des ressources dans les marchés spéculatifs. De plus, l'endettement de court terme intensifie les coûts d'une crise accentuant l'ajustement de la balance de compte courant des pays et la dépréciation de la monnaie, provoquant effets directs sur la sphère réelle de l'économie.

Donc, les indications suggèrent que le capital de court terme, plus que les IDE, est le principal responsable de la volatilité croissante et de l'instabilité financière. Le mécanisme de transmission sur la sphère réelle, frappant les investissements et la croissance économique, se traduit par les effets sur le prix des taux d'intérêt et du taux de change, et par la demande de dépôts bancaires et de titres d'obligations du

gouvernement. Pour nous, une conclusion unidirectionnelle et simpliste, mais aussi importante.

En fait, ces capitaux de court terme, malgré leurs différentes formes, sont normalement associés aux achats et ventes par des non-résidents des actions (titres de propriétés) de sociétés et d'obligations (titres de créance) du gouvernement dans le marché des capitaux avec un délai de moins d'un an, de même qu'aux dépôts de fonds sur les banques locales – ce qui constitue un ensemble d'instruments fictifs dans le système de crédit, qui sont utilisés dans les transactions financières court terme.

2.2.1.2- Le stock de capital

Le stock des titres d'actions ordinaires, de la dette publique et privée, et des dépôts bancaires mondiaux a été estimé à 140 millions de millions de dollars en 2005 (voir Graphique 8). Leur croissance est passée de 12 millions de millions de dollars, en 1980, à 64 millions de millions en 1995, et à 93 millions de millions en 2000 puis elle a dépassé les chiffres de la centaine à partir de 2003. Entre 1980 et 1993, la somme a atteint 350% ; dans les années 1990, 77,7% ; l'« envol » a continué entre 2000-2005, 50,5%. Finalement, le plus surprenant : le stock de capitaux, entre 1980-2005, a connu une variation de plus de 1 000% !

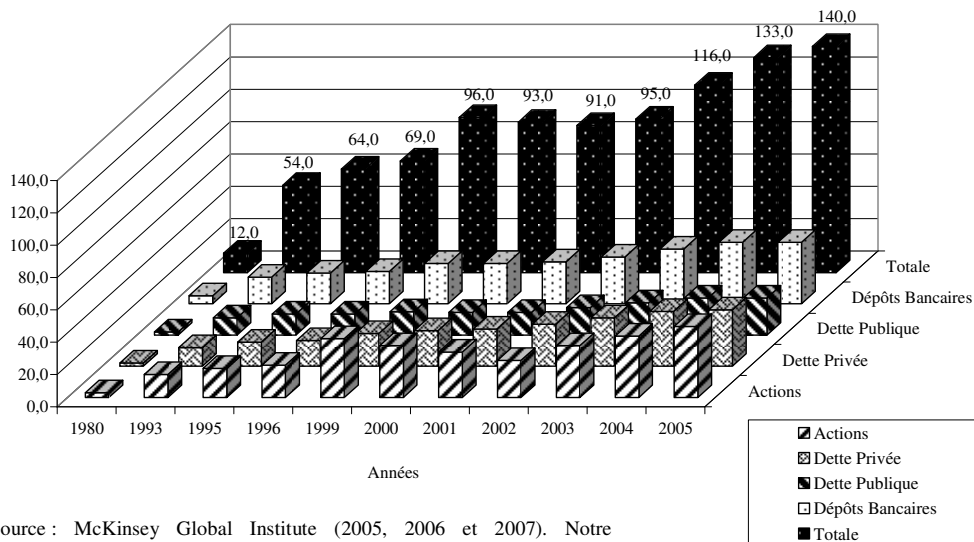
D'une façon presque constante, tous les actifs fictifs ont augmenté pendant les dernières décennies. Ce qu'on observe en premier lieu, c'est la baisse de la participation relative des dépôts bancaires, année après année. D'un point de vue absolu, ils se sont développés pendant les dernières décennies, mais sans variation significative. Si leur participation relative dans le total était de 41,7% en 1980, dans les années 1990 et 2000, elle était, en moyenne, 28,6%.

Le stock des actions a accru aussi sa participation dans la provision totale des actifs financiers, passant de 25% en 1980 à 31,4% en 2005. À partir de 1996 jusqu'à 2001, il a occupé la première position dans les catégories qui forment le stock des capitaux mondiaux, retournant en 2004 à la première place avec 44 milliards de dollars.

Vu sous cet angle, on peut dire que les actions ordinaires ont expliqué la plus grande part de la croissance des marchés financiers globaux, dépassant la dette. Entre 1980 et 1996 et entre 2001 et 2004, la première position dans le stock mondial a été occupée par les dépôts bancaires. Ils constituent un moyen pour la banque de créer du capital fictif et

leur multiplication est directement liée aux excédents moins le fond de réserve exigé par la Banque centrale.

Graphique 8- Stock des actifs financiers globaux (en millions de millions de dollars courants)



Un autre actif a pris beaucoup d'ampleur, d'après les perspectives absolues et relatives. Il s'agit de la quantité des titres de la dette privée qui est passée de 14,3 millions de millions de dollars en 1993 à 32 millions de millions en 2000 et 44 millions de millions en 2005, ce qui représente un pourcentage relatif de 25% en 2005. Cette évolution, dans le même année, à l'a mis en troisième rang, proche de la participation des dépôts bancaires. La dette publique passe aussi de 2% du total en 1980, à 10,6% treize ans plus tard, totalisant 25% en 2005.

Pour le McKinsey Global Institute (2006 : 09), le rapport entre les actifs financiers et la taille de l'économie « réelle » mesuré par le PIB, s'est développé trois fois plus que le PIB global. Ce rapport était de 109% en 1980, 215% en 1993, 314% en 1999, et 334% en 2004. Les États-Unis est le pays avec le plus grand marché, occupant une position hégémonique dans le système de crédit international. En fait, les échanges dans le monde sont fixés par le taux d'intérêt et le taux de change étasuniens (Tavares et Melin, 1998). Entre les années 1993 et 2004, ils possédaient 42% en moyenne du stock des actions, 50,5% du stock de la dette privée, 29% de la dette publique et 26% des dépôts bancaires.

De l'autre côté, la zone Euro occupe la deuxième place bien qu'elle ait considérablement agrandi son portefeuille pendant les dernières années : en 2004, 29% du stock des actions, 37% de la dette privée, 34% de la dette publique et 33% des dépôts bancaires ; en 2005, elle a été la principale responsable de la croissance des actifs financiers avec 22% du total. Les marchés financiers d'Amérique latine sont notamment sous-développés, du point de vue des stocks d'actifs dans le monde, comparés à ceux des pays des autres régions : en 2004, bien qu'ils aient représenté plus de 4% du PIB global, l'Amérique latine a obtenu moins de 2% des actifs financiers totaux mondiaux. En 2005, les « marchés émergents », malgré leur petite taille, ont été responsables pour 21% de la croissance du stock des actifs financiers, totalisant 15 millions de millions de dollars en capitaux. Les dernières informations indiquent alors qu'ils ont obtenu 14% des actifs financiers globaux, en 2005, contre 7% dans la dernière décennie. Si la faible importance des « marchés émergents » dans le stock de la richesse financière globale ne fait pas de doute, on ne peut pas affirmer qu'ils n'ont pas influencé fortement l'économie des pays de ces régions périphériques, comme on l'a déjà indiqué précédemment, ainsi que les économies des pays du centre dans les crises des années 1990.

Les derniers chiffres de 2005 indiquent que les États-Unis (avec 50 millions de millions de dollars de stock de capitaux), le Royaume-Uni (8 millions de millions), les pays de la zone Euro (30 millions de millions) et le Japon (19,5 millions de millions) possèdent de plus de 80% du total des actifs financiers dans le monde, où les monnaies les plus fortes assurent le contrôle géopolitique et économique mondial.

Le FMI pour sa part décompose le stock des actifs financiers mondiaux, comme on peut le voir plus bas, à partir des actifs bancaires et non des dépôts.

Tableau 2- Stocks d'actifs financiers dans le monde* (millions de millions de dollars courants)

Monde	2002	2003	2004	2005
PIB (a)	32 163,70	36 163,40	40 890,50	44 445,50
Stock (b)	150 437,50	123 795,20	144 708,50	151 790,50
b/a (%)	467,7	342,3	353,9	341,5

Source : FMI, *Global Stability Report* (09/2003, 09/2004, 09/2005, 09/2006).

Notes : * Somme du marché de capital, dette et actifs bancaires.

Conformément aux informations déjà exposées, le stock de capital en 2005 a été de 151,8 millions de millions de dollars, trois fois plus que le PIB mondial. Et, caractérisant la concentration du capital dans les régions les plus riches de la planète, la plupart de ces actifs se trouvent dans les places boursières des pays développés.

En cherchant aussi à décomposer la montée vertigineuse de la finance libéralisée, afin d'analyser son impact sur l'économie réelle et sur les politiques sociales, Morin (2006) a établi une approximation quantitative du stock financier par produit, ce qui nous donne des informations complémentaires et plus détaillées par rapport aux dernières.

Il apparaît, immédiatement, dans le tableau suivant, que le volume de transactions dans le marché financier de couverture totalise la plus grande partie, 78,3%, des instruments de crédit dans le monde. Entre eux, les contrats *swaps* (de gré à gré), qui cherchent à couvrir les risques liés aux variations du taux d'intérêt, sont les plus échangés. Au delà de la fonction d'assurance remplie par ces instruments, on sait qu'ils peuvent contribuer à l'instabilité du système financier car ils sont échangés aussi dans le but d'obtenir des gains spéculatifs. Selon Morin (2006 : 59), « la durée particulièrement courte, en général, de ces placements fait songer immédiatement au développement d'une autre pratique : celle d'une spéculation à grande échelle ».

Tableau 3- Stocks financiers et productifs globaux, au 31 décembre 2002

Produits		de la finance globale		Produits de l'économie réelle	
		(US\$ 10 ¹²)	(en %)	(US\$ 10 ¹²)	
<i>Produits de financement</i>	<i>de</i>	40,3	21,5	PIB	32,4
Obligations		15,2	8,1	Importations de biens et services	8,0
Actions		22,8	12,2	<i>Sous-total</i>	40,4
Devises		2,3	1,2	Consommation domestique	20,0
<i>Produits de couverture</i>	<i>de</i>	146,3	78,3	Consommation du gouvernement	5,5
Marchés organisés (options, futures, etc)		23,8	12,7	Formation brute de capital fixe	6,8
Marchés OTC (contrats <i>swaps</i>)		122,5	65,6	Exportations de biens et services	8,0
Total		186,6	100,0	Total	40,3

Source : Morin (2006). Notes : i) sur la finance, on a retenu seulement les informations des stocks en la transformant aussi en pourcentage ; ii) 10¹² = millier de milliards ; iii) ce tableau a été élaboré par la jonction des informations des tableaux des pages 58 et 61.

Il a donc divisé les produits financiers en deux catégories : la première, appelée « produits de financement », est formée par les obligations et les actions, instruments typiques du capital fictif, et les devises ; la deuxième, ce sont les « produits de couverture » (produits dérivés), eux aussi de caractère fictif. Du côté de l'économie réelle, le total produit est d'environ 40 millions de milliards de dollars en 2002 ; il réunit seulement 21,6% du stock total des produits financiers, ce qui représente une somme cinq fois plus élevée que celle de la sphère de production et a conduit Morin (2006 : 62) à affirmer « que le rapport de la sphère réelle à la sphère financière n'est plus un simple rapport de forces, mais se transforme actuellement en un véritable rapport de soumission, voire d'écrasement ! ».

Même s'il n'existe pas de possibilité de voir une évolution du stock au cours des années, comme on a pu le faire auparavant, ces informations s'ajoutent aux précédentes et indiquent le placement du capital dans les actifs financiers à fortes caractéristiques spéculatives. Ceux-ci représentent alors une puissance prodigieuse du capital fictif dans

les économies mondiales, ce qui nous permet de dire que le développement initial du capital porteur d'intérêt a pris une dimension infiniment plus grande que ne l'annonçait le but initial de financer la production, comme à l'époque de la constitution du capitalisme industriel.

Avec l'intensification de la spéculation et, par conséquent, de la création d'instruments financiers divers, on dépasse la logique du simple financement productif, mais en même temps le capital garde, dialectiquement, sa liaison vitale avec la production. Et cela se révèle d'une manière plus forte pendant les deux dernières décennies du XX^e siècle et pendant le début du XXI^e siècle.

Pour Tufano (2003), la période qui va de la moitié des années 1960 à 1980 a été unique dans l'histoire de l'innovation financière mondiale, car a été créée une multitude de nouveaux produits dérivés et de produits alternatifs de transfert de risque. De plus, afin de gérer ces instruments, les institutions financières se sont aussi progressivement agrandies pendant les dernières années en question, stimulées par des systèmes technologiques de paiement à chaque fois plus rapides et peu coûteux (*smart cards*, *automated teller machines*, etc).

Il faut souligner que chaque transaction financière provoque des effets immédiats sur la formation des prix du marché. Les transactions sur le marché interbancaire aident à la formation du taux d'intérêt à court terme et les opérations sur le marché des changes ont des impacts sur le taux de change. En outre, ces deux prix, « le taux d'intérêt et le taux de change, sont déterminés fondamentalement par les transactions qui sont conduites dans la sphère monétaire et financière (...). Or, les taux de change comme les taux d'intérêt sont des prix essentiels pour l'économie réelle » (Morin, 2006 : 63), soit pour déterminer les échanges internationaux, soit pour fixer les coûts de la formation brute de capital fixe (FBCF). On comprend donc l'insistance avec laquelle il souligne l'importance et le poids de la finance qui retient 97% des transactions réalisées dans le monde à cette époque-là.

Pour mettre en place ces transformations et promouvoir la possibilité pour le capital fictif de trouver les meilleurs profits, il faudrait alors établir des réformes substantielles dans les économies mondiales.

3- Les pré-réquis fondamentaux aux mouvements de capitaux à la fin du XX^e siècle

La modification du Système monétaire et financier international (SMFI), le Système de crédit international (SCI) pour nous⁹⁹, a été l'un des instruments utilisés par le capital pour la libéralisation de variables macroéconomiques essentielles au fonctionnement de l'économie capitaliste. S'y est associée la nécessité d'éliminer les entraves aux mouvements de capitaux, ce qui constituait aussi une mesure afin de garantir la flexibilité des mouvements financiers.

Historiquement, la régulation d'État doit être remplacée par le libre marché où les avantages comparatifs de chaque nation régissent dans les règles de la compétition parfaite. Commence alors « l'ère du néolibéralisme », marquée par l'intensification de l'individualisme et de l'idée d'équilibre du marché, synthèse idéologique du capital. Avec la liberté d'entrée et de sortie, les capitaux fictifs ont pu alors chercher la place financière donnant le plus de garanties aux investisseurs institutionnels, rémunérant les actifs financiers avec un taux d'intérêt élevé et conduisant des politiques de rigueur économique. Cette rigueur a des conséquences immédiates dans la vie de la population, diminuant les ressources allouées aux secteurs sociaux et créant des conditions de vie plus difficiles. Ainsi,

« le système de crédit est une importante sphère dans laquelle l'excédent du capital, en majorité du nord, peut s'engager dans la prédation, la fraude et le vol par le prêt à ces pays ayant plus de main-d'œuvre disciplinée et de ressources naturelles valables (...) l'État capitaliste, et par prolongation, les sociétés de prêt multilatérales, jouent un rôle important en fixant les conditions nécessaires pour la poursuite de l'accumulation par dépossession » (Soederberg, 2005 : 933).

Le paiement d'intérêts doit passer par les plus grandes formes d'exploitation économique, représentées ici par les baisses des salaires et les plus longues journées de travail, les impôts plus élevés, prélevés habituellement sous forme de taxe à la valeur ajoutée, une augmentation du prix des produits alimentaires de base et, indirectement, des coupes dans les dépenses d'éducation, de santé et de bien-être (Soederberg, 2005 :

⁹⁹ Le SMFI, dénomination positiviste des relations monétaires et financières entre les pays, caractérise plus directement la conception du système monétaire qui, de son côté, désigne la circulation simple des marchandises basées sur l'argent ; de l'autre côté, la conception marxiste du SCI est fondée sur le système de crédit qui, comme on l'a démontré, est la désignation de la structure de circulation des marchandises étant le domaine de l'argent de crédit. C'est pourquoi on ne parlera ici que du SCI.

933). L'excédent de la balance commerciale représente aussi une source de revenus qui va aider à payer les obligations de la dette et, en même temps, permettre la reproduction de la force de travail dans les pays développés.

C'est donc en tant qu'instruments d'accumulation et de reproduction de la sphère du capital qu'on doit comprendre les transformations en cours.

3.1- La réforme du Système de crédit international (SCI) et ses principes de libéralisation économique

Les Accords de Bretton Woods (1944-1971) ont caractérisé une période de politiques interventionnistes initiées par des États capitalistes dans le contrôle des flux financiers internationaux. L'acceptation du contrôle des capitaux, associé à l'établissement des taux de change fixes et à la création du FMI, ont établi une période d'ajustements plus étroits entre les politiques économiques nationales, rendant possible la conduite de politiques économiques autonomes et la limitation de la circulation des capitaux. Dès 1945 s'annonçait alors, dans les règles de transactions financières, l'augmentation des interventions sur les systèmes financiers par l'établissement de contrôles directs sur les taux d'intérêt et l'imposition de restrictions aux investissements dans les actifs bancaires, afin de donner une orientation au crédit bancaire existant dans le secteur financier.

Au plan géopolitique mondial, on a observé surtout l'entrée hégémonique des États-Unis dans la finance mondiale, « remplaçant » le pouvoir de la Grande-Bretagne, avec l'émergence du dollar comme monnaie de référence dans les transactions monétaires et financières. Mais la réussite de Bretton Woods est discutable. Pour Eichengreen (2000), le contrôle des capitaux dans cette période a été, véritablement, l'unique politique qui a fonctionné. Pour sa part, Kilsztajn (1989 : 92) affirme que « l'Accord de Bretton Woods de fait n'est jamais entré en vigueur ni avant, ni après 1971, lorsque Nixon a annulé officiellement la convertibilité du dollar en or ». Alors, le fait est que ce système n'a pas survécu. En 1973, le système du taux de change flottant est entré en vigueur. L'économie mondiale présentait déjà à ce moment des signes de stagnation et de crise. C'était l'annonce d'une nouvelle phase du système monétaire et financier mondial, caractérisée principalement par l'extrême volatilité et marquée par l'extension des flux financiers mondiaux. Comme le disait James et Eichengreen (2003 : 531), de toutes les

choses qui ont changé après Bretton Woods, la plus importante est « la croissance explosive des mouvements de capitaux ».

D'ailleurs, pour garantir l'expansion des crédits, et de contrecarrer la baisse du taux de profit, il a fallu libérer l'économie mondiale des « entraves » des politiques keynésiennes de protection et de régulation d'État. Bref, il était nécessaire d'imposer les règles néo-libérales. À partir de ce moment, les principes du néolibéralisme ont été à nouveau fortement examinés dans le domaine des diverses sciences : économie, politique, sciences sociales, géographie, philosophie, histoire... Leurs principes centraux, où le marché et le capitalisme compétitif déterminent la « liberté » de l'individu, à la manière de Friedman (1994), sont déjà connus : économie de marché ; libre initiative de négociation ; discipline fiscale ; réforme des retraites ; libéralisation commerciale, financière, et libéralisation du marché du travail ; privatisations ; diminution des droits sociaux ; fragilisation des syndicats et des mouvements populaires ; baisse salariale comme mécanisme d'augmentation de la plus-value ; déréglementation ; entre autres.

Pour les partisans du Consensus de Washington, ces politiques apportaient des réponses au problème de l'inflation et du déficit public élevé pendant les années 1980 ; en même temps, l'initiative privée, avec la libéralisation du marché et les privatisations, rendrait possible l'efficience et l'élimination des barrières gouvernementales qui empêchaient le développement du marché de capital, introduisant alors l'attraction des actifs qui améliore la productivité et la génération d'emploi. De plus, selon eux, le libre commerce permet la spécialisation productive des économies nationales des biens avec la diminution des coûts de production.

La rupture des accords de Bretton Woods et les politiques de désintermédiation et de déréglementation ont été les principaux vecteurs qui ont lancé le processus de libéralisation. La révolution conservatrice de Reagan et Thatcher s'est diffusée dans le monde. Sur le plan financier, les principes de libéralisation économique visaient surtout la libéralisation des « prix » de référence interne et externe : le taux d'intérêt et le taux de change, respectivement. À la base, se retrouvait toujours l'idée que ces libéralisations permettaient à l'épargne de se développer, et d'engendrer ainsi la croissance économique.

Avec le retour de ces pensées, les années 1970 voient aussi le développement de l'école de la libéralisation financière, qui a pour base les fondements néoclassiques. Gurley et Shaw (1973 : 05-06), l'un de ses représentants, ont présenté clairement leurs positions théoriques et politiques, comme on peut le voir ici :

« un économiste doit logiquement étudier les problèmes financiers comme des problèmes de marché. Il doit être capable de mettre en évidence les facteurs qui déterminent la demande et l'offre de tout actif financier. Il doit aussi introduire une proposition définissant l'équilibre de ce marché. En d'autres termes, il doit y avoir une fonction de demande, une fonction d'offre, et une équation d'équilibre du marché permettant de déterminer les points effectifs de demande et d'offre. Chaque ensemble d'équations – demande, offre, équilibre du marché – définit un marché que l'on peut étudier isolément par une analyse d'équilibre partiel. L'ensemble de tous ces marchés d'actifs financiers définit le domaine de l'analyse financière ». « Pour un économiste, les problèmes financiers sont, rappelons-le, des problèmes de marché ».

Si naissait un « nouveau régime d'accumulation financière », marque du processus appelé par plusieurs mondialisation, à notre avis le capitalisme révélait, à nouveau, ses contradictions internes. Il fallait donc chercher de nouveaux mécanismes d'accumulation capitaliste et les transformations du système de crédit et l'agrandissement du capital fictif étaient alors l'un des mécanismes envisagés.

La fin des années 1970 se caractérise donc par le passage à un système de financement plus intégré où les marchés financiers, où prédomine désormais la forte influence des investisseurs institutionnels, occupent un espace plus large par rapport au système bancaire précédent.

Morin (2006) a divisé la période de libéralisation des années 1970-1995 en quatre étapes : la première, est celle de la libéralisation du « marché des changes », avec l'abrogation par les États-Unis du système de Bretton Woods et l'adoption de taux de change flexibles, entraînant la libéralisation du compte de capitaux qui a provoqué une forte volatilité du taux de change¹⁰⁰. La deuxième, est liée au « marché obligataire »,

¹⁰⁰ Selon la Banque mondiale (2006 : 145), il y avait dans le régime de taux de change flexible, 27 pays en 1991, 64 en 1999 et 73 en 2004. Dans le régime de taux de change administré, 67 pays en 1991, 44 en 1999 et 36 en 2004. Finalement, le taux de change fixe était représenté par 21 pays en 1991, 27 en 1999 et 27 en 2004. « Dès les années 1990, 50 pays en développement ont abandonné leur taux de change fixe ou de parités fixes mais ajustables en faveur des taux de change administrés ou pleinement flexibles. Les exemples notables sont le Mexique (1994), l'Indonésie (1997), la Colombie (1999), le Brésil (1999), le Chili (1999), et la Fédération de Russie (2002) » (*ibid.*, p. 144). Une transition visible par le régime flexible est adoptée dans les périodes de crises.

avec la « titrisation » des effets de la dette publique, représentée par le placement des bons du Trésor sur les marchés financiers qui amène aussi l'explosion de la dette publique dans diverses économies du monde. La troisième, avec la libéralisation du système de parités fixes en 1971 et les fluctuations des taux d'intérêt à la fin 1980, qui augment considérablement les risques des transactions financières. En conséquence, pour créer des protections contre ces risques, a été créé un « marché de produits dérivés ». Dans la quatrième enfin, l'entrée nette des capitaux dans les « marchés émergents », favorisée par la libéralisation économique, a accentué l'extension et les relations financières mondiales.

Ici, il faut bien voir que ces entrées de capitaux ont exacerbé l'intégration subordonnée de ces économies sous-développées dans la logique spéculative du capital, en soumettant leurs politiques économiques aux paiements des intérêts et des dividendes du capital fictif national et international. De fait, les stratégies de la politique monétaire et d'une politique fiscale subordonnée ont été dirigées vers la génération d'excédents primaires et la réduction des ressources du budget social.

Finalement, l'auteur met aussi en relief l'émergence d'acteurs de marché puissants, un fait véritablement nouveau après l'internationalisation des mouvements de capitaux à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Il se traduit par l'apparition, à côté des banques, d'acteurs financiers globaux, appelés investisseurs institutionnels (principalement les fonds de pensions et les fonds d'investissements), qui agissent, dans les places financières mondiales, sur les divers instruments fictifs de rémunération du capital.

En outre, les années 1980 et 1990 inaugurent l'établissement d'émissions d'obligations par le gouvernement et l'augmentation des actifs nets comme des actions ordinaires. Le processus de titrisation du crédit passe par l'émission de billets de banques à moyen terme par le commerce et, finalement, par l'augmentation réelle des épargnes utilisées pour acquérir des actifs financiers. Ceux-ci, font partie du « jeu » de libéralisation indiqué précédemment qui compose le scénario financier des dernières décennies.

Cette configuration du SCI a progressé surtout jusqu'au milieu des années 1990, moment où éclatent les crises capitalistes, qui se sont manifestées à travers les mouvements spéculatifs. Mais, en tant que telles, les institutions financières chargées d'accompagner et d'analyser les mouvements cycliques capitalistes, comme le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, entre autres, ont décidé, surtout à partir de la crise

asiatique de 1997, de reformuler le SCI. L'incertitude venait du fait que, pour la première fois dans l'histoire, on voyait des effets des crises toucher un pays périphérique et se prolonger dans les pays capitalistes développés.

Mais, d'une façon plus critique, on peut aussi ajouter d'autres facteurs, cités par Marshall (2007), qui montrent aussi pourquoi il fallait établir de nouveaux « codes » de gouvernance. En premier lieu, les mouvements de résistance anti-globalisation, l'augmentation de la polarisation entre les riches et les pauvres et les répercussions de la politique étrangère des États-Unis, surtout dans le champ militaire. Donc, la reformulation du SCI à partir du milieu des années 1990 a obéi, à notre avis, à un sauci commun : garantir la continuité du processus d'accumulation et du transfert de la plus-value des pays du Sud aux pays du Nord.

L'une des formes retenues a été de prolonger la continuité des paiements des services de la dette publique. Cette fois-ci, il fallait un contrôle et un accompagnement plus directs des institutions sur les comptes nationaux. Pour garantir ces objectifs, il convenait d'établir des « canaux » institutionnels et formels directs avec les pays concernés. C'est ainsi qu'ont été créés en 1999 des « codes » et « principes » destinés à garantir et à rétablir la transparence, la stabilité et la concurrence. Donc, la Banque mondiale (2001a) a listé 35 principes, divisés en 5 groupes principaux, qui paramètrent les « bonnes conduites » à suivre : 1) Cadre juridique pour des droits des créanciers ; 2) « Cadre juridique pour la faillite » ; 3) « Dispositifs concernant la réadaptation de l'entreprise » ; 4) « Corporation informelle et restructuration » ; et 5) « Mise en place du système de faillite » (cadres institutionnels et normalisation). Pour chaque groupe, il y a de nombreuses politiques « standards » qui doivent être appliquées¹⁰¹.

¹⁰¹ On peut les citer ici : 1) Politique de transparence qui comprend : a) la Transparence des informations (à partir du *Special Data Dissemination Standard and General Data Dissemination System*), b) la Transparence fiscale (*Code of Good Practices on Fiscal Transparency*), c) la Transparence de la politique monétaire et financière (*Code of Good Practices on Transparency in Monetary and Financial Policies*) ; 2) Supervision et régulation du secteur financier qui conçoit : a) la Supervision bancaire (*Core Principles for Effective Banking Supervision*), b) *Securities (Objectives and Principles for Securities Regulation)*, c) l'Assurance (*Insurance Supervisory Principles*), d) le Système des paiements (*Insurance Supervisory Principles* complétée par *Recommendations for Securities Settlement Systems*), e) le « blanchiment » d'argent et la lutte contre le terrorisme financier (*Financial Action Task Force*) ; 3) Intégrité du marché, formée par a) la Gouvernance corporative (*Principles of Corporate Governance*), b) la Comptabilité (*International Accounting Standards*), c) l'Audit (*International Standards on Auditing*) d) Faillite et droits du créancier (*Principles for Effective Insolvency and Creditor Rights Systems* et *Legislative Guide on Insolvency Law*) (FMI et Banque Mondiale, 2005 : 09). Pour chacun de ces codes, il y a une institution ou une commission qui est chargée de les élaborer et de les appliquer. En outre, dès 1999 a été inséré dans le Forum général le *Financial Action Task Force (FATF)*, le *Financial Services Authority (FSA)*, le *US Treasury*, l'*International Organisation of Securities Commissions (IOSCO)*, le *Financial Stability Forum (FSF)* et le G-20 formé par les pays suivantes : G-7 plus les ministres et les présidents de la Banque

Donc, officiellement, « l'initiative a été conçue pour favoriser une plus grande stabilité financière au niveau domestique et international par le développement, la diffusion, et l'adoption des normes et des codes internationaux » (FMI et Banque Mondiale, 2005). La consolidation de la régulation du système financier, associée à la sécurisation des politiques macroéconomiques, à la prévention des crises et à la promotion des politiques sociales d'assistance ponctuelle et de lutte contre l'extrême pauvreté, forment les bases du nouveau plan. Le triplé institutionnel, avec ses commissions, est formé par le G-20, le *Financial Stability Forum* (FSF) et le FMI.

Thirkell-White (2007 : 20) affirme que la construction de cette nouvelle architecture financière était nécessaire parce que le FMI a pris les leçons du Consensus de Washington et s'est rendu compte que les marchés néolibéraux ne s'institutionnalisèrent pas. Personne ne croit vraiment que seule la discipline du marché peut automatiquement doter de fondements institutionnels stables les marchés financiers internationaux, affirme-t-il. Les crises financières des années 1990 ont montré l'importance de l'action publique pour soutenir le processus libéralisé du marché (*ibid*, p. 34).

Leurs indications interventionnistes sont claires : il faut une politique de transparence et de régulation d'État capitaliste pour garantir l'ordre, maintenir la concentration du capital et surtout faire en sorte qu'elle soit compatible avec le libre marché, dans le domaine du « post-Consensus de Washington ». Comme disait Marshall (2007 : 926), la mobilité des capitaux est assurée par le Consensus de Washington des années 1990, mais cette fois-ci accompagné du besoin d'État et de sa capacité institutionnelle de configurer la compétition en re-régulant le marché ; et en exigeant, par la législation, la bonne gestion et la transparence des entreprises financières productives dans le pays ; en assurant l'adhésion aux fondements de la macroéconomie et, désormais être fournisseur de la « bonne gouvernance », en observant les lois et en consacrant le libre échange comme indicateur du développement.

Soederberg (2002 : 612) pense que ce mouvement doit être vu comme une réaction politique aux paradoxes fondamentaux de l'accumulation du capital global fondée sur la mobilité des capitaux. En résumé, le SCI représentait la tentative de mettre à jour les règles et les normes lui permettant de se reproduire. Idéologiquement, le « nouveau »

centrale d'Argentine, d'Australie, du Brésil, de la Chine, d'Inde, d'Indonésie, du Mexique, de la Russie, de l'Arabie Saoudite, de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud et de la Turquie, plus un représentant de l'Union européenne.

système renforce les engagements des gouvernements des pays sous-développés en faveur du maintien du libre marché et de la mobilité de capitaux selon trois directions. D'abord, il renforce l'idée que les motifs qui ont augmenté la volatilité du système financier international ne sont pas liés au résultat des erreurs de la politique interne des « pays émergents ». Deuxièmement, il transfère la responsabilité des crises sur les « marchés émergents » et affranchit les marchés financiers internationaux, qui n'ont ainsi pas besoin d'être réformés. Enfin, le système induit les gouvernements des « pays émergents » à approuver le *statu quo* des pays développés (*ibid*, p. 614).

On trouve aussi des analyses qui cherchent des arguments pour expliquer la nécessité d'une nouvelle régulation. S'il n'y a pas de symétries, la tendance est d'avoir problèmes. Aussi, faut-il réguler la compétition, avoir une autorité financière nationale, et une coordination avec le renforcement national (Fратиanni et Pattison, 2002). Best (2003 : 372-373) croit que les événements qui surviennent dans les marchés financiers semblent avoir un certain impact sur le discours dominant, ce qui amène une nouvelle modération dans la rhétorique de la libéralisation, même si le but de la libéralisation financière est demeuré inchangé.

Peut-être que les fortes contestations, au niveau mondial, des effets des politiques néolibérales ont contribué aussi à un certain recul de la pensée hégémonique néolibérale. Mais, elle est loin de perdre sa rigidité et sa puissance politique. Dans ces conditions, on est plus proche de la thèse de Soederberg (2005 : 928), qui affirme que l'aménagement de la dette transnationale aide à recréer les conditions de l'accumulation du capital, en masquant les relations de puissance et d'exploitation qui la soutiennent. Organisée différemment, la nature informelle de l'architecture de la dette transnationale augmente le pouvoir du crédit et va servir de mode de discipline sociale efficace, permettant au capital d'exercer la coercition à l'égard des états débiteurs et les forcer à mettre en pratique les politiques néolibérales.

Parallèlement, les pays développés ne peuvent pas implanter une politique de totale exclusion et doivent continuer à intégrer les états débiteurs dans le système financier global car le flux de la richesse doit continuer à irriguer les canaux de l'accumulation capitaliste. Mais, la nature dialectique, elle, est toujours présente : il faut gérer les crises capitalistes en adoptant certaines politiques régulatrices mais sans permettre aux vecteurs dépendants d'obtenir leur indépendance. Pour ce faire, la discipline et la négociation sont mises en place, dans un sens de liberté, d'intégrité et de coordination.

Et pour Soederberg (2005 : 936), on arrive alors à deux formes principales qui encadrent les relations de puissance au niveau de l'économie politique globale de la dette : la « titrisation » de la dette et le néolibéralisme.

Par ailleurs, dans le contexte de la « financiarisation », les idées néolibérales ont dû faire face à une conséquence importante : l'augmentation de la dépendance des économies des « marchés émergents » à l'égard des flux de capitaux à court terme. Car en fin de compte, ce mouvement a conduit à la concentration de la puissance en un nombre de plus en plus petit d'investisseurs institutionnels (fonds de pension et de placement mutualistes), ce qui a conduit à une situation où les décisions concernant l'attribution de capital sont devenues de plus en plus centralisées (Soederberg, 2000 : 609), comme on le verra plus loin.

On arrive alors à des conclusions importantes. D'abord, la nouvelle architecture du SCI reproduit le « vieil » ordre de la division internationale du travail, consolidant les transferts de la plus-value et de l'exploitation à la périphérie du système capitaliste. Deuxièmement, les changements dans la structure du système financier reflètent aussi des transformations dans d'autres secteurs de l'économie capitaliste car des pressions s'exercent pour obtenir la déréglementation du travail, la libéralisation du commerce, l'adoption de politiques sociales d'assistance répondant aux critères de la Banque mondiale ; et enfin, le SCI cherche à doucir les contradictions propres au système par des politiques de contrôle et de fiscalisation, mais sans néanmoins pouvoir contrôler l'incontrôlable, c'est-à-dire les crises capitalistes. Par conséquent, il essaie de consolider le libre mouvement des capitaux pour maintenir la dépendance des pays sous-développés, vis-à-vis des mouvements de capitaux de court terme, et d'une concentration accrue du pouvoir, aux moins des investisseurs institutionnels.

3.2- Les investisseurs institutionnels et les pratiques de la « bonne gouvernance »

Avec le développement du système de crédit et l'application de la politique de déréglementation néolibérale, le capital a stimulé la montée en puissance de nouveaux acteurs économiques et politiques sur les marchés financiers mondiaux, les investisseurs institutionnels. L'insertion de ces protagonistes dans le processus d'accumulation s'est fortifiée d'une manière encore plus nette, mettant en place des gestionnaires de portefeuilles, acteurs de l'accumulation du capital. Konings (2008) situe uniquement les causes de ces changements dans les facteurs exogènes, laissant de côté des aspects

endogènes, comme la liaison de l'État avec le pouvoir financier, tout aussi cruciaux pour la discussion. Si l'on cherche à observer la totalité des phénomènes, l'influence de ces agents dans le marché a évolué après la déréglementation du système capitaliste, à partir des années 1970, et après l'émergence de nouvelles règles de « bonne conduite » appelées « gouvernance d'entreprise ». Désormais, avec leur diversification, la notion d'investisseurs institutionnels devient moins homogène.

Si ces acteurs sont au « cœur » des transactions fictives dans les divers marchés boursiers mondiaux, et sont totalement attachés aux idées néolibérales, comme l'a bien noté Harmes (1998), nous pensons cependant qu'ils ne déterminent pas, en tant que sujets, la dynamique actuelle du système. Comme on l'a toujours affirmé, le sujet des transformations est le capital. Mais, leurs influences sont claires. Tout comme l'OCDE (1998a), « les investisseurs institutionnels exercent une influence maîtresse sur les développements des marchés primaires et secondaire de valeurs mobilières, sur le marché monétaire ainsi que sur le marché des devises. Ils dominent une part considérable des transactions de titres à la fois sur les marchés au comptant et sur les marchés des produits dérivés ». Ils créent aussi « une vision à court terme, liée aux contraintes de valorisation quotidienne des portefeuilles ; une gestion de plus en plus passive, du fait de la référence à un indice de référence et une incitation à suivre la tendance du marché plutôt qu'à adopter une stratégie contrariante » (Jondeau, 2004 : 158).

Normalement, les investisseurs institutionnels sont formés par les fonds de pension, les fonds d'investissements (*mutual funds*), les compagnies d'assurance et les fonds spéculatifs (*hedge funds*). Les fonds de pension sont des organismes gérant l'épargne de ménages et normalement associés aux cotisations des employeurs dans le cadre du système de retraite par capitalisation. Les fonds d'investissements sont des organismes gestionnaires de portefeuilles collectifs formés des éléments de capital fictif, tels que les actions et les titres de créance ; et les compagnies d'assurance cherchent à fournir un service à prestation définie, généralement financière, à un individu ou une firme lors de l'arrivée d'un risque, en échange de la perception d'une cotisation ou prime. Il y a une très grande diversification des produits d'assurance, qui vont de l'assurance vie à la non-vie. Les fonds spéculatifs sont dépourvus de définition précise, mais sont vus comme des vendeurs d'investissements privés, administrés par des gérants professionnels qui utilisent des instruments financiers sophistiqués pour mesurer les

risques et le profit dans leurs opérations spéculatives. Ils bénéficient « d'un cadre juridique très souple, qui leur permet de mettre en œuvre des stratégies de gestion portant sur une grande diversité d'instruments financiers (titres, futures, options, obligations et devises) » (Ferguson et Laster, 2007).

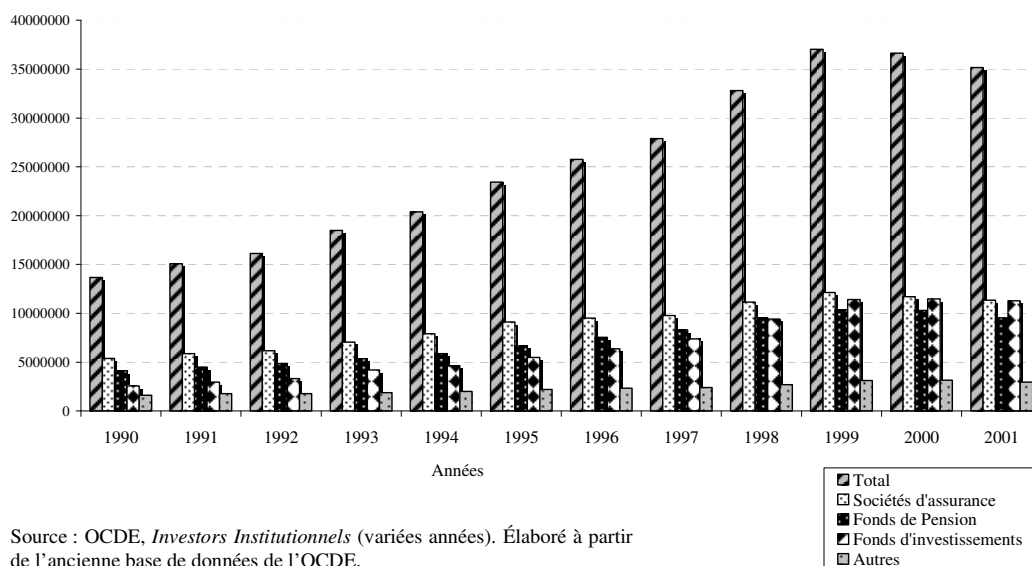
Une caractéristique des investisseurs institutionnels est qu'ils bénéficient de l'accès privilégié aux informations du marché et ont une capacité d'interprétation des mouvements du capital fictif supérieure à celle des investisseurs individuels, influençant par voie de conséquence les mouvements spéculatifs sur les marchés. On sait aussi que le champ d'investigation sur les investisseurs institutionnels est très vaste. En revanche, si la discussion sur ces acteurs exige une analyse beaucoup plus ample, on ne peut la laisser de côté sans au moins indiquer comment ces acteurs sont organisés aujourd'hui et quelles sont leurs liaisons avec le capital fictif. En tant que tels, on se concentrera ici seulement sur leur taille, sur leurs principaux actifs financiers et, d'une façon indicative aussi, sur leur influence au niveau de la gestion macroéconomique du secteur public et dans la gestion microéconomique des firmes¹⁰².

Selon l'OCDE¹⁰³, l'accroissement des actifs financiers des investisseurs institutionnels dans les pays de l'OCDE a été sensible au cours des dernières années, et toujours accompagné de la première « vague » de l'argent de crédit. Le total des actifs est passé de 13,7 milliards de dollars en 1990 à 35,1 milliards de dollars en 2001, ce qu'on peut voir dans le graphique qui suit. La taille des investisseurs a crû dans toutes les directions, que ce soit dans les fonds de pension, dans les fonds d'investissements ou dans les sociétés d'assurance. Pendant cette période, la participation des fonds d'investissements a dépassé la taille des fonds de pension en 1999, et presque égalisé le volume des actifs des sociétés d'assurance.

¹⁰² Selon Kaminsky *et alii* (2001 : 320), « différentes bases de données sont nécessaires pour étudier les investisseurs institutionnels. À la différence des informations sur les flux de capitaux, il n'existe pas d'agence possédant tous les détails concernant ces acteurs financiers. Des instituts comme l'OCDE, le US SEC, l'Investment Company Institute, Morningstar, Emerging Market Funds Research, Frank Russell, AMG Data Services, Lipper Analytical Services, et State Street Bank ont des informations partielles sur les investisseurs institutionnels. L'*International Finance Corporation* (IFC) a les chiffres sur le marché de capitalisation de chaque pays. *Emerging Market Funds Research* compile les informations consacrées aux fonds des marchés émergents. *Morningstar* et le *US SEC* collectent les données sur les fonds d'investissements des États-Unis. Les données de la Banque mondiale et du BRI peuvent être trouvées dans la littérature. Tous donnent une analyse et une combinaison d'informations de sources variées ».

¹⁰³ L'ancienne base de données de l'OCDE a été arrêtée en 2003 (la dernière année disponible est 2001) et n'est plus mise-à-jour. Ils ont construit une nouvelle base utilisant les informations disponibles à partir de l'année 2001, disponible en ligne, mais qui n'est pas totalement compatible avec la base ancienne.

Graphique 9- Total des actifs financiers par type d'investisseur institutionnel dans les pays de l'OCDE (en milliards de dollars courants)



Il ne fait pas de doute que la croissance des actifs financiers n'est pas arrêtée, surtout quand on traite comme ici d'une période d'expansion du capital de crédit qui part de l'année 2002, appelé la deuxième « vague » du capital. Les informations du portefeuille des fonds de pension, par exemple, nous indiquent un mouvement d'amplification dans cette période, malgré une petite baisse entre 2005-2006 (voir le tableau plus bas). Le total des actifs financiers des fonds de pension est passé de 10,5 milliards de dollars en 2001 à 13,1 milliards en 2006, continuant la trajectoire décrite précédemment.

Tableau 4- Total des actifs financiers des fonds de pension dans les pays de l'OCDE (en milliards de dollars courants)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006
OCDE	10,5	9,8	11,8	13,0	14,1	13,1

Source : OCDE, *Global Pension Statistics database*.

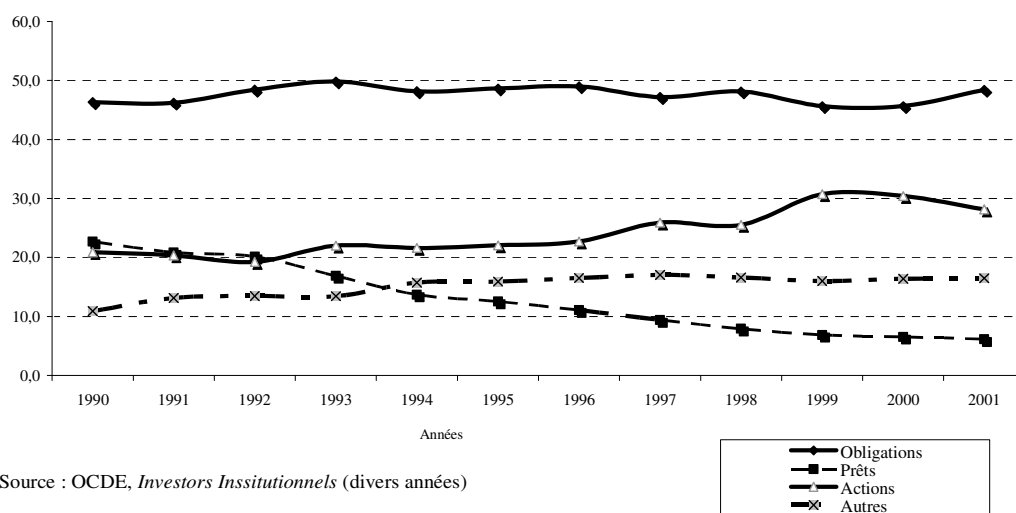
D'un point de vue géographique, les États-Unis ont le plus grand marché de fonds de pension du monde, avec 9,7 millions de millions de dollars, environ 60% du total de l'OCDE. Bien que le total des actifs des fonds de pensions investis dans les pays sous-développées, soit le somme de 0,6 million de millions de dollars, soit faible par rapport aux actifs de l'OCDE, leur croissance a été plus rapide : la moyenne des actifs financiers entre 2004 et 2006 a crû 9,01% dans le groupe des pays de l'OCDE et de 13,6% dans les pays de la zone Euro. D'autre part, la croissance a été plus élevée dans

les pays d'Amérique latine (26,9%), conséquence de l'ouverture des économies de ces pays. Parmi les pays classés comme hors-OCDE, le Brésil a le plus grand marché privé de fonds de pension : en termes absolus, 165,9 milliards de dollars d'actifs. Finalement, en 2006 le total des actifs des fonds de pension mondiaux était de l'ordre de 16,9 millions de millions de dollars, supérieur aux 14,2 millions de millions de 2004 (OCDE, 2007a).

Selon Bivens et Weller (2005 : 294), les investisseurs institutionnels détenaient moins de 10% des stocks des corporations en 1952, contre à 50% en 2004. La concentration du stock au moins des investisseurs institutionnels à suivi les changements du milieu des années 1970, au le moment exact où commençaient les transformations du système de crédit international, notées précédemment.

Parmi les actifs de ces institutions, on constate que les titres d'obligations ont maintenu leur place et sont restés comme les actifs les plus demandés, réunissant en moyenne 50% du portefeuille total (voir Graphique 10). On constate aussi le développement du marché actionnaire au moment même où les prêts ont baissé significativement leur pourcentage de participation.

Graphique 10- Composition du portefeuille des investisseurs institutionnels dans les pays de l'OCDE (pourcentage moyen sur le total des actifs financiers)



De la même façon que les informations précédentes, le comportement actuel des actifs financiers des fonds de pension, selon la nouvelle base de données de l'OCDE, nous indique que, en 2006, 48,2% des actifs étaient des titres, parmi lesquels 62,9% de titres

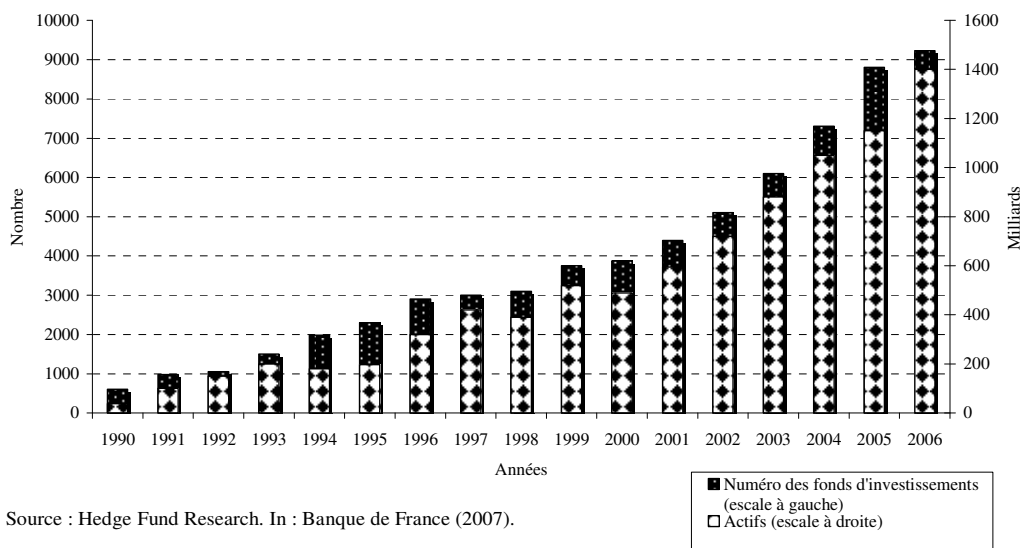
de la dette publique ; 25,7% ont été placés en actions et seulement 3,7% en prêts bancaires. Donc, les transactions et le pouvoir de ces agences ont continué à s'amplifier au même moment que à côté du capital fictif.

Un autre type d'organisme occupe aussi une place importante dans les transactions du marché financier : les fonds spéculatifs. Ces fonds ont une quantité limitée d'investisseurs, en majorité des individus fortunés et des fonds de pension, et généralement sont immatriculés dans un pays et gérés dans un autre. Leurs activités sont normalement de court terme, afin de profiter des grandes rémunérations, et ils utilisent souvent des instruments dérivés pour se protéger des mouvements spéculatifs. Selon le président du JP Morgan, M. Crockett (2007 : 22), une tendance plus récente apparaît : ces fonds sont en train d'exercer leur « activisme actionnarial » dans la gouvernance des entreprises, c'est-à-dire qu'ils « utilisent leur droit de vote pour influencer le comportement des organisations dans lesquelles ils investissent ».

Normalement ces fonds ont été associés aux diverses crises des marchés financiers mondiaux, surtout dans le milieu des années 1990. D'autre part, la défense de ces fonctions est normalement liée aux normes et hypothèses des « marchés efficients » et à la rationalité de ces investisseurs. Les justifications les plus courantes invoquent la nécessité de renforcer les opportunités en terme d'investissements, pour améliorer la dispersion des risques économiques et favoriser la stabilité des marchés financiers (Ferguson et Laster, 2007). Tous ces éléments apportent alors, dans le moment de crises, de la liquidité au système. Par suite, ils contribuent à l'information sur les prix et encouragent aussi les innovations dans les pratiques de marché (Draghi, 2007).

Le nombre de ces fonds, aussi bien que le total de ces actifs financiers, s'est accru année après année. En 1990, il existait 610 fonds spéculatifs sur le marché mondial, contrôlant 39 milliards de dollars d'actifs, qui passent à 490 milliards en 2000, sur le total de 3 873 institutions. Les informations plus récentes indiquent qu'en 2006 on recensait 9 228 fonds qui géraient dans les places financières du monde la somme de 1 400 milliards de dollars (Banque de France, 2007). Cette évolution peut être visualisée dans le graphique suivant.

Graphique 11- Fonds spéculatifs: nombre et actifs financiers
(en milliards de dollars courants)



Il y a eu, dans les dernières années, une dispersion géographique de ces fonds en dépit de leur concentration en Amérique du Nord (51%), en Asie-Pacifique (18%) et en Europe (22%). Malgré les informations différentes données par les institutions qui les quantifient, le nombre de fonds spéculatifs en 2006 dans les « pays émergents » de l'Asie a été de 1 150, et le mouvement des capitaux de 132 milliards de dollars. En Amérique latine, ces fonds sont environ au nombre de 300, avec 40 milliards de dollars (Eurekahedge, 2005).

Dans ce dernier continent, les fonds spéculatifs ont connu deux phases : la première, vers la fin des années 1990, se présente comme une occasion de chercher le profit fictif sur le marché volatil de cette époque ; la deuxième, en 2002, correspond à l'accroissement de l'argent de crédit dans le monde. La plupart des fonds spéculatifs d'Amérique latine sont localisés au Brésil et 52% diversifient leur portefeuille dans les actifs fictifs d'obligations, actions et devises.

Dans le même temps, la dissémination des pratiques de la « bonne gouvernance » et de la gouvernance d'entreprise ont pris aussi de l'ampleur sous l'action de ces investisseurs. Dans le cadre dessiné par le groupe des institutions financières chargées de garantir et de rétablir la transparence dans le marché mondial, après les crises capitalistes du milieu des années 1990, l'OCDE (2004a) a élaboré un document sur les

principes de la « gouvernance d'entreprise », approuvés en 1999, et le FMI (1997) sur la « bonne gouvernance ».

Le régime de gouvernance d'entreprise doit : i) concourir à la transparence et à l'efficacité des marchés, ii) protéger les droits des actionnaires et faciliter leur exercice, iii) assurer un traitement équitable de tous les actionnaires, iv) reconnaître les droits des différentes parties prenantes à la vie d'une société tels qu'ils sont définis par le droit en vigueur ou par des accords mutuels, v) garantir la diffusion en temps opportun d'informations exactes sur tous les sujets significatifs concernant l'entreprise, notamment la situation financière, les résultats, l'actionnariat et les stratégies de gouvernement, vi) assurer le pilotage stratégique de l'entreprise et la surveillance effective de la gestion par le conseil d'administration.

Au FMI, les indications ont été dirigées vers la sphère gouvernementale, au plan macroéconomique. Ses caractéristiques principales sont : i) améliorer la gestion des ressources publiques par des réformes dans les établissements du secteur public (le Trésor public, la Banque centrale, les entreprises publiques...), y compris des procédures administratives (contrôle des dépenses, gestion du budget) ; ii) soutenir le développement et l'entretien d'un environnement économique, servi par une normalisation transparente et stable qui favorise l'efficacité des activités du secteur privé (par exemple, le système des prix, les régimes d'échange et de commerce, et les systèmes bancaires et leurs réglementations respectives).

Les points sont déjà suffisants pour établir les liaisons avec les politiques mises en œuvre tant dans le domaine des administrations publiques que dans les rapports avec les investisseurs institutionnels. Les « codes » indiquent clairement la nécessité d'accorder la priorité au secteur privé, au détriment de l'organisation publique de la société, au nom du contrôle des dépenses – qui, curieusement, n'incluent pas les dépenses des services de la dette – et de la libéralisation nécessaire des variables macroéconomiques (taux de change, etc).

C'est de cette façon que ces termes ont pris place dans la discussion académique et politique à partir des années 1980 et 1990. Pour Becht *et alii* (2003 : 08), la gouvernance d'entreprise dérive d'une analogie entre le gouvernement des villes, de l'État et des entreprises. Prééminence née de différents facteurs : les privatisations, les

réformes des fonds de pension¹⁰⁴ et la croissance des épargnes privées, la déréglementation et l'intégration des marchés de capitaux, la crise asiatique de 1998 qui a concentré l'attention sur les « pays émergentes », la série des scandales aux États-Unis et les faillites des corporations dans les années 1990.

C'est donc aussi en tant qu'agenda actif où les dépenses publiques doivent être « compressées » au nom de l'efficacité du secteur privé, conformément aux principes du néolibéralisme, que le « nouvel ordre » se concentre sur la « modernisation » de l'État, passant de l'« intervention » à la « coordination ». Comme l'indiquent Desai et Imrie (1998 : 637), le développement d'un État « gérant » est connecté à la régulation des programmes sociaux, dans un contexte de stabilité budgétaire. Les politiques de réformes systémiques ont été réunies à l'intérieur d'un ensemble pour développer un nouveau système technocratique pour les services d'assistance publique, système construit autour des privatisations, de la déréglementation et de la décentralisation.

Si l'éventail des « bonnes conduites » a été constamment râbâché par le FMI, surtout aux pays sous-développés, reste encore à savoir si cet organisme peut être considéré comme une institution qui applique les politiques de « démocratisation » des informations, de « transparence » des décisions, de « bonne gestion » des affaires publiques dans le monde. En reprenant les dix points de la définition de la « bonne gouvernance » formulés par le FMI, Herrera (2004 : 04) arrive à la conclusion suivante : « nombre de faits concourent néanmoins à suggérer que le FMI est aujourd'hui devenu un modèle de *bad governance* ».

En dehors des « bonnes intentions » de ces institutions, le discours repose toujours sur la tentative d'orienter la discussion en disant que la mondialisation de l'économie est inévitable et que, partant, il faut s'adapter aux normes homogènes du marché mondial. Or, suivre ces normes signifie prendre comme base ces principes qui garantissent le libre placement des capitaux. Car, poursuit le discours, en mettant en place les instruments qui permettent d'y arriver, on soutient l'intérêt général des individus (Brand, 2005).

¹⁰⁴ On peut citer ici la loi ERISA (*Employee Retirement Income Security Act*) de 1974 qui, entre autres, a imposé une gestion entièrement capitalisée des fonds de pension, uniformisé leurs contraintes, réorienté leurs principes d'investissement, et a rendu plus technique la fonction de leurs investissements (en maintenant l'administration des fonds d'investissements), instaurant les règles de la « prudence » et de la diversification des investissements (Montagne, 2001 : 07). De cette façon, ce sont les règles des gestionnaires, des fonds d'investissements, totalement attachés à la finance, qui vont constituer la référence des décisions concernant les actifs des fonds de pension, c'est-à-dire qu'on se situe dans la perspective de la « bonne » et de l'« ancienne » gouvernance d'entreprise.

Mais, parallèlement, on retrouve les politiques qui vont continuer à garantir l'accumulation capitaliste avec l'appui des fractions de classe nationale qui sont en train d'investir leurs ressources dans la sphère financière. Les investisseurs institutionnels instrumentalisent l'argent de crédit disponible dans l'économie mondiale. À mesure qu'ils rassemblent le capital de crédit, antérieurement plus regroupé autour de chaque individu dans des places financières plus proches, ils aident à amplifier la rotation du capital dans une échelle de production plus large.

Actuellement, leurs capacités de contrôle qui s'exercent sur de grandes sommes de capitaux et leurs recherches d'investissements plus rentables, contribuent alors au processus d'accumulation capitaliste et, en profitant des conditions de rentabilité des marchés des pays périphériques, ils instrumentalisent le transfert de la plus-value au centre du système et à des fractions de la bourgeoisie nationale.

4- Les transformations du monde du travail dans le contexte financier contemporain

Les transformations du capitalisme au cours des dernières décennies, surtout celles qui ont été associées à la déréglementation des flux de capitaux, ont provoqué et continuent encore à occasionner de profonds changements dans la sphère productive du capital, et par suite dans le monde du travail. Les mouvements spéculatifs, qui fonctionnent comme un mode de dévalorisation d'une partie du capital fictif – la « démonétisation du capital » de Marx (1980) –, expriment les contradictions capitalistes et ont pour but de relancer, au moins à court terme, la spéculation et l'accumulation fictive, en faisant pression sur le monde du travail. C'est le mouvement dialectique de création et de destruction du capital qui bouleverse le travail nécessaire et le travail excédent, dans la recherche de l'accumulation.

Les analyses conjoncturelles des institutions signalent parfois ces « liaisons dangereuses » entre les crises qui se manifestent au sein de la finance et leurs conséquences sur le monde du travail. Le BIT (2008), par exemple, dans un moment de spéculation financière, a affirmé que les turbulences économiques, dues en grande partie à la tourmente qui sévit sur le marché du crédit et à la hausse des prix du pétrole, pourraient susciter une hausse du nombre de chômeurs de 5 millions dans le monde en 2008. L'institution continue à affirmer aussi que la faible croissance économique

actuelle « n'a pas suffisamment d'impact pour pouvoir réduire les niveaux de la pauvreté au travail » (*ibid*, p. 9).

De telles indications suggèrent que le capital productif, composant du cycle du capital industriel, en arrive à être influencé plus fortement par les directives et les actions des agents du marché financier, d'où les contraintes qui pèsent sur les investissements publics et privés et sur le monde du travail.

4.1- Le marché du travail sous la contrainte de la sphère financière

Normalement, les moments de déséquilibre financier amènent une expansion démesurée de la dette publique – qui varie en raison du taux d'intérêt et du taux de change –, provoquent la baisse du taux de croissance, la progression du déficit des transactions courantes, l'augmentation des taux d'intérêt dans la périphérie du système et surtout les variations (dépréciations) des taux de change, phénomènes qui se dessinent très nettement dans les économies capitalistes. À cause de leur fragilité structurelle et de l'exploitation historique qu'ont subi les économies des régions sous-développées du système capitaliste, en raison du processus d'accumulation primitive, celles-ci sont affectées plus fortement que les économies des régions centrales.

Au même instant, les thèses néolibérales, attachées aux principes du « marché efficient », prévoient que le transfert de l'épargne des ménages des pays développés, effectué sous le contrôle des investisseurs institutionnels, était destiné à la formation brute du capital fixe. De cette façon, le cycle « naturel » du marché générerait alors la croissance économique, la création d'emplois et le bien-être de la population. Pour continuer à suivre les principes de la « bonne gouvernance » du libre marché, il faudrait mettre en œuvre la réforme du travail. La flexibilité des lois du travail devient fondamentale et figure au premier rang des politiques à appliquer. Dénonçant la rigidité des règles travaillistes, le discours s'oriente vers la critique de la protection du travail qui empêche la flexibilité, « rendant plus difficile la réaction rapide des sociétés aux changements de la technologie ou de la demande des produits qui exigent la redistribution du personnel ou la réduction de leur taille ». De manière alternative, la flexibilité peut fournir la sécurité de l'emploi aux ouvriers, la croissance du travail et l'engagement du travail dans le capital humain (OCDE, 2007b).

Ces « propositions » ont été présentées initialement en 1994 dans le rapport intitulé « Stratégie de l'OCDE pour l'emploi », qui suggérait d'« élaborer une politique

macroéconomique qui favorise la croissance et la rend durable, c'est-à-dire non inflationniste » ; d'accroître la flexibilité du temps de travail ; d'accroître la flexibilité des coûts salariaux et de main-d'œuvre en supprimant les contraintes qui empêchent les salaires de s'ajuster aux conditions locales et au niveau de qualification de chacun ; de revoir les dispositions relatives à la sécurité de l'emploi qui freinent l'expansion de l'emploi dans le secteur privé ; de revoir les systèmes d'indemnisation du chômage, entre autres (OCDE, 1994).

Plus récemment, l'OCDE (2006) a renforcé ces analyses en recommandant d'encourager l'abandon des régimes publics de préretraite ; la diminution du versement des prestations chômage ; l'élimination du poids de la législation du travail qui fait obstacle aux libres accords entre employeurs et salariés ; une plus grande malléabilité de la réglementation relative aux contrats de durée déterminée et temporaires ; la possibilité d'une rémunération flexible... enfin, tout ce qui met dans la « bonne voie » de la déréglementation du travail.

Mais, l'instabilité macroéconomique ne confirme pas les hypothèses qui affirment que la flexibilité apporte la croissance et la diminution du chômage. Le tableau suivant, malgré la difficulté de grouper les données, a été construit dans le but d'observer le comportement de quelques-unes de ces variables dans le fonctionnement de l'économie mondiale¹⁰⁵.

Les informations sur le taux de chômage, par exemple, indiquent une forte augmentation pendant les décennies des années 1980 et jusqu'à la moitié des années 2000. Dans les pays sous-développés, cette évolution positive est plus marquante. Ces statistiques comptent, normalement, le taux ouvert, où le travail précaire et les personnes que l'on décourage de continuer à chercher un emploi n'entrent pas dans les calculs. Sauf à l'OCDE, même si la dernière décennie n'est pas encore terminée, les taux ont augmenté dans tous les cas. Bien que le taux de chômage ait un peu reculé dans les pays de l'OCDE, le chômage de longue durée¹⁰⁶ dans cette région a augmenté passant de 10% entre 1975-1979, à 28% dans les années 1980, 32,3% dans la décennie 1990 et 31% entre 2000-2005, rendant ainsi plus difficile la réinsertion des individus

¹⁰⁵ Cette complexité s'est révélée de différentes manières. L'inexistence d'une série historique plus longue dans les bases de données des institutions ; les séries discontinues, rendant impossible une comparaison évolutive sur certaines variables, comme celles qui concernent le travail ; les changements de concepts au long des années et même la totale inexistence des informations.

¹⁰⁶ Le chômage de longue durée est mesuré en prenant comme pourcentage du nombre total des personnes sans emploi le nombre de personnes sans emploi pendant 12 mois ou plus.

dans le marché du travail et maintenant aussi une « armée de réserve officielle » qui accentue la pression sur les salaires et rend encore plus difficiles les tentatives de réorganisation de la classe ouvrière.

Tableau 5- Taux de chômage, inflation et croissance du PIB dans les régions du monde (en pourcentage)

Variables	Taux de chômage			Taux de croissance du PIB			Taux d'inflation ¹⁰⁷		
	80-89	90-99	00-06	80-89	90-99	00-06	80-89	90-99	00-06
OCDE	n.d	7,0	6,7	2,9	2,6	2,4	4,7	2,3	2,1
Asie de l'Est et Pacifique	4,0	4,4	5,8	7,7	8,2	8,3	5,7	6,2	4,1
Europe et Asie centrale	n.d	11,2	13,6	n.d	-1,7	5,7	n.d	199,9	7,5
Amérique latine et Caraïbes	10,2 (6,7)*	9,9 (8,8)*	13,3 (10,1)*	1,8	2,9	3,2	13,0	12,1	6,2
Monde	n.d	5,9**	6,2***	3,0	2,7	3,1	7,8	7,2	4,6

Source : Pour les pays de l'OCDE, *OECD.Stat*, base de données en ligne de l'OCDE ; pour les autres : le taux de chômage, BIT, *LABORSTA*, base de données en ligne et autres variables, la Banque mondiale, *World Development Indicators*, base de données en ligne. Notre élaboration.

Note : *Asie de l'Est et Pacifique* = Chine, Philippines, Thaïlande ; *Europe et Asie centrale* = Albanie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Fédération russe, Slovaquie, Turquie ; *Amérique latine et Caraïbe* = Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Jamaïque, Panama, Uruguay, Venezuela. Il n'y avait pas d'informations pour les autres régions des pays sous-développés. Les informations sur la dernière décennie de l'OCDE compte 2000-2005. * données de la Cepal ; ** entre 1994-1997 ; *** entre 2001-2006.

Dans la même direction, l'emploi à temps partiel¹⁰⁸ est passé de 13,2% entre 1976-1979, à 14,7% (1980-1989), 14,7% (1990-1999) et 15,7% entre 2000-2005 (OCDE, base de données Labourstat), et est associé à la chute brutale du taux de croissance moyenne annuel des salaires réels qui a varié de 1,2% entre 1990-1995, à 1,8% entre

¹⁰⁷ L'inflation mesurée à partir de l'évolution annuelle du PIB, en faisant l'hypothèse qu'elle contient un facteur d'ajustement implicite, montre l'évolution globale des prix dans l'économie. Ce facteur d'ajustement implicite est constitué par le rapport du PIB en monnaie courante avec le PIB en monnaie constante.

¹⁰⁸ Le travail à temps partiel (l'emploi *part-time*) correspond aux personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur travail principal.

1995-2000 et seulement 0,7% entre 2000-2005 (OCDE, 2007b : 269)¹⁰⁹. Il faut prendre en compte aussi que dans les dernières années, le « climat » favorable à l'expansion du crédit et à la confiance des investisseurs dans le scénario mondial a été plus accentué que précédemment ce qui n'a pas empêché des pertes salariales plus fortes.

Toutes ces indications, plus les pertes de droits sociaux liées à la réforme des retraites et à la réforme de l'État, suggèrent une forte précarisation de la force du travail également dans les pays développés. Husson (2007) montre statistiquement, pour la zone de l'Union européenne, que « la caractéristique principale du capitalisme contemporain mondialisé depuis le début des années 1980 est la baisse de la part de la valeur créée par le travail qui revient aux salariés ». Selon lui, la part des salaires dans l'ensemble de l'économie en Europe est passé de 66,3% en 1982 à 57,7% en 2006, soit une baisse de 8,6%.

Par contre, l'intention de la politique néolibérale est de baisser les taux d'inflation. De ce point de vue, l'objectif a été atteint. Dans tous les cas, le taux d'inflation a diminué considérablement, permettant aux défenseurs des politiques de la rigueur d'engranger des avantages considérables sur le plan politique. Leur combat contre les dépenses publiques et la défense de la politique d'offre, opposée à la politique keynésienne de la demande, sont passés au premier rang des suggestions de la politique économique. Ces propositions, qui devaient apporter la croissance soutenue de l'économie mondiale à partir de la déréglementation du marché du travail, de la libéralisation économique, de la diminution des dépenses sociales et de l'ouverture des comptes nationaux, visaient à favoriser le profit tiré de l'expansion du crédit mondial à travers des investisseurs institutionnels.

Mais, après plusieurs décennies, les données ne confirment pas ce pronostic. On peut voir dans le tableau précédent que la croissance du PIB a été très modeste et principalement marquée par de fortes fluctuations. La croissance économique mondiale n'a pas dépassé 3%, un pourcentage trop bas pour absorber les nouveaux travailleurs actifs et bien inférieur à ce qu'il était dans la période d'expansion des années 1970.

Dans les pays de l'OCDE, le taux annuel de croissance moyen stagne autour de 2,4%. La seule région qui ait connu eu un taux de croissance homogène est l'Asie de l'Est et Pacifique, taux expliqué principalement par la participation de la Chine. L'expérience

¹⁰⁹ Les salaires moyens sont corrigés par un coefficient facteur d'ajustement qui tient compte des dépenses de consommation corrigées.

de l'Amérique latine, privatisations, libéralisation du marché, internationalisation de la production dans une logique de liaison avec le capital international et de déréglementation du marché du travail, a certes accru la dépendance et la dénationalisation de l'économie, mais n'a pas apporté aussi, comme « promis », le chemin de la croissance et du développement économique. La volatilité du change, les taux de chômage élevés, les faibles investissements, tout ceci a contribué à renforcer la subordination de ces économies au système mondial.

Sur le marché du travail, l'emploi dans les activités informelles s'est accru de façon exponentielle. Selon la CEPAL (base de données CEPALSTAT), les occupés dans les secteurs à basse productivité (secteur informel) de l'Amérique latine, par rapport au total des personnes occupées, a passé de 46,7% en 1990, à 49,6% en 1997 et 51,4% à la fin des années 1990. Normalement, ce sont des personnes qui ne cotisent pas à la sécurité sociale, et restent en dehors de tout régime de protection sociale. Il faut prendre en compte le fait que ce travail informel, malgré son hétérogénéité, et son exclusion apparente du circuit de circulation capitaliste, s'explique comme étant le résultat de l'accumulation du capital, dans un mouvement dialectique d'exclusion et d'insertion dans le système. En fait, la survie d'une partie importante de la population, redevable à ces activités, permet une réduction de l'armée industrielle de réserve, et maintient un excédent de population suffisant pour maintenir le processus de baisse salariale et de réduction du taux de chômage ouvert. Si bien que, ces travailleurs informels se révèlent fonctionnels et nécessaires au système capitaliste (Sabadini et Nakatani, 2002).

Les données de la CEPAL indiquent aussi une dégradation de la rémunération et des salaires des travailleurs dans les pays latino-américains. Si l'on prend l'année 1995 comme base 100, la rémunération moyenne réelle a baissé de 43,8% entre 1980-1995 ; de même, le salaire minimum réel s'est réduit à 87,5% entre 1980 et 2000, maintenant tenant l'année 2000 comme base 100 – ce qui traduit un véritable transfert de la plus-value au capital.

Au plan théorique, la discussion autour de l'expansion des marchés financiers et de l'obtention des profits fictifs a généré aussi, surtout dans le milieu des intellectuels organiques à la Gramsci, la thèse de la « fin du travail », par conséquent, de la fin de la valeur, de la lutte de classes¹¹⁰. La victoire complète du capitalisme a été présentée

¹¹⁰ On peut trouver une critique marxiste des thèses de la fin du travail chez Nakatani (2001) et Prieb (2005).

comme la « fin de l'histoire ». La puissance des flux de capitaux spéculatifs, avec l'apparent détachement de la sphère productive, a amené aussi certains théoriciens à assurer la disparition des relations sociales dans le processus de production. Selon eux, la « nouvelle économie » ouvre la possibilité de réduction du temps de travail et ainsi la construction d'une sociabilité pleine en dehors de l'ambiance du travail¹¹¹.

Ici, au contraire, on continue à soutenir la centralité du travail, base de la théorie de la valeur chez Marx, comme substance essentielle qui conduit et qui meut le mode de production capitaliste. Certes, le monde du travail a fortement changé, et pour cette raison les thèses sur l'innovation et sur la restructuration productive ont élargi leur champ d'action. Mais, à l'instar de Teixeira (1998), nous croyons que les transformations du processus de production qui sont normalement abordées dans toute discussion portant sur la transition du « fordisme » au « toyotisme », ne peuvent dispenser de s'intéresser au travail abstrait qui est source de la valeur et de la plus-value.

Évidemment, les effets de l'expansion du capital sur le système productif (flexibilité de la production, rémunération par productivité, réduction du temps de travail improductif, production de marchandises moins résistantes pour augmenter la rotation du capital, augmentation de la sous-traitance), détaillées par Antunes (1999), ne peuvent pas être considérées comme des aspects superflus. Au contraire, c'est à partir de ces éléments qu'on analyse actuellement les mouvements du capital à la recherche de l'augmentation de la plus-value. Mais, au même moment, on doit prendre le capital comme sujet de ces transformations. Sinon, on peut confondre, comme nombre d'auteurs, l'« essence » des transformations du capitalisme avec la « forme », la « manifestation » qu'elles empruntent dans la sphère de la production et dans le monde du travail.

Une excellente critique de ces visions « réductionnistes » des changements du monde du travail contemporain a été faite par Braga (1996, 2003). Selon lui, il n'est pas possible d'analyser les mutations capitalistes complexes (politiques, économiques et sociales) qui se sont manifestées par la diffusion du chômage et par les altérations des structures d'État, sans comprendre la crise capitaliste. « Les thèses sur le *post-fordisme* [néofordisme, spécialisation flexible, ohnisme, toyotisme] annoncent cette unité

¹¹¹ Ce type d'affirmation reproduit aussi la pensée associée au libre échange mondial, comme celle afin d'établir le libre commerce dans l'Amérique latine : « nous entrons dans une société postcapitaliste dans laquelle n'est pas le capital celui qui produit la valeur et l'utilité, c'est l'innovation, la connaissance, la créativité. Développement, croissance et équité dépendent de la capacité d'apprentissage des sociétés » (Tratado de libre comercio andino – États Unis) (disponible sur : <http://www.tlc.gov.co/econtent/NewsDetail.asp?ID=3382&IDCompany=26>).

[restructuration et crise], même si elles épousent le point de vue économiciste. C'est dans cet aspect, que réside la force de son appel idéologique et sa plus grande carence » (Braga, 1996 : 119). En fait, la caractéristique de la crise contemporaine, entendue comme une crise du fordisme ou de la société industrielle, « unifie » et « centralise » le thème de la crise économique à partir de la restructuration productive en cours. Par ailleurs, les conclusions sont toujours associées à la nécessité d'implanter une structure régulatrice pour garantir la croissance économique et la prospérité sociale. La crise [du capital] est alors « réduite » à celle du fordisme (Braga, 1996).

Même sans être lié au cycle du capital industriel sous l'influence de la loi de la valeur, le « régime d'accumulation financiarisé », ainsi appelé par Boyer (2000) et autres, identifie d'importantes catégories qui expriment les modifications au monde du travail actuel dans le monde. D'abord, les formes de concurrence sont désormais fondées sur la flexibilité du marché du travail (qui revêt des formes différentes : flexibilité salariale, flexibilité des heures de travail, privatisation de la sécurité sociale...), sur la modération salariale, sur la rationalisation de l'État, sur le gouvernement d'entreprise et sur l'augmentation des achats et ventes de titres par différentes parties de la population. Pour l'auteur, le « nouveau mode de régulation » s'affirme aussi par la stabilité des prix, directement liée à l'augmentation du crédit qui soutiendra la demande agrégée. Reposant sur la domination de la finance dans le cadre actuel du capitalisme ce régime, indique Boyer (2000 : 118), favorise la « valeur actionnariale », appelée « capitalisme actionnarial » par Plihon (2004), dans le sein des stratégies adoptées par les firmes. Les gérants sont « forcés » de revoir la plupart de leurs techniques de gestion pour garantir le niveau et la stabilité du taux de rendement des actionnaires. Avec l'activité plus intense des marchés financiers et l'influence plus forte des actionnaires dans les Conseils d'Administration des entreprises, émergent alors des mécanismes pour se protéger de la spéculation financière. C'est la raison pour laquelle la flexibilité du salaire et des heures de travail est un instrument important du contrat de travail, qui rompt surtout la stabilité qui marquait les règles précédentes.

De plus, une partie des salariés ont accès à des gains financiers par l'intermédiaire des achats d'actions et des fonds de pension de retraite, le tout impliquant que l'optimisation de court terme des supports d'investissements dans le marché financier a une influence directe sur la décision de dépenser ou d'économiser, qui affecte alors le niveau de l'emploi.

L'orientation des stratégies des entreprises vers le marché financier a été l'une des conclusions de Firat (2007) après son analyse des cas de la Turquie, du Mexique et de l'Argentine. Selon lui, les investigations empiriques indiquent que les firmes du secteur réel prennent en compte les investissements considérés comme alternatifs sur les marchés financiers quand elles sont en train de décider de l'investissement réel. Sur la base des arbitrages du taux de rendement et de l'incertitude des marchés, les firmes tendent à choisir les investissements dans les actifs à court terme, spécialement dans les titres de créance du gouvernement, laissant au second plan les investissements fixes de la sphère productive. En défendant le capital productif, l'auteur propose que les décisions de politique économique considèrent une nouvelle stratégie pour développer le marché productif interne et accordent la priorité aux actifs de moyen et long termes.

On peut s'interroger sur cette forme de valorisation financière : doit-on s'attendre à ce que les capitalistes migrent en masse vers la sphère financière, laissant de côté la sphère de la production réelle ? La réponse est difficile à donner, surtout face à la contemporanéité des événements. Mais, on peut proposer quelques réflexions : d'abord, les capitalistes savent, ou ont l'intuition, que les profits fictifs vont rencontrer des limites, surtout à partir du moment où les flux spéculatifs mettent en danger le fonctionnement même du système. Sous cette forme, on comprend pourquoi les institutions financières se sont préoccupées de « réguler » le système après les crises des années 1990. Ensuite, on observe un mouvement de diversification du capital en direction des marchés, c'est-à-dire des marchés financier et productif. Il suffit pour cela de noter l'intensification du processus de privatisation, fusions et acquisitions dans les dernières décennies – ce qui rend à chaque fois plus difficile l'identification des capitalistes de la production et de la sphère financière. Finalement, la matérialisation de la richesse, par la voie de l'exploitation de la force de travail dans la sphère productive, est cruciale à sa survie. Dans un mouvement dialectique, les capitalistes cherchent les profits fictifs à grande échelle dans le circuit financier ; mais, en même temps, se protègent par la voie « naturelle » de la production.

Néanmoins, les limites entre les placements d'une sphère à l'autre ne sont pas bien définies. Et cela est compréhensible, car il n'existe pas une claire séparation entre les fractions du capital industriel – capital productif –, d'un côté, et du capital monétaire et ses formes fonctionnelles de l'autre. La dialectique et le propre mouvement du capital entraîne cette diversification.

Accentuant ces contradictions, l'augmentation des flux de capitaux privés met aussi des limites à l'élaboration de politiques autonomes de la part des États nationaux, surtout dans les pays de la périphérie du système qui dépendent de ces ressources pour « ajuster » leurs balances des paiements, augmentant par ailleurs le poids de la dette publique dans leur budget. L'accroissement des services de la dette sur les comptes nationaux empêche alors l'implantation de politiques actives d'investissements d'État, ce qui a des conséquences négatives sur les emplois publics – au moment même où la partie du budget destinée aux paiements des intérêts de la dette est « protégée » par les lois budgétaires. Dans la sphère privée, les taux d'intérêt élevés induisent aussi la nécessité d'un taux de rendement plus grand afin de réaliser l'investissement productif. Dans les entreprises endettées, les forts coûts de la dette provoquent des coupes dans les investissements et rend plus dures les négociations salariales, dans un contexte de chômage très élevé.

4.2- La production, les grandes entreprises et l'actionnariat

Les relations entre les dirigeants et les actionnaires des grandes entreprises font partie d'un débat qui remonte aux références de Berle et Means, aussi comme de Jensen et Meckling. Les premiers soutenaient l'idée que le cadre central de l'entreprise est formé par les dirigeants. Les actionnaires ont peu de moyens alors de les contrôler, c'est un modèle où il y a une « séparation entre propriété du capital et gestion de l'entreprise ». Dans un sens inverse, les autres auteurs justifient une organisation où les actionnaires ont un pouvoir de contrôle sur les gérants qu'ils exercent à travers le cadre institutionnel et les politiques de gouvernance d'entreprise (Montagne et Sauviat, 2001 : 115).

On constate aujourd'hui des changements, même s'ils sont encore en évolution, autour de la structure de contrôle et de détention des titres de propriétés des entreprises multinationales. Avec le développement du système de crédit et des flux de capitaux des marchés financiers, les investisseurs institutionnels ont commencé à exercer une influence prépondérante sur la gestion des entreprises qui va bien au-delà de leur influence financière¹¹². Demarigny (1994 : 112) soutient que « les investisseurs institutionnels ne sont pas neutres. Dans la majorité des cas, il jouent un rôle, soit dans

¹¹² En principe, seules les sociétés cotées en bourse sont concernées par les principes de la gouvernance corporative. Mais, il faut tenir en compte que les entreprises non cotées, familiales, ont des liens financiers – participation actionnaire – et industriels avec des grandes entreprises cotées, surtout par rapport aux processus de sous-traitances – cela trouve de fortes relations de subordination à la grande échelle de production.

la composition des capitaux d'entreprise, soit dans la définition des grandes orientations stratégiques de celles-ci voire dans la nomination de leurs dirigeants ».

Pour Philon (2004a : 132-135), les principes des grandes firmes reposent sur deux éléments : d'abord, le contrôle externe par les actionnaires doit s'exercer pleinement ; ensuite, les objectifs poursuivis par les entreprises doivent être orientés en priorité vers la « création de valeur actionnariale »¹¹³, c'est-à-dire vers la maximisation de la valeur du patrimoine des actionnaires. Ceux-ci entraînent des conséquences pour la gestion des entreprises : « 1) l'objectif de création de valeur actionnariale les amène à appliquer des critères de gestion tels que l'EVA (*Economic Value Added*) qui consiste à gérer les groupes en fonction de la rentabilité des capitaux utilisés par chaque composante (usines, filiales) du groupe » (*ibid*, p. 133). Même si ces techniques ne sont pas novatrices, affirme-t-il, elles se différencient de l'approche standard par leur usage dans la réorganisation de l'entreprise sous forme de centres de profits, qui appliquent le critère de la valeur actionnariale, et par la fixation du taux de rendement [le fameux 15%] de manière exogène en fonction des normes du marché.

Selon Morin (2006 : 68), cette norme, « l'exigence d'une rentabilité financière sur fonds propres de 15%, est devenue le standard international à atteindre pour toutes les firmes qui souhaitent la présence de ces grands investisseurs dans leur capital », et son implantation est récente, « diffusée dans le monde entier à partir de la fin des années 1980, sous l'influence des fonds de pension américains » – ce qui a pour résultat un processus de « financiarisation des firmes » qui se traduit par un découplage entre les actionnaires et les gérants.

On est passé par l'adoption des règles basées sur la « bonne gouvernance » et la « gouvernance d'entreprise », qui appliquent tous les principes de gestion et d'organisation qui garantissent l'intensification du travail et la concurrence entre les travailleurs. L'adoption de ces règles a influencé aussi la délocalisation et la fermeture des usines où la rentabilité était jugée insuffisante par rapport aux principes établis par les politiques de gestion financiarisées. En conséquence, la fermeture de postes de

¹¹³ Il faut préciser cette expression utilisée par divers auteurs. Normalement, elle n'est pas comprise à partir de la théorie de la valeur, et est détachée de toute association avec l'exploitation de la force de travail. Comme dit Harribey (2000) : « l'apparence des choses est prise pour leur essence : la mise en place d'un nouveau mode de gestion des entreprises et surtout des groupes industriels et financiers intégrés donne, à l'échelle microéconomique, l'illusion d'une création de valeur : la corporate governance organise à travers le mot d'ordre de « création de valeur pour l'actionnaire », une modification permanente de la répartition de la valeur ajoutée par les salariés à l'avantage des propriétaires du capital ».

travail est à chaque fois plus intense dans les divers pays, du centre et de la périphérie du système¹¹⁴, créant l'incertitude chez les travailleurs et le chômage dans beaucoup de familles d'ouvriers.

Beuchat (2005), analysant une grève organisée dans une grande usine au moment du processus de restructuration productive, est arrivé aux conclusions suivantes : l'arrivée d'un nouveau directeur général à la tête de l'entreprise, a été un changement majeur dans l'affirmation d'un nouveau mode de gestion : « il a ainsi entrepris une nouvelle politique en réduisant les coûts, en simplifiant la structure de direction, en concentrant des services, en procédant à de nombreux licenciements ainsi qu'en supprimant certains acquis sociaux » (*ibid*, p. 68). Une autre évaluation indique que la stratégie adoptée n'est pas « une impulsion claire des actionnaires », puisque ils étaient « peu présents dans les affaires de l'entreprise » ; « les mesures prises par la direction générale sont donc de la responsabilité du CEO (*Chief Executive Officer*) ». Le cas « est significatif des grandes évolutions subies par la gouvernance d'entreprise telles que l'impact de la « *shareholder value* » et la financiarisation des entreprises » (*ibid*, p. 68).

Bien que l'on fasse reposer sur le directeur exécutif la responsabilité des transformations de l'entreprise, ce dernier est, à notre avis, plus un vecteur de transmission qu'une cause, et le plus important ici est de vérifier que cette expérience indique clairement la soumission de l'entreprise aux règles de la gouvernance d'entreprise, attachées aux principes déterminés par les investisseurs institutionnels, avec leur cortège de conséquences négatives directes pour les travailleurs. En outre, même si les stratégies adoptées sont relativement homogènes, lorsqu'on prend la flexibilité du travail comme norme, la réalité de chaque entreprise doit être considérée face au pouvoir et aux articulations politiques de ses acteurs, notamment les dirigeants, les actionnaires et les travailleurs.

La main mise des actionnariats sur les dirigeants, soumis au contrôle des normes de la gouvernance d'entreprise, exige l'application des règles de la transparence, de la

¹¹⁴ On peut énumérer divers cas qui sont le « portrait de cette scène ». Le plus récent, et peut être le plus divulgué par les moyens de communication dans les dernières années, a été l'achat d'Arcelor par la famille indienne Mittal et la fusion du conglomérat sous le nom ArcelorMittal. La restructuration et l'adoption des principes de la gouvernance d'entreprise (flexibilité, rationalisation de la production, délocalisation des usines, réorganisation du travail...) ont pu déjà être sentis en divers pays où le groupe a des filiales. Au Brésil, par exemple, le processus de démission, de fermeture de postes de travail, de transfert des dirigeants et des travailleurs, et de concentration des parties administratives en un bureau de travail unique, a commencé dès l'annonce de la fusion. En France, en janvier 2008, a été annoncée la fermeture d'une de ses usines d'aciérie de Gandrange (Moselle) qui va amener la suppression, selon la presse, de plus de 600 emplois directs.

supervision et de l'intégrité du marché. Pour les attacher davantage et les rendre dépendants de la rentabilité de l'entreprise, leurs rémunérations sont liées aux variations des cours boursiers et aux achats des actions de leur propre entreprise (les *stock options*), ce qui crée une division encore plus forte entre les cadres et les autres travailleurs dont les rémunérations ne sont pas liées aux rendements financiers.

Ces fractionnements ont aussi été ressentis au moment où les sociétés, au lendemain des programmes de libéralisation, ont fait face à un problème d'attribution opposant les investissements fixes et le financier. Pour Firat (2007a), l'incertitude, la volatilité macroéconomique et la grande concurrence, combinés avec la disponibilité de retours plus élevés dans les secteurs financiers, peuvent encourager les investissements rentiers aux dépenses des projets productifs, ce qui signifie que les épargnes sont plus orientées vers les investissements spéculatifs de court terme [sous la forme du capital fictif], que vers la formation brute de capital fixe. Voici ses conclusions : « j'ai constaté que le risque des pays, l'incertitude, et la volatilité croissante des variables macroéconomiques et l'augmentation des taux d'intérêt ont encouragé les investissements financiers par rapport aux investissements productifs. Comme prévu, les sociétés dans leurs décisions d'investissements tiennent compte également du taux de rendement financier et fixe » (*ibid*, p. 356).

Les stratégies industrielles implantées par les entreprises sont associées alors à des normes homogènes, qui viennent de la même matrice, indépendamment des diversités culturelles, politiques, économiques et sociales de chaque pays où sont localisées leurs filières. Et, comme le prévoyait Marshall (2007 : 924), les grands groupes doivent prouver qu'ils peuvent réaliser les taux de profits établis par le secteur financier, qu'ils ont un taux de rendement élevé du capital employé et qu'ils comptent de plus en plus sur le marché financier pour leurs projets d'avenir, en attendant de nouveaux clients. Même les plus grandes sociétés doivent se soumettre aux inspections et interrogations des agences d'évaluation financière. C'est donc à travers de telles transformations que le processus de réorganisation productive en arrive à refuser sur les mouvements de flexibilité salariale et d'une gestion du travail, à chaque fois plus individualisée, qui amène et intensifie une ségrégation au sein des travailleurs, affaiblissant encore plus le pouvoir des syndicats et des représentations de classe.

Finalement, les principes de gestion imposés par les investisseurs institutionnels produisent des effets sur la politique industrielle des entreprises, par l'adoption des

techniques de la « re-ingénierie », qui concentrent la production dans les segments les plus rentables. La structure organisationnelle et la rationalisation du travail, ont pour but de privilégier les pratiques de réduction d'emploi qui augmentent l'intensification du travail par la voie de l'augmentation des heures de travail en dehors de la journée de travail, processus typique d'extraction de la plus-value absolue, et de l'élargissement des tâches de chaque travailleur pendant la journée de travail.

Ainsi,

« face à l'objectif affiché de maximisation de la valeur actionnariale pour répondre aux exigences des marchés et à l'intensification de la concurrence, ce ne sont pas les intérêts des salariés créateurs de richesses et la valorisation du capital humain comme facteur possible de compétitivité qui ont guidé la politique des dirigeants d'entreprise. Ceux-ci ont au contraire privilégié des schémas qui rencontrent les « préférences » des investisseurs tels que la réduction des coûts, la restructuration des groupes autour des segments d'activité les plus rentables, les programmes récurrents des rachats d'action, etc. Ce nouveau contexte a conduit à une segmentation croissante des marchés du travail et à une montée des inégalités dans les statuts et les rémunérations des salariés » (Sauviat, 2004 : 118).

La destructuration progressive de l'ordre financier mondial a donc impliqué des transformations dans les procédures des entreprises, surtout multinationales, qui intensifient l'usage flexible de la force de travail. La nécessité de faire remonter le taux d'accumulation a poussé le capital à lancer des formules où les négociations salariales se font directement entre les entreprises et les travailleurs, dont les organisations sont fortement fragilisées à l'heure actuelle, au contraire des anciennes négociations collectives. La minimisation des coûts par les pratiques de la sous-traitance, fragilisant les normes salariales et les droits sociaux plus homogènes, ont augmenté aussi le temps de travail partiel et le chômage de longue durée.

Si ces stratégies du capital, qui visent toujours l'accélération de l'accumulation capitaliste, ne sont pas « nouvelles », néanmoins on peut considérer que leur « coalition » avec la sphère financière du capital est plus directe et plus intense, dans le contexte d'un système fortement influencé par le flux des capitaux fictifs. Ces imbrications directes, qui ont de fortes conséquences sur l'organisation du travail, se sont intensifiées avec l'internationalisation de la production et l'accentuation des

fusions et acquisitions. Celles-ci, au lieu d'aboutir à la construction de nouvelles usines, fusionne et ferme les postes de travail au nom des normes de la rentabilité financière.

Cette expansion des firmes capitalistes multinationales dans les dernières décennies, fondée sur un système de crédit international plus large et plus intégré, a accentué la centralisation du capital et a contribué aussi à la valorisation fictive des actions des entreprises dans les bourses mondiales. Cette valorisation est soutenue par les actionnariats, représentés par les investisseurs institutionnels, qui « demandent » à la sphère productive l'application de normes de gestion qui augmentent le fardeau et pèsent sur les travailleurs.

La liaison des actionnaires et des dirigeants, sous la férule du système financier, renforce alors l'idée que les stratégies entrepreneuriales adoptées ont été motivées par les changements de la sphère financière du capital. Mais, le plus important, est de comprendre le mouvement complexe, dialectique et contradictoire du capital, qui a des effets directs sur les acteurs sociaux et les compositions de classes.

4.3- Au centre des changements : la lutte de classes

Tout au long de notre exposé, nous avons abordé, d'une certaine façon, quelques aspects qui, bien que limités, renvoient à la discussion sur la lutte des classes et à la corrélation de forces qu'elle implique. Nous avons, parfois, fait référence aux relations entre les cadres et les actionnaires avec leurs effets sur les travailleurs. En outre, nous avons parlé de la montée en puissance de nouveaux acteurs sur les marchés financiers, à savoir les investisseurs institutionnels, et de leur poids politique et économique. On a noté aussi l'influence de ces protagonistes dans la réorganisation des entreprises qui s'effectue sur la base des politiques du gouvernement d'entreprise ; de même l'application des principes de la « bonne gouvernance », du côté de la sphère du secteur public, ne sont pas sans conséquences sur le marché du travail et sur l'organisation des travailleurs... Toutes réorganisations reliées aux stratégies de restructuration du capital à la recherche de nouvelles formes d'accumulation.

Il faut, bien sûr, faire une analyse minutieuse pour mieux comprendre ces transformations et leurs effets directs sur la nature des classes au sein du capitalisme contemporain. Visiblement, cette étude est loin d'être faite ici. Nous n'avons d'autre intention que de démontrer que le conflit entre le capital et le travail continue à régler les normes du système, en dépit des transformations des rapports de classes actuels.

Les thèses sur la fin des classes sociales, imbriquées dans les discussions sur la perte de la centralité du travail, datent de la fin des années 1950 et se basent sur un certain nombre d'éléments : « baisses des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité, moindre structuration des classes en groupes hiérarchiques distincts, repérables, identifiés et opposés, moindre conflictualité des classes et conscience de classe affaiblie » (Chauvel, 2001 : 319). Dans leurs arguments, l'accroissement du secteur tertiaire et la diffusion de la propriété dans la sphère économique ont été considérés comme des facteurs prouvant l'inexistence d'un système de classe clair.

Mais, pour nous qui reprenons les idées de Marx, l'existence des classes continue à être au centre des conflits entre le capital et le travail, dont les intérêts divergent. Il est clair que les caractéristiques historiques du développement actuel de la production contribuent à changer les formes sous lesquelles ces conflits apparaissent. La montée de l'informalité, les délocalisations des entreprises, les fusions et acquisitions, les baisses des taux d'investissements, les politiques de rigueur, tout ceci provoque, dans la composition des classes, des transformations qui doivent être étudiées.

La crise capitaliste et les nouvelles formes d'accumulation ont amené aussi plusieurs changements dans la structure d'organisation et de gestion du travail. Les politiques néolibérales, associées à la chute du régime socialiste en URSS, à la diminution de l'emploi formel et à l'agrandissement du chômage, à la flexibilité du marché du travail, et à la perte du pouvoir des syndicats dans un contexte de forte diversification et d'hétérogénéité entre les travailleurs, ont contribué à la fragmentation des classes sociales. Tout cet ensemble a rendu le débat plus complexe de même que la compréhension des phénomènes qui s'inscrivent au centre des mouvements populaires et des mouvements de travailleurs, en particulier dans les syndicats.

En fait, une nouvelle morphologie s'installe qui comprend, selon Antunes (2007), la diminution du nombre des travailleurs classiques de l'industrie et de la campagne, l'accroissement de celui des salariés du secteur des services et des travailleurs tertiaires. Tout une nouvelle morphologie qui installe aussi le retrait des travailleurs industriels de la base tayloriste-fordiste et, de l'autre côté, l'élargissement de la logique flexible-toyotiste de gestion des travailleurs sur la base des emplois de *telemarketing*, par exemple, dans les *call centers*, entre autres. L'aboutissement le plus visible de cette

nouvelle morphologie est son aspect varié, fragmenté, résultat des nouvelles mutations qui ont affecté le monde du travail dans les dernières décennies.

En outre, l'augmentation des rendements du secteur financier par rapport à la sphère productive, l'intégration du processus productif des grandes entreprises, la baisse de la population économiquement active dans le secteur secondaire, les changements des techniques de production et l'encouragement de nouvelles formes d'accord entre le capital et le travail, à travers le compromis passé entre gérants et travailleurs pour augmenter la productivité, basculent les organisations et les formes des luttes sociales.

De plus, la précarisation du travail qui passe par la voie de l'emploi partiel, temporaire, par les salaires inférieurs des femmes, par les travailleurs sous-traitants qui sont régis par des lois et des droits différents, expliquent aussi le reflux du mouvement syndical. Des comparaisons de normes de productivité ont été adoptées dans un cadre où le taux de chômage était élevé, stimulant la concurrence entre les travailleurs et accentuant le fossé et la rupture avec ces groupes plus résistants et plus organisés.

Au plan des relations qui interviennent dans la sphère financière, Sauviat (2004 : 121) indique que le pouvoir actionnarial sur le salariat a modifié les stratégies et les modes d'action des syndicats. Elle affirme, par exemple, que « aux États-Unis, cette stratégie consiste pour les syndicats à utiliser au mieux leur pouvoir d'actionnaire dans le cadre juridique, extrêmement codifié et très asymétrique, qui gouverne les relations entre actionnaires et managers, afin de tenter de faire prévaloir leurs vues ». De toute façon, « le problème est qu'elles sont conformes en tout point à n'importe quelle visée d'actionnaire, de sorte que les résolutions soumises au vote au nom des syndicats ne s'éloignent jamais du standard actionnarial » (*ibid*, p. 121). Nous avons là une tentative de dialogue avec les institutions financières, représentées principalement par les gestionnaires de fonds de pension et les fonds d'investissements.

La montée en puissance de ces acteurs financiers, les fonds de pension (des syndicats, des entreprises), les fonds d'assurance, les fonds d'investissements, augmente aussi la zone de complexité de ce thème car beaucoup de fonds de pensions de retraites comme de travailleurs actifs possèdent des actions des entreprises où ces travailleurs sont embauchés. Cela signifie que les politiques de gestion de la gouvernance d'entreprise suggérées par les fonds gestionnaires de leurs actifs, seront orientées vers l'augmentation de la productivité et de l'intensité de leur propre travail. La dialectique

capitaliste installe alors l'affirmation et la négation dans un degré extrême : les mêmes instruments qui oppressent les travailleurs, font partie de leurs fonds de retraite !

L'épargne des travailleurs est aussi utilisée comme source du capital monétaire, lequel est normalement placé dans un instrument du capital fictif à la recherche d'une valorisation plus rapide, surtout dans les marchés financiers. Évidemment, tous les travailleurs ne font pas partie du portefeuille de ces organismes de gestion collective. Au contraire, la plupart d'entre eux se trouvent dans les activités informelles, ou bien sont au chômage, et ils n'ont pas d'épargne à investir ; leurs salaires sont dépensés dans l'achat de biens de consommation pour survivre. Mais, la partie des travailleurs qui dépose son épargne dans ces fonds, influence ces évolutions.

Cette diversité des travailleurs, soumis à l'informalité, au chômage, à la précarisation, ne peut être comprise qu'avec le modèle de la lutte des classes. De fait, on ne peut comprendre le mouvement de la création de valeur sans observer la diversité de ces travailleurs. Ils font partie d'une même ligne d'accumulation, mais, bien sûr, sur des bases organisatrices et représentatives différenciées.

La nécessité d'organiser la fracture qui atteint des individus qui n'ont pas de représentativité, et sont exclus de tout organisme collectif est un défi. Même les représentations actuelles sont tellement fragilisées qu'il faut réinventer leurs modalités d'action. En fait, le changement continu qui apparaît dans le profil de la lutte de classes met en lumière ces aspects, au moment même où de nouvelles formes de résistance sont élaborées par les mouvements populaires, indigènes, par les Forums sociaux, par le mouvement des exclus, des sans-papiers, des sans-logement, des sans-terre...

D'un point de vue individuel, l'internationalisation du capital a mis en place de grands et riches propriétaires industriels ou des institutions financières à l'interférence plus directe sur les économies mondiales, qui influencent fortement les pays les plus fragilisés face aux mouvements spéculatifs. Ce sont des personnes sans aucune liaison culturelle, personnelle avec ces pays ; il est probable que la plupart d'entre eux ne connaît même pas le pays où sont investis ces fonds. Mais, le capital, lui, n'a pas nationalité, n'a pas de sentiment.

Finalement, malgré son hétérogénéité, on continue à voir la réorganisation du capital qui prend la forme d'un antagonisme renouvelé entre classes sociales dans le capitalisme. Les transformations du capitalisme et la reconfiguration des classes sociales actuelles, la

domination et la contradiction de classe au sein du système caractérisé par la stratégie du capital fictif, l'intensification des rapports entre multinationales et gouvernements locaux et nationaux, entre autres, ne font qu'accroître la difficulté de ces relations et les rendent plus obscures.

CHAPITRE 4- LA POLITIQUE MACROECONOMIQUE AU BRÉSIL : CHANGEMENTS ET ADAPTATIONS À L'ORDRE MONDIAL FINANCIER CONTEMPORAIN

Questions d'un petit garçon, maintenant avec 6 ans, qui regarde
la télévision avec son père :

*« Pourquoi ils volent ? S'ils veulent des trucs [portable, chaussure,
colliers...] cela ne sert à rien parce que ce n'est pas de l'argent ! »*

« Pourquoi il y a plus de voleurs au Brésil qu'en France ? »

« Pourquoi la France elle a plus d'argent que le Brésil ? »

(17/02/08)

Nous nous sommes efforcé, jusqu'ici, de donner un aperçu de certaines transformations contemporaines du capitalisme qui, à notre avis, sont fortement attachées aux mouvements d'accumulation des cycles financiers sous l'influence grandissante du capital fictif. Toutes ces métamorphoses dans l'ordre capitaliste mondial ont amené des changements directs dans l'économie brésilienne et, en conséquence, dans le monde du travail. Historiquement, le Brésil fait partie de la périphérie du système capitaliste ; il est intégré à un processus subordonné à la division internationale du travail marqué par une forte dépendance à l'égard de capitaux externes, pour le financement de sa balance des paiements, et par un caractère d'exportateur de produits primaires.

Nous avons à présent pour objectif de comprendre comment l'économie brésilienne est entrée dans l'ordre contemporain de l'accumulation capitaliste mondiale, ordre caractérisé principalement par l'accumulation fictive du capital. Gardant la méthode présentée jusqu'ici, notre fil conducteur suivra l'économie politique, en l'associant toujours au cadre des mouvements du capital fictif. La question qui se pose alors est la suivante : dans le contexte contemporain où prévaut l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital, lequel est fondé sur la forte dématérialisation de la forme argent, comment la politique économique a-t-elle réagi face aux mouvements du capital fictif ?

D'abord, on va décrire brièvement le processus d'endettement et crise vérifié pendant les années 1980 ; ensuite, on analysera l'évolution du flux de capitaux dans l'économie brésilienne et les fondements de la politique économique adoptée intérieurement ; finalement, on démontrera la valorisation du capital fictif au pays, observant

l'endettement public et la variation des cours boursiers et ses effets sur le budget fédéral.

Pour réussir cette entreprise en obéissant aux principes libéraux de l'accumulation capitaliste actuelle, il faudrait une adaptation de la politique macroéconomique nationale aux règles de déréglementation et de libéralisation économique (commerciale, industrielle, financière et au niveau du travail), pour qu'elle se conforme alors à la politique de la « bonne gouvernance » mondiale.

En vérité, l'absorption des capitaux externes disponibles dans les places financières mondiales, de caractère fortement spéculatif, a provoqué des transformations dans les comptes de la balance des paiements du pays – augmentant le déficit du compte courant –, intensifiant le transfert de la plus-value à l'extérieur avec le paiement des services et intérêts de la dette publique, et l'envoi des profits et dividendes aux entreprises transnationales, désormais plus internationalisées et placées sous le contrôle d'investisseurs institutionnels. Au même moment, les mouvements spéculatifs des bourses nationales, qui sont une manifestation de la recherche de profits fictifs par le capital, se sont énormément accrus dans les dernières années, à cause de la libre circulation du capital monétaire provoquée par la libéralisation du compte de capitaux. Si bien que les politiques appliquées au Brésil ont eu une forte corrélation avec les politiques suggérées par la finance mondiale, dont les principaux représentants sont les investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds d'investissements) et les organismes internationaux. Sous prétexte de modernité et d'insertion « mondialisé », l'économie brésilienne a intensifié les transferts de la plus-value vers le capital fictif et sa vulnérabilité externe structurelle a augmenté pendant les dernières décennies.

C'est, sûrement, le prix payé au capital qui continue à offrir aux pays demandeurs le capital monétaire dont ils ont besoin pour financer « leur croissance ». En revanche, une série de politiques de rigueur ont été appliquées afin de garantir la reproduction amplifiée du capital par la voie financière : génération d'excédents primaires très élevés, réduction des dépenses sociales, privatisation des services sociaux, réduction de l'accumulation (formation brute du capital fixe)... tous destinés à garantir la rémunération des contrats signés. Cette dépendance vis-à-vis des flux de capitaux externes, surtout de leur partie la plus volatile, a provoqué une forte instabilité externe de l'économie brésilienne avec ses conséquences négatives au sein des comptes publics et de la sphère réelle de l'économie. La stratégie orthodoxe consistait à attirer le capital

monétaire externe, pour que l'épargne externe construise les fondements internes nécessaires pour financer l'économie nationale en permettant la croissance et le développement économique. En outre, les politiques de privatisation mises en place pendant les années 1990 et l'expansion du capital multinational, par la voie des fusions et acquisitions, cherchaient de nouveaux champs d'accumulation procurés par les marchés consommateurs internes, les matières premières et la force de travail abondante et peu chère du pays. À la base de ces processus, apparaît l'application des stratégies de court terme qui visent la rémunération des actionnaires, afin d'accélérer la rotation du cycle du capital. Derrière elles, les plans de restructuration productive et de restructuration du travail sont plus proches des finalités de rendement demandées par les marchés financiers.

Donc, le mécanisme de transmission des influences, venant de la sphère financière du capital, représenté par le capital fictif, à la sphère réelle de l'économie, fonctionne alors grâce au mouvement de reproduction de la valeur fondée sur la dématérialisation de l'argent dans le système de crédit international, qui exige une politique macroéconomique déréglementée et libéralisée afin que le capital puisse circuler librement d'un marché à l'autre. C'est là que le néolibéralisme vient se greffer afin de permettre la libre circulation des capitaux dans les places financières mondiales. Ainsi, la compréhension des mouvements des variables liées entre elles par les marchés financiers et réels (taux d'intérêt, PIB, taux de change, fiscalité, chômage, revenus, informalité, profit, dividendes...), donnera alors le cadre des changements économiques observés en interne.

En fait, le maintien et l'accentuation d'une insertion passive de l'économie brésilienne dans l'économie mondiale, fondée sur le domaine du circuit financier du capital, a provoqué et continue encore à provoquer une augmentation de la vulnérabilité externe du pays vis-à-vis des mouvements du capital fictif, qui affectent fortement les indicateurs de l'économie réelle. De plus, les faibles taux de croissance du PIB, qui se caractérisent par leur instabilité, et sont devenus des politiques économiques de contrainte externe, indiquent, malgré quelques améliorations conjoncturelles, un régime qui n'arrive pas à établir une politique endogène de croissance et se trouve chaque fois plus assujéti aux cycles et mouvements spéculatifs du capital mondial. Pour nous en rendre compte, nous allons parfois utiliser des éléments qui mélangent les instruments de la conjoncture économique avec une interprétation structurelle du capital. Ce qui,

pensons-nous, nous fournira un caractère analytique plus consistant, car tout en donnant une vision ponctuelle liée à un certain moment de l'histoire économique et politique du pays, on la dépasse par une investigation théorique et de long terme.

Enfin, il nous semble que la politique économique adoptée par l'économie brésilienne dans les dernières décennies a répondu aux intérêts des fractions du capital qui sont liées directement à la finance nationale et internationale. Comme on le verra, les indicateurs qui comparent les résultats des plans financiers et productifs sont éclairants. En outre, on peut dire que le contrôle des fractions de classes liées à la finance mondiale a gardé et continue encore à préserver la « recette » que constitue la génération d'excédents primaires, pour maintenir le processus d'accumulation fictive du capital, en établissant un transfert de la plus-value, de la périphérie vers le centre du système capitaliste, qui passe par les investisseurs institutionnels. En même temps, ces politiques garantissent la rémunération des fractions de classes qui, dans le pays, les soutiennent et les appliquent au niveau national. Donc, avec ses particularités, ses spécificités, ses différences sociales, politiques, au niveau de la lutte des classes, ou de la formation socio-économique, nous constatons que l'économie brésilienne s'insère passivement et de façon subordonnée aux mouvements spéculatifs mondiaux.

1- Croissance, endettement et crise : l'avenir d'un nouveau cycle d'accumulation fictive au Brésil

La décennie 1980 va consolider une période de crise dans l'économie brésilienne qui suit le régime de croissance économique des années 1970, lequel a occasionné, même de manière concentrée, des niveaux de croissance économique jamais vus dans l'histoire du pays : en moyenne, 11,1% du PIB entre 1968-1973 (période du « miracle économique brésilien ») ou 8,8% entre 1970-1979. Cette croissance, reposant surtout sur l'endettement de l'économie nationale et le financement de l'État, dans un moment d'accroissement des capitaux externes, va assurer la continuité dans l'adoption des stratégies du « projet national de développement » qui se fondait sur le triplé entreprise nationale – État – entreprise multinationale, lequel reflétait l'alliance entre une fraction de la bourgeoisie industrielle nationale et la bourgeoisie internationale représentée par les entreprises multinationales. Au centre, l'État capitaliste qui avait financé la construction du secteur industriel à travers la transformation du capital monétaire en capital porteur d'intérêt, suivant en cela la recette de la politique keynésienne

interventionniste qui préconisait de subventionner les investissements productifs de long terme.

En dépit du support décisif apporté par l'État à la configuration de l'industrie nationale, Tavares (1972 : 233) identifiait déjà dans ce modèle de croissance une dynamique où l'orbite financière gagnait en autonomie sans contribuer à augmenter le taux d'épargne interne. Selon elle, la valeur des actions sur le marché était désarticulée de l'investissement réel, sans articulation entre l'expansion réelle et financière ; ainsi « il semble que se produise une forte accumulation de capital fictif dans les sociétés à capital ouvert sans contrepartie en termes d'expansion équivalente de la capacité productive » (*ibid*, p. 243). L'auteur, se fondant sur le concept de capital financier de Hilferding et Lénine, note qu'à cette époque, c'est-à-dire entre les années 1960 et au début des années 1970,

« la fusion d'intérêts des groupes industriels, financiers et commerciaux d'origine distincte qui se produit maintenant au Brésil, et qui permet une plus grande internationalisation de la société productive « brésilienne », moyennant de nouvelles formes d'association promues par le capital financier [sic], correspond à un réarrangement de la structure oligopolistique interne qui cherche à mieux s'adapter aux nouvelles règles du jeu économique international. Dans ce sens, le caractère fondamental du capitalisme financier en expansion accélérée au Brésil acquiert une fonctionnalité distincte du vieux « capital financier » allemand ou de la vertigineuse croissance de l'accumulation financière américaine du début du siècle, bien qu'il garde avec celle-ci une certaine similitude, de par son caractère spéculatif » (Tavares, 1972 : 255).

Ces indications suggéraient, à son avis, un régime de croissance caractérisé par l'expansion du capital fictif, de caractère plus spéculatif, même si la politique interventionniste de l'État finançait aussi le processus de substitution des importations, en principe plus orienté vers les investissements réels de l'économie, et évoquait une liaison plus directe avec le capital porteur d'intérêt. Parmi ces observations, le flux total de capitaux externe (IDE + investissement de portefeuille) à cette époque était seulement de 154 millions de dollars en 1965, et à la fin de la décennie, de 272 millions de dollars (en 1969). Jusqu'au milieu des années 1970, moment où la crise capitaliste mondiale était la plus forte, le montant était de 1 303 millions. La plupart de ces capitaux monétaires étaient formés par les IDE car, dans la série de la balance des paiements publiée par la Banque centrale du Brésil, le premier registre comptable en

terme d'entrées d'investissements de portefeuille date seulement de 1969 (53 millions de dollars) – auparavant, les registres indiquaient zéro.

Compte tenu des contradictions cycliques de l'accumulation capitaliste, on peut dire que la crise était déjà présente au début des années 1980. Les effets sur l'endettement pouvaient être observés à travers la montée de la dette extérieure brésilienne qui est passée de 3,440 milliards en 1963 à 4,635 milliards en 1969, et à 20,032 milliards en 1974, année où la croissance économique annonçait son involution, en totalisant 55,803 milliards en 1979 – ce qui correspond à une croissance d'environ 1 500%. Le deuxième choc pétrolier, la conjoncture récessive des pays développés en 1979 et la hausse brutale du taux d'intérêt international ont concouru à l'augmentation des services de la dette des pays débiteurs, provoquant d'énormes fragilités économiques dans les pays endettés, comme ceux d'Amérique latine. Alors, le financement externe entre en crise et la décennie sera marquée par la crise de la dette. L'année 1982 enregistrera une inflexion, car les difficultés vont éclater avec le moratoire du Mexique le 12 août, ce qui va fermer les canaux de financement à tous les pays voisins.

La fragilité du Brésil était claire et le recours au FMI, dès 1982, qui débloque 4 milliards de dollars en quatre tranches dont deux ont été utilisées, était incontournable pour financer la balance des paiements. En contrepartie, l'institution exigeait la garantie de ressources pour le remboursement des emprunts, ressources procurées par la génération d'un excédent commercial et par des politiques de réduction des dépenses, ce qui affectait fortement la disponibilité des ressources destinées aux investissements et aux dépenses sociales. Ce processus, parfois appelé «étranglement de la dette extérieure», a emprunté la voie du rationnement du crédit, des programmes d'ajustement où la dévaluation du taux de change stimulait l'obtention de recettes pour payer la dette et, finalement, de la diminution des déficits fiscaux, et la coupe dans les dépenses sociales (Buratto et Porto Jr., 2001).

La décennie sera caractérisée alors par divers appels au FMI, et à la tutelle de ses politiques de rigueur économique. En 1983, après une maxi-dévaluation de 30% du taux de change, un nouvel accord de 3,7 milliards a été signé, accordant toujours la priorité à la génération d'excédents commerciaux dans la balance des paiements, ce qui a été confirmé par l'accroissement des exportations dont le solde est devenu positif à partir de 1981. Mais, signe de la crise capitaliste internationale, l'inflation va augmenter considérablement, arrivant à un processus hyper-inflationniste à la fin de la décennie

(elle passe de 99,2% en 1980 à 1972,9% en 1989, selon l'indice IPCA). Structurellement, le taux du profit national, accompagnant la baisse tendancielle mondiale, se réduisait fortement, comme le démontrent Marquetti *et alii* (2007 : 13-14) : « le taux de profit en 2003 représentait 40% du niveau de 1953 », et il atteint un degré similaire dans les années 1980. En 1984, une autre demande est adressée au FMI : un prêt de 5,5 milliards de dollars. Mais cette fois, au-delà des exigences d'une politique de rigueur, la priorité absolue était de combattre l'escalade inflationniste. La crise continuait et le 20 février 1987, c'était au tour du Brésil de décréter un moratoire, suspendant le paiement des services de la dette auprès des banques commerciales étrangères.

La deuxième partie des années 1980 a été passée par les diverses tentatives de contrôle de l'inflation qui s'appuient sur une série de plans économiques (Plan Cruzado en 1986, Plan Bresser en 1987 et Plan Verão en 1989), mais tous échouent. La stagflation s'est installée dans l'économie nationale : le taux de croissance du PIB est très modeste, 3%, le PIB moyen *per capita* étant de seulement 0,9% pendant la décennie. C'est donc le titre de « décennie perdue » qui sera donné aux années 1980 au Brésil. Paradoxalement, ces mêmes caractéristiques (bas taux de croissance, crise de la dette, inflation élevée...), contribueront fortement à l'adoption d'un discours qui pointait la nécessité d'un nouveau modèle économique. Par contre, le capital avait besoin de renouveler son cycle d'accumulation et de récupérer ses taux de profit, pour amoindrir les incohérences créées par le système capitaliste lui-même.

Ces incohérences trouvent leur origine dans le modèle même qui concentre la richesse capitaliste. Après une longue période d'expansion d'après-guerre, caractérisée par l'adoption de politiques d'inspiration keynésienne, la crise mondiale capitaliste s'est manifestée par la baisse tendancielle du taux de profit, par l'épuisement de l'accumulation tayloriste-fordiste et par l'affaiblissement de l'État Providence. Pour Harvey (1996), le mot qui représentait le mieux l'incapacité du fordisme et du keynésianisme à contenir les contradictions capitalistes était le terme « rigidité » : « il y avait des problèmes avec la rigidité des investissements de capital fixe de large échelle dans les systèmes de production de masse qui empêchaient la flexibilité de la planification et présumaient une croissance stable dans les marchés de consommation. Il y avait des problèmes de rigidité dans les marchés, dans l'allocation et dans les contrats

de travail » (*ibid*, p. 135). Le mot d'ordre était donc, la « flexibilité », fondée sur ce qu'Harvey appelait l'« accumulation flexible ».

À la différence de Harvey, nous voyons dans la rupture du paradigme de production fordiste la « manifestation » de la crise installée au centre du capitalisme mondial ; en réalité, crise de la structure du capital. C'est pourquoi, en guise de réponse, le capital a initié un processus de réorganisation productive et l'implantation d'un système politique et idéologique qui prévoyait le retrait de l'État de ses fonctions sociales, réinaugurant ainsi une période marquée par les idées du libre marché. Dans cette perspective, nous nous accordons avec Braga (1996) et Antunes (1999) qui affirment que la réaction du capital face à la réduction des activités économiques a visé l'appareil et les formes structurelles de l'intervention étatique, initiant une période d'application des politiques néo-libérales, et conduisant à l'adoption de stratégies pour aboutir à une réorganisation productive qui a commencé à adopter des mesures de flexibilité à chaque étape de production. Ainsi, « le néo-libéralisme et la réorganisation productive expriment deux faces de la même monnaie, à savoir la crise organique du capital » (Braga, 1996 : 213).

Certes, il fallait initier une série de changements afin de redynamiser le cycle de valorisation du capital. En ce sens, nous pensons que les transformations survenues dans les relations de travail, *via* la restructuration des processus productifs, la déréglementation et la flexibilité du travail, associées aux politiques de libéralisation économique, reproduisent la crise du capital et ses nouvelles formes d'accumulation (Sabadini et Nakatani, 2002). Parmi les stratégies mises en œuvre, un nouveau cycle d'expansion du système de crédit international s'ouvrait pour tenter de ranimer le cycle d'accumulation capitaliste. Pour accueillir ces capitaux, il fallait établir des politiques d'ouverture économique.

L'ouverture commerciale de la balance de compte courant brésilienne a commencé en 1988-1989 ; le point culminant a été atteint avec l'élimination des barrières non tarifaires aux importations en 1990. Pour la libéralisation financière, cette époque est symbolisée par l'adoption de la Résolution n° 1 289-87 qui a facilité l'absorption de capitaux externes et l'entrée des investisseurs institutionnels non résidents dans le pays, ce qui a permis plus tard des opérations étrangères dans les bourses brésiennes. Le remplacement du projet interventionniste de l'État par des politiques de « régulation », où l'État exécute la fonction de coordinateur des agents économiques, exigeait aussi la vente des entreprises publiques au secteur privé ; et la première phase de privatisations

est initiée en 1981. Cette phase, très modeste par rapport aux années 1990, instaure la reprivatisation des entreprises achetées par le gouvernement quand elles étaient en situation de faillite, dans l'ensemble de petites entreprises, à l'exception de l'Aracruz Celulose (Cysne, 2000). De plus, au plan idéologique, commençait à naître dans la population le sentiment qu'il fallait sortir d'un interventionnisme néfaste qui avait conduit à la stagflation du pays et adopter de nouveaux principes économiques plus adaptés aux conditions de la libéralisation de l'économie mondiale – ce que Fiori (1996 : 150-151) a appelé le « consensus forgé ».

Donc, c'est dans la sphère de croissance économique des années 1970, qui passe par l'endettement et la crise des années 1980, qu'on observe la préparation du nouveau cycle d'accumulation fondé sur l'expansion du capital fictif à partir des années 1990. Si Tavares (1972) croyait que les décennies 1970 et 1980 se configuraient déjà sur une base hégémonique de la sphère financière, l'auteur n'avait pas encore la possibilité de prévoir que l'accumulation fictive, en fait, était encore en marche.

2- L'accroissement du capital fictif et ses effets économiques au Brésil

Dans cette partie du travail, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : comment a évolué le flux de capitaux dans l'économie brésilienne face au développement du système de crédit international ? Quels ont été les comportements et les mesures adoptées dans l'économie nationale pour attirer les capitaux monétaires externes ? Quels ont été les fondements de la politique économique adoptés pendant les décennies qui enregistrent l'expansion de l'argent de crédit international ? Et, finalement, quelles ont été les conséquences de l'entrée de ces crédits internationaux dans la balance des paiements brésilienne ?

2.1- Le flux net de capitaux

Comme on l'a vu précédemment, les années 1990 ont été caractérisées par un nouveau cycle d'expansion des instruments financiers du système de crédit international. Pour la pensée dominante néoclassique, l'offre de l'argent de crédit venue des pays développés s'adressait aux pays sous-développés et était destinée à leur insertion dans la « mondialisation », insertion commandée surtout par l'idéologie d'un monde global, unifié par la logique du marché capitaliste. Dans ce cas, le capital monétaire était transformé en capital porteur d'intérêt qui devait se convertir en capital productif et

commercial, contribuant alors à la génération d'investissements fixes et renouvelant la dynamique du marché du travail grâce à la création de nouveaux emplois.

Au plan externe, l'intégration géopolitique et économique des pays sous-développés passait alors par la voie de l'économie de marché, pour répondre au nouveau modèle de développement associé à l'adoption des politiques de libéralisation et de déréglementation commerciale, productive et financière, qui permettraient d'éliminer les entraves, représentées principalement par l'intervention de l'État. Les politiques de libre mouvement de capitaux conduisaient aussi à une spécialisation de la production entre les pays participant à l'économie mondiale, ce qui générait des avantages comparatifs pour chaque pays.

Dans ce sens, la défense de la libéralisation du mouvement des capitaux reposait alors sur le fait qu'elle trouvait une redistribution et une maximisation de l'efficacité qui améliorerait la productivité marginale et la compétitivité économique de chaque pays. Sous cette forme, les bénéfices seraient traduits par l'augmentation de la capacité productive et par la croissance économique, ce qui permettrait alors un renouvellement de l'accumulation et, par conséquent, de la dynamique économique.

Les représentants brésiliens de cette pensée dominante ont parfaitement rempli leurs fonctions de dissémination et d'application des politiques économiques orthodoxes pendant les dernières décennies, en utilisant divers canaux de transmission (universités, instituts de recherche, grande presse, télévision...) pour faire pénétrer ces raisonnements au sein de la société. Suivant les idéologies venues des pays développés dès les années 1980, ils ont diffusé, avec l'appui total des fractions de classe qui contrôlaient les principaux moyens de communication du pays, l'idée que l'État est le seul responsable par la crise qui s'était abattue sur l'économie dès la fin des années 1970 et qui, comme on l'a vu, a abouti à une crise de l'endettement extérieur et à une hyperinflation pendant les années 1980. Le mouvement anti-interventionniste est arrivé à son degré le plus élevé avec les élections présidentielles de 1989, où un argument prévalait : la nécessité d'intégrer l'économie nationale à la mondialisation.

Une présentation plus claire de ces idées de libéralisation économique a été faite par le candidat Fernando Collor de Mello, choisi par les fractions de classe du capital international et national pour empêcher la montée de son adversaire, Lula, qui disputait sa première élection et représentait les mouvements sociaux et populaires de gauche.

Celui-ci, venu du syndicalisme, lié à la Centrale unique des travailleurs (*Central Única dos Trabalhadores – CUT*), était un symbole de résistance et du combat contre la dictature militaire (1964-1985) implantée dans le pays pendant 20 ans et était considéré comme anti-capitaliste et dangereux pour le système.

En face de lui, Collor, venu du secteur de l'oligarchie du Nord-Est brésilien, représentait la « modernité » et était totalement associé à l'idée d'augmenter la compétitivité de l'économie nationale par la voie de l'insertion dans le capitalisme mondial libéralisé. Pendant sa campagne présidentielle, il avait adopté la devise « le chasseur de maharajas », et faisait monter en puissance la campagne contre les services publics, en adoptant un style sportif, toujours associé aux produits vendus sur le marché international¹¹⁵.

Collor gagne les élections contre Lula au deuxième tour avec environ 4 millions de voix en plus et entre dans l'histoire du pays comme le premier président élu directement par le suffrage populaire après la dictature militaire. Initialement élu pour un mandat de 4 ans, il reste jusqu'en 1992, mais est rattrapé par des scandales de corruption qui culminent avec des assassinats et son renoncement (en octobre 1992), avant qu'il ne soit touché par la procédure de destitution initiée par le Congrès national. Aujourd'hui, après une suspension de ses droits politiques, il est devenu sénateur de la République (2007-2010) et a intégré la base de soutien de son ancien adversaire, l'actuel président de la République, Lula (2003-2006, 2007-2010).

Pendant les années de son gouvernement, Collor a pu accomplir l'une de ses promesses de campagne : insérer l'économie brésilienne dans les règles de la déréglementation et de la libéralisation économique, base du projet néolibéral, processus qui a exigé des modifications dans la Constitution de 1988 qui prévoyait, entre autres, la prohibition de l'entrée de capitaux étrangers dans le pays. En fait, ces obstacles ont été levés petit à petit après les années 1980, comme on le verra.

Le plan économique du gouvernement Collor était bien coordonné avec le mouvement de valorisation du capital externe diffusé par les institutions financières internationales. Du point de vue du financement de l'économie nationale, la formule était claire et pas forcément nouvelle : le flux de capitaux externes augmenterait la croissance

¹¹⁵ Ici, l'expression désigne les fonctionnaires qui travaillaient dans le secteur public, et étaient considérés comme privilégiés. Le président utilisait aussi le marketing politique de la modernité en associant son image aux voitures importées et en traitant les voitures nationales de « chariots ». Donc, le « culte » de la « mondialisation » était lancé.

économique de l'économie brésilienne car cette épargne serait dirigée vers les investissements de capital productif, stimulant alors l'investissement et la croissance économique. De plus, l'ouverture du système économique permettait la diversification du portefeuille de capitaux et la baisse des risques entre économies mondiales. Le Brésil profiterait de cette insertion, et deviendrait plus moderne et plus compétitif au plan international.

Initialement, la dissémination et le soutien théorique des principes de l'économie de marché ont été assurés surtout par les intellectuels dans les universités et les instituts de recherche, comme l'Institut libéral, de même que dans les partis politiques, surtout les partis de droite et même ceux qui étaient considérés comme représentant la social-démocratie, en principe, opposés aux idées néolibérales, mais qui, au contraire, ont été parmi les principaux responsables de l'adoption de ces politiques au Brésil¹¹⁶.

Au plan national, les auteurs représentatifs de l'orthodoxie assuraient que l'économie brésilienne trouverait, avec les mesures d'ouverture économique, une intégration soutenue qui lui permettrait d'obtenir des gains de compétitivité et de croissance économique stables. Pinheiro *et alii* (1999 : 13) insinuaient que, même après des années d'adoption des politiques de libéralisation, « dans la décennie de 1990, on avait procédé à de profondes réformes structurales qui pourraient augmenter le taux de croissance futur de l'économie », confirmé par Rigolon et Giambiagi (1999 : 5) qui ont affirmé, en se référant surtout à l'accroissement des flux de capitaux mondiaux au début de la décennie : « l'économie brésilienne a commencé, en 1993, un nouveau cycle de croissance associé à la récupération graduelle du taux d'investissement ».

Mais pour profiter de ce mouvement de capitaux disponibles sous la forme de l'argent de crédit, qui recommençait à apparaître après la fin des années 1980, l'économie brésilienne devait être intégrée dans les mouvements « mondialisés » et, pour cela, il fallait faire des réformes internes. Cette interconnexion avec le flux de capitaux externes, instruments du capital fictif, était alors au premier plan. Même les capitaux les

¹¹⁶ On se réfère ici, initialement, aux partis les plus importants comme le Parti du front libéral (*Partido da Frente Liberal – PFL*) et le Parti de la sociale démocratie brésilienne (*Partido da Social Democracia Brasileira – PSDB*). Le premier a appuyé le gouvernement Collor et l'un de ses membres a occupé la place de vice-président pendant les mandats de Fernando Henrique Cardoso (FHC) qui a gouverné le Brésil de 1995 à 2002 sur la tutelle du PSDB. Puis, de 2003 à 2010, le Parti des travailleurs (*Partido dos Trabalhadores – PT*), avec Lula, qui gardait quelques idées directrices socialistes –, malgré le désaccord de Boito (2003 : 18) qui disait que « la CUT et le PT, contrairement à ce que suggère leur image publique, n'ont jamais défini un programme de construction du socialisme au Brésil, mais dans les années 1980 ont lutté pour un Etat-Providence » –, qui a aidé à consolider les principes de libéralisation financière à partir de 2003.

plus spéculatifs, de court terme, mondialement critiqués même par l'orthodoxie comme faisant partie des responsables des crises des années 1990, ont été défendus au Brésil, où on les tenait pour une forme importante de financement et un mode d'insertion dans l'économie mondiale.

Dans ce domaine, l'argument principal de l'orthodoxie était que, dans une situation de « fluctuation cyclique de l'économie », c'est-à-dire de crise, ou dans un cas

« d'absence d'un flux de capitaux, les pays seraient obligés d'adopter au niveau national des mesures restrictives réduisant les niveaux internes de consommation et diminuant le bien-être de la population. Avec la présence de flux de capitaux, même de court terme, le pays s'endette temporairement, pour payer cet endettement avec un excédent dans les comptes courants en phase de croissance de l'économie mondiale qui maintient le flux de la consommation et, en conséquence, augmente le niveau de bien-être » (Pastore et Pinotti, 2000 : 24).

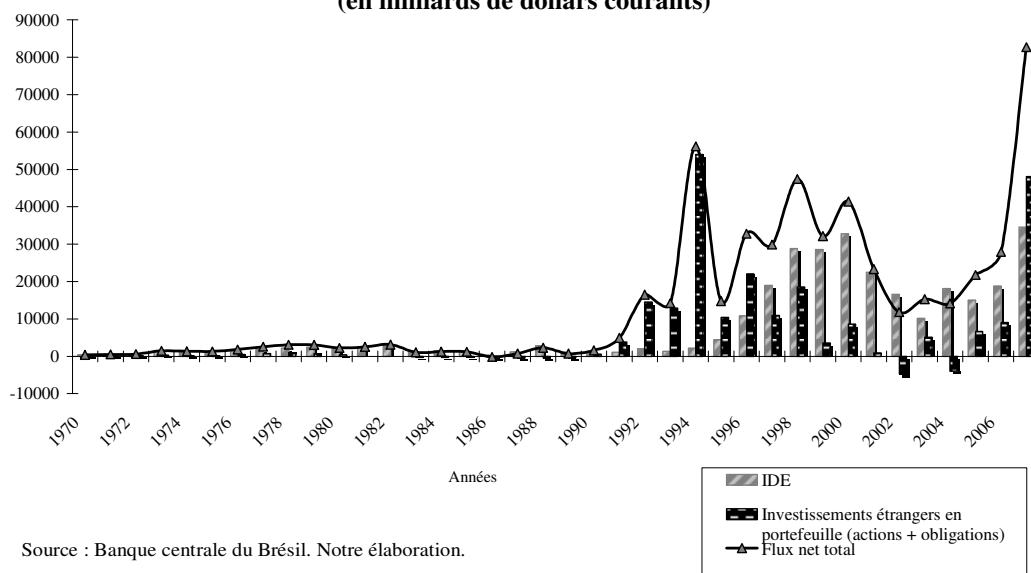
De plus, l'épargne externe financerait le déficit public, augmenterait la productivité à partir de l'accroissement de la concurrence et du transfert de technologie et, surtout, permettrait la stabilisation des prix, l'un des objectifs centraux de la politique macroéconomique. Le problème central à résoudre était alors la nécessité d'augmenter la productivité de l'économie, « un projet de croissance avec réduction de la pauvreté et de la concentration de revenus, devra avoir pour élément central l'accélération du taux de croissance de la productivité, ce qui, forcément, arrivera avec l'élimination du processus de substitution de l'importation et l'extension de l'ouverture » (Franco, 1998 : 127)¹¹⁷.

En résumé, la politique de croissance permise par l'épargne externe et l'ouverture du compte de capitaux étaient la conduite à suivre pour arriver à un stade de développement économique dirigé par le libre marché. Une équation apparemment simple mais qui, comme on le verra, n'a pas rencontré la croissance économique attendue, ni la stabilité économique imaginée pour l'économie brésilienne.

¹¹⁷ Comme on le verra au long de l'exposé, plusieurs personnages politiques, de même que des techniciens attachés au pouvoir et liés directement aux institutions de l'État capitaliste, principalement à la Banque centrale du Brésil, vont continuer leurs activités professionnelles dans le système financier, avec surtout la gérance des portefeuilles des investisseurs institutionnels. Parmi eux, on trouve Gustavo Franco qui a été président de la Banque centrale du Brésil entre août 1997 et mars 1999. En 2000, il a créé la Rio Bravo Investissements, une entreprise de gestion financière de fonds d'actions, de fonds immobiliers, de capital à risques et d'actifs privés, continuant alors sa représentation directe de la fraction de classe engagée dans la finance mondiale.

L'entrée de l'économie brésilienne dans le schéma du marché compétitif inaugure alors une période d'intenses transformations dans toutes les sphères de la société. L'absorption du capital monétaire mondial a amplifié le crédit interne disponible pour le financement des déficits des comptes courants du pays. On peut voir dans le graphique suivant que l'entrée de capitaux au Brésil s'est accrue de façon exponentielle dans les dernières décennies. L'entrée nette de capitaux a totalisé 16,136 milliards de dollars dans les années 1970, un peu plus de 15,000 milliards dans les années 1980, ce qui est inférieur aux 250,471 milliards des années 1990 et aux 238,283 milliards des années 2000 à 2007, au XXI^e siècle. Par conséquent, la courbe du flux net de capitaux a deux caractéristiques frappantes : d'abord, les variations positives sont beaucoup plus fortes à partir des années 1990 ; ensuite, ces variations ont été accompagnées de grandes volatilités au long des années.

Graphique 12- BRÉSIL: Flux net de capitaux, par catégorie
(en milliards de dollars courants)



Divers facteurs expliquent cet accroissement qui, d'une certaine façon, ont déjà été repérés pendant ce travail. Au plan externe, la conjoncture qui correspond à la baisse des taux d'intérêts dans les pays développés, surtout dans la zone Euro et aux États-Unis, ont attiré une partie du capital monétaire dans les pays sous-développés qui offraient une rémunération beaucoup plus généreuse, malgré leurs risques systémiques et structurels¹¹⁸.

¹¹⁸ Dans les pays développés comme les États-Unis, les taux d'intérêt T-note (2 ans) et T-Bonds (30 ans), offraient, respectivement, en 1995, une rémunération de 6,16% et 6,88% ; en 1996, de 5,84% et 6,70% ;

Mais, il y a d'autres éléments, intrinsèquement liés aux transformations internes, qui doivent être ici pris en compte. D'abord, après les turbulences des années 1980, la relative normalisation des relations du pays avec la communauté financière internationale qui passe par la voie de la renégociation de la dette extérieure et la conclusion, en avril 1994, de la régularisation des emprunts contenue dans le modèle du Plan Brady (Terra et Soibet, 2006 : 727). Ensuite, la réforme bancaire de 1988 (Résolution 1 524 de la Banque centrale du Brésil du 21/09/1988) qui a autorisé la formation de « banques universelles ou multiples » (jonction des banques commerciales, d'investissement, d'épargne et d'emprunts), et flexibilisé les règles du système bancaire. Cette résolution a permis aussi le libre mouvement d'entrée et de sortie des capitaux venant des investisseurs étrangers au pays, surtout par le biais du compte de capitaux, qui contribue à diminuer les barrières à l'entrée dans le système financier. Arrive ensuite l'implantation du Plan Real qui a permis la baisse de l'inflation, qui passe de 2 708% en 1993 à 14,8% en 1995 (Indice général des prix – IGP-DI) et qui a continué le processus d'ouverture commerciale et financière. Enfin, la combinaison de l'abondance du capital de crédit international, des taux d'intérêt interne, de la restructuration de la dette extérieure et des réformes libérales, a mis en place un cadre visible montrant les premiers signes des réformes centrées sur les principes de l'économie de marché opérant dans le capitalisme contemporain.

Ces indications suggèrent que la fin des années 1980 et le début des années 1990 ont constitué une importante phase dans l'histoire de l'économie brésilienne. Dans le contexte de la crise capitaliste mondiale qui débute au milieu des années 1970, et qui s'étend dans la crise de la dette extérieure des années 1980, l'économie brésilienne entre donc dans la logique de la valorisation financière mondiale. Il est sûr que cette insertion externe s'est avérée révélatrice de la dépendance externe du pays.

En tant que tels, nous avons déjà là des éléments susceptibles d'apporter une réponse à la première question posée précédemment à propos des flux de capitaux au Brésil : à ce sujet, on peut dire que l'économie brésilienne s'est engagée parfaitement dans les flux financiers du capitalisme mondial, contribuant à développer, au sein du système de

en 1998, de 5,13% et 5,58 ; et en 1999, de 5,43% et 5,86%. Au Brésil, le taux SELIC, taux moyen pondéré par le volume des opérations du jour mesuré en titres de la dette publique fédérale, rémunère les opérations interbancaires et est considéré comme le taux de base de l'économie, servant de référence aux autres taux d'intérêt. Il rémunérerait les opérations financières de la façon suivante : 53,09% en 1995, 27,41%, en 1996, 28,79% en 1998 et 25,59% en 1999 – en termes nominaux. Des différences substantielles entre les pays apparaissent visiblement.

crédit international, le processus de dématérialisation de l'argent et de dissémination des instruments fictifs qui naît de l'absorption du capital monétaire extérieur.

Normalement, les principaux composants du capital externe sont répartis entre les IDE (entrée *via* privatisations, fusions et acquisitions) et les investissements de portefeuille (obligations publiques et privées, actions, produits dérivés). Ce sont là, si l'on suit Marx, des instruments financiers de crédit qui acquièrent la caractéristique du capital fictif, à partir de leur entrée dans le pays récepteur, à travers les placements qui utilisent divers instruments financiers. Évidemment, chacune de ces catégories porte des spécificités particulières, générant aussi des sommes d'actifs financiers différentes. Les IDE sont l'un de ces instruments qui ont progressé pendant des années et ont aidé à redéfinir la composition industrielle et financière de l'économie brésilienne. C'est ce que nous allons étudier maintenant.

On peut voir dans le graphique précédent que les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de façon graduelle pendant les années 1990, surtout à partir du milieu de la décennie, passant de 1,102 milliards en 1991 à 10,792 milliards en 1996 et 32,779 milliards en 2000, total dépassé seulement en 2007 (34,585 milliards), dernière année de la série ici utilisée. Même dans les moments de crises financières – Asie (1997), Russie (1998), et économie brésilienne (1999) –, le total des investissements directs étrangers s'est maintenu. Mais, cette tendance à l'accroissement s'est inversée après 2000, malgré un volume élevé, baissant jusqu'en 2003, pour remonter à partir de 2004 – mais ici nous sommes déjà dans la deuxième vague de capitaux (2002...) qui caractérise encore le capitalisme actuel.

L'entrée du capital fictif au Brésil, après les années 1990, peut être observée de la façon suivante : dans la première partie de la décennie, jusqu'en 1996, on constate une plus forte entrée des actifs financiers liés aux investissements de portefeuille ; à partir de 1997, l'entrée des IDE est plus importante et va continuer sa progression pendant toutes les années postérieures, sauf en 2007. Naturellement, nous n'avons pas encore la possibilité d'affirmer que cette année caractérise le début d'un nouveau cycle d'accroissement des capitaux externes, fondé sur les investissements de portefeuille. Quoi qu'il en soit, si les balances de paiements ont été financées par les investissements de portefeuille pendant la première partie de la décennie, les IDE en ont été le principal instrument à partir de 1997 jusqu'en 2005 – en dépit du fait que les investissements de

portefeuille ont continué à être une source très importante de capitaux, comme on peut le voir dans les années 2005, 2006 et surtout 2007.

Mais, il y a au plan interne des facteurs cruciaux qui expliquent l'augmentation et les variations des IDE dans l'économie brésilienne dans cette nouvelle phase de la division internationale du travail, fondée sur l'ouverture industrielle, commerciale et financière. Pour Freitas et Prates (2001 : 96), les motifs sont liés à l'ouverture du marché de capital, à la stabilisation de l'économie, aux privatisations, à la restructuration industrielle et à la rénovation de l'infrastructure. En réunissant tous ces éléments, l'implantation du Plan Real, en 1994, qui va continuer le processus des réformes économiques libérales initié précédemment, va amplifier les privatisations et aussi ouvrir le marché interne aux entreprises multinationales.

Comme l'on a indiqué précédemment, les racines des privatisations, l'une des parties des IDE, s'implantent au Brésil pendant les années 1980, plus précisément en 1981, quand a été négociée la reprivatisation des entreprises en situation de faillite, qui avaient eu l'aide de l'État. C'est la phase des (re) privatisations, mais la plupart des entreprises privatisées jusqu'en 1989, 30 au total, étaient trop petites. La somme acquise par la vente de celles-ci a été de 735 millions de dollars (Cysne, 2000 : 9). Déjà dans les années 1990, pendant le gouvernement Fernando Collor (1990-1992), a été votée la loi n° 8 031-90 qui a instauré le Plan national de désétatisation (*Plano Nacional de Desestatização*) et qui a formalisé le processus de privatisations. Sous son mandat, le nombre d'entreprises privatisées a atteint 18, surtout dans les secteurs de la sidérurgie et de la pétrochimie, et on arrive à un gain de 5,371 milliards de dollars entre recettes et transferts de dettes.

Mais la plus grosse partie était encore à venir, et il faudra attendre 1994 et le Plan Real. Cette même année, a été votée la loi qui met fin à la distinction entre les entreprises de capital national et celles de capital étranger ; en 1995, dès le début du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC), élu comme Président de la République, est créé le Plan Directeur pour la réforme de l'appareil d'État (*Plano Diretor da Reforma do Aparelho do Estado*) qui a relancé, définitivement, le processus de privatisation des activités économiques avec le Conseil national de désétatisation (Conselho Nacional de Desestatização) inauguré en 1996 sous la direction du Ministère de l'administration fédérale et de la réforme de l'État (*Ministério da Administração Federal e Reforma do Estado – MARE*). Dans sa première gestion, de 1995 à 1998, 30 entreprises ont été

privatisées, surtout dans les secteurs chimique, électrique, et dans les services (télécommunications), totalisant 45,620 milliards – 64,3% des ressources totales acquises entre 1990 et 2002 –, ce qui correspond à une période de privatisations plus intense. Dès le deuxième mandat de Fernando H. Cardoso (1999-2002), après la vente de la plupart des entreprises, le total des entreprises privatisées tombe à 5, réunissant 13,361 milliards, grâce, principalement, à la vente de la plus grande entreprise de minéralogie du pays, la Compagnie Vale do Rio Doce (CVRD). Ainsi s'achève le plan de privatisations, dont 64,6% appartenaient à la sphère fédérale et 35,4% aux états de la fédération. Quand on additionne les concessions des services publics transférés à l'initiative privée, le total monte à 124 affaires publiques, et traduit un fort processus de dénationalisation de l'économie nationale qui, à cette époque-là, est principalement contrôlée par des sociétés états-uniennes (33,3%), espagnoles (32,1%), portugaises (11,6%) et italiennes (6,2%)¹¹⁹ (BNDES, 2000).

En moyenne, 25% des IDE qui sont entrés au Brésil entre 1996 et 2002 étaient destinés à privatisations, selon le BNDES (2000). Comme on le verra en détail plus loin, ces entreprises privatisées ont été assujetties à des programmes de restructuration productive et de gouvernance d'entreprise qui ont provoqué des démissions en masse et l'adoption de plans de gestion qui ont généré l'intensification du travail à l'intérieur des entreprises. Entre les années 1998 et 1999 seulement, les entreprises privatisées ont fermé 546 000 postes de travail, ce qui représente une réduction de 43,9% des emplois des secteurs affectés, et une baisse de 34,5% du revenu des travailleurs (Pochmann, 2000).

Au-delà des privatisations, se met en place un fort processus de fusions et d'acquisitions des entreprises nationales qui a totalisé, selon Scherer (2005 : 136), environ 60% des IDE entre les années 1994 et 2002. Dans la période la plus représentative de la pénétration des IDE au Brésil, c'est-à-dire entre les années 1996 et 2002, ont été réalisées 2 280 opérations de fusions et d'acquisitions. Entre l'implantation du Plan Real (1994) et l'année 2007, l'économie brésilienne a connu 4 731 transactions de fusions et d'acquisitions, pour la plupart concentrées dans les secteurs de l'alimentation,

¹¹⁹ Les justifications données au processus de privatisations étaient associées à la nécessité de payer la dette publique et d'acquérir les méthodes productives, de gestion et d'administration des compagnies internationales afin de faire entrer l'économie nationale dans l'ère de la « mondialisation ». Le processus de privatisation s'est trouvé pris dans une série de dénonciations pour irrégularités et, après son implantation, la dette publique a continué à augmenter année après année. Pour plus de détails sur le privatisations au Brésil, voir Biondi (1999, 2000).

des boissons et du tabac (493), suivis par le secteur des technologies de l'information (377), des télécommunications (314), des institutions financières (295), et de la métallurgie et sidérurgie (253). L'année la plus marquante a été l'année 2007, avec 699 transactions (KPMG, 2007 : 14). Entre 1991 et 1997, Miranda et Martins (2000) ont constaté que la quasi totalité des processus ont été réalisés par l'acquisition d'entreprises, qui ébauche alors un processus typiquement financier, plus attaché aux mouvements d'achats et de ventes des actions dans les bourses brésiliennes – ce qui correspond à des transferts de propriété.

Tous ces éléments donnent donc des pistes expliquant l'augmentation des IDE dans l'économie brésilienne à partir du milieu des années 1990. Apparemment, les flux positifs des IDE pendant la période de crise présentent une contradiction face aux incertitudes que faisaient naître les inconsistances d'une accumulation fortement fondée sur le capital fictif et qui affectaient l'économie mondiale et particulièrement l'économie brésilienne à cette époque. Comme les apparences montrent seulement le caractère unidimensionnel de cette réalité, nous pensons que les IDE qui sont arrivés au Brésil pendant la période de fortes crises cherchaient à diversifier leurs portefeuilles en achetant les entreprises publiques cotées en bourse, qu'elles soient d'industrie ou de services, et en continuant la vieille stratégie de fusions et d'acquisitions dans le but d'agrandir leur accumulation de capital. De plus, au-delà de la diversification du portefeuille, le capital cherche, dans ces moments d'instabilité, à s'assurer contre les pertes provoquées par les crises. Alors, les IDE ont trouvé dans l'économie brésilienne un moyen de valoriser leur capital dans la production et les services, possibles créateurs de valeur. Terra et Sohet (2006 : 727) affirment que cette évolution positive des IDE en période de crise internationale « souligne que les investissements étaient plus attachés aux facteurs internes liés à la stabilité des variables macroéconomiques du pays (*pull effect*) qu'aux effets externes (*push effect* et contagion) ».

Le débat sur les effets d'attraction des IDE sur l'économie est loin d'être terminé. À l'époque, les défenseurs des IDE affirmaient que pour favoriser la croissance, distribuer le revenu et augmenter la compétitivité de l'économie brésilienne, l'ouverture était la seule solution : « il est possible de faire les trois choses en même temps si, et seulement si, la productivité maintient une croissance rapide. Quand ceci se produit, l'entreprise peut, en même temps, augmenter les salaires, réduire les coûts et les prix, c'est-à-dire, transférer l'augmentation de la productivité pour partie aux salaires, pour partie aux

consommateurs et pour partie à elle-même » (Franco, 1998 : 130). L'apport des capitaux investis dans la production, qui permet la croissance économique et a des effets positifs sur le marché du travail, permet aussi un transfert de technologie entre les firmes et améliore la capacité administrative, grâce aux modes de gestion modernes, ce qui apporte des gains de compétitivité globale pour l'économie qui reçoit ces capitaux. Ces économies acquièrent une certaine efficacité grâce à leur insertion dans la division internationale du travail puisqu'elles localisent certaines parties de la production organisée en réseaux n'importe où dans le monde, au simple vu des bénéfices comparatifs de chaque localité et de la logistique disponible (Zocku, 2006 : 69).

Dans ce système, les arguments avancés, parfois proches des avantages comparatifs ricardiens, insistent sur le fait que, même dans le processus de fusions et d'acquisitions, l'argent reçu par les brésiliens « sera réinvesti dans le pays pour générer de nouvelles entreprises et des emplois, car les investisseurs croient plus dans le Brésil que les étrangers » (Franco, 2006 : 17). « Diverses informations de la presse ont montré des exemples intéressants qui suggèrent que la majeure partie de l'argent est réinvestie dans de nouvelles entreprises ou en actions des entreprises existantes, de même qu'en titres publics » (*ibid*, p. 21). Le comportement des sociétés étrangères et des IDE peut amener le développement d'une nouvelle stratégie de croissance industrielle car il sert d'instrument d'ajustement externe, en raison, à la fois, de l'apport de devises et de la contribution des entreprises à la croissance du solde commercial, manière de récupérer l'épargne externe : « la recomposition de la part des flux d'investissement direct en part du produit, lorsqu'elle n'est pas accompagnée par une augmentation de la taxe sur le transfert d'argent [par la balance des services et revenus], peut contribuer largement à l'équilibre externe dans une perspective de long terme » (Fritsch et Franco, 1989 : 18).

En même temps, d'autres auteurs appartenant à l'orthodoxie acceptaient le fait que la restructuration industrielle provoquerait « un processus douloureux impliquant une certaine concentration et dénationalisation, mais se révélant, cependant, positif dans la mesure où il permet non seulement la consolidation de la stabilisation, mais aussi la construction de bases nécessaires à la reprise d'une croissance soutenue » (Mendonça de Barros et Goldenstein, 1997 : 27). En résumé, l'IDE favoriseront la croissance économique, la modernisation des entreprises, la croissance d'exportation, la spécialisation technologique et une logique de financement de long terme à travers l'épargne externe, « les associations avec les entreprises nationales qui garantissent le

transfert d'importants actifs intangibles peuvent apporter leur contribution à la croissance des exportations en termes d'accès tant à la technologie qu'aux marchés » (Fritsch et Franco, 1989 : 21).

Mais, on ne peut pas faire entièrement confiance aux séquences naturelles décrites ci-dessus. Infirmant ces pronostics, certains auteurs notent que l'attraction exercée par le Brésil sur les IDE a augmenté l'internationalisation productive, ce qui crée certaines inconsistances macroéconomiques dans l'économie brésilienne. Les analyses de Sarti et Laplane (2002 : 89-91), par exemple, arrivent aux conclusions suivantes : d'abord, les asymétries associées au transfert de la propriété des entreprises nationales aux investisseurs étrangers ont accru la participation étrangère et corollairement la dénationalisation des activités de services, publiques ou privées. Par suite, le déséquilibre entre l'offre de produits importés et la production domestique a augmenté sans augmentation proportionnelle de la production locale destinée au marché externe. Même si, d'un point de vue microéconomique, l'entrée des IDE a amplifié les gains d'efficacité des entreprises, et a eu des résultats positifs sur leur productivité, cela ne s'est pas traduit par une augmentation des exportations. Ainsi,

« il est vrai que la structure productive de l'économie brésilienne est plus efficace que par rapport au début des années 1990 (...) l'IDE a contribué, aussi, à réduire les déficiences au niveau de l'infrastructure, principalement dans les télécommunications. L'augmentation de la compétitivité ne s'est pas traduite néanmoins, par une augmentation des exportations face à l'accroissement des importations et à l'augmentation du passif externe de l'économie [envoi de profits, et dividendes à l'extérieur]. Le processus d'internationalisation a donc engendré de cette manière une structure productive microéconomiquement plus efficace, mais a généré des résultats macroéconomiques insuffisants, comme le montre la baisse de la croissance et l'aggravation de la vulnérabilité externe de l'économie brésilienne. (...) Le Brésil a maintenu son insertion en tant qu'exportateur de produits de base et de produits intensifs en ressources naturelles pour les pays développés et de produits intensifs en P&D proposés par des fournisseurs spécialisés pour les pays d'Amérique du sud. Cette insertion, en vigueur dès l'ouverture, a été renforcée au long des années 1990 » (Sarti et Laplane, 2002 : 90-91).

De même, en analysant la période qui va de 1998 à 2003, Jorge et Dantas (2008) suggèrent dans leurs analyses que les effets microéconomiques de la présence du capital étranger dans l'économie brésilienne ont été hétérogènes. « Les faits signalent l'existence d'avantages compétitifs, en termes de productivité, des entreprises

internationales par rapport aux sociétés nationales. Ce différentiel de performance, cependant, ne s'est pas révélé être une source de transfert de la connaissance technologique qui pourrait se refléter dans des bénéfices de productivité pour les compagnies tournées vers l'approvisionnement domestique » (*ibid*, p.20). Cela qui montre que la transmission de la productivité des entreprises étrangères au reste de l'économie n'est pas automatique et que la présence de ces capitaux externes ne signale pas l'existence d'une transformation structurelle dans l'économie nationale.

Face à l'augmentation de la croissance économique, les affirmations de Sarti et Laplane (2002 : 70) révèlent « que le *boom* des IDE n'a pas contribué sensiblement à l'augmentation des taux d'investissements ni à la croissance du produit. La direction de ces derniers changements, loin d'augmenter le potentiel de croissance, comme tous les analystes l'ont cru, a aggravé la restriction externe ». Le cycle des IDE dans les années 1990, en dépit de sa magnitude, n'a pas influencé significativement la formation brute du capital fixe, étant donné l'orientation des ressources vers la privatisation et les fusions-acquisitions (Amitrano, 2006 : 209). C'est exactement en raison des effets négatifs sur le compte courant, liés à ceux du paiement d'intérêts et dividendes, que l'attraction des IDE a provoqué l'accroissement du passif externe, amenant, dans une relation de contrepartie négative avec le financement de l'économie (car l'entrée d'IDE *via* le compte de capitaux occasionne la sortie des actifs *via* le compte courant), l'augmentation de la dépendance externe de l'économie nationale.

Gonçalves (2006), qui a mesuré ces impacts macroéconomiques, a affirmé que les influences des IDE sur la balance des paiements au Brésil peuvent être considérées comme négatives, car ils ont provoqué un déséquilibre entre, d'un côté, les exportations et, de l'autre, les dépenses occasionnées par les importations, le transfert des profits et le paiement des technologies. Il ajoute aussi que le financement externe privé a des impacts sur les comptes nationaux en raison de la croissance de la dette extérieure. En revanche, du point de vue des revenus, les effets ont été positifs.

Selon nous, le plus important est de bien percevoir l'évolution des IDE au Brésil et d'observer les interrelations que ces flux produisent dans la sphère productive et financière, dans la mesure où ils augmentent la dépendance de l'économie nationale à l'égard des capitaux externes. En fait, l'évolution des IDE suit les stratégies historiques d'accumulation des grandes entreprises internationales partant du mouvement de concentration et de centralisation capitaliste, mais elle s'avère à présent plus influencée

par la sphère financière, comme on a pu le voir avec les transactions boursières des fusions et acquisitions. L'absorption des compagnies nationales par les entreprises multinationales a provoqué aussi l'adoption de nouvelles stratégies de restructuration productive et de délocalisation des usines dans le monde, dans une éternelle recherche des bas coûts pour le travail et d'une flexibilité productive qui met en place des sous-traitances et une gestion du travail plus flexible.

Aussi la manière dont les débats ont été organisés souligne-t-elle la pertinence des arguments de Neto (2004) :

« il est vrai que l'entrée de capitaux dans un pays *peut* signifier, sous certaines conditions, l'élargissement de sa capacité productive, favoriser le transfert de technologie et donc accélérer son développement. Il est vrai aussi que même l'entrée de capitaux destinés à financer la consommation *peut* être utile dans des circonstances de court terme bien déterminées. L'entrée de capitaux signifie l'entrée de *valeur*. Et, en fonction de sa correspondance en termes d'entrée de *valeur d'usage*, de son impact général sur l'économie et sur l'ensemble des relations sociales, sans oublier les corrélations de forces entre les classes, elle *peut* aider. Mais, on peut dire, de la même façon : rien ne garantit que, dans certains cas, l'entrée de capitaux va se traduire par un élargissement de la capacité productive, ou de la productivité. Moins encore qu'elle implique toujours le transfert de technologie. En tant que valeur, le capital peut représenter des choses différentes en termes de « capacité productive ». Et peut ne représenter aucune capacité productive ».

Finalement, comme le soulignent Costa et Deos (2002), les effets des IDE sont fortement déterminés par le degré de souveraineté nationale de la politique de financement adoptée dans le pays, et ils pensent que, si le pays a une politique domestique relativement autonome, la présence des IDE peut être transformée en éléments positifs pour l'économie nationale. Si telle est la réalité, les informations sur les investissements de portefeuille que nous allons étudier mettent en doute tant l'autonomie de la politique nationale que l'élaboration d'un projet de développement propre de long terme. L'impression qui se dégage de cette observation est que l'économie brésilienne s'est parfaitement insérée dans le mouvement capitaliste mondial fortement influencé par le capital fictif et qu'en conséquence, elle a renforcé les conditions favorables à la génération de profits fictifs et au transfert de plus-values aux fractions de classe les plus liées à la sphère financière.

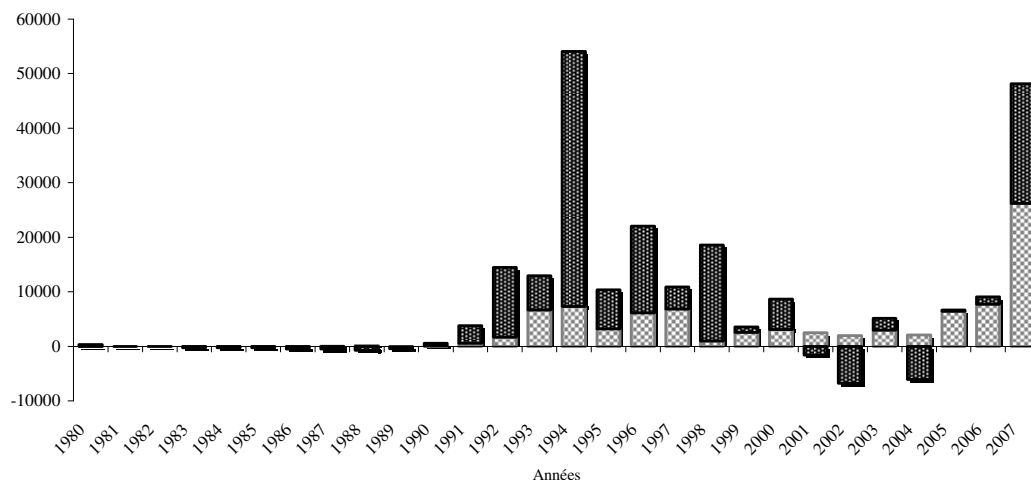
Les investissements de portefeuille, mandataires du capital fictif, se font principalement sur le marché obligataire (obligations publiques et privées) et sur le marché actionnaire. Actuellement, après la création de nouveaux instruments financiers, comme les produits dérivés, et vu l'importance que prennent les investisseurs institutionnels, qui dissimulent ces outils aux marchés mondiaux, les mouvements fictifs sont, eux aussi, encore plus dissimulés et acquièrent encore plus d'ampleur face à la sphère productive. Les informations du graphique précédent, qui n'incluent pas les dérivés, confirment cette affirmation. Dans la période la plus représentative au plan de l'entrée nette des capitaux au Brésil, c'est-à-dire à partir des années 1990, les informations du compte de capital et financier de la balance des paiements du Brésil indiquaient un solde net qui est passé de 579 millions de dollars en 1990 à 48,104 milliards en 2007. En 1994, année d'implantation du Plan Real, le total net était estimé à 54,047 milliards, chiffre le plus élevé de la série publiée depuis 1947 ! En 17 ans (1990-2007), le total des ressources arrivées au Brésil a atteint 220,949 milliards de dollars.

On peut percevoir deux moments forts pour l'entrée de ce type de capital au Brésil : d'abord, entre 1992 et 1996, malgré la forte baisse de 1995, et à partir de 2005. Même si cette dernière phase est encore en cours, situation qui ne nous permet pas de dire jusqu'à quand elle va durer, un élément frappant est fourni par le total des actifs en 2007, soit 48,104 milliards de dollars, le deuxième de l'histoire ! Mais corollairement à ces augmentations, apparaît une forte volatilité des actifs, qui reflète son aspect fortement spéculatif, à la recherche d'un profit fictif plus élevé.

Les facteurs qui expliquent ces accroissements sont liés à la libéralisation du compte de capitaux – qui a commencé avec l'approbation par la BACEN de la Résolution n° 1 289 du 20 mars 1987 et l'ajout d'annexes (surtout l'annexe IV) en 1991 qui règlementent les ressources des investisseurs institutionnels étrangers –, associés aux taux d'intérêt élevés sans oublier le contrôle de l'inflation à partir de 1994, ce qu'on verra plus tard.

La composition des instruments financiers de portefeuille peut être observée dans le graphique qui suit :

**Graphique 13- BRÉSIL: Investissements nets étrangers en portefeuille
(actions et obligations) (en milliards de dollars courants)**



Source : Banque centrale du Brésil. Notre élaboration.

La plupart des actifs financiers des investisseurs institutionnels ont été placés dans des obligations de court et long terme. En 1994, l'année la plus importante de la série, 86,5% de ces investissements étaient composés d'obligations de revenu fixe, contre 45,4% en 2007. Parallèlement, le placement en actions dans les bourses brésiliennes augmentait peu à peu, totalisant 26,217 milliards de dollars en 2007, résultat du processus de fusion et d'acquisition. À travers le mouvement de ces actifs fictifs, on constate que l'écllosion des crises capitalistes au milieu des années 1990 a eu comme conséquence immédiate une baisse généralisée des transactions entre obligations et actions, principalement à partir de la crise brésilienne de 1999, ce que suggère le caractère volatile de ces placements.

En plus, apparaît un autre aspect différentiel de l'évolution de ces instruments fictifs, le flux net négatif des obligations, principalement en 2002 et 2004. Les sorties de capitaux dans ces années, facilitée par la libéralisation financière, ont atteint 6,7 et 6,0 milliards respectivement, ce qui représente une fuite de capital fictif sans précédent dans l'histoire brésilienne. La seule période où le flux a été négatif dans le compte des investissements étrangers de portefeuille se situe entre les années 1983 et 1989, moment où survient la crise de la dette extérieure, mais la sortie n'excéda pas 2,5 milliards. Assurément, cette différence entre les magnitudes s'explique aussi par l'abondance du capital monétaire dans le système de crédit international qui a provoqué des changements dans la balance des paiements brésiliens.

Dans les années 2002 et 2004 surtout, plusieurs facteurs conjoncturels ont pu expliquer ces fluctuations spéculatrices. Au plan externe, les fortes perturbations géopolitiques, comme la guerre des États-Unis en Irak et la crise Argentine en 2001, associées à la contraction des flux de capitaux vers l'Amérique latine, ont représenté un cadre externe instable, provoquant des fluctuations spéculatrices dans les marchés financiers. Au niveau interne, la politique économique brésilienne continuait l'implantation de la rigueur, caractérisée par le strict contrôle monétaire, le ciblage de l'inflation et la surévaluation du real vis-à-vis du dollar (Neto, 2005). En juillet 2002, quelques mois avant les élections présidentielles, le taux de change atteignait plus de 3,00 reals par dollar et le risque Brésil atteignait à 2 390 points – en avril de la même année, le risque pays n'était que de 857 points. Une semaine avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, le taux de change s'établissait à 3,95 reals par dollar, cotation la plus haute depuis la mise en place du Plan Real, dans un processus clair de spéculation sur la monnaie nationale. À cela s'ajoute que l'économie brésilienne enregistrait la plus forte relance inflationniste depuis 1994, 12,5% (Ministério da Economia, 2003).

L'appel au maintien de la rigueur a résonné dans tout le pays. Ainsi, la stratégie orthodoxe pouvait continuer sa politique de durcissement de la politique monétaire en augmentant les taux d'intérêt (Selic) du marché monétaire qui étaient passés de 17% en juin 2002 à 23% en décembre de la même année. Les effets sur les variables réelles ont été immédiats : la croissance était déjà faible (1,9% contre 4,6% dans les pays en développement), l'investissement bas, le chômage élevé, 9,7%. Pour assurer et maintenir l'économie nationale dans le chemin de la rigueur, le président a signé, en septembre 2002, avec l'appui référence de la majorité des candidats à l'élection présidentielle, un emprunt auprès du FMI de l'ordre de 30 milliards de dollars. Les termes du contrat obéissaient, comme souvent, aux normes de la « bonne gouvernance » imposées par les agences internationales (FMI, Banque mondiale), marquées par la rigueur économique. Les attaques spéculatives s'intensifièrent contre le real, et une fraction de classe brésilienne confirmait la possibilité de voir le candidat Lula, qui disputait sa quatrième élection, gagner le scrutin.

Malgré la continuité de l'appui que la fraction de classe liée à la sphère financière qui contrôlait la politique économique depuis des années apportait au président, cette fois le mouvement orchestré contre Lula, surtout dans les médias, a été moins fort, en termes relatifs, qu'il ne l'avait été en 1989 contre Collor. On peut trouver une explication à cela

dans le fait que le PT avait déjà envoyé des signaux politiques forts, tout spécialement avec la « Lettre au peuple brésilien », le 22 juin 2002, où le Parti confirmait le maintien des contrats et des accords du gouvernement précédent, sans prévoir de « ruptures » futures¹²⁰. En fait, nous pensons qu'il y a eu abandon de la plus grande part du projet « Démocratique et populaire » (*Democrático e Popular*) du parti et la transformation du plan gouvernemental en un projet réformiste (Herrera et Sabadini, 2008), ce qui montre bien que la légitimité de la finance et le maintien de son contrôle sur la politique économique étaient déjà garantis avant même les résultats des élections.

En 2004, dès le premier gouvernement Lula (2003-2007), les variations des placements en actifs d'obligations de court et long termes ont continué à se dégrader fortement. Cette contraction se produisit « principalement en raison du changement survenu dans l'appétit des investisseurs étrangers pour les applications dans les « marchés émergents ». Au-delà des perspectives de montée des taux d'intérêt états-uniens, le palier des *spreads* des titres à plus grands risques (*junk bonds*, ou titres des « marchés émergents sans degré d'investissement ») était déjà interprété comme excessivement bas par les investisseurs » (Cintra et Prates, 2006 : 147).

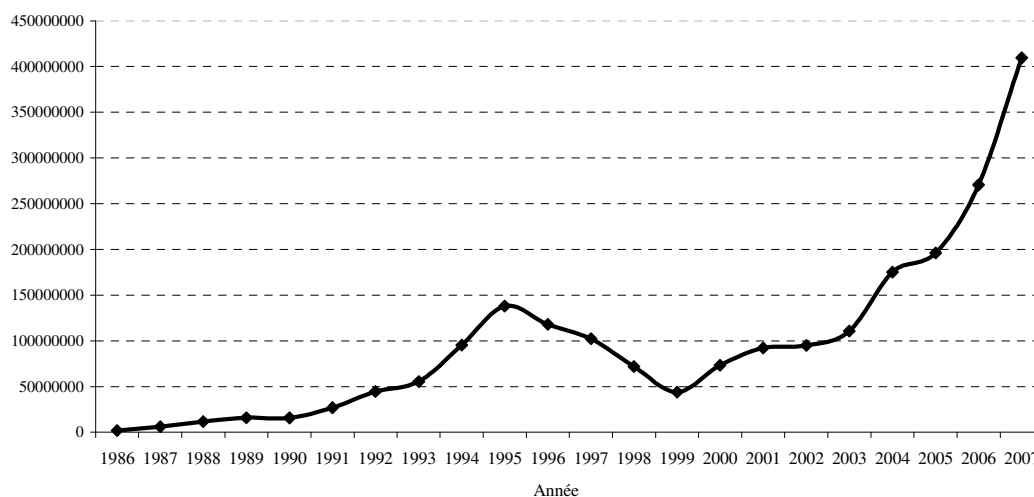
À partir de ces indications, nous pouvons relever un plus grand nombre d'éléments qui caractérisent le modèle d'insertion, fortement dépendant, adopté par l'économie brésilienne, modèle fondé sur une dynamique totalement attachée à la spéculation financière et qui appartient, contrairement aux visions orthodoxes, à une mécanique macroéconomique instable qui dépend des cycles économiques financiers internationaux. Même au moment où le Président Lula donne toutes les garanties au sujet de la continuité de la politique de rigueur économique (en augmentant l'excédent primaire qui passe de 3,75% à 4,25% du PIB, en approuvant la réforme des retraites que

¹²⁰ Souza (2005) déclare à juste titre qu'un projet de développement, une alliance sociale entre le capital industriel et le travail semblaient avoir été établis avant les élections présidentielles. Mais nous ne sommes pas d'accord avec la place que l'auteur accorde à la lettre rédigée par le PT, au milieu de l'année 2002. En effet, écrit-il, « il y a eu un épisode dramatique, une bombe à retardement occultée qui a changé le cours des choses : la « Lettre au peuple brésilien » dans laquelle le PT et Lula s'engageaient à ne pas rompre les contrats déjà signés avec la finance internationale. Ce qui a eu pour conséquence l'adhésion discrète, mais effective, du secteur bancaire national et de la finance internationale, qui a grossi l'avalanche électorale qui a porté Lula au pouvoir ». En fait, la politique d'alliances du PT et sa « conversion » au projet néolibéral, date d'avant cet épisode, et même s'il s'agit d'une « lettre bombe pour le peuple brésilien », on préfère y voir un acte relevant des accords politiques et des changements de programme opérés dans le parti. Benjamin (2005) a bien résumé les postures des principaux dirigeants en faisant référence aux scandales de corruption et à la « mutation » programmatique du PT : « les problèmes qui commencent à apparaître n'ont pas commencé maintenant et ne relèvent pas d'une équivoque individuelle. Ils représentent seulement le transfert, à la sphère du gouvernement fédéral, de pratiques initiées, sans aucun doute, dans les premières années de la décennie 1990 ».

le marché demandait, et l'autonomie de la Banque centrale du Brésil, entre autres), l'instabilité des flux financiers se maintient, à cause de l'optique propre du marché financier, tourné vers la valorisation spéculative. A cette époque, la dynamique de l'économie brésilienne était déjà complètement subordonnée aux mouvements du capital fictif. L'excès de mobilité du capital, dès les années 1990, était provoqué par une surévaluation du taux de change ce qui montrait la fragilité de la monnaie nationale confrontée à la finance mondiale et plaçait le Brésil, comme on le verra par la suite, dans une énorme vulnérabilité externe. En même temps, dans le flux positif net des titres de créance, véritable représentant de la valeur, la valorisation du taux de change était la norme.

De manière générale, l'important pour cette période est de remarquer la masse des instruments fictifs, attachés aux marchés actionnaires et aux marchés obligataires, qui se sont accrus considérablement au cours des dernières années dans l'économie brésilienne, suivant en cela les mouvements d'accumulation capitaliste du système de crédit international. Si on ajoute un autre instrument financier fictif, de plus en plus important aujourd'hui, en l'occurrence les dérivés, l'échelle est encore plus grande, comme on peut le voir ci-dessous.

Grafiqne 14- BRÉSIL: Évolution du nombre des contrats de dérivés



Source : Bourse de marchandise et futur (*Bolsa de Mercadorias e Futuros - BM&F*). Notre élaboration.

La quantité de contrats de dérivés dont la transaction s'effectue par la Bourse des marchandises et futurs (BM&F) au Brésil a été multipliée par 200 fois en 11 ans, passant de 1,9 millions de contrats en 1986 à 409,3 millions en 2007. Une échelle qui

démontre bien l'ampleur de l'essor de cet instrument qui essaye de partager avec d'autres les risques systémiques du système financier, en transférant le risque des ajustements macroéconomiques qui rémunèrent les échanges fictifs. Si le marché de dérivés au Brésil s'est raisonnablement développé pendant les années 1980 à cause aussi de l'instabilité inflationniste, son amplification à partir des années 1990 a dépendu du processus d'ouverture financière, de l'augmentation du flux net de capitaux fictifs indiqué antérieurement et aussi de la politique de valorisation du taux de change mise en œuvre par le Plan Real, surtout dans sa première phase, entre 1994 et 1998, et aussi après 2004. À l'exception de la période des crises capitalistes, années 1995 à 1999, les autres années ont vu une croissance continue des contrats d'échange.

Paradoxalement présentés comme un instrument financier de protection et de réduction des risques vis-à-vis des variations spéculatives du marché, les dérivés peuvent aussi favoriser encore plus les mouvements fictifs sur les marchés ; ils représentent alors une relation dialectique par elle-même. Si on croise les informations des deux derniers graphiques présentés ici, on constate que la sortie des investissements de portefeuille dans la phase de crises capitalistes a été accompagnée également d'une baisse des contrats de dérivés au Brésil. Cette évolution est parfaitement compréhensible car, entre 1995 et 1999, 98,6% des dérivés étaient liés à trois variables-clés de la politique macroéconomique brésilienne : le taux d'intérêt, le taux de change et l'indice d'actions.

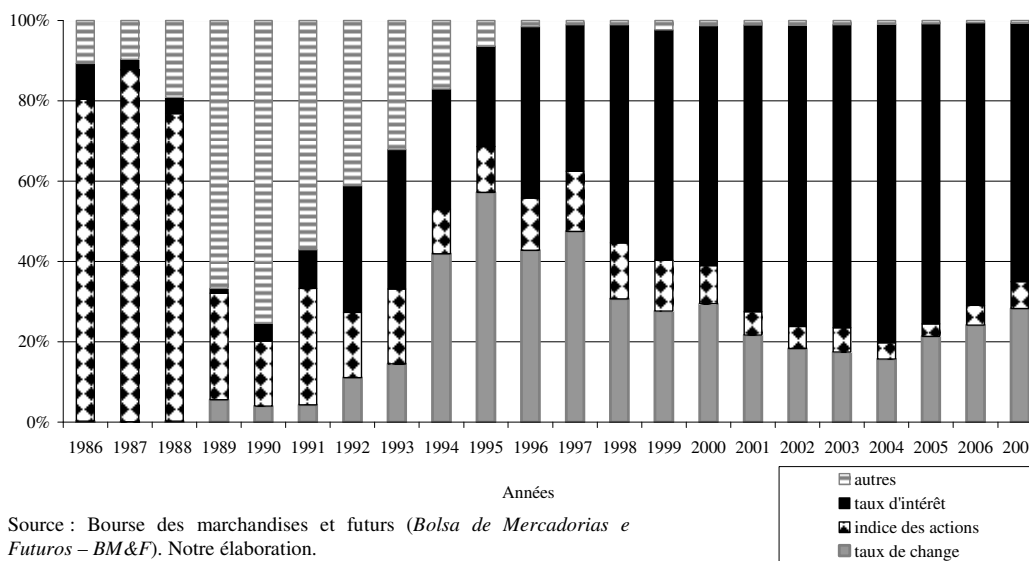
Grosso modo, on peut dire que les investisseurs institutionnels, à partir de l'utilisation des dérivés, cherchent à investir dans la bourse des valeurs ou à avoir l'usufruit d'un taux d'intérêt élevé sans avoir les risques du marché monétaire, surtout face aux variations des taux de change et d'intérêt. Si, du point de vue individuel, ils trouvent à court terme cette protection, en revanche, du point de vue systémique, celui de la totalité, l'augmentation des transactions de ces instruments fictifs peut provoquer une instabilité macroéconomique encore plus grande car les dérivés permettent l'adoption de positions plus spéculatives sur le marché, avec pour conséquence que la garantie individuelle peut se transformer en crise généralisée. En fait, les dérivés donnent une sensation de protection qui, au même instant, provoque un détachement encore plus grand face à la sphère réelle du capital, rendant possible l'obtention de profits fictifs, mais aussi l'instabilité financière.

Le graphique suivant confirme les affirmations précédentes. D'abord, on peut vérifier qu'il y a une transformation frappante dans la composition des contrats de dérivés du

milieu des années 1980 jusqu'à aujourd'hui. Entre 1986 et 1988, la plupart des dérivés étaient orientés vers les indices des actions ; peu après, la catégorie « autres contrats » (qui incorpore l'or, des matières primaires, entre autres) a absorbé l'essentiel des contrats, spécialement entre 1989 et 1992. Mais, le renforcement du capital monétaire dans le système de crédit international et le processus d'ouverture économique interne ont mis en évidence à partir des années 1990, les dérivatifs liés aux variables macroéconomiques qui contrôlent les prix internes et externes de l'économie, c'est-à-dire le taux de change et le taux d'intérêt, respectivement.

La forte valorisation de la monnaie nationale, par rapport au dollar, après le Plan Real (taux moyen annuel de 0,64 en 1994, 0,92 en 1995, 1,00 en 1996, 1,07 en 1997 et 1,16 en 1998) et la forte augmentation des taux d'intérêt Selic (moyenne de 53,09% en 1995, 27,41% en 1996, 24,78% en 1997 et 28,79% en 1998), visant à attirer le capital monétaire international, ont fait que les instruments dérivés se sont orientés vers la recherche d'une protection vis-à-vis des possibles dévaluations du taux de change et des baisses du taux d'intérêt.

Graphique 15- BRÉSIL: Nombre de contrats comportant des dérivés, par catégorie (en pourcentage)



De même, un autre facteur a contribué au renforcement des dérivés au Brésil. Le 17 décembre 1993, la Résolution n° 2 634 du Conseil monétaire national (*Conselho Monetário Nacional - CMN*) a restreint l'accès des investisseurs étrangers aux dérivés négociés sur le marché national, contraignant à acheter ces instruments dans les marchés

des États-Unis et en Grande-Bretagne. Ensuite, le 26 janvier 2000, la Résolution n° 2 689 de la Banque centrale du Brésil a proscrit la résolution précédente, contribuant ainsi à l'augmentation et au développement du marché brésilien de dérivés (Farhi *et alii*, 2005 : 162).

D'une façon ou d'une autre, les dérivés ont assuré une fonction de « soutien » à l'égard des mouvements spéculatifs au Brésil, même s'ils ont paradoxalement pour fonction de contrôler et de réduire les risques des placements financiers. Normalement employés pour apporter une couverture aux investisseurs institutionnels, ils contribuent aussi à augmenter les risques de crises capitalistes, telles celles qui se sont manifestées dans les marchés financiers au cours des dernières décennies. Les inquiétudes des institutions internationales à la recherche d'une forme de régulation des flux de capitaux qui, au même instant, continuent à défendre l'ouverture économique, sont une preuve de l'action politique et économique qui possède ces instruments fictifs, lesquels ont fait basculer le scénario de l'économie mondiale avec les derniers chocs financiers, affectant ainsi fortement la sphère productive du capital.

C'est donc au vu des éléments ici exposés que nous sommes amenés à conclure que la dématérialisation de l'argent et l'autonomisation des formes fonctionnelles du capital mondial ont provoqué une élévation sans précédent du capital fictif dans l'économie brésilienne, en l'encadrant dans une forme d'insertion encore plus subordonnée à la logique de la spéculation financière mondiale contrôlée par les fractions qui la représente dans la classe dominante. Le processus de division internationale du travail et la nécessité de redresser la baisse du taux de profit a induit cette « nouvelle » forme de dépendance de l'économie brésilienne à l'égard des flux fictifs du capital externe.

À partir du moment où la génération de la plus-value interne était orientée vers la rémunération du capital fictif, par la voie du paiement d'intérêts et de dividendes aux investisseurs institutionnels, l'incorporation au fonctionnement et aux règles du marché financier « mondialisé » a été « automatique ». Par conséquent, les crises et les turbulences internes l'ont été aussi. Contrairement aux visions d'une partie de l'orthodoxie ou même aux suppositions d'une partie de l'hétérodoxie, « la nature volatile des flux de capitaux vers les pays émergents – dotés d'une plus grande rentabilité et comportant un plus grand risque – s'est renforcée dans les dernières années en raison de l'influence croissante des changements de *sentiments* [souligné par nous, M.S.] des investisseurs et des conditions de liquidité globales sur le marché de la dette

« émergente » », affirment Prates et Cintra (2004 : 06), pour qui le cycle du capital industriel, lancé à la poursuite de l'accumulation, explique véritablement ces mouvements qui apportent des changements dans les pays de la périphérie du système économique mondial, désormais dépendants et soumis au capital spéculatif externe.

Nous ne nions pas la présence de facteurs conjoncturels internes importants qui ont fortement influencé la dynamique de ces flux de capitaux au Brésil et dont nous n'avons pas suffisamment parlé jusqu'ici. Nous allons le faire maintenant, en accordant plus d'attention à deux moments cruciaux de la politique macroéconomique brésilienne : l'implantation du Plan Collor (1990), le plan qui a formalisé l'adoption des principes du libre marché dans l'économie nationale, et le Plan Real (1994).

2.1.1- Les piliers de la politique économique brésilienne : la libéralisation et la rigueur monétaire et fiscale

Les instruments de la politique macroéconomique brésilienne après les années 1990 ne sont pas restés rigoureusement les mêmes, bien que l'aspect général du projet d'insertion globale et d'ouverture au capital fictif international soit demeuré fixe. Nous considérons qu'il y a deux moments cruciaux dans la politique macroéconomique nationale qui ont suscité des changements marquants visant à insérer l'économie brésilienne dans les règles internationales de la libéralisation économique : l'adoption du Plan Collor (1990), qui a introduit les normes de déréglementation et de libéralisation économique, et le Plan Real, en 1994 qui, à notre avis, comporte deux stades : l'un, qui va de 1994 à 1998, fondé sur la surévaluation du taux de change et les taux d'intérêt élevés, et à partir de 1999 un autre stade où sont adoptés le taux de change flottant et le régime de l'inflation ciblée. C'est sur eux que va maintenant se concentrer notre analyse.

Après l'adoption pendant les années 1980 de divers plans économiques qui combinaient des éléments orthodoxes et hétérodoxes, l'économie brésilienne a abordé la décennie 1990 avec l'implantation du Plan Collor, pendant le mandat du président Fernando Collor de Mello (1989-1992). Ce plan contenait d'une manière plus explicite les fondements de l'ouverture économique qui a été implantée au Brésil et insérait aussi l'économie brésilienne dans le système de crédit international contemporain fondé sur l'expansion du capital fictif. L'élection de Collor a eu lieu dans un climat caractérisé par

les attaques contre l'« État gaspilleur », où ce dernier était jugé responsable de la crise sociale que connaissait le pays depuis les années 1980.

Investi président de la République, Collor lance, le 15 mars 1990, son plan économique dont l'objectif, au niveau macroéconomique, était de contrôler l'inflation, qui atteignait 1 319% en 1989 et 2 740% en 1990 (selon l'Index général des prix – IGP-DI), et de promouvoir la stabilisation de l'économie brésilienne fragilisée par la crise économique (le taux de chômage moyen était de 5,3% entre 1981 et 1989). Sa plateforme politique était centrée, à ce moment-là, sur la réponse à donner à la principale aspiration non seulement des représentants de la fraction de classe liée à la finance nationale et internationale, mais aussi de toute la partie de la population qui était fortement frappée par la montée des prix, c'est-à-dire sur le contrôle de l'inflation. En adoptant le slogan « tirer un seul coup contre l'inflation », le plan visait à maîtriser le processus hyper inflationniste et à promouvoir l'ouverture économique du pays.

Les principes économiques qui ont orienté les politiques du Plan Collor étaient totalement attachés aux directives des institutions internationales. Les changements passaient par la réforme administrative, patrimoniale et fiscale de l'État, tout comme par la renégociation de la dette extérieure, par l'ouverture commerciale et par la libéralisation des prix et la déréglementation salariale. Priorité a été donnée aux principes du marché, qui devaient conduire la société vers la modernité institutionnelle (Fiori, 1996 : 153).

Vu sous cet angle, le remplacement du modèle de substitution des importations, implanté dans les décennies précédentes, était au centre des transformations économiques intervenues dans l'économie brésilienne à la fin du XX^e siècle. Le programme du Ministère de l'économie et de la planification (1990 : 04) soulignait, par exemple, la nécessité d'« utiliser de façon plus efficace les forces du marché pour induire la modernisation technologique de l'industrie et pour perfectionner les formes d'organisation de la production et de gestion du travail ». Et, dans la mesure où il faisait partie d'une des catégories de la flexibilité, le marché du travail devait être aussi déréglementé pour permettre l'adoption de nouvelles règles de gestion et pour faciliter le libre mouvement de la force de travail.

Du point de vue de la politique économique, le Plan Collor peut être divisé en deux parties : le Plan Collor I, présenté en mars 1990, et le Plan Collor II, implanté en janvier

1991 (Oliveira, 1991). Le premier comportait une combinaison de politiques orthodoxes et hétérodoxes, abandonnées dès juin 1990, tandis que la deuxième partie promouvait le retour définitif aux politiques orthodoxes néolibérales. Dans la première phase du plan, la stratégie monétaire et fiscale s'est caractérisée par la confiscation de 67% des actifs financiers du secteur privé et des ménages, faisant ainsi la démonstration de l'oppression du pouvoir politique et économique de l'État capitaliste. En outre, les prix des marchandises ont été fixés pour un temps déterminé, c'est-à-dire pendant que la libéralisation des importations était mise en place. Si le programme de réformes de l'État n'a pas été totalement mis en œuvre, la libéralisation commerciale a réussi car les restrictions administratives ont été éliminées, les surtaxes d'importations et les tarifs douaniers qui protégeaient le marché interne ont été réduits, passant de 22,5% en 1989 à 14% en 1998.

Au niveau de la libéralisation économique, le début des années 1990 intensifie l'intégration de l'économie nationale dans les normes de la flexibilité et de la déréglementation financière. L'une des mesures les plus importantes approuvées sous le gouvernement Collor, plus précisément en 1991, a été l'annexe IV de la Résolution 1 289/87 qui régulait les investissements de portefeuille des investisseurs institutionnels étrangers. Cette annexe a permis que les investisseurs institutionnels non-résidents investissent leurs dotations dans les bourses de valeurs brésiliennes, exécutant ainsi la transformation du capital monétaire étranger placé dans le système de crédit international en divers instruments de capital fictif. En fait, « en juin 1992, les fonds d'investissements et les sociétés d'investissements non-résidents ont été autorisés à opérer dans le marché futur et dans le marché d'options » (Cysne, 2000 : 17).

Même si une bonne partie des réformes élaborées dans le Plan Collor n'a pas été totalement appliquée, l'économie brésilienne s'est insérée, à partir de ce moment-là, dans l'accumulation capitaliste fondée sur le circuit financier international, ce qui constitue un nouveau moment de l'histoire économique brésilienne. S'il y a eu défaite partielle du Plan Collor, elle est due aussi aux incertitudes politiques au sein du gouvernement qui ont paralysé l'agenda des réformes au Congrès national et qui, finalement, ont culminé avec le processus de renoncement en octobre 1992, avant que ne soit votée la destitution du président. Néanmoins, la réforme administrative a fermé 22 entreprises publiques, en a privatisé d'autres (principalement dans la sidérurgie et la pétrochimie, comme on l'a déjà vu) et des actifs de l'État ont été vendus – 10 000

propriétés et 2 300 voitures –, sans compter la déréglementation et la révocation de 357 000 fonctionnaires publics. Pour Cano (2000 : 250), en outre, les buts des premières réformes, en particulier la réforme administrative, ont été atteints ; de plus, le processus de privatisation a progressé, mais la déréglementation n'a pas avancé autant qu'on l'espérait car environ 160 mille fonctionnaires publics seulement ont été révoqués.

L'analyse de Oliveira (1991 : 33-35) sur cette période relativement perturbée de l'économie brésilienne est la suivante : d'abord, le gouvernement Collor n'a pas achevé le contrôle inflationniste annoncé pendant les élections – l'inflation était de 991,35% en 1992 – ; au contraire, la relance de l'hyper-inflation a été encore plus élevée dans les années suivantes : 2 103,40% en 1993 et 2 406,87% en 1994. Ensuite, l'aspect anti-démocratique de la confiscation des actifs financiers a marqué profondément l'histoire de la politique économique au Brésil, et sa défaite en matière de ciblage de l'inflation a accentué la crainte de la population à l'égard des plans économiques. Enfin, cette époque est marquée aussi par l'offensive contre le mouvement syndical, qui suit le modèle en vigueur dans les pays développés tels que l'Angleterre de M. Thatcher ; d'où un début de reflux des forces syndicales au Brésil à partir des années 1990.

En fait, en deux ans de gouvernement seulement, l'économie nationale s'est insérée plus fortement dans le nouveau circuit de valorisation financière mondiale. En outre, comme les résultats n'ont pas été totalement satisfaisants, surtout dans le domaine des prix, la défaite partielle a contribué à renforcer la nécessité de contenir l'évolution des indices d'inflation.

Après le départ de Collor, son vice-président, Itamar Franco (1992-1994), assume et termine le mandat jusqu'en décembre 1994. Son gouvernement a été marqué par l'instabilité, car sa base politique était extrêmement hétérogène à cause de la crise politique et économique installée dans le pays. Malgré ses déclarations manifestant son refus vis-à-vis de l'implantation des politiques néolibérales du Consensus de Washington, son gouvernement n'a pas eu la force de s'y opposer. Son ministre de l'économie, Fernando Henrique Cardoso (FHC), lance le 14 juin 1993 le « Plan d'action immédiat » (*Plano de Ação Imediata – PAI*) qui présente le déséquilibre financier du secteur public comme le principal problème macroéconomique du pays. Pour le résoudre, il fallait réduire les dépenses budgétaires, continuer les privatisations, intensifier l'ouverture économique, baisser les tarifs d'importations et réduire les taxes

sur les importations. Ce plan peut être considéré comme l'essai préparatoire du Plan Real.

Du point de vue politique, l'ascension de Fernando H. Cardoso au ministère de l'économie, en mai 1993, lui a donné la visibilité nécessaire pour être reconnu par la population dans tout le territoire national. Il représentait un leader qui pouvait placer l'économie du pays dans la normalité nécessaire pour continuer et renforcer les réformes initiées dans le gouvernement précédent, mais, contrairement aux autres, doté de la capacité politique de diriger un gouvernement non corrompu en mesure de contrôler l'inflation. De plus, il venait des milieux intellectuels, qui s'était opposé à la dictature militaire (1964-1985), ce qui lui avait conquis la grande partie de la classe moyenne formée par les salariés, les intellectuels et une fraction de classe qui avait accès à la consommation de masse. En réunissant tous ces éléments, la base de son soutien politique était formée par une alliance beaucoup plus compétente et plus solide que lors du gouvernement précédent, entre les forces conservatrices de centre et de droite.

Il fallait, alors, élaborer un nouveau plan économique pour maîtriser l'inflation et, principalement, arriver à l'élection présidentielle de 1994 avec l'appui politique de la population. C'est pourquoi Filgueiras (2000) considère que le Plan Real ne peut pas être dissocié de l'ambition politique de FHC et de son parti bien décidé à gagner les élections présidentielles. Selon lui, le plan comporte trois phases complémentaires : la première, déjà présente sous le gouvernement Itamar Franco (1992-1994), se caractérise d'une part par l'ajustement de la fiscalité, l'ancrage fiscal, qui débouche en 1994 sur des coupes budgétaires de l'ordre de 3 milliards de dollars et, d'autre part, par la redefinition du gouvernement fédéral qui pressurait le budget de ces mêmes états. C'est dans ce but que le gouvernement a créé le « Fond social d'urgence » (*Fundo Social de Emergência – FSE*) qui garantissait que les dépenses ne dépasseraient pas les recettes, dans le cadre de la rigueur fiscale déjà annoncé.

Dans la deuxième phase du plan (du 01 mars 1994 au 01 juillet 1994), a été créée l'« Unité de référence de la valeur » (*Unidade de Referência do Valor – URV*) qui fonctionnait comme un index général formé par trois indices de prix. Même si elle ne remplissait pas la fonction de moyen de paiements, ou de réserve de valeurs, bien qu'elle fût une unité de compte, elle formait l'embryon d'une nouvelle monnaie. L'objectif de sa création était d'étendre la mémoire inflationniste, l'inflation inertielle,

considérée par les élaborateurs de l'index comme cause centrale du processus hyper inflationniste qui sévissait au Brésil. Et de fait, « l'URV a eu pour fonction d'aligner les prix relatifs, salaires inclus, de sorte qu'après sa création, la nouvelle monnaie ne soit pas contaminée par l'inflation précédente, associée à l'ancienne monnaie » (Filgueiras, 2000 : 105). Enfin, la troisième phase a correspondu à l'implantation de la nouvelle monnaie, le « real », le 01 juillet 1994. La conversion de l'URV en real a obéi à l'équation $1 \text{ URV} = 1 \text{ real}$, et a eu pour résultat la valorisation brutale du taux de change avec le régime d'ancrage qui reposait sur un plafond de 1 real pour 1 dollar.

Lorsque le taux de change a commencé à chuter, au début de 1995, le gouvernement a substitué à la parité fixe et a implanté, en mars de la même année, le système de « bande de fluctuation » (*bandas cambiais*), considéré par Oliveira et Nakatani (2003 : 14) comme « l'un des rares moments où la politique économique a fait preuve de bon sens en mettant fin à l'épisode précédent du compromis, caractérisé par la parité 1 real pour 1 dollar, qui va durer jusqu'à la crise de 1999 ». Il s'agissait d'instaurer une « bande » dans laquelle le taux de change pouvait fluctuer librement, l'ensemble étant destiné à maîtriser les valorisations ou dévaluations du taux de change face aux turbulences externes.

De manière générale, entre 1994 et 1998, les deux piliers du Plan Real ont été la surévaluation du taux de change et les politiques de taux d'intérêt élevés, associées, naturellement, à une rapidité plus grande dans le processus de libéralisation et de déréglementation de l'économie nationale. De fait, ces politiques ont été combinées, au plan externe, à l'abondance de capital monétaire, illustrant, comme on l'a vu précédemment, une forte entrée de capitaux fictifs au Brésil, au moment où la base monétaire moyenne passait de 1,9% du PIB en 1994 à 3,4% en 1998, selon la BACEN.

La surévaluation du taux de change par rapport au dollar (0,64 en 1994, 1,03 en 1996 et 1,20 en 1998, en moyenne) et la croissance du taux Selic (53,09% en 1995 et 28,79% en 1998, moyenne en termes nominaux), associée à des taux d'inflation assez bas (de 2 406% en 1994, à 11,10% en 1996, et 3,89% en 1998, selon l'indice IGP-DI), ont attiré les placements des investisseurs institutionnels dans l'économie nationale ce qui a fait monter le niveau des réserves internationales qui passent de 38,806 milliards de dollars en 1994, à 60,110 milliards en 1996, et 52,173 milliards en 1997. D'un autre côté, le taux de croissance de l'industrie, qui était de 7,6% en 1994, commençait déjà à sentir les effets négatifs de la surévaluation du change, et son niveau qui était de 1,83% en 1995,

n'était plus que de 1,73% en 1993 et de -2,03% en 1998, avec une incidence sur le taux de chômage qui, alors qu'il était de 5,1% en 1994, atteignait 5,7% en 1997 et 7,6% en 1998 (selon l'indice IBGE). L'adoption des politiques de contrôle de l'inflation avait des impacts négatifs sur la sphère réelle de l'économie.

La dépendance directe à l'égard des flux de capitaux externes, dans un système fortement fondé sur la spéculation financière, portait déjà les germes de l'instabilité économique à moyen et long terme, notamment au niveau de l'endettement et par conséquent de la vulnérabilité externe. À titre d'illustration, la dette extérieure brute gonfle ; elle est de 148,295 milliards en 1994, de 179,935 milliards en 1996, et atteint 241,644 milliards en 1998 – ce qui fait entrevoir un nouveau cycle d'endettement qui s'installe dans l'économie brésilienne – en conséquence, l'indicateur traditionnel de la vulnérabilité externe (dette liquide extérieure/exportations), passe de 2,51% en 1994 à 3,85% en 1998. Ce qui s'explique par la montée des taux d'intérêt et aussi par la surévaluation du taux de change, le tout impliquant une détérioration de la balance commerciale avec, pour la première fois depuis 1980, des soldes négatifs après 1995 (-3,466 milliards en 1995 et -6,575 milliards en 1998).

De la même façon que dans le gouvernement précédent, il fallait alors continuer à changer l'appareil juridique de l'État pour soutenir ces transformations de la politique économique. C'est pourquoi la libéralisation financière qui accompagne le *real* continue à travers divers instruments. On peut citer la loi n° 9 249 de 1995 qui a éliminé la taxation sur le transfert de profits à l'extérieur, suivie, en 1996, par la création des *Brazilian Depositary Receipts* (BDRs) qui ont permis aux firmes étrangères de négocier leurs actions dans les bourses brésiennes. À quoi s'ajoute la création du « Programme d'incitation à la restructuration et au renforcement du Système financier national » (*Programa de Estímulo a Restruturação e ao fortalecimento do Sistema Financeiro Nacional* (PROER) – instauré par la Mesure provisoire (*Medida Provisória*) n° 1 179 du 3 novembre 1995 et par la Résolution n° 2 208 de 03 novembre 1995) – qui facilitait l'obtention de crédits spéciaux accordés par la Banque centrale aux banques privées dans les moments de turbulences financières. Ce programme a été considéré comme un plan de sauvetage du secteur bancaire et financier, dont la fragilité était clairement démontrée face au système de crédit international.

Du côté du marché du travail, comme on le verra en détail plus tard, les mouvements de flexibilité ont suivi le même parcours que la sphère financière. Ainsi, à titre d'exemple,

le Congrès national a approuvé en juillet 1995 la Mesure provisoire n° 1 053 qui mettait fin à l'indexation salariale au Brésil (fin du réajustement automatique par l'inflation), et faisait prévaloir la « libre négociation » entre le capital et le travail, règle centrale de la « liberté » entre les hommes.

En étudiant un ensemble de 189 normes juridiques adoptées entre les années 1990 et 2000, Terra et Soihet (2006 : 731) arrivent à l'indication de 54,8% de mesures libérales, 22,1% de mesures restrictives (normalement prises dans les moments de forte agitation financière) et 23,1% de mesures réglementaires (sans effets libérateurs ou restrictifs), fait qui est confirmé par Pires et Mendonça (2006) dans la période qui va de 1995 à 2002. Au milieu de la décennie, dans la phase des crises capitalistes, la BACEN a répondu avec des mesures encore plus libérales, malgré quelques mesures restrictives entre octobre 1994 et mars 1995 (Terra e Soihet, 2006 : 732). À propos des capitaux de portefeuille, spécifiquement, Verissimo et Brito (2004) indiquent que sur les 100 mesures adoptées entre 1995 et 2002, 68% libéralisaient les mouvements des actifs financiers et 32% les restreignaient. Selon eux, les modifications réalisées avaient pour but de stimuler l'absorption des emprunts externes, surtout dans le marché du change, dans les transactions avec les obligations publiques et dans le marché actionnaire. En revanche, la législation a été moins utilisée pour stimuler les flux externes sur le marché des dérivés.

Finalement, on peut dire que le processus de libéralisation du compte de capitaux, initié à la fin des années 1980, a fortement progressé dans la décennie 1990 et que la libéralisation financière, au Brésil, a cherché à amplifier les dispositifs et à faciliter les investissements étrangers dans un mouvement qui accompagne les transformations du système de crédit international. Le Plan Real, a donc intensifié l'ouverture économique et l'insertion de l'économie brésilienne dans le processus de valorisation du cycle du capital industriel, à travers l'accroissement des transactions financières fictives.

Mais l'essentiel est pour nous de suivre l'insertion et l'association de l'extrême dépendance de la politique nationale, représentée par le financement de l'économie brésilienne (encore plus forte avec le Plan Real) à travers le flux de capitaux externes, fondé sur les investissements de portefeuille – spéculatifs et de court terme. Même les représentants de l'orthodoxie admettent que la « philosophie du real présupposait le financement externe, incluant principalement le capital de risque » (Cysne, 2000 : 16).

En revanche, si la politique de surévaluation de la monnaie nationale et des taux d'intérêt élevés, combinée avec l'ouverture économique et financière, était au centre des garanties données par l'État aux investisseurs institutionnels et rendait possible d'attirer le crédit externe disponible dans le marché financier international à un niveau jamais vu dans l'histoire de l'économie brésilienne, ces instruments financiers fictifs appelés à financer l'économie nationale ont amené des transformations dans la structure de la balance des paiements, comme on peut le voir dans le tableau suivant.

Tableau 6- BRÉSIL : Balance des paiements et vulnérabilité externe conjoncturelle après le Plan Real (1994-2000) (en milliards de dollars courants)

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Solde de compte courant	-1,811	-18,384	-23,502	-30,452	-33,416	-25,335	-24,225
Solde de la balance commerciale	10,466	-3,466	-5,599	-6,753	-6,575	-1,199	-698
Solde de la balance des services et revenus	-14,692	-18,541	-20,350	-25,522	-28,299	-25,825	-25,048
Intérêts	-6,337	-7,946	-8,778	-9,483	-11,437	-14,876	-14,649
Profits et dividendes	-2,566	-2,951	-2,830	-5,443	-6,855	-4,115	-3,316
Total de la balance des paiements	7,215	12,919	8,666	-7,907	-7,970	-7,822	-2,262
Réserves/dette totale (pourcentage)	27,1	33,9	34,7	27,2	19,9	16,1	15,2
Solde de la balance commerciale/ PIB (pourcentage)	0,4	-1,5	-1,8	-2,2	-2,0	-1,4	-1,8
Dette externe total/PIB (pourcentage)	27,3	22,5	23,2	24,8	29,8	30,4	29,7

Sources : IPEAdata et Banque centrale du Brésil.

On constate que le solde de la balance des comptes courants est devenu de plus en plus déficitaire à partir de l'implantation du Plan Real, résultat d'une politique économique fondée sur l'ouverture destinée à faciliter le mouvement des actifs financiers, sur les

taux d'intérêt élevés, rémunérant gracieusement les actifs financiers, et sur le taux de change surévalué. Par conséquent, la réversion des soldes de la balance commerciale, 10,446 milliards de dollars en 1994 et -3,466 milliards, en 1995 déjà, et l'augmentation du déficit de la balance des services (-14,692 milliards en 1994, -28,229 milliards en 1998), a renforcé la nécessité d'avoir recours aux ressources externes pour financer les déséquilibres des comptes de la balance des paiements, ce qui plaçait l'économie nationale dans une spirale de dépendance vis-à-vis des capitaux monétaires externes.

Les déficits historiques du compte des services et revenus, dès le début de la série disponible, en 1947, se sont accrus fortement dans le milieu des années 1990 en raison des transferts des profits et dividendes des entreprises internationales, qui passent de 2,566 milliards de dollars en 1994 à 6,855 milliards en 1998 – ce qui reflète le financement des déficits externes par l'entrée de capitaux sous la forme des IDE (privatisations et fusions acquisitions) – et aussi du paiement des intérêts de la dette qui passe de 6,337 milliards en 1994 à 11,437 milliards en 1998. Ces mouvements de rémunération du capital fictif à partir du transfert de la plus-value aux investisseurs institutionnels ont alimenté le « cycle vicieux » des entrées et sorties de capitaux dans la balance des paiements brésiliens, révélant son caractère spéculatif et sa subordination au capital fictif.

De manière générale, et exprimant déjà les contradictions internes du Plan Real, certains indicateurs de vulnérabilité externe se détérioraient dans la période citée. Le ratio réserves internationales du pays/dette totale, qui avait progressé fortement entre 1994 (27,1%) et 1996 (34,7%), suivait une tendance à la baisse et arrivait à 19,9% en 1998 et 15,2% en 2000. En même temps, la relation dette extérieure totale/PIB passait de 27,3% en 1994 à 30% à la fin de la décennie. À l'expression de « décennie perdue » utilisée pour désigner les années 1980, s'ajoutait une autre, « la décennie plus que perdue », qui illustre les années 1990.

Évidemment, la manifestation des crises capitalistes au milieu des années 1990 a contribué à la détérioration des variables macroéconomiques du pays et à l'intensification de l'instabilité interne. Dans ces conditions, on ne peut pas accepter les arguments qui font porter la responsabilité des crises internes sur les seuls facteurs externes, car le mouvement dialectique du capital impose sa logique d'accumulation et de crise dans tous les espaces possibles, qu'ils soient internes ou externes. C'est en ce sens que Sand-Zantman et Trotignon (2002 : 302) affirment catégoriquement que

« nombre de pays peuvent invoquer la globalisation et les phénomènes de contagion mimétiques d'une économie financière internationale de « casino » ; mais la crise brésilienne s'explique essentiellement par la détérioration des fondamentaux, une détérioration que les marchés ne pouvaient longtemps ignorer ».

En août 1997, quand éclata la crise asiatique, la sortie de capitaux de l'économie brésilienne, favorisée par la libéralisation du compte de capital, a provoqué des réactions immédiates chez les autorités responsables de la politique économique. La réponse arrivait, comme d'habitude, par la voie de l'intensification de la rigueur monétaire et fiscale. Sans attendre, le gouvernement a décidé d'augmenter le taux d'intérêt nominal Selic qui passe de 20,7% à 43,4% a. a., augmentant le transfert de la plus-value pour rémunérer la sphère financière ; au plan fiscal le gouvernement publie, le 10 novembre 1997, un ensemble de mesures intitulées « Mesures de fiscalité et compétitivité » (*Medidas de Ajuste Fiscal e Competitividade*) qui fait passer l'excédent fiscal à environ 2,5% du PIB, pour améliorer la balance commerciale du pays. Dans le plan de réduction des dépenses, figure la suppression de 33 000 fonctionnaires publics engagés avec un contrat à durée déterminée (contrats temporaires) et le gouvernement annule aussi leur réajustement salarial prévu avant la crise, sans compter l'application de la réduction de 15% des dépenses budgétaires et la coupe de 6% dans les projets d'investissement. Dans la partie recette, l'augmentation de 10% de l'impôt sur le revenu et la montée des prix des dérivés du pétrole et de l'alcool ont complété l'ajustement récessif (Filgueiras, 2000 : 137). Les effets sur la sphère productive se sont traduits par la baisse du taux de croissance du PIB qui était de 3,4% en 1997 et qui est devenu nul en 1998, et la chute substantielle de la production industrielle qui passe de 3,89% à -2,03%, respectivement. Comme une répétition de ce qui s'était passé à d'autres moments de la politique économique, « l'activité économique, qui avait commencé à montrer des signes de rétablissement, a été de nouveau jetée dans la récession et le chômage, pendant que la dette publique continuait sa trajectoire d'expansion explosive » (Oliveira et Nakatani, 2003 : 14).

Cette période a inauguré également le processus d'intervention des institutions financières internationales dans les économies les plus affectées par les mouvements spéculatifs, et les responsables des diverses institutions financières ont commencé aussi à discuter des questions liées à la régulation des transactions financières. Comme on l'a vu dans le chapitre 3, on est arrivé à l'élaboration des principes de la « bonne

gouvernance », qui devaient donner une meilleure transparence aux informations macroéconomiques de chaque pays, et à l'implantation des règles de la gouvernance d'entreprise, où figuraient de nouvelles méthodes de gestion, d'administration et d'organisation du travail, conformes aux principes des institutions internationales. Cependant, les turbulences financières, expression de la crise systémique du capital, révélaient l'inconsistance d'une accumulation fondée sur la sphère financière qui allait continuer à provoquer des vagues de spéculation plus ou moins forte pendant les années suivantes.

Mais cette fois, un an après la crise asiatique, le mouvement spéculatif va éclater en Russie, à partir d'août 1998, culminant avec le moratoire et la dévaluation du rouble par rapport au dollar. Dans l'économie brésilienne, l'orthodoxie de la rigueur économique est mise en place, à nouveau, avec la hausse du taux d'intérêt Selic qui passe de 19% à 49,75%. Au niveau de la fiscalité, de nouvelles mesures fiscales restrictives sont implantées, nommées cette fois « Programme de stabilité fiscale » (*Programa de Estabilidade Fiscal*) lequel annonce, dit Filgueiras (2000 : 139), des coupes budgétaires correspondant à 1,5% du PIB du quatrième trimestre de 1998, la réduction des investissements des entreprises d'État et l'adoption d'un excédent primaire obligatoire de 2,6% du PIB. On entendait ainsi garantir la « gouvernabilité » en assurant le paiement des services et intérêts de la dette publique, et essayer d'améliorer les indicateurs de vulnérabilité externe de l'économie nationale, telle la dette extérieure liquide par rapport au PIB, qui passait de 29,8% en 1998 à 30,4% en 1999.

Mais on ne s'est pas contenté du durcissement de la politique monétaire et fiscale. En novembre 1998, le gouvernement brésilien s'adresse au FMI pour obtenir un prêt de 41,5 milliards de dollars. Cette fois, Pedro Malan, ministre de l'économie pendant les deux mandats de Fernando H. Cardoso (1994-1998, 1999-2002), homme de confiance du marché financier, servit d'intermédiaire dans les négociations avec les institutions financières internationales. Auparavant, pendant le gouvernement Itamar Franco (1992-1994), il avait été l'un des responsables de la renégociation de la dette extérieure brésilienne, et de la réforme de l'État ; il avait également mis en œuvre le plan de privatisation et d'ouverture commerciale. Questionné sur les garanties que l'économie brésilienne pourrait donner aux crédateurs externes, au moment de signer l'accord de 1998, il répond : « dans les opérations avec le FMI, la Banque mondiale, les garanties

sont les garanties traditionnelles, l'aval de la République fédérale du Brésil » (Malan, 1998).

Il est clair que cet aval ne reposait pas seulement sur des déclarations, mais sur l'application des politiques et règles exigées par les institutions créditrices, règles décrites dans les termes de la négociation fondée sur la « bonne gouvernance » : durcissement de la fiscalité, adoption des principes et normes de transparence, génération d'excédents primaires, continuité de l'ouverture commerciale et des réformes libérales, maintien des privatisations... Aussi, pour assurer la continuité de ces réformes à travers un nouveau mandat, le gouvernement a approuvé en 1997, malgré des dénonciations au sujet de l'achat de votes au Congrès national, l'amendement concernant la réélection (n° 16, de 16 juin 1997) à la Présidence de la République, mesure étendue aussi aux pouvoirs exécutifs des états et de la municipalité de la fédération. En outre, l'institutionnalisation du nouvel accord de 1998 et de la réélection à la présidence de la République, reprenait ce caractère de surveillance de l'économie nationale, face aux investisseurs institutionnels, exercée par le FMI et la Banque mondiale, avec l'appui des fractions de classe nationales et internationales qui cherchaient à assurer la continuité du modèle de libéralisation économique appliqué au Brésil.

Fernando H. Cardoso, en se fondant sur un projet de responsabilité fiscale vis-à-vis de la communauté internationale, projet critiqué par le candidat de gauche Lula qui disputait sa troisième élection, prétendait, encore une fois, qu'il fallait un président ayant la confiance des investisseurs externes et l'expérience du gouvernement, surtout dans un moment de crise mondiale. Malgré les signes d'effondrement qui apparaissaient déjà dans l'économie brésilienne, et malgré le Plan Real qui déjà reflétait sa politique d'instabilité externe, Fernando H. Cardoso (FHC) gagne les élections dès le premier tour avec 53,06% des votes valides contre 31,7% pour Lula. Résultat qui, comme l'affirment Couto et Abrucio (2003 : 282), créait une situation « politique paradoxale car on avait pu supposer qu'en raison de la crise économique et de l'effondrement financier imminent, l'électorat rejeterait la réélection de FHC. Cependant, dans la lutte entre le candidat président et son adversaire de gauche, Lula, ce qui a pesé fut la précaution et la crainte de l'électorat ». De plus, l'image de l'inflation et celle d'un gouvernement responsable administrativement, qu'avait créées le Plan Real, et les premiers résultats positifs ressentis par la population brésilienne, étaient encore dans

l'esprit de la population, et ont contribué à la victoire de Fernando H. Cardoso le 4 octobre 1998.

Dans ce cadre politique électoral, sur fond de tensions financières internes et externes, les fondements macroéconomiques de l'économie brésilienne continuaient à se détériorer, malgré les garanties d'accord avec le FMI. La sortie de capitaux augmentait (de 883 millions de dollars, dans la première semaine de janvier 1999, à 1,78 milliards le 14 janvier 1999), ce qui faisait baisser les réserves internationales qui passent de 35,136 milliards en janvier 1999 à 33,848 milliards en mars 1999, alors qu'elles étaient de 44,556 milliards en décembre 1998. Le taux d'intérêt Selic se maintenait sur palier très élevé, 45% a.a. au début de mars 1999, mais désormais insuffisant et trop peu efficace, en raison des fragilités internes, pour attirer le capital externe qui devait financer la balance des paiements et continuer la « rotation » (*rolagem*) de la dette. L'inflation passait de 0,33% en décembre 1998, à 0,7% en janvier 1999, et à 1,05% en mars de la même année (selon l'indice IPCA du IBGE), poussant l'orthodoxie à adopter de nouvelles mesures de rigueur ; le taux de chômage ouvert suivait les incertitudes qui régnaient dans les secteurs productifs de l'économie, passant de 7,1% en décembre 1998, à 8,4% en janvier et à 8,9% en mars 1999.

La méfiance des investisseurs institutionnels et des institutions internationales à l'égard de la possibilité pour le pays de remplir ses obligations, augmentait avec l'ampleur de la crise qui frappait l'économie mondiale et l'économie brésilienne. Avec l'ouverture économique et la libre circulation des capitaux, en l'absence d'un projet autonome de développement interne, l'économie nationale, placée sous la contrainte d'une haute vulnérabilité externe, souffrant des attaques spéculatives contre le real (1,2 en décembre 1998, 1,98 en janvier 1999 et 2,06 en février 1999 par rapport au dollar) et totalement dépendante des mouvements spéculatifs internationaux, était à la merci des forces politiques et économiques de la finance mondiale. Vu sous cet angle, Fernando H. Cardoso, qui représentait la figure de l'intellectuel organique gramscien, consolidait, selon Filgueiras (2005), l'hégémonie financière à l'intérieur du bloc dominant où le pouvoir de la finance, allié aux fractions de classe du capital industriel de grande échelle qui avaient accès aux circuits de valorisation financière, étaient à même d'exercer une influence plus grande sur la politique économique brésilienne.

Le retard dans le changement de la politique monétaire rendait impossible le maintien de tous les piliers économiques du Plan Real (taux de change surévalué, taux d'intérêt

élevé et ouverture économique). C'est pourquoi, au milieu de la crise, une transition s'annonce : on passe désormais du régime du taux de change administré, au régime de « bande de fluctuation », implanté pendant les trois années du Plan Real, et se terminant par l'implantation du taux de change flottant le 15 janvier 1999, inaugurant ainsi une nouvelle étape de la politique monétaire du pays, le deuxième stade du Plan Real. Substitué au régime d'ancrage du taux de change, le système du ciblage de l'inflation (*inflation targeting*) devient le nouvel « ancrage » du programme de stabilisation (Oliveira et Nakatani, 2003 : 26).

Après la libéralisation du taux de change en 1999, Cintra et Farhi (2000) identifient quatre moments de fluctuation : d'abord, entre janvier et mars, une dévaluation non contrôlée (de 1,98 en janvier 1999 à 2,06 en février 1999); de mars à mai, un moment de réévaluation de la monnaie nationale (1,72 en mars 1999 à 1,66 en avril 1999) qui arrive à 1,65 dollar dans la première quinzaine de mai ; de mai à octobre, une nouvelle dévaluation (1,72 dollar en avril 1999, 1,78 en juillet 1999, et 1,92 en septembre 1999) qui atteint la cotation de 1,95 dollar en octobre 1999 et, finalement, d'octobre à décembre, une valorisation qui lui fait atteindre 1,78 dollar en décembre 1999. Ces variations indiquaient déjà que les cours de la monnaie allaient, à partir de ce moment-là, être encore plus dépendants des variations spéculatrices du marché financier mondial, y compris les incitations du marché de dérivés. Et pour donner encore des signaux positifs à la fraction de classe financière, en lui assurant le contrôle de la monnaie nationale, en février 1999, Armínio Fraga, ex-collaborateur de George Soros – l'un des grands spéculateurs mondiaux (*Quantum Fund*) – et ex-opérateur du marché financier international, est nommé à la présidence de la Banque centrale du Brésil¹²¹.

Si la crise de 1999 a marqué une nouvelle phase du Plan Real, la pensée orthodoxe, en mettant l'accent sur les facteurs externes plutôt que sur les facteurs internes, affirmait : « malheureusement, les effets des crises financières internationales de 1997 et 1998 ont interrompu, temporairement, les tendances à la croissance du PIB et à l'augmentation des investissements » (Giambiagi et Rigolon, 1999 : 5) ; d'autre part, regardant les *aspects positifs* de la crise, les auteurs indiquent que des mesures ont été adoptées pour

¹²¹ La relation servile de l'économie nationale à la finance mondiale est claire. Avant d'être président de la Banque centrale du Brésil, durant le deuxième mandat de FHC (1999-2002), Armínio Fraga, le « gardien » de la monnaie nationale, a occupé pendant 6 ans la fonction de directeur-gérant du *Soros Fund Management LLC* à New York. Après son passage par la Banque centrale du Brésil, il est devenu le principal actionnaire du Fond d'investissement Gávea investissement, et membre du conseil d'administration d'une des plus grandes banques privées du Brésil, Unibanco.

maîtriser l'équilibre des comptes publics, que l'excédent primaire a été placé au premier plan de la politique économique, que le régime du ciblage de l'inflation donnera plus de garanties au contrôle de l'inflation dans le pays et que la dévaluation du taux de change produira des excédents commerciaux. Ainsi, « le nouveau régime de change et l'amélioration de la fiscalité permettront une réduction substantielle du taux d'intérêt réel, qui produira des effets positifs sur l'investissement, la croissance économique, l'emploi et la finance publique, renforçant le circuit vertueux de la stabilité des prix et d'une croissance économique soutenue » (*ibid*, p. 5).

Comme toujours, les effets positifs sont censés apparaître... mais, ces pronostics ne sont pas confirmés. Bien que la nouvelle vague de capitaux externes ait permis, à partir de 2002, l'amélioration de certains indicateurs internes, le taux de croissance du PIB est resté très instable (de 4,3% à 1,3% entre 2000 et 2001, et 5,7% et 2,9% entre 2004 et 2005) – accompagnant les mouvements spéculatifs du marché mondial –, le taux de chômage s'est maintenu à un niveau assez haut, la précarisation du travail s'est accentuée et les investissements n'ont été suffisamment puissants pour permettre la relance.

Donc, l'évaluation positive de la première étape du Plan Real (1994-1998) porte, principalement, sur la transition vers une nouvelle monnaie et sur le contrôle de l'inflation et son maintien à un niveau bas, qui sort le pays de l'hyperinflation subie pendant des années. Mais, d'un autre côté, la politique anti-inflationniste – fondée sur la surévaluation du real, sur l'entrée du capital fictif international, sur les taux d'intérêt élevés, et sur l'endettement intérieur et extérieur –, a provoqué une forme d'insertion subordonnée à la sphère financière du capital mondial, avec des signes d'instabilité et de vulnérabilité externe très marquants, qui se manifestent dans les crises du taux de change qui exigeaient une rémunération encore plus grande du capital fictif, obtenue grâce à l'augmentation du taux d'intérêt et à l'achat et vente d'obligations publiques, effectués pour contenir la valorisation du change¹²². Pour Tavares (1996), les résultats des premières années du Plan Real ont été profitables aux populations urbaines à bas revenus urbains à cause de la chute de l'inflation et de l'augmentation du salaire minimum. La seconde année, le taux d'intérêt élevé a restreint la demande agrégée pour essayer d'éviter la détérioration des comptes externes de la balance des paiements, ce

¹²² Pour une vision critique du développement et des effets du Plan Real, consulter : Tavares (1998), Bresser-Pereira (2003), Filgueiras (2000), Mercadante (1998), Tavares et Fiori (1996) et Netto (1998).

qui a eu, comme on l'a vu, des effets négatifs sur l'économie réelle. En 1997 déjà, la précarité de la reprise de l'activité économique et la constante détérioration de la balance commerciale présentaient clairement les contradictions du Plan Real et de son support même.

Si, avec la flexibilité du change et du régime du ciblage de l'inflation, le Plan Real entre dans une nouvelle phase, les buts de la politique économique se dirigent encore plus vers la maîtrise de l'inflation, dans un contexte d'intervention plus directe du FMI et, surtout, de baisse du flux net de capitaux externes dans l'économie nationale. La politique de la rigueur fiscale et monétaire reste au centre des instruments utilisés : réduction du budget de l'État, augmentation des impôts et politique de taux d'intérêt élevés qui provoque une réduction de l'activité économique et accroît les transferts sur le capital spéculatif. « En fait, on a continué à assister, sans avoir l'ancrage du change, au renforcement de l'endettement extérieur et intérieur du pays et à une tentative d'ajustement fiscal, qui viabilisait le paiement d'intérêt et la rémunération du capital financier [sic] international, nouvel approfondissement des réformes libérales, et accentuation de la flexibilité des rapports entre capital et travail, en particulier, les droits du travail inscrits dans la Constitution » (Filgueiras, 2000 : 198-199). C'est sous ces paramètres que s'est déroulé le deuxième mandat de Fernando H. Cardoso (1999-2002).

La flexibilisation du taux de change, en mars 1999, n'a pas signifié une totale libéralisation de la monnaie nationale. En fait, la Banque centrale est désormais intervenue de façon ponctuelle dans le marché monétaire par l'achat et la vente des obligations publiques, processus appelé « fluctuation sale » (*flutuação suja*), afin de diminuer la pression sur la monnaie nationale. Par ailleurs, au milieu d'une crise de la balance des paiements, le gouvernement a continué à utiliser l'instrument orthodoxe de l'augmentation du taux d'intérêt nominal Selic qui a été doublé et est arrivé à 45% au début de mars, malgré une tendance à la baisse qui se prolonge jusqu'à la fin de l'année (19% en 31 décembre 1999), afin de diminuer autant que possible l'impétuosité de la sortie de capitaux. Bien qu'au milieu de l'année le mouvement spéculatif présentât certaines améliorations avec le retour du capital monétaire externe, attiré par les hauts taux d'intérêt et par l'acquisition des entreprises brésiliennes rendues moins chères par la dévaluation – comme le montre le nombre d'acquisitions et de fusions en 1999 (309) –, la dette liquide du secteur public par rapport au PIB s'était accrue (38,9% en 1998, et 44,5% en 1999), la production industrielle était négative (-0,65%), la formation

brute du capital fixe était en baisse (-8,20%) ; au même moment, la dévaluation du taux de change réduisait déjà l'importance du déficit commercial (de -6,575 milliards en 1998 à -1,199 milliard en 1999) en raison, surtout, de la baisse des importations qui passent de 57,140 milliards en 1998 à 48,011 milliards en 1999.

En dépit des fragilités des comptes publics, l'économie brésilienne, suivant en cela le marché financier mondial, entre dans un moment d'« optimisme » en 2000, caractéristique des mouvements spéculateurs, avec l'arrivée de 41,430 milliards de capitaux externes (investissements de portefeuille + IDE), le troisième niveau atteint après les années 1994 et 1998. Au-delà des taux d'intérêt élevés payés par l'économie nationale, la gestion d'Armínio Fraga à la Banque centrale du Brésil va contribuer aussi par à nourrir cet « espoir » car, selon Freitas et Prates (2001 : 87), il va achever le processus de libéralisation des mouvements de capitaux au Brésil, initié dans le gouvernement Collor, avec deux mesures. D'abord, la création de la résolution n° 2 689 en 26 janvier 2000 qui va effacer les différentes modalités d'investissements dans le marché de change commercial et instituer dans le marché financier l'accès des investisseurs étrangers aux mêmes investissements disponibles par rapport aux résidents – à condition seulement que les étrangers possèdent dans le pays un représentant chargé de l'inscription et de l'enregistrement des informations auprès de la Banque centrale et à la Commission des valeurs immobilières. Deuxièmement, le Conseil monétaire national, à travers la résolution n° 2 770 du 30 août 2000, a révoqué 237 normes qui régulaient les opérations d'émission des obligations de revenu fixe à l'extérieur et a supprimé l'exigence d'autorisation de la Banque centrale pour l'acquisition de ressources externes. « Ainsi, le marché brésilien est devenu ouvert à l'entrée des investisseurs étrangers » (*ibid*, p. 85).

En mai 2000, a été approuvée aussi la « Loi de responsabilité fiscale » (*Lei de Responsabilidade Fiscal – LRF*) qui institutionnalisait encore plus la gestion des ressources publiques afin de gérer et de payer les services de la dette publique. Cette loi qui avait établi un plafond de dépenses de 60% des recettes courantes pour les administrations d'État, rémunérations du personnel incluses, visait à améliorer la transparence des comptes publics et des procédures budgétaires, suivant les principes de la « bonne gouvernance » de la Banque mondiale et du FMI, instaurés après les crises capitalistes du milieu des années 1990.

Du point de vue de la croissance économique, le PIB a retrouvé le même niveau qu'au début du Plan Real, arrivant à 4,3% en 2000, troisième meilleur résultat en huit ans de gouvernement, ce qui a été accompagné d'un accroissement de la production industrielle de 6,64%, et d'une légère baisse de 0,5 point de pourcentage du taux de chômage. Au plan externe, l'endettement continuait sa tendance à la hausse, atteignant à 45,5% du PIB. La balance commerciale entrait dans une nouvelle phase d'excédent, tout en maintenant un déficit de 698 millions de dollars, grâce à une première récupération des exportations. La trajectoire des taux d'intérêt suggérait une baisse graduelle, mais réelle, 19% au premier trimestre 2000, 16,5% au troisième trimestre ; en janvier 2001, il était de 15,25%, le niveau le plus bas des gouvernements Fernando H. Cardoso. En dépit de ces variations conjoncturelles, la politique économique gardait la même structure fondée sur la libéralisation économique et la contrainte externe.

Ainsi, l'année 2001 ne gardera pas les mêmes conditions conjoncturelles que la précédente, et l'économie nationale n'aura ni assez de forces ni assez d'autonomie pour affronter les turbulences du marché international et du marché interne. Cette fois, la manifestation de la crise du capital se traduit, au plan externe, par la crise économique de l'Argentine, par le ralentissement de l'économie des États-Unis et son accentuation du fait des attentats du 11 septembre aux États-Unis, et au plan interne, par la crise de l'offre énergétique appelée « *crise do apagão* ». Le 22 mars 2001, la Banque centrale recommençait l'escalade orthodoxe du taux d'intérêt nominal qui passe de 15,3% à 15,8%, et arrive à la fin de l'année à 19%. En mai de la même année, la crise énergétique éclate avec le rationnement, ce qui affecte le taux de croissance de l'industrie qui augmente de 1,58% seulement, alors que le taux de change se dévalue, passant de 1,97 en janvier 2001, à 2,71 en octobre de la même année, par rapport au dollar. La monnaie nationale souffre d'attaques spéculatives face aux incertitudes internes et externes, dans un cadre de flexibilité du change. À la fin de l'année, la croissance économique du PIB atteignait seulement 1,3%. En revanche, le solde de la balance commerciale était positif (2,650 milliards de dollars) pour la première fois depuis 1995.

L'année 2002, la dernière du deuxième mandat de Fernando H. Cardoso, est inaugurée par un nouveau processus de spéculation contre la monnaie nationale. Le taux de change, qui a maintenu une variation relativement normale entre janvier et mai (de 2,42 à 2,52 real par dollar, respectivement), se dévalue, passant de 3,43 reals par dollar en

juillet à 3,89 en septembre. Divers facteurs ont contribué à ces variations : au milieu de l'année, les incertitudes de l'économie des États-Unis, associées aux « bulles » spéculatives de la « nouvelle économie » de la technologie et du marché qui ont provoqué de fortes turbulences dans les bourses mondiales et plus d'incertitudes dans les marchés financiers ; on retrouve là les mécanismes spéculatifs de la sphère financière du capital. Sous la pression externe, la fragile économie brésilienne va, naturellement, subir des impacts qui amènent la Banque centrale à remonter les taux d'intérêt lesquels passent de 19% en janvier 2002, à 25% à la fin de l'année, générant un médiocre taux de croissance du PIB, de 2,7%, et un taux de chômage de 11,7%. Enfin, cette année est caractérisée par les élections présidentielles.

Sur ce point, l'histoire n'est pas très différente de celle des dernières élections. Les fractions de classes internes et externes essayeront, à nouveau, de déstabiliser la candidature historique du principal concurrent, Lula, qui disputait sa quatrième élection, et expliqueront les turbulences internes par la montée des intentions de vote en faveur du candidat de la gauche. La stratégie de dissémination de la « peur » dans la population répondant à la candidature du parti venu de la base des travailleurs, le PT, coïncide avec la prestation télévisée d'une actrice très connue, liée au parti du gouvernement, qui exprime son sentiment de « panique » face à Lula.

Mais, cette fois, les fractions dominantes étaient privées du cadre favorable du début du Plan Real ; la conjoncture était totalement autre. Contrairement aux années précédentes, l'entrée de capitaux externes en 2002 totalisait seulement 11,793 milliards, et la nécessité de financer la balance des paiements par la voie traditionnelle en vigueur depuis plusieurs années a induit le pays à demander au FMI, à la fin de l'année et au milieu d'une nouvelle crise de la balance des paiements, un nouvel emprunt de 30 milliards de dollars. Nous sommes à la fin de 2002. Les fragilités de l'économie brésilienne, accumulées pendant les dernières années de contraintes externes, de spéculation financière et d'affaiblissement du secteur réel de l'économie, ont amené un climat d'insatisfaction au sein de la population, qui va repousser le gouvernement en place et donner la victoire à Lula, premier président du pays issu des bases populaires et syndicales. Pour Couto et Abrucio (2003 : 286-287), les trois facteurs qui ont porté préjudice à la succession de FHC ont été la crise énergétique (en 2001), qui a ébranlé l'image de capacité administrative du président et de son parti, le PSDB ; deuxièmement, l'incapacité de reformuler le modèle économique pour réduire la

vulnérabilité externe et générer une plus grande croissance et, enfin, la faiblesse des bases politiques du gouvernement à la fin de son mandat.

Toutes ces indications sont associées à l'option pour la continuité de l'agenda libéral, fondé, principalement, sur le contrôle de l'inflation qui a provoqué des crises constantes dans la balance des paiements du pays et a eu des effets directs et négatifs sur la croissance économique. Ainsi, le deuxième mandat marque une période où la « lune de miel » avec les politiques implantées avec le Plan Real et avec les effets positifs de court terme de la surévaluation du taux de change arrive à sa fin. L'ajustement de la fiscalité renforcé par la génération d'excédents primaires, qui doit permettre les « politiques de transparence » imposées par les institutions internationales et l'adoption de la loi de responsabilité fiscale en 2000, ont amené la réduction des investissements gouvernementaux et une variation instable des activités industrielles.

Sur le plan monétaire, la substitution de l'ancrage du taux de change (système de « bandes de fluctuation ») au régime du taux de change flottant (*fluctuation sale*) – fixant l'économie dans le régime du ciblage de l'inflation – et les soldes positifs de la balance commerciale à partir de 2001, ont entraîné un mouvement d'amélioration au niveau des déficits de la balance des transactions courantes. Mais ces ajustements n'ont pas réduit la vulnérabilité externe de l'économie nationale, dans la mesure où le taux de change flexible n'était pas capable de garantir la virtuosité du flux de capitaux, car l'amélioration des comptes externes était fondée sur les dévaluations du taux de change en 2001 et 2002, de même que sur deux éléments centraux, la baisse du revenu réel résultant de la relation change/salaire et l'augmentation des prix des produits agricoles (Cintra et Prates, 2004 : 7-8).

De même, ces politiques de rigueur économique ont consolidé au sein de la population le sentiment d'insatisfaction en raison des crises accompagnées d'effets négatifs sur le marché du travail. Enfin, les promesses initiales de croissance économique censée suivre le contrôle de l'inflation n'ont pas été remplies. Même les membres de l'équipe gouvernementale, liés aux partis, au président, et favorables aux compromis avec les réformes du marché – bien que considérés comme « développementistes » – sont arrivés aux conclusions suivantes : « les huit ans du gouvernement Fernando H. Cardoso ont été frustrants sur le plan économique ... son gouvernement, néanmoins, n'entrera pas dans l'histoire comme le grand gouvernement qu'il pouvait être car il a échoué sur le plan de la gestion (...) et, principalement, sur le plan économique. Non seulement il n'a pas

retrouvé le développement, mais le pays n'a même pas connu la stabilisation macroéconomique, de sorte qu'il a laissé un lourd héritage au gouvernement suivant en termes de poids de la dette – intérieure et extérieure – et de déficits publics. Dettes et déficits qui se traduisent dans les taux de chômage les plus élevés que le pays ait connus » (Bresser-Pereira, 2003a : 4-7).

De fait, la démonstration de ces aspects conjoncturels de l'économie brésilienne indiquent, avec plus de précision, que les instruments de la politique économique mis en place par les gouvernements ont suivi le mouvement de spéculation du marché international, et satisfait la demande de reproduction du capital fictif. La génération des profits fictifs a été au centre de la valorisation fondée sur le paiement des intérêts de la dette et sur les mouvements d'achats et ventes des actions en bourse.

Au vu des expériences connues par l'économie brésilienne pendant les années 1990, on peut affirmer que l'euphorie initiale du Plan Real a fait place à une période d'instabilité et de spéculation financière qui a toujours suivi les mouvements instables de la sphère fictive du capital. Dès lors, l'espoir de la population s'est tourné vers le nouveau projet de la gauche qui arrivait au pouvoir avec 61,27% des votes au deuxième tour des élections. Comme l'a dit Lula dans son discours, après la victoire, « l'espoir a vaincu la peur ». Jusqu'où pouvons-nous confirmer cette affirmation ? Ce sera l'objet de notre prochain développement.

2.1.2- La deuxième « vague » de capitaux monétaires (2002-...) et la gauche au pouvoir : changement ou réformisme ?

L'implantation des politiques néolibérales, dans le contexte de la crise capitaliste des années 1970 et de la chute postérieure des régimes socialistes de l'Est européen, ont commencé à donner des signes de fragilité due aux conséquences négatives des politiques appliquées dans le champ de la croissance économique et des inégalités. Dans le cas du Brésil, au-delà de sa vulnérabilité externe, de l'instabilité des comptes externes et de la croissance économique irrégulière, Dias Carcanholo (2002 : 217) affirme que « la détérioration du profil distributif [dans les années 1990], non captée par le traditionnel indice de Gini, peut être observée tant par les effets directs du processus d'ouverture externe dans la distribution fonctionnelle du revenu et dans la structure du marché de travail, que dans l'effet indirect produit par l'accentuation de son déterminant

le plus structurel, la concentration de la richesse ». L'arrivée au pouvoir de la gauche brésilienne, personnifiée par le « PT de Lula », s'insère dans ce contexte.

L'adoption de politiques liées à la défense de la structure du système capitaliste et à la pensée unique du libre marché, a provoqué aussi des reflux dans les mouvements sociaux et syndicaux mondiaux qui ont de moins en moins contesté la domination de classe et par conséquent le régime d'exploitation capitaliste. Le thème d'un État Providence, et même celui du socialisme, a fait place à des conquêtes de court terme qui, malgré leur importance, ne sont pas suffisantes pour défaire le fonctionnement contradictoire et élitiste du capital. La contestation du régime capitaliste n'est plus « à la mode », même chez les partisans des partis considérés comme socialistes.

Au même instant se dessine, sur le plan international, un nouveau cycle du capital monétaire (depuis 2002) à la recherche d'une valorisation fictive, stimulée par les taux d'intérêt peu élevés dans les pays développés, et habitée par la certitude que les institutions, en cas de nécessité, apporteraient le secours nécessaire au système bancaire, comme cela a été le cas dans les pays asiatiques et latino-américains. L'augmentation des placements des fonds d'investissements et des fonds spéculatifs dans les marchés mondiaux, associée à la valorisation des bourses de valeur mondiales (51,6% en 2003) et à la chute du risque-pays des pays sous-développés, ont amélioré les indicateurs et le climat financier dans cette nouvelle phase d'emprunts. Au Brésil, le mouvement d'ajustement du risque pays, élevé en 2002, a augmenté la demande d'obligations externes brésiliennes, inspirée soit par la perspective du reclassement (*upgrading*) des agences de notations externes – mis en place en 2008¹²³ –, soit par la demande de la rentabilité qu'apportent les titres publics (Cintra et Prates, 2004 : 8).

Le tournant de l'application des politiques de libéralisation économique qui s'orientent vers le marché concurrentiel a été initié par divers partis politiques de centre-gauche, comme le Parti socialiste (PS) en France, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, et, parallèlement, le Parti des travailleurs (PT) au Brésil. On retrouve quelques aspects communs entre leurs politiques : d'abord, ce sont des partis de gauche qui ont pris le pouvoir en présentant un projet alternatif mais qui, en arrivant au pouvoir, ont suivi la « vague » conservatrice de la politique Thatcher-Reagan ; ensuite, la posture et l'action

¹²³ L'économie brésilienne a obtenu le « degré d'investissement » par l'agence Standard & Poor's (de BB + à BBB), bien qu'elle reste au niveau le plus bas accordé dans les dix catégories de classification, à côté de l'Inde et de Kazakhstan. Dans la catégorie la plus haute, AAA, sont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Danemark, considérés comme de risque peu élevé (Folha de São Paulo, le 01 mai 2008).

de ces partis au pouvoir, surtout du point de vue économique, peuvent être tenues pour aussi agressives que celles des partis de droite, qui, en principe, sont les représentants légitimes de l'orthodoxie néolibérale (Herrera et Sabadini, 2008)¹²⁴.

Évidemment, les différences culturelles, socio-économiques et politiques de chaque pays donnent un sens particulier à chaque expérience. Dans le cas brésilien, la résistance initiale à l'adoption des politiques de libéralisation est liée à la période de la redémocratisation bourgeoise qui suit le régime militaire (1964-1985), à la création du PT et de la Centrale unique des travailleurs (CUT) (*Central Única dos Trabalhadores*), à la promulgation de la Constitution de 1998, qui a étendu la protection sociale des travailleurs... toutes circonstances qui ont contribué au fait que le Brésil a été l'un des derniers pays d'Amérique latine à implanter le projet néolibéral. De sorte que la continuité de la politique économique néolibérale au Brésil, sous un gouvernement considéré comme de centre-gauche, représente, d'un côté, une tendance historique vérifiée dans d'autres pays et, surtout, réaffirme le compromis politique et économique avec la fraction du capital plus liée à la sphère financière (Sabadini, 2006).

Si, d'un point de vue politique et économique, on vivait en 2002, malgré les turbulences financières, une période d'espoir face à la possibilité qu'un leader ouvrier arrive au pouvoir républicain, – ce qui a mobilisé, d'un côté, un front politique composé de travailleurs et de mouvements sociaux, et de l'autre, les alliances avec les partis de la droite (comme le Parti libéral (PL) qui a proposé un grand entrepreneur national du secteur textile pour la vice-présidence) –, à l'heure actuelle, pour ceux qui ont mis leur confiance dans le « Projet démocratique et populaire », modèle du programme originel du parti, les parcours économiques du gouvernement Lula ont provoqué des sentiments variés de frustration et de désespoir.

On peut donner une idée de ce qu'était la pensée du Parti des travailleurs (PT) avant son arrivée au pouvoir grâce au document « Conception et directives du programme de gouvernement du PT pour le Brésil : la rupture nécessaire », publié lors du Congrès national du PT en décembre 2001. Entre autres, on lisait : « la mise en œuvre de notre programme de gouvernement pour le Brésil, de caractère démocratique et populaire, représentera une *rupture* [souligné par nous, M.S.] avec le modèle économique actuel qui est fondé sur l'ouverture et la déréglementation radicale de l'économie nationale et

¹²⁴ Pour une comparaison entre la politique économique implantée par la gauche au Brésil, avec le PT, et en France, avec le PS, consulter : Herrera et Sabadini (2008).

sur la subordination de sa dynamique aux intérêts et humeurs du capital financier globalisé. C'est la proposition d'un nouveau modèle de développement économique viable, écologiquement soutenable et socialement juste ». En même temps, dans une relation apparemment contradictoire, les fractions de classe opposées dans la pyramide sociale – au sommet, la fraction la plus riche, et à la base, les plus pauvres – ont bénéficié des politiques appliquées pendant son gouvernement¹²⁵. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Investi président le 1^{er} janvier 2003, Lula reprend les objectifs annoncés de lutte contre l'inflation et de maîtrise des finances publiques. La politique monétaire se durcit encore, avec la hausse du taux d'intérêt nominal, déjà très élevé (25,5% en janvier, 26,5% en février), et, pour en accentuer l'effet sur le contrôle de la liquidité, celle des réserves obligatoires (de 45% à 60%). La loi de finances accentue la rigueur, faisant passer le surplus de recettes (excédent primaire) de 3,75% à 4,25% du PIB, sans même que les institutions financières internationales l'aient demandé. Les coupes budgétaires, drastiques (-23%) touchent surtout les dépenses sociales et d'infrastructures. Dès le mois d'avril, l'autonomie de la Banque centrale, clé de voûte de l'édifice, est confirmée au Congrès national par la Proposition d'Amendement constitutionnel (PEC) n° 53-99. Et une Lettre adressée le 28 mai 2003 par le ministre de l'Économie et le président de la Banque centrale du Brésil au directeur du FMI à l'époque, Horst Köhler, confirme que la formalisation de l'autonomie de la Banque centrale est achevée :

« le gouvernement a avancé dans l'accomplissement de son agenda pour la reprise économique et l'implantation des réformes. Après un important effort de construction des consensus [sic], une proposition ambitieuse de réforme fiscale et de réforme des retraites a été envoyée au Congrès avant le moment prévu. La politique fiscale se concentre sur la réduction de la dette publique : les directives budgétaires ont augmenté l'excédent primaire à 4,25% du PIB. De plus, l'Amendement constitutionnel qui facilite la réglementation du secteur financier – une étape nécessaire dans la mise en place de l'autonomie opérationnelle de la Banque centrale – a été approuvé »¹²⁶.

¹²⁵ Même le président Lula a affirmé, pendant la campagne présidentielle de 2006, que « la seule frustration que j'ai eue est que les riches ne votent pas pour moi. Car, ils ont gagné de l'argent comme personne sous mon gouvernement » (Folha de São Paulo, le 18 août 2006). Le 01 août 2007, au cours de son deuxième mandat et sous les huées, il a affirmé : « ceux-ci qui me huent sont ceux qui devraient applaudir, je peux garantir que ce sont eux qui ont gagné le plus d'argent dans ce pays, sous mon gouvernement. D'ailleurs, c'est la partie la plus pauvre qui devrait être la plus en colère car elle a eu moins que les autres. Il suffit de voir combien gagnent les banquiers, les entrepreneurs. Et on va continuer avec une politique sans discrimination » (Folha de São Paulo, le 01 août 2007).

¹²⁶ Disponible sur : http://www.fazenda.gov.br/portugues/fmi/cartafmi_030613.PDF

En août 2003, c'est la loi sur la réforme des retraites, fortement combattue par le PT sous le gouvernement Fernando H. Cardoso, qui relève les cotisations et l'âge de cessation d'activité dans la fonction publique, plafonne les pensions et encourage les assurances et les fonds de pension privés complémentaires¹²⁷. Les conditions étaient ainsi posées pour qu'un nouvel accord puisse être signé avec le FMI, ce qui fut fait en décembre, pour un montant de 5,6 milliards de dollars. L'intensification de l'orthodoxie néolibérale dissipait le « risque-Lula » et désamorçait la spéculation. Sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt, le real se redressa en face du dollar (de 4 en 2002 à 2,9 en décembre 2003) – au point d'être vraisemblablement surévalué. Réduisant le coût des biens importés et valorisant les exportations, elles-mêmes soutenues par une politique active de la Banque nationale de Développement économique et social (BNDES), cette évolution permit de redresser les comptes extérieurs et d'alléger le fardeau de la dette. Les réserves officielles progressèrent de 17,7 à 20,5 milliards de dollars sur l'année. La gauche au pouvoir apportait la preuve qu'elle pouvait dompter les spéculateurs – à moins que ce ne soit le contraire... À la bourse de São Paulo (Bovespa), les cours des actions bondirent. Pourtant, fin 2003, si le taux d'inflation avait été ramené à 9,3%, le maintien de la rigueur budgétaire (excédent primaire à 4,3%, supérieur à l'objectif) et monétaire (taux d'intérêt nominal à 16,5%) pesait sur l'activité. Sur l'année, les salaires réels avaient baissé de -5,1% dans l'industrie, et l'investissement privé de -6,6%. La demande se contractait (-3,3%), la croissance ne dépassait pas 0,5%, le chômage continuait d'augmenter (12,3%). Les rêves de changement social viraient au cauchemar (Herrera et Sabadini, 2008 : 6).

Le gouvernement fut sauvé, en 2004, par une conjoncture internationale favorable et par un afflux de capitaux étrangers, surtout des investissements directs étrangers (18,146 milliards de dollars). Tous les indicateurs s'améliorèrent subitement : l'investissement s'accrut de 10,9%, la production industrielle de 8,3%, l'excédent de la balance commerciale de 36%, le salaire réel moyen de 2% – bien moins toutefois que l'envol des cours boursiers (+18%) et que la valeur de marché des firmes (+33,7%). Le taux du chômage se réduisit, pour passer sous la barre des 10% en décembre (9,6%). La croissance du PIB s'accéléra pour atteindre près de 5% – soit le plus fort taux observé

¹²⁷ Cette réforme marque le début d'une crise politique interne du PT qui va culminer avec l'expulsion et la démission de plusieurs sénateurs, députés fédéraux et militants qui avaient participé à la fondation du Parti dans les années 1980. Cette crise a culminé avec la fondation du Parti Socialisme et Liberté (PSOL). Pour plus de détails sur la réforme des retraites durant le gouvernement Lula, voir : De Paula Teixeira (2003), Marques et Mendes (2004) et Silva (2004).

depuis le Plan Real –, ce qui fit revenir le ratio dette/PIB de 57,2% en 2003 à 51,8% en 2004, fit grossir l'excédent primaire (à 4,6%) et concourut à apprécier la monnaie (OCDE, 2005). Un cycle d'expansion s'ouvrait-il ? Encore eût-il fallu une stratégie de développement... Mais les autorités monétaires confirmèrent l'option néolibérale et la rigueur reprit le dessus. Au moment où l'investissement et la consommation commençaient à dynamiser la croissance, l'orthodoxie monétariste en brisa net les ressorts. Les tensions inflationnistes induites par la reprise poussèrent la Banque centrale à resserrer la cible d'inflation à 5,1% pour 2005 et à relever les taux d'intérêt à 19,25% en mars 2005, ce qui revalorisa le taux de change, mais alourdit la dette publique. Son service exigea un effort fiscal additionnel, supporté d'abord par les salariés (19,9% en 2003, 20,4% en 2005), ainsi que de nouvelles coupes dans les budgets publics, affectant les investissements. Pour conserver la confiance des créanciers, l'excédent primaire n'en finissait pas de grimper (4,84% du PIB en 2005, soit 93,5 milliards de reais).

Le piège se refermait sur l'économie brésilienne : la politique orthodoxe interdisait de maintenir un rythme de croissance élevé (Nakatani et Oliveira, 2005). Celle-ci tomba à 2,2% en 2005 (seulement 0,8% exprimée per capita). L'investissement restait inférieur à 20% du PIB, son évolution était atone (+1,6%). Si le chômage était stabilisé à 9,8%, la création d'emplois formels reculait (1,254 milliards en 2005, contre 1,523 milliards en 2004). La Bovespa enregistrait en revanche des hausses record (+30,1%), comme la valeur de marché des entreprises (+24,7%). Bien que plus importants, les crédits, écrasés sous le poids de la dette, étaient incapables de soutenir l'expansion. L'endettement du secteur public atteignait encore 51,6% du PIB, et le paiement des intérêts 157,1 milliards de reais (soit plus de 40% du budget fédéral). Dans ces conditions, la Banque centrale fit le choix d'accroître ses réserves de devises et de relever une fois de plus le taux d'intérêt, qui passe de 18,25% en janvier à 19,75% en mai – avant de le ramener à 18% fin 2005. Le taux de change poursuivit sa hausse (à 2,35 en juin), sans toutefois entraver le dynamisme des exportations, poussées par l'envolée des cours des produits primaires (fer, soja, café...). Le solde de la balance commerciale s'accrut passant de 33,3%, à 44,8 milliards de dollars, et empêchant la croissance économique de fléchir davantage.

Lula, quant à lui, héritait d'une économie fragilisée vis-à-vis de l'extérieur, mais déjà placée sur les rails du réformisme néolibéral de ses prédécesseurs, dont il n'allait pas,

pour l'essentiel, se démarquer. Le dilemme était le suivant : comment répondre aux attentes populaires, en termes de conditions de vie et de travail, sans rompre avec la stratégie de soumission au circuit financier du capital ? Malgré leur « défaite » électorale, les classes dominantes ne lâchaient pas leur leadership sur la société brésilienne. Dans le cadre d'une « nouvelle séparation des pouvoirs », qui leur réservait les appareils-clés de l'État (Banque centrale autonome...), elles acceptaient d'associer la fraction la plus « réformiste » de la gauche à la gestion néolibérale du système, sans affrontement de classes.

La plupart des postes-clés furent confiés à leurs représentants : la Banque centrale à Henrique Meirelles, membre du parti d'opposition (PSDB), ex-directeur de la Banque Boston, plein d'éloges pour son prédécesseur Armínio Fraga ; l'Industrie à Furlan, entrepreneur conservateur habitué du Forum de Davos ; l'Agriculture à Roberto Rodrigues, latifundiste et chef de file des intérêts de l'agrobusiness. Le portefeuille des Finances revint à Antonio Palocci, mais cet « ex-trotskyiste » – démissionné depuis pour dénonciation de corruption – ne tarissait pas d'éloges sur la stratégie de Fernando H. Cardoso et s'était prononcé pour l'indépendance formelle de la Banque centrale – contrairement à son successeur actuel Guido Mantega. Même si, à maintes reprises, plusieurs membres du gouvernement Lula ont critiqué la rigueur monétaire, l'intention de cette « gauche » n'a jamais été de revenir à un interventionnisme keynésien¹²⁸.

La politique économique conservait les traits du passé. Elle ne cherchait pas à ralentir les privatisations – allant même jusqu'à céder une part des réserves pétrolières aux multinationales étrangères, à accorder à l'initiative privée l'exploitation des autoroutes et à stimuler les fonds de pension privés avec la réforme des retraites. La pénétration de la sphère publique par les mécanismes de marché s'accélère : libéralisation en 2003 du secteur de l'assurance, en liaison avec la réforme des retraites ; fin 2004, partenariats public-privé (PPP), avec concessions destinées à accroître la participation et le contrôle du secteur privé, notamment dans les infrastructures ; réduction de 7% à 4% de l'IOF (Impôt sur les opérations financières) à partir de septembre 2004 ; début 2005,

¹²⁸ Souza (2005) affirme que le mouvement néolibéral de la finance, hégémonique dès Fernando H. Cardoso, occupe la Banque centrale du Brésil et le Ministère de l'économie, tandis que le projet nationaliste autonome est représenté par les autres ministères formant ce qu'il appelle les « trois têtes » : la partie de l'économie, des relations externes et le groupement des autres ministères. Tous ceux-ci sont subordonnés, sous une forme ou sous une autre, à la première. Il faut ajouter ici que, d'une certaine façon, cette qualification de l'auteur est plus restreinte maintenant à la Banque centrale car, après la partie de Palocci, le gouvernement a nommé au ministère de l'Économie (le 27 mars 2006), Guido Mantega, un économiste plus proche du groupe considéré comme « développementiste ».

encouragement de l'enseignement privé grâce au Programme Université pour Tous (Prouni) – Mesure Provisoire (MP)¹²⁹ n° 213/2004, institutionnalisé par la Loi n° 11 096 du 13 janvier 2005 – il prend la forme de bourses d'études visant à accroître les inscriptions dans les écoles privées ; incitations fiscales à l'égard des étrangers pour qu'ils acquièrent les obligations de la dette publique grâce à la Mesure provisoire n° 281 du 15 février 2006, convertie en loi (n° 11 312) en 27 juin 2006, qui réduit, pour les placements des investisseurs étrangers en titre publics et en fonds de capitaux à risques, l'Impôt sur les plus-values (de revenu) – de 15% à 0%, selon la Banque centrale du Brésil (2006 : 99)... L'orientation managériale s'articule à une politique sociale de ciblage, inspirée par la Banque mondiale.

Parallèlement, de nombreux indicateurs standard de la politique économique s'améliorent au cours du premier mandat de Lula (2003-2006) : taux d'inflation en baisse (14,71% en 2003, 6,87% en 2005 et 4,18% en 2006, selon l'indice IPCA), maîtrise des finances publiques, larges excédents commerciaux (de 24,794 milliards en 2003 à 46,458 milliards en 2006), investissements directs étrangers en hausse (18,822 milliards en 2006) ; les ratios réserves/PIB, services de la dette/PIB et dette totale/PIB ont été régénérés sensiblement pendant les dernières années, comme on peut le voir dans le tableau 7.

¹²⁹ Les Mesures provisoires (MP), qui permettent l'approbation de projets sans l'intervention initiale de la Chambre des Députés, est un mécanisme juridique d'État qui a été introduit dans la Constitution de 1988 et qui permet au président de la République d'appliquer une mesure sans l'approbation des députés. Ces MP ont force de loi pendant 60 jours, prorogées une fois pour la même période. Si en 45 jours la Chambre n'a pas conclu le vote de la MP, elle interrompt l'ordre du jour (les votes) du Congrès national. Si la Chambre n'accepte pas la MP, les parlementaires doivent rédiger un décret législatif pour discipliner les effets que la MP a générés quand elle était en vigueur. En fait, les MP contiennent un mécanisme juridique de l'État capitaliste très important pour l'exécution et le maintien du pouvoir au Brésil. À partir de 2001, un Amendement constitutionnel limite la prérogative du président habilité à éditer les MP et établit le blocage automatique des votes quand la Chambre des députés ne vote pas les MP pendant 45 jours. À titre d'illustration de ces mécanismes, observons le nombre de mesures approuvées sous les derniers gouvernements : Collor (1990-1992), 89 MP ; Itamar (1992-1994), 142 MP ; FHC (1995-1998), 160 MP ; FHC (1999-2002), 103 MP (Couto et Abrucio, 2003 : 294) ; Lula (2003-2006), 292 MP, selon la « *Casa Civil* » de la présidence de la République. Enfin, deux caractéristiques restent importantes : premièrement, les MP du gouvernement FHC ont été rééditées 2 449 fois (entre 1995-1998) et 2 587 fois entre 1999-2002 ; deuxièmement, entre 1988 et 2001, le nombre de MP rejetées a été de 22 seulement.

Tableau 7- BRÉSIL : Balance des paiements et vulnérabilité externe conjoncturelle (2001-2007) (en milliards de dollars courants)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Compte courant	-23,215	-7,637	4,117	11,679	13,985	13,621	3,349
Solde de la balance commerciale	2,650	13,121	24,794	33,641	44,703	46,458	40,028
Solde de la balance des services et revenus	-27,503	-23,148	-23,483	-25,198	-34,276	-37,143	-40,765
Intérêt	-14,877	-13,130	-13,020	-13,364	-13,496	-11,312	-7,254
Profits et dividendes	-4,961	-5,162	-5,640	-7,338	-12,686	-16,354	-22,434
Total de la balance des paiements	3,307	302	8,496	2,244	4,319	30,569	87,484
Réserves/dette totale (%)	17,1	18,0	22,9	26,3	31,7	49,8	93,2
Services de la dette/ PIB (%)	8,9	9,9	9,6	7,8	7,5	5,3	4,0
Dette totale/PIB (%)	37,9	41,8	38,8	30,3	19,2	16,2	14,9

Sources : IPEAdata et Banque centrale du Brésil.

L'orthodoxie économique est pourtant coûteuse. Le taux de croissance du PIB est resté faible (2,5% en moyenne sur la période 2003-06, contre 5% dans le monde et 7,5% dans les pays émergents) (EIU, 2006). L'investissement bas, le crédit rare, l'infrastructure sacrifiée (Paulani et Pato, 2005). Les dépenses budgétaires sont verrouillées, les impôts alourdis, le compte de services et revenus encore plus déficitaire. Les « bons » résultats enregistrés ne seront pas soutenables à long terme tant que le pays ne se dotera pas d'une stratégie de développement – le néolibéralisme en est l'opposé –, passant par une politique industrielle active et la promotion d'un marché intérieur approvisionné par les producteurs nationaux, et ne se protégera pas contre les mouvements de capitaux spéculatifs, ne repensera pas la ligne des engagements financiers externes. L'option politique est tout autre.

Par contre, l'orthodoxie suggère, pour les améliorer encore plus, « de nouvelles mesures de libéralisation du compte de capital [qui] doivent être accompagnées d'une large gamme de réformes telles que l'approbation de l'indépendance de la Banque centrale,

l'établissement d'une longue expérience professionnelle de politique fiscale responsable (sous la loi de responsabilité fiscale), la réduction des inefficiences micro-économiques et des incertitudes contractuelles, et l'élimination de la liaison entre la dette publique et le dollar » (Goldfajn et Minella, 2005 : 5). Alors, avec un consensus plus fort sur la nécessité de diminuer l'inflation, « la liberté complète des mouvements de capitaux devrait émerger comme conséquence « normale » des améliorations et de la maturité dans les établissements » (*ibid*, p. 23).

Les arguments invoqués pour défendre les politiques de flexibilité et de rigueur économique (ciblage de l'inflation, contrainte fiscale), placés maintenant sous la tutelle de la « gauche », peuvent être résumés de la façon suivante : d'abord, le fort flux de capitaux externe a financé le déficit de la balance courante – représentant l'expansion des investissements et de la consommation –, et a accru les réserves internationales ; la composition de ce flux externe s'est améliorée aussi car les IDE remplacent les investissements de portefeuille, plus instables ; sur le plan organisationnel de la gestion publique, il faut faire appel à la flexibilité – au nom de l'efficacité – et à la dynamique du marché. Sur la dette, leur modèle d'accumulation a changé sensiblement après l'adoption du taux de change flottant et de la dépréciation de la monnaie nationale, car le secteur privé a réduit de manière significative son endettement ; et de plus, la consommation a été plus stable avec la libéralisation du compte de capitaux (Oliveira et Turolla, 2003 ; Goldfajn et Minella, 2005 ; Gaetani, 2002).

Si la conjoncture indiquait l'amélioration de certains indicateurs, en même temps on peut déjà vérifier une inversion des effets positifs, une histoire déjà vue au milieu des années 1990, à cause du « cycle financier vicieux » fondé sur l'entrée de capital monétaire externe, les taux d'intérêt élevés et la revalorisation de la monnaie nationale : la balance de compte courant est passée de 13,621 milliards de dollars en 2006 à seulement 3,349 milliards en 2007 (au premier trimestre de 2008, elle était de -10,757 milliards, négative par la deuxième fois sous le gouvernement Lula) ; la balance commerciale a baissé, passant de 46,458 milliards en 2006 à 40,028 milliards en 2007, ce qui montrait la détérioration du rapport entre les importations et les exportations – balance en croissance continue mais accompagnée d'une variation plus forte des importations (61% entre 2005 et 2007) due à la valorisation du taux de change (3,07% en 2003, 2,43% en 2005 et 1,94% en 2007). Cependant, la dépendance financière externe continuait encore à fragiliser le compte de services et revenus (de -37,143

milliards en 2006 à -40,765 milliards en 2007), dépendance due surtout à l'augmentation des transferts de profits et dividendes (-16,354 milliards en 2006, -22,434 milliards en 2007), à cause de l'accroissement des IDE. Donc, le modèle de dépendance à l'égard des flux financiers externes, lui-même, ne permet pas une amélioration durable des indicateurs mais garantit en même temps le transfert à travers des mécanismes financiers.

Plus important que ces mouvements, sûrement favorisés par le contexte conjoncturel externe (croissance économique de la Chine, redressement de l'Argentine, augmentation des prix des produits primaires de 80% entre 2003 et 2006), est le fait que la « vulnérabilité externe structurelle », ainsi appelée par Gonçalves et Filgueiras (2007), demeure encore permanente dans l'économie nationale. Pour les auteurs, cette vulnérabilité structurelle, caractérisée par le long terme, est due à des facteurs liés à l'efficacité du secteur productif, au dynamisme technologique et à la résistance du secteur financier national à de possibles crises externes. De sorte que

« la reprise des exportations est l'élément central de la dynamique macroéconomique du modèle libéral périphérique, car, dans le court terme, elle réduit la vulnérabilité externe par la voie de la diminution, ou même de l'élimination, du déficit du compte de transactions courantes de la balance des paiements. De plus, l'excédent de la balance commerciale et la conséquente valorisation du taux de change qui s'ensuit, ouvrent la voie à un contrôle plus efficace de l'inflation et à l'obtention de taux de croissance un peu plus élevés. Néanmoins, la génération d'excédents commerciaux n'élimine pas la possibilité d'une nouvelle contrainte externe dans le long terme. La vulnérabilité structurelle externe du pays ne s'altère pas, dans la mesure où il n'y a pas d'amélioration dans la structure productive et la performance de l'économie brésilienne reste étroitement liée aux cycles du commerce international. Donc, reste pendante la question de la viabilité d'un nouveau cycle de croissance économique durable » (*ibid*, p. 90).

À propos de la résistance de l'économie nationale aux mouvements spéculatifs mondiaux, Correa *et alii* (2008 : 10-12) soutiennent, en s'appuyant sur ce coefficient de variation des comptes financiers que, malgré les améliorations des variables conjoncturelles, la forte volatilité des flux de capitaux externes est un indicateur potentiel d'instabilité de l'économie brésilienne, car, d'un côté, celle-ci indique une possibilité d'inversion de l'entrée de ressources, ce qui peut compromettre le refinancement de la dette ; de l'autre, ces mouvements ont des effets sur le taux

d'intérêt, le taux de change et la dette publique, où les ajustements d'intérêt et ceux du change sont continuellement influencés par la dynamique volatile de ces capitaux.

Alors, si à partir de la flexibilité du taux de change et des dévaluations de 1999 et 2002, les soldes positifs de la balance commerciale et la politique d'excédent primaire, nécessaires pour soutenir le cycle de rémunération du capital fictif, ont trouvé une possibilité d'amélioration dans la vulnérabilité externe conjoncturelle du pays. De l'autre, ils réinsèrent l'économie nationale dans la nouvelle division du travail caractérisée par la « reprimarisation » des exportations et par le renforcement de l'agrobusiness exportateur, phénomènes qui représentent pour l'économie nationale une source d'insertion dans le système de reproduction du capital international¹³⁰.

Rodrik (2006 : 260), parlant des coûts sociaux du maintien de réserves internationales élevées, a aussi précisé que l'emprunt externe à court terme n'augmente pas la capacité globale du secteur privé à investir dans l'économie nationale. En outre, le coût fiscal du secteur public est lié aux intérêts payés sur les obligations qui équivalent à un transfert de la valeur du secteur public au privé. En fait, « la réalisation systématique d'excédents primaires autour de 4,5% du PIB représente une stérilisation d'environ 15% des dépenses publiques. D'un côté, elle diminue le pouvoir d'achat – par la voie de la charge fiscale – des segments sociaux où la propension à consommer est élevée, de l'autre, elle transfère ces ressources, sous la forme de paiements des intérêts, aux détenteurs de la dette publique, lesquelles font partie d'un segment social qui consomme moins et qui va certainement transformer ces revenus en actifs financiers » (Carneiro, 2006 : 16).

Le résultat final est que l'économie des pays débiteurs emprunte à l'étranger et accumule des réserves, mais, aussi contrairement aux investissements publics, accroît la dette extérieure à court terme. Finalement, l'argument qui invoque l'amélioration de la composition des flux de capitaux grâce à l'apport des IDE, malgré des effets négatifs

¹³⁰ Puty *et alii* (2007 : 44-48), en parlant de la production mécanisée de graines et de ses impacts sur le déboisement de l'Amazonie, soutiennent que la récente introduction du soja est essentiellement due aux forces externes à la région, en général aux mouvements de prix internationaux sur le marché des produits primaires. Le potentiel d'expansion et le déboisement rapide généré par le soja est énorme, un peu différent de l'occupation de la production bovine extensive qui est également responsable du déboisement de l'Amazonie durant les 30 dernières années. Selon les auteurs, l'élevage de bétail dans cette région a constitué un processus d'occupation et de dévastation plus lent pratiqué par une élite locale ou par des immigrants au bas niveau de capitalisation. Néanmoins, avec le soja, la dynamique est autre car sa culture est pratiquée par des producteurs fortement capitalisés, avec des subsides venant de grandes entreprises exportatrices. Et, l'arrivée des entrepreneurs de soja dans la région met en mouvement un cycle de financement indirect de déboisement, à travers des locations ou achats de nouvelles terres.

sur la balance des paiements, peut aussi ne pas être soutenable à long terme, car on a déjà constaté en 2007 une évolution plus grande des investissements de portefeuille par rapport aux IDE. Donc, tous ces éléments relativisent les analyses de court terme des indicateurs et l'on se demande « si l'amélioration des indicateurs traditionnels de solvabilité et de liquidité signifie une réduction effective de la vulnérabilité externe de l'économie brésilienne » (Prates, 2006 : 150). La discussion porte alors sur le mode d'insertion de l'économie nationale dans le cycle de valorisation fictive du capital mondial, et concerne la durabilité des résultats positifs enregistré par la vulnérabilité externe de long terme vis-à-vis de la dépendance de la croissance des exportations, due à l'évaluation de la monnaie nationale et au ralentissement du commerce international.

Rembourser la dette publique reste encore et toujours l'objectif ultime. Mise en place lors du Plan Real en 1994, la procédure de « désaffectation budgétaire » (*Desvinculação de Recursos da União – DRU*), autorisant le gouvernement à disposer, à sa discrétion, de 20% des recettes fédérales, confirme cette priorité absolue. De 2000 à 2005, plus de 100 milliards de reais ont ainsi été débudgétisés des comptes de la sécurité sociale pour faire face aux obligations externes. Dès le début, la ligne suivie par la Banque centrale garantit une politique monétaire orthodoxe, en harmonie avec les anticipations des marchés financiers : contrôle de l'inflation par fixation de cibles annuelles sur l'évolution des prix à la consommation, taux d'intérêt exceptionnellement élevés, taux de change surévalué... le tout combiné à une rigueur budgétaire extorquant un excédent primaire croissant et à la libéralisation financière.

Les mouvements internes du capital fictif n'ont pas arrêté. Pour la période 2002-06, la Bovespa enregistre une tendance haussière ininterrompue, comme les profits des firmes et des banques. La solvabilité financière du pays s'améliore, grâce aux excédents de la balance des paiements, et surtout de la balance courante (13,5 milliards de dollars en 2006, le deuxième de l'histoire). Les surplus des recettes fiscales (excédent primaire) ont été de 93,5 milliards de reais en 2005, +4,84% du PIB et, en maintenant les dernières tendances, le résultat positif de la balance de paiements est essentiellement redevable au solde de la balance commerciale : 44,8 milliards, une croissance significative de +33,3% entre 2004 et 2005.

Le Brésil est donc en mesure de payer sa dette. Depuis 2002, le ratio dette publique/PIB s'est sensiblement réduit, mais le profil de l'endettement se dégrade sous l'effet d'une modification de son indexation et d'échéances de remboursement raccourcies. En

décembre 2005, le Trésor brésilien a même décidé d'anticiper les paiements dus au FMI (15,5 milliards de dollars) et au Club de Paris (1,8 milliards), tout en annonçant au même moment qu'il mettait en vente de nouveaux titres de la dette extérieure (pour plus de 8 milliards) – en partie pour payer ses dettes ! Un autre train de mesures favorisant les marchés vient d'être lancé : autorisation donnée aux entités financières d'ouvrir des comptes exonérés de la « Contribution provisoire de transaction financière (CPMF) », baisse de la taxe sur les opérations financières, aménagement de la fiscalité des caisses de retraite et des compagnies d'assurance privées, unification des marchés de change (Résolution n° 3 265 de 04 mars 2005), suppression des réserves obligatoires sur les opérations de change (circulaire n° 3 292) et de la limitation des achats de devises par les banques (circulaire n° 3 307), allongement des périodes de couverture de change – flexibilité de la couverture d'échange – et exonération d'impôts pour les exportateurs, loi sur la biosécurité, les OGM (Organismes génétiquement modifiés) et le vivant, loi sur les faillites (loi n° 11 101) facilitant le recouvrement des créances, Résolution n° 3 412 de 27 septembre 2006 qui a éliminé la restriction des investissements aux étrangers dans les marchés de capitaux et dérivés, protection des investisseurs étrangers détenteurs de titres de la dette publique contre la double imposition...(Herrera et Sabadini, 2008 : 9) donc, on observe l'implantation d'une série de mesures qui objectivait, selon la propre Banque centrale (2006 : 99), « une performance cohérente de la Banque Centrale qui implique la flexibilité et la simplification des procédures opérationnelles et de registres du taux de change ».

Sur ces mesures financières libérales adoptées par le Conseil monétaire national (CMN), à partir de recommandations de la direction de la Banque centrale du Brésil, Sicsú (2006 : 367) soutient que l'unification des marchés de change (libre et flottant) a été implantée pour rendre difficile tout contrôle sur le capital externe car « pour implanter le contrôle de capitaux il faut séparer les flux de dollars qui se réfère au commerce et aux investissements directs (transferts de profits, dividendes) des flux de dollars financiers spéculatifs, et empêcher par des actes administratifs ou par l'imposition de charges (impôts) que ces derniers puissent créer des volatilités du change et des volatilités financières indésirables ». D'où la difficulté de réintroduire des contrôles. En outre, on peut considérer que la fin de la couverture du change dans les opérations d'exportations fait partie d'une stratégie de pleine convertibilité du compte de capital dans la mesure où on s'attend à ce que les exportateurs, qui ont des comptes

courants à l'extérieur, pourront payer d'autres résidents à partir des comptes ouverts dans d'autres pays, de sorte que tous ceux-ci (exportateurs, banques, autres firmes non exportatrices et personnes physiques) rendent disponible les ressources qui se trouvent en dehors du pays. La nouveauté, selon l'auteur, est que : « le secteur productif exportateur est devenu allié du système financier » (*ibid*, p. 374). Pour finir, la flexibilité de la couverture du change est une stratégie liée à la vision libérale de la Banque centrale du Brésil car elle n'accepte pas la politique d'intervention par achats et ventes de devises de la Banque centrale, essayant ainsi de défendre la monnaie nationale. Donc, on peut dire que la politique du gouvernement Lula a fait le choix de se soumettre à la sphère financière du capital, qui se voit réserver le gros des transferts du surplus.

Dans le champ politique, l'année 2005 a été également marquée par une forte crise politique appelée « *mensalão* » – par référence à la dénonciation du paiement de l'argent par le PT à certains députés pour qu'ils approuvent les projets gouvernementaux – qui a provoqué la démission du ministre de l'Intérieur (*Casa Civil*), du président national du PT, du président de la Chambre des Députés, de directeurs d'entreprises publiques, de trois hauts dirigeants du PT et du plus important défenseur de la politique économique orthodoxe de Lula, le ministre de l'économie. En conséquence, le rythme de l'approbation des réformes, comme celle de la réforme du travail, a été freiné.

Au plan de la croissance économique, la contribution de la consommation des ménages à la croissance du PIB n'a pas été négligeable depuis 2004 – compte tenu de la part qu'elle occupe (qui correspond presque à la somme de la consommation des administrations publiques, de l'investissement et des exportations) et de son évolution relativement rapide. La domination des exportations et l'impact du crédit sur la consommation des ménages ont été l'un des principaux responsables internes des variations positives du PIB (Amitrano, 2006 : 216). Bien que la masse salariale réelle ait peu augmenté (+2,7% en 2005), la revalorisation du salaire minimum entre 2003 et 2006 a été supérieure à 25% en termes réels – soit plus qu'en huit ans de gouvernement Cardoso –, entraînant l'amélioration du pouvoir d'achat des classes populaires, dont la propension à consommer est forte.

En même temps, au plan social, dès 2003, le gouvernement a mis en œuvre une politique sociale plus active que par le passé, quoique de nature similaire, fondée sur le

principe d'assistance et de méthode du ciblage des organisations internationales. Le dispositif consistait à intégrer les différentes aides spécifiques aux ménages pauvres déjà existantes (bourse école, bourse alimentation, aide à l'agriculture familiale, aide au paiement du gaz, centres d'assistance sociale, restaurants populaires, programme lait...) en un schéma unique, la Bourse famille (*Bolsa família*)¹³¹. Cette assistance a vu élargir son champ d'implantation (11,1 millions de familles en juin 2008, contre 3,6 en 2003) et doubler son budget (11,4 milliards de reais en 2003, 22 milliards en 2006). Comme dans le contexte de la domination financière, les politiques néolibérales n'incorporent pas la demande des travailleurs, ces politiques sociales d'assistance essayent d'articuler, de façon précaire et marginale, la masse paupérisée et désorganisée de la population (Gonçalves et Filgueiras, 2007 : 29).

De toute façon, le programme Bourse famille amplifie le côté populaire du président et permet, malgré la continuité du modèle néolibéral précédent, de porter assistance à une partie de la population qui vit dans une pauvreté absolue. L'amplitude du programme est évidente, car « en mai 2006 le programme était implanté dans 99,9% des municipalités brésiliennes, bénéficiant à 11,118 milliards de ménages, et totalisant 47 millions de brésiliens » (Marques, 2007 : 20). On comprend alors pourquoi la politique économique du gouvernement Lula satisfait, dans un cadre conjoncturel externe fortement favorable, les fractions de classes liées à la sphère financière du capital et, en même temps, la base de la pyramide sociale plongée dans la pauvreté. Ainsi, on peut clairement percevoir que « rien n'empêche le développement de la politique économique du gouvernement Lula, orientée vers le grand capital, en particulier financier, et la réalisation de programmes dirigés vers les fractions les plus pauvres de la population » (*ibid*, p. 22). Même si le programme fait partie d'une politique ponctuelle, nullement caractérisée par une inclusion des ménages au sein du système de consommation de masse capitaliste, ce qui n'est pas un droit acquis par les individus, et bénéficie seulement aux ménages qui ont un revenu per capita inférieur à 60,00 reais (soit 14,4% du salaire minimum brésilien en avril 2008), il permet la survie de millions de personnes au Brésil. Et c'est dans ces apparentes contradictions, maintenir et reproduire la structure concentratrice du capital, que réside sa force. D'où la question : peut-on voir, dans la rigueur du premier mandat de Lula, les bribes d'une relance par la demande de consommation des plus pauvres ?

¹³¹ Pour plus de détails sur le mode de fonctionnement du programme et ses caractéristiques, consulter : Marques (2005), MDS (2004, 2005) et Marques et Mendes (2006).

La réponse à la question précédente est non, car les effets redistributifs demeurent très limités, en raison des modestes moyens mobilisés (2,6% du budget fédéral en 2005, moins de 3,5% des intérêts de la dette entre 2003 et 2005) et du choix de l'assistance, qui va à l'encontre d'une universalisation de la protection sociale. L'impact global sur la demande est encore atténué par les hausses d'impôts sur les salaires et la consommation, ainsi que par les réductions des budgets publics. Les dépenses de santé ont peu progressé dans le budget fédéral (5,8% en 2002, 6% en 2005), celles d'éducation sont en baisse (3% en 2002, 2,7% en 2005), celles de logement, d'assainissement et d'« organisation agricole » – liées à la réforme agraire – insignifiantes (respectivement de 0,1%, 0,5% et 0,6%). Donc, il n'est pas tenable de parler de « relance dans la rigueur » (Herrera et Sabadini, 2008 : 12).

Le modèle adopté ne vise pas tant à promouvoir la demande que l'offre du secteur privé, sans pour autant s'en donner véritablement les moyens – en dépit des mesures ponctuelles, comme les micro crédits, largement insuffisantes. L'effort d'investissement privé est pénalisé par la pénurie de crédit et l'absence de politique industrielle volontariste. Les priorités du budget fédéral traduisent clairement les privilèges accordés au circuit financier du capital : le poste « charges spéciales », qui comprend le service des dettes extérieures et intérieures, représente près de la moitié des dépenses de l'État : 42,5% en 2005, contre moins de 20% dix ans plus tôt. Hausse des impôts et réduction des dépenses publiques, accentuées par la « loi de responsabilité fiscale » approuvée en 2000, dégagent des ressources presque intégralement transférées à la grande finance.

On ne peut alors que conclure en disant que le gouvernement de « gauche » de Lula a maintenu et a intensifié les caractéristiques du gouvernement Fernando H. Cardoso, fondées sur le régime du ciblage de l'inflation, du taux de change flottant au gré de la mobilité du flux de capitaux, de la génération d'excédents primaires, du respect des contrats externes... mais, que, dans le même temps, il se différencie des précédents dans le « dosage », dans la gestion de la politique économique adoptée, dans un contexte extrêmement favorable de la conjoncture financière internationale qui l'autorise¹³². En fait, le gouvernement Lula va contribuer à développer la phase qui a commencé en 1999, avec la dévaluation du change, dans la mesure où ont été initiées les réformes

¹³² Il y a un consensus entre les auteurs à ce sujet : Sicsú (2003), Neto (2003), Soares (2004), Aggio (2004), Filgueiras et Pinto (2004), Gonçalves (2005) et Carneiro (2005). Voir aussi, lieux numéros spéciaux des revues *Monthly Review* (2007) et *Revue Tiers Monde* (2007).

microéconomiques, passant du démantèlement des instruments de coordination précédents d'État à la création de quelques instruments de réduction des asymétries au niveau des informations du système de crédit, la consubstantialité dans la loi sur les faillites, la défense de la concurrence et la réduction de la bureaucratie pour le développement des affaires, en fait une politique empruntant des voies libérales, destinée à garantir les droits de la propriété privée, à amoindrir les asymétries des informations et la « défaillance du gouvernement » (Amitrano, 2006 : 212), typique du modèle de l'État coordinateur.

Tous ces éléments indiquent que la nouvelle dimension du modèle économique adopté dans l'économie brésilienne est fondée sur les éléments suivants, d'après Gonçalves et Filgueiras (2007 : 98) : en premier lieu, l'insertion internationale passive à partir de l'ouverture commerciale et financière de l'économie, assortie à l'objectif de combattre l'inflation, a accru la vulnérabilité externe structurelle de l'économie et a rendu la dynamique macroéconomique plus dépendante des cycles du commerce international et des mouvements de court terme de la sphère financière du capital. Deuxièmement, le système financier s'est énormément concentré, accentuant sa nature parasitaire et opérant, essentiellement, dans le financement de la dette publique. En troisième lieu, la structure et le fonctionnement de l'État ont été fragilisés par la privatisation et la perte de souveraineté dans l'élaboration de la politique économique. Quatrièmement, la relation entre les fractions de classes sociales a été reconfigurée, car le capital industriel a perdu son hégémonie politique de leader du processus de développement et de la dynamique macroéconomique, place occupée désormais par le capital financier [sic] – national et international – et par une fraction du capital industriel qui, organiquement, s'est financiarisée. Enfin, les relations capital-travail ont subi une inflexion radicale, car ces transformations impliquaient la déstructuration du marché du travail et le processus généralisé de précarisation du travail, ce qui fera l'objet d'une analyse plus détaillée par la suite.

Par ailleurs, l'ouverture économique et l'insertion dans l'économie mondiale, où la valorisation du capital fictif est au premier plan des politiques économiques appliquées, ont amené une croissance instable et faible de l'économie nationale, ce qu'Amitrano (2006 : 207) a appelé le « modèle de croissance instable à bas dynamisme ». Ce modèle est conditionné par les cycles de liquidité, par le commerce international, et par une politique macroéconomique qui sert de médiation entre le cycle

international et le niveau national, déterminant une trajectoire interne totalement dépendante et subordonnée à l'ascension et à la chute de l'économie mondiale. C'est la continuité et la rénovation de la dépendance des pays sous-développés, à la Marini (2000), mais reposant désormais sur la base de l'augmentation du capital fictif mondial, avec un contrôle plus fort et en même temps plus subtil des mouvements syndicaux, des mouvements populaires et sociaux, assuré par la « gauche » brésilienne sous la domination du PT. Pour la bourgeoisie, c'est une option intéressante : un président populaire qui transite entre le capital et le travail, mais qui continue à défendre, avec beaucoup plus d'intensité, les intérêts du premier (Sabadini, 2006), tous unis pour continuer l'application des politiques réformistes et de dépendance.

On verra maintenant, plus en détails, la transformation du capital monétaire international en capital fictif, à travers des titres de propriétés dans les marchés actionnaires et des obligations publiques (interne et externe) et privées brésiliennes.

2.2- La valorisation du capital fictif par la montée de l'endettement et des cours boursiers et la contrainte sociale du budget fédéral

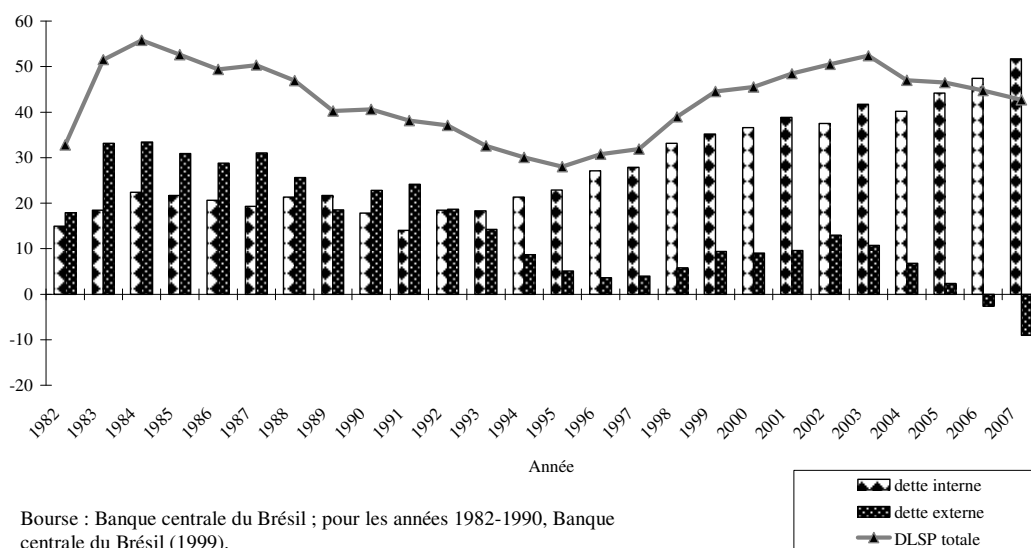
On a vu que la transformation du capital monétaire en capital fictif par le biais des canaux classiques de transmission, à savoir, l'endettement (public et privé) sur les marchés obligataires et les transactions actionnaires dans les marchés boursiers, continuent encore à remplir une importante fonction dans le développement du système capitaliste, et à agir sur ses formes de concentration et de centralisation du capital.

Avant de passer aux analyses plus détaillées de ces mécanismes au Brésil et d'examiner les contraintes produites sur le capital productif et sur les dépenses gouvernementales, il convient de renforcer ici deux idées centrales : d'abord, l'irrigation du système de crédit interne par l'entrée du capital monétaire étranger amplifie le mécanisme d'accumulation et de centralisation du capital en opérant le transfert d'une partie de la plus-value produit en interne, afin de payer les services de la dette (intérêts et amortissements) et la rémunération des actionnaires *via* les dividendes; ensuite, le système de la dette publique est un composant de la structure centrale du système de crédit capitaliste qui devient une forme nécessaire à la reproduction du capitalisme et qui finance l'État capitaliste (Trindade, 2006). Comme le système de crédit fonctionne est central dans le processus d'autonomisation des formes fonctionnelles du capital industriel (capital porteur d'intérêt – capital productif – capital commercial), le capital fictif représenté par

la dette publique et par le marché actionnaire font partie d'un mécanisme de propagation et de distribution de la richesse vers les classes sociales liées directement au circuit financier du capital.

En ce qui concerne la dette publique (interne et externe) brésilienne, le graphique ci-dessous nous donne une vision de son évolution et de ses caractéristiques pendant les dernières décennies.

Graphique 16- BRÉSIL: Évolution de la dette liquide du secteur public (DLSP) (en pourcentage du PIB)



On trouve ici des aspects marquants de l'évolution suivie par la dette liquide du secteur public (DLSP) au Brésil. Tout d'abord, on voit une tendance à la baisse dans les années 1980 qui se poursuit jusqu'au milieu des années 1990 (de 51,5% du PIB en 1983 à 27,9% en 1995), période où les renégociations de la dette externe sur les modèles du Plan Brady ont été mises en place ; ensuite, se profile un nouvel accroissement de la DLSP à partir de 1995, deuxième année du Plan Real, ce qui instaure un nouveau cycle d'endettement au pays, plus tard accompagné d'une amélioration conjoncturelle des indicateurs d'endettement avec la « deuxième vague » de capitaux externes (depuis 2002) –, due surtout à la valorisation du change ; enfin, la composition de la dette publique brésilienne a changé avec l'ouverture économique néolibérale et sa nouvelle insertion dans le flux des capitaux monétaires internationaux. Le point d'inflexion a été l'année 1992 : à partir de ce moment, la dette publique interne a occupé la place principale dans la dette totale, passant de 18,4% du PIB en 1992 à 51,7% en 2007 ; on

peut parler alors d'un processus de « conversion » de la dette externe en dette interne. Donc, si les années 1980 ont été caractérisées par l'endettement externe, on peut dire que la deuxième partie des années 1990 et les premières années du XXI^e siècle ont été marquées par l'endettement interne.

Une autre modification aussi importante figure au centre de la composition de la dette totale brésilienne (publique et privée). Pendant la période des années 1980, l'endettement total a été essentiellement public, mais stimulé aussi par le processus d'étatisation de la dette privée dans les années 1970, décrit par Davidoff (1982). Après les années 1980, la dette publique de long terme, c'est-à-dire d'une maturité de plus d'un an, est passée de 39,3 milliards de dollars en 1980 à 97,4 milliards en 1995, tandis que la dette privée a augmenté de 18,7 à 31,7 milliards de dollars. Mais, c'est au long des années 1990 que la dette privée va devenir plus importante, surtout à cause de l'ouverture financière et du différentiel entre les taux d'intérêt interne et externe qui ont stimulé la captation de ressources externes par les entreprises nationales et internationales au Brésil. La dette privée est passée de 7,2 milliards de dollars en 1990 à 31,7 milliards en 1995, pour totaliser 110,2 milliards de dollars en 1998¹³³. En revanche, avec la crise de 1999, qui s'est manifestée sur la dévaluation du change, il est devenu beaucoup trop coûteux pour les entreprises de s'endetter en monnaie étrangère, ce qui va faire baisser progressivement la dette privée (110,2 milliards de dollars en 1998, 96,6 milliards en 2001 et 70,9 milliards en 2005), déjà dépassée par la dette publique en 2002. A la merci des mouvements du change libéralisé, qui provoquent une nouvelle révalorisation interne progressive du taux de change, la dette privée a été reconduite, en 2006, et figure au premier rang de l'endettement

Cette tendance à l'accroissement de la dette privée a toujours été utilisée par le gouvernement, surtout par les présidents de la Banque centrale du Brésil, pour soutenir que la dette externe n'était plus un problème car elle était en bonne partie privée, ce qui signifiait une non-utilisation des ressources publiques pour le paiement de ses services (amortissements et intérêts). Par contre, si ces informations présentent en apparence une certaine vérité, de l'autre, nous devons observer que, premièrement, c'est le Trésor public qui garantit la dette privée par la voie des obligations publiques avec la couverture du change et que, de plus, l'effort pour attirer les dollars de l'extérieur est entrepris par tout le pays, lequel est soumis aux effets récessifs des taux d'intérêts

¹³³ Source : Banque mondiale, base de données du *Global Development Finance*.

élevés et aux déséquilibres de la balance de compte courant ; enfin, nous avons déjà eu des cas de nationalisation de la dette privée, dans les années 1970, où l'État capitaliste a répondu par la couverture des intérêts de classe des sociétés privées.

En fait, la dette interne, qui est négociée en monnaie nationale et est aussi indexée sur les taux d'intérêt interne, est devenue une source de profits pour les sociétés financières et pour les banques car elles contractent sur les marchés internationales des prêts à faible intérêts et ensuite achètent au Brésil des titres publics à taux d'intérêt très élevés, absorbant, naturellement, la différence de rémunération. En fait, l'entrepreneur prête l'argent dans les marchés mondiaux, vend la devise à la Banque centrale du Brésil et achète les titres de la dette publique interne brésilienne, transformant ainsi, par le système de crédit international, le capital monétaire externe en capital fictif. Ainsi, « une bonne partie de la dette externe privée a été reprise par les banques et entreprises non pour faire des investissements productifs, mais pour prêter au gouvernement brésilien, et s'approprier les intérêts » (Ávila, 2006 : 04).

Une série de facteurs ont induit la « conversion » de la dette externe brésilienne en dette interne¹³⁴. La nécessité d'avoir des réserves internationales pousse la Banque centrale à acheter des devises sur le marché des changes pour payer ses compromis externes et réaliser la conversion de la monnaie nationale en monnaie étrangère, nécessaire aux transactions commerciales des banques et des exportateurs. De sorte que la Banque centrale, pour éviter l'excès d'offre de monnaie interne, émet les obligations de la dette publique interne, ce qui ne fait qu'accroître l'endettement interne. En même temps, le flux externe de capital monétaire, l'existence d'un stock de la dette externe et les soldes positifs de la balance commerciale obligent aussi la Banque centrale, comme dans le mécanisme précédent, à acquérir des dollars, ce qui va augmenter l'offre des obligations publiques internes (Nakatani, 2006). En tant que telle, la dette interne est passée de seulement 20,5 millions de reais en décembre 1991, en termes courants, à 1,4 milliards en décembre 2007, tandis que la dette externe devenait négative dans la dernière période à cause des paiements effectués par le gouvernement brésilien aux institutions

¹³⁴ En réalité, ce processus fait partie d'une politique commune adoptée par l'ensemble des pays d'Amérique latine. La Banque des Règlements internationaux (BRI) a déjà admis que les gouvernements d'Amérique latine, dans la mesure où ils convertissent la dette externe en dette interne, peuvent transformer les risques de change en risques de raccourcissement des délais du paiement de la dette : « la prédominance de titres à court terme, indexés aux intérêts ou aux taux d'inflation, peut exposer les gouvernements de la région à un risque de refinancement significatif si les conditions domestiques ou internationales se détériorent » (Valor Económico, le 02 octobre 2006).

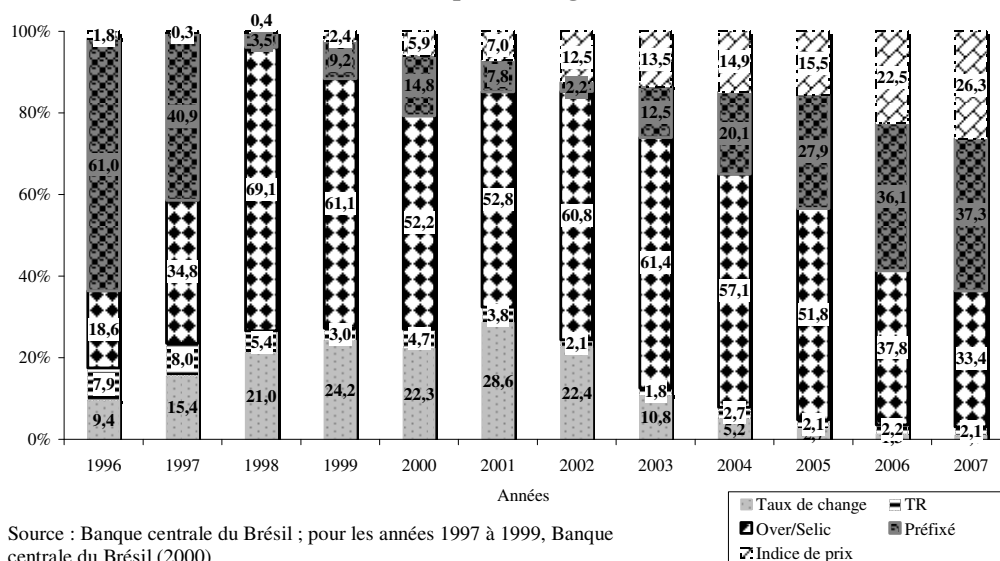
financières internationales, ce qui a déjà été indiqué dans ce travail¹³⁵. De toute façon, dans la période d'implantation du Plan Real seulement, la dette interne est passée de 9,961 milliards de reais en décembre de 1993 à 108,805 milliards en décembre 1994, soit une augmentation d'environ 990% en seulement 1 an ; et enfin, elle a dépassé la barrière des milliards de milliards de reais (*trilhões de reais*) en 2006, dernière année du premier mandat de Lula, principalement à cause des taux d'intérêts internes élevés qui essayaient de défendre la politique de surévaluation du taux de change.

Le fort accroissement de la DLSP a lancé le débat sur sa soutenabilité à court terme. Partant de l'hypothèse d'une ambiance macroéconomique stable, Goldfajn (2002 : 9-10) révèle que, avec l'« absence de nouveaux ajustements significatifs dans le taux d'échange réel », ou la nécessité de ne plus reconnaître les dettes anciennes, associée à la politique actuelle de génération d'excédents fiscaux significatifs, le ratio DLSP/PIB déclinera probablement à l'avenir. Les réformes qui ont déréglementé l'économie nationale pendant les dernières années et qui ont établi la réduction des dépenses gouvernementales (Loi de responsabilité fiscale...) et la génération de surplus fiscaux élevés, permettront une soutenabilité à court terme de la dette publique brésilienne. Suivant ainsi les recettes néolibérales, l'auteur suggère qu'il faut approfondir les excédents primaires et continuer les privatisations : « les excédents primaires actuels sont soutenables et il y a place pour des ajustements supplémentaires, si les conditions l'exigent. Ces ajustements sont possibles non seulement en termes de flux de recettes et de dépenses, mais aussi en termes d'avancées dans les privatisations » (*ibid*, p. 11).

Plus récemment, les transformations dans la composition des indices de la dette interne ont augmenté les indications d'amélioration de la gestion de la dette, comme on peut le voir dans le graphique suivant :

¹³⁵ Malgré les anticipations du paiement de la dette externe à partir de la fin de 2005, le gouvernement, de manière « contradictoire », a continué à émettre les obligations de la dette externe indexée à des taux d'intérêt plus élevés que les anciens titres, ce qu'affirme Ávila (2006 : 8) : « tant que les intérêts du FMI étaient d'environ 4% a.a, et les « Bradies » 5,7%, les intérêts payés aux 14,3 milliards d'obligations émis depuis janvier 2005 ont totalisé, en moyenne, 8,5% a.a. En aggravant la situation, tous les nouveaux titres de la dette externe émis à partir de 2003 comportent la Clause d'Action collective (CAC). Cette clause transfère au Forum de New York la résolution de toutes les controverses sur la dette, ce qui représente le renoncement à la souveraineté nationale. Cette CAC permet aussi que seuls les plus grands créanciers (lesquels retiennent 85% de la dette) imposent leur volonté dans une éventuelle renégociation de la dette, ce qui concentre le pouvoir sur peu de créanciers ».

**Graphique 17- BRÉSIL : Composition des obligations publiques interne
(en pourcentage)**



On constate que l'indexation des obligations de la dette interne présente des variations relativement significatives tout au long de la série. La partie indexée au taux d'intérêt Selic s'est accrue à partir de 1996 et c'est seulement après 2005 qu'elle va entamer une trajectoire de baisse tout en restant cependant élevée : 33,4% en 2007. Il est évident aussi que pendant les années de crise capitaliste, l'État a offert plus d'avantages aux spéculateurs, pour tenter de freiner la sortie de capitaux : le total des obligations indexées aux taux d'intérêt a atteint la somme de 69,1% en 1998 (crise asiatique), 61,1% en 1999 (crise brésilienne), et s'est maintenu élevé pendant les années 2000-01 (crise argentine), montant à 60,8% en 2002 (crise brésilienne) – après avoir été seulement de 18,6% en 1996. Signe de fortes variations, les obligations préfixées totalisaient la somme de 61% en 1996, et seulement deux ans après, en 1998, totalisaient seulement 3,5% du total des placements ! Après 2002, dans la période correspondant à la deuxième « vague » de capitaux du système de crédit international, un mouvement d'agrandissement des obligations préfixées reprend jusqu'à 2007, et arrive à 37,3%. En suivant la croissance, on rencontre aussi les placements indexés aux indices de prix, qui passent de moins de 3% entre 1996 et 1999 à 26,3% en 2007. Finalement, on peut observer que la partie liée au taux de change a presque disparu, puisqu'elle ne totalise que 0,95% en 2007.

Ainsi, on peut conclure que la composition de la dette interne brésilienne a les caractéristiques suivantes : réduction de la partie indexée au taux de change ; augmentation de la partie préfixée et attachée aux indices de prix ; la partie indexée aux taux Selic, malgré la baisse, est restée encore élevée. De plus, le mouvement conjoncturel de la composition de la dette est totalement lié au *désir* du capital fictif mondial. On a indiqué, à peu près, que ces mouvements ne sont pas particuliers au Brésil, et que même les institutions internationales ont manifesté leurs préoccupations devant le fait que les pays latino-américains adoptent la stratégie de la liaison entre leurs obligations publiques et les indices de prix, d'une part, les taux d'intérêt, d'autre part. Leur souci porte sur le caractère de court terme de la plupart des obligations, comme on peut le vérifier dans le cas du Brésil (tableau 8).

Tableau 8 : BRÉSIL : Échéance moyenne de la dette publique (en années)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<i>Dette totale</i>	3,4	4,0	3,9	3,4	3,2	2,8	2,9	3,1
Dette interne	2,6	3,2	3,1	2,7	2,5	2,3	2,5	2,9
Dette externe	6,9	6,9	6,3	6,1	6,1	6,0	6,8	6,2

Source : Secrétariat du Trésor national (STN) (*Secretaria do Tesouro Nacional*)

La dette publique totale au Brésil a un délai d'échéance de seulement 3,4 ans, en moyenne, en tenant compte des années ci-dessus, ce qui signifie qu'environ 30% de cette dette a une échéance de moins d'un an. La dette interne, la plus importante aujourd'hui, le délai d'échéance est encore pire : 2,7 années, en moyenne, entre 2000 et 2007¹³⁶. Toutefois, il est vrai que les conditions conjoncturelles internationales ont permis l'amélioration de certains indicateurs, même si c'est encore à l'état embryonnaire, comme la désindexation des obligations par rapport aux taux de change et à l'allongement de la dette publique totale et interne à partir de 2005.

D'un autre côté, les fortes variations indiquées ci-dessus renforcent les soupçons à l'égard des véritables changements positifs dans la gestion de la dette publique brésilienne. Pour Lopreato (2008), la perspective d'une baisse conjoncturelle du taux

¹³⁶ Deux aspects principaux, en dehors du pouvoir économique et politique, différencient la dette des pays développés de celle des pays sous-développés : les taux d'intérêt et le délai d'échéance plus long. Dans les pays développés, également endettés, le taux d'intérêt est moins élevé et l'échéance moyenne de la dette est de sept ans ; en moyenne, le taux d'endettement des pays de la région de l'OCDE arrive à 75% du PIB (OCDE, 2007c).

d'intérêt, à côté de l'augmentation du volume des titres à court terme, a amené le marché à accepter une plus grande participation des obligations préfixées et une maturité un peu plus longue à partir de 2005. Néanmoins, ce mouvement tend à avoir ses limites, qui résident dans la propre instabilité et la dépendance de l'économie face aux flux de capitaux monétaires externes. En fait, les mouvements observés depuis 2005 ne sont pas nouveaux. Comme on peut le constater dans le graphique précédent, le profil de la dette s'était amélioré en 1996 (avec 61% en obligations préfixées), après la crise mexicaine ; mais, avec les crises des années suivantes, le cadre a changé totalement, comme on a déjà pu le constater.

De quelques signes de changement dans l'ordre d'accumulation capitaliste mondial, la politique interne tend à s'ajuster pour répondre à la volonté du capital fictif, ce qui indique que l'amélioration ponctuelle des indicateurs s'est montrée efficace quand elle a coïncidé avec l'intérêt des acteurs de la sphère financière du capital. Alors, « ce qu'on peut conclure, c'est que le marché de titres de la dette publique, malgré certaines améliorations, continue à être exposé aux intérêts à court terme et surtout que les institutions nationales ne se résignent pas encore à abandonner leurs positions traditionnelles [orthodoxes] » (Lopreato, 2008 : 23). La grande dette publique de court terme continue à indiquer que la stabilité macroéconomique n'a pas encore réussi à rompre l'inertie et à créer des conditions plus positives et soutenables à court terme.

Au delà des fortes variations de la dette liquide du secteur public (DLSP) dans les dernières décennies et des variations de sa composition, d'autres aspects doivent aussi être bien examinés. En premier lieu, il est évident que si le maintien des taux d'intérêt interne élevés a attiré le capital monétaire de l'extérieur, et a augmenté les réserves nationales qui passent de 9,973 milliards de dollars en 1990 à 180,334 milliards en 2007, d'autre part, le coût des dépenses occasionnées par le paiement des services de la dette s'est transformé en principal vecteur du déficit public du gouvernement fédéral, bien que Versiani (2003 : 8), reproduisant la pensée monétaire orthodoxe, ne se réfère pas aux intérêts et identifie seulement trois éléments responsables de l'endettement du gouvernement : les accords de refinancement de la dette des états et des municipalités de la fédération, la reconnaissance des dettes précédentes et le programme de renforcement des banques fédérales. En outre, Gonçalves et Pomar (2000) affirment que le Brésil a payé, entre 1994 et 1999, 250 milliards de reais en intérêts de la dette interne et 128 milliards de dollars pour le paiement des intérêts et amortissements de la dette

externe. Selon eux, si nous avons rassemblé 85,2 milliards entre 1991 et 1998 avec les privatisations, en même temps les services de la dette ont coûté davantage dans les dernières années ; à la fin, une partie du patrimoine public a été aliéné et un énorme passif externe est toujours relevé dans les comptes publics.

Ces remarques des auteurs deviennent bien visibles dans le tableau suivant, qui nous donne des informations sur la collecte d'État, sur les intérêts payés et sur la charge fiscale. Ces chiffres nous permettent de visualiser la partie de la plus-value qui se trouve générée par le paiement des impôts et que l'État s'approprie sous forme de recettes puisqu'elle est convertie en paiement des services de la dette publique.

**Tableau 9- BRÉSIL : Bésion de financement du secteur public (NFSP)
(en pourcentage du PIB)**

	Résultat primaire (a)	Intérêt nominal (b)	Résultat nominal (c = b-a)	Charge fiscale*
1991	-2,71	29,46	26,75	24,61
1992	-1,58	47,33	45,75	25,38
1993	-2,18	67,01	64,83	25,09
1994	-5,64	32,61	26,97	28,61
1995	-0,26	7,54	7,28	28,92
1996	0,10	5,77	5,87	25,19
1997	0,96	5,15	6,11	25,47
1998	-0,02	7,95	7,93	27,38
1999	-3,23	13,21	9,98	28,63
2000	-3,47	7,95	4,48	30,67
2001	-3,36	8,11	4,76	31,01
2002	-3,55	12,9	9,36	32,65
2003	-3,89	7,21	3,31	32,54
2004	-4,17	6,43	2,26	33,49
2005	-4,35	7,11	2,75	34,12
2006	-3,86	6,76	2,90	35,06
2007	-3,97	6,14	2,17	36,08

Source : Banque centrale du Brésil et Institut brésilien du planning fiscal (IBPT) (*Banco Central do Brasil et Instituto Brasileiro de Planejamento Tributário*)

Notes : 1) (-) = excédent, (+) = déficit, sauf pour la charge fiscale ; 2) * charge fiscale = comprend les paiements (taxes et contributions) effectués par les particuliers et personnes juridiques aux trois sphères du gouvernement (fédéral, états et municipalités) au cours d'une année.

Dans la série présentée ci-dessus, on n'aperçoit pas d'excédent primaire dans les comptes publics, sauf en 1996 et 1997. À l'exception de l'année 1994, année d'implantation du *real*, l'excédent primaire (a) est resté relativement faible jusqu'à 1998, moment où éclate la crise d'accumulation au Brésil, manifestée principalement par la crise du taux de change au début de 1999. Comme on le sait, les accords avec le FMI, à partir de ce moment, ont instauré l'obligation de générer un surplus fiscal toujours plus élevé, même avec l'amélioration du scénario conjoncturel global des capitaux externes ; celui-ci a atteint jusqu'à 4,35% du PIB en 2005. Par contre, le paiement des intérêts nominaux (b) a totalisé, après la baisse du taux d'inflation en 1994, 13,2% du PIB en 1999, 12,9% en 2002, et s'est maintenu autour de 6% dans les dernières années de la série. En moyenne, l'excédent primaire a représenté 7,9% du PIB entre les années 1994 et 2007, ce qui correspond à 1 549,5 milliards de reals. Et même avec cet effort fiscal, le résultat nominal (c) a toujours été déficitaire, impliquant alors le maintien et l'intensification d'une politique de forte rigueur fiscale, suivant en cela les recettes des institutions financières internationales. L'existence de ces constants déficits nominaux sert aussi à convertir les intérêts de la dette publique en nouvelle dette, car la différence sera financée par les nouveaux titres de la dette interne émis par le Trésor national.

L'une des recettes utilisées pour payer ces services de la dette consiste en l'augmentation constante et graduelle de la charge fiscale qui au Brésil est fortement régressive et qui pénalise plus fortement les salariés, lesquels dépensent la majeure partie de leur salaire en biens de consommation¹³⁷. La charge fiscale du pays a grandi année après année dès le début des années 1990, atteignant les pourcentages de 24,6% du PIB en 1991, 28,6% en 1994, et 36% en 2007, ce qui suggère un vigoureux transfert d'excédent vers la sphère fictive du capital, représenté ici par les paiements des intérêts

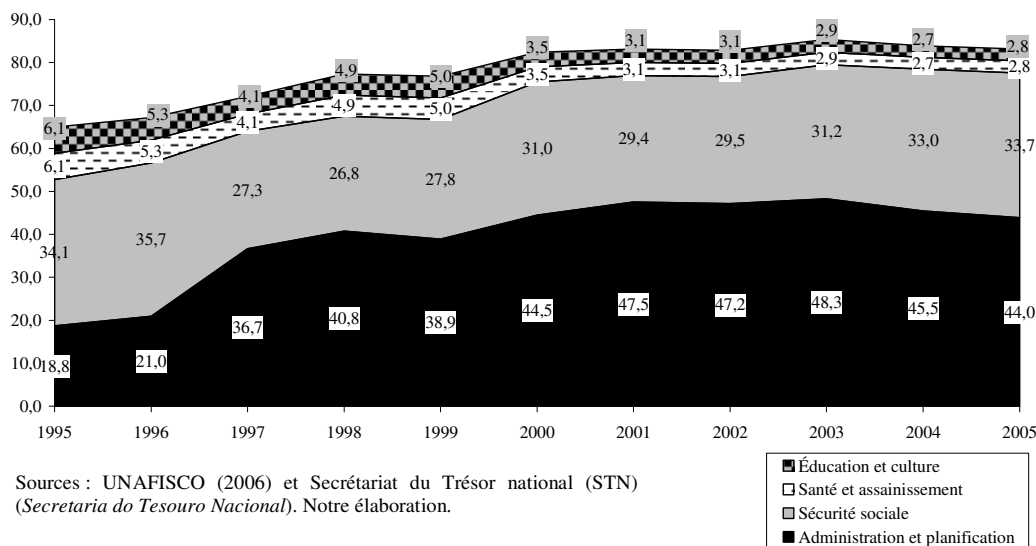
¹³⁷ On peut ici donner une série d'informations sur ce sujet. Selon le Secrétariat de la Recette fédérale du Brésil, l'impôt indirect dans le pays totalise aujourd'hui environ 56,27% de la charge fiscale totale. De même, le Syndicat national des auditeurs fiscaux de la recette fédérale du Brésil (UNAFISCO) indique aussi que 63% de la charge fiscale a pris la forme de services et biens, 26% porte sur le revenu, 4% sur la propriété et autres 7%. Selon eux, la charge tributaire directe et indirecte sur le revenu total des ménages, en 2004, a été divisée de la façon suivante : l'incidence des impôts directs sur les ménages qui gagnaient jusqu'à deux salaires minimum (SM) a totalisé 3,1%, sur ceux qui obtenaient plus que 30 SM, le total a été de 9,9% ; de l'autre côté, les impôts indirects ont représenté 48,8% du revenu des ménages qui touchaient jusqu'à 2 SM et 26,3% pour ceux qui gagnaient plus que 30 SM. En outre, l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) du gouvernement fédéral a fait savoir, en mai 2008, que la charge fiscale représentait 22,7% du revenu des 10% plus riches et 32,8% du revenu des 10% plus pauvres. En considérant seulement les impôts indirects, la charge fiscale sur les plus pauvres est de 29,1% contre 10,7% sur les plus riches. Finalement, selon l'Institut brésilien du planning fiscal (IBPT), l'impôt sur les salaires est passé de 18,76% en 2002 à 20,43% en 2005.

nominaux. Ces impôts, qui représentent l'appropriation par l'État d'une partie de la plus-value, seront redistribués selon la corrélation des forces politiques entre les fractions de classe au sein du système capitaliste. Comme on a vérifié que la politique économique brésilienne est fortement subordonnée à l'ordre financier mondial, ce qui signifie la reorientation de la plupart des excédents vers les fractions de classe liées à la sphère financière internationale et nationale, l'accroissement de l'endettement exige alors une plus-value plus grande pour garantir le paiement de ces services – ce qui contribue alors à augmenter le taux d'exploitation de la force du travail, responsable directe de la génération de la valeur, dans la mesure où une partie de cette rémunération vient du capital productif.

La forme sous laquelle cette pression s'exerce sur la force de travail s'incarne dans la perte des droits sociaux, l'augmentation du chômage et de l'informalité, la montée du contrat à durée déterminée, la faible rémunération du travail, l'agrandissement de la tertiarisation, des modes de résiliation plus faciles du contrat de travail, enfin, dans l'intensification du travail... toutes modifications qui ont pour but de réduire les coûts du travail et d'augmenter la flexibilité du marché du travail, comme on le verra brièvement. Au-delà de ce transfert d'excédent productif à la sphère fictive du capital, on a vu aussi l'existence du profit fictif, autre forme de rémunération des actifs financiers, qui dissimule encore plus la reproduction capitaliste fondée sur la sphère financière.

De même, les informations du tableau ci-dessus indiquent aussi que la rigueur fiscale, qui touche négativement les conditions de vie de la population, n'a pas suffi à solder les engagements avec la dette publique, ce qu'on peut vérifier à travers les constants déficits nominaux qui se répètent au long des années. « Ainsi, une partie de la dette est capitalisée, ce qui étend la dette et la fraction du capital fictif fondé sur la dette publique » (Nakatani, 2006 : 12). En fait, ces mécanismes de transfert de la plus-value, destinés à payer la sphère financière du capital, ont provoqué un véritable déplacement de richesse dans les secteurs sociaux, qui sont fondamentaux pour les populations surtout dans un pays à fortes inégalités comme le Brésil, où, selon l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA) (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*), les 10% plus riches concentrent 75,4% de la richesse du pays. Les informations du budget fédéral brésilien sont éclairantes sur la concentration et le transfert de la plus-value :

Graphique 18- BRÉSIL : Dépenses du budget fédéral et transfert de la plus-value au capital fictif (en pourcentage)



La différence entre les ressources destinées à chaque rubrique du budget fédéral est flagrante : le compte « Administration et planification », qui concentre les dépenses des services de la dette externe et interne plus les coûts de l'administration publique – qui est une petite subdivision totalisant environ 2% du budget –, ont connu une forte tendance à la hausse dès le début de la série : 18,8% en 1995, à 44% du budget fédéral en 2005¹³⁸. L'année 1997 représente une inversion de priorité entre les dépenses financières et les autres. La politique monétaire fondée sur des taux d'intérêt élevés, l'une des marques de la politique économique des dernières années qui cherche à attirer le capital monétaire externe, explique l'accroissement des dépenses dû au paiement d'intérêts destinés au circuit financier international et national. D'autre part, le compte Sécurité sociale (*Assistência et Seguridade Social*) s'est maintenu relativement stable. Dans ce compte, la partie de l'assistance sociale, qui inclut les programmes de redistribution de revenu comme la Bourse famille, a totalisé environ 2,0% du total, est s'est amplifiée après 2002, sous le gouvernement Lula, passant de 1,48% à 2,67% en 2005 du budget fédéral. La tendance au transfert de la plus-value absorbée par l'État n'a pas été modifiée pendant les années 2006 et 2007, car le pourcentage des dépenses relatives à l'intérêt et à l'amortissement de la dette a totalisé 40% du budget en 2006,

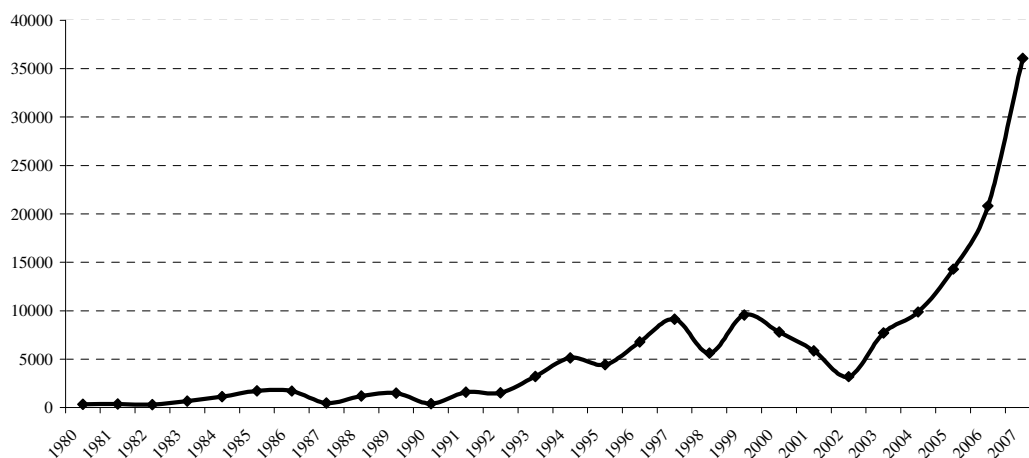
¹³⁸ La rubrique « Administration et planification » se réfère à la somme des dépenses en matière de services de la dette externe, de la dette interne, des transferts et d'autres charges spéciales, au-delà des Dépenses de l'Administration publique. Depuis 2000, elle a été divisée en deux : Administration, qui est une dépense relativement petite, environ 2%, et Charges spéciales (Charges de la dette publique). Pour faciliter la visualisation des informations, nous maintenons les données agrégées selon la première division.

pendant que la santé, l'assainissement, éducation et la culture, ont participé pour 4,72%, 0,0%, 1,96% et 0,04%, respectivement. En 2007, les informations disponibles vont jusqu'à août ; le total des paiements des services de la dette publique total (interne et externe) a atteint 32,3%, pendant que les autres comptes se maintenaient dans les mêmes pourcentages (Audit citoyen de la dette, 2006, 2007).

Ces informations, non seulement démontrent la priorité donnée à la sphère financière du capital, mais indiquent aussi qu'une petite partie des dépenses de l'État, de la plus-value qu'il récolte, peut être dirigée vers les programmes d'aide sociale permettant alors au capital d'atténuer ses propres contradictions dans la mesure où la plus-value est distribuée à la pauvreté. Comme on a vu, c'est la diffusion des principes relatifs aux politiques de redistribution de revenu ponctuelle prescrits par les institutions financières internationales qui se substituent à la politique sociale de caractère collectif, général, c'est-à-dire non discriminatoire, qui était jusque-là garantie les politiques de l'État Providence. En outre, les politiques d'infrastructure restent aussi totalement dépendantes des mouvements financiers externes, car elles absorbent une fraction insignifiante du budget fédéral, comparée aux dépenses financières. Donc, l'extension des dépenses financières dans les comptes publics indique, clairement, un ajustement « imposé » à la société brésilienne, et une option de politique économique qui conduit à un énorme transfert de revenu de l'économie réelle au secteur financier, ce qui reflète la primauté accordée aux intérêts politiques de certains secteurs économiques, principalement ceux liés à la sphère financière (Castro *et alii*, 2008).

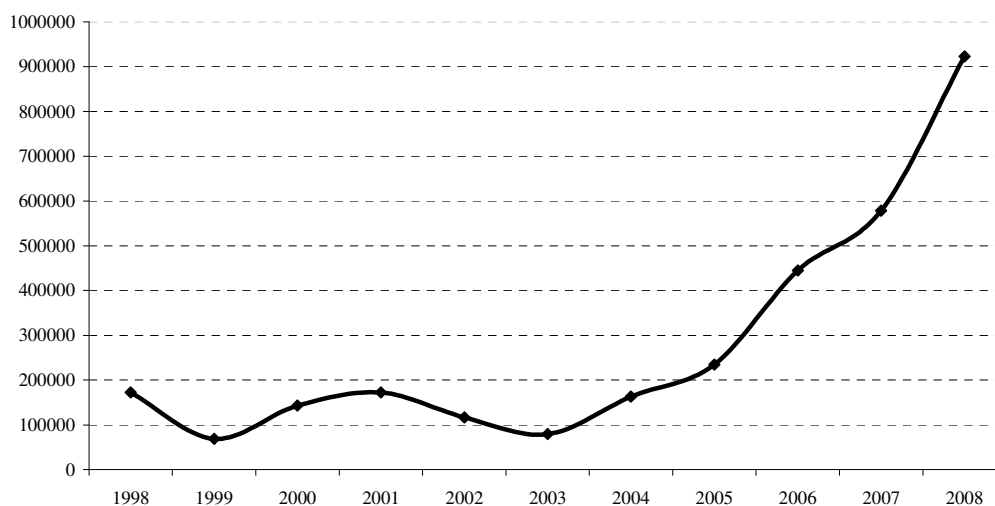
Certes, le processus de spéculation imposé à l'économie brésilienne ne restreint pas la dette publique. Sur le marché des actions, cette fois, les dernières évolutions des cours boursiers représentent aussi la taille des transactions fictives au Brésil, comme on peut le voir dans les deux graphiques qui suivent :

Graphique 19- BRÉSIL : Indice IBOVESPA (en milliards de dollars courants)



Source : BOVESPA

Graphique 20- BRÉSIL : Indice de capitalisation boursière IBOVESPA (en milliards de dollars courants)



Source : BOVESPA

L'indice des cours bousiers IBOVESPA, qui sert d'indicateur moyen au comportement du marché actionnaire dans la plus grande bourse du Brésil (BOVESPA), à São Paulo, permet de visualiser les mouvements des transactions fictives des bourses, en même temps que l'évolution de la capitalisation boursière mesure les variations des cours boursiers et les mouvements d'achats et ventes. Les deux courbes indiquent une forte évolution positive au long des années, et suggèrent par conséquent une valorisation

fictive des actions de transaction dans cette bourse brésilienne. Selon la Banque centrale du Brésil (2006 : 67), « la rentabilité de IBOVESPA en dollars a dépassé celle de la bourse états-unienne de manière significative. L'indice de la bourse brésilienne a été valorisé de 45,5% en 2006, en face de 16,6% pour l'indice Dow Jones et 10% pour l'indice Nasdaq » ; et environ 35,5% de ses transactions ont été concentrées aux mains des investisseurs institutionnels étrangers.

L'implantation de l'ouverture économique et les modifications du système bancaire, avec l'intense processus d'internationalisation financière, ont facilité l'expansion de ce type de capital fictif, stimulé aussi par le développement des moyens de communication diffusés dans les grandes places boursières mondiales. En outre, l'adoption des politiques de la gouvernance d'entreprise assurent la priorité donnée « à la création de valeur pour les actionnaires », ce qui peut être confirmé par l'information suivante : 60% du total de la capitalisation boursière de la BOVESPA sont venus des entreprises qui appliquent les politiques de la gouvernance d'entreprise. L'attraction des cours boursiers de ces entreprises est mesurée par l'« indice de gouvernance d'entreprise (IGC) » qui reflétait la majeure partie de la demande des investisseurs, vu que sa valorisation en 2006 avait atteint 41,3%, dépassant l'indice de rentabilité présenté par l'IBOVESPA, soit 32,9% (Banque centrale du Brésil, 2006 : 69).

En termes généraux, tous les éléments exposés ici sont liés au fait que l'ouverture financière implantée au Brésil a provoqué de fortes pressions sur les comptes nationaux et sur le budget fédéral, en raison d'une stratégie de court terme où le financement de la balance des paiements dépendait, d'un côté, de l'attraction du capital monétaire externe ; et de l'autre, au niveau interne, de l'endettement (interne et externe) et de l'investissement direct étranger. En conséquence, comme on a pu le constater, l'augmentation du passif externe de l'économie nationale, qui se traduit par le transfert du paiement des profits, des intérêts et des dividendes qui a exercé une forte pression sur le compte des services de la balance des paiements, en réalimentant le « cycle vicieux » de l'endettement et de la concentration de la richesse dans la sphère financière du capital. De plus, le financement de la dette publique a été assuré par l'émission de nouvelles obligations et par l'adoption d'une politique fiscale de rigueur traduite par les baisses des dépenses gouvernementales et l'augmentation des impôts, politique toujours stimulée par les taux d'intérêts élevés qui assurent directement la montée en puissance

d'une nouvelle caractéristique du capitalisme contemporain : le pouvoir des investisseurs institutionnels.

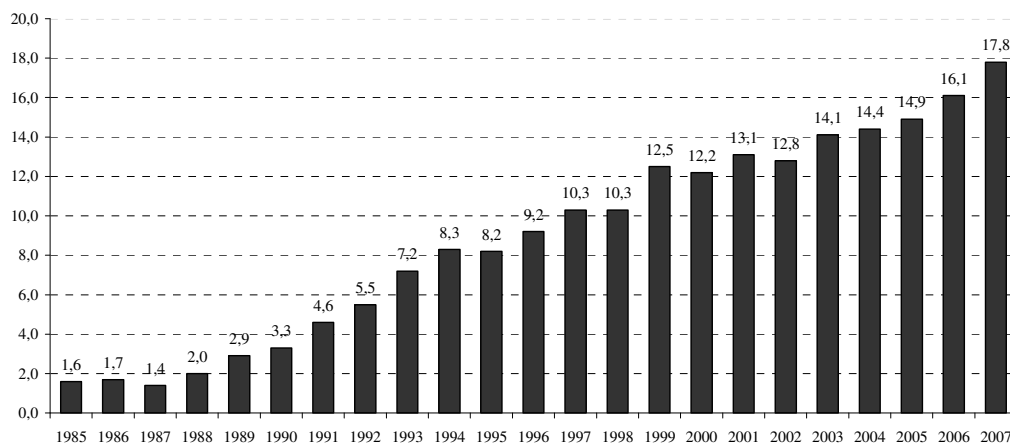
2.2.1- Les investisseurs institutionnels : acteurs économiques et politiques de la sphère financière

La participation des investisseurs institutionnels (fonds d'investissements, fonds spéculatifs, fonds de pension...) a été décisive dans la conformation du nouveau système de crédit international, maintenant libéralisé et « mondialisé », tant du point de vue de ses capacités de mobiliser une énorme somme de capital monétaire dans les marchés internationaux, que de son aptitude à la diriger vers des investissements dans les divers marchés financiers mondiaux, en profitant du différentiel de rémunération. Leur accroissement a généré aussi leur capacité à influencer plus directement la forme des investissements réalisés dans la sphère productive du capital, constituant ainsi un élément différentiel du capitalisme contemporain.

En vérité, ces investisseurs vont influencer non seulement les mouvements du capital fictif à partir des transactions en bourse, des produits dérivés, ou des transactions au niveau des obligations publiques et privées, mais aussi la sphère du capital productif, fortement liée aux mouvements financiers, en raison de l'interface avec les entreprises productives désormais privatisées ou fusionnées en raison du mouvement d'ouverture économique. Ainsi, dans le cycle de reproduction de la valeur, les investisseurs institutionnels serviront de « fil conducteur » de la valorisation productive et financière, deux composants qui s'imbriquent de plus en plus.

Au Brésil, accompagnant le mouvement mondial des institutions financières, l'accroissement de deux types d'investisseurs institutionnels (les fonds de pension et les fonds d'investissements) marque aussi un processus de transformation interne, encore en constitution et fondé sur la déréglementation et la libéralisation des comptes de capitaux, qui a tendance à augmenter le pouvoir de ces investisseurs au sein du centre de décision de la politique économique. Le graphique suivant nous donne une idée de la participation des fonds de pension dans l'économie brésilienne.

**Graphique 21- BRÉSIL : Actifs des fonds de pension par rapport au PIB
(en pourcentage)**



Source : Association brésilienne des institutions fermées de protection sociale (ABRAPP) (*Associação Brasileira das Entidades Fechadas de Previdência Complementar*)

La participation des fonds de pension dans l'économie nationale peut être visualisée par sa relation avec le PIB brésilien. D'un pourcentage de 1,6% du PIB au milieu des années 1980, le ratio actif des fonds de pension/PIB s'est élevé graduellement jusqu'à 17,8% du PIB en 2007, ce qui indique, d'un côté, un accroissement régulier et, de l'autre, l'existence d'un large « marché », surtout quand on considère que la participation de ces fonds dans les pays développés est, en moyenne, de 70% à 80% du PIB. Ce ratio est resté relativement stable pendant la première moitié des années 1980, et a agrandi de façon plus forte à partir du début des années 1990, moment où le flux de capital monétaire externe pénètre plus fortement le pays – et où en même temps, le nombre des fonds passait de 217 en 1988 à 352 en 1998 et 369 en 2007.

En monnaie courante, le total des actifs des fonds de pension au Brésil est passé de 46,488 milliards de reais en décembre 1994, à 115,124 milliards en 1999, et 435,770 milliards en décembre 2007, ce qui représente une croissance de 830% en 13 ans. Quand on regarde la structure de ses actifs par secteur économique, on s'aperçoit que la participation dans le secteur financier s'est élevée, passant de 49,4% en 1991 à 54% en 2007, compte tenu du fait que c'est seulement dans les deux dernières années de la série que le total dépasse les 50%. Le secteur des services a diminué pendant les dernières années, passant de 20,6% en 1991 à 23,1% en 2007, ce qui peut expliquer l'augmentation de la participation dans le secteur industriel qui va de 20,6% en 1991 à 23,1% en 2007.

Ces informations précédentes indiquent le potentiel d'expansion de ce type d'investisseurs institutionnels qui, dans la vision traditionnelle, a la capacité de réunir le capital externe afin de servir d'épargne interne aux pays qui n'ont pas la possibilité de financer leur propre développement. Au-delà de ce financement interne, qui renforcera l'investissement productif et par conséquent l'emploi, l'introduction du système de capitalisation des retraites assuré par ces fonds, permet aussi la couverture du système de retraite publique, qui apporte aux travailleurs un taux de rendement supérieur à celui du système public. Par conséquent, le « capitalisme des fonds de pension » atténue les conflits distributifs liés au vieillissement de la population, grâce au soutien du développement dans les pays pauvres et permet aussi d'accroître la richesse des pays les plus riches, comme l'a expliqué Bellofiore (2002) qui fait une lecture critique de ces propositions.

Dans le classement de l'Association brésilienne des institutions fermées de protection sociale (ABRAPP) (*Associação Brasileira das Entidades Fechadas de Previdência Complementar*), les trois premiers fonds de pension brésiliens, en février 2008, venaient des entreprises publiques, et représentaient 48% du total des investissements des fonds brésiliens, ce qui représente un pourcentage important. Une concentration qui n'est pas négligeable, surtout quand on considère la participation directe du contrôle de l'État à ces fonds et ses possibles influences dans le choix des investissements financiers. Selon Grun (2003 : 27), les fonds de pension n'ont pas eu la même importance que les banques d'investissement pendant le gouvernement Fernando H. Cardoso, qui ne cherchait pas à en faire le grand noyau du capitalisme contemporain. Selon l'auteur, ce cadre change à partir du gouvernement Lula, car des membres importants du gouvernement avaient un intérêt direct dans les questions de sécurité sociale privée, comprenant l'importance de ces institutions au plan économique et politique. La réforme des retraites du secteur public en 2003 doit être évidemment bien comprise à travers cette amorce d'ouverture aux fonds de pension, dans un cadre où il fallait accroître l'excédent primaire des comptes publics, et le contrôle direct du gouvernement sur les syndicats et les mouvements sociaux en général (Marques et Ávila, 2005 : 106). Donc, la possibilité d'élargir le champ d'action de ces fonds devient significative.

Le processus de privatisation et de fusion-acquisition qui caractérise le capitalisme actuel a accentué l'interaction de ces investisseurs institutionnels avec le capital productif, intensifiant l'activisme des fonds de pension dans les stratégies de décision

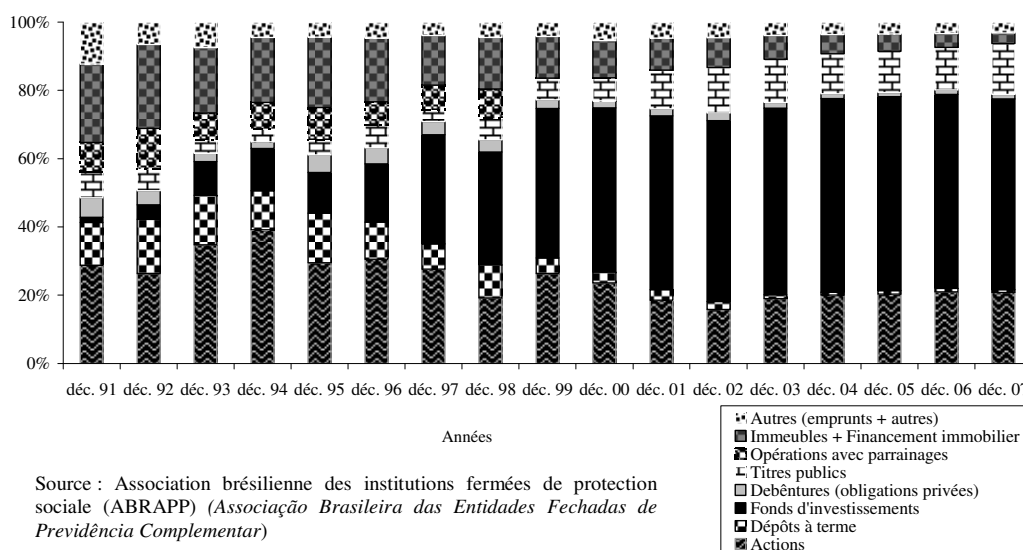
administratives, gestionnaires et financières des entreprises. Dans leur analyse de la participation des fonds de pension dans les entreprises cotées à la BOVESPA entre 1995 et 2002, Crisóstomo et González (2006 : 151) ont constaté une croissance de la participation de ces investisseurs dans les entreprises, avec la présence de plus d'un fond par société, ce qui montre que les stratégies d'action de ces fonds ont été caractérisées par une participation plus effective dans la propriété actionnariale. Du point de vue du rendement de ces entreprises qui ont des fonds de pension comme actionnaires, les auteurs suggèrent que « pour la plupart des indices de performance analysés [dividendes par action, profit par action, rentabilité], les résultats ont indiqué une moyenne supérieure pour les entreprises qui ont présenté des fonds de pension comme faisant partie de leurs cinq principaux actionnaires, avec une moyenne significativement supérieure pour les dividendes par action » (*ibid*, p. 154).

Indépendamment des liaisons directes ou indirectes entre les fonds de pension et les entreprises, il est évident que l'adoption généralisée des stratégies de la gouvernance d'entreprise au sein des grandes firmes et le pouvoir d'intervention de ces fonds dans l'implantation de programmes de gestion administrative et de gestion du travail dépendra de l'influence de leur participation dans les quotas de chaque société. En ce sens, pour connaître les impacts de ou les relations entre les caractères de court terme de beaucoup d'entre eux, il faut analyser cas par cas. Mais, les principes de la « bonne gouvernance » et de la gouvernance d'entreprise signifient une défense indiscutable des règles de « la création de la valeur pour les actionnaires », même dans le cadre des fonds de pension publics administrés par des militants liés directement au parti du gouvernement, comme c'est le cas des plus grands fonds de pension publics du Brésil. « Le mot central est l'arbitrage, dans la mesure où il existe un marché pour le contrôle actionnaire des entreprises, le marché financier, avec sa vision agressive, qui va servir à imposer aux sociétés anonymes un modèle de plus grande efficacité, compatible avec les attentes des actionnaires » (Grun, 2003 : 21). Officiellement, on prétend que, grâce à cette « discipline », le marché financier contraint les entreprises et les travailleurs à trier le meilleur d'eux-mêmes en se protégeant des attaques spéculatives, et en obtenant ainsi une augmentation de la productivité du travail et la satisfaction de la société qui peut bénéficier de produits de meilleure qualité et d'un prix peu élevé.

Tous ces éléments montrent que le prototype de l'investisseur « traditionnel » du marché financier, qui finance l'industrie en transformant le capital monétaire en capital

porteur d'intérêt, s'est allié maintenant plus directement aux investissements de court terme, qui consistent en placements directs sur les actifs du capital fictif. Si on analyse la composition des portefeuilles des fonds de pensions brésiliens, on verra que cette affirmation n'est pas fausse, comme on peut le voir clairement ci-dessous.

Graphique 22- BRÉSIL : Composition du portefeuille des fonds de pension (en pourcentage)



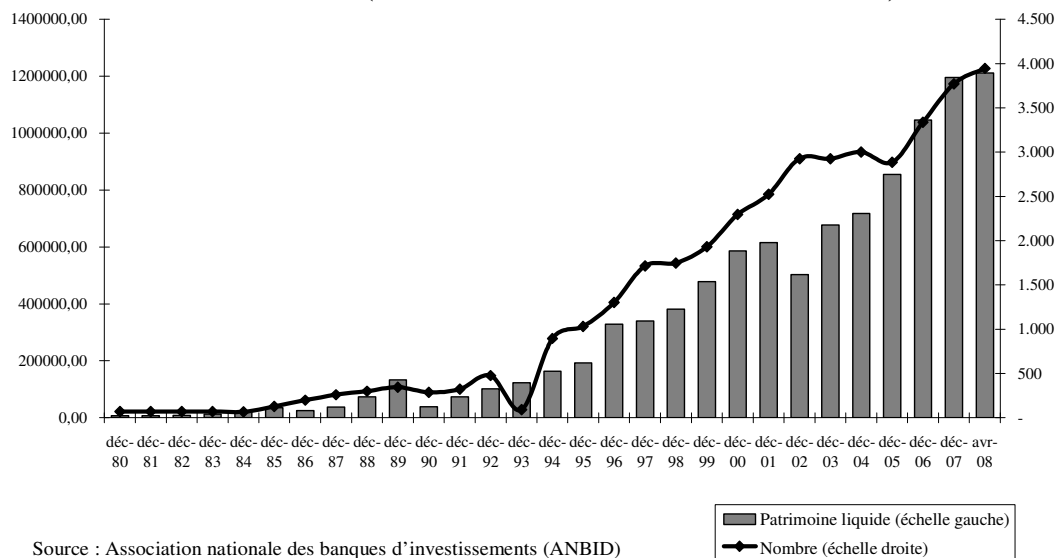
On trouve dans ce graphique des caractéristiques fondamentales qui aident à démystifier la version souvent donnée par l'orthodoxie et selon laquelle le capital monétaire absorbé de l'extérieur est placé dans les activités productives et, ainsi, contribue directement à la croissance économique et à la génération d'emplois et de revenu. Tout d'abord, on note la direction massive des actifs de fonds de pension : les fonds d'investissements (de 1,5% du total en 1991 à plus de la moitié, 56%, en 2007), d'où un transfert aux autres investisseurs plus spécialisés dans la gestion des actifs fictifs ; ensuite, les investissements dans le marché fictif des actions, malgré une baisse après 2000, se poursuivent avec une grande participation dans le total du portefeuille des fonds de pension, 25% en moyenne ; les obligations privées (*debentures*) et les dépôts à terme (titres de délais et des frais négociés par l'investisseur) ont presque disparu tandis que les titres publics ont doublé, passant de 7,4% en 1991 à 14,9% en 2007. La partie du portefeuille des fonds qui garde une certaine proximité avec le capital productif, c'est-à-dire la rubrique appelée « immeubles et financement immobilier », s'est inclinée graduellement : de 22,9% en 1991 elle passe à 10,9% en 2000, et seulement 3,1% en 2007. Ces informations nous donnent presque une preuve du fait que le capital monétaire

investi sous la forme de capital porteur d'intérêt n'occupe pas la place principale dans le portefeuille des fonds de pension brésiliens. De sorte que, contrairement à la vision orthodoxe, on ne constate pas une priorité accordée par les fonds de pension à la génération d'investissements productifs, propres à entraîner une expansion de la sphère du capital productif, la sphère de l'économie réelle. À titre d'exemple, en 2007, l'un des trois principaux fonds de pension public du Brésil a investi 90,6% de ses investissements en revenu fixe (obligations de la dette publique) et variable (actions) – car ces produits ont une négociabilité élevée dans les marchés financiers secondaires –, pendant que le secteur immobilier a reçu seulement 5,9% des ressources totales.

Tout cela contribue aussi à démontrer que la fonction de « canal de transmission » de l'épargne externe vers le développement économique productif des pays sous-développés, comme le Brésil, n'est pas remplie, au moins quand on considère qu'une immense partie des ressources sont investies dans la spéculation financière et dirigées vers le capital fictif. En fait, les fonds de pension au Brésil continuent à exercer la fonction de transmission des placements, mais en tant que « transmetteurs » du transfert d'une partie de la plus-value créée dans le capital productif vers la sphère financière du capital. Comme le disent Costa et Deos (2002 : 16), « alors que 75% du portefeuille des fonds à revenu fixe sont également placés dans titres de la dette publique, il semble que les investisseurs institutionnelles aient choisis, au détriment des actions d'entreprises nationales privées et des titres de créance privés. Ainsi, même les investissements dans les fonds de pension, investisseurs typiques à long terme, n'assurent pas en effet le financement, car ces investisseurs se sont tournés vers le court terme ».

Comme on a pu l'observer aussi, les fonds d'investissement ont absorbé plus de la moitié des investissements des fonds de pension dans les dernières années et sont devenus un agent financier très important dans le mouvement du capital fictif au Brésil, comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous.

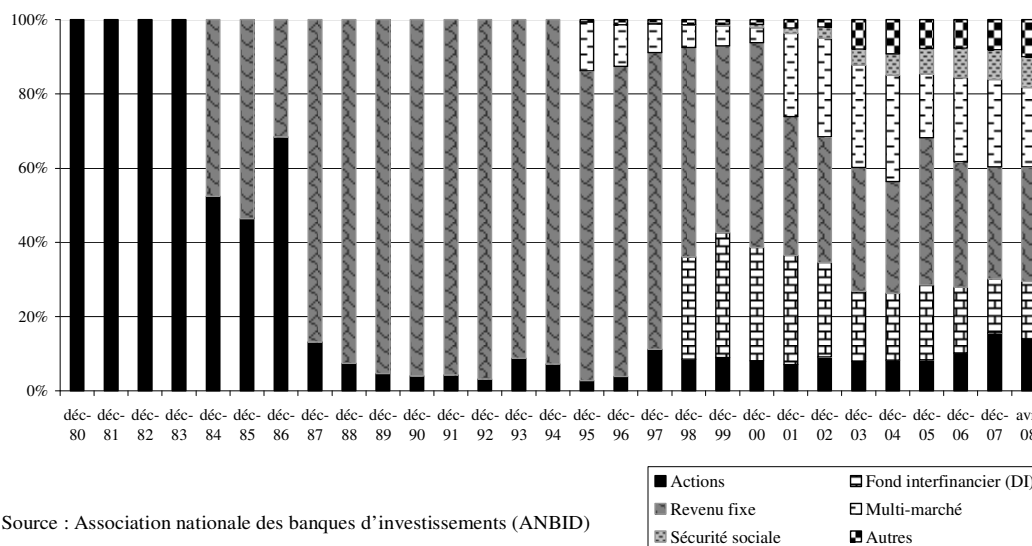
Graphique 23- BRÉSIL: Nombre et patrimoine liquide des fonds d'investissement (en millions de dollars constants en fin de mois)



Le nombre des fonds d'investissement a augmenté pendant les dernières décennies dans l'économie brésilienne, passant de seulement 69 en 1980 à 289 en 1990 ; mais, pendant l'année 1994, il atteignait déjà en 896, et arrivait à un total de presque 4 000 à la fin de 2007. Avec l'accroissement du capital monétaire international et le processus de libéralisation financière, il fallait s'attendre à l'entrée de ces investisseurs dans le pays où ils entendaient profiter des produits fictifs générés par les taux d'intérêt interne élevés. Ainsi, leur patrimoine liquide a connu, parallèlement, une croissance vertigineuse au long des années : 6,955 milliards de dollars en 1980, 39,132 milliards de dollars dix ans après, 164,001 milliards en 1994, époque de transition dans l'économie brésilienne avec le Plan Real, 478,352 milliards pendant la crise brésilienne en 1999, pour arriver à 1,195 milliards de milliards en 2007, ce qui représente un taux de croissance d'environ 3 000% à partir des années 1990.

Sans différer des autres investisseurs institutionnels, les fonds d'investissement ont suivi le même parcours spéculatif qui leur a permis d'obtenir des gains rapides à partir du secteur financier, tout en profitant des rémunérations fournies par la politique économique brésilienne qui cherchait à attirer des capitaux externes pour financer la balance des paiements. La composition du portefeuille de ces fonds peut être visualisée ci-dessous.

Graphique 24- BRÉSIL : Composition du portefeuille des fonds d'investissement (en pourcentage)



On constate que pendant la première partie des années 1980, le portefeuille des fonds d'investissements était totalement dirigé vers le marché actionnaire – jusqu'à 1984 – et qu'entre 1984 et 1986, presque la moitié des ressources a été divisée en deux et qu'une partie a été consacrée aux obligations de revenu fixe. A la fin 1987, commence une période où les placements sont alors dirigés presque totalement vers les actifs de revenu fixe, comme les obligations de la dette publique ; cela coïncide avec l'implantation du Plan Collor et du Plan Real, et précède de peu la crise asiatique. A partir de 1998, apparaît un processus de diversification de leur portefeuille, et les investissements sont orientés également vers le « multi-marché » – fonds multimarchés qui permettent aux investisseurs de placer leurs capitaux à la fois dans des opérations financières de change, d'intérêt et d'actions en bourse –, ou dans les « fonds interfinanciers (DI) » qui recherchent une rentabilité liée à la variation du taux d'intérêt inter-bancaire (Selic), comme les titres du Trésor national, les titres et valeurs mobiliers à revenu fixe, et à risque peu élevé, et les produits dérivés.

Enfin, contrairement aux apparences, la diversification n'existe que dans un seul sens : l'achat et ventes des divers instruments financiers créés dans les marchés financiers après la flexibilité du mouvement de capitaux. Au fond, malgré qu'une impression de diversification du portefeuille de ces fonds au long des années, le fait est que la plupart ou la quasi-totalité des placements se sont orientés vers les instruments du

capital fictif pour profiter des taux d'intérêt élevés offerts par la politique économique brésilienne pendant plusieurs années consécutives.

Donc, les investisseurs institutionnels, considérés comme le support du développement de l'économie nationale, représentent en réalité une institutionnalisation du mécanisme de transfert de la plus-value aux fractions de classe nationales et internationales liées à la sphère financière et toujours à la recherche de la valorisation de leur capital. Parfois même, dans le cas des fonds publics, les fonds d'investissements comme les fonds de pension agissent contre l'intérêt propre des travailleurs en exigeant d'eux une plus grande productivité et, par conséquent, l'intensification du travail pour produire une plus grande valeur. L'expansion du capital fictif et l'interférence directe des investisseurs institutionnels dans l'organisation administrative et celle du travail par le biais des politiques de la gouvernance d'entreprise peut arriver même à provoquer un mouvement contradictoire, typique du capital, en ce sens que les propres politiques adoptées par un investisseur institutionnel peuvent intensifier l'exploitation des autres travailleurs.

Enfin, toutes ces caractéristiques détaillées sur l'accroissement du capital fictif au Brésil nous indiquent que la direction donnée à l'économie brésilienne a privilégié la sphère financière du capital, particulièrement celle qui est attachée au capital fictif. Maintenant, il importe de vérifier de façon plus précise quelles en ont été les conséquences générales sur le monde du travail.

CHAPITRE 5- LA VALORISATION DU CAPITAL FICTIF ET SES EFFETS SUR LE MONDE DU TRAVAIL AU BRÉSIL

« Il n'y a pas le moindre doute que la tendance du capital à se rattraper sur l'intensification systématique du travail (dès que la prolongation de la journée lui est définitivement interdite par la loi), et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en un nouveau moyen d'exploitation... »
(Marx, 1954 : 99)

On a déjà exposé lors des chapitres précédents quelques-uns des éléments sur la stratégie d'accumulation capitaliste actuelle, fondée sur l'accroissement du capital fictif et sur ses conséquences : cela a provoqué d'importants changements dans la sphère du capital productif, transformant directement le monde du travail dans chaque pays, en particulier au Brésil. Il s'agit maintenant d'approfondir ces analyses, en indiquant certaines transformations dans les relations de travail au sein de ce pays, ainsi que dans la législation du travail, qui ont accentué le degré d'exploitation de la force de travail au Brésil. Enfin, on fera un rapport descriptif des expériences vécues par les travailleurs dans quelques entreprises qui ont été privatisées ou acquises par d'autres groupes de grandes firmes. Nous partons de l'hypothèse qu'il y a intensification de la destructuration du monde du travail au Brésil en raison d'une insertion encore plus subordonnée de l'économie brésilienne à la sphère de valorisation du capital fictif mondial (A – A').

En fait, les changements dans le monde du travail ont affecté non seulement la partie la plus « visible » des indicateurs macroéconomiques liés au travail, mais aussi l'organisation et la gestion quotidienne du travail à l'intérieur des grandes entreprises. On note l'adoption d'une méthode de gestion, la gouvernance d'entreprise, fortement liée aux exigences directes des actionnaires – représentés principalement par les investisseurs institutionnels –, lesquelles sont fondées sur la rentabilité du marché financier. Choix qui a provoqué et continue encore à provoquer de forts changements dans la sphère réelle de l'économie du pays et, par conséquent, dans la structure du travail qui se traduisent par, d'un côté, l'accroissement du chômage, de l'informalité, l'adoption de règles de flexibilité et de rationalisation productive et, de l'autre, l'intensification du travail à l'intérieur des grandes entreprises cotées en bourse.

Donc, à présent, on va concentrer l'analyse plus directement sur les changements dans la sphère du travail au Brésil qui sont fortement liés à l'insertion de l'économie brésilienne dans le cycle d'accumulation capitaliste, fondé sur l'expansion du capital fictif mondial. Il s'agit d'une part de continuer à lier les relations existantes entre la politique macroéconomique implantée et la sphère financière du capital, et de l'autre, d'observer les stratégies de déréglementation de la force de travail, qui s'est accentuée au cours des années 1990. Au même moment, la restructuration de l'organisation du travail dans les entreprises cotées en bourse, à partir des stratégies de gouvernance d'entreprise, est aussi fortement liée aux normes de la sphère financière du capital.

Grâce à ce travail, cela permet d'avancer dans le débat sur les transformations du monde du travail au Brésil, puisque, à notre avis, les éléments centraux de la réorganisation du capital, qui partent du processus de valorisation du capital fictif, sont déterminants pour comprendre les mutations internes au monde du travail. Ainsi, les analyses acquièrent une logique plus structurale et globale, fondée sur la valorisation du cycle du capital industriel (A – M – A'), sur la base de ses formes fonctionnelles.

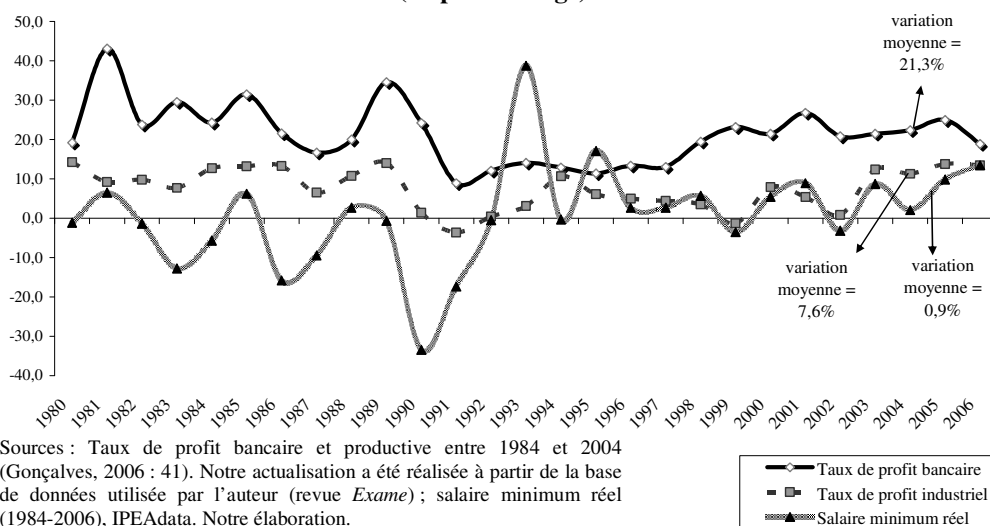
Les aspects fondamentaux de l'analyse du travail, tels que la flexibilité de la force du travail, l'informel et le chômage, permettent comme l'a bien suggéré Marx, de maintenir le profit du capital, réduisant les coûts de production et augmentant la marge de la plus-value. À partir du moment où la sphère financière du capital occupe une place plus centrale dans le circuit de valorisation du capital, l'exploitation de la force du travail est renforcée afin de satisfaire la rémunération du capital fictif, au centre de la dynamique d'appropriation de la valeur. Cette exploitation, manifestée par l'intensification de la précarisation de la force de travail, apparaît sous différentes formes, telles que le travail à temps partiel, la baisse des salaires, l'informelle et le chômage élevé, la flexibilité des relations de travail. Ce point sera développé par la suite.

Enfin, même sans prétendre donner un panorama conclusif de la configuration récente du capitalisme contemporain au Brésil, car nous sommes encore en train de l'observer, les indications suggèrent que l'insertion subordonnée de l'économie brésilienne à la logique de valorisation fictive du capital a contribué à accélérer la destructuration du monde du travail. La perte des droits sociaux, les réformes de l'emploi, les taux de chômage élevés, entre autres, caractérisent une précarisation accrue de la force de travail au pays.

1- Destructuration et précarisation du travail : mécanismes d'intensification de l'exploitation de la force du travail

Toutes les pistes développées jusqu'ici indiquent l'implantation d'une politique macroéconomique domestique vers les intérêts hégémoniques de la valorisation financière du capital. Les instruments de transmission de la richesse produite dans la sphère de la production vers la sphère financière se traduisent principalement par l'augmentation du taux d'intérêt, ce qui provoque le transfert de la plus-value à la classe liée aux mouvements financiers, surtout aux investisseurs institutionnels, détenteurs de la plupart des actifs financiers placés sur les marchés mondiaux. Comme on l'a vu, les effets de ces politiques sur des domaines différents, comme les dépenses sociales, sont immédiats et ont influencé négativement le bien-être de la population : l'adoption des principes de la rigueur économique, fondée sur l'augmentation des impôts et sur des ajustements de la rigueur économique, ont produit un cycle de croissance et d'investissement faible et instable. Ainsi, il n'est pas surprenant que la conséquence logique soit de produire un taux de rentabilité économique de la sphère financière beaucoup plus grand que celui du capital productif et des rémunérations du travail, comme l'illustre le graphique suivant.

Graphique 25- BRÉSIL: Évolution du taux de profit des sphères financière et productive et variation du salaire minimum réel (en pourcentage)



Divers aspects rendent compte de l'hégémonie de la sphère financière du capital, au détriment de la rentabilité du capital productif et des rémunérations des travailleurs

brésiliens au cours des dernières décennies¹³⁹. Tout d'abord, la forte tendance positive de la rentabilité de la partie financière du capital : entre 1980 et 2006, la variation moyenne du taux de profit des trois plus grandes banques privées au Brésil a été de +21,3%, tandis que le capital productif et la part du travail ont augmenté, respectivement, de +7,6% et de +0,9% seulement. Ensuite, si les variations négatives du salaire minimum ont été plus fortes pendant les années 1980, ces gains ont baissé significativement à partir du milieu des années 1990, du fait de la fin des avantages temporaires issus de la mise en œuvre du Plan Real – visant à la recomposition artificielle du pouvoir d'achat du fait de la fin de l'hyper-inflation et de la surévaluation du taux de change. Enfin, on a assisté à une nouvelle amélioration du salaire minimum seulement entre 2005 et 2006, moment de forte expansion du capital monétaire international.

En revanche, les résultats de 2006 n'indiquent pas une tendance persistante à la baisse des profits bancaires, ni à l'augmentation des rémunérations du travail. En effet, des informations plus récentes signalent que la rentabilité sur le patrimoine liquide des 18 banques brésiliennes cotées en bourse a été de 16,33% en 2007, contre 14,71% en 2006 (*Folha de São Paulo*, 16/05/08). De plus, la plupart des actifs totaux des banques (43,6% en moyenne), ont été placés dans les obligations émises par l'État (dette publique), selon le Département intersyndical de la statistique et des études socio-économiques (DIEESE, 2006), ce qui prouve les investissements dans les instruments du capital fictif. Enfin, dans le champ du travail, les informations sur le salaire réel en 2007 indiquent une variation annuelle de seulement 3,2%, soit une baisse significative de 10,3 points de pourcentage par rapport à 2006, ce qui signale que l'amélioration du salaire réel après 2003 s'explique davantage par des circonstances conjoncturelles que par une tendance structurelle solide.

Pour Gonçalves (2006 : 39), ces évolutions observées dans l'économie brésilienne indiquent « un transfert de revenu du capital productif vers le capital financier, du travail au capital productif et, principalement, du travail au capital financier. De cela découlent une avancée et une consolidation de la domination du capital financier dans le capitalisme brésilien à partir de 1995 ». Selon l'auteur, l'augmentation du taux d'intérêt

¹³⁹ Dans le graphique : *taux de profit financier* = taux de rentabilité des trois plus grandes banques privées nationales (profit liquide/patrimoine liquide) ; *taux de profit industriel* = taux de rentabilité des 500 plus grandes entreprises du pays (profit liquide/patrimoine liquide) ; *salaire minimum réel* = en termes constants du dernier mois et déflationné par l'Indice national des prix aux consommateurs (INPC).

réel et le différentiel entre les taux de profit de la sphère financière et ceux du capital productif, associés à la baisse du salaire moyen réel, à l'augmentation du chômage et à la baisse de la participation relative du salaire dans le revenu total, vont dans une seule direction : « une plus grande concentration de la richesse et du revenu ». Plus marquante encore, la tendance observée à partir des années 1990 révèle que les courbes du capital productif et de la rémunération du travail varient significativement, tandis que la tendance du taux de profit bancaire, malgré quelques altérations ponctuelles, est beaucoup plus homogène.

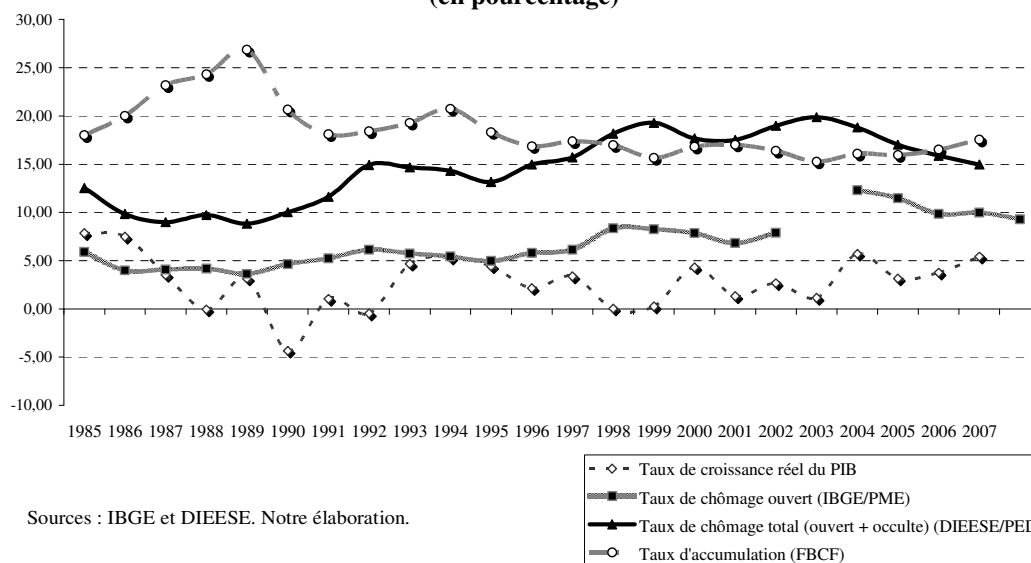
Donc, on peut conclure que dans la phase du capitalisme contemporain, après les années 1980, le capital productif a eu une performance inférieure à celle de la partie financière et cela s'est accentué au cours des années 1990. De plus, les faibles résultats des revenus des travailleurs par rapport à ceux du capital productif (deux années de la série mises à part) sont plus évidents quand on les compare avec les résultats des profits bancaires. Durant les années 1980, caractérisées par une inflation très élevée, la variation du salaire minimum a été négative (-3,2% en moyenne), contre seulement 1,2% dans les années 1990. L'absorption d'une partie plus grande de la richesse par le capital fictif, dans la tendance d'autonomisation des formes fonctionnelles du capital, apparaît ainsi clairement.

Mais, on doit remarquer que l'on parle ici exclusivement du salaire direct des travailleurs sous la forme de salaire minimum. Si l'on prend en compte les salaires indirects, qui incluent, notamment, les dépenses sociales de l'État en faveur de la reproduction de la classe des travailleurs – tels que les services de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale –, on peut affirmer que ces pertes ont été encore plus grandes : en plus des privatisations des entreprises publiques, on a assisté à de fortes réductions de la part des dépenses sociales dans le budget fédéral, du fait d'un transfert plus important de ces ressources pour payer l'amortissement et les intérêts de la dette publique. Dans ce cas-là, la marchandisation des services publics basiques a pris une tournure particulière pendant l'implantation de la politique néolibérale au Brésil, ce qui nous permet d'affirmer que le taux d'exploitation de la classe des travailleurs s'est intensifié graduellement tout au long des années par la baisse constante de leur pouvoir d'achat. A ce sujet, Borges (2007) a calculé le taux de plus-value de l'économie brésilienne et est arrivé aux résultats suivants : ce taux est passé de 56,47% en 1992 à 135,84% en 2004, suggérant ainsi qu'« il y a eu une significative augmentation de

l'exploitation capitaliste à travers le paiement (dé)-croissant de la valeur de la force de travail » (*ibid*, p. 19).

D'une façon générale, cet écart entre la rentabilité des sphères productives, financières et du travail, après les années 1980, a modifié la distribution fonctionnelle du revenu entre le capital et le travail et s'est inséré, d'une certaine manière, dans le contexte de la crise capitaliste qui se manifestait dans le capitalisme au milieu des années 1970 : à partir de ce moment-là, le système cherchait de nouvelles formes pour contrecarrer la baisse du taux de profit, provoquant évidemment des effets directs sur le monde du travail national. Jusqu'au milieu des années 1970, la croissance économique et le processus d'industrialisation ont permis l'expansion des salariés urbains dans le pays. Cependant, ce processus de développement, consolidé par un projet « national-développementaliste » (1930-1980) durant ce que l'on a appelé la période d'industrialisation « lourde » des biens de capital, arrivait à sa fin, menant à une période de stagflation. Au même moment, le marché du travail commençait à s'adapter à la transition du marché agraire exportateur vers le secteur industriel, satisfaisant alors la demande des grandes industries internationales qui s'installaient dans le pays à cette époque. Le graphique suivant donne une idée de l'évolution d'autres catégories liées au capital productif et à la sphère du travail.

**Graphique 26- BRÉSIL : Indicateurs de la sphère productive et du travail
(en pourcentage)**



Sources : IBGE et DIEESE. Notre élaboration.

Le graphique ci-dessus appelle deux remarques principales : d'abord, l'évolution des indicateurs réels de l'économie – le taux d'accumulation et le taux de croissance – ont connu une forte instabilité pendant les années, ce qui correspond naturellement à l'évolution du taux de profit industriel précédemment présenté ; ensuite, les taux de chômage, quel que soit le type de chômage considéré (ouvert ou total)¹⁴⁰, ont augmenté de façon graduelle pendant la série. Si le taux d'investissement (FBCF) a donné des signaux positifs jusqu'en 1989 (il était de 24% entre 1980-1981), s'élevant à 26,8% du PIB, il a ensuite baissé à 18,1% en 1991 et s'est maintenu à ce niveau, avec quelques améliorations ponctuelles, surtout après la mise en œuvre du Plan Real (1994). On a vu que la politique économique de surévaluation du taux de change, de taux d'intérêt élevés et d'un contrôle fiscal rigide a empêché la formation d'un taux d'accumulation et d'une croissance économique stable, rendant alors impossible l'absorption de nouveaux travailleurs qui augmentaient la population économiquement active (PEA). Le taux de croissance réel du PIB a connu de fréquentes variations, toujours liées à la conjoncture et aux flux de capitaux externes : dans les années 1980, la moyenne des taux de croissance a été de 3,0%, dans un contexte de hausse de l'inflation ; durant la décennie 1990, avec l'ouverture commerciale et financière, la moyenne a baissé (seulement 1,6%), du fait des crises capitalistes qui se manifestaient par de l'instabilité financière au niveau mondial ; finalement, le taux a connu une petite amélioration entre 2000 et 2007 (3,4%), période qui fait partie de la deuxième « vague » du capital monétaire international, profitant d'une conjoncture internationale créditrice considérablement positive.

Le taux de chômage a suivi les mêmes instabilités que les indicateurs productifs de l'économie nationale. Ces évolutions sont visibles en prenant aussi bien les chiffres, du IBGE que ceux du DIEESE. Le taux de chômage du IBGE est passé de 6,5% en 1980 à 7,9% en 2002, avant des changements méthodologiques dans la mesure du taux de chômage. Après 2003, les indicateurs ont augmenté, mais, au même moment, il y a eu une tendance générale à l'amélioration, suivie par la conjoncture externe. Sur les mêmes bases, les indicateurs du DIEESE sont passés de 9,9% entre 1985 (début de la série) et 1989, à 14,6% dans les années 1990 et 14% entre 2000 et 2007. Ainsi, ces hausses nous

¹⁴⁰ L'IBGE mesure seulement le taux de chômage ouvert, tandis que le DIEESE mesure le taux de chômage total (ouvert + occulte – du travail précaire et du découragement). Même si le premier est plus utilisé, on pense que le deuxième est plus représentatif d'une économie telle que celle du Brésil qui est fortement inégale et aussi caractérisée par un taux informel élevé. De plus, la série du IBGE (PME) n'est pas continue, car il y a eu des changements méthodologiques à partir de 2003.

incitent à avoir une perspective différente de la vision traditionnelle qui interprète le chômage comme un phénomène transitoire, de court terme, et aussi comme un résultat du processus de modernisation de l'économie, impulsé par l'ouverture des marchés (Camargo et Amadeo, 1996 ; Urani, 1996). C'est vrai que les déterminants de la conjoncture, en particulier la politique économique de rigueur dictée par les institutions financières internationales, et le maintien d'une rémunération très élevée du circuit financier du capital, ont participé à la contraction de l'offre d'emploi dans l'économie brésilienne. Mais, en même temps, on ne peut pas oublier qu'un grand nombre de travailleurs à la disposition du capital doit garantir sa reproduction. Comme le disait Marx (1977 : 77), « la conversion, toujours renouvelée, d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique » ; « la condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit des capitalistes individuels, mais du même coup, et au bénéfice de la classe capitaliste, elle maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation » (*ibid*, p. 80).

Donc, le capital a non seulement besoin d'une force de travail libre, qui répond aux principes « liberté, égalité, propriété et Bentham », mais aussi d'une armée industrielle de réserve disponible, qui va contraindre négativement le taux général des salaires par la décomposition en armée active et de réserve et aussi par l'augmentation ou la diminution de la super-population relative. S'il y a plusieurs facteurs externes et internes, expliquant l'existence et l'augmentation du chômage, la stratégie de faire revivre l'accumulation du capital à partir d'une politique économique fondée sur l'accroissement du capital fictif, a sans doute provoqué la réduction de l'activité économique et industrielle. En évaluant les instruments macroéconomiques adoptés pendant les années 1990, Filgueiras (2000 : 145-146) affirme, par exemple, qu'« en raison du changement de politique macroéconomique à partir de 1995, avec une forte augmentation du taux d'intérêt et une difficulté d'acheter à terme, s'est initiée une nouvelle période d'évolution du taux de chômage », qui s'est aggravée plus tard avec les crises financières de 1998 et de 1999. L'auteur conclut : « en bref, il est clair que si la politique de stabilisation du Plan Real a baissé, dans un premier temps, le taux de chômage, elle a inversé ses effets à partir de 1995, amenant à une augmentation de ce taux et à aggraver le contexte sur le long terme » (*ibid*, p. 147). Les facteurs politiques

et économiques du XXI^e siècle ne nous permettent pas de dire si la situation a changé, malgré l'amélioration des indicateurs durant les dernières années de la série ; la forte accumulation fondée sur l'expansion du capital fictif, spéculatif et de court terme, est, à notre avis, l'un de ces motifs.

Dans cette circonstance, la souffrance de la population est visible, surtout au sein de la jeunesse. En décomposant les caractéristiques des chômeurs au Brésil, Quadros (2003 : 129) a affirmé que l'augmentation brutale du chômage qui s'est manifestée depuis la fin des années 1980, et qui s'est accentuée dans la deuxième moitié des années 1990, a clairement un caractère social et est associée à l'âge des individus. Si le chômage est un phénomène très répandu dans les zones urbaines de la société brésilienne contemporaine, affirme-t-il, il touche plus intensément les familles des classes populaires et en particulier les jeunes. De plus, l'insertion sur le marché du travail devient de plus en plus difficile : selon les informations du IBGE, le temps moyen pour obtenir un emploi est passé de 3,3 mois en 1991 à 5,7 mois en 2002, tandis qu'en 2007 près de 50% des chômeurs ont eu besoin d'au moins 6 mois pour trouver un nouveau emploi.

Pourtant, les mesures orthodoxes pour lutter contre le chômage se concentrent sur la flexibilité et sur la suppression de l'assistance sociale des travailleurs, avec pour justification que le chômage proviendrait d'une absence de qualification : « si le pays ne veut pas vivre avec des taux élevés de chômage structurel, il devra adopter des réformes importantes de sa législation du travail, dont l'objectif est d'augmenter les incitations, afin que les entreprises et les travailleurs puissent investir dans la qualification et la formation tout au long de la relation de travail » (Neri *et alii*, 2000 : 1). Comment y arriver ? La réponse n'est pas tout à fait nouvelle : premièrement, « les solutions étaient d'éliminer les gains des travailleurs quand ils sont licenciés », afin de réduire les coûts du travail ; et, deuxièmement, « déplacer les négociations des droits des travailleurs de la Justice du travail pour les entreprises, à travers des syndicats » (*ibid*, p. 30), garantissant la libre négociation salariale dans le marché concurrentiel. Ainsi, les règles de la flexibilité du travail et de la « liberté » des négociations doivent figurer au premier rang des mesures.

En plus de l'armée industrielle de réserve, Marx indique aussi que l'accumulation capitaliste produit une population de travailleurs « superflue ou subsidiaire ». En fait, cela se référait à la surpopulation relative dont l'auteur distinguait trois grandes

catégories : les formes flottante, latente et stagnante. Dans notre recherche, la plus importante est la forme stagnante, car elle « appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum » (Marx, 1977 : 85).

On doit souligner ici que Marx parlait d'un moment historique particulier du capitalisme industriel, où le marché du travail était en construction et cette catégorie de travailleurs visait à fournir une force de travail aux grandes usines, surtout à l'époque de la révolution industrielle anglaise. Cela a amené à une situation de grande dégradation des conditions de travail. Dans la phase actuelle du capitalisme contemporain, l'augmentation de l'hétérogénéité des travailleurs fait qu'un certain nombre des travailleurs informels ont des conditions de vie, principalement du point de vue salarial, meilleurs que celles des occupés formels¹⁴¹.

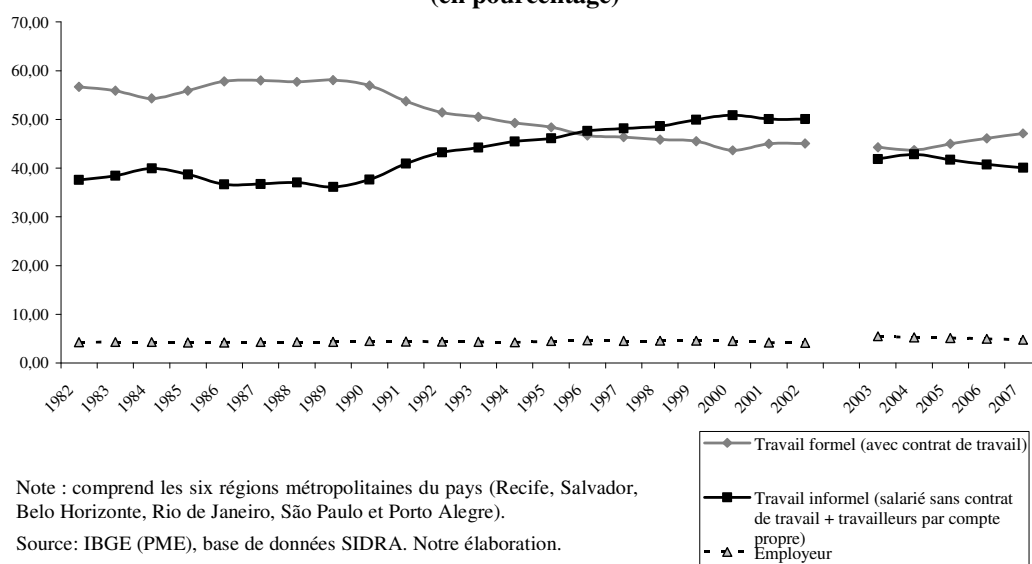
En fait, les discussions sur les conditions de travail chez Marx, en particulier au sujet de l'armée active de travailleurs – les travailleurs informels –, représentent les prémisses d'un débat qui apparaît plus fortement dans les années 1970 avec le Bureau international du Travail (BIT) : cela a lancé la discussion autour du « secteur informel ». Parmi les travaux pionniers sur ce thème, on trouve ceux de Prandi (1978) qui a suggéré que le travail informel n'est pas capitaliste car il est, apparemment, en dehors du circuit de reproduction formel du capital. Mais, en même temps, il est capitaliste car il ne peut s'expliquer que comme résultat de l'accumulation capitaliste. Au même moment, la survie d'une grande partie de la population à travers l'auto-emploi permet une réduction de l'armée industrielle de réserve, maintenant en excédent de population suffisant pour amener une baisse du salaire réel et une réduction du chômage ouvert. De ce fait, le travail informel est donc fonctionnel et nécessaire au système capitaliste, exprimant la pure catégorie dialectique du capital (Sabadini et Nakatani, 2002 : 267).

¹⁴¹ A titre d'illustration, pendant les années 1990, 12,8% des travailleurs sans contrat de travail gagnaient plus de dix fois le salaire minimum. Dans la catégorie des travailleurs à leur propre compte (les indépendants), 15,6% ont eu une rémunération de plus de cinq fois le salaire minimum.

L'informel est déterminé, dans le contexte de l'accumulation capitaliste, par l'espace économique accordé par le capital. Contrairement à la vision dominante, qui prétend que l'excédent de la force de travail est le facteur déterminant de la formation et de la croissance des activités informelles, on défend l'idée que l'informalité est partie intégrante du mode de production capitaliste et varie, positivement ou négativement, en fonction du stade de l'accumulation capitaliste et du type de politique économique menée dans chaque pays. Ainsi, le caractère informel doit être intégré à la logique de l'accumulation capitaliste, même quand il n'est pas directement impliqué dans la production de la plus-value. Tous ces débats, ainsi que le développement des rapports capital-travail et des différentes formes de réglementation, amènent à la nécessité de tenter de mesurer ces activités dans le système.

Il existe plusieurs méthodologies qui arrivent à des résultats équivalents ; on adopte ici la notion de travail informel qui s'oppose à la notion de formalisation, caractérisée par la régulation d'un contrat de travail et par l'existence de certains droits sociaux (retraite, 13^{ème} mois de salaire, congé maternité, etc). Malgré les limites de cette notion¹⁴², elle offre une vision, certainement partielle, mais significative d'un phénomène en augmentation dans les sociétés capitalistes contemporaines, surtout dans les pays sous-développés, comme le Brésil (graphique 27).

**Graphique 27- BRÉSIL : Évolution du travail formel et informel
(en pourcentage)**



¹⁴² Par exemple, une partie des travailleurs à leur propre compte peut être « formalisée », dans le sens où ses activités sont enregistrées et « légales » par un contrat de travail. De même, une partie des employeurs, qui n'est pas incluse dans ce groupe, peut être qualifiée d'informelle.

On constate une forte augmentation du travail informel dans l'économie brésilienne, surtout durant les décennies 1980 et 1990. L'année 1996 a été le point d'inflexion, où le nombre de travailleurs informels a dépassé celui des travailleurs avec des contrats formels de travail. Entre 1982 et 1989, le degré moyen d'informalité a été de 37,6%, 45,1% dans les années 1990 et jusqu'à 50% en 2002. Après 2002, l'IBGE a changé de méthodologie : cela a induit une réduction du nombre des travailleurs occupés (17 598 millions selon l'ancienne méthodologie et 16 084 millions avec la nouvelle) et une augmentation du taux de chômage après 2003, mais il a aussi provoqué une réduction du travail informel dans le total des travailleurs occupés du pays – du fait de ce reclassement – comme on peut l'observer dans le graphique ci-dessus. Ces éléments ont contribué à la baisse des activités informelles (de 41,8% en 2003 à 40% en 2007).

Quand on regarde l'indice de croissance du volume de l'emploi, présenté dans le tableau suivant, on constate une variation positive. Entre 1999 à 2007, période de libéralisation du taux de change, la variation de l'emploi au Brésil a été positive (26,3%), suivant les bons résultats enregistrés par les comptes nationaux de la balance des paiements du pays, influencés par l'entrée de flux nets de capital monétaire externe. Il semble qu'il y ait un consensus des auteurs quant à ces variations dans le marché du travail. La plupart d'entre eux mettent en relief la bonne performance du commerce international et ses effets sur les exportations du pays, qui ont permis l'attraction de devises et le financement de la balance des paiements brésilienne. Baltar *et alii* (2006), par exemple, affirment que le changement observé sur le marché du travail au Brésil, après la dévaluation de la monnaie en 1999, a contribué à renverser la faible élasticité de l'emploi des années 1990. De plus, « la récupération de l'occupation et de l'emploi a bénéficié de la performance du commerce mondial qui a stimulé exceptionnellement les exportations du pays » (*ibid*, p. 10), dans un contexte d'excédent primaire élevé, afin de satisfaire le paiement des intérêts de la dette publique. Cela a permis l'amélioration de la fiscalité du travail, entraînant un contexte favorable pour la légalité des contrats de travail, au profit de la croissance de l'emploi formel (Leone et Baltar, 2007).

Tableau 10- BRÉSIL : Indice de croissance de l'emploi et du revenu moyen réel des occupés (2000 = 100)

Années	Occupés	
	Emploi	Revenu moyen réel
1998	94,2	110,3
1999	95,4	104,9
2000	100,0	100,0
2001	102,3	94,1
2002	103,9	88,9
2003	104,6	81,6
2004	108,2	82,2
2005	111,8	82,1
2006	115,0	84,3
2007	119,0	85,4
Variation 2007/1998	26,3%	-22,6%

Source : DIEESE-SEADE (PED). Pour les régions métropolitaines de Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife, Salvador, São Paulo et Distrito Federal.

Ces évaluations sont renforcées par les travaux de Pochmann (2006 : 20) et Santos (2006 : 23), dans la mesure où l'amélioration du niveau d'emploi s'explique par l'occupation de la capacité inutilisée du secteur productif, face à l'absence d'expansion des investissements et à la dynamique du commerce externe. En fait, le taux de change et le comportement du marché international ont été des facteurs favorables à l'amélioration de la compétitivité du marché externe et interne. Cela a augmenté les exportations et a contribué à la hausse de la production interne et du niveau d'emploi.

En outre, cette tendance à la hausse de l'occupation des capacités productives ne s'est pas traduite par une augmentation des revenus du travail. D'après les informations ci-dessus, la variation du revenu moyen réel des occupés a été négative entre 1998 et 2007 (-22,6%), ce qui nous conduit à affirmer que la création d'emplois au Brésil au cours des dernières années correspond à des emplois plus précaires, ne serait-ce que du point de vue de la rémunération. De plus, le bas niveau d'expansion de l'économie nationale, accompagné d'un taux d'investissement réduit et d'un chômage élevé, contribuent à la création d'emplois de basse qualité, sans améliorer la structure d'occupation du marché du travail brésilien. Alors, « on peut dire que la reprise de l'économie mondiale et la légère amélioration de l'économie brésilienne au début des années 2000 ont très peu

atténué les hauts indicateurs de précarisation du marché du travail brésilien » (Maia, 2007 : 16).

Donc, ces évolutions positives récentes, comme le souligne Ramos (2007), peuvent amener à une certaine évolution positive de la situation du marché du travail du pays, mais il faut rendre en compte aussi du fait que le pourcentage des travailleurs exerçant une activité informelle, par exemple, est encore très élevé. De plus, on a déjà vu que la politique économique brésilienne dépend en grande partie du capital monétaire externe pour financer sa balance de paiements ; or, de nos jours, la conjoncture économique peut changer rapidement à cause des instabilités ou des turbulences financières de l'économie mondiale, comme cela a été le cas dans les années 1990 et 2000. Les mouvements cycliques de l'économie nationale, subordonnés au cycle d'accumulation du capital fictif mondial, et l'utilisation des principes de la politique économique fondée sur la « bonne gouvernance » afin d'attirer le capital externe (qui a empêché d'avoir une croissance économique stable), peuvent rapidement altérer ces gains récents. Dans ce schéma, l'évolution des mouvements financiers externes est déterminante pour l'analyse.

Contrairement à cette idée, Amadeo (1999), ancien Ministre du Travail du gouvernement Fernando H. Cardoso de 1998 à 1999, a affirmé que la corrélation entre la baisse du taux de croissance et l'augmentation des activités informelles est un diagnostic partiel du problème, car « entre 1987 et 1992, l'économie brésilienne a eu un faible taux de croissance, parfois négatif. Ensuite, le taux de croissance a doublé par rapport à la période précédente. Alors, en faisant la comparaison entre ces deux moments, on constate une croissance du dynamisme [du marché du travail]. En vérité, si l'emploi a moins augmenté dans la période récente, la cause en est que la productivité du travail est en train de croître plus rapidement que le PIB ... donc, ce n'est pas l'économie qui a perdu son dynamisme » (*ibid*, p. 44). Évidemment, cette version officielle cherchait à minimiser la responsabilité de la politique économique du gouvernement dans l'augmentation d'emploi informel, même si le taux de croissance a agrandi entre les deux périodes citées. L'auteur a cependant « oublié » que le « dynamisme économique » qu'il évoque correspond à une croissance moyenne du PIB de 0,47% de 1987 à 1992 et 2,89% de 1993 à 1999, insuffisante pour absorber les nouveaux entrants dans la population économiquement active – les indications suggèrent qu'il faut un taux de croissance moyen de 5% annuel pour cela.

La croissance économique n'est certainement pas seule responsable de la hausse du travail informel, ni de la baisse de la rémunération qui sont des indications de la dégradation des conditions du marché de travail. Les nouvelles formes de production (sous-traitance, contrats de travail à durée déterminée...), alliées à la déréglementation et à la flexibilité du travail (en termes de salaires, d'assistance sociale, etc) ont aussi contribué à l'intensification de la déstructuration du monde du travail au Brésil. Cela a été une constante durant les dernières décennies.

1.1- Déréglementation du travail : la face cachée de l'exploitation

L'espace de valorisation du capital exigeait aussi, afin de garantir sa reproduction amplifiée, des réformes permettant de rendre plus flexible la sphère du travail, dans un contexte d'accompagnement des mouvements de libéralisation productive et financière du capital et de la réforme d'État capitaliste. La dynamique d'accumulation du cycle du capital, fondée sur la reproduction du capital fictif, nécessitait une force de travail disponible et libre des entraves de la législation du travail, satisfaisant ainsi l'accumulation fondée sur les principes de la libéralisation financière.

De ce fait, une série de profondes transformations du monde du travail a été adoptée au Brésil, substituant la période marquée par la centralisation des négociations salariales, par l'adoption de règles plus strictes d'embauche et de licenciement, par l'utilisation éventuelle de stratégies de sous-traitance et par une politique salariale de plus long terme, associée à un système de protection sociale généraliste et global. Tous ces éléments font partie du passé récent de l'économie brésilienne. Aujourd'hui, le processus de déstructuration du travail apparaît sous des formes nouvelles, avec différentes catégories. Ces changements sont cependant tardifs : à partir des années 1990, dans le contexte de la crise économique et de l'ouverture commerciale et financière, l'économie nationale a mis à l'ordre du jour, de façon singulière, la question de la flexibilité des relations de travail. Cette forme a été singulière car les spécificités du capitalisme brésilien indiquaient déjà l'existence d'un marché du travail flexible (Krein, 2007) ; or, le discours défendant la libéralisation n'a pas pour autant été moins fort et les réformes ont été adoptées, provoquant encore plus de pertes pour les travailleurs du pays.

Cardoso Jr. (2002) indique qu'il existe quatre groupes de changements, distincts et complémentaires, qui caractérisent l'intensification de la flexibilité du marché du travail

brésilien. En premier lieu, des réformes modifient les « conditions d'usage » de la force de travail, portant sur l'embauche et la durée de travail ; deuxièmement, des réformes sur les « conditions de rémunération » de la force de travail englobent les discussions sur le salaire minimum, les négociations collectives et la participation des travailleurs aux profits et résultats de l'entreprise ; en troisième lieu, il y a des réformes sur les « conditions de protection et d'assistance », à partir de la mise en œuvre de programmes ponctuels de création d'emplois et revenus, de règles de fiscalité du travail, d'assurance-chômage, entre autres ; et finalement, il faut ajouter les « altérations dans la législation du travail et la réforme syndicale ». On en verra quelques exemples ici.

A l'opposé de la vision de Dainez (2003 : 115), qui a affirmé « qu'il n'y a pas eu de destructuration du marché du travail » dans les années 1980, pour Cardoso Jr. (2001), les années 1980 ont été marquées par deux mouvements contradictoires : d'une côté, on a observé une tendance à la dérégulation caractérisée par la fragmentation du marché du travail ; de l'autre, on a assisté à un essai de réglementation des relations de travail, ce qui a permis de mettre à jour une particularité de la lutte des classes interne dans un moment historique de transition du régime militaire au régime « démocratique ». Le mouvement de destructuration a touché principalement les travailleurs urbains, toujours associé à l'accroissement du nombre d'emplois peu structurés et à la précarisation de l'emploi, *via* l'augmentation de la journée du travail, du chômage et des contrats temporaires. Au même instant, un autre mouvement, en sens contraire, est apparu : l'adoption de règles juridiques régulées par le secteur public, représentée principalement par la Constitution fédérale de 1988 qui a garanti une série de bénéfices aux travailleurs. A titre d'exemple, d'après la Constitution, on peut indiquer : la semaine de travail est passée de 48 à 44 heures ; la rémunération pour une heure additionnelle a agrandi de 20% à 50% par rapport au salaire régulier ; l'indemnité de vacances dans le maximum d'un tiers du salaire régulier a été introduite ; la création de l'assurance-chômage (face aux taux de chômage élevés) ; le congé maternité est passé à 4 mois ; la création du congé paternité de 5 jours, etc.

Donc, bien que la Constitution n'ait pas changé la structure du système national de relations du travail et ses caractéristiques principales de flexibilité (Neto, 1996 : 339), elle a établi de nouveaux droits sociaux et droits du travail, ce qui allait à l'encontre des tendances générales de la plupart des pays capitalistes qui commençaient, à cette époque, à flexibiliser leurs règles internes (Dainez, 2003). Si ce moment de la « (re)

démocratisation » bourgeoise au Brésil, initié au milieu des années 1980 après le coup d'État militaire de 1964, a permis la mise en place de nouveaux droits du travail avec la nouvelle Constitution, quelques années plus tard, elle a commencé à être démantelée.

Ce démantèlement a débuté au milieu des années 1990, avec l'adoption d'un capitalisme déréglementé fondé sur les politiques néolibérales, comme on l'a vu auparavant. Mais, au contraire des années 1980, les règles du marché du travail ont été orientées elles aussi vers la déréglementation : « parallèlement à la destruction du marché du travail intensifiée dans les années 1990, est mis en marche le processus de déréglementation du marché du travail » (Cardoso Jr, 2001 : 35). Si la dérégulation et la destruction du travail faisaient partie d'un contexte plus homogène par rapport aux années 1980, on ne doit pas oublier que la structure financière du capitalisme dans le monde, et par conséquent au Brésil, était différente. On a montré que la sphère fictive du capital avait dans cette phase une « autonomie relative » par rapport au capital productif, amenant à une instabilité macroéconomique. Elle s'est manifestée par des crises du taux de change, chaque fois plus fortes, avec une expansion économique marquée par de petits cycles de récupération et par une armée industrielle de réserve qui a contribué à l'accentuation de la destruction du travail.

Pour adopter la déréglementation du travail au Brésil, plusieurs mécanismes juridiques ont été utilisés : des Mesures provisoires (MP), des Décrets-lois et des Amendements constitutionnels. La stratégie de flexibilisation du marché du travail, surtout à partir de 1994, s'est intensifiée avec la mise en œuvre du Plan Real et l'adoption d'une série de mesures. En décembre 1994, a été promulguée la loi n° 8 949, qui déclare l'absence de relation de travail salariale entre les coopératives et leurs associés, ce qui a flexibilisé l'utilisation de la force de travail au sein de ces associations. De plus, en 1995, le Brésil a continué à ne pas respecter la Convention 150 du BIT qui établit les normes limitant le pouvoir des entrepreneurs qui veulent licencier. Déjà en 1998, suivant la volonté de flexibilité, la promulgation de la loi n° 9 601 et de la MP 1 709 ont établi la possibilité d'un contrat à durée déterminée. Quant à la loi n° 9 601, elle a flexibilisé la durée de travail avec la création d'une « banque d'heures » : la durée du travail pouvait dépasser les 44 heures par semaine, sans que le travailleur ne reçoive le paiement des heures supplémentaires, à condition de compenser ces heures au cours d'une période de quatre mois. Enfin, la réglementation du « travail à temps partiel » était aussi à l'ordre du jour :

la durée de travail pouvait aller jusqu'à 25 heures, avec évidemment les salaires et les autres bénéfices proportionnels à la journée fixée¹⁴³.

Dans le secteur public, on retrouve la même logique de déréglementation, avec divers instruments qui ont permis la flexibilité du travail. La MP 1 522 de décembre 1997 a autorisé le licenciement des travailleurs du secteur public, à partir de certains critères, fondés principalement sur l'observation du total des dépenses publiques qui s'élevaient au maximum à 50% des recettes courantes – ce qui correspond aux principes de la « bonne gouvernance » des institutions financières mondiales. De la même façon que dans le secteur privé, la loi n° 8 745 de décembre 1993 a permis l'embauche à durée déterminée ; de manière complémentaire, la loi n° 9 849 d'octobre 1999 a accordé la prolongation des contrats à durée déterminée (d'un an à deux ans de travail) et la réembauche des travailleurs ; finalement, en février 2000, la loi n° 9 962 a été promulguée et établit les règles d'embauche dans le secteur public : ce sont les normes de la Consolidation des lois du travail (CLT) qui sont utilisées, et non plus le Régime juridique unique (RJU), typique des travailleurs du secteur public avant ces règles de flexibilité.

Du point de vue de la rémunération, le retrait de l'État du processus de négociation collective a été la règle appliquée. En 1994, la MP 794 garantit aux travailleurs la « participation aux profits et aux résultats » de l'entreprise. Cet apport aux profits ne compte pas dans les calculs des contributions et des droits du travail du salarié. En fait, « dans la pratique, la participation aux profits et aux résultats a rendu possible la substitution de clauses de réajustement des salaires par la participation aux profits aux et résultats des entreprises, ce qui signifie, d'un côté, la réduction globale des coûts mensuels du travail et, de l'autre, la baisse des pressions syndicales pour des réajustements périodiques ». En juin 1995, l'édition de la MP 1 053 a supprimé les réajustements salariaux, interdisant la fixation de toute clause de réajustement ou de correction salariale automatique. Cette nouvelle norme a permis d'avoir le contrôle sur la rémunération de la force de travail, dans un contexte de hausse du taux de chômage et de fragilité du mouvement syndical. Cette désindexation a été renforcée par la MP 1 906 de 1997 qui interdit également la correction automatique des salaires par le taux d'inflation – le réajustement du salaire minimum a désormais lieu au mois de mai (le

¹⁴³ Pour la description de l'ensemble de ces instruments juridiques, voir : Krein (2007), Cardoso Jr. (2001, 2002) et Costa (2005).

jour de la fête du travail) selon la volonté du pouvoir exécutif, qui dépend sûrement du niveau des recettes après le paiement des intérêts et des amortissements de la dette publique, l'un des principaux instruments du capital fictif¹⁴⁴. Enfin, on constate le transfert aux États et aux municipalités la responsabilité des réajustements du salaire minimum par le projet de loi n° 113 de 2000, dans un contexte de décentralisation des négociations, garantissant que le salaire régional soit égal ou plus grand que le salaire minimum national.

Quant aux réformes de la justice du travail, le projet de loi n° 1 802 de 1996 établit la responsabilité exclusive des syndicats en cas de grèves, appliquant des amendes de 500 à 1 000 salaires minimum, par jour, aux syndicats qui n'obéissent pas aux décisions judiciaires ; un mécanisme d'intimidation vis-à-vis des entités syndicales et des mouvements grévistes se met en place; ensuite, le projet n° 3 003 de 1997 prévoit la réduction des contributions syndicales. Enfin, les mesures adoptées par la justice du travail et dans la réforme syndicale encouragent surtout la libre négociation entre capital et travail, réduisant les coûts des procédures et de l'interférence de la Justice du travail dans la résolution des conflits capital-travail.

Évidemment, la liste des changements cités ici n'est pas exhaustive face à l'ampleur et au nombre de transformations de la législation du travail à partir des années 1990. Mais elle est suffisante, à nos yeux, pour observer l'évolution de la flexibilité du travail dans le pays ces dernières années, phénomène qui correspond parfaitement aux « suggestions » faites par les organismes internationaux. Ces nouvelles formes de flexibilisation, qualifiées par Krein (2007a : 36) de contrats « atypiques », ont augmenté de 158,6% entre 1995 et 2005, contre une hausse de seulement 38,8% des contrats à durée indéterminée. Selon cet auteur, la forme principale de flexibilisation qui a été adoptée a été les contrats de sous-traitance qui se manifestent sous différentes formes (production indépendante, entreprises de prestation de services, travail temporaire, embauche de personnes juridiques et d'ex-travailleurs, entre autres). Le but principal est

¹⁴⁴ Les règles ont beaucoup évolué concernant le processus de flexibilisation salariale : entre 1979 et 1983, le réajustement salarial était plus grand que l'inflation passée pour les salaires les plus bas, gardant un principe de « redistribution » ; entre 1983 et 1985, ces variations différenciées se sont maintenues, mais elles étaient moins grandes ou égales à l'inflation passée – la distribution est devenue « régressive ». En 1986, avec le plan Cruzado, les réajustements ont été automatiques à chaque fois que l'inflation accumulait 20%, ce que l'on a appelé « *gatilho salarial* » ; en 1997, les réajustements mensuels ont été appliqués en fonction de la moyenne de l'inflation des trois derniers mois. En 1989, on assiste à l'abandon de la politique salariale ; en 1992, moment d'hyperinflation, l'adoption de réajustements tous les quatre mois ; enfin, l'instauration de la libre négociation après le Plan Real est la dernière étape (Urani, 1996 : 99).

de réduire les coûts, flexibiliser l'organisation et partager les risques avec d'autres agents, ce qui permet de diminuer les salaires et les droits sociaux, tout cela dans un contexte d'instabilité fréquent du système de crédit mondial fondé sur le capital fictif.

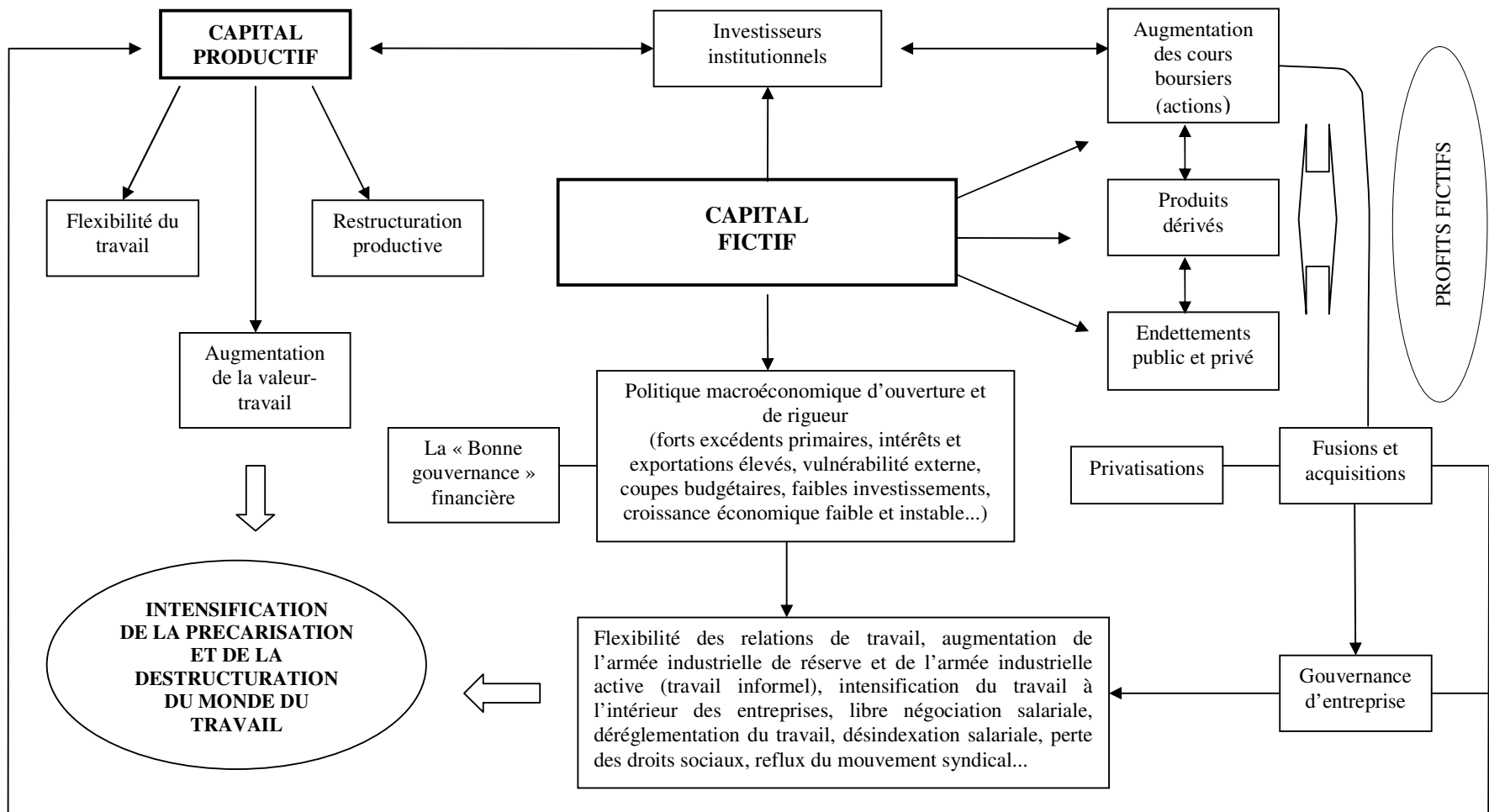
Finalement, au-delà de sa faible structuration, le monde du travail au Brésil représente un capitalisme sous-développé où l'extraction de la valeur se donne d'une forme où les conditions de travail, la rémunération, le travail informel, la pauvreté et la dérégulation du travail affectent fortement la majeure partie de la population. Malgré cela, il y a, selon nous, deux éléments récents sont à souligner : premièrement, la subordination de l'économie nationale à la logique de valorisation du capital fictif contraint fortement la sphère matérielle et productive du capital et par conséquent le monde du travail, intensifiant la destructuration des relations de travail ; deuxièmement, les caractéristiques historiques de la segmentation du marché du travail interne, de l'armée industrielle de réserve, de l'armée active de travailleurs (travail informel), entre autres, se sont accentuées ces dernières années, augmentant l'hétérogénéité structurelle du monde du travail et la fragilité de l'organisation du travail dans le pays.

Les traces de l'intensification du travail persistent avec un renforcement de la destructuration du monde du travail, dans un contexte de forte précarisation de la force de travail. La capacité à générer de nouveaux emplois n'est pas la même dans le capitalisme actuel fondé sur le capital fictif que dans le période d'industrialisation de la première moitié du XX^e siècle, de base productive. Donc, le cycle d'accumulation basé sur le capital fictif a eu également des conséquences directes et négatives sur la structure interne du travail. L'entrelacement entre les différentes variables, comme on peut voir dans la figure suivante, indique les effets de cette forme d'accumulation. Elle se manifeste, par exemple, sur l'adoption d'une politique macroéconomique de la « bonne gouvernance » – qui ont occasionné de fortes turbulences financières dans l'économie globale et nationale – provoquant aussi l'instabilité de variables réelles de l'économie (telles que les investissements). Cela a eu pour conséquence l'augmentation du chômage, du travail informel, du travail précaire, ce qui va à l'encontre des prévisions de la pensée économique dominante.

Dans le même temps, l'agrandissement des transactions financières, à partir des obligations de la dette publique et des cours boursiers, associée aux processus de privatisations et de fusions-acquisitions des entreprises publiques dans les bourses, ont été conduit parallèlement à l'application de nouvelles politiques de gestion du travail

fortement liées aux directives financières ; cela a fortement contraint le transfert d'une partie de la plus-value vers le paiement des dividendes des actionnaires. Donc, les stratégies de flexibilisation des relations de travail et de restructuration productive, ont eu tendance à intensifier la précarisation et la destruction du monde du travail au Brésil pour faire face à la crise structurelle du capital.

Figure 4- BRÉSIL- Cycle du capital fictif et déstructuration du monde du travail



2- Méthodes de gouvernance d'entreprise et intensification du travail

Si pendant la première moitié du XX^e siècle, où le capital porteur d'intérêt contribuait au développement industriel du Brésil, le discours sur le « progrès » était à l'ordre du jour, à la fin de ce siècle, où l'on assiste à l'expansion du capital fictif fondée sur l'ouverture économique et la flexibilisation du travail, le mot « compétitivité » est devenu courant dans les pays et entreprises capitalistes qui veulent entrer dans la « mondialisation ».

Les idéologues de la « modernité » préconisaient, pour devenir des sociétés industrielles, l'expansion du processus de restructuration productive, caractérisée par les stratégies de sous-traitance, de réduction d'emploi, de changements technologiques, de fermeture et de délocalisation des usines, de concentration de la production, de changements dans la gestion du travail pour le rendre plus flexible, etc. Au fond, le but principal était la rationalisation des coûts, afin d'augmenter l'excédent du travail, ce qui correspondait à un capitalisme marqué par une forte spéculation financière et des instabilités du taux de change et du taux d'intérêt. C'est ainsi que la flexibilisation des contrats de travail allait de paire avec les stratégies de compétitivité des firmes, dans un contexte d'extrême vulnérabilité externe de l'économie nationale.

Au milieu des années 1990, la forte entrée de capital fictif et l'augmentation des transactions dans les bourses brésiliennes ont contribué aussi par la dissémination des stratégies compétitives plus flexibles et plus directionnées aux mouvements du capital fictif, principalement par les entreprises qui réalisent dans le commerce externe le gros de leurs recettes et qui dépendent aussi de l'importation de matières premières pour fabriquer leurs marchandises. Ces firmes ont dû faire face aux évolutions du marché des changes (surtout dans les moments de surévaluation et de dévaluation de la monnaie nationale) et aux oscillations des flux financiers internationaux, ce qui a créé des moments d'instabilité budgétaire croissante, renforcée par la libéralisation économique au début de la décennie. L'adoption du taux de change flexible, à partir du début de 1999, a renforcé la concurrence internationale face aux entreprises brésiliennes en les contraignant à augmenter leur productivité et à modifier l'organisation administrative et l'organisation du travail.

Afin d'identifier des éléments plus précis sur ces effets et sur la réorganisation dans le monde du travail qui ont découlé (en les rapportant aussi aux facteurs externes), nous avons mené des entretiens avec différents acteurs à l'intérieur de trois grandes entreprises brésiliennes¹⁴⁵. Évidemment, ces informations ne représentent pas une vision d'ensemble des changements intervenus dans les divers secteurs d'activité productive du pays, mais elles fournissent d'importantes indications sur le sujet. Ainsi, on va utiliser ici certains aspects des thématiques abordées lors des interviews, lorsque les travailleurs décrivent leurs « sentiments » et leurs opinions sur les changements actuels dans leur entreprise, sachant que les privatisations et les fusions-acquisitions ont redéfini les stratégies de concurrence interne et externe des firmes et aussi généré un nouvel arrangement entre les actionnaires après les privatisations. Les investisseurs institutionnels, par exemple, ont augmenté leur participation dans les Conseils d'administration des entreprises privatisées, ce qui a été stimulé par le modèle de privatisation et de formation de consortium appelé « modèle partagé »¹⁴⁶. Ils ont ainsi pu influencer directement les décisions des Conseils (Borges et Serrão, 2005). Ces stratégies sont, de façon générale, fortement suivies dans les politiques de gestion et de gouvernance d'entreprise, qui correspondent au nouveau « traité » de gestion des entreprises.

¹⁴⁵ Comme convenu, on garantira ici l'anonymat des entreprises et des personnes avec lesquelles on a échangé au cours des années 2006 et 2007. Au total, on a réalisé 5 entretiens directs et plusieurs contacts « informels » avec les travailleurs. Ces contacts ont été établis dans différentes circonstances. Par exemple, un directeur nous a invité à participer à un séminaire interne des Ressources humaines, le 18 juillet 2007, intitulé « Conduire des changements ». On a passé toute la journée dans l'entreprise et on a pu, durant les pauses et au cours des repas, parler de façon plus décontractée avec les personnes, en leur posant des questions plus sensibles sur les transformations au quotidien dans l'entreprise. Cela a permis de recueillir des informations et des détails qui auraient été normalement plus difficiles à avoir lors de discussions « formelles ».

Les entretiens directs ont été faits avec deux directeurs (un directeur financier et un directeur de gestion des Ressources humaines), un syndicaliste, un gérant industriel et un responsable de l'assistance sociale de l'entreprise. En outre, des contacts « informels » ont été établis avec des ouvriers et des travailleurs du secteur administratif.

Toutes les entreprises, appartenant aux secteurs industriel et des services, ont un caractère commun : elles ont été privatisées durant les années 1990 et ont été acquises par des groupes bancaires et industriels au capital national et international. Elles font alors partie d'un « cycle » particulier qui caractérise l'économie brésilienne contemporaine : étatisation – libéralisation économique – privatisation – fusion/acquisition – spéculation financière – restructuration interne – gouvernance d'entreprise – réorganisation du travail.

¹⁴⁶ Dans ce modèle, aucun partenaire, de manière isolée, n'est majoritaire, de sorte que la gestion de l'entreprise dépend nécessairement d'un accord entre les actionnaires. En général, dans le modèle de « contrôle partagé », les investisseurs institutionnels sont tant nationaux qu'internationaux, tout comme les principaux représentants. De cette façon, la nature de la propriété et l'identité des actionnaires influencent la « performance » des sociétés dans la mesure où leurs politiques stratégiques dépendent des intérêts de chaque actionnaire. Parmi les instruments disponibles, la théorie de la gouvernance d'entreprise est la plus utilisée (Filho et Silva, 1999 : 398-399).

2.1- Transformation du travail à l'intérieur de l'entreprise

On a discuté dans ce travail du fait que l'adoption des normes de la gouvernance d'entreprise exige un certain nombre de règles. L'Institut brésilien de la Gouvernance d'Entreprise (IBGC, 2003) a décrit ses principes basiques : la « transparence, l'impartialité, la responsabilité dans la circulation des informations et la responsabilité corporative », tout cela dans un système où les sociétés ont des rapports directs avec les actionnaires, le Conseil d'administration, les directions et les autres départements de l'entreprise. Ainsi, le langage officiel suggère que la « bonne gouvernance » permet « une plus grande transparence à tous les agents qui font partie de l'entreprise, minimisant les asymétries d'information entre l'entreprise et les agents... » (Vieira et Mendes, 2004 : 104) et contribue ainsi à réduire le sentiment d'instabilité. En fait, pour Rabelo et Vasconcelos (2002), ces principes prennent sa source dans la théorie néoclassique et y introduit des éléments tels que l'asymétrie d'informations et la concurrence imparfaite.

Ces instabilités sont le reflet direct de l'augmentation du capital fictif international et des politiques économiques de la rigueur adoptées durant ces dernières années. Ainsi, la création de mécanismes qui « protègent » l'entreprise contre toute forme d'instabilité est typique d'une période où les mouvements spéculatifs dans le capitalisme exercent de fortes pressions sur la structure des sociétés industrielles, instituant ainsi une liaison plus directe entre la firme et le marché financier à partir, par exemple, de la négociation des actions en bourses. Cette relation entre les phases du cycle du capital, qui représentent l'économie réelle et monétaire, a provoqué l'apparition de départements dans les sociétés plus orientés vers l'accompagnement des variations des cours boursiers afin d'informer les actionnaires de la situation financière de l'entreprise. L'orientation vers les actifs financiers et l'influence croissante des investisseurs institutionnels dans les Conseils d'administration ont contraint les firmes brésiliennes cotées en bourse à chercher de meilleurs résultats et par conséquent des actions plus chères (Rocha et Procianoy, 2004 : 171).

Ainsi, les entreprises sont entrées dans le schéma où « l'efficience est passé à être synonyme de l'augmentation de la valeur liquide des actions. Comme le long terme est difficile à prévoir, il faut maximiser les actions dans le court terme » (Grün, 1999 : 122). La firme plus orientée au départ vers les politiques de long terme, où la compétitivité dépend des investissements visant la qualité, développe maintenant des techniques

d'administration (telles que la méthode EVA) qui permettent le retour sur investissements à court terme, laissant de côté les facteurs de compétitivité classiques dans l'espoir d'avoir une rentabilité productive ou financière plus rapide. Notons ce qu'a affirmé l'un des directeurs interviewés : « il y a un secteur qui évalue les investissements à réaliser et ceux-ci sont décidés par le Conseil d'administration. Si les calculs de l'EVA indiquent un investissement de 12 reais dans la production et 13 reais sur les investissements financiers, la différence de 1 real correspond à l'EVA. Par conséquent, il ne sera pas réalisé car les actifs financiers sont plus rentables ». Interrogé sur le fait que l'entreprise puisse annuler les investissements productifs dans une situation comme celle-là, il répond : « oui, plusieurs fois »¹⁴⁷.

En réalité, ces changements internes au sein des sociétés industrielles ont été déterminés par le contexte externe du capitalisme et notamment par le mouvement d'expansion de la sphère financière du capital. Au-delà des simples « suggestions » d'application des normes de la « bonne conduite » par les pays, qui a provoqué de fortes instabilités dans la croissance économique et dans l'activité productive, les pratiques de la gouvernance d'entreprise ont été mises en place avec plus d'intensité à partir de l'éclosion des crises capitalistes au milieu des années 1990. A ce moment-là, l'adoption de techniques de gestion financière et l'achat et ventes de produits dérivés se sont intensifiées afin de se « protéger » des possibles oscillations de prix. « L'internationalisation des entreprises, alliée au processus de mondialisation des marchés, a provoqué dans les grandes entreprises brésiliennes l'adoption des systèmes de contrôle de risques utilisés par les banques dès la première moitié de la décennie 1990, quand le marché est devenu plus instable et les opérations avec des produits dérivés ont commencé à se développer ». « La gestion des risques semble être l'un des grands défis de l'entreprise » (Oliveira et Neto, 2006 : 10 - 11).

Les principes d'une gestion plus proche de la rentabilité et des exigences des investisseurs institutionnels, en liaison plus étroite avec le marché financier, ont induit l'adoption des techniques de « (re)ingénierie », concentrant la production dans les segments les plus rentables, et adoptant aussi une organisation du travail en groupes et multifonctionnelle, où la division du travail fondée sur les principes fordistes, bien analysée par Braverman (1987), a été modifiées par la flexibilisation (Harvey, 1996).

¹⁴⁷ Entretien réalisé le 16 août 2007.

Voici quelques éléments sur les formes d'organisation des entreprises brésiliennes qui suivent les normes mondiales :

Tableau 11- Formes de concurrence et d'organisation des entreprises

	Passé récent	Aujourd'hui
<i>Groupes d'intérêts</i>	collaborateurs, communautés (<i>stakeholder/communauté, gouvernement</i>)	marché financier (<i>shareholder/actionnaire</i>)
<i>Méthode</i>	qualité totale	(re)ingénierie financière
<i>Pays</i>	Japon	Etats-Unis
<i>Résultats</i>	rentabilité par la voie de la production	rentabilité à court terme des actifs
<i>Logique</i>	industrielle	financière
<i>Organisation du travail</i>	division du travail tayloriste, production en séries	travail en groupes, multifonctions
<i>Rentabilité</i>	globale	par secteur, productivité
<i>Planification</i>	long terme	court terme
<i>Relations de travail</i>	logique industrielle, solidarité interne	logique mercantile, employabilité
<i>Travailleurs</i>	basse responsabilité au sein de l'entreprise	(co) responsable par l'entreprise
<i>Normes de travail</i>	rigidité	flexibilité
<i>Principes de négociation</i>	collective	individuelle, par entreprise
<i>Rémunération</i>	homogène	différenciée

Sources : Grün (1999 : 135) et Harvey (1996 : 165-169).

On constate d'après les informations ci-dessus que les stratégies adoptées aujourd'hui, sur la base de la gouvernance d'entreprise, restent entre le monde de l'entreprise et le marché financier, puisque l'on observe l'existence d'un volume significatif de transactions dans les bourses de valeurs. L'idée de la gouvernance d'entreprise se confond avec la « financiarisation » des entreprises, où le point de vue financier prévaut sur les autres stratégies de l'entreprise et le revenu des actionnaires est valorisé (Grün, 2003 : 141).

Ces stratégies se sont mises en place à un moment où le capitalisme cherchait à rompre la crise initiée à partir des années 1970, avec la libéralisation financière, la nouvelle architecture du système financier international et l'augmentation significative du volume de capital monétaire qui s'est transformé en capital fictif. L'exigence d'une

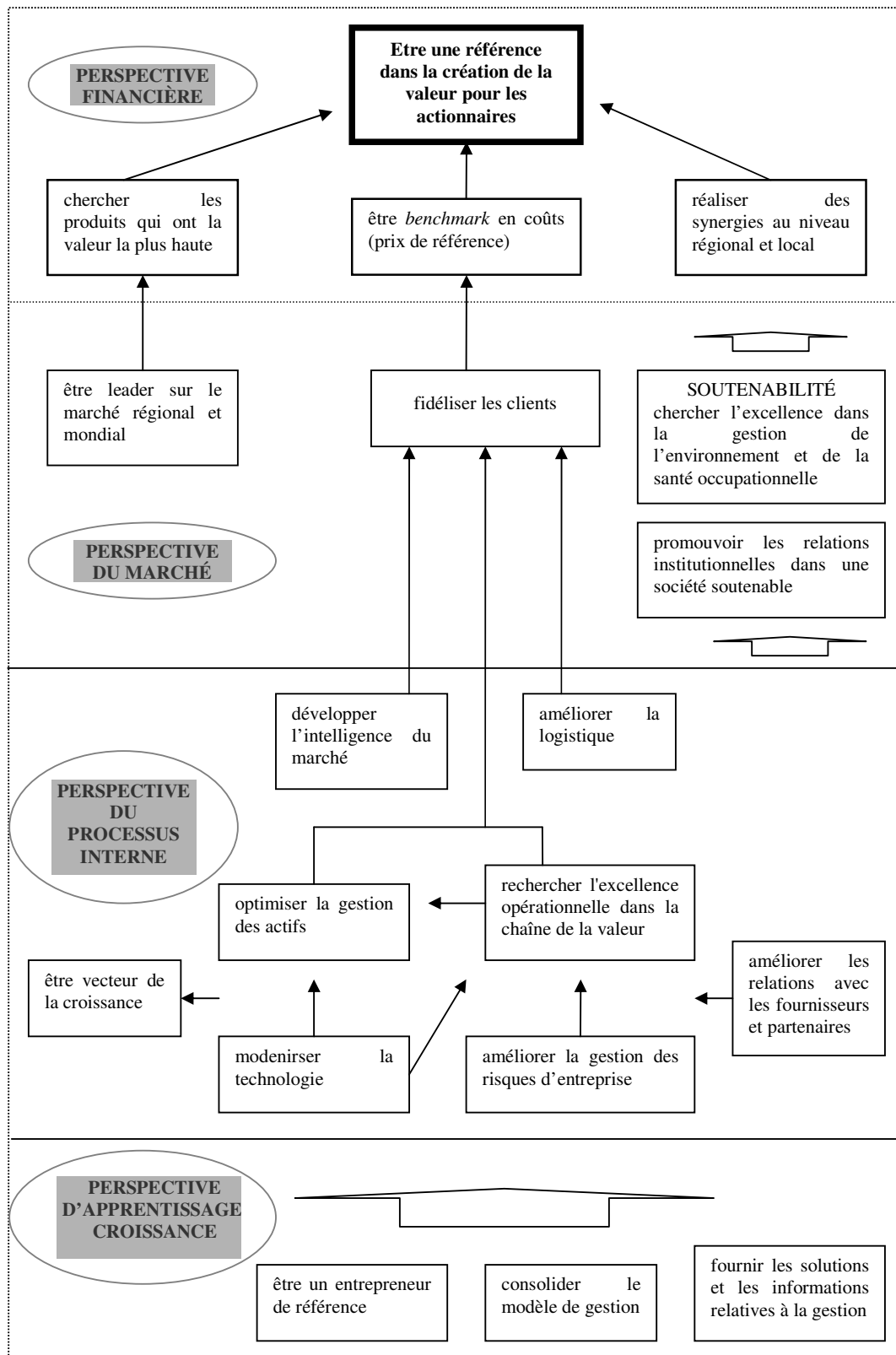
rentabilité plus élevée afin d'accompagner les gains spéculatifs et la nécessité de se protéger des instabilités financières croissantes ont encouragé les entreprises à adopter une série de transformations du travail pour augmenter la plus-value et rémunérer la partie du capital fictif sous le contrôle des actionnaires. En ce sens, l'adoption du processus de restructuration des firmes et de gestion flexible du travail est l'expression, et non la cause, de la forme d'accumulation fondée sur l'augmentation du capital fictif dans les marchés mondiaux.

La pression sur les gestionnaires afin d'assurer les droits des actionnaires agit pour conserver les intérêts du marché financier, où les *shareholders* (actionnaires) occupent la place des *stakeholders* (communauté, gouvernement...). Et cela est clairement apparu dans les entrevues réalisées. « Aujourd'hui », a affirmé l'un des directeurs interviewés, « tout est dirigé vers les actionnaires : les *shareholders*. Le but central est d'atteindre les objectifs des actionnaires, on doit penser aux actionnaires ; les *stakeholders* sont importants, mais ce qui est déterminant, central, ce sont les *shareholders* »¹⁴⁸. Quand on lui demande si cela est nouveau, il répond : « aujourd'hui, cet objectif est plus explicite ».

Cette affirmation est renforcée par la représentation schématique (diagramme) d'une des sociétés interviewées, où toutes les objectifs convergent vers « la création de la valeur pour les actionnaires ». On voit à la base du diagramme suivant le processus interne de la firme orienté vers l'optimisation des coûts, la politique de gestion et les relations avec les clients et les partenaires. Ensuite, le marché reste comme intermédiaire des transactions et des stratégies utilisées, visant le maintien et la promotion des relations institutionnelles. Au sommet, la perspective financière liée aux intérêts des actionnaires règne comme l'objectif principal de la société industrielle, la « culture » des actionnaires est devenue centrale.

¹⁴⁸ Entretien réalisé le 16 août 2007.

Figure 5- BRÉSIL : Diagramme d'une entreprise multinationale X



Au-delà des politiques macroéconomiques orientées vers la spéculation financière, une série de changements a contribué à l'adoption des stratégies de la gouvernance d'entreprise dans l'économie brésilienne. D'abord, en décembre 2000, la Bourse de São Paulo (BOVESPA) a implanté des niveaux différenciés de gouvernance d'entreprise (appelés niveau 1, niveau 2 et nouveau marché), encourageant les sociétés à dépasser le niveau de base exigé. Ensuite, la réforme de la loi des sociétés anonymes – loi n° 10 303 de 31/10/2001 – a augmenté la protection aux actionnaires minoritaires et a établi la nécessité de divulguer les informations sur les sociétés pour encourager la transparence auprès des actionnaires. Le 06 avril 2001, le Conseil monétaire national (CMN) a publié la résolution n° 2 829 qui permet aux entités d'assurance privée d'investir un plus grand pourcentage de leurs actions dans les sociétés qui adoptent les principes de la gouvernance d'entreprise. En 2003, la Banque nationale du Développement économique et social (BNDES) a introduit des exigences d'adoption de la gouvernance d'entreprise dans les financements donnés par l'institution. De plus, même dans les projets Partenariats public-privé (PPP), approuvés en décembre 2004, les analyses des opérations suivent les normes établies par les principes de la gouvernance. Enfin, la nouvelle loi de faillite de février 2005 a limité, entre autre, le paiement des crédits aux travailleurs quand il y a un décret de faillite possible¹⁴⁹.

Donc, toutes ces propositions indiquent clairement la volonté de protéger au maximum les intérêts de la sphère financière du capital afin de nourrir les bénéfices des actionnaires, préservant alors la reproduction du capital fictif. Cependant, une chose a attiré notre attention : il s'agit de l'absence d'analyses traitant du lien entre les principes de la gouvernance d'entreprise et les transformations des relations de travail à l'intérieur des entreprises. C'est vrai que ces pratiques de gouvernance d'entreprise ont été adoptées très récemment, rendant difficile une analyse concrète dans les grandes entreprises. Comme l'a affirmé Grün (2005 : 81), « l'expérience internationale sur les relations entre les salariés et la gouvernance d'entreprise est encore peu concluante ». Si l'auteur a raison sur ce point, les déclarations des travailleurs dans les entreprises visitées sont éclairantes, surtout au sujet de la compétition et de l'intensification du travail.

Divers programmes de restructuration ont été mis en place après le processus de privatisation des entreprises interviewées. On peut citer, par exemple, le « programme

¹⁴⁹ Les détails de ces règles peuvent être consultés dans l'ouvrage de Borges et Serrão (2005).

professionnel note 10 ». Ce programme évalue la productivité du travailleur selon des critères que l'on peut observer : « supposons qu'un air conditionné soit mal placé dans une salle, entraînant des risques pour le personnel. La personne qui observe cela doit remplir une fiche et la mettre dans une boîte, puis le gérant du secteur va évaluer l'observation faite et créditer de points la personne qui a écrit l'annotation »¹⁵⁰. Ce programme a été adopté dans cette entreprise au cours des années 2001/2002, mais on a l'impression que ce type de politique se développe aussi dans les autres sociétés, car un autre travailleur a décrit la même situation : « chaque travailleur du département doit [obligatoirement] enregistrer au minimum 12 anomalies par an ! »¹⁵¹. Selon lui, ils en sont même arrivés à des situations où ils cherchaient les anomalies pour remplir l'objectif fixé par l'entreprise dans le rapport annuel de fin d'année. Comme on l'a indiqué dans le tableau précédent, ce type de politique, où les travailleurs doivent se sentir co-responsables de l'entreprise – ils utilisent l'expression « porter la culture d'entreprise » –, stimule directement la compétition entre les travailleurs, pouvant même arriver à l'« invention » d'une irrégularité pour satisfaire la demande de la direction générale.

Une autre façon d'accentuer la compétition entre les travailleurs réside dans la flexibilisation et la différenciation de rémunérations qui font aussi partie du modèle actuel de gestion des entreprises brésiliennes. Dans toutes les entreprises, le système de rémunérations varie selon l'activité du travailleur, selon le département où il se trouve et selon les formes et les indicateurs de son activité. Dans une entreprise, le programme de participation aux résultats évalue annuellement chaque travailleur, rendant possible une rémunération complémentaire plus grande à la fin de l'année (Programme d'évaluation de la performance). Mais, même dans ce programme, il n'y a pas un système homogène d'évaluation et de rémunération, car il varie selon l'activité et la fonction de chaque travailleur à l'intérieur de la société. De plus, « les gérants, bien que cela ne soit pas officiel, gagnent une prime de productivité en fonction des records obtenus par l'entreprise », et cette prime est logiquement supérieure à celle des autres travailleurs. De façon générale, ce système représente une forme de différenciation et de ségrégation à l'intérieur de l'entreprise. Dans le système de rémunérations, tel qu'il a été adopté

¹⁵⁰ Entretien réalisé le 9 août 2007. On peut ajouter qu'il est probable que pour maintenir « l'équilibre comptable des opérations », les travailleurs responsables de l'air conditionné dans le secteur auront un retrait de points.

¹⁵¹ Entretien réalisé le 15 août 2007.

après les privatisations, il y a une partie fixe (déterminée à partir d'une recherche réalisée sur le marché national et local, où l'on observe les courbes salariales de chaque activité spécifique) et une rémunération variable, qui se focalise sur les résultats globaux de l'entreprise (en fonction de la productivité). Mais « avec les changements macroéconomiques de l'économie brésilienne (variations du change...) qui ont baissé les profits [réels] de l'entreprise, ont été créés les « bonus par performance », par secteur de travail. À la fin, ils peuvent donner un supplément maximum de 1,367 salaire par an. Il y a un autre programme aussi qui se focalise sur les résultats de l'entreprise et une politique de récompense par Projet d'amélioration présenté par les travailleurs »¹⁵².

Donc, l'adoption de règles plus flexibles au niveau national a eu logiquement des conséquences directes sur la forme d'organisation du travail à l'intérieur des entreprises. Comme on a pu le vérifier directement, les contrats de travail plus flexibles, les résultats rentiers de court terme des firmes, les stratégies de rémunérations différenciées, entre autres, font aujourd'hui partie du quotidien des travailleurs dans les grandes sociétés industrielles. Ces politiques sont sans doute en train d'entraîner aussi une intensification du travail, contraignant des relations plus concurrentielles entre les travailleurs, d'une manière directe ou indirecte, augmentant alors la fraction de la plus-value créée à l'intérieur de l'entreprise. Comme l'a dit un travailleur de façon « informelle », en commentant les licenciements de travailleurs après les privatisations et les fusions-acquisitions : « avant, trois travailleurs exécutaient une activité déterminée [l'un d'entre eux exécutait une fonction à gauche de la machine, l'autre à droite et l'autre nettoyait]. En 1997, après la privatisation de l'entreprise, le travailleur qui s'occupait de la propreté a été licencié ; en 2000, un autre travailleur aussi. Tout cela correspondait aux normes exigées par la méthode 5 S (qualité totale), où le lieu de travail doit être propre, les outils bien organisés, etc ». A la fin, il restait un seul travailleur faisant les mêmes activités que les trois initialement. En plus, « quand un travailleur est déplacé vers un autre lieu de travail, pour résoudre un problème dans une autre municipalité, il doit y aller seul, conduisant lui-même la voiture¹⁵³ [avant il y avait un chauffeur] ».

Ces indications sont aussi renforcées par la déclaration d'un travailleur sous-traitant d'une autre grande entreprise du secteur des services. Il indique que la plupart des travailleurs d'aujourd'hui, selon lui, sont des sous-traitants qui viennent du système

¹⁵² Entretien réalisé le 25 juillet 2007.

¹⁵³ Entretien réalisé le 9 août 2007.

ancien – une partie des licenciés ont été (ré)embauchés sous une forme juridique différente. Aujourd’hui, « je vais tout seul dans un autre municipalité faire un travail et avant j’allais toujours avec une autre personne »¹⁵⁴. Cela augmente par conséquent le travail que chacun doit faire, ce qui se répercute directement sur l’intensification du travail global. Ces extraits d’entretiens appuient les indications de Marx (1954) sur l’intensification du travail. Malgré les époques historiques différentes, l’auteur soulignait l’intensification du travail à partir de la flexibilisation de la rémunération (paiement par pièce et augmentation du nombre de machines contrôlées par le même travailleur), au moment où le rapport capital-travail était caractérisée par des transformations significatives au sein de l’industrie, accentuant la subordination du travail. Si l’extension de la journée de travail pour obtenir la plus-value absolue rencontre les limites physiques des travailleurs, la forme de l’augmentation de l’intensification du travail est un instrument moins visible de rationalisation du travail, incluant non seulement la déréglementation de la journée de travail, mais aussi les méthodes de concurrence entre les travailleurs.

Tous ces facteurs, alliés aux entrelacements entre sphère industrielle et sphère financière, rendent plus difficile la compréhension des liens et des dépendances entre les aspects productifs et financiers dans la société industrielle. Cette difficulté est ressentie par les travailleurs eux-mêmes qui sont au centre des modifications récentes de culture et de gestion dans les entreprises après le processus de fusions-acquisitions. L’idée d’une « autonomie gestionnaire face aux directives financières »¹⁵⁵, comme l’a posé l’un des directeurs, fait partie des arguments. De toute façon, cette « autonomie » peut se croiser avec les obstacles venus du secteur financier de l’entreprise qui analysent les options d’investissements selon les sphères du cycle du capital. De plus, le « style d’administration de l’entreprise X par l’actionnaire principal », affirmé par le directeur, ne représente pas un style personnel d’actionnaire. On ne doit pas confondre la stratégie financière de l’entreprise, qui se retrouve dans la politique de la gouvernance d’entreprise, avec une caractéristique individuelle, de chaque personne, même si ces aspects peuvent influencer certaines décisions. Il est vrai que le processus de fusion et acquisition a entraîné à l’intérieur des entreprises des modifications et des ruptures culturelles importantes. Comme le disait le précédent directeur, « aujourd’hui,

¹⁵⁴ Entretien effectué le 15 août 2007.

¹⁵⁵ Entretien réalisé le 10 août 2006.

l'entreprise X a une vision beaucoup plus proche des États-Unis, de la culture états-unienne... ».

L'adoption de normes homogènes de gestion dans les diverses entreprises du groupe localisées sur différents continents, a entraîné un climat d'insatisfaction des travailleurs avec lesquels on a parlé. Selon eux,

« l'impression est que nous sommes en train d'être administrés de très loin, sans aucune préoccupation vis-à-vis de l'ambiance du travail que ces mesures peuvent engendrer, car tout le monde est anxieux, on ne sait pas ce qui va se passer... les informations arrivent d'une l'heure à l'autre, d'un pays à l'autre, il n'a pas de liaison avec l'usine locale. Les personnes sont tristes, nous sommes en train de perdre l'identité de l'entreprise Y [nom de l'entreprise quand elle était publique]. Les personnes ne parlent que de la retraite. L'amour de l'entreprise a disparu... »¹⁵⁶.

L'analyse en profondeur de ces déclarations est fortement liée au champ de la sociologie, de la science politique, de l'anthropologie, ce qui complique notre travail. De toute façon, on a senti une certaine « nostalgie » et une identification des travailleurs avec l'entreprise publique du passé, démontrant que les transformations actuelles des entreprises touchent fortement le quotidien des travailleurs.

Mais, le plus important ici est le fait qu'au centre de ces politiques de réorganisation, de délocalisation et d'application de nouvelles formes de gestion des usines, il y a une méthode unique de gestion fondée sur les principes financiers de la gouvernance d'entreprise. Par exemple, la rationalisation et l'intensification du travail font partie des normes afin d'augmenter l'excédent du travail. Peut-être exagère-t-on quand on affirme que ces modifications sont déterminées par les politiques de la gouvernance d'entreprise et, par conséquent, les mouvements financiers du capital. On sait que la dynamique d'accumulation vient du capital et que les politiques appliquées varient selon le moment historique du capitalisme. Malgré cela, toutes les données recueillies ici suggèrent une forte liaison entre les changements dans les relations de travail et les principes financiers de l'entreprise, comme un instrument particulier d'intensification du travail. Enfin, ce thème reste récent et des investigations encore plus approfondies doivent être réalisées.

¹⁵⁶ Entretien effectué le 15 août 2007. Lors d'une de ces visites, on a observé un facteur très intéressant : avant le processus de fusion, l'entreprise X continuait à utiliser dans les placards et sur les uniformes les mêmes symboles (logotype) que l'entreprise publique. En 2008, cette situation avait déjà changé.

3- Remarque finales sur le contexte de la lutte des classes dans le domaine du capital fictif

On a vu jusqu'ici que l'augmentation des transactions financières fondées surtout sur le capital fictif a provoqué d'intenses transformations dans la sphère productive et dans le monde du travail au Brésil. De plus, les « mécanismes de transmission » adoptés pour attirer ce capital externe – que ce soit les politiques de déréglementation financière, d'ouverture économique, de privatisation, de taux d'intérêts élevés, de baisse des investissements et des dépenses sociales, de chômage élevé, d'intensification et de précarisation du travail – ont aussi eu de fortes conséquences sur la dynamique des classes sociales à l'intérieur du pays. Au sein des trois principales classes sociales identifiées par Marx (1978b) – les propriétaires du capital, les propriétaires fonciers et les travailleurs –, l'adaptation à la reproduction capitaliste fondée sur l'augmentation du capital fictif a occasionné un réarrangement des articulations et des formes d'insertion de ces différents acteurs au centre de décisions politiques actuelles. Si l'augmentation de la rentabilité de la sphère financière par rapport au capital productif et l'intégration du processus productif des grandes entreprises à travers des fusions et acquisitions ont modifié la forme d'accumulation capitaliste, elles ont aussi réorienté la richesse et le pouvoir vers certaines classes sociales. Ce qu'on verra par la suite.

Les analyses précédentes sur la rentabilité du capital productif, sur les investissements financiers et sur le revenu du travail ont déjà indiqué le transfert de la richesse vers la partie financière du capital. Cela nous a conduit à affirmer que la politique économique, appliquée durant ces dernières décennies au Brésil, s'est avant tout concentrée sur la défense des intérêts de cette classe sociale. On a qualifié ce phénomène d'« autonomie relative » du capital fictif par rapport au capital productif, suggérant aussi qu'il a eu une réorganisation interne de la course au pouvoir au sein du système capitaliste, à partir du moment où le capital a trouvé de nouvelles formes d'accumulation, principalement à travers la spéculation financière. Diniz (1999 : 155), en se référant à l'intégration d'entrepreneurs industriels brésiliens dans ce mouvement spéculatif (qu'il appelle la « globalisation »), a affirmé qu'il a eu un reflux, surtout à partir de 1992, de la mobilisation des leaders de l'industrie brésilienne. Cela se vérifie par l'affaiblissement du pouvoir politique d'entités comme la Fédération de l'industrie d'État de São Paulo (FIESP), affectée par le processus de dénationalisation de l'industrie nationale, de fermeture des usines et de baisse de la création d'emplois. Selon l'auteur, les capitalistes

du secteur productif brésilien étaient bien représentés en tant que classe au milieu des années 1980 et ont participé activement aux décisions de politiques économiques nationales, surtout lors de l'élaboration de la Constitution de 1988. Mais ce moment historique comptait encore sur ce qui restait de la politique d'industrialisation brésilienne fondée sur la substitution des importations. Cela a fortement changé après les années 1990. Dès lors, non seulement l'organisation des travailleurs s'est modifiée avec la restructuration du capital, mais « au-delà du changement dans la structure physique du secteur productif, il a eu un processus de « vidange » des leaders liés au modèle [d'industrialisation] ancien. D'un côté, les grands groupes, centralisés par le capital étranger, de l'autre, la prolifération de petits entrepreneurs, caractérisés par un taux de mortalité élevé des entreprises, imposent un profil hétérogène et divisé des entrepreneurs » (*ibid*, p. 169). Les anciens leaders ont perdu leur espace politique à cause des effets de l'ouverture économique et de la concurrence externe et leaders d'une nouvelle génération sont apparus ; ils ne gardent plus de lien avec le projet de développement du passé récent, centré sur la base industrielle.

Au même moment, les caractéristiques du modèle d'accumulation des dernières décennies ont augmenté le pouvoir politique et économique d'un groupe de capitalistes liés à la sphère financière du capital, représentés principalement par des associations de classe comme la Fédération brésilienne des Associations de Banques (FEBRABAN). Le processus de libéralisation financière, d'accroissement du capital monétaire mondial et de contrôle de l'argent de crédit par les institutions financières est devenu important dans le fonctionnement du système capitaliste contemporain et a contribué à fragiliser l'autonomie des politiques de l'État national. Il est actuellement plus vulnérable à la libre circulation des capitaux dans les places financières du monde : par exemple, la fuite de capitaux pendant les crises du milieu des années 1990 et les mouvements spéculatifs dans les bourses mondiales ont grandement influencé les instruments de la politique économique.

La liaison entre l'État et les institutions financières apparaît plus visiblement dans la négociation et le paiement des intérêts de la dette publique qui intéressent surtout la fraction de classe qui la détient – notamment, les banques et les investisseurs institutionnels. Afin de garantir la continuité du transfert de la plus-value vers les détenteurs des obligations publiques, le contrôle de la bureaucratie étatique est indispensable, principalement dans les institutions qui ont le pouvoir de maîtriser la

politique économique. Dans la Banque centrale du Brésil, par exemple, qui est responsable du contrôle de la monnaie nationale, on peut observer la participation de hauts fonctionnaires liés directement aux institutions financières nationales et internationales. De même, la plupart d'entre eux ont fait leur formation académique dans des universités états-uniennes ou à l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro (PUC-RJ) qui sont de tradition monétariste. Minella (2006 : 15) a établi une liste de quelques-unes de ces personnalités qui ont appartenu, avant ou après avoir travaillé à la Banque centrale, aux principaux groupes bancaires privés du pays :

- dans la banque *Itaú* : Pérsio Árida, président de la Banque centrale du Brésil (BACEN) du 11 janvier 1995 au 13 juin 1995 ; Gustavo Loyola, président de la Banque centrale du 13 novembre 1992 au 29 mars 1993 et du 13 juin 1995 au 20 août 1997 ; Fernão Bracher, président de la BACEN du 28 août 1985 au 11 février 1987 ; Tereza Grossi, directrice de la fiscalité du 30 mars 2000 au 14 mars 2003 ; Sérgio Werlang, et Sérgio de Freitas, directeurs.
- dans la banque *Unibanco* : Pedro Malan, président de la Banque centrale du Brésil du 9 septembre 1993 au 31 décembre 1994 (ex-ministre de l'économie du gouvernement FHC) ; Armínio Fraga Neto, président de la BACEN du 4 mars 1999 au 1 janvier 2003 (conseiller international de JP Morgan) ; Francisco Gros, président de la BACEN dans le gouvernement Collor (1990-1992) ; Armin Lore, directeur de 1988 à 1990, Alexandre Schwartzman, directeur et économiste-chef d'Unibanco, Demósthene Pinho Neto, directeur international de la BACEN.
- dans la banque *ABN Amro* : Mario Carvalho Mesquita, directeur d'études spéciales de la BACEN en juin 2006.
- dans la *Banque de Boston* : Henrique Meirelles, président de la Banque centrale du Brésil dans le gouvernement Lula à partir de 2003.

Ce sont quelques exemples des intérêts de classe qui existent entre l'infrastructure d'État et les institutions financières pendant de nombreuses années.

De plus, « le nouveau arrangement du pouvoir a rendu possible une intégration plus active de la bourgeoisie interne à la politique hégémonique du capital financier [sic], visant, à travers la croissance des exportations, à obtenir les dollars et les recettes nécessaires pour rémunérer le capital financier national et international » (Boito, 2006 : 272). La participation des exportations dans la captation de dollars par l'économie

brésilienne, à laquelle l'auteur fait référence, démontre aussi qu'une partie des capitalistes liés à l'exportation de produits primaires ont augmenté leur pouvoir politique dans la sphère gouvernementale. En fait, la nécessité de financer la balance des paiements brésilienne et le besoin de monnaies étrangères, surtout de dollars, afin de garantir le flux du compte courant (paiements d'intérêts et de dividendes), ont fortement stimulé l'entrée de devises, améliorant les soldes de la balance commerciale du pays. En même temps que le pays stimulait les exportations, il se maintenait comme pays producteur de produits primaires (soja, fer, café...), productions à faible valeur ajoutée, dans la division internationale du travail. Mais, cette option politique n'est pas incompatible avec la reproduction des instruments financiers du capital, car l'intérêt immédiat était, comme on l'a dit, d'obtenir des devises étrangères pour rémunérer le capital fictif. Il y a donc une :

« amplification de l'hégémonie du capital financier [sic] impérialiste et national à l'intérieur de la bourgeoisie interne – industrielle et agraire – qui produit à l'exportation. Ces changements, qui unissent l'économie et la politique, le national et l'international, trouveront d'importantes répercussions dans la situation des classes de travailleurs. Cela signifie que la croissance du capitalisme brésilien, au-delà du fait de se maintenir à un niveau modeste, devra se rendre plus indépendante de la dynamique du marché interne » (Boito, 2006 : 294).

Les groupes financiers, nationaux et internationaux, ont agrandi aussi leurs espaces politiques et économiques durant la période des privatisations. D'abord, les banques privées nationales et internationales ont fortement participé au processus de privatisation des banques publiques, achetant d'importantes institutions nationales comme la Banque nationale de Rio de Janeiro (Banerj) en 1997, la Banque d'État de Minas Gerais (Bemge) en 1998, la Banque d'État de Paraná (Banestado), la Banque d'État de São Paulo (Banespa) qui a été achetée par une institution financière internationale en 2000. De plus, ils ont augmenté leur participation dans les entreprises industrielles, soit par l'achat de la plus grande partie des leurs actions, soit en entrant comme actionnaires minoritaires, afin de diversifier leurs portefeuilles. Selon Minella (2006), le groupe bancaire Itaú, par exemple, contrôle des entreprises des secteurs de bois, du papier, de l'informatique, de la chimie et de la pétrochimie ; la banque Safra possède des actions dans les activités du papier, de la cellulose et de l'élevage (bovin) ; le groupe Votorantim, l'un des plus grandes groupes industriels du pays, a créé la banque Votorantim. Ainsi, « on peut conclure que, en moins de cinq cas (les banques

Bradesco, Itaú, Votorantim, Safra et Unibanco Moreira-Salles), de façon directe ou indirecte, avec une intensité variable, un réseau diversifié d'intérêts des actionnaires s'est formé, qui impliquent leur contrôle et leur participation dans des entreprises non financières » (*ibid*, p. 12-13).

Cet ensemble de relations indique un fort degré d'imbrication entre les sphères productives et financières du capital, contribuant alors à intensifier l'insertion de l'économie brésilienne dans le processus d'accumulation capitaliste mondial, que ce soit par la concentration et la centralisation du capital sous la forme de fusions-acquisitions ou par le mouvement de spéculation financière. Ainsi, l'alliance entre ces classes fait qu'actuellement la sphère financière du capital, nationale et internationale, détient forte influence sur le pouvoir politique, suivie par le capital industriel orienté vers l'exportation et la monoculture des produits primaires, en suivant les principes du libre marché. Dans ce schéma, la fraction hégémonique du capital est composée, selon Filgueiras (2005), par le capital financier international (fonds de pension, fonds d'investissements), par les grands groupes économique-financiers nationaux (sphère financière avec des activités dans l'agro-industrie, le commerce et l'industrie) et par le capital productif multinational qui a établi un nouvel arrangement avec le pouvoir politique et économique national, en s'y intégrant et en même temps en se subordonnant à la politique rentière.

Du côté du monde du travail, l'intensification de la déstructuration du marché du travail et la fragmentation de la classe ouvrière indiquent aussi des modifications dans les rapports entre le capital et le travail et même à l'intérieur de la sphère du travail. Dans le premier cas, la série de mesures de flexibilisation des relations de travail signale des relations moins réglementées par l'État capitaliste et plus orientées vers les principes de la liberté du marché ; dans le second cas, le chômage et le travail informel élevés, la difficulté d'insertion sur le marché du travail et les politiques de gestion adoptées dans les entreprises ont stimulé le climat de concurrence entre les travailleurs. Salariés, chômeurs, travailleurs informels, travailleurs en activités productives de haute et de faible technologie, travailleurs autonomes : tous appartiennent à la classe des travailleurs, néanmoins celles-ci est de plus en plus fragmentées et compartimentées dans le marché du travail.

Cette forte segmentation du marché du travail et la mise en place de techniques de production plus flexibles ont intensifié l'exploitation de la force de travail, par la

réduction du temps de production des marchandises et par la diminution du nombre de travailleurs improductifs dans le processus de production, augmentation la quantité d'activités des autres travailleurs. Les principes de « (re)ingénierie » de la production ont amené le développement des sous-traitances et des nouvelles formes d'embauche des travailleurs autonomes. Cela a aussi provoqué la flexibilisation de la force du travail, caractérisée par des rapports capital-travail prédatrices, où prévalent la baisse de la rémunération du travail, l'instabilité de l'emploi et les différents niveaux de dépendance des travailleurs sous-traitants par rapport à l'entreprise principale. Toni (2006 : 452) a montré qu'un travailleur sous-traitant détient une partie du moyen de production, mais travaille avec les matières premières des autres ; il exerce le contrôle sur le processus de travail qu'il exécute, mais reste totalement subordonné aux décisions de l'entreprise qui achète ses marchandises (du point de vue de la quantité et de la qualité du travail, du contrôle de la matière première, de la structure du marché capitaliste, etc).

Tout cela a augmenté la fragmentation des classes des travailleurs et a aussi contribué à fragiliser les mouvements sociaux et les syndicats. Comme le dit Costa (2005 : 122),

« la grande échelle des licenciements dans les années 1990, la diffusion dans les entreprises de programmes organisationnel visant à un plus grand engagement des travailleurs (en particulier dans les programmes de qualité totale), la migration des travailleurs du secteur industriel (traditionnellement plus organisés en syndicats et avec des relations de travail plus formelles) vers le secteur des services (travailleurs typiquement plus hétérogènes et qui utilisent surtout des relations de travail plus précaires et instables, donc, de faible organisation syndicale), ont provoqué de graves conséquences sur le niveau de syndicalisation et sur le pouvoir idéologique et matériel des syndicats ».

On a pu constater aussi que dans les entreprises privatisées et soumises ensuite au processus de fusion-acquisition, les syndicats ont encore plus de difficultés lors des négociations collectives, car il s'agit pour eux de regrouper les stratégies des travailleurs des diverses usines dans le monde, qui font partie d'un même groupe d'actionnaires, pour essayer d'éviter les négociations fragmentées. Ainsi, la structure syndicale représentative de ces grandes entreprises est en train de s'adapter aux nouvelles circonstances d'un capitalisme où l'achat de droits de propriété s'est intensifié dans les bourses du monde. De plus, « après la privatisation, les difficultés ont augmenté avec l'entrée de nouvelles personnes, après les licenciements des anciens travailleurs qui

n'étaient plus mobilisés. Aujourd'hui, s'il y a un appel à la grève, les entreprises menacent de retirer des bénéfices, fragilisant le syndicat »¹⁵⁷.

Dans ce contexte défavorable aux travailleurs, caractérisé par la libre négociation et la désindexation salariale, les gains de productivité fonctionnent comme une « épée de Damoclès » au-dessus des travailleurs brésiliens et principalement des syndicats, car leur « droits » peuvent disparaître à tout moment. La priorité donnée aux gains de court terme et la proximité de certains syndicats et centrales syndicales avec les principes de la social-démocratie ont rendu la priorité aux négociations individuelles au détriment des politiques collectives, selon un principe d'action plus défensif. On pense que ces normes conduisent, d'une façon générale, à un « institutionnalisme » forgé, car l'illusion des libres négociations et des gains de court terme à l'intérieur des entreprises se conjugue avec une déstructuration du monde du travail dans le pays, entraînant la lutte de classes. « La préservation des emplois, les politiques de formation et de qualification, le transfert des réajustements salariaux fixes vers de nouvelles formes variables, la flexibilisation de la durée de travail etc, ont cessé de faire partie des négociations collectives, avec un pouvoir défavorable aux travailleurs » (Costa, 2005, p. 122).

L'instabilité économique du capitalisme peut exiger, dans un contexte spéculatif et de vulnérabilité économique, l'adoption de certaines politiques réformistes afin d'adoucir les mutations sociales. En ce sens, les politiques plus récentes d'assistance sociale, encouragées par les institutions internationales et concentrées aujourd'hui autour de la Bourse Famille, ont cette fonction ; mais elles ne garantissent pas un accès effectif des individus, au sein de la société capitaliste, à la consommation de masse. Ainsi, l'État reste « otage » du capital national et international, principalement à partir de l'accroissement de la plus-value dirigée vers les détenteurs des obligations publiques.

Au-delà de ces spécificités, il faut souligner une particularité qui a rendu encore plus difficile, et même complexe, les relations de classes au Brésil : l'arrivée au pouvoir de la « gauche », symbolisée par le Président Lula, qui a maintenu les principes de la politique économique orthodoxe des gouvernements précédents. La politique implantée au Brésil après l'arrivée au pouvoir de l'alliance « droite-centre-gauche », a confié la gestion néolibérale du système capitaliste national à la partie la plus « réformiste » et hégémonique du parti du gouvernement, sans affrontement de classes, ni participation

¹⁵⁷ Entretien réalisé le 9 août 2007.

directe de l'acteur principal de ces transformations : le peuple. En fait, la participation populaire a été réduite à l'appui électoral, tandis que la classe dominante a continué à contrôler les principales institutions et le pouvoir économique et politique au niveau national. Pour les forces conservatrices, elles ont mené une stratégie politique « parfaite » : la continuation de l'insertion subordonnée de l'économie nationale aux mouvements financiers du capitalisme contemporain, sans que cela n'entraîne de résistance populaire, des syndicats ou des mouvements sociaux. Ainsi, si d'un côté la « bonne gouvernance » a été réussie, de l'autre, le projet démocratique populaire qui pouvait préparer les bases d'un gouvernement du peuple a été abandonné, laissant se poursuivre la même forme d'accumulation capitaliste. Le résultat de cette option politique a été d'inhiber, au moins à court terme, la lutte de classes interne, freinant une possible transformation de la société et intensifiant le reflux des mouvements sociaux et syndicaux dans le pays – malgré la persistance politique d'importants mouvements organisés, comme le Mouvement sans-terre (MST), Via campesina, le Mouvement sans-logis...

Une partie des réformistes croit que la poursuite par le Brésil de cette stratégie libérale, fondée sur le Consensus de Washington, est inévitable car « non seulement les autorités économiques, mais, plus généralement, les élites brésiliennes se sont montrées aliénées, incapables de définir et défendre l'intérêt national..., de penser par eux-mêmes et de critiquer le second Consensus de Washington » (Bresser-Pereira, 2003 : 25). Définitivement, au sein du pouvoir du capital et des élites économiques et politiques, nationalistes ou pas, il y a bien un projet de transformation, mais dans lequel les intérêts des travailleurs ne sont pas prioritaires – il n'y a pas l'« innocence » du capital. En fait, il n'existe pas d'incapacité ou d'ingénuité des élites, comme a affirmé l'auteur, il n'y a que la lutte de classes ! Leurs projets d'insertion subordonnée à la logique du capital international sont bien définis. Si l'on suit la méthode de l'économie politique, les mouvements économiques et politiques de la société sont rattachés à la dynamique des intérêts des groupes et des classes sociales qui se disputeront, à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil d'État, la possibilité d'intervenir dans le destin de la société.

Donc, s'il n'y a pas une bourgeoisie nationale disposée à affronter les pays du centre du système économique mondial pour renforcer l'économie brésilienne, et sa souveraineté nationale (si cela est possible), alors il faut dépasser le mythe – principalement présent dans la « gauche » – d'une bourgeoisie nationaliste qui lutte contre le néolibéralisme.

Enfin, « un projet pour le peuple devra être un projet anti-néolibéral, anti-capitaliste et donc socialiste » ! (Mauro, 2006 : 15). On croit que la survie du capitalisme sur les bases actuelles de l'intensification du travail et de l'augmentation du transfert de la plus-value de la périphérie vers le centre du système (sous la forme de la spéculation financière et du transfert de la valeur par le paiement des intérêts de la dette publique et des dividendes) peut trouver des limites dues à ses propres contradictions entre la production et l'appropriation de la valeur.

Finalement, ce débat sert à indiquer certaines transformations dans la lutte de classes du pays. Des analyses plus raffinées doivent être réalisées. En même temps, les indications données ici ne doivent pas être comprises comme une étude séparée des étapes du cycle du capital industriel et financier : ce n'est pas comme si le capital productif et la classe liée à la sphère productive avaient échoué, et si les capitalistes liés à la sphère financière étaient les seuls gagnants. Les analyses tout au long de ce travail ont rendu clair le fait que le processus de déstructuration du monde du travail au Brésil et les politiques de flexibilisation ont été implantées par le capital afin de sauvegarder les intérêts des capitalistes, compris les capitalistes industriels.

Nous avons traité ici d'un moment historique du capitalisme, où les formes d'accumulation se sont fondées sur l'expansion du capital fictif afin de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. L'analyse de la dialectique, que l'on a essayée d'utiliser dans ce travail, permet d'éviter d'interpréter les phénomènes d'une manière isolée et de chercher toujours à comprendre la logique du cycle du capital. En même temps que l'on a affirmé l'hégémonie relative de la sphère financière du capital, on a réaffirmé la centralité du travail dans les contradictions de classes du système capitaliste. Et c'est dans cette apparente contradiction que le capitalisme contemporain prend de nouvelles formes, toujours à la recherche de l'intensification de l'exploitation de la force de travail.

CONSIDERATIONS FINALES

La crise capitaliste mondiale au milieu des années 1970 a provoqué le début d'une autre époque, caractérisée par la baisse du taux de profit industriel et par un fort mouvement de spéculation financière. La chute de la rentabilité des investissements productifs, exprimant la crise structurelle du capitalisme, a entraîné la fuite d'une partie du capital destinée au départ à la production et qui a été réorientée vers le circuit financier du capital, surtout aux instruments du capital fictif. La disponibilité de l'argent de crédit, stimulée par l'accroissement et par le développement du système de crédit international, a rendu possible l'expansion des actifs financiers au sein du capitalisme.

En revanche, les politiques d'endettement public dans les pays du monde et l'offensive du capital contre le travail, encouragée par les politiques économiques néo-libérales (commerciale, industrielle, financière et du travail), ont fonctionné comme une contrepartie à la baisse du taux de profit industriel et ont tenté de revigorer le capitalisme pour sortir de la stagnation économique. En conséquence, on a assisté à l'intensification de l'exploitation et de la précarisation du travail, du fait, entre autres, des restructurations productives, des privatisations, des profits fictifs, de la flexibilisation du travail, de la baisse des salaires et de la perte des droits sociaux.

Avec le processus d'autonomisation des formes fonctionnelles du capital, le circuit financier du capital, avec l'hégémonie du capital fictif, s'est agrandi et exerce désormais une forte pression sur le capital productif et sur le monde du travail. Une partie de ce capital fictif a obtenu des niveaux de rémunération élevés, difficilement concevables pour le capital productif, ce qui a ouvert la voie à la logique spéculative et a augmenté l'influence des fractions de classe liées au circuit financier dans l'élaboration et l'administration des politiques économiques. De plus, la sphère financière a induit le capital productif à réduire le coût de la force de travail en réduisant les niveaux de salaires et en fragilisant le système de protection sociale, dans le but de retrouver les taux de profit des années de croissance économique.

Cette dynamique d'accumulation financière qui caractérise le capitalisme contemporain ne peut être traitée sous la forme d'un « fatalisme financier » où une seule forme d'accumulation, régie exclusivement par les mouvements financiers, dont la plupart sont fictifs. Bien qu'on ait parlé dans cette thèse d'une « autonomie relative » du circuit

financier du capital, on a aussi montré que la source de la valeur reste encore le travail, mettant la théorie de la valeur au centre de nos interprétations. Donc, s'il y a d'un côté un mouvement spéculatif apparemment détaché de la sphère productive, de l'autre, les mouvements des circuits financiers et productifs du capital gardent leurs relations dialectiques d'indépendance et complémentarité.

Sur ce sujet, on trouve les deux analyses extrêmes : d'un côté, il y a ceux qui voient le « monde financier » comme le déterminant des relations capitalistes actuelles, mais qui négligent la centralité du travail comme source de la valeur ; de l'autre, on trouve ceux qui n'acceptent pas ou ne s'aperçoivent pas qu'il y a aujourd'hui une « autonomie relative » du capital fictif dans le processus de rotation du capital, ce qui est l'expression de la pure dialectique de la production-appropriation. Quoi qu'il en soit, le fait est que ces mouvements financiers ont touché fortement les économies des divers pays du système capitaliste, dont le Brésil fait partie. L'économie brésilienne, comme on l'a montré dans ce travail, peut être considérée comme un cas paradigmatique de l'insertion de l'économie dans la logique de la spéculation financière mondiale, en intensifiant sa dépendance vis-à-vis de flux de capitaux externes et des mouvements spéculatifs internationaux.

Notre analyse a mené à plusieurs conclusions sur la forme prise par cette insertion de l'économie brésilienne dans le processus de valorisation fictive du capital, ce qui a eu d'importants effets sur le monde du travail de ce pays. D'abord, l'expérience démontre, contrairement aux prévisions orthodoxes, qu'on n'observe ni l'augmentation du taux d'accumulation ni une croissance économique interne accélérée et continue. Ensuite, on a vérifié un fort accroissement de la vulnérabilité externe structurelle de l'économie nationale, historiquement dépendante du crédit externe pour financer sa balance des paiements. De plus, l'endettement public, et surtout la dette interne, a énormément augmenté à partir des années 1990, ce qui a « exigé » un effort fiscal interne important afin de payer le service de la dette (amortissements et intérêts), et a entraîné une réduction des dépenses publiques dans des secteurs essentiels pour la population – la santé, l'éducation, la protection sociale... – et la diminution des investissements dans les infrastructures productives.

Du point de vue du travail, le taux du chômage a sensiblement augmenté durant les dernières années, tout comme le travail informel, malgré quelques améliorations conjoncturelles du fait notamment de l'expansion du crédit international qui a amélioré

ponctuellement la croissance économique. Les réformes dans la législation du travail ont garanti la flexibilisation nécessaire pour la valorisation du capital : la flexibilisation des embauches et des licenciements, tant dans le secteur privé que dans le secteur public ; la flexibilisation des conditions de rémunération du travail, avec la suppression de l'indexation salariale et l'augmentation de la part salariale liée à la productivité du travail, ce qui a intensifié le travail et stimulé la concurrence entre les travailleurs à l'intérieur des entreprises ; l'embauche de travailleurs avec des contrats temporaires (à durée déterminée) ou de sous-traitance, dans le public et le privé, afin de réduire les coûts et flexibiliser l'organisation du travail ; le retrait de l'État et la réduction du rôle de la Justice du travail dans le processus de négociation collective, laissant le capital et le travail « libres » de prendre les décisions en cas de conflit et de mener les négociations salariales. L'ensemble de ces constats, vérifiés tout au long de ce travail, prouve l'intensification de la déstructuration du monde du travail au Brésil.

Dans une perspective conjoncturelle, les variations positives ponctuelles de certains indicateurs comme le PIB, la consommation et le niveau d'emploi, ont été freinées par les crises économiques et par la politique économique interne de rigueur (taux d'intérêt élevés, surévaluation du taux de change, baisse des dépenses gouvernementales) qui ont attiré les capitaux de court terme, spéculatifs pour la plupart, mais en même temps ont rendu impossible la croissance économique stable de l'économie nationale. Dans ce contexte, la fixation des hauts niveaux d'excédent primaire et le maintien des taux d'intérêt élevés ont fonctionné comme un instrument d'accumulation dirigé vers les intérêts des fractions de classes, au niveau national et international, liées au marché financier. Cela a rendu difficile la possibilité l'amélioration continue des indicateurs de l'industrie et du travail.

Ainsi, le Brésil s'est inséré dans une « nouvelle » configuration de la division internationale du travail fondée sur : la constitution d'un marché financier interne capable de valoriser encore plus le processus d'accumulation internationale du capital fictif ; la poursuite de l'offre de matières premières pour l'exportation (acier, produits miniers, fer, soja, sucre, viande), obtenant alors des devises pour financer les déséquilibres des comptes de la balance des paiements ; l'ouverture du marché interne aux produits du reste du monde ; et l'offre d'une marchandise abondante et pas chère, de la force de travail, aux entreprises internationales. La dépendance de l'économie nationale envers le financement externe (argent de crédit) nous a aussi indiqué une

configuration de la « nouvelle » dépendance ou au moins « différente » : à la relation d'échange inégal des marchandises produites sur le marché interne et commercialisées à l'extérieur, on ajoute maintenant l'intensification du transfert d'une partie de la plus-value aux détenteurs du capital fictif par le paiement des intérêts et des dividendes. Donc, la théorie de la dépendance se renouvelle.

Dans ce contexte, la flexibilisation du travail fait partie des exigences du capital, afin de maintenir le capital productif lucratif, en réduisant ses coûts. L'intensification de l'exploitation du travail sert à suppléer la demande du capital monétaire transformé en capital fictif, à partir des divers instruments financiers existant (obligations, actions, produits dérivés, etc). A l'intérieur des entreprises privatisées, le processus de restructuration productive et les politiques de gestion fondées sur la « gouvernance d'entreprise » doivent être aussi comprises à partir des stratégies adoptées liées aux marchés financiers. De cette façon, même si le circuit financier apparaît indépendant, il reste entrelacé, intégré au circuit productif, dans une relation dialectique encore plus mystérieuse. Ainsi, le fétichisme de la marchandise a beaucoup évolué depuis l'époque de Marx...

Finalement, à partir des éléments présentés ici, on peut dire qu'il n'y a pas eu dans l'économie brésilienne, dans l'étape actuelle du capitalisme contemporain, une articulation organique entre l'accumulation fondée sur le circuit financier du capital et le financement du capital productif, dans une liaison plus proche du concept de « capital financier » de Hilferding (1970). En fait, la substantivation de la valeur et l'autonomisation du capital ont emprunté une voie plus complexe et plus articulée, où le caractère spéculatif du capital et son degré de valorisation ont considérablement dépassé les limites et la compréhension de ce concept. La croissance de la partie fictive du capital, au cours des dernières années, a énormément transformé l'économie nationale. Donc, l'idée d'une direction articulée des phases financières et productives du cycle du capital industriel ($A - M - A'$), qui sont typiques du concept du capital porteur d'intérêt qui finance la production ou la circulation, n'est plus le sujet central d'analyse de l'économie nationale d'aujourd'hui. En fait, le Brésil s'est totalement intégré à la logique d'exploitation du capital fictif ($A - A'$), plus proche des mécanismes financiers spéculatifs et de court terme que de la stimulation de la production ; ainsi, les conséquences directes sur l'économie brésilienne, en particulier sur le capital productif et sur le travail, ont été très fortes, provoquant une intensification de la précarisation et

de la destructuration du monde du travail du pays, fragmentant et fragilisant aussi les classes des travailleurs et ses représentations syndicales et sociales.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADDA, Jacques. *La mondialisation de l'économie*. 4^e édition, Paris : Éditions La Découverte, 2001.

AGLIETTA, Michel. Le renouveau de la monnaie. *L'économie mondiale 2003*. Paris : Éditions La Découverte, 2002, p. 91-106.

_____ et REBÉRIOUX, Antoine. *Dérives du capitalisme financier*. Paris : Éditions Albin Michel, 2004, p. 333-363.

AGGIO, Alberto. *A cultura política do petismo*. 12/2004. Disponible sur : http://www.acesa.com/gramsci/texto_impressao.php?id=410

AKTAS, Nihat. La finance comportementale : un état des lieux. *Reflets et Perspectives de la vie économique*, 2004/2, tome XLIII, p. 19-33.

ALBUQUERQUE, Rui. The composition of International Capital Flows : risk sharing through Foreign Direct Investment. *Journal of International Economics*, december 2003, vol. 61, issue 2, p. 353-383.

AMADEO, Edward. Mercado de trabalho brasileiro : rumos, desafios e o papel do Ministério do Trabalho. *Brasil : abertura e ajuste do mercado de trabalho no Brasil* / ed. par Anne Caroline Posthuma. Brasília (DF) : Ed. 34, 1999, p. 35-60.

AMITRANO, Claudio R. O modelo de crescimento da economia brasileira no período recente: condicionantes, características e limites. *Política Econômica em foco*, abril 2006, n^o 7, p. 206-249. Disponible sur: http://www.eco.unicamp.br/asp-scripts/boletim_cecon/boletim_cecon7.asp

ANTUNES, Ricardo. *Os sentidos do trabalho : ensaio sobre a afirmação e a negação do trabalho*. São Paulo: Boitempo Editorial, 1999, 258 p.

_____ Al final, ¿quién es la clase trabajadora hoy ? *Revista Herramienta*, n^o 36, octubre de 2007. Disponible sur : <http://www.herramienta.com.ar/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=534>

ÁVILA, Rodrigo V. de. Dívida interna : a nova face do endividamento externo. Caracas, actes du *Simpósio Internacional sobre deuda pública*, Observatório

Internacional da Dívida, 22 à 24 setembro de 2006. Disponível sur : [http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/Vieira de Avila Rodrigo Divida Interna A nova face do endividamento externo .pdf](http://www.oid-ido.org/IMG/pdf/Vieira_de_Avila_Rodrigo_Divida_Interna_A_nova_face_do_endividamento_externo_.pdf)

AUDIT CITOYEN DE LA DETTE. *Boletim da Auditoria cidadã da dívida*, n° 16, dezembro de 2006, 11 p. Disponível sur : <http://www.divida-auditoriacidada.org.br/>

_____ *Boletim da Auditoria cidadã da dívida*, n° 17, 21/12/2007, 13 p. Disponível sur : <http://www.divida-auditoriacidada.org.br/>

BALTAR, Paulo et KREIN, José D. Et MORETTO, Amilton. O emprego formal nos anos recentes. *Carta Social e do Trabalho*, jan-abr. 2006, n° 3, p. 3-10. Disponível sur : http://www.eco.unicamp.br/Downloads/publicacoes/cesit/Versao_Integral7.pdf

BANQUE CENTRALE DU BRÉSIL (BACEN). *Balance des paiements*. Diverses années.

_____ *Dívida Líquida e Necessidade de Financiamento do Setor Público*. Brasília (DF), agosto de 1999.

_____ *Relatório Anual 2006*. Brasília (DF), 2006, vol. 42, 252 p. Disponível sur : <http://www.bcb.gov.br/pec/boletim/banual2006/rel2006p.pdf>

_____ *Relatório Anual 2000*. Brasília (DF), 2000, vol. 36, 285 p. Disponível sur : <http://www.bcb.gov.br/pec/boletim/banual2000/rel2000p.pdf>

BANQUE DE FRANCE. *Revue de la stabilité financière*. France, numéro spécial *hedge funds*, avril 2007, n° 10, 207 p.

BANQUE MONDIALE. *Global Economic Prospects : managing the next wave of globalization*. Washington, 2007a, 180 p.

_____ Washington, *Global Development Finance*, 1999.

_____ Washington, *Global Development Finance : prospects and risks for developing countries*, 2000, 177 p.

_____ Washington, *Global Development Finance : building coalitions for effective development finance*, 2001, 229 p.

_____ Washington, *Principles and guidelines for effective insolvency and creditor rights systems*, 2001a, 85 p.

_____ Washington, *Global Development Finance : the development potential of surging capital flows*, 2006, 205 p.

_____ Washington, *Global Development Finance : the globalization of corporate finance in developing countries*, 2007b, 145 p.

BECHT, Marco et BOLTON, Patrick et RÖELL, Ailsa. Corporate governance and control. *Handbook of the Economics of Finance* / ed. par G. M. CONSTANTINIDES, M. HARRIS et R. STULZ. North Holland, 2003, vol. 1, part 1, p. 1-109.

BELLOFIORE, Ricardo. O capitalismo dos fundos de pensão. *Revista Outubro*, 2002, n° 7, p. 61-75.

BENJAMIN, César. O mito do paraíso perdido. São Paulo (SP), *Folha de São Paulo*, 05 de agosto de 2005.

BEST, Jacqueline. From to Top-Down : The New Financial Architecture and the Re-embedding of Global Finance. *New Political Economy*, november 2003, vol. 8, n° 3, p. 363-384.

BEUCHAT, Alexandre. *L'impact des marchés financiers sur la gestion des entreprises suisses. Le cas de Swissmetal Boillat à Reconvilier*. Mémoire en Sciences politiques, Université de Lausanne, Faculté des Sciences sociales et politiques, octobre 2005, 77 p.

BIONDI, Aloysio. *O Brasil privatizado : um balanço do desmonte do Estado*. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo, 1999, 48 p.

_____ *O Brasil privatizado II : o assalto das privatizações continua*. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo, 2000, 64 p.

BIT (BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL). *Tendances mondiales de l'emploi*. Genève, janvier 2008, 56 p.

BIVENS, Josh L. et WELLER, Christian E. Corporate Governance and the "Job Loss" Recovery. *Review of Radical Political Economics*, vol. 37, n° 3, 2005, p. 293-301.

BLACKBURN, Robin. Finance and the fourth dimension. *New Left Review*, may-june 2006, n° 39, p. 39-70.

BNDES (BANQUE NATIONALE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIALE). Relatório de Atividades – 1999. Rio de Janeiro (RJ), *Programa Nacional de Desestatização*, 2000.

BOITO Jr., Armando. A hegemonia neoliberal no governo Lula. *Crítica Marxista*, 2003, n° 17, p. 10-36.

_____ As relações de classe na nova fase do neoliberalismo no Brasil. *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de America Latina* / ed. par Gerardo CAETANO. Buenos Aires : CLACSO, 2006, p. 271-296.

BONNET, Alberto R. El fetichismo del capital-dinero. Um comentário sobre el debate Chesnais-Husson. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP)*, 2002, n° 10, ano 7, p. 49-79.

BORGES, Rodrigo E. Santana. Inserción en la mundialización capitalista : impactos sobre la relación salarial y la (super) explotación en Brasil – 1990 a 2005. Paris, *actes du V Congrès Marx international*, Université Parix X, Nanterre, 03-06 octobre 2007.

BORGES, Luiz F. et SERRÃO, Carlos F. de. Aspectos da governança corporativa moderna no Brasil. *Revista do BNDES*, 12/2005, vol. 12, n° 24, p. 111-148.

BOYER, Robert. Aux origines de la théorie de la régulation. *Théorie de la régulation – l'état des savoirs* / ed. par Robert BOYER et Yves SAILLARD. Paris : La Découverte, 2002, p. 21-30.

_____ Is a finance-led growth regime a viable alternative to Fordism? A preliminary analysis. *Economy and Society*, february 2000, vol. 29, n° 1, p. 111-145.

BOWMAN, Robert G., BUCHANAN, John. The efficient market hypothesis – a discussion of institutional, agency and behavioural issues. *Australian Journal of Management*, december 1995, vol. 20, n° 2, p. 155-166.

BRAGA, Ruy. *A Restauração do Capital : um estudo sobre a crise contemporânea*. São Paulo: Xamã, 1996, 298 p.

_____ *A nostalgia do fordismo : modernização e crise na teoria da sociedade salarial*. São Paulo : Xamã, 2003, 246 p.

BRAND, Ulrich. Order and regulation : Global Governance as a hegemonic discourse of international politics ? *Review of International Political Economy*, 2005, vol. 12, issue 1, p. 155-176.

BRAUDEL, Fernand. *La dynamique du capitalisme*. Paris : Arthaud, 1985, 121 p.

BRAVERMAN, Harry. *Trabalho e capital monopolista : a degradação do trabalho no século XX*. São Paulo : Editora LTC, 3ª edição, 1987, 379 p.

BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos. Macroeconomia do Brasil pós-1994. *Cadernos de Economia de São Paulo - FGV-SP*, setembro de 2003, nº 131, 37 p.

_____ O segundo Consenso de Washington e a quase-estagnação da economia brasileira. *Revista de Economia Política*, julho-setembro 2003a, vol. 23, nº 3 (91), p. 3-34.

BRI (BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX). *The global OTC derivatives market continues to grow*, november 2000, 6 p.

_____ *Acceleration of OTC derivatives market activity in the first half of 2002*, november 2002, 7 p.

_____ *Triennial and semiannual surveys on positions in global over-the-counter (OTC) derivatives markets at end-June 2004*, december 2004.

_____ *OTC derivatives market activity in the second half of 2006*, may 2007, 17 p.

BRUNHOFF, Suzanne de. *La monnaie chez Marx*. Paris : Éditions Sociales, 1976, 206 p.

_____ Marx a Ricardien : valeur, monnaie et prix au début du capital. *Ricardiens, Keynésiens et Marxistes : essais en économie politique non-neoclassique* / ed. par C. BERTHOMIEU et L. CARTELIER. Nice : Les Presses Universitaires de Grenoble, 1972, p. 195-207.

BURATTO, Marco V. et PORTO Jr., Sabino da S. Estrangulamento da dívida externa e crescimento econômico na América Latina: lições da década de 80. *Revista Análise Econômica*, setembro de 2001, ano 19, nº 36, p. 105-121.

CAMARGO, José M. et AMADEO, Edward. Instituições e o mercado de trabalho no Brasil. *Flexibilidade do mercado de trabalho no Brasil* / ed. par José M. CAMARGO. São Paulo: Editora Fundação Getúlio Vargas, 1996, p. 47-94.

CANO, Wilson. *Soberania e Política Econômica na América Latina*. São Paulo, Editora UNESP/UNICAMP, 2000, 582 p.

CARCANHOLO, Reinaldo A. O capital especulativo e a desmaterialização do dinheiro. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP)*, 2001, ano 6, n° 8, p. 26-45. Disponible sur : <http://rcarcanholo.sites.uol.com.br/>

_____ et SABADINI, Mauricio de S. Capital fictício y Ganancias fictícias. *Revista Herramienta*, n° 37, marzo de 2008, p. 59-80. Disponible sur : <http://rcarcanholo.sites.uol.com.br/temasMarx.html>

CARDOSO, Jr. José Celso. Crise e desregulação do trabalho no Brasil. *Tempo Social*, 2001, vol. 13, n° 2, p. 31-59.

_____ Reforma do Estado e desregulamentação do trabalho no Brasil, nos anos 90. *Ensaio FEE*, 2002, vol. 23, n° 2, p. 899-922.

CARNEIRO, Ricardo. A supremacia dos mercados e a política econômica do governo Lula. *Política Econômica em Foco*, abril de 2006, n° 7, p. 1-23. Disponible sur : http://www.eco.unicamp.br/asp-cripts/boletim_cecon/boletim7/Introducao_Carneiro.pdf

_____ *Política econômica : ruptura ou capitulação ?*, outubro de 2005. Disponible sur : http://www.acesa.com/gramsci/texto_impressao.php?id=417

CARTELIER, Jean. Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix. *Économie appliquée*, 1985, tome XXXVIII, n° 1, p. 63-82.

CASTRO, Jorge A. de, RIBEIRO, José A., DUARTE, Bruno de C. Gasto social e política macroeconômica : trajetórias e tensões no período 1995-2005. Paraíba (PB), *actes du XII Colloque Encontro Nacional de Economia Política da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP)*, UFPB, 20-23 de maio 2008. Disponible sur : http://www.sep.org.br/artigo/633_b41176c4e5bedf7a77d2c90675ef750b.pdf?PHPSSESSID=93c69bf512f15aacfd4cac3a9c

CEPAL (COMISION ECONOMICA PARA AMERICA LATINA Y EL CARIBE). *Estadísticas de América Latina y el Caribe – CEPAL STAT*. Disponible sur : <http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp>

CHARREAUX, Gérard. Théorie Financière. *Encyclopédie des Marchés Financiers*. 1997, p. 1897-1910. Disponible sur <http://perso.orange.fr/gerard.charreaux/perso/articles/THFIENCV2.pdf>

CHAUVEL, Louis. Le retour des classes sociales ? *Revue de l'OFCE*, n° 79, octobre 2001, p. 315-359.

CHESNAIS, François. La prééminence de la finance au sein du “capital en général”, le capital fictif et le mouvement contemporain de mondialisation du capital. *La Finance Capitaliste*. Paris : Presses Universitaires de France, 1^e éd, 2006, p. 65-130.

_____ Introduction générale. *La mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux* / ed. par François Chesnais. Paris : Syros, 1996, p. 10-31.

CHUVAKHIN, Nikolai. Efficient market hypothesis and behavioral finance – is a compromise in sight ? *NCBase*, spring 2002, n^o 22, p. 01-18. Disponible sur : <http://ncbase.com/papers/EMH-BF.pdf>

CINTRA, Marcos A. M. et FARHI, Maryse. Convivendo com o câmbio flutuante. *Revista de Economia Política*, julho-setembro 2000, vol. 20, n^o 3, p. 163-168.

_____ et PRATES, Daniela M. A assimetria dos fluxos de capitais internacionais para os países “emergentes” e a volatilidade nos fluxos para o Brasil na virada do século XXI. *Crise e oportunidade : o Brasil e o cenário internacional* / ed. par Antônio C. de LACERDA. São Paulo: Lazuli Editora, 2006, p. 125-161.

_____ et PRATES, Daniela M. Os fluxos de capitais internacionais para o Brasil desde os anos 90. 2004 Disponible sur : http://www.desempregozero.org.br/artigos/os_fluxos_de_capitais_internacionais_para_o_brasil_desde_os_anos_9.pdf

CORAZZA, Gentil. Dinheiro, crédito, capital financeiro e capital fictício: um estudo da natureza das finanças capitalistas em Marx. Fortaleza, *actes* de la II Jornada de Economia Política da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP), 2000.

_____ Notas teóricas sobre as relações real-monetário em Marx. *Actes* da II Jornada de Economia Política (SEP), 1999.

CORREA, Vanessa P., MOLLO, Maria de Lourdes R. et BIAGE, Milton. Vulnerabilidade de mercado x Vulnerabilidade de país : discutindo as políticas liberais e a volatilidade dos fluxos financeiros no Brasil. Paraíba (PB), *actes* du XII Colloque Encontro Nacional de Economia Política da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP), UFPB, 20-23 de maio 2008. Disponible sur : http://www.sep.org.br/artigo/1369_2041b65700c0cbcd0f83c55cb4dd965a.PDF

COSTA, Márcia da S. O sistema de relações de trabalho no Brasil : alguns traços históricos e sua precarização atual. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 20, n° 59, 2005, p. 111-131.

COSTA, Fernando N. et DEOS, Simone da S. Reflexões sobre o financiamento na economia brasileira. *Textos para discussão*, IE/UNICAMP, abril de 2002, n° 109, 21p. Disponible sur: <http://www.eco.unicamp.br/Downloads/Publicacoes/TextosDiscussao/texto109.pdf>

COUTO, Cláudio G. et ABRUCIO, Fernando. O segundo governo FHC : coalizões, agendas e instituições. *Tempo Social*, Universidade de São Paulo (USP), novembro de 2003, vol. 15, n° 2, p. 269-301.

CRISÓSTOMO, Vicente L. et GONZÁLEZ, Eleutério V. Possível estratégia de ativismo de fundos de pensão no Brasil. *Revista de Economia Contemporânea*, vol. 10, n° 1, jan-abr 2006, p. 139-155.

CROCKETT, Andrew. Évolution et regulation des *hedge funds*. *Revue de la stabilité financière*, Banque de France, spécial *hedge funds*, avril 2007, n° 10, p. 19-29.

CUMMING, Christine M. Review of recent trends and issues in financial sector globalisation. *Financial globalisation*, Bank for International Settlements (BIS) papers, 2006, n° 32, p.12-19.

CYSNE, Rubens P. Aspectos macro e microeconômicos das reformas brasileiras. *Serie reformas econômicas*, CEPAL, mayo de 2000, n° 63, 71 p. Disponible sur : <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/4585/lc11359p.pdf>

DAINEZ, Valdir I. *Inserção internacional e mercado de trabalho : o Brasil nos anos 90*. UNICAMP, thèse de doctorat, 2003, p. 115-168.

DAVIDOFF CRUZ, Paulo. Notas sobre o endividamento externo brasileiro nos anos setenta. *Desenvolvimento capitalista no Brasil : ensaios sobre a crise* / ed. par Luiz G. M. BELLUZO et Renata COUTINHO. São Paulo : Brasiliense, vol. 2, 1982, p. 59-106.

DAVIS, Jim. Speculative capital. *Globalisation and Social Justice Conference*. Chicago, may 2002, 28 p. Disponible sur : <http://www.gocatgo.com/texts/speccap4.pdf>

DELAUNAY, Jean-Claude. Les grandes catégories de marchandises dans le capitalisme financier mondialisé. *La Pensée*, septembre-décembre 2006, n° 347, 12 p.

DEMARIGNY, Fabrice. Les investisseurs institutionnels : des actionnaires neutres ? *Revue d'économie financière*, 1994, n° 31, p. 109-118.

DEMIR, Firat. Volatility of Short Term Capital Flows, Financial Anarchy and Private Investment in Emerging Markets. *MPRA paper*, 2006 n° 3 080, 39 p . Disponible sur : http://mpra.ub.uni-muenchen.de/3080/1/MPRA_paper_3080.pdf

DE PAULA TEIXEIRA Andréia. Previdência Social, revolução passiva e contra-reforma. Outubro de 2003, 6 p. Disponible sur : http://www.acesa.com/gramsci/texto_impressao.php?id=8

DESAI, Vandana et IMRIE, Rob. The new managerialism in local governance : North-South dimensions. *Third World Quarterly*, 1998, vol. 19, n° 4, p. 635-650.

DIAS CARCANHOLO, Marcelo. *Abertura externa e liberalização financeira : impactos sobre crescimento e distribuição no Brasil nos anos 90*. Rio de Janeiro (RJ), thèse de doctorat, Institut d'économie de l'Université fédéral de Rio de Janeiro (UFRJ), novembro de 2002, 236 p.

DIEESE (DEPARTEMENT INTERSYNDICAL DE STATISTIQUE ET DES ÉTUDES SOCIOÉCONOMIQUES). *O lucro dos bancos em 2005*. São Paulo, n° 18, abril 2006, 6 p.

DINIZ, Eli. Globalização, elites empresariais e democracia no Brasil dos anos 90. *Ensaions FEE*, 1999, vol. 20, n° 1, p. 155-178.

DRAGHI, Mario. *Hedge funds et stabilité financière*. *Revue de la stabilité financière*, Banque de France, spécial *hedge funds*, avril 2007, n° 10, p. 41-48.

DUMENIL, Gérard. et LÉVY, Dominique. Sortie de crise, menaces de crises et nouveau capitalisme. *Une nouvelle phase du capitalisme ?* Paris : Éditions Syllepse, 2001, p. 11-39.

_____ Le néolibéralisme sous hégémonie états-unienne. *La finance mondialisée : racines sociales et politiques, configuration, conséquences*. Paris : Éditions la Découverte, 2004, p. 71-98.

EICHENGREEN, Barry et BORDO, Michael D. et KIM, Jongwoo. Was there really an earlier period of international financial integration comparable to today ? *NBER working paper*, september 1998, n° 6 738, 67 p.

_____ *A globalização do capital : história do sistema monetário internacional..* São Paulo: Ed. 34, 2000, 288 p.

EIU (ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT). *Brazil at a glance : 2006-2007*. Londres, Country Report EIU, 2006.

EUREKAHEDGE. *Latin American Hedge Fund Directory 2004/2005*. Hong Kong, 2005, 16 p. Disponible sur : http://www.eurekahedge.com/attachments/EHF2004_sample.pdf

FAMA, Eugene F. Efficient Capital Markets : a review of theory and empirical work. *The Journal of Finance*, 1969, vol. 25, n° 2, p. 383-417.

FARHI, Marise et FREITAS, Maria Cristina P. et PRATES, Daniela M. Internacionalização bancária e derivados financeiros no Brasil. *O Brasil frente à ditadura do capital financeiro : reflexões e alternativas* / ed. par André F. SHERER et Carla FERREIRA. Lajeado (RS) : Editora UNIVATES, 2005, p. 149-172.

FERGUSON, Roger et LASTER, David. *Hedge funds et risqué systémique*. *Revue de la stabilité financière*, Banque de France, spécial *hedge funds*, avril 2007, n° 10, p. 49-59.

FILGUEIRAS, Luiz. *História do Plano Real : fundamentos, impactos e contradições*. 1e éd. São Paulo : Boitempo Editorial, 2000, 231 p.

_____ *Projeto político e modelo econômico neoliberal no Brasil : implantação, evolução, estrutura e dinâmica*. Mimeo, 2005, 57 p. Disponible sur : http://www.desempregozero.org.br/ensaios/projeto_politico_e_modelo_economico_neoliberal.pdf

_____ et PINTO, Eduardo C. Governo Lula : contradições e impasses da política econômica. Uberlândia (MG), *actes du IX Encontro Nacional de Economia Política*, 2004, 25 p.

FILHO, Nelson S. et SILVA, Carla S. As GEs nos anos 90 : respostas estratégicas a um cenário de mudanças. *A economia Brasileira nos anos 90* / ed. par Fábio GIAMBIAGI et Maurício M. MOREIRA. Rio de Janeiro (RJ) : BNDES, 1999, p. 375-410.

FIORI, José L. Ajuste, Transição e Governabilidade : o enigma brasileiro. *Desajuste Global e Modernização Conservadora* / ed. par Maria da Conceição TAVARES et José L. FIORI. Rio de Janeiro (RJ) : Editora Paz e Terra, 1996, p. 127-193.

FIRAT, Demir. Private Investment, Portfolio Choice and Financialization of Real Sectors in Emerging Markets. *MPRA papers*, november 2007, n° 3 835, 40 p. Disponible sur : http://mpa.ub.uni-muenchen.de/3835/1/MPRA_paper_3835.pdf

_____ The rise of rentier capitalism and the financialization of real sectors in developing countries. *Review of Radical Political Economics*, 2007a, vol. 39, p. 351-359.

FISCHER, Stanley. Financial market liberalisation. *Financial globalization*, Bank for International Settlements (BIS) papers, 2006, n° 32, p. 04-11.

FMI (FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL). *Global Financial Stability Report*. Washington, divers années (september 2003, september 2004, september 2005, september 2006).

_____ *Perspectives de l'économie mondiale : systèmes financiers et cycles économiques*. Washington, september 2006, 292 p.

_____ *Good governance : the IMF's role*. Washington, 1997, 13 p.

_____ *Perspectives de l'économie mondiale : effets de contagion et cycles économiques mondiaux*. Washington, 2007a, 322 p.

_____ *World Economic Outlook Database*, 2007b.

_____ et BANQUE MONDIALE. *The standards and codes initiative – Is it effective? And how can it be improved ?*, 2005, 50 p.

FOLHA DE SÃO PAULO. Entrevue du président Luíz Inácio Lula da Silva, *caderno Brasil*, le 18 septembre 2006.

_____ Pobre é que deveria se zangar; rico já ganhou muito, diz Lula. São Paulo, *caderno Brasil*, le 01 août 2007.

_____ País é promovido a grau de investimento. São Paulo, *caderno dinheiro*, le 01 mai 2008.

_____ Aumenta a rentabilidade dos bancos no governo Lula. São Paulo, *caderno dinheiro*, le 16 mai 2008.

FONTES, Virgínia. Interrogações sobre o capitalismo na atualidade – trabalho e capital, economia e política. *Marxismo e socialismo no século 21* / ed. par A. GALVÃO et al. Campinas : Editora da UNICAMP : Xamã, 2005, p. 167-196.

FOLEY, Duncan K. On Marx's theory of money. *Social Concept*, 1983, 1(1), p. 5-19.

FOSTER, John Bellamy. Monopoly-Finance Capital. *Monthly Review*, december 2006, vol. 58, n° 7.

FRANCO, Gustavo H. B. Investimento direto estrangeiro no Brasil: passivo externo ou ativo estratégico? *Crise e oportunidade : o Brasil e o cenário internacional* / ed. par Antônio Corrêa de LACERDA. São Paulo: Lazuli Editora, 2006, p. 13-26.

_____ A inserção externa e o desenvolvimento. *Revista de Economia Política*, julho-setembro 1998, vol. 18, n° 3, p. 121-147.

FRATIANNI, Michele et PATTISON, John. International Financial Architecture and International Financial Standards. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, janvier 2002, vol. 579, p. 183-199.

FREITAS, Maria Cristina P. de et PRATES, Daniela M. A abertura financeira no governo FHC : impactos e conseqüências. *Economia e Sociedade*, dezembro 2001, n° 17, p. 81-111.

FRIEDMAN, Milton. *Capitalismo e liberdade*. São Paulo : Abril Cultural, 1984, 187 p.

FRITSCH, Winston et FRANCO, Gustavo H. B. O investimento direto estrangeiro em uma nova estratégia industrial. *Revista de Economia Política*, abril-junho 1989, vol. 9, n° 2, p. 5-25.

GAETANI, Francisco. Políticas de gestão pública para o próximo governo. *Revista de gestão governamental e políticas públicas*, 2002, p. 11-32. Disponible sur : <http://www.bresserpereira.org.br/Terceiros/02.Gaetani.PoliticadasGestaoPublica.pdf>

GUALERZI, Davide. Globalization Reconsidered: Foreign Direct Investment and Global Governance. *International Journal of Political Economy*, spring 2007, vol. 36, n° 1, p. 03-29.

GERMER, Claus. *Dinheiro, capital e dinheiro de crédito - o dinheiro segundo Marx*. Campinas (SP), Institut d'Économie de l'Université d'État de Campinas (UNICAMP), thèse de doctorat, 1995, 280 p.

GIAMBIAGI, Fábio et RIGOLON, Francisco José Z. A economia brasileira: panorama geral. *Série Estudos Econômicos*, BNDES, junho 1999, 27 p.

GIRALDO, Cesar. Financiarización : un nuevo orden social y político. *Sistemas de protección social : entre la volatilidad económica y la vulnerabilidad social* / ed. par Oscar Rodriguez SALAZAR. Bogotá : Universidad Nacional de Colômbia, septiembre 2005, p. 233-280.

GOLDFAJN, Ilan. Há razões para duvidar que a dívida pública no Brasil é sustentável ? *Notas técnicas do Banco Central do Brasil*, n° 25, julho 2002, p. 01-27.

_____ et MINELLA, André. Capital flows and controls in Brazil : what have we learned ? *NBER working papers*, september 2005, n° 11 640, 75 p. Disponible sur : <http://www.nber.org/papers/w11640>

GOLDNER, Loren. *Du capital fictif*. 2003, 6 p. Disponible sur : <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/onceagainfrench.html>

GONÇALVES, Reinaldo. O impacto macroeconômico de empresas transnacionais no Brasil. *Crise e oportunidade : o Brasil e o cenário internacional* / ed. par Antônio Corrêa de LACERDA. São Paulo: Lazuli Editora, 2006, p. 189-205.

_____ *A macroeconomia de Lula*. Mimeo, 2005, 34 p. Disponible sur : http://www.desempregozero.org.br/artigos/a_macroeconomia_de_lula.pdf

_____ A dominação do capital financeiro no Brasil. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, 2006, n° 19, p. 25-43.

_____ et FILGUEIRAS, Luiz. *A economia política do governo Lula*. Rio de Janeiro (RJ) : Contraponto, 2007, 263 p.

_____ et POMAR, Valter. *O Brasil endividado*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo, junho de 2000, 47 p.

GRÛN, Roberto. Fundos de pensão no Brasil no final do século XX : guerra cultural, modelos de capitalismo e os destinos das classes médias. *Mana : estudos de antropologia social*, 2003, vol. 9, n° 2, p. 7-38.

_____ Modelos de empresa, modelos de mundo : sobre algumas características culturais da nova ordem econômica e da resistência a ela. *Revista Brasileira de Ciências Sociais (RBCS)*, out. 1999, vol. 14, n° 41, p. 121-140.

_____ Convergência das elites e inovações financeiras : a governança corporativa no Brasil. *Revista Brasileira de Ciências Sociais* (RBCS), jun 2005, vol. 20, n° 58, p. 67-90.

GUERRIEN, Bernard. *L'illusion économique*. Paris : Omniscience, 2007, 223 p.

GURLEY, John, G. et SHAW, Edward S. *La monnaie dans une théorie des actifs financiers*. Paris : Éditions Cujas, 1973, chapitre 1.

HARMES, Adam. Institutional investors and the reproduction of neoliberalism. *Review of International Political Economy*. London, Routledge, 1998, vol. 5, issue 1, p. 92-121.

HARVEY, David. *Condição Pós-Moderna : uma pesquisa sobre as origens da mudança cultural*. 6^a ed. São Paulo : Edições Loyola, 1996, 349 p.

_____ *The limits to capital*. England, Basil Blackwell Publisher Limited, 1982, chapter 1 (p. 01-39), chapter 2 (p. 69-74), chapter 9 (p. 239-282), chapter 10 (p. 283-329).

HARRIBEY, Jean-Marie. L'ivresse du capital : le virtuel brouille le réel. *Revue Barca ! Poésie*, politique, psychanalyse, novembre 2000, n° 15, p. 07-21.

_____ Il n'y a pas de génération spontanée du capital. *Cahiers marxistes*. Belgique, GRemSS - Groupe de recherche Marx et les Sciences Sociales de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, juillet-août 2005, n° 231, 6 p.

HERRERA, Rémy. De Morgan à Rockefeller : le pouvoir de la grande finance états-unienne dans la Cuba pré-révolutionnaire. *Cahiers de la Maison de science économique (MSE)* de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, série rouge du MATISSE, n° 88, 2002, 17 p.

_____ The hidden face of endogenous growth theory : analytical and ideological perspectives in the era of neoliberal globalization. *Review of Radical Political Economics*, 2006a, vol. 38, n° 2, p. 243-257.

_____ The Neoliberal "Rebirth" of Development Economics. *Monthly Review*, may 2006b, vol. 58, n°1, 11 p.

_____ Bonne Gouvernance contre bon gouvernement ? *Cahiers de la Maison de science économique (MSE)* de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, série rouge du MATISSE, n° 23, 2004, 16 p.

_____ et SABADINI, Mauricio. France 0 – 0 Brésil : l'échec du réformisme. *Documents de travail du centre d'Économie de la Sorbonne*, 2008.01, 13 p. Disponible sur : <ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/CES2008/R08001-Fra.pdf>

HILFERDING, Rudolf. *Le capital financier*. Paris, Éditions de Minuit, 1970, 499 p.

HOBSON, John A. *A evolução do capitalismo moderno: um estudo da produção mecanizada*. São Paulo : Abril Cultural, 1983, 368 p.

HUSSON, Michel. Finance, hyper-concurrence et reproduction du capital. *La finance capitaliste*. Paris : Presses Universitaires de France, 2006, p. 221- 247.

_____ *La baisse tendancielle de la part salariale*, 2007, 9 p. Disponible sur : <http://hussonet.free.fr/parvabis.pdf>

IBGC (INSTITUT BRESILIEN DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE). *Código das melhores práticas de governança corporativa*. São Paulo, 2003, 47 p.

IIF (INSTITUTE OF INTERNATIONAL FINANCE). *Update on capital flows to emerging market economies*. 30 march 2006, 12 p.

_____ *Capital flows to emerging market economies*. 21 october 2007, 14 p.

JAMES, Harold et EICHENGREEN, Barry. Monetary and Financial Reform in Two Eras of Globalization. *Globalization in Historical Perspective* / ed. par Michael D. BORDO et Alan M. TAYLOR et Jeffrey G. WILLIAMSON, The University of Chicago Press, 2003, p. 515-544.

JONDEAU, Éric. Gestion institutionnelle et volatilité des marchés financiers. *Revue d'économie financière*, 2004, n° 74, p. 157-175.

JORGE, Marina F. et DANTAS, Alexis T. Investimento estrangeiro direto, transbordamento e produtividade: um estudo sobre ramos selecionados da indústria no Brasil. *Actes du colloque XIII Encontro Nacional de Economia Política (SEP)*, Paraíba, Université fédérale de Paraíba (UFPb), 20 à 23 mai 2008, 24 p. Disponible sur le site : http://www.sep.org.br/artigo/1112_b32187cbd16ffdae5ce4bab5dab384b1.pdf

KAMINSKY, Graciela L. & LYONS, Richard K. & SCHMUKLER, Sergio L. *The World Bank Economic Review*, 2001, vol. 15, n° 2, p. 315-340.

KATZ, Claudio. Enigmas contemporâneos de las finanzas y la moneda. *Ciclos em la Historia, la Economía y la Sociedad*, 2002, año XII, vol. XII, n° 23, p. 191-219.

KAUTSKY, Karl. *Finance-Capital and Crises*. London : Social Democrat, 1911, 24 p. Disponible sur le site : <http://www.marxists.org/archive/kautsky/1911/xx/finance.htm>

KETTELL, Steven. Circuits of capital and overproduction : a marxist analysis of the present world economic crisis. *Review of Radical Political Economics*, 2006, vol. 38, n° 1, p. 24-44.

KILSZTAJN, Samuel. O Acordo de Bretton Woodss e a evidência histórica. O sistema financeiro internacional no pós-guerra. *Revista de Economia Política*, outubro-dezembro 1989, vol. 9, n° 4, p. 88-100.

KONINGS, Martijn. The institutional foundations of US structural power in international finance: from the re-emergence of global finance to the monetarist turn. *Review of International Political Economy*, february 2008, vol. 15, issue 1, p. 35-61.

KPMG CORPORATE FINANCE. *Pesquisa de fusões e aquisições : espelho das transações realizadas no Brasil*. 2007, 30 p. Disponible sur le site : http://www.kpmg.com.br/publicacoes/fusoes_aquisicoes/2007/fusoes_4otrim_2007.pdf

KREGEL, Jan. Capital flows : globalization in production and financing development. *UNCTAD review*, 1994, p. 1-38.

KREIN, José D. *Tendências recentes nas relações de emprego no Brasil : 1990 a 2005*. UNICAMP, thèse de doctorat, 2007, 329 p.

_____ O avanço da contratação flexível. *Carta Social e do Trabalho*, maio 2007a, n° 6, p. 34-41. Disponible sur : http://www.eco.unicamp.br/Downloads/publicacoes/cesit/Versao_Integral6.pdf

KRIPPNER, Greta R. The financialization of the American economy. *Socio-Economic Review*, 2005, vol. 3, n° 2, p. 173-208.

KRUEGER, Anne O. Mutual reinforcement: economic policy reform and financial market strength. *IASE/NBER Conference: Inaugural Lecture*, Rio de Janeiro (RJ), 1 december 2005, 10 p. Disponible sur : <http://www.imf.org/external/np/speeches/2005/120105.htm>

LAPAVITSAS, Costas. Banks and the design of the financial system : underpinnings in Steuart, Smith and Hilferding. London, School of Oriental and African Studies (SOAS), Department of Economics, *working paper 128*, 2002, 36 p. Disponible sur : <https://eprints.soas.ac.uk/116/1/econ128.pdf>

LÉNINE, Vladimir I. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. *Oeuvres choisies*. Moscou : Éditions en Langues Étrangères, 1954, tome I, deuxième partie, p. 433-572.

LEONE, Eugenia T. et BALTAR, Paulo. Contribuição à Previdência Social e informalidade do mercado de trabalho. *Carta Social e do Trabalho*, mai-ago 2007, n° 6, p. 9-14. Disponible sur : http://www.eco.unicamp.br/Downloads/publicacoes/cesit/Versao_Integral6.pdf

LIPSEY, Robert E. Foreign direct investors in three financial crises. *NBER Working Paper Series*, january 2001, n° 8084, 22 p. Disponible sur : <http://www.nber.org/papers/w8084>

LLEWELLYN, David T. Globalisation and convergence on the shareholder value model in European banking. *Financial globalization* / ed. par Bank for International Settlements, BIS papers, 2006, n° 32, p. 20-29.

LOPREATO, Francisco L. Problemas de gestão da dívida pública brasileira. *Texto para discussão* IE/UNICAMP, n° 139, janeiro 2008, 36 p. Disponible sur : <http://www.eco.unicamp.br/Downloads/Publicacoes/TextosDiscussao/texto139.pdf>

LORDON, Frédéric. Finance internationale: les illusions de la transparence. *Revue Critique Internationale*, 2001, n°10, p. 6-11.

LUCAS, Robert E. Jr. Why doesn't capital flow from rich to poor countries ? *The American Economic Review*, 1990, vol. 80, n° 2, p. 92-96.

MAIA, Alexandre G. Perfil do desemprego no Brasil nos anos 2000. *Carta Social e do Trabalho*, mai-ago 2007, n° 6, p. 15-22. Disponible sur : http://www.eco.unicamp.br/Downloads/publicacoes/cesit/Versao_Integral6.pdf

McKINSEY GLOBAL INSTITUTE. *US\$ 118 trillion and Counting : taking stock of the World's Capital Markets*. San Francisco, february 2005, 66 p.

_____ *Mapping the global capital market 2006 : second annual rapport*. San Francisco, january 2006, 13 p..

_____ *Mapping the global capital market : third annual rapport*. San Francisco, january 2007, 19 p.

MAGDOFF, Fred. The explosion of debt and speculation. *Monthly Review*, vol. 58, n° 6, november 2006, 15 p.

MALAN, Pedro S. *Pronunciamento do acordo entre Brasil e FMI*. Brasília (DF), 13 de novembro de 1998, 8 p. Disponível sur : <http://www.fazenda.gov.br/portugues/documentos/1998/P981113.asp>

MALKIEL, Burton G. The efficient market hypothesis and its critics. *Journal of Economic Perspectives*, 2003, vol. 17, n° 1, p. 59-82.

_____ Reflections on the efficient market hypothesis: 30 years later. *The Australian Financial Review*, 2005, n° 40, p.1-9.

MALDONADO FILHO, Eduardo. *Marx e o capitalismo contemporâneo*, s/d, 25 p. Disponível sur : http://www.ufrgs.br/ppge/pcientifica/2005_13.pdf

MANDEL, Ernest. *Traité d'économie marxiste*. Paris : Éditions René Julliard, 1962, tome II, p. 55-109.

_____ *A crise do capital : os fatos e suas interpretações marxistas*. São Paulo : Editora da Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), 1990, chapitres IV, V, XII, XIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, XXIX.

MARINI, Rui Mauro. *Dialética da dependência*. Petrópolis: Editora Vozes, 2000, p. 105-165.

MARQUETTI, Adalmi et FILHO, Eduardo Maldonado et LAUTERT, Vladimir. The rate of profit in the brazilian economy, 1953-2003. *Actes du V Congrès Marx International*, Université de Paris X Nanterre, section économie, 2007, atelier 18, 29 p. Disponível sur : <http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/cm5/index5.htm>

MARQUES, Rosa M. Servindo a dois senhores : as políticas sociais no governo Lula. Florianópolis. *Revista Katálysis*, jan/jun.2007, vol. 10, n°1, p. 15-23. Disponível sur : <http://www.scielo.br/pdf/rk/v10n1/v10n1a03.pdf>

_____ As limitações da política de combate à pobreza no governo Lula. México, *Actes Colloque Latinoamericano de economistas políticos*, 2005, 16 p.

_____ et MENDES, Áquila. O governo Lula e a contra-reforma da previdência. *São Paulo em perspectiva*, 2004, vol. 18, n° 3, p. 3-15.

_____ et MENDES, Áquila. O social no governo Lula : a construção de um novo populismo em tempos de aplicação de uma agenda neoliberal. *Revista de Economia Política*, janeiro-março 2006, vol. 26, n° 1, p. 58-74.

_____ et MENDES, Áquila. O escancarar das portas para a entrada dos fundos de pensão. *O Brasil frente à ditadura do capital financeiro : reflexões e alternativas* / ed. par Carla FERREIRA et André F. SCHERER. Lajeado (RS) : UNIVATES, 2005, p. 93-108.

MARSHALL, Don D. The New International Financial architecture and Caribbean OFCs: confronting financial stability discourse. *Third World Quarterly*, 2007, vol 28, n° 5, p. 917-939.

MARX, Karl. *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. Paris : Éditions Sociales, 1957.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre I, tome I, 1948.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre I, tome II, 1954.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre I, tome III, 1977.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre II, tome I, 1978a.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre II, tome II, 1974a.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre III, tome I, 1974b.

_____ *Le Capital*. Paris : Éditions Sociales, livre III, tome II, 1978b.

_____ *O Capital*. São Paulo : Abril Cultural, livro I, 1983.

_____ *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris : Éditions sociales, 1969a.

_____ *Manuscrits de 1844* (Économie politique et philosophie). Paris : Éditions Sociales, (Le pouvoir de l'argent dans la société bourgeoise), 1972, p. 53-65, p. 102-107.

_____ *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse) Tome I*. Paris : Éditions Sociales, 1980, 452 p.

_____ *Pour la critique de l'économie politique*. Paris : Éditions Sociales, 1982.

_____ *Salaires, prix et profit*. Paris, Éditions Sociales, 1969b, 24 p.

_____ *Théories sur la plus-value*. Paris : Éditions Sociales, Annexes, 1975, tome II, p. 591-593, p. 605-616.

_____ *Théories sur la plus-value*. Paris : Éditions Sociales, 1976, tome III, p. 535-635.

_____ et ENGELS, Friedrich. *Lettres sur « Le Capital »*. Paris : Éditions Sociales, 1964, 456 p.

MAURO, Gilmar. Construir o poder popular : o grande desafio do novo século. *Mimeo*, 2006, 30 p.

MENDONÇA DE BARROS, José Roberto et GOLDENSTEIN, Lúcia. Avaliação do processo de reestruturação industrial brasileiro. *Revista de Economia Política*, abril/junho 1997, vol. 17, n° 2, p. 11-31.

MDS (Ministère du développement social et combat à faim). *Análise comparativa de programas de proteção social - 1995 a 2003*, abril 2004, 53 p. Disponible sur : http://www.unioeste.br/projetos/casulo/files/analise_comparativa.pdf

_____ A importância do Bolsa Família nos municípios brasileiros. Brasília, *Cadernos de Estudos – desenvolvimento social em debate*, 2005, n° 1, 40 p.

MERCADANTE, Aloísio. Plano Real e neoliberalismo tardio. *O Brasil Pós-Real : a política econômica em debate* / ed. par Aloísio MERCADANTE. Campinas, SP : UNICAMP, 1998, p.131-167.

MICHALET, Charles-Albert. *Qu'est-ce que la mondialisation ?* Paris : Édition La Découverte, 2002, 210 p.

MINELLA, Ary C. Bancos e banqueiros no Brasil : uma análise sociopolítica. São Carlos (SP), *actes du I Congresso internacional de sociologia econômica*, 2006, 20 p.

MINISTERIO DA ECONOMIA. *Política econômica e reformas estruturais*, 2003, 96 p. Disponible sur : <http://www.fazenda.gov.br/portugues/releases/2003/Politica%20Economica.pdf>

_____ *Diretrizes gerais para a política industrial e de comércio exterior*. Brasília, mimeo, 26 juin 1990, 19 p.

MIRANDA, José Carlos et MARTINS, Luciano. Fusões e aquisições de empresas no Brasil. *Economia e Sociedade*, junho de 2000, n° 14, p. 67-88.

MISHKIN, Frederic S. International capital movements, financial volatility and financial instability. *NBER working papers*, 1999, n° 6 390, 33 p.

MONTAGNE, Sabine. De la « pension governance » à la « corporate governance » : la transmission d'un mode de gouvernement. *Revue d'économie financière*, 2001, n° 63, p. 05-17.

_____ L'influence des marchés financiers sur les politiques sociales des entreprises : *le cas français*. *Travail et Emploi*, juillet 2001, n° 87, p. 111- 126.

MONTHLY REVIEW. *Brazil under Lula*. New York : Former editors, february 2007, vol. 58, n° 9, 62 p.

MORIN, François. *Le nouveau mur de l'argent : un essai sur la finance globalisée*. Paris : Éditions Seuil, september 2006, 277 p.

MORRISSEY, Monique et BAKER, Dean. When rivers flow upstream : international capital movements in the era of globalization. *Center for Economic and Policy Resarch (CEPR)*, Washington, 2003, 17 p.

NAKATANI, Paulo. A questão metodológica na discussão sobre a centralidade do trabalho. *Revista Análise Econômica*, 2001, vol. 19, n° 35, p. 127-144.

_____ O papel e o significado da dívida pública na reprodução do capital. Caracas, *Simpósio Internacional sobre deuda pública*, Observatório Internacional da Dívida, 22-24 setembro de 2006, 14 p. Disponible sur : http://www.oido.org/IMG/pdf/Nakatani_Paulo_O_PAPEL_E_O_SIGNIFICADO_DA_DIVIDA_PUBLICA_NA_REPRODUCAO_DO_CAPITAL_.pdf

_____ et CARCANHOLO, Reinaldo A. Capital especulativo parasitário versus capital financiero. *Revista Problemas del Desarrollo* (Revista Latinoamericana de Economía), enero-marzo de 2001, vol 32, n° 124, p. 09-31. Disponible sur : http://www.ejournal.unam.mx/problemas_des/pde124/PDE12402.pdf

_____ et OLIVEIRA, Fabrício A. A política macroeconômica do crescimento insustentável. *Indicadores Econômicos FEE*, junho 2005, vol. 33, n° 1, p. 99-124.

NEGREPONTI-DELIVANIS, Maria. Mondialisation conspiratrice. *Économies et Sociétés*, juillet-août 2003, série F, n° 41, « Développement » - V, p. 1 507-1 519.

NERI, Marcelo et CAMARGO, José M. et REIS, Maurício C. Mercado de trabalho nos anos 90 : fatos estilizados e interpretações. *Texto para discussão IPEA*, julho 2000, n° 743, 31 p.

NETO, João Machado Borges. “Governo Lula – uma opção neoliberal”. *Adeus ao desenvolvimento – a opção do governo Lula* / ed. par João Antônio de PAULA. São Paulo (SP) : Editora Autêntica, dezembro de 2005, p. 69-91.

_____ Fluxos internacionais de capitais e alternativas de políticas econômicas e sociais. Mimeo, 2004, 24 p. Disponible sur : http://www.desempregozero.org.br/artigos/fluxos_internacionais_de_capitais_e_alternativas_de_politicas_economicas_e_sociais.pdf

_____ Um governo contraditório. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, junho 2003, n° 12, ano 6, p. 7-27.

NETO, José Francisco S. Flexibilização, desregulamentação e o direito do trabalho no Brasil. *Crise e trabalho no Brasil : modernidade ou volta ao passado ?* / ed. par Carlos Eduardo B. de OLIVEIRA et Jorge Eduardo L. MATTOSO. São Paulo : Scritta, 1996, p. 327-344.

NETTO, Antonio Delfim. O Plano Real e a armadilha do crescimento econômico. *O Brasil pós-Real : a política econômica em debate* / ed. par Aloízio MERCADANTE. Campinas (SP) : UNICAMP, p. 89-100, 1998.

OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES). *Les perspectives économiques de l'OCDE*, juin 2007, vol. 2007/1, n° 81, 318 p.

_____ *Pour l'ouverture des marchés : les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement*. Paris : OCDE publications, 1998, 192 p.

_____ *Code de l'OCDE sur la libération des mouvements de capitaux : quarante années d'expérience*. Paris : OCDE publications, 2004, 228 p.

_____ *OCDE Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE*. Paris : OCDE publications, 2004a, 66 p.

_____ *Perspectives de l'emploi de l'OCDE : stimuler l'emploi et les revenus*. Paris : OCDE publications, 2006.

_____ *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*. Paris : OCDE publications, 1994.

_____ *Investisseurs Institutionnels : annuaire statistique*. Paris : OCDE publications, 1998a, 340 p.

_____ *Pension Markets in Focus*. Paris : OCDE publications, november 2007a, issue 4, 24 p.

_____ *Employement outlook*. Paris : OCDE publications, 2007b, 277 p.

_____ *OCDE in figures*. Paris : OCDE publications, 2007c, 91 p.

_____ *Étude Économique du Brésil*. Paris : OCDE publications, 2005, 8 p.
Disponível sur : <http://www.oecd.org/dataoecd/42/36/34497082.pdf>

OLIVEIRA, Fabrício A. de. A Política Econômica da Recessão. *A Economia em Preto e Branco* / ed. par Fabrício A. de OLIVEIRA. São Paulo/Campinas : Editora HUCITEC : Fundação Economia de Campinas/FECAMP, 1991, p. 11-35.

_____ et NAKATANI, Paulo. The Real Plan. Price stability with indebtedness. *International Journal of Political Economy*, 2003, v. 30, n. 4, p. 13-31.

OLIVEIRA, Virgínia I. de et NETO, José Antonio de S. Gestão financeira de valor em empresas brasileiras e suas cadeias produtivas. *Caderno de idéias*, out. 2006, ano 6, n° 12, 15 p.

ORLÉAN, André. *Le pouvoir de la finance*. Paris : Éditions Odile Jacob, 1999, 275 p.

_____ Les marchés financiers sont-ils rationnels? *Revue Reflets et perspectives de la vie économique*, 2004/2, tome XLIII, p. 35-41.

PASTORE, Affonso Celso et PINOTTI, Maria Cristina. Globalização, fluxos de capitais e regimes cambiais: reflexões sobre o Brasil. *Estudos Econômicos*, janeiro-março de 2000, v. 30, n° 1, p. 05-26.

PAULA, João Antonio de. et CERQUEIRA, Hugo Eduardo A. da G. et ALBUQUERQUE, Eduardo da M. Finance and industrial evolution: introductory notes on a key relationship for the capitalist accumulation. *Revista Econômica*, Université fédérale fluminense (UFF), junho de 2001, v. 3, n° 1, p. 05-53. Disponível sur : <http://www.uff.br/cpgeconomia/v3n1/2-eduardo-hugo-jantonionota18.pdf>

PAULANI, Leda M. et PATO, Christy G. Investimentos e servidão financeira : o Brasil do último quarto de século. *Adeus ao desenvolvimento – a opção do governo Lula* / ed. par João A. de PAULA. São Paulo (SP) : Editora Autêntica, dezembro 2005, p. 37-65.

PERELMAN, Michael. The phenomenology of constant capital and fictitious capital. *Review of radical political economics*, 1990, vol. 22, p. 66-91.

PETROULAS, Pavlos. Short-Term Capital Flows and Growth in Developed and Emerging Markets. *Bank of Greece Working Paper*, may 2007, n° 60, 36 p. Disponible sur : <http://www.bankofgreece.gr/publications/pdf/Paper200760.pdf>

PLIHON, Dominique. *Le nouveau capitalisme*. Paris : Éditions La Découverte, 2004, 123 p.

_____ Les grandes entreprises fragilisées par la finance. *La finance mondialisée*. Paris : Éditions La Découverte, 2004a, p. 125-145.

PERLO, Victor. *L'empire de la haute finance : la genèse du capitalisme monopoliste d'état aux USA*. Paris : Édition Sociales, 1974, p. 7-182.

PINHEIRO, Armando Castelar et GIAMBIAGI, Fábio et GOSTKORZEWICZ, Joana. O desempenho macroeconômico do Brasil nos anos 90. *A economia brasileira nos anos 90* / ed. par Fabio Giambiagi et Mauricio Mesquita Moreira. 1^o ed. Rio de Janeiro (RJ), BNDES, 1999, p. 11-41.

PIRES, Manoel Carlos de C. et MENDONÇA, Helder F. de. Liberalização da conta de capitais e inflação : a experiência brasileira no período pos-real. *Estudos Economicos*, janeiro-março 2006, vol. 36, n° 1, p.149-179.

POCHMANN, Márcio. Privatizações cortam 546 mil vagas. *Jornal Folha de São Paulo*, São Paulo, caderno dinheiro, 15 dezembro de 2000.

_____ Qualidade das ocupações no Brasil. *Carta Social e do Trabalho*. Campinas (SP), UNICAMP/CESIT, jan-abr. 2006, n° 3, p. 18-21.

PRANDI, José R. *O trabalhador por conta própria sob o capital*. São Paulo : Edições Símbolo, 1978, 165 p.

PRASAD, Eswar, et ROGOFF, Kenneth, et WEI, Shang-Jin, et KOSE, M. Ayhan. Effects on financial globalization on developing countries : some empirical evidence. *Cahiers du International monetary fund (IMF)*, march 2003, 86 p.

PRATES, Daniela M. A inserção externa da economia brasileira no governo Lula. *Política Econômica em Foco*, UNICAMP, abril de 2006, n° 7, p. 119-151. Disponible sur :

http://www.eco.unicamp.br/Downloads/publicacoes/cecon/boletim7/Secao_IV_Daniela.pdf

_____ et CINTRA, Marcos Antonio M. *Os fluxos de capitais internacionais para o Brasil desde os anos 90*, 2004, 42 p. Disponible sur : http://www.desempregozero.org.br/artigos/os_fluxos_de_capitais_internacionais_para_o_brasil_desde_os_anos_9.pdf

PRIEB, Sérgio. *O trabalho à beira do abismo: uma crítica marxista à tese do fim da centralidade do trabalho*. Ijuí : Ed. Unijuí, 2005, 216 p.

PUTY, Cláudio; ALMEIDA, Oriana ; RIVERO, Sergio. A produção mecanizada de grãos e seu impacto no desmatamento amazônico. *Revista Ciência Hoje*, julho 2007, vol. 40, p. 44-48.

QUADROS, Waldir. Classes sociais e desemprego no Brasil dos anos 90. *Economia e Sociedade*, jan-jun. 2003, v. 12, nº 20, p. 109-135.

RABELO, Flávio M. et VASCONCELOS, Flávio C. Corporate governance in Brazil. *Journal of Business Ethics*, 2002, nº 37, p. 321-335.

RAMOS, Lauro. O desempenho recente do mercado de trabalho brasileiro : tendências, fatos estilizados e padrões espaciais. *Texto de discussão IPEA*, janeiro 2007, nº 1 255, 43 p.

RAZIN, Assaf. FDI flows: a critical look. *NBER Reporter*, spring 2002, p. 16-18.

REINHART, Carmen M. Some perspective on capital flows to emerging market economies. *NBER Reporter*, 2005, 5 p.

REVISTA DA SOCIEDADE BRASILEIRA DE ECONOMIA POLITICA (SEP) (Revue de la Société Brésilienne d'Économie Politique). Rio de Janeiro (RJ) : Editora 7 Letras, 2002, v. 5, nº 11, 152 p.

REVUE TIERS MONDE. *Argentine, Brésil : sorties de crise ?* Paris : Armand Colin, janvier-mars 2007, nº 189, 231 p.

RIGOLON, Francisco José Zagari & GIAMBIAGI, Fábio. A economia brasileira: panorama geral. Rio de Janeiro, BNDES, 1999, 27 p. Disponible sur : <http://www.bndes.gov.br/conhecimento/estudos/ecobras.pdf>

ROBINSON, Joan. *Essai sur l'économie de Marx*. Paris : Éditions Dunod, 1971, p. 1-18.

ROCHA, Carlos Fernando P. da et PROCIANOY, Jairo L. *Disclosure das Companhias Abertas Brasileiras : um estudo exploratório*. *Revista Gestão*, set/dez 2004, vol. 2, n° 3, p. 169-181.

RODRIK, Dani. The social cost of foreign exchange reserves. *International Economic Journal*, september 2006, vol. 20, n° 3, p. 253-266.

_____ et VELASCO, Andrés. Short-Term Capital Flows. *NBER Working paper*, september 1999, n° 7 364, 42 p.

ROSDOLSKY, Roman. *Gênese e estrutura de O Capital de Karl Marx*. Rio de Janeiro : EDUERJ : Contraponto, 2001, 623 p.

ROUBINE, Isaak I. *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*. Paris : Éditions Maspero, 1978, 226 p.

ROWTHORN, Bob. L'économie politique neo-classique et ses critiques : un point de vue marxiste. *Ricardiens, Keynésiens et Marxistes : essais en économie politique non-neoclassique* / ed. par C. BERTHOMIEU, et L. CARTELIER. Nice : Les Presses Universitaires de Grenoble, septembre 1972, p. 157-193.

SABADINI, Mauricio de S. et NAKATANI, Paulo. Desestruturação e informalidade do mercado de trabalho no Brasil. *Revista Venezuelana de Análisis de Coyuntura*, jul-dic 2002, vol. III, n° 2, p. 265-290.

_____ A política econômica do governo Lula : reformismo e submissão ao capital financeiro. Barcelone, *Actes du colloque X Jornadas de Economia Crítica*, 23-25 mars 2006, 22 p. Disponible sur : <http://www.ucm.es/info/ec/jec10/ponencias/714Sabadini.pdf>

SAND-ZANTMAN, Alain et TROTIGNON, Jérôme. Brésil : l'héritage de Fernando Henrique Cardoso. *Revue de l'OCDE*, n° 83, octobre 2002, p. 291-324.

SANTOS, Anselmo Luís dos. Recuperação do emprego formal e baixo crescimento : impactos sobre o mercado de trabalho. *Carta Social e do Trabalho*. Campinas (SP), UNICAMP/CESIT, jan-abr. 2006, n° 3, p. 22-29.

SARTI, Fernando et LAPLANE, Mariano F. O Investimento Direto Estrangeiro e a internacionalização da economia brasileira nos anos 1990. *Economia e Sociedade*, jan-jun 2002, v. 11, n° 1, p. 63-94.

SAUVIAT, Catherine. Les fonds de pension et les fonds mutuels : acteurs majeurs de la finance mondialisée et du nouveau pouvoir actionnarial. *La finance mondialisée*, Paris : Éditions La Découverte, 2004, p. 99-124.

SCHERER, André Luís F. Investimento direto estrangeiro, fusões e aquisições e desnacionalização da economia brasileira. *O Brasil frente à ditadura do capital financeiro: reflexões e alternativas* / ed. par Carla FERREIRA et André F. SCHERER. Lajeado : Editora UNIVATES, 2005, p. 127-147.

SCHUMPETER, Joseph Alois. *Théorie de l'évolution économique*. Paris : Éditions Sociales, 1985, chapitre III, p. 107-143.

_____ *Imperialismo. Clases sociales*. Madrid : Editorial Tecnos, 1986, p.109-175.

SERFATI, Claude. A economia política da finança global. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política (SEP)*, 2006, n° 18, p. 07-38.

SICSÚ, João. Rumos da liberalização financeira brasileira. *Revista de Economia Política*, julho-setembro 2006, vol. 26, n° 3, p. 364-380.

_____ Definição, primeiros resultados e perspectivas da política econômica do governo Lula. *Revista Economia e Sociedade*, 2003, vol. 12, n° 2, p. 311-327.

SILVA, Ademir A. A reforma da previdência social brasileira : entre o direito social e o mercado. São Paulo, *São Paulo em perspectiva*, julho-setembro 2004, vol. 18, n° 3, p. 16-32.

SMITH, Adam. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Paris : Éditions Flammarion, 1991, livre II, chapitre IV.

SOARES, Paulo de T. O pólo dominante de um governo contraditório. *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, 2004, vol. 7, p. 71-88.

SOEDERBERG, Susanne. On the contradictions of the *New International Finance Architecture*: another procrustean bed for emerging markets? *Third World Quarterly*, 2002, vol. 23, n° 4, p. 607-620.

_____ The transnational debt architecture and emerging markets : the politics of paradoxes and punishment. *Third World Quarterly*, 2005, vol. 26, n° 6, p. 927-949.

SOUZA, Enéas de. As finanças e a morte da utopia – a crise do Brasil. Porto Alegre, *Indicadores Econômicos FEE*, setembro de 2005, vol. 33, n° 2, p. 105-126.

SWEEZY, Paul M. The triumph of financial capital. *Monthly Review*, june 1994, vol. 46, n° 2.

_____ Monopoly Capitalism. *Monthly Review*, october 2004, vol 56, n° 5, 7 p.

TAVARES, Maria da C. *Da substituição de importações ao capitalismo financeiro : ensaios sobre a economia brasileira*. 11e ed. São Paulo : Zahar Editores, 1972, p. 213-263.

_____ A economia política do Real. *O Brasil pós-Real : a política econômica em debate* / ed. par Aloísio MERCADANTE. Campinas (SP) : UNICAMP, 1998, p. 101-129.

_____ As políticas de ajuste no Brasil: os limites da resistência. *Desajuste Global e Modernização Conservadora* / ed. par Maria da C. TAVARES et José L. FIORI. São Paulo (SP) : Editora Paz e Terra, 1996, p. 75-126.

_____ et MELIN, Luiz E. Pós-escrito 1997: a reafirmação da hegemonia americana. *Poder e dinheiro : uma economia política da globalização* / ed. par Maria da C. TAVARES et Luiz E. MELIN. Petrópolis (RJ) : Editora Vozes, 1998, p. 55-86.

TEIXEIRA, Francisco José S. Modernidade e crise: reestruturação capitalista ou fim do capitalismo? *Neoliberalismo e Reestruturação Produtiva : as novas determinações do mundo do trabalho* / ed. par Francisco José S. TEIXEIRA, Giovanni ALVES, José Meneleu NETO, Manfredo Araújo de OLIVEIRA. Fortaleza : Université d'État de Ceará (UECE), 1998, p. 15-75.

TERRA, Maria Cristina et SOIHET, Elena. Índice de controle de capitais: uma análise da legislação e seu impacto sobre o fluxo de capital no Brasil no período 1990-2000. *Estudos Econômicos*, outubro/dezembro 2006, v. 36, n° 4, p. 721-745.

THIRKELL-WHITE, Ben. The International Financial Architecture and the Limits to Neoliberal Hegemony. *New Political Economy*, march 2007, vol. 12, n° 1, p. 19-41.

THOMAS, Tom. *L'hégémonie du capital financier et sa critique*. Paris : Éditions Albatroz, 1999, 175 p.

TIMMERMANN, Clive et GRANGER, Clive W. J. Efficient market hypothesis and forecasting. *International Journal of Forecasting*, 2004, n° 20, p. 15-24.

TONI, Miriam de. Mutações do trabalho no Brasil – abordagens interpretativas. *Ensaio FEE*, out 2006, vol. 27, p. 437-470.

TRINDADE, José R. *Dívida pública e teoria do crédito em Marx : elementos para análise das finanças do estado capitalista*. Curitiba (PR), Université fédérale de Paraná (UFPR), Thèse de doctorat, 2006, 253 p. Disponible sur : <http://dspace.c3sl.ufpr.br/dspace/bitstream/1884/7013/1/Microsoft%20Word%20-%20TESEVF.pdf>

TUFANO, Peter. Financial innovation. *Handbook of the Economics of Finance* / ed. par G. George. M. CONSTANTINIDES, Milton HARRIS et René M. STULZ. Holland : Elsevier, 2003, vol. 1B, p.308-335.

TUROLLA, Frederico et OLIVEIRA, Gesner. Política econômica do segundo governo FHC : mudança em condições adversas. São Paulo, *Tempo Social*, novembro 2003, p. 196-217.

URANI, André. Ajuste macroeconômico e flexibilidade do mercado de trabalho no Brasil : 1981-1995. *Flexibilidade do mercado de trabalho no Brasil* / ed. par José M. CAMARGO. São Paulo: Editora Fundação Getúlio Vargas, 1996, p. 95-156.

VALOR ECONÔMICO. Le 02 octobre 2006.

VERISSIMO, Michele P. et BRITO, Márcio H. de. Liberalização da conta de capital e fluxos de portfólio para o Brasil no período recente. *Actes du XXXII Encontro Nacional de Economia (ANPEC)*, João Pessoa (PB), 7-10 dezembro 2004, 20 p. Disponible sur : <http://www.anpec.org.br/encontro2004/artigos/A04A069.pdf>

VERSIANI, Flávio R. A dívida pública interna e sua trajetória recente. Brasília, *Texto para discussão*, Université de Brasília (UNB), 2003, 16 p.

ZOCKUN, Maria Helena. Investimento estrangeiro : obstáculos e sugestões. *Crise e oportunidade : o Brasil e o cenário internacional* / ed. par Antônio Corrêa de LACERDA. São Paulo (SP) : Lazuli Editora, 2006, p. 67-80.